

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

.1898

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SÉRIE

TOME LXV

JANVIER, FEVRIER, MARS

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire } simple.....	5 —
} double.....	9 —

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

BULGARIE — FRANCE

Convention de Commerce.

23 mai/4 juin 1897 (1).

Le Président de la République française et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions réciproquement satisfaisantes les relations commerciales qui existent entre la France et la Principauté, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française,

M. le vicomte de Petiteville, ministre plénipotentiaire chargé de l'agence et consulat général de France à Sofia, officier de la Légion d'honneur, grand-officier de l'ordre princier de Saint-Alexandre ;

Et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie,

Son Excellence le docteur Stoïloff, son président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et des Cultes, grand-cordon de l'ordre princier de Saint-Alexandre en brillants, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les nationaux des deux pays ; les Français et les Bulgares ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respec-

(1) *Journal officiel de la République française* du 28 janv. 1898. — Les ratifications ont été échangées à Sofia le 5 janv. 1898.

tifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront, en matière de commerce et d'industrie, les nationaux de l'une des parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. — Les ressortissants des deux parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale. Sont, toutefois, exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 3. — Les ressortissants de chacune des parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y acquérir, louer et occuper des maisons et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Les dispositions du présent article, relatives au libre exercice des professions, ne seront pas appliquées, en Bulgarie, aux cabarettiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et aux marchands ambulants.

Art. 4. — Chacune des deux parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation et à l'exportation des articles mentionnés ou non dans la présente convention, qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce puissance.

Les parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement des formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce ou de l'industrie.

Art. 5 — Les marchandises d'origine ou de manufacture françaises

acquitteront, à leur entrée en Bulgarie, les droits inscrits sur le tableau A annexé à la présente convention.

Les marchandises d'origine ou de manufacture bulgares seront admises à l'entrée en France au bénéfice des taxes les plus réduites qui y sont ou y seront établies.

Les droits *ad valorem* établis à l'entrée en Bulgarie seront acquittés conformément aux dispositions détaillées insérées dans le tableau B annexé à la présente convention.

Art. 6. — Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi, de consommation, de fabrication ou à des taxes intérieures quelconques perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale ou originaires du pays le plus favorisé.

Art. 7. — Les fabricants et les marchands français ainsi que leurs commis-voyageurs voyageant en Bulgarie pourront, sans être assujettis à aucun impôt de patente bulgare, y faire des achats et des ventes pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Il y aura, en France, réciprocité de traitement pour les fabricants ou les marchands bulgares et leurs commis-voyageurs.

Les commis-voyageurs français et bulgares munis d'une carte de légitimation conforme au modèle ci-annexé, délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les voyageurs sont ou seront soumis dans les territoires des parties contractantes, les Français en Bulgarie et les Bulgares en France jouiront, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Ne jouiront pas de l'exemption de la patente les commis-voyageurs français cherchant à recueillir des commandes chez les personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Art. 8. — Les parties contractantes s'engagent à régler dans une convention spéciale, aussitôt que faire se pourra, les diverses questions relatives à la navigation. Jusqu'à la conclusion de cet accord, les bâtiments de commerce appartenant à l'un des deux pays jouiront dans les ports et havres de l'autre pays, sauf en matière de cabotage, du traitement national.

Art. 9. — Il est pareillement convenu que la France et la Bulgarie procéderont à bref délai à la conclusion d'une convention spéciale ayant pour but d'assurer la protection réciproque des brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, dessins et modèles industriels, etc. Le gouvernement bulgare s'engage à présenter prochainement au Sobranié une loi pour la protection de la propriété industrielle, conforme aux principes adoptés dans les législations intérieures des principaux États européens et destinée à préparer l'accession de la Principauté à la convention internationale du 20 mars 1883.

Art. 10. — La Bulgarie aura le droit de nommer des agents commerciaux dans toutes les places de France ayant une importance pour son commerce.

Art. 11. — La présente convention s'étend aussi aux pays ou ter-

ritoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière, à l'une des parties contractantes.

Art. 12. — Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'Algérie.

Il est entendu qu'elles deviendraient, en outre, applicables aux colonies françaises ou pays de protectorat pour lesquels le gouvernement français en réclamerait le bénéfice. Le représentant de la République française à Sofia aurait, à cet effet, à le notifier au gouvernement princier, dans un délai d'un an à dater du jour de l'échange des ratifications de la présente convention.

Art. 13. — La présente convention entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu au plus tard le 1/13 juillet 1897. Elle restera exécutoire jusqu'au 18/31 décembre 1903.

Toutefois, la clause en vertu de laquelle les marchandises d'origine ou de manufacture bulgares sont admises, à l'entrée en France, au bénéfice des taxes les plus réduites pourra être dénoncée à toute époque par le gouvernement français et, dans ce cas, ladite clause et le tarif des droits inscrits dans le tableau A annexé à la présente convention cesseront d'être en vigueur après cette dénonciation.

Dans le cas où aucune des deux parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la période précitée du 18/31 décembre 1903, son intention de faire cesser les effets de la présente convention, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 14. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Sofia, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 23 mai/4 juin 1897.

(L. S.) Signé : R. DE PETITEVILLE.

(L. S.) Signé : Dr C. STOÏLOFF.

Modèle de la carte de légitimation dont les voyageurs de commerce doivent être porteurs à leur entrée en France (Bulgarie).

Bon pour l'année 189 .

N° de la carte.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ou
PRINCIPAUTÉ DE BULGARIE

Porteur.

(Nom et prénoms.)

Lieu

date

Sceau de l'autorité compétente.

Titre et signature
de l'autorité compétente.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte possède une (1)

(1) Effacer les mots qui ne se rapportent pas au cas particulier, à la situation personnelle du voyageur de commerce.

(Indication de la fabrique ou du commerce) à
 sous la raison de commerce
 Est commis-voyageur au service de la maison à
 qui possède une (1) (indication de la fabrique ou du commerce)
 à sous la raison de commerce
 Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes et de
 faire des achats en (2) pour cette maison (1)
 et pour la maison ci-après désignée ou les maisons ci-après désignées (*dési-
 gnation de l'établissement commercial ou industriel*), il est certifié que ladite
 maison (1) (*ou lesdites maisons*) est autorisée à pratiquer
 son (1) ou leur industrie (1) ou commerce dans les pays et paye (1) ou
 payent les contributions légales pour l'exercice de son (1) ou leur com-
 merce (1) ou industrie.

Signalement du porteur,
 Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers

Signature du porteur,

Fait en double à Sofia, le 23 mai/4 juin 1897.

(L. S.) R. DE PETITEVILLE.
 (L. S.) D^r C. STOÏLOFF.

TABLEAU A

Droits à percevoir à l'entrée des marchandises françaises importées en Bulgarie.

1. Chaux hydraulique et ciment, 10 p. 100 *ad valorem*.
2. Tuiles, dalles, carreaux et tuyaux en terre, 12 p. 100 *ad valorem*.
3. Savons ordinaires, 18 p. 100 *ad valorem*.
4. Savons de toilette, 12 p. 100 *ad valorem*.
5. Cuirs pour semelles et autres cuirs non spécialement dénommés, 16 p. 100, *ad valorem*.
6. Articles de cuir, 16 p. 100 *ad valorem*.
7. Cuir verni et chevreau pour empeignes, 12 p. 100 *ad valorem*.
8. Vins mousseux et non mousseux en bouteilles, 12 p. 100 *ad valorem*.
9. Parfumerie, 12 p. 100 *ad valorem*.
10. Bougies, 18 p. 100 *ad valorem*.
11. Verres à vitre, 20 p. 100 *ad valorem*.
12. Arachides, 10 1/2 p. 100 *ad valorem*.
13. Noix, noisettes, amandes, 10 1/2 p. 100 *ad valorem*.
14. Mérinos et cachemires unis, de laine pure pesant moins de 400 grammes au mètre carré, 12 p. 100 *ad valorem*.
15. Draps et étoffes en laine pesant plus de 400 grammes au mètre carré, 18 p. 100 *ad valorem*.
16. Confitures et bonbons, dragées, loukoum, — halva, pekmez (jus de raisins cuits) ou fruits glacés au sucre, 20 p. 100 *ad valorem*.
17. Sucres non raffinés, raffinés, candis, 20 p. 100 *ad valorem*.
18. Tissus de jute, 12 p. 100 *ad valorem*.
19. Sacs de jute, 10 p. 100 *ad valorem*.
20. Alcool, 12 fr. 60 l'hectolitre.
21. Eaux-de-vie de raisins et de prunes, arak, rhum, cognacs et autres

(1) Effacer les mots qui ne se rapportent pas au cas particulier, à la situation personnelle du voyageur de commerce.

(2) Nom du pays où se rend le voyageur de commerce.

- eaux-de-vie en barriques, 18 p. 100 *ad valorem*, sans que la taxe puisse être inférieure à 36 fr. l'hectolitre.
22. Cognacs, liqueurs et boissons spiritueuses de toutes sortes en bouteilles, 18 p. 100 *ad valorem*, sans que la taxe puisse être inférieure à 45 fr. l'hectolitre.
 23. Chaussures de toutes sortes avec semelles de cuir, 280 fr. les 100 kilogr. net.
 24. Vêtements confectionnés en tissus de laine pure ou mélangée, 300 fr. les 100 kilogr. net.
 25. Cordes et articles de corderie de toutes sortes, à l'exception des ficelles, 25 p. 100 *ad valorem*.
 26. Sel gemme, 3 fr. 08 les 100 kilogr. net.
 27. Sel marin, 3 fr. 04 les 100 kilogr. net.
 28. Tabacs en feuilles, 258 fr. les 100 kilogr. net.
 29. Tabac fabriqué, 29 fr. 80 le kilogramme net.
 30. Cigares, 5 fr. 80 le kilogramme net.
 31. Cigarettes, 29 fr. 80 le kilogramme net.
 32. Poudres de toutes sortes, 112 fr. les 100 kilogr. net.
 33. Cartouches, feux d'artifice et autres matières explosibles, 140 fr. les 100 kilogr. net.
 34. Graines de vers à soie, machines et tous autres accessoires nécessaires à la production des soies, exempts.
 35. Toutes autres marchandises non dénommées, 14 p. 100 *ad valorem*.
- Fait en double à Sofia, le 23 mai/4 juin 1897.

(L. S.) Signé : R. DE PETITEVILLE.

(L. S.) Signé : Dr C. STOILOFF.

TABLEAU B

Dispositions spéciales concernant la perception des droits *ad valorem* sur les marchandises importées en Bulgarie.

Art. 1^{er}. — L'importateur est tenu d'indiquer par écrit dans la déclaration la valeur et la dénomination commerciale de la marchandise importée.

Les droits *ad valorem* sont calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication, augmentés des frais de transport et d'emballage jusqu'à la frontière et des frais d'assurance et de commission jusqu'au lieu de destination.

L'importateur devra joindre à sa déclaration la facture de vente et la lettre de voiture ou de connaissance. La valeur de la marchandise sera indiquée dans la déclaration en francs et en centimes.

Art. 2. — La visite douanière des marchandises aura lieu dans les quarante-huit heures qui suivent la déclaration.

La douane ne pourra se refuser à calculer le droit d'entrée d'après la valeur déclarée par l'importateur que dans le cas où l'inspection de la marchandise lui permet de concevoir des doutes sur l'exactitude de cette valeur.

Dans ce cas, la douane a, durant vingt-quatre heures après la visite douanière, le droit d'augmenter la valeur déclarée.

Si l'importateur n'admet pas cette augmentation, la douane a la faculté d'exercer la préemption ou de recourir à l'expertise.

En cas de préemption, la douane devra payer à l'importateur, dans un délai de quinze jours, la valeur déclarée augmentée de 5 p. 100.

En cas d'expertise, qui devra être effectuée dans un délai maximum de quinze jours, la douane devra remettre la marchandise à la libre disposition de l'importateur, à charge pour celui-ci de fournir une soumission cautionnée ou un cautionnement en numéraire suffisant pour l'acquittement du droit d'entrée, des taxes additionnelles et des suppléments dudit droit qui pourraient résulter de l'expertise. L'importateur aura la faculté de donner

aux experts, à titre de renseignements, un certificat délivré par la chambre de commerce compétente en vue d'établir le prix réel de la marchandise.

Art. 3. — Le droit de préemption de la douane est déchu dès que l'expertise est demandée.

S'il résulte de l'expertise que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus de 10 p. 100 celle qui a été déclarée par l'importateur, le droit d'entrée sera perçu sur la valeur déterminée par les experts. Si la valeur déterminée par les experts dépasse de 10 p. 100 celle qui a été déclarée, l'importateur sera passible d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à dix fois le montant des droits qu'on a cherché à éluder.

Les frais d'expertise seront supportés moitié par l'exportateur, moitié par la douane. Si la valeur résultant de l'expertise n'excède pas 5 p. 100 de la valeur déclarée; en cas contraire, ces frais seront supportés par la partie condamnée. Dès que le droit d'entrée, les taxes additionnelles et, s'il y a lieu, l'amende auront été perçus par la douane, la marchandise sera délivrée à l'importateur. Si celui-ci avait déjà retiré sa marchandise, on annulera la partie de la soumission cautionnée ou on remboursera la partie du cautionnement en numéraire qui excédera le chiffre dudit droit d'entrée, des taxes additionnelles et de l'amende.

Art. 4. — En cas d'expertise, le chef de la douane et l'importateur désigneront chacun un expert dans les huit jours qui suivront la demande d'expertise. En cas de partage de voix ou si l'importateur le requiert au moment même de la constitution de l'arbitrage, les experts choisiront, dans un délai de huit jours, un tiers arbitre. S'il y a désaccord entre eux, le tiers arbitre sera nommé par le président du tribunal du département compétent et, dans le lieu où il n'existe pas de tribunal de département, par le juge local (*mirovii sadia*) compétent. La décision arbitrale devra être rendue dans les cinq jours qui suivront la nomination des arbitres.

Art. 5. — Si, dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision des experts, les droits supplémentaires, l'amende et les frais n'ont pas été acquittés et que la marchandise n'ait pas d'ailleurs été délivrée à l'importateur, celle-ci pourra être vendue par la douane.

Le produit de la vente ou le cautionnement effectué en numéraire, après prélèvement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, sera tenu à la disposition de l'ayant droit, en cas de vente, pendant une année à partir du jour de la vente; en cas de cautionnement, pendant une année à partir du jour de la décision définitive.

Si la somme disponible n'est pas réclamée dans le délai fixé, elle restera définitivement acquise au Trésor.

Fait en double à Sofia, le 23 mai/4 juin 1897.

(L. S.) R. DE PETITEVILLE.
(L. S.) Dr STOILOFF.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue, en date de ce jour, entre la République française et la Principauté de Bulgarie, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante, qui formera partie intégrante de la convention même :

I. — Les conserves alimentaires paieront, à leur entrée en Bulgarie, un droit de douane de 14 p. 100 *ad valorem* et seront soumises à un droit d'accise qui, dans aucun cas, ne pourra être supérieur à 50 fr. par 100 kilogr. net.

II. — L'industrie de la production des graines de vers à soie pourra, conformément aux articles 1 et 3 de la convention, être exer-

cée en Bulgarie par les Français, dans les mêmes conditions que pour les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

L'importation dans la Principauté des graines de vers à soie de provenance française s'effectuera conformément à l'entente intervenue, au mois de février 1896, entre les gouvernements français et bulgare. L'importateur aura à produire un certificat établissant qu'il sélectionne d'après le système cellulaire Pasteur. Ce certificat émanera soit du maire de la commune où réside l'importateur, soit du préfet du département; il devra être revêtu de l'estampille du ministère français de l'agriculture. Sur la production de ce certificat, les bourses ou boîtes de graines portant le nom et l'adresse du producteur seront examinées au ministère du commerce et de l'agriculture de Bulgarie par une commission spéciale composée de trois membres au moins, à laquelle pourra être adjoint un délégué nommé par l'importateur dont il s'agit. L'importation dans la Principauté de graines de vers à soie pourra être effectuée en dehors de la période comprise entre le 1^{er} septembre et le 15 novembre (vieux style) et de celle allant du 1^{er} février au 15 mars (vieux style). Tout envoi de graines fait avant ou après ces deux périodes ne sera pas accepté.

III. — Il est convenu que l'expression « courtier » employée au dernier paragraphe de l'article 3 de la présente convention ne pourra, en aucun cas, être l'objet d'une interprétation qui aurait pour effet de restreindre en quoi que ce soit le libre exercice de la profession de commerçant.

IV. — Il est bien entendu que les dispositions de l'article 11 ne sauraient avoir pour effet de porter préjudice aux traités ou conventions, de quelque nature que ce soit, en vigueur entre l'une ou l'autre des parties contractantes et les pays ou territoires qui seraient unis ou s'uniraient à elle par une union douanière.

V. — La clause du traitement de la nation la plus favorisée, stipulée à l'article 4, ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni à celles accordées aux États limitrophes pour faciliter le commerce des frontières.

Il est d'ailleurs convenu que l'étendue du territoire dans lequel il sera loisible d'accorder des faveurs spéciales en vue du trafic frontière ne dépassera pas 20 kilomètres de part et d'autre de la frontière des deux États limitrophes.

La France renonce, en outre, à revendiquer le bénéfice des tarifs de faveur concédés, à titre privatif, à la Serbie par le IV de l'annexe C du traité de commerce conclu entre la Bulgarie et la Serbie, le 16 février 1897.

VI. — Le gouvernement bulgare aura la faculté d'établir le régime du monopole en ce qui concerne les marchandises suivantes : poudre, tabac, sel, pétrole.

Il est d'ailleurs entendu que les droits de 3 fr. 08 et de 3 fr. 04 inscrits au tableau A pour les sels gemme et marin ne seront applicables que pour une période d'un an à compter du jour de l'échange des ratifications.

VII. — Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les puissances contractantes, sans ratification spéciale, par le seul

fait de l'échange des ratifications de la convention de commerce à laquelle il se rapporte.

Fait en double à Sofia, le 23 mai/4 juin 1897.

(L. S.) R. DE PETITEVILLE.

(L. S.) Dr C. STOÏLOFF.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention relative à l'échange des colis postaux entre la France et l'Australie.

1^{er} décembre 1897 (1).

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, désirant établir entre la France et l'Australie un service d'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, sur les bases de la convention internationale du 4 juillet 1891 (2), ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française : S. Exc. M. Gabriel Hanotaux, ministre des affaires étrangères de la République française;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes : S. Exc. Sir Edmund Monson, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1. — 1^o Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, des colis sans déclaration de valeur, savoir :

De la France et de l'Algérie pour l'Australie, jusqu'à concurrence de 5 kilogr. ;

De l'Australie pour la France et l'Algérie, jusqu'à concurrence de 11 livres avoir du poids ;

2^o Est réservé aux administrations des postes des deux pays le droit de déterminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis de valeur déclarée ou contre remboursement.

Art. 2. — Les administrations des postes de France et d'Australie assureront le transport entre les deux pays par les moyens dont elles disposent.

Art. 3. — Pour chaque colis expédié de la France et de l'Algérie à destination de l'Australie, l'administration des postes de France paie à celle d'Australie, savoir :

1^o Un droit territorial de 2 fr. 50 pour les colis n'excédant pas le poids de 3 kilogr. et de 3 fr. 70 pour les colis de 3 à 5 kilogr. ;

(1) *Journal officiel de la République française* du 28 janv. 1898. — Les ratifications ont été échangées à Paris le 25 janvier.

(2) V. *Archives*, 1892, III, p. 52.

2° Additionnellement, un droit maritime calculé selon les règles tracées par l'article 3 de la convention internationale du 4 juillet 1891.

Toutefois, l'administration française bénéficiera de toute réduction de taxe qui serait accordée par l'Australie à une autre administration postale, tant pour la quote-part territoriale que pour le trajet maritime.

Pour chaque colis n'excédant pas le poids de 5 kilogr. expédié d'Australie à destination de la France et de l'Algérie, les administrations australiennes payent à l'administration française, savoir :

1° Un droit territorial de 50 centimes;

2° Additionnellement, un droit maritime de 3 fr., si l'acheminement a lieu par l'intermédiaire des paquebots-poste français.

Art. 4. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Art. 5. — 1° Le transport entre la France continentale d'une part, l'Algérie et la Corse de l'autre, donne lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis, à titre de droit maritime à percevoir sur l'expéditeur.

Tout colis à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis, qui est à la charge de l'expéditeur.

Cette surtaxe de 25 centimes est également perçue sur l'expéditeur de tout colis originaire de l'intérieur de la Corse et de l'Algérie.

Ces surtaxes sont, le cas échéant, bonifiées par les administrations australiennes à l'administration française.

2° Le gouvernement français se réserve la faculté de faire usage d'une surtaxe de 25 centimes à l'égard des colis postaux échangés entre la France continentale et l'Australie.

Art. 6. — Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités de douane, un droit dont le montant total ne peut excéder 25 centimes par colis.

Art. 7. — Les colis auxquels s'applique la présente convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 6 précédents et par l'article 8 ci-après.

Art. 8. — La réexpédition des colis postaux de l'un des deux pays sur l'autre, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3, 5 et 6, à la charge des destinataires, ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douanes ou autres acquittés.

Art. 9. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

Art. 10. — 1° Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser 15 ou 25 fr., suivant que le poids du colis n'excède pas ou excède 3 kilogr.

L'expéditeur d'un colis perdu a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition.

2° L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration correspondante, lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu sur le territoire ou dans le service de cette dernière administration.

3° Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la réexpédition de ce colis.

4° Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser sans retard à l'office expéditeur le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5° Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du jour du dépôt du colis à la poste; passé ce délai, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6° Si la perte, l'avarie ou la spoliation a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des deux pays sans qu'il soit possible d'établir dans lequel des deux services le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

7° Les administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Art. 11. — La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

Art. 12. — Les administrations des postes des deux pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'ils admettent à l'échange international des colis postaux: elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 13. — L'administration des postes de France et les administrations des postes d'Australie fixeront d'un commun accord, d'après le régime établi par la convention de Vienne du 4 juillet 1891, les conditions auxquelles pourront être échangés entre les bureaux d'échange respectifs les colis postaux originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteront l'intermédiaire de l'un des deux pays pour correspondre avec l'autre.

Art. 14. — Dès que les règlements intérieurs de l'Australie le permettront, le régime des avis de réception en vigueur dans les relations entre pays participant à la convention de Vienne du 4 juillet 1891 sera étendu d'un commun accord, par les administrations des deux parties contractantes, aux colis postaux adressés de l'un des deux États dans l'autre.

Art. 15. — Est réservé au gouvernement français le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par les entreprises de chemin de fer et de navigation.

Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'administration des postes de France s'entendra avec les entreprises de chemin de fer et de navigation pour assurer la complète

exécution par ces dernières de toutes les clauses de la convention ci-dessus et pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les administrations des postes d'Australie.

Art. 16. — 1^o La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

2^o Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 17. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 1^{er} décembre 1897.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : EDMUND MONSON.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES DE CRÈTE. — CONFLIT GRÉCO-TURC.

Situation de l'Empire Ottoman.

FÉVRIER-MAI 1897

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. P. Cambon**, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 5 mars 1897.

J'ai tenu à m'assurer de l'impression des autres Cabinets touchant l'organisation éventuelle de l'autonomie crétoise et j'ai télégraphié hier dans ce sens à nos ambassadeurs.

Le premier besoin de la Crète à l'heure présente est de constituer une administration locale, dût-elle être provisoire. On peut envisager trois systèmes :

- 1° Ou constituer cette administration avec des éléments locaux ;
- 2° Ou faire intervenir des éléments mixtes, soit deux turcs, deux grecs et un européen neutre pour les départager ;
- 3° Ou bien enfin s'adresser uniquement à des éléments étrangers, empruntés à des Etats neutres ou aux grandes puissances.

Quel est de ces trois systèmes celui qui vous paraîtrait pouvoir être le plus immédiatement et le plus utilement applicable, et quel serait l'auteur et la forme de l'investiture ?

D'autres combinaisons vous sembleraient-elles présenter des garanties suffisantes au point de vue que nous devons envisager tout d'abord en ce moment, le rétablissement de l'ordre et de l'autorité ? Pourrait-on utiliser le concours de membres du Conseil législatif ?

En tout cas, il ne saurait être question à mon avis de Commission consulaire.

Quant à la pacification, en attendant que les délégués des puissances

puissent procéder à l'organisation définitive de la gendarmerie régulière, il y aurait lieu de constituer sans délai une force publique suffisante pour assurer l'ordre sur les points principaux de concert avec les effectifs européens.

Vous serez peut-être en mesure de compléter à cet égard les indications que m'a déjà fournies votre dépêche du 24 février et que les événements survenus depuis auront pu vous amener à modifier.

Je tiendrais également à avoir votre avis sur les conditions dans lesquelles devrait être réglée la question du tribut.

En ce qui concerne le développement et la régularisation de l'occupation de l'île, avez-vous quelque indication nouvelle à ajouter à celles que vous m'avez déjà fait parvenir à ce sujet ?

G. HANOTAUX.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 5 mars 1897.

Le Comité secret macédonien redouble d'activité et il équipe et expédie des corps francs appelés à entrer secrètement en Macédoine et en Epire et à se répandre sur les derrières des troupes turques. Dans la nuit d'avant-hier, est parti un de ces corps comptant 80 volontaires macédoniens.

Les cuirassés grecs *Lpezzià* et *Psara* sont partis ce matin à huit heures du Pirée pour une destination inconnue : j'en informe l'amiral Pottier.

A. BOURÉE.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 5 mars 1897.

Le vice-consul grec à la Canée autorisé par les amiraux à se rendre à bord d'un navire russe à Selino, pour négocier la délivrance des musulmans qui s'y trouvent bloqués, a émis la prétention de faire ce voyage à bord d'un navire grec et de n'agir qu'après entente avec le colonel Vassos. Les amiraux n'ont pas répondu au vice-consul grec et le consul anglais est parti pour Selino à bord d'un navire anglais suivi d'un navire français et d'un russe. Le commandement supérieur des forces devant Selino est dévolu au commandant anglais. Les amiraux ont décidé d'y faire débarquer 500 marins de toutes nationalités pour délivrer les familles musulmanes.

Les amiraux sont convaincus de la mauvaise foi des agents et commandants grecs dans cette affaire de Selino. Aussi ont-ils opposé un refus au cuirassé grec qui, prétextant le mauvais temps, voulait entrer dans la baie de la Sude.

Paul BLANC.

**Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française
à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Berlin, le 5 mars 1897.

Le Cabinet de Berlin a, pour ce qui concerne les amiraux, envoyé des instructions analogues aux vôtres. Il adhère d'avance à toute mesure

coercitive que les amiraux de commun accord croiront devoir prendre. Le ministre des affaires étrangères croit à un refus de la Grèce plus ou moins caractérisé. Dans le cas où la Grèce chercherait à ouvrir des pourparlers sur telle ou telle condition, il n'admet pas que l'Europe puisse, au point où en sont les choses, accepter le moindre échange d'idées avec le Cabinet d'Athènes. Il m'a semblé que sa pensée était que la conférence des ambassadeurs à Constantinople serait très apte à étudier la forme de l'autonomie qu'il conviendrait de donner à la Crète.

NOAILLES.

Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France à Sophia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sophia, le 6 mars 1897.

Les fêtes données en l'honneur du Roi de Serbie ont été très brillantes. Le voyage du jeune monarque a été, je crois, fécond en résultats, quoi que l'on puisse dire pour en diminuer la portée. Une entente est réellement établie entre les gouvernements des deux peuples voisins et cette entente, basée sur des intérêts communs, a quelques chances pour tenir.

R. DE PETITEVILLE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 6 mars 1897.

M. Cambon m'a télégraphié que tous les ambassadeurs ayant reçu l'autorisation de leur gouvernement ont remis à la Porte sous forme de *pro memoria* la déclaration supplémentaire relative aux garnisons turques dans l'île de Crète mentionnée dans mon télégramme du 3 de ce mois.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes, et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 6 mars 1897.

Les ambassadeurs à Constantinople ont remis à la Porte le 2 mars la note dont le texte suit au sujet de la Crète (1) :

Les ambassadeurs ont, d'autre part, à la demande de leur collègue d'Angleterre, présenté aujourd'hui à la Porte une déclaration complémentaire concernant les garnisons ottomanes de la Crète et ainsi conçue (2) :

G. HANOTAUX.

M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 6 mars 1897.

On n'a pas encore reçu ici le rapport de l'amiral russe sur l'entente intervenue entre les commandants.

Le ministre des affaires étrangères envoie aujourd'hui un télégramme

(1) V. dépêche de Constantinople du 27 février 1897, Document n° 217.

(2) V. Document n° 237.

circulaire aux ambassadeurs pour proposer que les amiraux, à l'expiration du délai fixé à la Grèce, proclament l'autonomie de la Crète sous la garantie des puissances et prennent immédiatement, selon les circonstances, les mesures nécessaires pour faciliter l'évacuation de l'île par les Grecs ou, en cas de refus, pour empêcher plus rigoureusement que jamais toute communication avec la Grèce.

G. DE MONTEBELLO.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 6 mars 1897.

Aucune réponse ne nous est arrivée, ni ne sera faite sans doute, à notre communication de mardi avant l'expiration des délais qu'elle énonce. D'ici là, on manœuvre de façon à s'abriter contre les conséquences d'un blocus possible, et en prévision de l'obstruction de certaines voies maritimes, on se hâte de les utiliser pour envoyer tout ce qu'on a de disponible en fait de troupes, d'armes, de canons, de munitions et de fournitures militaires, tant à Volo qu'à Arta.

La situation est très grave dans la ville, l'effervescence augmente d'heure en heure sous l'influence de fausses nouvelles incessamment répandues et qu'exploite une presse dont les violences dépassent tout.

J'ai peine à m'imaginer par quels moyens le gouvernement parviendrait à dominer les passions de la population en ce moment s'il obéissait purement et simplement à la mise en demeure des puissances.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 6 mars 1897.

Par un télégramme en date d'hier, l'amiral Pottier nous a communiqué les propositions adoptées par les amiraux à l'unanimité, et par un accord écrit. Elles sont ainsi formulées :

Blocus de l'île de Crète ;

Blocus du Pirée et des ports principaux de la Grèce.

Ces déclarations de blocus seront faites par les Gouvernements.

Tout navire grec rencontré à la mer sera escorté à Milo, où il sera bloqué.

Tout torpilleur grec venant à portée d'un navire des puissances serait repoussé à coups de canon.

Tout acte hostile commis par un navire grec contre un navire des six puissances serait considéré comme une déclaration de guerre à ces six puissances.

En cas de nécessité, les amiraux veulent être autorisés à prendre possession du télégraphe de Syra.

Le blocus devant avoir pour conséquence une diminution du nombre de navires employés à la protection des villes du littoral, les amiraux demandent que chaque puissance tienne prêt un bataillon de six cents hommes pour concourir à cette protection.

Le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité a dû être également

saisi de ces propositions, et je vous serai obligé de vous assurer de la façon dont il est disposé à les accueillir.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 7 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a communiqué aujourd'hui un télégramme qu'il avait reçu de Saint-Petersbourg et dont je crois devoir vous transmettre le texte pour votre information.

Saint-Petersbourg, le 6 mars 1897.

« Il y aurait, selon nous, urgence à ce que les puissances s'entendissent sur les mesures à prendre en Crète aussitôt après l'expiration du délai imparti à la Grèce. Les amiraux ne devraient-ils pas être chargés d'annoncer solennellement le passage de l'île au régime autonome solidement garanti par les puissances, et des mesures administratives, propres à rétablir l'ordre et la confiance, ne devraient-elles pas être abordées sur-le-champ ? Les troupes turques seraient en même temps invitées à se concentrer sur les points déjà occupés par les forces européennes. Si les troupes grecques ne devaient pas être rappelées, il faudrait les obliger à se retirer ou bien les cerner et priver de tout ravitaillement. Il va sans dire qu'aucun bâtiment grec ne serait admis à proximité des côtes de l'île. »

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 mars 1897.

Je sais de source certaine que les ordres les plus précis ont été donnés aux commandants militaires sur la frontière de Thessalie pour rester sur la défensive. Si les Grecs font des incursions en Macédoine, ils devront être reçus rudement et repoussés jusqu'à la frontière sans être suivis au delà. Le Ministre de la Guerre a déclaré que toutes les dispositions étaient prises pour l'envahissement du territoire hellénique, mais que la Porte ne ferait rien sans l'assentiment de l'Europe.

On peut craindre un conflit accidentel entre les troupes, qui sont à fort peu de distance les unes des autres et qui, sur certains points, comme dans la position de Mellona, se trouvent en contact immédiat.

Un major grec, accompagné de trois officiers et de trois cavaliers, a franchi la frontière dans la direction d'Elassona et a fait une reconnaissance en territoire ottoman. Le ministre de Turquie à Athènes a reçu l'ordre de déclarer que la Porte déclinait la responsabilité des suites de pareils incidents s'ils se renouvelaient.

D'autre part, un chef de détachement ottoman a empêché les Grecs de réparer un poste ; de là réclamation du ministre de Grèce auprès de la Porte. Il accuse les Turcs de se livrer à des provocations.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 mars 1897.

La Porte vient d'adresser une note aux ambassadeurs en réponse à leur communication relative à la Crète.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de ce document.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 7 MARS 1897.

Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à LL. EE. les Représentants des grandes puissances.

Le 6 mars 1897.

La Sublime Porte a eu l'honneur de recevoir la note que LL. EE. Messieurs les ambassadeurs des grandes puissances ont bien voulu lui adresser en date du 18 février-2 mars relativement à la Crète.

Le gouvernement impérial prend acte avec satisfaction des assurances que les grandes puissances veulent bien lui donner quant à leur désir de respecter l'intégrité de l'Empire et de la décision qu'elles ont prise de faire retirer les bâtiments de guerre et les troupes helléniques de Crète.

Confiante dans leurs sentiments bienveillants et dans leur ferme volonté de ne pas porter atteinte aux droits de souveraineté de S. M. I. le Sultan, la Sublime Porte, désireuse elle-même d'assurer le maintien de la paix, accepte le principe d'une autonomie accordée à la Crète, en se réservant la faculté de s'entendre avec les représentants des grandes puissances à Constantinople, sur la forme et les détails du régime dont l'île sera dotée.

TEWFIK.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 mars 1897.

Dans le cas où la Grèce déférerait aux conseils unanimes des puissances, il conviendrait que les Cabinets se missent d'accord sur les principes de l'autonomie. Ils peuvent, à mon avis, se résumer ainsi :

- 1° Souveraineté du Sultan ;
- 2° Investiture par le Sultan d'un gouverneur général ottoman ou non ottoman proposé par les puissances et nommé pour cinq ans ;
- 3° Election et réunion de l'assemblée générale, qui sera appelée à voter les lois sur l'organisation judiciaire, sur la gendarmerie, à dresser le budget et à se prononcer, s'il y a lieu, sur la nécessité d'un emprunt ;
- 4° Paiement à la Porte d'un tribut peu élevé fixé par les puissances et gagé par des revenus dont l'administration serait confiée à l'Administration de la Dette publique ottomane ;
- 5° Réduction des garnisons ottomanes à un certain nombre de bataillons et de points à déterminer.

En attendant l'organisation du gouvernement autonome, une Commission composée de délégués des grandes puissances administrerait provisoirement l'île ; elle assurerait l'ordre avec le concours des amiraux, installerait le gouverneur et ferait procéder aux élections. Cette Commission pourrait faire appel aux conseils administratifs locaux.

Il ne me paraît pas possible de mettre en présence dans une commission des Turcs et des Grecs, ni d'y introduire les uns sans s'adresser aux autres. Quant aux puissances neutres, elles feront perdre du temps. D'après l'expression qui a été employée, la Crète est en dépôt entre les mains des grandes puissances. C'est aux grandes puissances à conserver ce dépôt et à assurer la marche des services publics jusqu'à ce que l'île puisse être remise à ses représentants légitimes. Au point où en sont les choses, il faut éviter toute équivoque et déclarer très haut que les Crétois s'administreront eux-mêmes par leurs représentants élus. C'est le meilleur moyen de rendre l'autonomie populaire.

Dans le cas où la Grèce, malgré l'ultimatum des puissances, ne consentirait pas à retirer ses troupes de la Crète, on examinerait s'il ne convient pas de bloquer l'île. Pendant ce blocus, les amiraux pourraient être chargés d'organiser avec tous les éléments qu'ils auront sous la main un service d'ordre dans les villes.

Le blocus du Pirée n'aurait, à mon avis, aucun effet utile et le blocus des côtes de la Grèce est impossible. Quant à l'occupation de la Crète elle-même, il y faudrait une armée.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 mars 1897.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'envoyer l'autorisation nécessaire pour le cas où, conformément à la note de la Porte dont j'ai transmis aujourd'hui le texte à Votre Excellence, le ministre des affaires étrangères voudrait s'entretenir des conditions du régime autonome à donner à la Crète. Les ambassadeurs demandent s'ils sont autorisés à discuter avec lui et si les Gouvernements sont d'accord sur les principes généraux du nouveau régime et sur un programme d'organisation.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 7 mars 1897.

Le droit de 8 0/0 payé par les marchandises importées en Crète donne un revenu annuel moyen de 460.000 francs. Les marchandises importées payent, en outre, une surtaxe douanière de 3 0/0 qui produit un revenu annuel estimé à 345.000 francs. Les marchandises exportées payent 1 0/0 quand elles sont à destination d'un port étranger et 8 0/0 si elles vont en Turquie. Ce droit d'exportation donne un revenu annuel moyen de 230.000 francs.

La Crète devenant autonome, les marchandises arrivant d'un port turc ne seront plus admises en franchise et le droit d'importation de 8 0/0 donnera un revenu double.

Les autres revenus sont : l'impôt sur les maisons, donnant 74.000 francs ; l'impôt sur les produits du sol, donnant 1.660.000 francs ; la surtaxe du tabac et timbre donnant 276.000 francs ; le droit sur le tabac, le poisson et les éponges, donnant 90.000 francs ; divers revenus, donnant 137.000 fr. ; biens nationaux et pierre à aiguiser, 10.000 francs.

La Turquie ne percevait plus en Crète pour le compte du Trésor impérial que la moitié des revenus de la douane, soit environ 345.000 francs, et elle devait entretenir son armée. Elle ne pourrait donc réclamer un tribut supérieur à cette somme, qui serait encore très forte pour la Crète.

Le déficit actuel est de 2.070.000 francs, sur lesquels la Porte doit 920.000 francs. Dans le dernier budget de l'île, les dépenses s'élevaient à 2.300.000 francs, mais on n'y avait inscrit que 690.000 francs à la gendarmerie, alors que la Commission en réclamait le double. On ne doit pas perdre de vue que le pays n'est plus aujourd'hui qu'un monceau de ruines. Plusieurs sources de revenus mentionnées plus haut sont taries pour longtemps.

Il faudrait, pour permettre à une nouvelle administration de s'organiser, une avance d'au moins 200 000 livres soit 4.600.000 francs à la garantie de laquelle on pourrait affecter des revenus fixes, comme ceux des douanes, du timbre et du tabac.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 7 mars 1897.

Une personne de confiance arrivée hier soir du camp grec a vu le colonel Vassos. Il venait de recevoir un télégramme du Roi Georges lui disant que, comme il ne saurait être question du retrait de la Crète de l'armée grecque, il devait prendre ses dispositions pour se maintenir dans ses positions.

Les insurgés ont attaqué cette nuit le fortin de « Karatidi » près la Canée. Le combat a duré deux ou trois heures. Les insurgés avaient des canons avec eux; leur attaque a néanmoins échoué.

Paul BLANC.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 7 mars 1897.

Le comte Goluchowski s'en remet volontiers du soin d'arrêter les particularités de l'autonomie crétoise, soit à la Conférence des ambassadeurs à Constantinople, soit à une Commission internationale siégeant à la Canée. Le choix du gouverneur lui paraît plus délicat. On ne peut pas se baser sur ce qui se passe à Samos, où il n'y a qu'une religion. Si on choisit pour gouverneur de la Crète un fonctionnaire turc musulman, les chrétiens lui refuseront leur confiance; si on fait choix d'un turc chrétien, on aura bientôt les réclamations des musulmans. Le Ministre estime qu'il faut envisager cette question avec une certaine largeur d'idées. Il y aura lieu selon lui d'apporter dans l'étude de l'organisation intérieure de la Crète des vues très libérales.

Les comte Goluchowski est d'avis que toutes les propositions des amiraux doivent être acceptées. Il a télégraphié au cap Martin pour prendre les ordres de l'Empereur parce qu'il ne pouvait prendre sur lui de décider l'envoi d'un bataillon de six cents hommes, mais il ne doute pas de l'assentiment de Sa Majesté,

Lozé,

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 7 mars 1897.

Le baron de Marschall vient de me dire que le Cabinet de Berlin adhérerait pleinement aux propositions des amiraux et il souhaite vivement, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, qu'elles soient mises à exécution sans délai et sans hésitation.

Le baron de Marschall croit pouvoir espérer que la prompte et ferme application des mesures projetées produira une première détente et une impression morale qui faciliteront la pacification ultérieure.

NOAILLES.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 8 mars 1897.

Je reçois à l'instant et je m'empresse de vous transmettre ci-joint le texte de la réponse du Gouvernement grec à la note collective des puissances.

BOURÉE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 8 MARS 1897.

M. Skouzès, ministre des affaires étrangères de Grèce, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Athènes, le 8 mars 1897.

J'ai reçu la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser d'ordre du Gouvernement français en date du 2 mars.

Le Gouvernement a examiné avec toute l'attention qu'ils méritaient les points sur lesquels les grandes puissances sont tombées d'accord. Vu leur gravité extraordinaire pour les résultats qui en seront la conséquence, le Gouvernement royal croit de son devoir de soumettre aux grandes puissances son opinion sur les mesures édictées, opinion qui est le résultat d'une longue expérience et d'une connaissance approfondie de la situation de la Crète. Pénétré des sentiments qui animent les grandes puissances et de leur sollicitude pour la paix générale, le Gouvernement grec ne manquera pas à ce devoir. La Grèce aussi désire ardemment contribuer au maintien de la paix générale et préserver de la ruine complète la population de l'île si durement éprouvée et tant de fois décimée. Nous croyons que le nouveau régime autonome que les grandes puissances viennent d'adopter ne pourra répondre malheureusement aux nobles intentions qui l'inspirent et subira le sort des différents systèmes administratifs qui ont été à différentes reprises et sans succès expérimentés en Crète. Ce n'est pas pour la première fois que la Crète se trouve dans cet état de soulèvement. Dans ces derniers temps, plus de six fois les horreurs de l'anarchie ont ébranlé et mis en péril son existence. Si donc le nouveau régime dont il s'agit de la doter n'est pas de nature à y rétablir l'ordre d'une manière définitive, le Gouvernement grec n'a aucun doute sur l'impossibilité de mettre un terme à l'état révolutionnaire actuel : l'anarchie continuera à ravager le pays, le feu et le fer dans les mains d'un fanatisme aveugle continueront leur œuvre de destruction et d'extermination d'un peuple qui assurément ne mérite pas un tel sort.

Devant une telle perspective, notre responsabilité serait énorme si nous ne venions pas prier instamment les grandes puissances de ne pas insister sur le système d'autonomie édicté, mais de rendre à la Crète ce qu'elle avait déjà

eu lors de l'affranchissement des autres provinces qui forment le royaume de Grèce et de la ramener à la Grèce à laquelle elle appartient déjà du temps de la présidence de Capo d'Istria.

En présence des récentes scènes de massacre, de pillage et d'incendie, dans la ville de la Canée, en présence des épouvantables angoisses auxquelles se trouvaient exposés les habitants de Candie menacés par la fureur sans frein de la population musulmane qui s'opposait au départ des familles chrétiennes pour la Grèce, devenue de tout temps le refuge providentiel de toutes ces malheureuses existences, le remords tourmentait notre pays tout entier pour la responsabilité qu'il avait prise l'an dernier de décider les crétois par ses conseils à déposer les armes. Les malheurs qui s'en sont suivis ne nous permettent pas d'entreprendre encore une fois une telle tâche, et l'eussions-nous entreprise, notre voix serait certainement très faible et son écho n'arriverait pas jusqu'au peuple crétois. — Etant donné que le nouveau régime d'autonomie ne pourrait, à notre avis, répondre au but des vœux, il est évident quelle serait la situation de la malheureuse île de ce jour jusqu'à l'établissement de ce régime si les grandes puissances croyaient devoir persévérer dans leur résolution.

Dans cet ordre d'idées et au nom de l'humanité comme aussi dans l'intérêt de la pacification de l'île, pacification qui fait l'unique objet de la sollicitude des grandes puissances, nous n'hésitons pas à faire appel auprès d'elles au sujet de l'autre mesure relative au rappel de nos forces militaires. En effet, si, par la présence des escadres réunies des grandes puissances dans les eaux crétoises et sur la conviction que ces flottes ne permettront pas le débarquement dans l'île des troupes turques, la présence aussi de tous les navires de la flotte grecque se trouvant en Crète n'y était pas jugée nécessaire, le séjour cependant de l'armée grecque dans l'île est par contre indiqué par le sentiment d'humanité, aussi bien que par l'intérêt même du rétablissement définitif de l'ordre. Notre devoir, notamment, nous impose de ne pas abandonner le peuple crétois à la merci du fanatisme musulman et de l'armée turque qui de tout temps sciemment et de connivence a participé aux actes agressifs de la population contre les chrétiens.

Surtout si nos troupes sur l'île, dignes de toute la confiance des grandes puissances, recevaient le mandat de pacifier ce pays, leur désir et leur intention auraient reçu promptement la plus parfaite satisfaction. C'est alors, après le rétablissement de l'ordre, qu'il serait possible de connaître les vœux exprimés par le peuple crétois pour décider de son sort.

Les horreurs qui se répètent en Crète périodiquement depuis plusieurs dizaines d'années ne se commettent pas seulement sans émouvoir le peuple grec, mais elles intéressent aussi l'activité sociale et troublent gravement l'économie et les finances de l'Etat. En admettant même qu'il nous serait possible d'oublier pour un instant que nous sommes coreligionnaires avec le peuple crétois, que nous sommes de la même race et liés par le sang, nous ne pouvons passer sous silence devant les grandes puissances que l'Etat de la Grèce ne saurait résister plus longtemps à de semblables secousses.

C'est pourquoi nous faisons appel aux sentiments généreux qui animent les grandes puissances en les priant de permettre au peuple crétois de se prononcer comment il désire être gouverné.

SKOUZÈS.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 mars 1897.

Dans les conditions actuelles, je ne vois comme possible que la solution suivante :

Occupation des villes par des forces militaires étrangères ; proclamation

de l'état de siège; commandement confié dans chaque ville à un officier supérieur étranger; désarmement de la population musulmane; réduction progressive des forces militaires turques. Une fois que le conflit avec la Grèce aurait pris fin, il serait alors possible d'installer, sans crainte de soulèvement des musulmans, le nouveau prince ou gouverneur qui, grâce à l'assistance effective des puissances, pourrait appeler auprès de lui les notabilités chrétiennes, constituer la nouvelle gendarmerie ou milice, rétablir les communications avec l'intérieur du pays et procéder à la réorganisation administrative du pays. Je ne parle pas du désarmement de la population chrétienne, parce que j'estime qu'il ne pourra être obtenu qu'après l'organisation d'une milice. En ce qui concerne le concours que les notables musulmans devraient apporter à l'organisation du nouveau régime crétois, je continue à penser que ces notables ne doivent pas être écartés des fonctions publiques et qu'ils doivent y contribuer dans la proportion d'un tiers contre deux tiers.

Paul BLANC.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 17 février 1897.

Trois avisos et deux canonnières armés de fortes pièces et de mitrailleuses ont franchi la passe du golfe d'Arta et ont pris position dans la baie de Prevesa. Ces bâtiments sont très probablement destinés à appuyer les mouvements éventuels des forces grecques massées près d'Arta.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 mars 1897.

Dans le combat qui a eu lieu hier à Keratidi, les turcs ont eu quatre soldats tués, plus un blessé à la suite de l'explosion d'un engin de dynamite. Le mauvais temps avait empêché jusqu'à présent le débarquement des marins à Sélino. On espérait pouvoir l'effectuer hier soir, se mettre en route immédiatement et attendre ce matin Candanos. Trois ou quatre canons devaient être débarqués pour appuyer la colonne dans un fortin situé à peu près au tiers de la route et encore occupé par les turcs. La colonne sera forte de cent cinquante fusils et placée sous le commandement d'un capitaine de vaisseau anglais. Le consul anglais, depuis son arrivée, parlementait avec les chrétiens, mais rencontrait une grande résistance de la part des volontaires grecs qui, originaires de Crète, ont démissionné pour prendre le commandement des insurgés. Le mot d'ordre était que les négociations devaient être entamées avec le Roi ou avec son lieutenant crétois, le colonel Vassos. On a dû notifier aux insurgés que les commandants des forces internationales sont résolus à exécuter les ordres qu'ils ont reçus. Si les opérations réussissent, les musulmans doivent être ramenés ce soir à la côte.

Paul BLANC.

M. Billot, ambassadeur de la République française à Rome, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 8 mars 1897.

Le Gouvernement italien, à la suite du Conseil des Ministres tenu aujourd'hui, demeure résolu à concourir au plan qui réunira l'assentiment de toutes les autres puissances, en ce qui concerne les mesures éventuelles de contrainte contre la Grèce. Ce soir encore à la consulta on ne connaissait que l'adhésion donnée par l'Allemagne à l'ensemble des propositions des amiraux ; mais on pensait que les délibérations intervenues aujourd'hui à Londres auraient une influence décisive sur le règlement de la question.

BILLOT.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 8 mars 1897.

L'Empereur a accepté, sans faire aucune observation, les propositions formulées par les amiraux, dont Votre Excellence m'a donné connaissance par son télégramme du 6 de ce mois.

G. DE MONTEBELLO.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 mars 1897.

Les amiraux ont notifié aux autorités que, si elles n'empêchaient pas les agressions des bachi-bouzouks, ils bombarderaient le village de ces derniers.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 8 mars 1897.

Je vous ai indiqué, dès le 4 de ce mois, l'intérêt urgent qu'il me paraissait y avoir pour les puissances à se mettre d'accord aussi promptement que possible sur les principes mêmes du nouveau régime à donner à la Crète et à en déterminer de concert les conditions essentielles.

M. Cambon me télégraphie, d'autre part, que, en prévision du cas où, conformément à la réponse faite par la Porte à la note collective du 2 mars, le Ministre des affaires étrangères de Turquie voudrait entretenir les ambassadeurs du régime autonome à accorder à la Crète, ceux-ci demandent à leurs Gouvernements respectifs s'ils sont autorisés à discuter avec lui et si les Cabinets sont d'accord sur les principes généraux du nouveau régime et sur un projet d'organisation.

Je vous serai obligé de vous enquérir du sens dans lequel le Gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité, serait disposé à répondre à cette demande.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 9 mars 1897.

J'ai déjà mis Votre Excellence au courant des dispositions prises par le Ministre de la guerre ottoman pour la mobilisation partielle de l'armée turque et sa concentration en Macédoine.

Ces opérations se poursuivent en ce moment avec beaucoup d'activité. Elles ne s'achèvent pas aussi rapidement que l'Administration militaire ottomane semblait l'espérer, mais il faut tenir compte des difficultés de transport en Asie-Mineure, et de l'impossibilité pour le Gouvernement turc de se servir de la mer à cause de l'insuffisance de sa marine.

Toutes les troupes venant de la mer Noire et de la mer de Marmara et des environs de Smyrne, sont débarquées à Rodosto et dirigées sur le chemin de fer de Dedeagatch à Salonique.

Si la marine turque se trouvait en état de convoyer les transports, on pourrait débarquer directement à Dedeagatch ou même à Salonique, ou tout au moins épargner aux recrues du littoral un long trajet par terre. Mais le Gouvernement ottoman redoute avec raison une attaque de ses transports par les forces navales grecques, et il procède à toutes ses opérations en se tenant à l'abri des Dardanelles.

Malgré des retards inévitables, on peut considérer la mobilisation comme s'opérant dans des conditions de régularité et de célérité extraordinaires pour la Turquie.

Il y a loin de l'organisation militaire actuelle à celle de 1876, et nous ne pouvons nier l'effort considérable de l'Administration de la guerre depuis dix ans.

Ce qui paraît plus surprenant est l'insuffisance des ressources pécuniaires malgré laquelle on procède comme si l'on disposait d'un budget régulier. J'ai rendu compte à Votre Excellence dans mes précédentes dépêches de la situation financière et vous savez à quels procédés la Porte est obligée d'avoir recours pour satisfaire aux besoins les plus urgents.

Dans un pays européen, il serait impossible de maintenir sur le pied de guerre pendant plus d'un mois les forces qui se concentrent en Macédoine avec les ressources qu'on applique à leur entretien en ce moment; mais le soldat turc est d'une patience admirable.

Les chiffres de ma dépêche du 20 février donnaient les prévisions de l'Administration de la guerre. Ils n'ont pas été atteints. Les bataillons évalués sur le papier à 1,000 hommes, réduits à 800 hommes à cause des déchets inévitables, n'offrent en réalité que des effectifs moyens de 600 hommes.

Voici les résultats qui paraissent définitifs : 4 divisions actives du 3^e corps (Monastir-Salonique) sont sur le pied de guerre.

9 divisions de rédifs sont appelées et transportées sur le territoire du 3^e corps. Elles sont prises d'abord dans la région de ce corps (Monastir-Uskub-Salonique). Elles sont empruntées ensuite à Smyrne, Trébizonde, Brousse, Angora, Césarée et au vilayet de Kastamouni.

Elles forment 144 bataillons dont le transport devait s'effectuer en dix jours, mais n'est pas complètement achevé. Les divisions de rédifs de la région du 3^e corps trouvent leur artillerie sur place. Celle des autres divisions est fournie par le 1^{er} corps (Constantinople).

La répartition des forces est la suivante pour le moment :

Une division active à la frontière de Serbie.

Une autre à la frontière bulgare (vallée de la Struma, lieu de passage des bandes bulgares en 1895).

Une division active à Janina.

Une autre à Elassona.

Les neuf divisions de rédifs qui s'organisent ou sont en route formeront 4 corps d'armée, sous le commandement en chef d'Edhem-Pacha, dont on annonce l'arrivée à Elassona.

Les batteries expédiées de Constantinople pour ces divisions sont au nombre de 40, dont 6 d'obusiers courts de 12 centimètres.

Avec les 39 batteries du 3^e corps, Edhem-Pacha dispose donc de 79 batteries de 6 pièces, soit 474 pièces de canon. En évaluant seulement à 600 hommes l'effectif de chaque bataillon d'infanterie, il aura sous ses ordres 127,000 fantassins.

Quant à la cavalerie sur laquelle je n'ai pas encore de renseignements précis, on l'évalue à 8 régiments.

Infanterie, cavalerie, artillerie, train, ambulances et services administratifs, tout cela doit représenter 170,000 hommes.

Quant aux forces de mer, l'Administration de la marine cherche à mettre en état quelques-uns des bâtiments de l'escadre mouillée dans la Corne d'Or.

Plusieurs cuirassés ont déjà leurs effectifs de matelots, ils font leur charbon et leurs vivres, mais les officiers manquent et il est douteux que ces bâtiments qui n'ont jamais navigué, et dont les machines n'ont pas été essayées soient en condition de marcher.

J'ai la confirmation des ordres donnés à l'armée ottomane pour se tenir sur la plus stricte défensive. Le Sultan n'obéit pas seulement en donnant ces ordres aux conseils unanimes des puissances; il a le sentiment des dangers qui pourraient résulter pour son Empire, son trône et sa personne, d'une ouverture d'hostilités éventuellement suivie de complications dans les Balkans.

Le Ministre de Grèce a eu cette semaine avec le Ministre ottoman des affaires étrangères un entretien sur la situation de la frontière. Il a demandé à Tewfik-Pacha l'éloignement des forces ottomanes afin de permettre au Gouvernement hellénique de retirer ses troupes. Tewfik-Pacha a fait observer que la mobilisation des troupes turques n'avait eu d'autre cause que les mouvements de l'armée grecque, mais il a laissé entendre qu'en cas de retraite des forces helléniques, la Porte serait disposée à retirer de son côté les forces ottomanes.

Cette conversation permet de concevoir un espoir d'arrangement.

P. CAMBON.

M. Poubelle, ambassadeur de la République française près le Saint-Siège, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 9 mars 1897.

J'ai été heureux d'avoir à faire part au cardinal secrétaire d'Etat des mesures énergiques prises par notre consul général pour sauvegarder les personnes et les biens de la Mission française à la Canée, soit en recueillant nos religieux à bord du *Suchet*, soit en faisant occuper les bâtiments de la Mission, qui n'ont été préservés de l'incendie que par le dévouement et la courageuse ténacité de nos matelots.

Le cardinal Rampolla a vivement apprécié le caractère et les résultats de notre intervention ; il m'a promis d'en instruire Sa Sainteté, et m'a prié de transmettre ses remerciements et ses félicitations à notre Gouvernement.

POUBELLE.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 9 mars 1897.

La réponse de la Grèce est arrivée cette nuit à Rome.

M. Visconti-Venosta semble incliner à voir, dans la demi-satisfaction donnée aux puissances par le rappel de la flotte grecque, un motif permettant de continuer les pourparlers et d'ajourner provisoirement le recours à des mesures de contrainte contre la Grèce.

Le Gouvernement italien a reçu de Constantinople la demande mentionnée dans votre télégramme d'hier. Il a répondu en exprimant l'avis qu'une discussion entre les ambassadeurs et le Ministre des affaires étrangères turc sur le régime autonome de la Crète serait actuellement prématurée et il a prescrit à M. Pansa de se borner à transmettre les ouvertures qui pourraient lui être adressées à ce sujet.

BILLOT.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 mars 1897.

La nouvelle donnée, il y a plus d'un mois, que des musulmans auraient été massacrés à Sitia par des chrétiens et qui avait été démentie semble aujourd'hui confirmée. Une enquête faite par notre agent consulaire à Candie auprès des réfugiés de Sitia paraît établir que la population de plusieurs villages Sikia, Etia et autres, aurait, complètement disparu. Notre agent ajoute que « à Daphné vingt-sept hommes, trente-six femmes et vingt-huit enfants ; à Akladi, vingt-neuf hommes, six femmes et trois enfants ; à Ziro, huit hommes, neuf femmes, neuf enfants ; à Episcopi, deux hommes, une femme et un enfant ont été massacrés. »

Sur onze blessés transportés à Laoulou, neuf furent ensuite tués par les chrétiens.

En outre, un grand nombre de musulmans auraient été, assure-t-on, tués à Ziro et leurs cadavres ensevelis dans un four à potier, d'autres enfermés dans une maison turque que l'on aurait fait sauter.

PAUL BLANC.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 9 mars 1897.

Le comte Goluchow-ski aurait répondu au baron Calice que, si tous les ambassadeurs à Constantinople étaient d'accord, il ne voyait aucun inconvénient à ce qu'ils échangeassent leurs vues sur le futur régime de la Crète avec le Ministre des affaires étrangères turc.

D'ailleurs, en ce qui concerne cette organisation, le comte Goluchowski

s'en rapporte volontiers aux propositions qui seront agréées par le Cabinet et qu'il suppose devoir être étudiées par les ambassadeurs.

H. LOZÉ.

M. le comte de Wolkenstein-Trostburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 9 mars 1897.

Mon Gouvernement vient de me prescrire de faire connaître à Votre Excellence qu'il a donné, à condition que les autres grandes puissances y adhèrent également, son assentiment aux mesures de coercition convenues entre les amiraux et soumises à l'approbation des Gouvernements respectifs.

En ayant l'honneur de m'acquitter de cet ordre de mon Gouvernement, je prie Votre Excellence d'agréer, etc.

A. WOLKENSTEIN.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 mars 1897.

On se bat depuis cette nuit sur les hauteurs de Halepa; la fusillade est très vive en ce moment. Ce sont des bandes de bachi-bouzouks qui ont attaqué les positions des chrétiens et les soldats ont naturellement pris leur parti. Le combat a duré dix heures environ et il y a eu plusieurs morts et blessés.

Les insurgés ont envoyé une protestation au commandant du cuirassé anglais contre cette attaque contraire aux ordres des amiraux et le commandant a dû inviter les autorités à empêcher toute nouvelle agression.

J'ai signalé ces faits à l'amiral et je lui ai indiqué que j'en crains le retour.

Un cuirassé anglais a été envoyé comme renfort devant Hierapetra. Un avis du gouverneur de Hierapetra annonce, d'autre part, que, le 6 de ce mois, le chef insurgé Korakas somma, au nom du Roi Georges, la ville et la forteresse de se rendre. Un refus lui ayant été notifié, il attaqua et bombarda. D'accord avec le commandant du navire italien stationné devant cette ville, la forteresse et les habitants ripostèrent. Le navire italien tira une vingtaine de coups de canon. Le combat a duré quelques heures.

Paul BLANC.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 9 mars 1897.

Lord Salisbury a, en effet, reçu un télégramme de sir Ph. Currie exprimant le désir de savoir s'il est autorisé à discuter avec le Gouvernement ottoman, au cas où ce Gouvernement en manifesterait le désir, les conditions du régime autonome à accorder à la Crète. Sir Ph. Currie demandait également si les grandes puissances sont d'accord sur les principes généraux du nouveau régime et sur son organisation.

Lord Salisbury n'a pas encore répondu à l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

En me donnant ce renseignement, sir Th. Sanderson a ajouté qu'il allait informer de ma démarche le premier Ministre.

GEOFFRAY.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 10 mars 1897.

Lord Salisbury m'a dit que la dernière partie de la réponse du Gouvernement grec à la note des puissances lui paraissait conçue dans un certain esprit de conciliation, et qu'il lui semblait que le Cabinet d'Athènes cherchait le moyen de sortir de la situation dans laquelle il s'est placé.

Dans cette pensée, lord Salisbury, dans une dépêche dont sir E. Monson a dû vous donner connaissance, a suggéré qu'il serait peut-être possible de transformer les troupes grecques qui se trouvent en Crète en forces de police et de les employer à pacifier l'île.

Ces troupes, bien entendu, ne marcheraient plus sous les couleurs grecques et ne seraient plus commandées par des officiers hellènes. Elles obéiraient aux commandants des forces alliées et seraient, en quelque sorte, amalgamées aux troupes de débarquement : elles feraient ainsi l'office de cette gendarmerie qui n'existe plus aujourd'hui dans l'île, mais dont le service est pourtant de toute première nécessité.

En ce qui concerne les propositions adoptées par les amiraux, lord Salisbury m'a dit que, selon lui, il ne s'agissait pas là de véritables propositions et qu'il les considérait, en quelque sorte, comme des conseils techniques. Pour le moment, il estime que l'on devrait se borner à effectuer le blocus de l'île de Crète.

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 10 mars 1897.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la note (1) qui a été remise à M. Bourée en réponse à la note des puissances. Vous voudrez bien vous enquérir de l'impression qu'elle a produite sur le Cabinet de Saint-Petersbourg.

Je crois devoir vous signaler, en outre, que le Ministre de Grèce à Paris, à l'appui de cette note, m'a donné lecture d'un télégramme confidentiel qui se résume en deux points : le premier, c'est que le Roi serait heureux de voir les troupes grecques collaborer avec les marins des puissances à la pacification de l'île; le second, que le Gouvernement grec ne verrait pas d'objection à ce que la suzeraineté du Sultan fût maintenue dans l'île, jusqu'à ce que les crétois aient été consultés sur leur sort, au cas où le principe de cette consultation serait admis.

Il résulte de l'ensemble de ces indications que le Gouvernement hellénique oppose un refus à l'injonction des puissances tout en faisant cer-

(1) Voir l'annexe à la pièce n° 275, p. 25.

taines concessions qui paraissent, dans sa pensée, pouvoir servir de base à une négociation ultérieure. Cette position prise par le Cabinet a pour objet évident de mettre à l'épreuve le concert européen. Il est indispensable que, dans les circonstances actuelles, ce concert reste plus uni que jamais.

La proposition russe dont j'ai été saisi me paraît assurer les bases d'une entente qui aurait pour sanction éventuelle l'adhésion unanime des puissances au programme des amiraux. Nous pensons donc que, le délai imparti à la Grèce étant expiré, il y a lieu de faire annoncer solennellement par les amiraux le passage de l'île au régime autonome solidairement garanti par les puissances. Nous pensons également qu'il importe d'entrer immédiatement dans la voie des mesures administratives propres à rétablir l'ordre et la confiance dans le pays. Les troupes turques devraient être invitées à se concentrer sur des points déterminés. Aucun bâtiment grec ne serait admis à proximité de l'île.

Dans l'application de ce programme, on pourrait graduer, selon les circonstances, la mise à exécution des mesures de rigueur.

Lord Salisbury a fait à notre Représentant à Londres une observation dont on pourrait tenir compte. Tout en se déclarant disposé à approuver le plan d'opérations proposé par les amiraux, le premier Ministre anglais serait d'avis de commencer par nous borner à bloquer l'île de Crète de manière à empêcher toute communication avec le dehors et il est persuadé que cette mesure, malgré les difficultés d'exécution, finirait par obliger les troupes grecques à se retirer.

Notre intention étant de saisir le Parlement sans retard et probablement dans la séance de jeudi, j'attacherais du prix à connaître le plus tôt possible le sentiment du Gouvernement russe.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 10 mars 1897.

Le Gouvernement russe considère la réponse de la Grèce comme inacceptable. Il propose de répondre premièrement que les puissances maintiennent leurs déclarations antérieures contre l'annexion de la Crète à la Grèce et que secondement, le Gouvernement grec reconnaissant lui-même que la présence des escadres rend inutile celle des navires grecs, il doit admettre que ses troupes doivent également s'éloigner, si les forces envoyées par les puissances sont suffisantes pour assurer la pacification.

Si la Grèce persiste encore dans son refus, les mesures convenues par les amiraux seront mises à exécution. Le comte Mouravieff doit vous faire part officiellement de ces indications par l'entremise du baron de Mohrenheim. Si une occupation par la France et l'Italie dont le comte Goluchowski suggère, paraît-il, l'idée, n'était pas acceptée, il faudrait recourir à l'occupation combinée par les six puissances. La Russie est prête, dans ce cas, à envoyer son contingent. En cas de blocus, le Ministre des affaires étrangères de Russie estime que Volo devrait être bloqué d'abord. Le danger lui paraît actuellement plus grave en Epire et en Macédoine que du côté de la Crète.

Le comte Mouravieff pense, comme vous, que la Grèce cherche à éprouver

le concert européen et il considère comme plus nécessaire que jamais le maintien de l'union entre les puissances. Il espère les trouver toutes d'accord sur sa proposition.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 10 mars 1897.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la note (1) qui a été remise à M. Bourée en réponse à la note des puissances.

Vous voudrez bien vous enquérir de l'impression qu'elle a produite sur le Cabinet auprès duquel vous êtes accrédité. Je crois devoir vous signaler, en outre, que le Ministre de Grèce à Paris, à l'appui de cette note, m'a donné lecture d'un télégramme confidentiel qui se résume en deux points : le premier, c'est que le Roi serait heureux de voir les troupes grecques collaborer avec les marins des puissances à la pacification de l'île ; le second, que le Gouvernement grec ne verrait pas d'objection à ce que la suzeraineté du Sultan fût maintenue dans l'île, jusqu'à ce que les crétois aient été consultés sur leur sort, au cas où le principe de cette consultation serait admis.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 mars 1897.

Nos attachés militaires avaient réussi à organiser provisoirement, au moment où se sont produits les derniers troubles de Crète, 3 compagnies de gendarmerie d'un effectif total de 255 hommes, sous le commandement de 7 officiers européens, 1 français, 4 italiens et 2 anglais.

Ces compagnies se composaient de 95 albanais, 80 monténégrins, 50 chrétiens crétois, 30 musulmans crétois.

Pendant les désordres, 48 chrétiens ont déserté pour se joindre aux insurgés, les musulmans se sont débandés, les albanais se sont mutinés et ont tué leur chef de même nationalité, les monténégrins ont déclaré ne pouvoir rester que sur les ordres de leur prince.

Tout ce qui reste des 4 compagnies provisoires réclame sa solde, et comme ces gens ont été recrutés par les Représentants des puissances, il importe, sous peine de responsabilité pécuniaire, de liquider le plus tôt possible leur situation. Il n'y a d'autre ressource possible que 3,000 livres formant le reliquat de la surtaxe des douanes autorisée par les puissances.

Les ambassadeurs ont décidé d'affecter cette somme au règlement des soldes et indemnités dues aux hommes restés au service, et de les licencier ensuite. Après cette opération, les amiraux devront aviser à l'organisation de la police provisoire, et la Commission des attachés militaires se dissoudra.

P. CAMBON.

(1) Voir l'annexe à la pièce n° 275, p. 25.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 10 mars 1897.

A Selino, le détachement de marins a ramené 112 soldats du fortin de Syramiaco.

On a également pu sauver, mais non sans péril, 523 hommes, 1,047 femmes et enfants, et 340 soldats de Kandanos.

Tout ce monde vient d'être débarqué à la Canée. Il restait encore à Selino-Castelli un millier d'autres réfugiés que l'on allait embarquer.

Paul BLANC.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 10 mars 1897.

Considérant la note de la Grèce comme un refus, le Cabinet de Berlin estime qu'il n'y a plus lieu de discuter avec les grecs.

NOAILLES.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 10 mars 1897.

Le comte Goluchowski estime que les 600 hommes demandés par les amiraux à chacune des puissances seront appelés à remplacer les marins dans les villes du littoral et ne devront pas être employés à une expédition à l'intérieur.

En ce qui concerne la réponse du Cabinet d'Athènes, voici comment s'est exprimé le comte Goluchowski : « L'Europe, m'a-t-il dit, a été unanime sur deux points : intégrité de l'Empire ottoman, c'est-à-dire refus de toute proposition d'annexion et autonomie de la Crète. Or, la réponse de la Grèce implique le rejet de ces deux principes. C'est donc un refus. Il ne reste plus aux puissances qu'à agir en conséquence. »

H. LOZÉ.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 11 mars 1897.

1,570 musulmans de Kandanos sont partis sans pouvoir rien emporter avec eux ; ceux des autres villages n'ont pu sauver que peu d'objets et ont perdu tous leurs bestiaux. Ces réfugiés sont donc réduits à la plus grande misère et demandent à quitter l'île.

L'agglomération dans les villes de Crète est telle, qu'on doit prévoir la famine à brève échéance.

Les derniers réfugiés musulmans et soldats de Selino sont arrivés ce matin. Les personnes délivrées sont au nombre de 2,500 et de 600 soldats.

Aucun accident n'est arrivé aux troupes internationales débarquées, qui se sont brillamment conduites.

Aucune perte d'existence ; un soldat turc et un indigène blessés. Des pillards chrétiens ayant attaqué à deux reprises la colonne, à son arrivée à

Selino Castelli, les marins ont dû protéger les fugitifs même à coups de canon; 4 chrétiens ont été tués et 16 blessés. Il n'y a pas de troupes grecques à Selino, mais simplement des volontaires. Suivant l'accord intervenu sur place, les soldats sont revenu avec armes et bagages.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 11 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a communiqué aujourd'hui un télégramme circulaire adressé par le comte Mouravieff aux ambassadeurs russes près les grandes puissances et d'après lequel la réponse du Gouvernement grec, bien que n'indiquant d'adhésion qu'au seul rappel des bâtiments, n'exclurait pas, aux yeux du Gouvernement russe, la possibilité d'une soumission complète.

Suivant lui, les puissances pourraient donc notifier sans retard à la Grèce que les considérations exposées dans sa réponse ne sauraient influencer sur leur irrévocable résolution de ne pas admettre l'annexion de la Crète dans les conjonctures actuelles et, qu'au besoin, elles sauront pourvoir à la sécurité de l'île en y envoyant des contingents bien plus considérables que le détachement du colonel Vassos; que le maintien de ses vaisseaux lui sera rendu impossible par les escadres européennes et que, dès lors, elle doit se rendre à l'évidence de l'inutilité de ses forces militaires en présence de celles des puissances; si la Grèce hésitait encore à obtempérer à ces nouvelles injonctions collectives, le programme des amiraux devrait être appliqué aussitôt dans toute sa rigueur.

D'autre part, sir Edm. Monson m'a donné connaissance d'un télégramme adressé par le Foreign Office à l'ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, et qui vise notamment les points suivants : 1^o rappel des troupes grecques de l'île. L'Angleterre préférerait qu'on obtint leur rappel; mais, au cas où la Grèce n'y consentirait pas, lord Salisbury se demande si l'on ne pourrait éviter à la Grèce le désagrément d'un rappel immédiat en mettant ces contingents sous les ordres des amiraux et en les faisant coopérer à la pacification. — 2^o Programme des amiraux. Lord Salisbury ne le considère que comme l'expression d'une opinion technique et il serait d'avis que les puissances s'en tinssent au blocus de la Crète, le blocus des ports grecs et notamment du Pirée étant remis, s'il y avait lieu, à une date ultérieure. — 3^o Envoi de contingents des puissances dans l'île. Lord Salisbury se montre disposé à accéder à cette proposition des amiraux.

La communication de sir Edm. Monson se termine par la phrase suivante : « Nous émettons cette suggestion (celle relative à l'emploi des troupes grecques) dans l'espoir de rendre plus facile la solution désirée; mais, en la proposant, nous répétons notre adhésion entière à la politique européenne selon laquelle la Crète ne saurait être annexée à la Grèce, mais deviendrait une province autonome de l'Empire turc. »

En comparant la proposition russe à la proposition anglaise, j'observe qu'elles sont d'accord sur le projet d'envoi de troupes des puissances dans l'île, mais qu'elles diffèrent sur le projet de maintien des troupes grecques en Crète. J'ai cru comprendre que le Cabinet de Londres n'insisterait pas sur ce dernier point. En ce qui concerne le programme des amiraux, j'ai

dit à sir Edm. Monson qu'à mon avis il était bien difficile aux puissances de ne pas y donner leur adhésion; qu'il y aurait grand intérêt à ce que l'Angleterre ne se séparât pas sur ce point du concert européen; qu'il était évident, d'ailleurs, qu'en raison même des difficultés de l'application, les puissances pourraient, tout en adhérant unanimement à l'ensemble du programme, graduer son exécution et commencer par le blocus rigoureux de la Crète, quitte à procéder ensuite au blocus des ports grecs et du Pirée selon l'opportunité et selon les ressources disponibles. Sir Edm. Monson m'a promis de transmettre ces observations à lord Salisbury et il a ajouté qu'à son avis personnel elles pourraient fournir un terrain d'entente.

Je crois devoir revenir, d'autre part, sur une idée que j'ai exprimée déjà et que j'ai empruntée à la circulaire russe du 6 mars. Il s'agit de la proclamation solennelle de l'autonomie de la Crète. La désignation d'un gouverneur provisoire me paraîtrait être également urgente.

G. HANOTAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française à Rome près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 11 mars 1897.

L'ambassadeur de Russie a fait part aujourd'hui à la consulta d'une dépêche de Saint-Petersbourg qui a dû aussi vous être communiquée, et d'après laquelle le Gouvernement russe suggère d'insister pour le rappel des troupes grecques dont la présence deviendrait inutile en Crète, les puissances se chargeant d'assurer la pacification de l'île avec des forces supérieures à celles du colonel Vassos. En cas de refus du Cabinet d'Athènes, on recourrait aux mesures de rigueur proposées par les amiraux. Le Gouvernement anglais serait, d'autre part, disposé à admettre dans certaines conditions la coopération en Crète des troupes grecques avec les forces des puissances.

M. Visconti-Venosta se réserve d'examiner ces deux ouvertures; il se demande toutefois s'il ne serait pas possible d'en faire sortir une combinaison intermédiaire en confiant aux amiraux le soin d'apprécier si, et dans quelles conditions, les troupes grecques pourraient être concentrées ou même employées provisoirement en Crète, de manière à prévenir la difficulté qu'il y a pour le Gouvernement grec à en ordonner le rappel immédiat.

M. Visconti-Venosta se déclare d'ailleurs toujours prêt à adhérer aux résolutions qui pourront réunir l'assentiment général, et serait heureux de connaître votre sentiment sur les nouvelles propositions anglaises et russes.

BILLOT.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 11 mars 1897.

L'ambassadeur de Russie a donné communication au Ministre des affaires étrangères, dans la soirée d'hier, de la nouvelle circulaire du Cabinet de Saint-Petersbourg.

A propos du passage de la note russe où il est dit : « Quant à la sécurité intérieure de l'île, les puissances sauraient y veiller par l'envoi de détachements bien plus considérables que celui commandé par le colonel Vassos », le comte Goluchowski a fait observer que le Cabinet austro-hongrois considérerait le chiffre de 600 hommes, demandé par les amiraux, comme le maximum du contingent autrichien, et encore ne devrait-il être employé qu'à la relève des détachements de marins débarqués pour occuper les villes du littoral. Il a ajouté qu'il était autorisé à déclarer au nom de l'Empereur, que l'Autriche ne prendrait part, ni seule ni avec les autres puissances, à aucune intervention militaire active, dont le but serait l'occupation entière de l'île.

H. Lozé.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 12 mars 1897.

Sir Edm. Monson m'a donné connaissance par extrait d'un télégramme adressé par le Foreign Office à l'ambassade britannique à Pétersbourg, et qui vise notamment les points suivants : 1^o rappel des troupes grecques de l'île. L'Angleterre préférerait qu'on obtint leur rappel; mais au cas où la Grèce n'y consentirait pas, lord Salisbury se demande si l'on ne pourrait éviter à la Grèce le désagrément d'un rappel immédiat en mettant ces contingents sous les ordres des amiraux et en les faisant coopérer à la pacification. — 2^o Programme des amiraux. Lord Salisbury ne le considère que comme une opinion technique et il serait d'avis que les puissances s'en tiussent au blocus de la Crète, le blocus des ports grecs et notamment du Pirée étant remis à une date ultérieure. — 3^o Envoi de contingents des puissances dans l'île. Lord Salisbury se montre disposé à accéder à cette proposition des amiraux.

La communication de sir Edm. Monson se termine par la phrase suivante : « Nous émettons cette suggestion (celle relative à l'emploi des troupes grecques), dans l'espoir de rendre plus facile la solution désirée, mais, en la proposant, nous répétons notre adhésion entière à la politique européenne selon laquelle la Crète ne saurait être annexée à la Grèce, mais deviendrait une province autonome de l'Empire turc. »

En comparant la proposition russe à la proposition anglaise, j'observe qu'elles sont d'accord sur le projet d'envoi des troupes des puissances en Crète, mais qu'elles diffèrent sur le projet de maintien des troupes grecques dans l'île. J'ai cru comprendre que le Cabinet de Londres n'insisterait pas sur ce dernier point. En ce qui concerne le programme des amiraux, j'ai dit à sir Edm. Monson qu'à mon avis il était bien difficile aux puissances de ne pas y donner leur adhésion; qu'il y aurait grand intérêt à ce que l'Angleterre ne se séparât pas sur ce point du concert européen; qu'il était évident d'ailleurs qu'en raison même des difficultés de l'application, les puissances pourraient, tout en adhérant unanimement à l'ensemble du programme, graduer son exécution et commencer par le blocus rigoureux de la Crète, quitte à procéder ensuite au blocus des ports grecs et du Pirée selon l'opportunité et selon les ressources disponibles. Sir Edm. Monson m'a promis de transmettre ces observations à lord Salisbury et il a ajouté qu'à son avis personnel elles pourraient fournir un terrain d'entente.

D'autre part, le baron de Mohrenheim m'a donné communication au-

jourd'hui d'un télégramme circulaire adressé par le comte Mouravieff aux ambassadeurs russes près les grandes Cours et d'après lequel la réponse du Gouvernement grec, bien que n'indiquant d'adhésion qu'au seul rappel des bâtiments, n'exclurait pas aux yeux du Gouvernement russe, la possibilité d'une soumission complète.

Suivant lui, les puissances pourraient donc notifier sans retard à la Grèce que les considérations exposées dans sa réponse ne sauraient influencer sur leur irrévocable résolution de ne pas admettre l'annexion de la Crète dans les conjonctures actuelles et, qu'au besoin, elles sauraient pourvoir à la sécurité de l'île en y envoyant des contingents bien plus considérables que le détachement du colonel Vassos; que le maintien de ses vaisseaux lui sera rendu impossible par les escadres européennes et que, dès lors, elle doit se rendre à l'évidence de l'inutilité de ses forces militaires en présence de celles des puissances; si la Grèce hésitait encore à obtempérer à ces nouvelles injonctions collectives, le programme des amiraux devrait être appliqué aussitôt dans toute sa rigueur.

Je vous prie de voir le plus tôt possible lord Salisbury. Vous ferez valoir auprès de lui les considérations exposées ci-dessus, en vous efforçant de l'amener à rechercher, dans la voie que j'ai cru pouvoir indiquer à sir Edm. Monson, les éléments d'un accord que le mutuel bon vouloir manifesté jusqu'ici par les Cabinets de Londres et de Pétersbourg permet de considérer comme n'étant pas irréalisable. Vous insisterez sur l'intérêt que l'Angleterre a, la première, à ne pas s'exposer, en se séparant sur ce point du concert européen, à compromettre, au moment décisif, le résultat des efforts persévérants des puissances pour assurer le maintien de la paix.

Je n'ai pas besoin de vous signaler le prix que j'attacherais à connaître sans retard les dispositions dans lesquelles vous aurez trouvé lord Salisbury.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 12 mars 1897.

Je vous ai donné connaissance, sous la date du 7 de ce mois, du télégramme circulaire du Gouvernement russe, en date du 6 mars, tendant à ce que les amiraux, à l'expiration du délai fixé à la Grèce, proclament l'autonomie de la Crète sous la garantie des puissances et prennent immédiatement, selon les circonstances, les mesures nécessaires pour faciliter l'évacuation de l'île par les grecs ou, en cas de refus, pour empêcher toute communication avec la Grèce. Ces propositions ont été communiquées au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. J'attacherais beaucoup de prix à savoir quel accueil il est disposé à y faire.

Pour notre part, en présence du langage tenu par le Cabinet d'Athènes et qui a évidemment pour objet de mettre à l'épreuve le concert européen, nous voyons un intérêt suprême à ce que, dans les circonstances actuelles, ce concert s'affirme à bref délai par une manifestation décisive. La proposition russe paraît précisément de nature à assurer les bases d'une entente qui aurait pour sanction éventuelle l'adhésion unanime des puissances au programme des amiraux.

Nous pensons donc, comme le Cabinet de Saint-Pétersbourg, que, le délai imparti à la Grèce étant expiré, il y aurait urgence à ce que les puis-

sances s'entendissent pour faire annoncer solennellement par les amiraux le passage de l'île au régime autonome et pour entrer immédiatement dans la voie des mesures administratives destinées à rétablir l'ordre et la confiance dans le pays. Telles seraient, notamment, la désignation d'un gouverneur provisoire, l'adoption des dispositions propres à lui assurer des ressources financières, à préparer la reconstitution d'une gendarmerie. Les troupes turques seraient invitées à se concentrer sur des points déterminés. Le rappel des troupes grecques devrait être réclamé du Gouvernement hellénique, et, jusqu'à nouvel ordre, elles seraient autant que possible cernées et privées de tout moyen de ravitaillement, aucun bâtiment grec ne serait admis à proximité de l'île.

L'entente ainsi établie sur les bases de la proposition russe aurait naturellement pour sanction éventuelle l'adhésion unanime au programme des amiraux, dont l'application pourrait d'ailleurs être réglée selon les exigences successives de la situation, de façon à assurer d'abord l'isolement de la Crète et y rétablir l'ordre, au moins sur les points principaux, par le renforcement des garnisons mixtes. Nous sommes prêts, pour notre part, à contribuer dans la proportion visée par les amiraux et sous la condition de concours unanime des puissances au renforcement des effectifs internationaux qui paraît le mieux répondre aux besoins les plus urgents de l'heure présente, en assurant le maintien de l'ordre et en manifestant une fois de plus le concert des puissances.

G. HANOTAUX.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 12 mars 1897.

Le comte Goluchowski a répondu aux nouvelles propositions du comte Mouravieff relatives à l'occupation et à l'organisation de la Crète qu'il n'y faisait pas d'objections.

H. LOZÉ.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 12 mars 1897.

Le comte Mouravieff vient de m'assurer que l'Angleterre a abandonné toute idée de coopération des troupes grecques. Il considère qu'en adhérant à la note circulaire russe dans laquelle il était question non seulement du blocus de la Crète, mais de celui des ports grecs, l'Angleterre se rallie. Le blocus de la Crète est aujourd'hui un fait accompli d'après le programme des amiraux.

La Russie, l'Allemagne et l'Autriche estiment que la réponse de la Grèce est un refus et qu'il n'y a plus qu'à poursuivre l'exécution de ce programme.

L'unanimité est établie sans restriction au principe d'après lequel la Crète ne saurait être annexée à la Grèce, mais deviendrait une province autonome de l'Empire ottoman; on est également d'accord sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour obtenir le départ des troupes grecques.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 12 mars 1897.

Il y aurait, suivant moi, le plus pressant intérêt à ce que l'entente se fit sans retard entre les puissances sur la question de la proclamation de l'autonomie crétoise dans les conditions indiquées par la proposition russe. Le comte Mouravieff sera sans doute aujourd'hui en mesure de vous donner à cet égard des indications utiles.

Vous insisterez, d'autre part, auprès de lui sur l'urgence qu'il y aurait également à s'entendre sur la désignation d'un gouverneur général provisoire.

G. HANOTAUX.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 12 mars 1897.

Le Cabinet de Berlin a catégoriquement repoussé la proposition par laquelle le Cabinet de Londres faisait savoir qu'il n'avait pas d'objection à ce que les troupes du colonel Vassos fussent employées à la pacification de la Crète.

Ce matin, l'ambassadeur d'Angleterre a fait savoir au Ministre des affaires étrangères que lord Salisbury retirait sa proposition et que le Cabinet de Londres adhérerait pleinement et irrévocablement aux points suivants : blocus de la Crète et envoi des contingents de troupes demandés par les amiraux. Le baron de Marschall a fait observer à sir F. Lascelles qu'il était urgent que l'Angleterre donnât aussi son adhésion au blocus du Pirée et de tous les ports grecs.

Quant aux contingents de troupes, le baron de Marschall serait d'avis qu'il vaudrait mieux commencer par appliquer le plus tôt possible les mesures de blocus et discuter ensuite la question des contingents afin d'éviter de nouveaux délais.

NOAILLES.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 12 mars 1897.

Sir Edmund Monson m'a remis ce matin la note suivante où il a résumé plusieurs télégrammes qu'il a reçus de lord Salisbury. Je vous serai obligé de communiquer d'urgence les termes de ce document au comte Mouravieff et de me faire connaître son impression :

- « Le Gouvernement de la Reine a informé plusieurs puissances qu'il
- « consent au blocus de l'île de Crète, lequel a effectivement commencé.
- « Le Gouvernement n'est pas persuadé de l'efficacité à l'heure actuelle
- « d'un blocus du Pirée. Cette opération provoquerait un état d'exaspération dépassant de beaucoup sa valeur comme mesure coercitive. Nous
- « ne voulons pas dire que si les autres puissances y consentent unanimement, nous sommes décidés à y résister, mais nous en conseillons la
- « remise.

« Nous consentons naturellement à l'envoi d'un bataillon de Malte, si

• les autres puissances se proposent d'en faire autant. Mais nous ne sommes pas opposés à la proposition russe basée sur une plus grande échelle, c'est-à-dire l'occupation de l'île par une force de 15,000 italiens, français ou autrichiens.

• Lord Salisbury dit qu'il maintient toujours sa recommandation de l'emploi des troupes grecques; mais il reconnaît que, par suite de l'opposition faite par la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, il ne peut en espérer l'adhésion.

• Il consent à la proclamation de l'autonomie en Crète. Il a télégraphié au consul anglais à la Canée qu'il a appris que les habitants de l'île paraissent ignorer encore la décision irrévocable des puissances à cet égard, et l'a chargé de donner à l'amiral tous les renseignements suggérés par son expérience qui pourraient être utiles aux amiraux dans la tâche qui leur incombe de répandre cette décision aussi publiquement que possible.

G. HANOTAUX.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 12 mars 1897.

Je viens de voir lord Salisbury. Le langage du premier Ministre m'a paru entièrement inspiré par le désir de ne pas se séparer des autres puissances.

Lord Salisbury m'a dit qu'il ne tenait pas autrement à sa proposition concernant l'emploi des troupes grecques comme force de police. Il est prêt à envoyer à l'amiral anglais les ordres nécessaires pour qu'il soit procédé à l'annonce officielle du passage de l'île de Crète au régime autonome dès qu'il serait avisé que les autres Gouvernements envoient à leurs amiraux des instructions semblables.

En ce qui concerne les mesures administratives énumérées par Votre Excellence comme étant de nature à rétablir l'ordre et la confiance dans le pays, lord Salisbury est d'avis qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un gouverneur provisoire et il est disposé à examiner les diverses candidatures que les puissances pourraient suggérer. Pour ce qui est des ressources financières à mettre à la disposition du vali, il proposerait que chaque puissance s'engageât à fournir une somme de dix mille livres.

Quant à la reconstitution de la gendarmerie, il a dit qu'à son avis c'était une des premières mesures à prendre.

J'ai demandé au premier Ministre si, dans ces conditions, il était disposé à donner son adhésion au programme des amiraux dont l'exécution pourrait d'ailleurs être effectuée graduellement, selon les circonstances. Lord Salisbury m'a répondu qu'il acceptait, dans cette mesure, le programme des amiraux.

Le Gouvernement anglais tient, d'autre part, un bataillon de six cents hommes à la disposition des puissances et qui peut être rapidement débarqué en Crète, puisqu'il est à Malte.

Lord Salisbury est du reste disposé à adresser une nouvelle note à la Grèce à la condition que l'envoi de cette note sera concomitante à l'exécution des mesures qui viennent d'être indiquées.

GEOFFRAY.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 13 mars 1897.

Le comte Mouravieff est d'avis que, sauf quelques nuances, l'accord est unanime aujourd'hui sur les moyens de coercition, sur l'envoi du contingent de 600 hommes demandé par les amiraux, sur l'urgence de la proclamation de l'autonomie crétoise sous la suzeraineté du Sultan, sur le retrait du corps du colonel Vassos. Il est urgent que notre amiral reçoive des instructions pour s'entendre avec ses collègues en vue de l'exécution du programme russe. Les allemands et les autrichiens ont déjà envoyé des instructions formelles dans ce sens. La Russie a, d'autre part, invité son ambassadeur à Constantinople à demander l'autorisation de faire passer son contingent par les détroits.

Le temps presse ; la menace d'un coup de force des grecs à la frontière est très sérieuse. Ils ont perdu toute espèce de sentiment de la situation et se croient certains de battre les troupes turques. Quant aux bruits de mobilisation, ou de préparatifs alarmants dans les Etats balkaniques, le comte Mouravieff croit que ces mouvements de troupes ne comportent jusqu'à présent que de simples mesures de précaution.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 13 mars 1897.

Il résulte du langage que vous a tenu lord Salisbury que l'on peut aujourd'hui considérer l'adhésion du Gouvernement anglais comme acquise aux propositions russes et à leur prompt application. J'en éprouve une réelle satisfaction.

En ce qui concerne la désignation d'un gouverneur provisoire, je rappelle à lord Salisbury que notre choix se porterait de préférence sur un sujet de puissance neutre et sur un civil.

Vous pourrez laisser entendre à lord Salisbury que le Cabinet de Paris est toujours dans les mêmes vues et qu'il s'expliquera dans ce sens devant les Chambres lundi.

Je ne doute pas, d'autre part, que lord Salisbury n'apprécie comme nous l'intérêt qu'il y a à ce que le débarquement des contingents européens destinés à l'occupation mixte de la Crète soit, autant que possible, simultané, tout au moins en ce qui concerne les puissances comme l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche et nous-mêmes, et constitue ainsi, dans la mesure du possible, une nouvelle démonstration de l'union intime des Gouvernements.

G. HANOTAUX.

Le Marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 13 mars 1897.

Le baron de Marschall insiste sur l'urgence qu'il y a à employer à l'égard de la Grèce les mesures coercitives proposées par les amiraux, à savoir : blocus de la Crète et blocus des ports grecs.

Les forces navales actuelles sont suffisantes pour commencer le blocus ;

aussitôt ce premier pas fait, on tâcherait de s'entendre sur la question du contingent international. Selon lui, une proclamation pourrait être lancée par les amiraux, annonçant aux crétois que l'Europe leur garantit l'autonomie. Le vali turc actuel pourrait être conservé pour les premiers jours, comme administrateur à titre provisoire.

NOAILLES.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 13 mars 1897.

Je vois avec satisfaction que les informations reçues par le comte Mouravieff lui permettent de considérer dès à présent comme établi l'accord des puissances sur les points essentiels des propositions russes.

Un télégramme de M. Geoffray est venu nous confirmer que le Gouvernement anglais se rallie aux propositions dont le Gouvernement impérial a pris l'initiative.

Pour notre part, nous nous tenons prêts à envoyer en Crète le contingent de six cents hommes demandé par les amiraux, ce mode d'occupation nous paraissant le meilleur. J'ai invité notre Représentant à signaler à lord Salisbury l'intérêt qu'il y avait à ce que ce débarquement des contingents européens fût autant que possible simultané, au moins en ce qui concerne les puissances qui peuvent y procéder à bref délai, ne fût-ce que pour attester, une fois de plus, l'union.

Nous n'apprécions pas moins que le Gouvernement impérial l'utilité d'éviter tout retard dans l'application de l'entente intervenue entre les puissances. Nous envoyons à notre amiral les instructions nécessaires pour procéder de concert avec ses collègues : 1^o à la proclamation de l'autonomie de la Crète sous la suzeraineté du Sultan, 2^o pour ce qui concerne l'établissement du blocus de la Crète et des points de la côte grecque pour lesquels cette mesure serait unanimement reconnue nécessaire, nous devons attendre le débat qui aura lieu lundi au Parlement. Mais, sous cette réserve, les intentions du Cabinet sont fermement arrêtées.

Vous voudrez bien insister pour connaître les sentiments du comte Mouravieff touchant la désignation d'un vali provisoire pour lequel nous persistons à penser que le choix des puissances devrait s'arrêter de préférence sur un homme politique ou un haut fonctionnaire appartenant à un Etat neutre.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 13 mars 1897.

Le Gouvernement russe a invité les gendarmes monténégrins à rester en Crète à sa solde. Les officiers de carabinieri italiens ont également reçu ordre de demeurer à la disposition du commandant supérieur italien à la Canée.

Les insurgés ont bombardé le petit port de Spinalonga; des navires de guerre ont été envoyés devant ce port où il y aurait déjà quatre-vingts maisons détruites.

Les autorités ayant laissé comprendre que, malgré les conventions inter-

venues, elles auraient l'intention de distribuer des armes aux réfugiés de Sélino, les amiraux ont été prévenus.

Ces réfugiés ont commencé dès hier à enfoncer des maisons chrétiennes pour s'y installer.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 13 mars 1897.

Au sujet de l'éventualité envisagée par certains Cabinets d'une occupation de la Crète par la France et par l'Italie, le comte Tornielli, dans un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec lui, a paru penser comme moi que la réponse actuelle à la question posée par le comte Mouraviëff se trouve découler virtuellement du fait que les puissances sont aujourd'hui d'accord en principe sur l'envoi d'un contingent égal pour chacune d'elles, tel qu'il a été fixé par le programme des amiraux dont il s'agit de poursuivre, de concert, l'exécution. En ce qui concerne la réponse générale aux propositions russes, le comte Tornielli m'a informé que le Gouvernement italien s'associe à la démarche de toutes les puissances auprès du Cabinet d'Athènes.

Si elle n'aboutit pas, le Gouvernement italien s'en tient à ses déclarations constantes, à savoir que la coopération de l'Italie ne fera pas défaut aux mesures qui seront décidées par l'unanimité des puissances. On attend donc à Rome de connaître l'accueil par l'Europe aux propositions dont la Russie a pris l'initiative.

Le marquis Visconti-Venosta a exprimé le vœu que le Gouvernement impérial continue à centraliser et à concilier les idées émanant des différents Cabinets pour arriver à un accord sur toutes les formules.

Le Ministre des affaires étrangères d'Italie aurait d'ailleurs appelé l'attention du Gouvernement russe sur deux points : 1° les puissances devront participer à l'action commune en Crète unanimement et avec des forces égales ; 2° ces forces qui ne sont, en quelque sorte, que des contingents de relève seront exclusivement affectées à la protection des villes du littoral et n'auront point à agir dans l'intérieur de l'île.

G. HANOTAUX.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 13 mars 1897.

J'apprends à l'instant que le Gouvernement anglais doit envoyer ce soir aux Représentants de la Reine auprès des grandes puissances une circulaire proposant de procéder sans plus tarder à la proclamation du passage de l'île de Crète au régime de l'autonomie,

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 14 mars 1897.

Nous avons fait parvenir hier à l'amiral Pottier par l'entremise du Minis-

rière de la marine, un projet de proclamation notifiant la résolution unanime et irrévocable des puissances d'assurer immédiatement à la Crète un régime autonome. Ce projet est ainsi conçu :

« Les soussignés, commandants en chef des forces navales d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie dans les eaux crétoises, agissant d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, proclament solennellement et font connaître aux populations de l'île que les grandes puissances sont irrévocablement décidées à assurer l'autonomie complète de la Crète sous la suzeraineté du Sultan.

« Préoccupées avant tout de porter remède aux maux qui ont désolé le pays et d'en prévenir le retour, les puissances préparent d'un commun accord un ensemble de mesures destinées à régler le fonctionnement du nouveau régime autonome. Ramener l'apaisement, garantir à chacun, sans distinction de race ni de religion, la liberté, la sécurité de ses biens; faciliter par la reprise des travaux agricoles et des transactions le développement progressif des ressources du pays, tel est le but que veulent atteindre les puissances.

« Elles entendent que ce langage soit compris de tous.

« Une ère nouvelle s'ouvre pour la Crète. Que tous déposent les armes, les puissances veulent la paix et l'ordre. Elles auront au besoin l'autorité nécessaire pour faire respecter leur décision,

« Elles comptent sur le concours de tous les habitants de l'île, chrétiens ou musulmans, pour les aider dans l'accomplissement d'une œuvre qui promet d'assurer aux crétois la concorde et la prospérité. »

Si vous avez des modifications à proposer, vous voudrez bien les faire connaître d'urgence à l'amiral Pottier.

• Il est bien entendu que celui-ci n'est nullement lié par ce texte et qu'il peut y faire d'accord avec ses collègues, les modifications qu'il jugera convenables.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 14 mars 1897.

Une occupation ultérieure de la Crète pouvant être nécessaire si les mesures actuellement décidées ne suffisaient pas pour amener la pacification, la Russie voudrait savoir dès à présent votre avis sur une occupation par la France et l'Italie qui comporterait au moins 15,000 hommes et qui semblerait préférable à une occupation de toutes les puissances contribuant chacune pour un chiffre de 2 à 3,000 hommes. Cette occupation ultérieure est absolument indépendante de l'envoi des contingents de 600 hommes jugé comme suffisant par les amiraux pour remplacer les marins débarqués, dont la présence devient nécessaire pour le service à bord en cas de déplacement.

La Russie écarte l'idée d'une occupation par une seule puissance et ne veut pas admettre une combinaison à deux dont la France ne ferait pas partie. Si elle désire connaître d'urgence votre avis à ce sujet, c'est afin de pouvoir repousser toute autre proposition dans laquelle la France ne

serait pas comprise, et d'adopter dès à présent l'occupation combinée de toutes les puissances, dans le cas où nous ne croirions pas pouvoir accepter.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 14 mars 1897.

En réponse au *pro memoria* relatif aux garnisons ottomanes en Crète, la Porte a déclaré aux ambassadeurs, par une note verbale en date du 13 mars, que l'autonomie ayant été admise, sous la réserve d'en discuter la forme et les détails, la concentration des troupes laissées dans les places fortes constitue un de ces détails qui pourront être discutés lors de l'entente à intervenir après le retrait de Crète des bâtiments de guerre et des troupes helléniques auquel elle est subordonnée.

P. CAMBON.

M. Steeg, consul de France à Philippopoli, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Philippopoli, le 15 mars 1897.

J'ai l'honneur de vous informer que trois cent cinquante réservistes et volontaires grecs sont partis le 13, par train spécial pour Bourgas. Le chef du service de la Compagnie des chemins de fer orientaux à Philippopoli avait reçu du commissaire du Gouvernement ottoman une protestation contre l'expédition de ce train; mais il n'en a point tenu compte.

Sauf de très rares exceptions, tous les réservistes convoqués se sont rendus à l'appel et il est certain que les grecs de ce pays manifestent un véritable enthousiasme patriotique.

En ce qui concerne la Bulgarie, quelques mesures ont été prises pour compléter les approvisionnements militaires et on a fait venir quelques fournisseurs dans les bureaux de l'état-major. D'autre part, les particuliers ont été invités à aller vérifier leur situation militaire aux bureaux du recrutement.

L'opinion générale parmi les officiers bulgares est que les grecs courent au-devant d'une défaite complète s'ils abordent l'armée turque; si bien organisées, outillées et dressées que soient leurs propres troupes, ils ne combattraient pas les turcs sans appréhension. Ils ont gardé une forte impression de la force militaire déployée par la Turquie en 1877-1878, et croient qu'il ne faudrait pas moins qu'une puissance militaire de premier ordre pour venir à bout de l'Empire ottoman. Ils se plaignent que les turcs aient effectué à Andrinople de fortes concentrations de troupes; et ils s'inquiètent particulièrement dans le voisinage de la frontière d'une nombreuse cavalerie.

STEEG.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 15 mars 1897.

J'ai entretenu le comte Mouravieff de la question de la nomination du gouverneur de Crète. Au cours de notre entretien, il m'a dit qu'on avait

parlé d'un amiral français. La Russie me semble ne vouloir se mettre en avant pour aucune proposition en ce qui concerne cette désignation. Elle accepterait le candidat sur lequel toutes les puissances se seraient entendues, mais désirerait de préférence un orthodoxe.

G. DE MONTEBELLO.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 15 mars 1897.

Le Gouvernement italien a télégraphié hier à son amiral en Crète l'autorisation de s'entendre avec ses collègues en vue de l'exécution du programme russe.

BILLOT.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 15 mars 1897.

Notre consul à Volo me télégraphie qu'il tient de source sûre que mille volontaires hétéaristes ont pénétré hier soir en Macédoine. Cette nouvelle m'est confirmée ici ; on m'a parlé d'un autre chiffre de onze cents hommes. Trois vapeurs chargés de réservistes et emportant également deux cents chevaux et une compagnie du génie sont partis pour la Thessalie avant-hier et hier. Soixante télégraphistes du génie viennent d'être expédiés en Crète. Un vapeur grec a embarqué hier soir à destination d'Arta cinq mitrailleuses, deux cent soixante-dix soldats de cavalerie et des chevaux recrutés dans la Péloponèse. Le garde-côtes *Roi-Georges*, prêt à prendre la mer, va, m'assure-t-on, se rendre sur la côte d'Epire avec une canonnière qui prendra position dans le golfe d'Arta.

A. BOURÉE.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 15 mars 1897.

Sir Thomas Sanderson m'a dit que samedi un télégramme a été envoyé au consul anglais à la Canée lui enjoignant de se concerter avec ses collègues pour prendre des mesures nécessaires en vue de faire connaître aux populations crétoises que l'île passait sous le régime de l'autonomie. Il lui a été prescrit de n'entrer dans aucun détail en ce qui concerne l'organisation de l'île, mais de dire que l'administration intérieure de la Crète sera indépendante de l'administration ottomane. Quant à l'envoi éventuel du bataillon anglais qui se trouve à Malte, il est entendu que le débarquement n'en aurait lieu que simultanément à celui des contingents fournis par les Etats les plus voisins, tels que la France, l'Italie et l'Autriche.

En ce qui concerne la question du licenciement de la gendarmerie crétoise, le sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères en référera au premier Ministre pour ce qui est des conditions pécuniaires du licenciement et de la dissolution de la Commission des attachés militaires et fera part à l'ambassade de la réponse de Sa Seigneurie.

GEOFFRAY.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 16 mars 1897.

Des ordres sont donnés aux autorités navales et militaires pour l'embarquement immédiat de six cents hommes. L'autorisation du Sultan est accordée pour le passage des détroits. Il faut cinq ou six jours pour le trajet. Le Gouvernement russe prévient les puissances du jour de l'embarquement afin qu'elles règlent le départ de leurs contingents respectifs de façon à arriver simultanément. Quant aux instructions pour le blocus des côtes grecques, ainsi que pour les autres mesures du programme, elles doivent parvenir aux amiraux et l'action concertée peut commencer.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près S. M. le Roi d'Italie, et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 16 mars 1897.

A l'occasion des interpellations qui m'ont été adressées à la Chambre des députés, dans la séance du 15 mars, par MM. Goblet, Jules Delafosse, Millerand, Denys Cochin et Jaurès, j'ai été amené à faire, au nom du Gouvernement, une déclaration sur les affaires de Crète.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, pour votre information, le texte de cette déclaration dont les termes ont été approuvés par une majorité de 213 voix.

G. HANOTAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE PUBLIQUE DU 16 MARS 1897.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Dans sa séance du 22 février, la Chambre a sanctionné une politique qui se résume en un mot : maintien de la paix par le concert européen. En ce qui concerne spécialement l'affaire de Crète, le Gouvernement faisait connaître son intention arrêtée de poursuivre d'un commun accord avec les puissances l'autonomie de l'île; l'opposition elle-même considérait qu'il fallait laisser au Ministre des affaires étrangères la liberté utile pour négocier et que, en déclarant qu'en aucune hypothèse la Crète ne retomberait dans le *statu quo ante* et ne serait remise sous le joug de l'Empire ottoman, la Chambre aurait fait tout son devoir.

C'est cette politique que le Gouvernement vient vous demander, messieurs, de sanctionner de nouveau aujourd'hui.

La Chambre n'ignore pas ce qui s'est passé depuis la date que je viens de rappeler. Les puissances ont remis au Gouvernement grec une note collective faisant connaître leur intention, à savoir l'établissement en Crète d'un régime autonome sous la suzeraineté du Sultan. La Grèce fut prévenue qu'en cas de refus le concert européen était décidé à recourir aux moyens de contrainte.

Vous connaissez la réponse du Gouvernement hellénique : il a laissé entendre qu'il pourrait éloigner ses navires des eaux crétoises, mais il s'est refusé à rappeler les troupes du colonel Vassos.

Quant à la question de l'autonomie de la Crète, sans aller jusqu'à réclamer, comme il l'avait fait auparavant, l'union immédiate avec la Grèce, il a demandé officiellement que les crétois fussent appelés à se prononcer par voie de plébiscite sur le sort de l'île.

Depuis lors, par différentes démarches officieuses, il s'est montré disposé à accepter d'autres solutions, et même à reconnaître la suzeraineté du Sultan, mais en sollicitant pour l'île soit un régime analogue à celui de la Bosnie et de l'Herzégovine, soit une administration confiée au prince Georges.

Telle est, messieurs, la situation en présence de laquelle nous nous trouvons. Il ne serait pas équitable de la considérer comme aussi périlleuse que celle qui existait il y a quinze jours. D'une part, l'accord des puissances a produit incontestablement partout en Europe et surtout en Orient un effet d'autant plus profond qu'on affectait de douter de sa réalisation.

D'autre part, la sagesse des Etats balkaniques qui, se trouvant les plus voisins du théâtre des événements, pouvaient avoir plus de raisons de se croire menacés et par conséquent de s'émouvoir, a contribué plus que nulle autre cause au résultat poursuivi par tous, c'est-à-dire au maintien de la paix.

Enfin, quels que soient les termes de sa réponse, la prudence avec laquelle la Grèce elle-même, deférant au vœu des puissances, s'est abstenue de toute mesure précipitée, a laissé du temps à la réflexion, a permis aux amiraux et aux marins d'intervenir entre les combattants et de sauver bien des existences.

Au point de vue diplomatique, le débat s'est, si je puis dire, limité et circonscrit.

La promesse de retirer la flotte grecque et la proclamation du principe de l'autonomie ont enlevé à la question locale une grande partie de son acuité.

Au fond, on peut dire qu'à l'heure présente le débat, pour ce qui touche les affaires cretoises, se concentre sur un point unique : Les troupes du colonel Vassos seront-elles, oui ou non, retirées ?

Si ses troupes s'en vont, la Grèce, perdant son principal moyen d'action dans l'île, ne peut que renoncer, pour le moment du moins, aux prétentions qu'elle a manifestées au début du conflit. Le péril même d'une rencontre sur les frontières de la Thessalie et de l'Epire est singulièrement diminué, puisque le fond du litige, à savoir la revendication de la Grèce à l'égard de la Crète, se trouve réglé en fait et sur les lieux.

Enfin, les solutions préconisées par l'Europe sont de nature à satisfaire les populations de l'île. Aidées par les puissances, elles peuvent rapidement jouir du régime de liberté qui vient de leur être octroyé.

C'est pourquoi, messieurs, les puissances ont été et sont unanimes à penser que le maintien des troupes du colonel Vassos empêche toute pacification et toute réorganisation de l'île, et c'est dans cette conviction qu'elles se sont décidées à exiger de la Grèce le retrait du petit corps qui, trop faible pour rien faire de décisif, trop compromis avec les insurgés pour collaborer efficacement à l'apaisement, n'en reste pas moins pour ceux-ci un point d'appui dangereux et un obstacle à toute communication loyale entre les puissances et les habitants de l'île et, par conséquent, à toute amélioration d'une situation locale et générale dont tout le monde a hâte de voir la fin.

C'est pourquoi les puissances ont jugé que la réponse du Gouvernement hellénique à la note identique était insuffisante. C'est pourquoi elles ont cherché d'un commun accord les moyens de faire triompher le système pacifique qui est le leur et ont établi les sanctions nécessaires pour que leurs décisions ne puissent pas être tenues en échec plus longtemps.

Les puissances se sont mises d'accord non seulement sur leurs intentions, mais sur les moyens de les réaliser.

Il me reste à vous faire connaître, messieurs, les conditions dans lesquelles le Gouvernement, qui a réservé votre pleine liberté d'action, vous propose de continuer à collaborer à l'œuvre entreprise par le concert européen.

L'accord s'est fait, entre les puissances, sur les points suivants : L'autonomie de l'île, sous la suzeraineté du Sultan, serait solennellement proclamée, la Grèce serait avisée que, dès lors, les troupes helléniques n'ont

qu'à se retirer, étant bien entendu que les troupes ottomanes devraient quitter l'île en même temps, sauf celles qui resteraient concentrées sur quelques points également occupés par les puissances.

Pour assurer l'ordre et la sécurité, chacune des six puissances renforcerait par un contingent de 500 ou 600 hommes le détachement qu'elle a déjà débarqué dans les villes de la côte. La nouvelle administration autonome serait rapidement installée et mise en mesure de fonctionner.

Si la Grèce, déjà avertie de ces diverses dispositions et de ces intentions des puissances, persistait à maintenir dans l'île le corps du colonel Vassos, les mesures de coercition jugées nécessaires par les amiraux seraient prises immédiatement.

Le blocus de l'île de Crète serait proclamé et rigoureusement appliqué; tout secours en hommes, en vivres, en munitions serait intercepté et, s'il le faut, les amiraux seraient autorisés à prononcer et à appliquer de concert le blocus effectif de tel ou tel point des îles grecques ou de la Grèce continentale.

Telles sont, messieurs, les résolutions que les puissances ont arrêtées en commun pour agir et pour clore une période d'attente et de malaise général, qui ne peut se prolonger sans de grandes souffrances et de grands périls.

Nous n'avons plus qu'à connaître votre décision, puisque le Gouvernement de la République a tenu en suspens l'adhésion de la France jusqu'à ce que les Chambres aient pu se prononcer.

Dans la situation actuelle, trois systèmes peuvent être envisagés : l'un consisterait à appuyer les revendications de la Grèce.

Celui-là serait en conformité avec le précédent de 1827. Tel serait le véritable philhellénisme, celui qui a suscité tant d'enthousiasme à l'époque que je viens de rappeler. Mais je ne vois pas que cette conception politique soit reprise aujourd'hui par beaucoup de monde, et je crois que nous pouvons résolument écarter ce premier système.

Un autre système paraît avoir été accueilli avec plus de faveur; il a d'ailleurs été soutenu tout à l'heure par l'honorable M. Goblet : c'est l'abstention. La France, dit-on, n'a que faire dans ces questions; qu'elle reste chez elle sans aller s'embarrasser de ce qui se passe chez les autres; les choses finiront toujours par s'arranger.

Je reconnais que ce système est le plus facile à suivre, et le Gouvernement qui s'y serait attaché n'aurait pas eu grand-peine à se donner.

On invoque un précédent, mais un seul, pour justifier cette politique de l'abstention. On fait observer qu'en 1886 la France — il s'agissait alors, non d'empêcher une conflagration menaçante, mais d'éteindre un dernier brandon qui fumait — la France, au dernier moment, a refusé de participer au blocus du Pirée. Et on demande pourquoi son attitude serait différente aujourd'hui? Je ne crois pas, messieurs, qu'il y ait lieu de reprendre ici, dans ses détails, cette affaire de 1886.

Voyons cependant quel a été le rôle joué par la France dans cette circonstance. Elle avait participé à l'envoi de l'ultimatum, mais elle n'a pas participé au blocus, parce qu'elle s'était liée à une promesse de désarmement qui lui avait été faite par la Grèce.

Or cette promesse ne fut pas tenue, si bien que la France, justement froissée, dut rappeler son Ministre et finalement rester isolée, s'exposant ainsi à la méfiance et à la mauvaise humeur de tout le monde, et je n'aperçois pas quel profit nous avons retiré de cette attitude.

Messieurs, voyons les choses de plus haut et posons la question dans les termes où elle doit être posée. La politique de l'abstention a des racines plus profondes. Nous la connaissons bien.

Elle est défendue par les mêmes personnes, elle est soutenue par le même parti qui l'a toujours préconisée dans ce pays. M. Goblet vient de la formuler à nouveau dans cette phrase : « Nous n'avons rien à faire en Orient! »

C'est cette même politique qui, en 1882, se félicitait hautement de la pré-

sence des anglais en Egypte comme nous préservant des errements funestes suivis en Algérie et en Tunisie.

Voilà tout le système : nous savons en quelle circonstance il a prévalu, nous savons par qui il a été combattu et dans quelles circonstances il a triomphé. Il répond à une conception politique qui consiste à dénier à la France aucun rôle dans la mer Méditerranée.

..... Puisqu'on proteste, je répète la phrase que j'ai écrite sous la dictée de l'honorable M. Goblet : « Nous n'avons rien à faire en Orient ! »

Eh bien ! cette conception politique, s'il se trouvait une majorité pour l'imposer, un Gouvernement pour s'y conformer, alors il ne faudrait pas seulement ramener nos vaisseaux de Crète, il faudrait les désarmer.

Si vous agissiez ainsi, les choses s'arrangeraient sans vous assurément, mais elles s'arrangeraient sûrement contre vous.

Je me demande s'il y a ici une majorité qui, en présence d'une difficulté d'ordre relativement restreint, alors que toutes les puissances sont d'accord, et que nous subordonnons toujours notre adhésion à leur accord unanime, puisse songer à prendre une pareille décision, à assumer une pareille responsabilité.

Il reste enfin un troisième système ; c'est celui que nous proposons à la Chambre.

Il s'agit de travailler avec l'Europe à une œuvre urgente, à la pacification de la Crète, et à une tâche plus générale : le maintien de la paix. Tous les Gouvernements, quels que soient les principes constitutifs de chacun d'eux, se sont réunis dans une pensée, dans une volonté communes. La France seule se dérobera-t-elle ? Il s'agit de savoir si, dans cette crise générale si grave, dont l'affaire de Crète est un incident, nous prendrons, nous, la responsabilité de rompre un accord dont l'action modératrice peut s'exercer demain en Grèce et dans les Balkans, bientôt à Constantinople.

N'est-il pas évident, en effet, messieurs, que, si nous espérons mener à bien le plan de réformes dans l'Empire ottoman, signé par tous les Représentants des puissances, de même que notre plan d'action sera appliqué par tous les amiraux, c'est par le maintien énergique de ce concert européen qui est, dans cette crise, le seul tribunal et la seule autorité devant lesquels tout le monde peut et doit s'incliner ?

Plus l'action de ce concert aura été efficace dans la phase actuelle de la crise, plus elle sera énergique dans la seconde, et plus rapidement elle atteindra le but que nous poursuivons avec persévérance et dont aucun incident ne pourra nous détourner.

C'est donc avec confiance que nous sollicitons de la Chambre l'adhésion et l'appui qui nous sont indispensables pour que la France puisse coopérer à l'œuvre d'apaisement et de salut que l'Europe vient d'entreprendre et qu'il dépend de vous de nous permettre de mener à bonne fin.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 16 mars 1897.

Conformément aux décisions prises en Conseil des Ministres, six cents hommes d'infanterie de marine partiront demain afin de se mettre à la disposition de l'amiral Pottier.

L'amiral a été autorisé en outre par le télégraphe à s'entendre avec ses collègues pour déclarer le blocus de la Crète, proclamer l'autonomie de l'île et pour assurer l'application des autres mesures de coercition sur lesquelles les puissances se sont mises d'accord.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 16 mars 1897.

D'après les renseignements que me transmet notre consul à Sivas, le 9 de ce mois, quelques musulmans ont pénétré dans l'église arménienne de Ghemerek et ont tiré sur le prêtre qui officiait et sur les assistants.

Des musulmans en grand nombre, venus des environs avec l'intention évidente de se livrer au massacre et au pillage, ont reculé devant l'attitude énergique des arméniens.

Notre consul réclame une punition exemplaire.

Les autorités ont fait arrêter quelques musulmans.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 16 mars 1897.

Dans les circonstances présentes, les informations que vous m'avez transmises au sujet des faits qui viennent de se produire à Ghemerek constituent un symptôme des plus graves. Je ne doute pas que vous n'ayez fait spontanément auprès du Gouvernement ottoman les démarches que comporte l'incident. Je vous serai obligé de les réitérer et de ne laisser aucune illusion au Sultan sur les conséquences que pourrait entraîner pour son Empire le renouvellement, sur un point ou sur un autre, des événements sanglants dont toute l'Europe est encore émue.

Je fais part à tous les Cabinets des instructions que je vous adresse en exprimant le vœu que vos collègues soient invités à s'associer à votre action.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 16 mars 1897.

Le 9 de ce mois, quelques musulmans ont pénétré dans l'église arménienne de Ghemerek (vilayet de Sivas) et ont tiré sur le prêtre qui officiait et sur les assistants. Des musulmans en grand nombre, venus des environs avec l'intention évidente de se livrer au massacre et au pillage, ont reculé devant l'attitude énergique des arméniens. Les autorités ont fait arrêter quelques musulmans. Ces renseignements nous sont transmis par notre consul à Sivas.

En présence d'un incident qui constitue un si fâcheux symptôme, j'invite M. Cambon à appeler la plus sérieuse attention du Sultan sur les conséquences que serait de nature à entraîner pour son Empire le renouvellement, sur un point ou sur un autre, des événements sanglants qui ont excité l'émotion de l'Europe.

Je vous serai obligé de faire part de ces indications au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité en exprimant le vœu qu'il juge opportun d'inviter son ambassadeur à s'associer, par un langage énergique, à la démarche que je prescris à M. Cambon.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Ledoulx, vice-consul de France à Sivas.

Paris, le 16 mars 1897.

J'ai été informé, par notre ambassadeur à Constantinople, de l'incident qui s'est produit le 9 de ce mois dans une église arménienne de Gemerek et sur l'attitude menaçante prise par les musulmans des environs. Télégraphiez-moi des détails précis et, s'il y a lieu, journaliers sur la situation.

Je ne doute pas d'ailleurs que la fermeté de votre langage n'ait donné aux autorités locales le sentiment de la grave responsabilité qu'elles encourraient si elles n'arrêtaient pas dès le début, par le châtimement exemplaire des coupables, une nouvelle agitation susceptible d'entraîner pour l'Empire ottoman les plus redoutables conséquences.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 16 mars 1897.

Kissamos Castelli a été attaqué hier par les insurgés. Des navires de guerre sont partis pour ce port.

Une émeute a éclaté à Sitia où les musulmans qui ont faim pillent les magasins. J'ai insisté auprès du gouverneur pour que l'autorité envoie de la farine à ces malheureux. On m'a promis de leur expédier aujourd'hui trois cents sacs.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 16 mars 1897.

En réponse à votre dépêche du 14 de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé à faire, pour l'occupation de la Crète, tout ce que feront les autres puissances, ni plus ni moins.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 16 mars 1897.

Sir Thomas Sanderson me fait savoir que le Ministre des affaires étrangères de Russie a entretenu l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg d'un projet tendant à envoyer en Crète un corps de troupes européennes de dix ou douze mille hommes, et, vu le refus de l'Allemagne et de l'Autriche de prendre part à la formation d'un corps expéditionnaire, on aurait désigné la France et l'Italie comme pouvant être chargées conjointement d'exécuter le mandat de l'Europe pour rétablir la paix dans l'île et expulser le colonel Vassos. Ces indications ont été soumises à un Conseil de Cabinet et le résultat de ses délibérations est l'envoi par le télégraphe, à sir N. O'Connor, des instructions résuées ci-après :

Le Gouvernement anglais reconnaît que, de différents côtés, des objec-

tions ont été élevées contre sa proposition de faire coopérer les troupes grecques avec les troupes des puissances au rétablissement de l'ordre en Crète; il n'insiste donc pas sur ce projet. Toutefois, si la présence des troupes grecques n'était pas utilisée de quelque manière ou que des mesures satisfaisantes ne fussent pas adoptées par les puissances pour le rétablissement de l'ordre en Crète, l'état de l'opinion en Angleterre ne lui permettrait pas de s'associer à l'emploi contre la Grèce elle-même de moyens de coercition tels que le blocus du Pirée et des autres ports du royaume hellénique. Quant aux mesures à adopter par les puissances pour le rétablissement de l'ordre, le Gouvernement anglais est disposé à accepter les propositions du Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Il pense qu'un corps expéditionnaire de dix mille hommes pourrait être envoyé en Crète et fourni soit par la France et l'Italie conjointement ou par une seule de ces puissances, soit par la Russie et l'Angleterre conjointement ou par l'une d'elles. Dans le cas où l'envoi de ce corps expéditionnaire aurait lieu, l'Angleterre ne se refuserait plus à participer au blocus du Pirée et des autres ports de la Grèce.

Sir Th. Sanderson et tous ceux de mes collègues que j'ai rencontrés aujourd'hui se sont hautement félicités avec moi du langage que vous avez tenu hier à la Chambre des députés et de l'accueil fait par la Chambre à vos déclarations.

Alph. DE COURCEL.

Le comte de Wolkentein-Trotsburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 17 mars 1897.

Je viens de recevoir de Vienne le télégramme suivant :

« Le consul général d'Autriche-Hongrie à la Canée a été autorisé à faire connaître, de concert avec les Représentants consulaires et les amiraux des autres grandes puissances, la résolution d'accorder l'autonomie à l'île. »

J'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence cette communication.

A. WOLKENSTEIN.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 17 mars 1897.

Veillez dire à lord Salisbury qu'à mon avis nous n'obtiendrons de résultats conformes à nos vues que si les puissances appliquent strictement le programme sur lequel elles se sont mises d'accord.

Quant à la question de l'occupation, elle me paraît devoir être examinée particulièrement, puisque, si la Grèce obtempérait au conseil des puissances et si les troupes du colonel Vassos étaient soit retirées, soit concentrées sur un point de l'île avec promesse de rappel, les conditions intérieures de la Crète seraient toutes différentes. Nous allons prier l'amiral Pottier de nous donner son avis et celui de ses collègues sur l'opportunité et les nécessités d'une occupation intérieure. En attendant, tant que les puissances occupent les villes du littoral par leurs effectifs renforcés,

rien ne peut être tenté sans la volonté des puissances, et nous avons le temps de peser mûrement la question de l'occupation collective.

J'ajoute seulement, à titre d'indication, que nous ne concevons pas très bien un système consistant à confier l'occupation de la Crète à deux puissances conjointes et seulement à deux, soit la France et l'Italie, soit la Russie et l'Angleterre, et qu'il serait naturel de les associer toutes les quatre dans une tâche qui, si elle était commune à plusieurs, devrait conserver un caractère collectif et européen.

D'une manière générale, sur cette question de l'occupation, nous tenons, tant que l'accord ne sera pas intervenu entre toutes les puissances à réserver notre entière liberté d'action.

G. HANOTAUX.

(*A suivre*).

UNION INTERNATIONALE

**Pour la protection des Œuvres littéraires
et artistiques.**

CONFÉRENCE DE PARIS

15 AVRIL — 4 MAI 1896

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES

Circulaires du Gouvernement de la République française.

Le Gouvernement de la République française a adressé les deux circulaires suivantes, la première aux pays membres de l'Union, la seconde à ses agents accrédités auprès des pays non-unionistes.

PREMIÈRE CIRCULAIRE

Paris, août 1895.

L'article 6 du Protocole final de la Convention conclue à Berne, le 9 septembre 1886, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques stipule la réunion à Paris, dans un délai de quatre à six ans, et sur l'initiative du Gouvernement français, d'une nouvelle Conférence chargée de reviser cet acte international.

Le Gouvernement de la République n'a pas manqué de se préoccuper de la mission qui lui avait été confiée par les Etats unionistes, mais les circonstances ne lui ayant pas paru favorables, il ne s'est pas cru en mesure de convoquer utilement ces Etats, au cours de la période fixée par le Protocole. Il n'en a pas moins fait procéder, en temps opportun, de concert avec le bureau de l'Union, à une étude approfondie des questions à soumettre à la prochaine Conférence. Ces études ont abouti à la rédaction d'un programme où sont exposés les vœux émis, au cours des dernières années, par les associations littéraires et artistiques de tous les pays, et qui semble fournir une excellente base à la discussion.

Les Etats unionistes ont reçu communication de ce programme par les soins du bureau de Berne, le 13 mai dernier.

Restait à déterminer la date de la Conférence. Le Gouvernement de la République, en vue de se rapprocher le plus possible de l'époque indiquée par le Protocole de 1886, avait, tout d'abord, pensé proposer le mois d'octobre prochain. Mais les délais ayant paru trop courts à quelques pays, il a été tenu compte de ces objections et la réunion de la Conférence est définitivement fixée au 15 avril 1896.

Le Gouvernement de la République prie les Etats, membres de l'Union, de vouloir bien s'y faire représenter par des délégués munis de pouvoirs

réguliers. L'acte qu'il s'agit de reviser a été, en effet, signé par les représentants officiels des hautes puissances contractantes et ne peut être modifié que dans la même forme. Aussi la Conférence aura-t-elle un caractère à la fois diplomatique et technique.

La question s'est, en outre, posée de savoir s'il conviendrait d'inviter les pays n'ayant pas encore adhéré à l'Union à envoyer à Paris, pendant la Conférence, des délégués qui pourraient en suivre les travaux à titre officiels. Il semble qu'il n'y aurait que des avantages à se prononcer pour l'affirmative. Si l'on ne peut se flatter d'obtenir l'assentiment unanime de ces pays, en faveur des principes qui ont donné naissance à la Convention de Berne, du moins toute adhésion qui viendra agrandir leur champ d'application et étendre d'autant plus la protection des œuvres de l'esprit, ne saurait être envisagée qu'avec satisfaction par les Etats qui s'en sont faits les promoteurs.

Le Gouvernement de la République serait, en conséquence, disposé à faire parvenir une convocation rédigée dans ce sens aux autres pays susceptibles de s'intéresser à l'objet de la Conférence, si l'extension qui serait ainsi donnée à celle-ci ne soulève pas d'objections de la part des Etats unionistes.

En adressant la présente invitation aux membres de l'Union, le Gouvernement de la République a le ferme espoir qu'elle rencontrera auprès d'eux un accueil favorable et il compte sur leur concours pour rendre aussi efficaces que possible les travaux des prochaines assises littéraires et artistiques.

DEUXIÈME CIRCULAIRE

Paris, le 31 octobre 1895.

Monsieur,

Conformément au mandat qui lui avait été confié par les Etats signataires de la Convention conclue à Berne, le 9 septembre 1886, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, le Gouvernement de la République convoque à Paris, pour le 15 avril 1896, une Conférence internationale en vue d'étudier les modifications qu'il conviendrait d'introduire dans le texte de cette Convention.

En dépit du caractère limité de son programme, la réunion des représentants autorisés des Etats unionistes n'en fournira pas moins une occasion exceptionnelle de procéder à un examen d'ensemble de la situation qui est faite, par les législations des différents pays, à la propriété intellectuelle. Elle permettra de faire ressortir le chemin parcouru, les progrès accomplis, les améliorations qui restent à réaliser.

La production des œuvres de littérature et d'art ne constitue plus actuellement un monopole pour quelques pays privilégiés, et tous les peuples tendent de plus en plus à participer à ces manifestations de la pensée humaine qui forment, en quelque sorte, le patrimoine commun des nations civilisées. — Guidé par ces considérations, le Gouvernement de la République a cru répondre aux intentions de ses co-contractants en élargissant le champ d'action de la Conférence et il a décidé d'en ouvrir l'accès aux représentants des Etats qui n'ont pas jusqu'à présent adhéré à l'Union.

- Nous n'ignorons pas que les législations de certains de ces pays ne sont pas encore en harmonie avec les principes consacrés par la Convention de Berne, mais, depuis quelque temps, un courant d'opinion paraît se des-

siner en faveur de ces principes et nous avons tout lieu d'espérer que plusieurs Gouvernements consentiront à adhérer à un pacte destiné à sauvegarder une source de richesses d'autant plus respectable qu'elle procède directement du travail, dans ce qu'il a de plus noble et de plus élevé.

En envoyant des délégués à la Conférence, les Etats qui ne font pas partie de l'Union conserveront, bien entendu, toute leur liberté d'action. Leurs représentants pourront se borner à en suivre les travaux en simples spectateurs, mais le développement de la discussion leur permettra de se rendre compte des résultats obtenus par le fonctionnement de la Convention de Berne et des avantages qu'il pourrait y avoir pour leur pays à accéder à cet acte international, soit dans son ensemble, soit seulement dans certaines de ses dispositions.

Je vous serai, en conséquence, obligé, Monsieur, d'inviter le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité à se faire représenter à nos prochaines assises littéraires et artistiques, et d'insister tout particulièrement sur l'intérêt que nous attachons à son concours. Vous voudrez bien lui remettre les deux brochures ci-jointes, qui contiennent, avec le programme de la Conférence, le texte complet de la Convention de Berne, et me faire connaître, le plus tôt possible, le résultat de votre démarche.

Agrééz, Monsieur, les assurances de ma haute considération.

G. HANOTAUX.

Circulaires adressées par le bureau international aux administrations des pays de l'Union.

Le bureau international, d'accord avec le Gouvernement français, a successivement adressé les trois circulaires suivantes aux Offices qui ont été désignés par chacun des pays membres de l'Union, pour correspondre directement avec lui.

PREMIÈRE CIRCULAIRE

Berne, le 13 mai 1895.

Aux Offices pour la protection des œuvres littéraires et artistiques des pays de l'Union.

Messieurs,

J'ai reçu de Son Excellence Monsieur Hanotaux, ministre des affaires étrangères de France, l'avis que, conformément aux dispositions du n° 6 du Protocole de clôture de la Convention du 9 septembre 1886, qui a désigné Paris comme siège de la future réunion des délégués des pays de l'Union, le Gouvernement français se propose de convoquer cette Conférence vers le mois d'octobre prochain. L'invitation sera expédiée ultérieurement par ses soins. J'ajoute que la Conférence sera à la fois diplomatique et technique.

J'ai l'honneur de vous expédier, en plusieurs exemplaires, les propositions préparées par l'Administration française avec le concours du bureau international (1), en vous priant de vouloir bien me faire connaître, le cas échéant, vos observations, propositions ou contre-propositions, aussitôt que cela vous sera possible et avant le 15 juillet prochain. A cette date, toutes les communications qui nous auront été adressées, seront réunies

(1) V. ce document, p. 62 ci-après.

pour être portées à votre connaissance dans le plus court délai. Enfin, tous les documents relatifs à la Conférence, ainsi que le programme définitif de celle-ci vous parviendront en dernier lieu.

En suivant cette voie, nous espérons faciliter à tous les hauts Gouvernements des pays membres de l'Union, et cela avant la réunion de la Conférence, l'examen complet des questions qui se posent actuellement, de manière à leur permettre de munir leurs représentants des instructions et des pouvoirs nécessaires.

En vous priant de m'accuser réception de cette circulaire, je saisis cette occasion, Messieurs, pour vous renouveler l'expression de ma haute considération.

Le Directeur :
MOREL.

DEUXIÈME CIRCULAIRE

Berne, le 5 septembre 1895.

*Aux Offices pour la protection des œuvres littéraires et artistiques
des pays de l'Union.*

Messieurs,

En me référant à ma circulaire n° 243/13 du 13 mai dernier, relative à la première des Conférences périodiques de l'Union littéraire et artistique, j'ai l'honneur de vous faire parvenir... exemplaires d'un second fascicule portant pour titre : « Tableau des vœux émis par divers Congrès et Assemblées depuis la fondation de l'Union (1). »

Le Gouvernement français ayant décidé la convocation de la Conférence non pour cet automne, mais pour le 15 avril 1896, les Administrations contractantes pourront adresser au Bureau international, jusqu'au 31 décembre prochain, leurs propositions, contre-propositions, observations, etc., en vue de leur coordination pour l'établissement du programme définitif de la Conférence.

Nous tenons à votre disposition, pour le cas où vous en désireriez encore, un certain nombre d'exemplaires du Tableau que vous recevez ce jour et des « Propositions de l'Administration française et du Bureau international », formant le 1^{er} fascicule qui accompagnait ma circulaire du 13 mai.

En vous priant de vouloir bien m'accuser réception de la présente, je saisis cette occasion, Messieurs, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur :
MOREL.

TROISIÈME CIRCULAIRE

Berne, le 27 février 1896.

*Aux Offices pour la protection des œuvres littéraires et artistiques
des pays de l'Union.*

Messieurs,

Par circulaire en date du 5 septembre 1895, n° 385/14, j'ai eu l'honneur de vous donner avis que, la réunion de la Conférence de Paris ayant été fixée au 15 avril 1896 par le Gouvernement français, le Bureau interna-

(1) V. ce document, p. 79 ci-après.

tional recevrait jusqu'au 31 décembre 1895 les contre-propositions et observations éventuelles que vous pourriez avoir à présenter, afin de les communiquer à tous les membres de l'Union. Cette procédure, pratiquée régulièrement dans toutes les Unions, a toujours donné de bons résultats et facilité les délibérations des Conférences.

Jusqu'à présent, nous n'avons reçu que de simples accusés de réception. Actuellement les propositions élaborées par le Gouvernement français avec le concours du Bureau international figurent donc seules à l'ordre du jour de la Conférence. Je crois utile de vous en prévenir, en vous annonçant que, si le Bureau reçoit encore, en temps opportun, des communications de cette nature, je m'empresserai de les porter à la connaissance des Administrations unionistes.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, les assurances de ma haute considération.

Le Directeur :
MOREL.

**Propositions élaborées par l'Administration française
avec le concours du Bureau international.**

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

Aux termes de l'article 17 de la Convention du 9 septembre 1886, cet acte « peut être soumis à des révisions en vue d'y introduire les améliorations propres à perfectionner le système de l'Union, et les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, seront traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays ».

En préparant le programme des travaux de la Conférence de Paris, qui sera la première de ces réunions périodiques, l'Administration française et le Bureau international se sont inspirés de l'idée que, dans l'ensemble de l'Union, on envisage vraisemblablement que le moment n'est pas encore venu de songer à une revision proprement dite de la Convention de Berne ; qu'il serait prématuré, après une courte expérience de quelques années, de mettre en discussion les principes mêmes qui constituent la base de la charte de l'Union.

En déterminant ainsi le champ d'activité de la Conférence, on n'a nullement songé à exclure la possibilité d'améliorations d'un caractère sérieux, réalisables dès à présent. Les propositions que nous formulons dans ce but auront pour effet de consolider ou d'étendre certaines dispositions de la Convention, et elles sont de nature à donner satisfaction à une grande partie des vœux émis, à notre connaissance, dans les différents pays de l'Union. D'autres questions ont été soulevées, mais elles ne paraissent pas encore mûres et doivent être étudiées davantage. Il y a, du reste, peu d'inconvénients à en remettre à plus tard la solution, car ce sera là un simple retard indiqué par les circonstances. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il est indispensable de chercher d'abord à réunir l'assentiment unanime des pays unionistes, et qu'ensuite il est important de ne pas faire obstacle à l'adhésion de nouveaux pays. Mieux vaut donc graduer les réformes, chose aisée puisque la Convention prévoit des Conférences périodiques.

Nous passons maintenant à l'examen successif des résolutions que nous

avons l'honneur de proposer en indiquant sommairement les motifs à l'appui.

Certaines de ces résolutions pourront sans doute être envisagées comme ayant un caractère interprétatif et non modificatif de la Convention. Citons à titre d'exemples celles qui se rapportent aux articles 2 (formalités) et 3 (assimilation des entrepreneurs de spectacles aux éditeurs), au n° 3 du Protocole de clôture (boîtes à musique) et à la disposition nouvelle concernant les œuvres posthumes. La portée qui sera assignée par la Conférence à ces résolutions, déterminera leur forme définitive et leur classement. On appréciera ultérieurement s'il y a lieu de diviser les textes adoptés par la Conférence en plusieurs protocoles. Il est possible aussi que certaines propositions ne réunissent pas un assentiment unanime; dans ce cas, elles pourraient faire, entre les pays qui les auraient adoptées, l'objet d'arrangements particuliers donnant lieu à la création d'Unions restreintes.

Nos propositions sont présentées dans l'ordre des articles de la Convention auxquels elles se rapportent. Chacune d'elles est transcrite à la suite de l'exposé des motifs qui la concerne, avec les articles correspondants placés en regard.

EXPOSÉS DES MOTIFS

I. — *Conditions et formalités.*

(Convention, article 2.)

L'article 2 de la Convention a supprimé toute obligation d'accomplir, ailleurs que dans le pays d'origine de l'œuvre, aucune condition ou formalité (dépôt, enregistrement, réserves, etc.).

Le texte du deuxième alinéa de cet article, les délibérations des Congrès et Conférences qui ont préparé sa rédaction, l'opinion unanime des commentateurs saluant la suppression de formalités multiples comme l'une des conquêtes les plus précieuses de l'Union, les ordonnances ou arrêtés émanant de plusieurs des Gouvernements des pays unionistes et proclamant la suppression de tout enregistrement, dépôt, etc., pour les œuvres publiées dans d'autres pays de l'Union, tout cela constitue un ensemble complet et précis. Cependant divers Congrès internationaux littéraires et artistiques ont formulé des vœux tendant à ce qu'une interprétation positive vienne affirmer que, seul, le pays d'origine de l'œuvre peut soumettre celle-ci à des formalités ou conditions.

Ces vœux ont été motivés par quelques arrêts judiciaires rendus dans un pays de l'Union et déclarant que les œuvres publiées dans les autres pays unionistes étaient soumises, dans ce pays, aux mêmes formalités que les œuvres nationales; plus récemment, une décision en sens contraire a été prise par la Cour suprême, décision prononçant qu'aucune formalité, autre que celle du pays d'origine, ne peut être exigée pour une œuvre unioniste. Mais rien ne garantit qu'un arrêt contraire n'interviendra pas dans un procès ultérieur.

Il paraît donc utile qu'un texte positif fixe la portée indiscutable du second alinéa de l'article 2 de la Convention, pour assurer l'application uniforme et normale d'une disposition aussi importante de cet acte. Cela mettra en même temps à l'aise le Bureau international qui, dans l'état actuel des choses, peut trouver prudent, lorsqu'il est consulté, de conseiller

aux intéressés de se soumettre, afin d'éviter toute surprise, à des formalités que l'esprit de la Convention repousse.

TEXTE ACTUEL

Art. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre; elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre, celui de la première publication, ou, si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

PROPOSITION

Modifier le deuxième alinéa comme suit :

« La jouissance de ces droits est assurée aux auteurs sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre. Elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine. »

II. — *Œuvres d'auteurs non-ressortissants de l'un des pays de l'union.*

(Convention, article 3.)

La protection résultant de la Convention est basée sur l'indigénat en ce qui touche à la personne des auteurs, et sur la territorialité quant à la publication des œuvres. On a, cependant, dérogé à cette règle et appelé à jouir du bénéfice de la Convention les œuvres publiées dans un pays de l'Union, lors même qu'elles émanent d'auteurs étrangers; mais, dans ce cas, la protection est accordée à l'éditeur de ces œuvres. Tel est le but de l'article 3 de la Convention.

Déjà dans l'une des Conférences diplomatiques de fondation de l'Union, on s'est demandé si cet article s'appliquait aux entrepreneurs de représentations théâtrales ou d'exécutions musicales agissant sur le territoire de l'Union, comme aux éditeurs. Un délégué s'est prononcé affirmativement dans ce sens sans soulever aucune objection (Protocoles de la Conférence de 1884, page 44).

Des vœux ayant été émis pour que cette opinion soit fixée positivement par un texte, nous pensons qu'il y a lieu de leur donner satisfaction, car les raisons qui ont fait admettre à la protection dans l'Union les œuvres publiées sur son territoire par des auteurs non ressortissants de l'un des pays contractants, s'appliquent aussi bien à la représentation ou à l'exé-

cution publique qu'à l'édition proprement dite. L'Union a un intérêt intellectuel et matériel tout ensemble, à attirer à elle, quelle que soit la forme en laquelle elles se manifestent, le plus grand nombre possible de productions de l'esprit. Puisque celles-ci, pour être protégées, doivent paraître dans l'un des pays contractants, il est juste d'assimiler d'une façon précise tous leurs modes de publication. Ce résultat serait obtenu par l'adjonction du texte suivant :

TEXTE ACTUEL

Art. 3. — Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

PROPOSITION

Ajouter comme deuxième paragraphe :

« Elles s'appliquent dans les mêmes conditions aux entrepreneurs d'exécutions ou de représentations d'œuvres musicales, dramatiques et dramatico-musicales. »

III. — *Architecture. — Photographies.*

(Convention, article 4, et Protocole de clôture, n° 1.)

A. *Architecture*

L'article 4, tel qu'il est sorti des délibérations des Conférences de 1884 et de 1885, n'a pas donné aux architectes, au moins si l'on s'en tient aux termes stricts du traité, une protection aussi complète qu'aux autres producteurs intellectuels. En effet, il n'est question dans cet article que des plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à l'architecture, mais non du droit principal de l'artiste sur sa conception elle-même.

On a expliqué cette différence de traitement, qui étonne au premier abord, en disant que, dans la réalisation d'un plan d'architecture, le travail matériel, industriel pour ainsi dire, ne tarde pas à l'emporter par son importance sur l'œuvre artistique, dès que l'on aborde le terrain de l'exécution. Cette opinion a été vivement combattue par les intéressés, qui ont trouvé dans de nombreux jurisconsultes d'éloquents défenseurs. Pour donner satisfaction aux vœux formulés à ce sujet, soit par cette catégorie d'artistes, soit par les associations générales d'auteurs, nous proposons d'insérer dans l'article 4, après la mention de la sculpture, une mention équivalente pour l'architecture. Par suite, les mots « à l'architecture » qui figurent plus bas dans l'article seraient à supprimer.

B. *Photographies.*

Exclues de l'énumération qui figure à l'article 4, les photographies font l'objet du n° 1 du Protocole de clôture qui les divise en deux catégories, l'une comprenant les photographies autorisées d'œuvres d'art protégées, l'autre celles dites originales (reproductions de vues, de portraits, d'œuvres anciennes, etc.). Les premières sont protégées aussi longtemps que les œuvres qu'elles reproduisent. Quant aux secondes, seuls ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques ne leur est pas refusé, se sont engagés à les admettre à jouir du bénéfice des dispositions de la Convention à partir de la mise en vigueur de celle-ci.

Il résulte de là que les pays où les photographies originales ne sont pas considérées comme des œuvres d'art, demeurent en droit de refuser toute protection à celles qui proviennent des autres pays unionistes. La situation

précaire faite à ces œuvres a donné lieu, dès la formation de l'Union, à des réclamations fort vives de la part des intéressés. Or, le moment semble venu de les mettre au rang de celles qui bénéficient de tous les avantages assurés par la Convention. En effet, l'Allemagne, l'unique pays qui se refusait à faire entrer les photographies dans les accords internationaux, s'est départie de cette règle dans l'arrangement qu'elle a conclu, le 15 janvier 1892, avec les Etats-Unis. Il y a donc lieu d'espérer qu'on sera maintenant d'accord pour compléter et élargir les dispositions adoptées en 1886 sur ce point. Il suffirait alors d'intercaler les photographies dans l'article 4, et le premier alinéa du chiffre premier du Protocole de clôture deviendrait sans objet.

TEXTE ACTUEL

Art. 4. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

PROTOCOLE DE CLOTURE. — 1. Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ses dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenus de protéger les auteurs des dites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de ladite Convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.

PROPOSITION

Intercaler entre les mots :
« de gravure » et les mots « les lithographies », ceux de :
« d'architecture, les photographies. »
Par suite, les mots :
« à l'architecture » seraient à supprimer.

Ce premier alinéa devrait être supprimé dans le cas où les photographies seraient admises à figurer dans les œuvres énumérées à l'article 4.

Cet alinéa serait conservé.

IV. — *Droit de traduction.*

(Convention, article 5.)

L'article 5 fixe à dix ans, à partir de la publication d'une œuvre originale dans l'un des pays de l'Union, le délai minimum pendant lequel les auteurs jouissent, dans les autres pays unionistes, du droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction; à l'expiration de ce délai, le droit exclusif de traduction cesse d'exister dans un certain nombre de pays.

Cet état de choses a soulevé, de la part des auteurs, des réclamations réitérées, fondées principalement sur les atteintes portées à la valeur de leurs œuvres et à leur réputation littéraire par des traductions hâtives, entreprises sans compétence, en dehors de tout contrôle et au rabais. Il est certain, en effet, que des traductions défectueuses abondent dans les pays où la production est nulle ou limitée, et cela au détriment du lecteur, trompé sur la qualité de la chose vendue; des auteurs nationaux, qui se voient délaissés par les éditeurs; enfin des auteurs étrangers, pillés par des intermédiaires souvent peu scrupuleux.

La plupart des jurisconsultes qui ont écrit sur la matière admettent que la traduction n'est qu'un mode de reproduction de l'œuvre originale et doit, en conséquence, être traitée sur le même pied que celle-ci. Il semble difficile d'opposer à cette doctrine autre chose que des raisons d'opportunité.

L'attitude prise par les représentants de la France lors des Conférences de fondation de l'Union, ainsi que les vœux émis, d'abord dans la Conférence diplomatique de Berne de 1884 (procès-verbal, p. 89), et ensuite dans un grand nombre de Congrès internationaux, en faveur de l'assimilation du droit de traduction au droit général de reproduction, exigent qu'il soit fait ici une proposition dans ce sens.

Nous n'ignorons pas qu'il existe encore dans l'Union des législations dont le principe est resté contraire à cette solution, et il est possible que l'on hésite à les modifier aussi profondément par la voie d'un accord conventionnel. Cependant, il y a lieu d'observer qu'elles ont reçu déjà, par le fait des traités, et notamment par l'heureuse influence de la Convention d'Union de 1886, des modifications importantes. Ne pourrait-on aller jusqu'au bout en acceptant franchement une solution qui est en définitive la plus équitable? Nous croyons que l'idée de la protection des droits des auteurs a fait assez de progrès à l'heure actuelle pour que cette proposition puisse être recommandée à la Conférence. Son adoption réduirait l'article 5 de la Convention à un alinéa unique dont voici le texte :

TEXTE ACTUEL

PROPOSITION

Art. 5. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le délai de dix années ne compte qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale.

Alinéa unique :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union ou leurs ayants cause, jouissent, dans tous les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale. Ce droit comprend les droits de publication, de reproduction, d'exécution et de représentation. »

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des Sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le 31 décembre de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

Si, cependant, l'assimilation sans condition était considérée comme un pas trop considérable, on pourrait se borner à une amélioration partielle en admettant cette assimilation en principe, mais sous la réserve que le droit de traduction cesserait d'être exclusif lorsqu'il n'en aurait pas été fait usage, par l'auteur ou par ses ayants droit, dans un délai déterminé.

Ce délai minimum pourrait, croyons-nous, être porté à 20 ans. Celui de 10 ans fixé actuellement par la Convention a toujours été trouvé trop court, non seulement comme durée minima de protection, mais aussi comme délai dans lequel la traduction doit paraître; cette opinion se justifie surtout pour les ouvrages importants dont la valeur n'est pas toujours reconnue immédiatement et pour lesquels le choix d'un traducteur, d'un éditeur, la préparation de la traduction, etc., peuvent prendre beaucoup de temps.

V. — *Publications périodiques.*

(Convention, article 7.)

La Conférence de Berne de 1884 avait adopté, au sujet des publications périodiques, un article (9) conçu comme suit:

« Les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union.

« Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science ou d'art. Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. »

La Conférence de 1885 revint sur cette rédaction et y substitua celle qui forme l'article 7 de la Convention. Comme on vient de le voir, le projet de 1884 protégeait sans réserves les romans-feuilletons et les articles de science ou d'art; pour les autres articles de quelque étendue, les auteurs ou éditeurs devaient en interdire expressément la reproduction. En proclamant d'une manière générale la liberté de reproduction tant que celle-ci n'aurait pas été interdite, on a donc modifié assez profondément le système admis tout d'abord. Ce revirement n'indique pas, cependant, que l'on ait voulu donner à l'article 7 de la Convention une portée restrictive au point de livrer à la contrefaçon ce qui sort de la matière quotidienne proprement

dite du journal. Il avait surtout pour cause le désir de faciliter certaines accessions à l'Union, accessions qui, du reste, ne se sont pas produites.

Quoi qu'il en soit, la condition imposée aux écrivains au sujet de leurs travaux publiés dans un journal ou autre écrit périodique leur est très antipathique; ils envisagent qu'ils ne devraient pas être obligés de réserver leurs droits pour les mettre sous la sauvegarde de la loi. Du reste, cette obligation présente pour les intéressés un danger grave. Souvent leurs œuvres sont reproduites sans contrôle direct par des journaux ayant un contrat général avec les Sociétés d'auteurs; si les directeurs de ces journaux négligent de faire figurer la mention de réserve sur leur feuille, l'auteur se trouve dépouillé de son droit sans avoir commis personnellement la moindre faute.

L'absence de toute mention relative aux romans-feuilletons dans le texte de la Convention a donné lieu à des interprétations divergentes. En général, on considère ces écrits comme des œuvres littéraires et non comme des articles de journaux. Mais cette opinion n'est pas unanime; dans l'un des pays de l'Union, il a été déclaré dans un document officiel que le droit d'auteur devait être réservé aussi pour les romans-feuilletons publiés dans les journaux. Dans la Conférence de signature de la Convention de 1886, le Gouvernement français, prévoyant les difficultés qui pourraient se produire à cet égard, proposa l'insertion d'une déclaration au Protocole (procès-verbaux de 1886, p. 16), mais malgré l'opinion favorable de plusieurs délégations, la proposition française fut retirée pour éviter de nouveaux délais.

Dans ces conditions, nous croyons qu'il y aurait avantage, au point de vue de l'équité et de la clarté, à modifier l'article 7, et nous proposons de le remplacer par le texte suivant :

TEXTE ACTUEL

Art. 7. — Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des faits divers.

PROPOSITION

Alinéa unique à substituer à l'article 7 :

« Les articles littéraires, scientifiques ou critiques, feuilletons ou romans et, en général, tous les écrits publiés dans les journaux ou recueils périodiques, à l'exception des articles de discussion politique, des nouvelles du jour ou des faits divers, ne pourront être reproduits ou traduits sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause. »

VI. — *Représentation et exécution publiques des œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales.*

(Convention, article 9.)

Cet article a donné lieu à des réclamations portant sur deux points essentiels : le droit de traduction et la mention de réserve imposée aux

auteurs qui veulent conserver le droit exclusif d'exécution de leurs compositions musicales.

1. *Droit de traduction.*

D'après le deuxième alinéa de l'article 9, « les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages. »

Si l'article 5 de la Convention est modifié dans le sens de l'assimilation du droit de traduction au droit principal de reproduction, l'alinéa que nous venons de citer deviendra sans objet et devra être supprimé, puisque le droit de traduction se confondra avec celui de reproduction.

Mais à défaut de cette assimilation, il y aurait lieu de fixer l'interprétation du deuxième alinéa dans ce sens que la partie musicale d'une œuvre dramatico-musicale ne tombe pas dans le domaine public en même temps que le droit exclusif de traduction. Cela peut paraître superflu, car il est difficile de soutenir qu'une composition musicale accompagnée de paroles doit tomber dans le domaine public, par ce seul fait que le droit exclusif de traduction du texte a cessé d'exister, tandis qu'une composition sans paroles jouit de la protection générale accordée aux œuvres artistiques. S'il en était ainsi, on verrait dans certains pays, d'un côté, une œuvre considérable, comme la partie musicale d'un opéra, par exemple, tomber dans le domaine public après le délai de dix ans, sous le prétexte que la traduction du livret est devenue libre, tandis que, d'un autre côté, un petit air de danse publié par le même auteur, resterait protégé pendant la vie de celui-ci et un certain nombre d'années au delà. Cela semble tout à fait inadmissible. Cependant, des divergences de vues se sont produites au sujet de la portée de la disposition qui nous occupe, c'est pourquoi nous pensons qu'une interprétation authentique est utile pour faire cesser toute indécision.

2. *Mention de réserve.*

L'alinéa 3 du même article impose aux auteurs de compositions musicales, qui entendent réserver leur droit, l'obligation d'inscrire sur le titre ou en tête de l'œuvre une mention indiquant qu'ils en interdisent expressément l'exécution publique. Cette disposition a provoqué des réclamations dès la mise en vigueur de la Convention. Elle annule, a-t-on dit, au détriment des compositeurs de musique, les dispositions pleinement libérales de l'article 2, qui suppriment toutes les formalités autres que celles du pays d'origine. Les auteurs appartenant aux autres spécialités savent que la protection leur est acquise dans toute l'étendue de l'Union par le seul fait de l'accomplissement des formalités et conditions prévues par leur propre législation, mais les compositeurs doivent se préoccuper des lois des divers pays. Les autres droits, tels que ceux de traduction, de représentation, etc., sont garantis sans conditions spéciales : seul le droit d'exécution, pourtant aussi incontestable que ceux-là, doit être réservé sous peine de tomber en déchéance. Cette obligation soulève également des difficultés entre les auteurs et les éditeurs, l'intérêt de ces derniers étant d'éviter l'inscription de la mention, tandis que son absence est naturellement préjudiciable aux compositeurs. Ceux-ci demandent donc à être placés,

par la suppression de l'alinéa 3 de l'article 9, dans une situation égale à celle que la Convention assure aux écrivains, peintres, sculpteurs, etc.

Dans l'Union, quelques pays seulement exigent la mention de réserve ; des **déclarations faites** dans des réunions internationales par des intéressés appartenant à certains de ces pays, il semble résulter que ceux-ci y renonceraient assez facilement.

Si la Conférence se prononce pour la suppression proposée, il deviendrait nécessaire de mentionner le droit d'exécution au même titre que le droit de représentation dans le nouvel article 9, qui serait alors rédigé comme suit :

TEXTE ACTUEL

PROPOSITION

Art. 9. — Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

« Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales et à l'exécution publique des compositions musicales, que ces œuvres soient publiées ou non. »

Ce deuxième alinéa serait à supprimer en cas d'adoption de l'article 5.

L'adoption du premier alinéa ci-dessus entraînerait la suppression de ce troisième alinéa.

VII. — *Adaptation.*

(Convention, article 10.)

L'article 10 de la Convention a pour but de protéger les auteurs d'ouvrages littéraires ou musicaux contre certains abus, et notamment contre les appropriations partielles ou indirectes connues sous le nom d'adaptations. Ce but n'a pas été atteint complètement, car les auteurs ne sont pas encore protégés dans toute l'Union contre de telles appropriations. C'est ainsi, par exemple, que la transformation d'un roman en pièce de théâtre peut encore s'effectuer sans le consentement de l'écrivain original, en vertu des dispositions de certaines législations nationales. L'opinion générale paraît cependant contraire à ce procédé, là où il existe, à en juger du moins par une jurisprudence qui tend à atténuer la portée de la législation intérieure à ce point de vue, et il y a des raisons sérieuses de croire que celle-ci sera modifiée dans un avenir prochain, de manière à faire respecter complètement les droits légitimes des auteurs nationaux et étrangers. Cette circonstance faciliterait l'adoption d'une modification de l'article 10, laquelle consisterait à ajouter à cet article une disposition visant spécialement la

transformation d'un écrit quelconque en pièce de théâtre et réciproquement.

TEXTE ACTUEL

Art. 10. — Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : adaptations, arrangements de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les Tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives.

PROPOSITION

Ajouter après le mot adaptations :
« Transformation d'une pièce de théâtre en roman et réciproquement. »

Supprimer cet alinéa.

VIII. — *Saisie des contrefaçons.*

(Convention, article 12.)

Cet article dispose que toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

On a fait observer que ces mots pourraient être interprétés dans ce sens que, si la saisie n'a pas eu lieu au moment de l'importation, il ne peut y être procédé ultérieurement à l'intérieur du pays. On a proposé de les supprimer afin d'éviter une équivoque susceptible d'entraver les recours que l'on viendrait à exercer en cas de contrefaçon.

D'un autre côté, la crainte a été manifestée de voir la suppression de ces mots rendre la saisie impossible à l'importation, et les inconvénients résultant d'une pareille interprétation seraient, en effet, fort graves. Il devra donc rester entendu que cette modification ne saurait en aucune manière empêcher la saisie à la frontière, lorsque le cas se présentera.

TEXTE ACTUEL

Art. 12. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

PROPOSITION

Supprimer les mots « à l'importation. »

IX. — *Rétroactivité.*

(Convention, article 14, et Protocole de clôture, n° 4.)

L'article 14 de la Convention a accordé le bénéfice de celle-ci aux œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, n'étaient pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Mais en admettant ce principe large, on l'a accompagné de certaines réserves, très compréhensibles lorsqu'on se représente les difficultés de son application simultanée dans tous les pays dont l'entrée dans l'Union était prévue ou espérée. L'état de fait, en vertu duquel la protection internationale des droits des auteurs n'existait pas, ou du moins n'existait souvent que dans une faible mesure avant la Convention de Berne, avait donné naissance, sinon à des droits, au moins à des intérêts acquis au profit de ceux qui, en l'absence d'interdiction légale, avaient reproduit, représenté ou exécuté l'œuvre d'autrui. C'est pour tenir compte de cette situation que l'on décida que l'application de la disposition de rétroactivité aurait lieu « sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord. » Cet accord a été établi par le Protocole de clôture, sous le n° 4, dans ce sens que l'application de la Convention sur ce point serait réglée, soit conformément aux stipulations spéciales contenues dans les Conventions littéraires existantes ou à conclure à cet effet, soit, à défaut de telles stipulations, selon les termes de la législation intérieure des pays respectifs.

Depuis la signature de la Convention, plusieurs années se sont écoulées. En y ajoutant les délais nécessaires pour rendre exécutoires les décisions de la prochaine Conférence, on se trouvera en présence d'une période comprenant au moins dix ans. Or, la plupart des lois nationales et des traités particuliers qui ont admis la rétroactivité, ont limité à quatre ans le délai pendant lequel celui qui s'était emparé des droits d'un auteur pouvait encore les exercer, réserve faite, toutefois, de l'emploi jusqu'à usure de certains objets servant à la reproduction, comme les planches gravées, les clichés, etc.

Dans ces conditions, on est en droit de se demander si le moment de clore la période de transition n'est pas arrivé. Les intérêts existants ont été largement sauvegardés, et nul ne peut se dire maintenant surpris et lésé par l'accord de 1886.

Pour ces motifs, nous proposons de modifier l'article 14 de manière à assurer désormais l'application pleine et entière du traité sur tout le territoire actuel de l'Union.

D'autre part, il est utile de réserver aux Etats la faculté de prendre des mesures transitoires en cas de nouvelles accessions à l'Union. Cela est justifié par des raisons analogues à celles qui ont suggéré aux Conférences de 1884 et de 1885 les règles posées dans l'acte de 1886. Il se peut en effet que, à défaut d'interdiction légale, des œuvres diverses aient été reproduites sans autorisation, soit dans l'Union, soit dans le pays nouvellement agrégé à celle-ci, avant la naissance des rapports internationaux résultant de l'accession. De là, la nécessité d'un régime transitoire qu'il nous paraît, toutefois, utile de limiter quant à son étendue ainsi qu'à sa durée.

Nous proposons donc la suppression, dans l'article 14, des mots « sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord », et le remplacement du texte du n° 4 du Protocole de clôture par une disposition nouvelle ainsi conçue :

TEXTE ACTUEL

Art. 14. — La présente Convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

PROTOCOLE DE CLOTURE. — 4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la Convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

PROPOSITION

Supprimer les mots :

« Sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord. »

Texte à substituer au n° 4 ci-contre :

« Lors d'une accession à l'Union, le pays accédant et les autres pays de l'Union prendront respectivement les mesures transitoires auxquelles pourra donner lieu sur leur territoire l'application de l'article 14.

Les pays qui n'auront pas pris de telles mesures dans le délai d'une année seront réputés y avoir renoncé pour appliquer purement et simplement l'article 14. »

X. — *Instruments de musique mécaniques.*

(Protocole de clôture, n° 3.)

Depuis la conclusion de la Convention de 1886, la fabrication des instruments mécaniques a fait des progrès énormes.

On ne connaissait guère alors que la boîte à musique et l'orgue de Barbarie, limités quant aux sons, quant au nombre et à l'étendue des morceaux, par l'effet de leur construction spéciale. On avait, il est vrai, commencé à construire des boîtes à rouleaux mobiles, dites « réchange », mais ces mécaniques comportaient un matériel encombrant et coûteux, aussi leur usage restait-il peu développé. Depuis cette époque, il a été inventé un certain nombre d'instruments nouveaux, très perfectionnés, qui ont singulièrement modifié la situation. En premier lieu, on a offert au public des appareils qui permettaient la reproduction d'un nombre indéfini d'airs au moyen de disques perforés et interchangeables. Ce procédé, qui réalisait un progrès considérable, présentait cependant un inconvénient notable : un disque, par suite de ses dimensions limitées, ne peut contenir qu'un nombre restreint de mesures, souvent inférieur à celui que comporte l'œuvre à reproduire. Mais on a imaginé d'autres instruments, dans lesquels les disques sont remplacés par des bandes pliables dont la longueur est pour ainsi dire illimitée, au moyen desquelles on arrive à faire exécuter à l'automate n'importe quel morceau de musique, dans son intégralité ou à peu près.

La situation a donc changé du tout au tout, et on se trouve actuellement en présence de deux catégories très distinctes d'instruments mécaniques.

La première comprend ceux qui, tout en constituant de véritables éditions musicales d'un type spécial, possèdent des moyens et une portée si restreints, que leur fabrication et leur débit n'offrent pas d'inconvénients pour les auteurs. Dans la seconde catégorie il faut ranger ces automates perfectionnés qui, par eux-mêmes, ne sont que de simples machines sans effet musical, jusqu'au moment où on ajoute, pour diriger l'émission des sons, des feuilles de musique en forme de cartons perforés. Ces dernières sont parfaitement assimilables aux éditions musicales imprimées, et il y a lieu, par conséquent, de les soumettre au contrôle des auteurs, dans l'intérêt artistique et matériel de ceux-ci.

Du reste, de nombreuses plaintes, suivies parfois d'actions judiciaires, ont montré que les intéressés étaient fort émus des atteintes directes portées à leurs droits par les fabricants d'instruments mécaniques. Nous proposons donc d'ajouter au n° 3 du Protocole de clôture une disposition additionnelle propre à leur donner satisfaction.

TEXTE ACTUEL

PROTOCOLE DE CLÔTURE. — 3. Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé, ne sont pas considérées comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

PROPOSITION

Ajouter un second alinéa, ainsi conçu :

« Le bénéfice de cette disposition ne s'applique pas aux instruments qui ne peuvent reproduire des airs que par l'adjonction de bandes ou cartons perforés ou autres systèmes indépendants de l'instrument, se vendant à part et constituant des éditions musicales d'une notation particulière. »

XI. — *Œuvres posthumes.*

(Disposition complémentaire.)

L'article premier de la Convention stipule que « les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques ».

A propos des mots « droits des auteurs » pris à la lettre, on a soulevé la question de savoir si les œuvres posthumes jouissent du bénéfice de la Convention, et un groupe d'éditeurs a cru devoir résoudre cette question négativement.

On en a alors tiré cette conclusion que, en ce qui concerne ces œuvres, la Convention n'exerce aucune influence. Ainsi, dans les divers pays de l'Union, la protection ne résulterait que de la loi nationale ou de traités particuliers. Dans ce cas, à moins de stipulations contraires, ces œuvres devraient être soumises aux formalités qui peuvent être exigées pour les œuvres nationales dans le pays où la protection est réclamée.

D'un autre côté, des commentateurs autorisés ont envisagé que, comme l'article 2 de la Convention assimile les œuvres non publiées aux œuvres

publiées, les ouvrages posthumes sont compris dans la première catégorie. On constate donc sur ce point une complète divergence de vues.

Les procès-verbaux des Conférences de l'Union sont muets à ce sujet, mais nous ne pensons pas que ce silence puisse être interprété dans le sens de l'exclusion des œuvres posthumes de la protection internationale. En tout cas, pour faire disparaître l'incertitude, nous proposons d'introduire dans la Convention une disposition portant qu'elle s'applique à ces œuvres. Nous croyons que notre proposition ne soulèvera pas d'objections, puisqu'il s'agit purement et simplement, pour chaque pays de l'Union, de protéger les œuvres posthumes dans les limites fixées par la législation intérieure, combinée, comme pour tout ce qui regarde les autres matières, avec les dispositions de la Convention.

PROPOSITION

Disposition nouvelle à ajouter au Protocole de clôture :

« Il est entendu que les stipulations de la Convention s'appliquent aux œuvres posthumes. »

Vœux divers.

En dehors des propositions qui viennent d'être formulées, et parmi les vœux qui ont été émis depuis 1887, date de la mise en vigueur de la Convention, nous avons cru devoir en retenir trois que nous allons transcrire et apprécier successivement.

PREMIER VŒU

Opportunité de la conclusion d'Unions restreintes entre Etats disposés à assurer à la propriété littéraire et artistique, dans leurs rapports respectifs, une protection plus étendue que celle qui résulterait des stipulations de la Convention de 1886 révisée.

Avant tout il peut être utile d'expliquer ici en quelques mots ce que l'on doit entendre par des Unions restreintes.

Cette expression, dans l'acception qu'il y a lieu de lui donner ici, est empruntée à la terminologie de l'Union postale. C'est, en effet, dans cette association universelle qu'après avoir établi l'accord commun sur un certain nombre de points principaux et constitué ainsi l'Union-mère, on constata que d'autres points, qui ne rencontraient pas l'assentiment général, réunissaient cependant l'adhésion d'un certain nombre d'Etats. De là, l'idée de donner corps à cette entente entre une partie des membres de l'Union générale, en établissant entre eux le système de Conventions spéciales d'Unions restreintes vivant de la même vie que l'Union générale, jouissant du bénéfice de son organisation centrale, et restant toujours ouvertes à l'accession des autres Etats unionistes.

L'application de ce principe dans l'Union littéraire et artistique consisterait, lorsque des propositions ne réuniraient pas l'unanimité des pays de l'Union, à en faire l'objet d'arrangements spéciaux entre les pays qui adopteraient ces propositions (1). Ces arrangements régleraient les rapports des

(1) Des arrangements de cette nature ont été conclus dans l'Union pour la protection de la Propriété industrielle: l'un concerne la répression des fausses indications de provenance des marchandises et l'autre a créé au Bureau de Berne un service d'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce.

pays adhérents sur les points où il leur conviendrait d'user de la faculté que leur réserve l'article 15 de la Convention, ainsi conçu :

Art. 15. — Il est entendu que les Gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention.

De cette manière, les pays contractants complèteraient leur entente internationale au moyen d'un acte formant en quelque sorte une annexe à la Convention, annexe toujours ouverte à la signature des pays unionistes qui voudraient obtenir les avantages consacrés par cet acte.

La création d'Unions restreintes constituerait à nos yeux non seulement un véritable stimulant pour l'extension de la protection internationale, mais encore un moyen de marcher graduellement vers une codification internationale.

L'idée de cette codification a été envisagée dans la Conférence diplomatique de 1884 comme faisant partie du programme de l'Union, ainsi que le constate le vœu qu'elle a émis, en terminant ses travaux, dans la forme suivante :

Principes recommandés pour une unification ultérieure.

« La Conférence internationale pour la protection des droits d'auteur,

« Vu la diversité des dispositions en vigueur dans les différents pays relatifs à plusieurs points importants de la législation sur la protection des droits d'auteur,

« Considérant que, si désirable que soit l'unification des principes qui régissent la matière, une convention réglant ces points d'une manière uniforme ne rencontrerait peut-être pas en ce moment l'adhésion d'un certain nombre de pays,

« Considérant toutefois qu'une codification internationale est dans la force des choses et s'imposera tôt ou tard, et qu'il y a lieu d'y préparer les voies en indiquant dès maintenant, sur quelques points essentiels, le sens dans lequel il est désirable que cette codification se fasse,

« Croit devoir soumettre aux Gouvernements de tous les pays les vœux suivants :

I. La protection accordée aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques devrait durer leur vie entière et, après leur mort, un nombre d'années qui ne serait pas inférieur à trente.

II. Il y aurait lieu de favoriser autant que possible la tendance vers l'assimilation complète du droit de traduction au droit de reproduction en général. »

Ce sont là des idées larges et généreuses, qu'on ne doit pas laisser tomber dans l'oubli. Nous exprimons ici l'espoir de voir la Conférence de Paris réaliser, soit dans la Convention elle-même, soit au moins dans un cercle plus étroit, les vœux émis par sa devancière.

SECOND VŒU

Mesures à prendre pour faciliter la communication au Bureau de Berne des actes d'enregistrement ou de dépôt des œuvres littéraires et artistiques.

Pour faire comprendre la portée de ce vœu, il convient de reproduire ici les différentes résolutions qui s'y rattachent et qui ont été prises dans diverses réunions internationales :

Centralisation de documents et de renseignements par le Bureau international.

Il est désirable que, lors de la revision de la Convention, il soit introduit dans l'article 5 du Protocole de clôture les dispositions suivantes :

« Une copie de l'acte d'enregistrement du dépôt des œuvres littéraires ou artistiques, dans les pays ressortissant à l'Union où cette formalité est exigée, sera communiquée au Bureau de Berne par les Gouvernements respectifs.

« Le Bureau de Berne est chargé de recueillir, dans tous les pays ressortissant à l'Union, tous les renseignements ayant trait à la généalogie des œuvres littéraires et artistiques et à l'état des droits privatifs auxquels elles ont donné naissance. »

(Association littéraire et artistique internationale,
Congrès de Neuchâtel, 1891.)

Enregistrement.

Il est désirable que, le plus tôt possible, le Bureau de Berne soit mis à même par les différents Etats de l'Union de publier un extrait des enregistrements effectués dans chacun d'eux.

(Id., Congrès de Barcelone, 1893.)

Enregistrement par le Bureau international de Berne des œuvres anonymes et pseudonymes.

Il est désirable que le Bureau de Berne puisse procéder à l'enregistrement des œuvres dont le délai de protection ne court pas à partir de la mort de l'auteur, ainsi qu'à l'enregistrement de la transformation d'œuvres anonymes et pseudonymes portant le véritable nom de l'auteur et jouissant du délai de protection complet.

(Congrès des auteurs allemands, Vienne, 1893.)

Création d'un Répertoire universel.

Il est à désirer que la prochaine Conférence diplomatique, réunie en vue de reviser la Convention de Berne, invite spécialement le Bureau de Berne à centraliser les renseignements de nature à établir officiellement l'état civil des œuvres littéraires et artistiques.

Il est à désirer que les Etats unionistes soient sollicités de communiquer régulièrement au Bureau de Berne les renseignements officiels de nature à constituer l'état civil des œuvres littéraires et artistiques.

Il est à désirer que la Conférence diplomatique de Paris invite le Bureau de Berne à procéder à la coordination systématique de tous les documents relatifs à la publication des œuvres littéraires et artistiques dans tous les pays de l'Union.

Il est à désirer que les Gouvernements unionistes autorisent le Bureau de Berne à délivrer aux intéressés des copies conformes, ayant valeur authentique, des renseignements par eux communiqués, relatifs à l'état civil des œuvres littéraires et artistiques.

(Assoc. litt. et art. int., Congrès d'Anvers, 1894.)

L'idée fondamentale qui a inspiré ces résolutions vise donc la création d'un *Répertoire universel des œuvres littéraires et artistiques*. Elle a rencontré beaucoup de sympathies dans les milieux intéressés, où l'on envisage qu'un répertoire central peut rendre de grands services aux écrivains, aux savants, aux bibliothèques, etc.

Il est évident qu'on ne peut formuler des propositions positives au sujet d'une telle création avant de savoir si elle est réalisable, quelles sont les conditions dans lesquelles elle pourrait être entreprise pour répondre au but poursuivi, et les frais qu'elle entraînerait.

En raison de l'importance de cette question, le Bureau international a

cru devoir la faire entrer dans le cadre de ses études, et il espère pouvoir en faire l'objet d'un rapport qui sera communiqué aux Administrations des pays de l'Union avant la réunion de la Conférence.

TROISIÈME VŒU

Nécessité d'insérer dans les législations particulières des Etats des dispositions pénales, afin de réprimer l'usurpation de nom, l'imitation ou la suppression de signature.

La portée de ce vœu ressort de ses termes, en sorte qu'il serait superflu d'y ajouter un commentaire.

Les fraudes au moyen desquelles on peut, soit attribuer à un écrivain ou à un artiste la paternité d'une œuvre dont il n'est pas l'auteur, soit s'emparer de son œuvre en faisant disparaître son nom ou sa signature pour les remplacer par d'autres, se produisent assez fréquemment. Ce sont surtout les peintres qui se plaignent à ce propos et qui demandent qu'en présence de manœuvres dont le caractère frauduleux est patent, ils ne soient pas réduits à réclamer justice par la voie civile, souvent longue et coûteuse. Ce vœu paraît juste, et il convient même de l'étendre à toutes les productions de l'esprit; les mêmes recours doivent pouvoir être exercés aussi bien à l'égard de la propriété intellectuelle qu'à l'égard de la propriété ordinaire, et le faux commis en matière littéraire et artistique doit pouvoir être poursuivi comme le faux commis en matière civile ou commerciale.

Mais nous ne pensons pas qu'une disposition semblable puisse entrer dans le cadre de la Convention. C'est aux différents pays de l'Union qu'il appartient, s'ils le jugent à propos, de déférer à ce vœu par des stipulations de leurs lois spéciales sur la propriété littéraire et artistique ou de leurs lois pénales, et c'est dans ce sens que nous le présentons, nous bornant à être ici les interprètes des intéressés.

Tableau des vœux émis par divers Congrès et Assemblées depuis la fondation de l'Union.

NOTICE PRÉLIMINAIRE

Depuis le moment où la Convention du 9 septembre 1886 a été signée, et tout en se félicitant des progrès certains qu'elle a introduits dans le régime international, les Associations internationales ou nationales, permanentes ou temporaires, qui réunissent périodiquement des auteurs, des artistes, des éditeurs, des jurisconsultes, n'ont pas manqué de signaler certaines lacunes ou insuffisances de cet Acte. Après discussion, elles ont en général émis des résolutions ou vœux, qui sont au fond l'expression succincte des intérêts de leurs membres comme producteurs intellectuels. Nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de grouper méthodiquement ces vœux, et de les communiquer, à titre de renseignement, aux Administrations appelées à prendre part à la Conférence de Paris. On les trouvera ci-après, groupés sous quatre rubriques, savoir :

1^o Vœux se rapportant à des dispositions actuelles de la Convention de Berne;

2^o Vœux ayant pour but l'introduction de nouvelles dispositions dans la Convention;

3° Vœux tendant à l'extension de l'Union et de la protection internationale en général;

4° Vœux se rapportant aux législations intérieures.

VŒUX ET RÉSOLUTIONS

1. — Vœux se rapportant à des dispositions actuelles de la Convention.

Article 2. — A. *Durée de la protection.*

La protection accordée aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques devrait durer leur vie entière et, après leur mort, un nombre d'années qui ne serait pas inférieur à trente.

(Conférence diplomatique, Berne 1884.)

La durée du droit d'auteur doit être uniforme pour tous les pays... Le terme convenable est la vie de l'auteur et quatre-vingts ans après.

(Association littéraire et artistique internationale, Madrid, 1887) (1).

Le droit de reproduction, d'exécution et de représentation doit appartenir à l'artiste pendant sa vie et à ses ayants droit pendant au moins cinquante ans à partir du jour de son décès.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Le droit de propriété littéraire et artistique d'un auteur sur ses œuvres durera quatre-vingts ans, ce délai constituant une transaction entre la perpétuité et les délais plus restreints (2).

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

Le Congrès émet le vœu que la durée du droit de propriété en matière d'œuvres intellectuelles soit uniforme dans tous les pays.

Il émet le vœu que cette durée soit du terme fixe de cent ans à dater de la première publication de l'œuvre.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

B. *Formalités.*

(Voir aussi articles 9 et 11, pages 60 et 63 ci-après.)

Le Congrès est d'avis que l'article 2 de la Convention de Berne doit être entendu en ce sens que la jouissance des droits assurés dans chaque pays de l'Union aux auteurs unionistes n'est subordonnée qu'à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Chaque auteur obtiendra la constatation et la déclaration de son droit sur l'œuvre artistique et littéraire conformément aux lois de son pays d'origine; elles seront admises, sans autres formalités, dans les autres nations où il voudra faire valoir ce droit.

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

(1) Cette Association, fondée à Paris en 1878, est composée de membres appartenant à diverses nationalités; chaque année, elle tient une session ou Congrès qui se réunit dans un pays différent.

(2) Il faut lire : quatre-vingts ans après la mort de l'auteur.

Il peut être utile de sanctionner de nouveau expressément la disposition en vertu de laquelle l'auteur unioniste n'est tenu d'accomplir que les conditions et formalités prescrites par le pays d'origine de l'œuvre. L'accomplissement desdites formalités est restreint uniquement à l'œuvre originale et principale. L'auteur jouira pour cet accomplissement des délais les plus larges que lui accorde la législation nationale.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Il y a lieu de rédiger l'alinéa 2 de l'article 2 comme suit : « La jouissance de ces droits et la faculté de les faire valoir en justice sont subordonnées seulement à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre. »

(Institut de Droit international, Cambridge, 1893.)

Le Congrès émet le vœu que l'alinéa 2 de l'article 2 et l'alinéa 3 de l'article 11 de la Convention de Berne soient abolis, et qu'à l'avenir aucune formalité ni aucune condition ne soit requise pour la protection internationale du droit d'auteur.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

C. Publications simultanées.

Il est à désirer que, dans l'alinéa 3 de l'article 2 de la Convention, les mots « la plus courte » soient remplacés par les mots « la plus longue ».

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Il y a lieu de supprimer la seconde partie de l'alinéa 3 de l'article 2, depuis les mots « ou si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte ». En conséquence, la durée de la protection serait constamment celle de la loi du pays où la protection est réclamée.

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Article 3. — *Œuvres d'auteurs non-unionistes, publiées dans l'Union.*

Il est à désirer que la prochaine Conférence affirme, au besoin par un texte positif, que dans l'article 3 de la Convention de Berne, le mot éditeur doit être pris dans son acception la plus large, de manière à pouvoir s'appliquer, par exemple, à l'entrepreneur de représentations dramatiques ou d'exécutions musicales.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Article 4. — *Énumération des œuvres protégées. — A. Architecture.*

Dans les modifications qui pourraient être apportées à la Convention, il est désirable que les œuvres d'architecture prennent, à l'article 4, place après le mot « sculpture » et avant le mot « gravure ».

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer, que dans le paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention de Berne, les œuvres d'architecture soient énumérées parmi les œuvres artistiques protégées.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892, et Anvers, 1894.)

B. Photographies.(Voir aussi Protocole de clôture, article 1^{er}, page 92 ci-après.)

Il est à désirer que les photographies originales, publiées dans un des pays de l'Union, soient protégées dans les autres, ou que du moins il se forme une union restreinte entre les pays dont les législations protègent les photographies à un titre quelconque.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Il y a lieu d'accorder, sans restriction, aux œuvres photographiques, le bénéfice des dispositions légales applicables aux œuvres des arts graphiques. En attendant que le progrès des législations intérieures encore contraires à ce principe permette d'appliquer uniformément aux œuvres photographiques l'article 4 de la Convention de Berne, il y a lieu de protester contre toute tentative de législation nouvelle dans un sens rétrograde.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Il y a lieu d'accorder sans restriction aux œuvres photographiques le bénéfice des dispositions légales applicables à toutes les œuvres des arts graphiques.

Il est à désirer que dans l'article 1^{er} du Protocole de clôture de la Convention de Berne les mots « où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques » soient remplacés par ceux-ci : « où les œuvres photographiques sont protégées par la loi. »

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889, Neuchâtel, 1891, et Anvers, 1894.)

(M. Davanne ayant montré quel est l'état de la protection légale accordée aux photographies dans divers pays et combien il conviendrait d'unifier cette protection et de lui donner une base solide en assimilant les œuvres photographiques aux œuvres graphiques, l'Union exprima un vœu dans ce sens.)

(Union intern. de Photographie, Genève, 1893.)

Article 5. — Droit de traduction.

Il y aurait lieu de favoriser autant que possible la tendance vers l'assimilation complète du droit de traduction au droit de reproduction en général.

(Conférence diplomatique, Berne, 1884.)

Le droit de traduction doit être assimilé complètement au droit de reproduction en général.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Le droit d'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction.

En conséquence, l'auteur, ses héritiers et ayants cause ont le droit exclusif de traduction pendant le même temps où ils ont le droit exclusif de reproduction.

Il n'y a pas lieu d'obliger l'auteur à indiquer, par une mention quelconque sur l'œuvre originale, qu'il se réserve le droit de la traduire.

Il n'y a pas lieu d'impartir à l'auteur ou à ses ayants cause un délai, quel qu'il soit, pour faire la traduction.

(Congrès littéraire intern., Paris, 1889.)

Il est à désirer que les auteurs ressortissant à l'un des pays contractants soient admis à jouir, dans tous les autres pays de l'Union, du droit exclusif de traduction pendant toute la durée de leur droit sur les œuvres originales, s'ils ont fait usage de ce droit dans un délai de dix ans.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887, et Berne, 1889.)

Traduire, c'est reproduire ; le droit de reproduction qui constitue la propriété littéraire comprend nécessairement le droit exclusif de traduction.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

La traduction n'est qu'un mode de reproduction ; le droit de reproduction qui constitue la propriété littéraire comprend nécessairement le droit exclusif de traduction.

Il est au moins à désirer que les auteurs ressortissant à l'un des Etats contractants soient admis à jouir, dans tous les autres pays de l'Union, du droit exclusif de traduction pendant toute la durée de leur droit sur l'original, s'ils ont fait usage de ce droit dans un délai de dix ans.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

La traduction n'est qu'un mode de reproduction ; le droit exclusif de reproduction qui constitue la propriété littéraire, comprend nécessairement le droit exclusif de traduction.

En tout cas le délai accordé à l'auteur pour jouir du droit exclusif de traduction, et fixé par la Convention de Berne à dix années, doit être porté à vingt ans.

Il est d'ailleurs à désirer que les auteurs ressortissant à l'un des Etats de l'Union soient admis à jouir, dans tous les autres pays de l'Union, du droit exclusif de traduction pendant toute la durée de leur droit sur l'original, s'ils ont fait usage de ce droit dans un délai de vingt ans.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892, Barcelone, 1893 et Anvers, 1894.)

Le droit de propriété de l'auteur d'une œuvre littéraire et artistique doit comprendre le pouvoir de disposer de celle-ci, de la publier, de l'aliéner, de la traduire ou d'en autoriser la traduction et de la reproduire sous n'importe quelle forme.

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

La durée du droit exclusif de traduction appartenant à l'auteur doit être étendue, et ce droit assimilé au droit de reproduction, pourvu que l'auteur ait publié une traduction dans le délai fixé.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Le Congrès des libraires italiens prie le Gouvernement royal de maintenir, lors de la revision de la Convention de Berne, qui devra avoir lieu à la fin de la présente année à Paris, la durée actuellement fixée du droit de traduction, soit dix ans à partir de la publication de l'œuvre originale, et invite le Comité de l'assemblée à présenter à ce sujet un rapport au Gouvernement.

(Congrès des libraires italiens, Milan, 1894.)

Il y a lieu de porter de dix à vingt ans la durée de la protection minima des traductions.

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Article 7. — *Reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques.*

L'obligation imposée par la Convention aux auteurs d'articles insérés dans les journaux ou les recueils périodiques, d'en interdire la reproduction, est incompatible avec le droit d'auteur.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Les articles de journaux et de recueils périodiques ne peuvent être reproduits ou traduits sans l'autorisation de l'auteur.

L'auteur de ces articles n'est astreint à aucune mention spéciale de réserve ou d'interdiction.

Tout journal peut reproduire un article politique publié dans un autre journal, à la condition d'en indiquer la source et le nom de l'auteur si l'article est signé, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.

Le droit d'auteur s'étend aux dépêches et faits divers qui ont le caractère d'une œuvre littéraire.

Les romans-feuilletons ne peuvent être reproduits sans l'autorisation de l'auteur, qui n'est d'ailleurs astreint à aucune mention spéciale de réserve ou d'interdiction.

Il est désirable que la Convention de Berne soit modifiée sur le point suivant :

« Il n'y a pas lieu d'imposer aux auteurs d'articles de journaux ou de recueils périodiques l'obligation d'en interdire la reproduction. »

(Congrès littéraire intern., Paris, 1889.)

Il est à désirer que l'article 7 de la Convention soit rédigé de la façon suivante :

« Les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union.

« Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science et d'art. »

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Le droit d'auteur sur les articles de journaux et de recueils périodiques, quel qu'en soit l'objet, est le même que pour les autres œuvres littéraires. Ces articles, ainsi que les romans-feuilletons, ne peuvent, en conséquence, être reproduits en original ou en traduction sans l'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit, qui ne sont astreints, pour conserver leur droit, à aucune mention de réserve ou d'interdiction.

Les faits divers, nouvelles officielles et autres renseignements publiés par les journaux ou recueils périodiques ne relèvent pas, à moins qu'ils n'aient exceptionnellement le caractère d'œuvres littéraires, des règles de la propriété littéraire et artistique. Leur reproduction peut, en conséquence, avoir lieu dans les termes du droit commun des législations de chaque pays.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Les articles de journaux pourront être reproduits avec indication de la source, à moins que la reproduction n'en ait été interdite expressément; les discours prononcés ou lus dans les assemblées ou réunions publiques pourront être publiés sans autorisation aucune.

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

Les romans-feuilletons seront reconnus par une déclaration spéciale comme étant des œuvres littéraires et non pas des articles de journaux.
(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

• Le Congrès;

« Considérant que l'information telle qu'elle est comprise et pratiquée aujourd'hui constitue une propriété;

« Que cette propriété, incomplètement reconnue par les conventions internationales, doit être nettement définie et protégée;

• Invite les associations de presse à étudier l'état de la législation et de la jurisprudence dans les différents pays, à préparer les éléments d'un rapport général à soumettre au prochain Congrès et à se mettre en rapport entre elles à cet effet. »

(Congrès intern. de la Presse, Anvers, 1894.)

Aucune mention de réserve spéciale n'est nécessaire pour sauvegarder la propriété littéraire des romans-feuilletons.

(Congrès des libraires italiens, Milan, 1894.)

Il y a lieu de faire entrer dans le texte même de la Convention l'explication du procès-verbal portant que la disposition du premier alinéa de l'article 7 ne s'applique qu'aux écrits concernant la politique du jour, et non aux essais ou études ayant trait à des questions de politique ou d'économie sociale d'une signification plus générale, ces dernières œuvres restant soumises au droit commun.

Dire formellement que les articles de science et d'art sont soumis à la règle de l'article 7, premier alinéa, de la Convention de 1886.

Dire expressément que les romans-feuilletons sont soumis aux mêmes règles que les œuvres littéraires publiées en volumes.

Statuer expressément que chacun peut reproduire les articles politiques, nouvelles du jour et faits divers, à la seule condition d'en indiquer la source exacte.

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Article 8. — *Publications destinées à l'enseignement, chrestomathies, etc.*

Toute œuvre publiée relève de la critique.

Le droit de critique implique le droit de citation.

Il en est de même de l'enseignement; toute citation, faite dans un but d'enseignement, est licite; dans tout autre cas, la citation, même avec l'indication du nom de l'auteur, constitue une violation de son droit s'il ne l'a pas autorisée. Spécialement il n'appartient qu'à l'auteur ou à ses ayants cause d'autoriser la citation d'une de ses œuvres dans une chrestomathie.

La lecture en public, du moins lorsqu'il en est tiré bénéfice au profit d'autrui, et qu'elle n'a pas lieu dans un but de critique ou d'enseignement, est subordonnée à l'autorisation de l'auteur ou de ses ayants cause.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887.)

Le droit de l'auteur n'exclut pas le droit de faire des citations lorsqu'elles sont faites dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

La reproduction d'une œuvre littéraire, dans une chrestomathie, anthologie ou recueil de morceaux choisis, doit être subordonnée à l'autorisation préalable de l'auteur ou de ses ayants droit.

La reproduction d'une œuvre littéraire, au moyen de lectures publiques, ne peut avoir lieu sans le consentement de l'auteur.

(Congrès litt. intern., Paris, 1889.)

Il est désirable d'établir des règles uniformes pour l'utilisation non autorisée d'œuvres de littérature et d'art dans les publications destinées à l'école et à l'enseignement.

(Bourse des Libraires de Leipzig ; Requête au Gouv. allemand, juin 1893.)

Il importe d'établir des règles uniformes pour toute l'Union en ce qui concerne l'utilisation des œuvres de littérature et d'art pour les besoins de l'instruction, et cela dans ce sens que ladite utilisation doit dépendre du consentement de l'auteur, ou que toute publication abusive d'extraits soit prohibée et que l'indication précise de la source utilisée soit exigée.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Toute poésie, tout récit ou tout autre écrit quelconque constituant un ensemble complet, forme une œuvre indépendante et ne peut être considéré comme un morceau (*brano*).

L'éditeur ou le compilateur d'anthologies, de miscellanées, de journaux ou d'autres recueils semblables, qui veut reproduire des morceaux détachés d'œuvres protégées légalement, est tenu de demander, au préalable, l'autorisation à leur auteur ou éditeur et d'en donner avis dans la *Gazzetta ufficiale*.

Le Congrès charge le Comité de l'Association des libraires de s'entendre avec la Société des auteurs pour établir un prix équitable pour la reproduction des morceaux dans des anthologies, recueils, journaux, etc., en tenant compte de l'espace occupé soit dans l'œuvre originale, soit par la reproduction, ainsi que de la date de publication et de la période dans laquelle se trouve le droit d'auteur.

(Congrès des libraires italiens, Milan, 1894.)

Article 9. — *Droit de représentation et d'exécution publiques des œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales.*

Les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles, jouiront de la protection que les lois et les traités accordent aux autres œuvres littéraires.

Sans la permission de l'auteur des œuvres désignées dans l'article précédent, ou de ses ayants cause, on ne pourra pas les imprimer, les traduire, les copier, les arranger, les adapter ou les représenter en public.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887.)

L'obligation imposée par la Convention de Berne aux auteurs d'œuvres musicales publiées, de déclarer sur le titre et en tête de l'ouvrage leur intention d'en interdire l'exécution publique est incompatible avec le droit de propriété appartenant à l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

En ce qui touche la Convention de Berne de 1886, il conviendrait de faire disparaître le paragraphe 3 de l'article 9, aux termes duquel les œuvres musicales ne sont protégées que si « l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique ».

(Congrès art. intern., Paris, 1889.)

L'article 2 de la Convention de Berne n'imposant, pour la garantie du droit des auteurs, que l'accomplissement des formalités prescrites par la législation du pays d'origine, il est désirable que la Conférence diplomatique supprime la seconde partie du paragraphe 3 de l'article 9 qui, en imposant la formalité d'une mention d'interdiction en tête des œuvres musicales, semble en contradiction avec les dispositions du paragraphe 3 de l'article 2.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Le droit absolu pour les auteurs et compositeurs dramatiques d'interdire ou d'autoriser la représentation et la publication de leurs œuvres, soit dans la langue originale, soit traduites, leur est garanti réciproquement dans chaque Etat.

Ce droit s'applique aussi bien aux œuvres dramatiques et lyriques représentées ou exécutées, qui seraient manuscrites ou autographiées, qu'à celles qui seraient imprimées ou reproduites par tout procédé quelconque connu ou à connaître, et la protection qui leur est assurée dans chaque pays ne pourra en aucun cas être inférieure à celle dont jouissent les œuvres nationales.

Le droit de publication des œuvres dramatiques et musicales, et leur droit de représentation sont absolument distincts l'un de l'autre, et la publication d'une œuvre n'autorise personne à la représenter sans l'aveu de son auteur, pas plus que la représentation n'autorise à la publier sans son consentement.

Les auteurs et compositeurs dramatiques jouiront des droits formulés ci-dessus et de la protection des lois sans être obligés à aucune déclaration ou dépôt préalable, ni à aucune formalité. En cas de contestation, il leur suffira, pour établir leur propriété, de produire un certificat de l'autorité publique compétente du pays d'origine attestant que l'œuvre en question y jouit de la protection légale acquise à toute œuvre originale.

Il n'y a pas lieu d'obliger ni l'auteur ni le compositeur de musique à indiquer, par une mention quelconque sur ses œuvres, qu'il en interdit l'exécution publique.

En conséquence, il y a lieu d'exprimer le vœu que le paragraphe final de l'article 9 de la Convention de Berne, qui est en contradiction avec les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, soit supprimé.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

L'article 2 de la Convention de Berne n'imposant pour la garantie du droit des auteurs que l'accomplissement des formalités prescrites par la législation du pays d'origine, il est désirable que la Conférence diplomatique supprime la seconde partie du paragraphe 3 de l'article 9, qui, en imposant la formalité d'une mention d'interdiction en tête des œuvres musicales, semble en contradiction avec les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer que la prochaine Conférence diplomatique supprime la seconde partie de l'alinéa 3 de l'article 9, qui impose la formalité d'une mention d'interdiction en tête des œuvres musicales.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

L'exécution ou représentation publique d'une œuvre sans le consentement de l'auteur doit toujours être considérée comme illicite, fût-elle orga-

nisée sans aucun but de lucre et même dans un esprit d'émulation ou de bienfaisance.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Aucune représentation, aucune exécution gratuite ou payante, quel que soit le but poursuivi, ne peut avoir lieu sans le consentement exprès de l'auteur. Celui-ci est libre de l'accorder ou de le refuser, comme aussi de le subordonner à telles conditions qu'il lui convient de déterminer.

Il est à souhaiter que toutes les infractions à cette règle soient réprimées :

a. En tout cas par l'allocation de dommages-intérêts au profit de la partie lésée ;

b. Par des sanctions pénales lorsque l'atteinte est méchante ou inspirée par la volonté de priver l'auteur de la rémunération à laquelle il a droit.

Le Congrès estime que, le droit de publication des œuvres dramatiques ou musicales et leur droit de représentation ou d'exécution étant absolument distincts l'un de l'autre, la publication d'une œuvre n'autorise personne à la représenter sans le consentement de son auteur, pas plus que la représentation ou l'exécution d'une œuvre n'autorise à la publier.

En conséquence, les auteurs et compositeurs d'œuvres dramatiques ou musicales, ou leurs ayants cause, doivent conserver le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la représentation ou l'exécution publique de leurs œuvres en langue originale ou en traduction, que ces œuvres soient ou ne soient pas publiées.

Le Congrès émet le vœu que, dans tous les cas, et pour faire disparaître toute équivoque, les mots : « pendant la durée de leur droit exclusif de traduction », soient supprimés dans l'article 3, alinéa 2, de la Convention de Berne,

Et que la formalité de réserve prescrite aux compositeurs de musique par l'alinéa 3 du même article 9, soit également supprimée, ou tout au moins qu'elle ne soit exigée que pour les œuvres originaires des pays où cette formalité est prescrite par la loi locale.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Il y a lieu de rédiger le 3^e alinéa de l'article 9 comme suit : « Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, sans qu'il soit besoin que l'auteur ait expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique, sous réserve des dispositions de la loi du pays d'origine de l'œuvre. »

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Article 10. — *Appropriations indirectes désignées sous des noms divers tels que « Adaptations, Arrangements de musique, etc. ».*

Sans la permission des auteurs des œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales avec ou sans paroles, on ne pourra pas les imprimer, les traduire, les copier, les arranger, les adapter ou les représenter en public.

L'autorisation du propriétaire de l'œuvre sera également nécessaire pour prendre l'argument d'un roman ou d'une autre œuvre littéraire non théâtrale, dans le but de l'adapter à une œuvre dramatique.

Personne ne pourra faire un arrangement avec une œuvre dramatique,

même en changeant le nom des personnages, le lieu de l'action, pour en faire une œuvre littéraire ou lyrique, sans l'assentiment de l'auteur ou de ses ayants cause.

Le plan et l'argument d'une œuvre dramatique ou musicale constituent une propriété pour celui qui les a conçus ou qui s'est rendu acquéreur de l'œuvre.

En conséquence, sera considéré comme délictueux le fait de prendre l'argument et le texte d'une œuvre littéraire et musicale pour les appliquer à une autre œuvre.

Il appartient d'ailleurs aux Tribunaux de décider en chaque espèce si le degré de similitude dans le plan et les développements scéniques est suffisant pour constituer une atteinte au droit de l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887.)

La transformation d'une pièce de théâtre en roman et *vice versa*, sans le consentement de l'auteur, et généralement ce qu'on appelle l'adaptation, constituent une reproduction illicite.

(Congrès litt. intern., Paris, 1889.)

On doit considérer comme contrefaçons :

Toutes transcriptions ou tous arrangements d'œuvres musicales, sans l'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit.

(Congrès art. inter., Paris, 1889.)

Il est à désirer que, dans l'article 10, après les mots « dans la même forme ou sous une autre », les mots suivants soient ajoutés : « par exemple, la transformation d'un roman en pièce de théâtre et *vice versa*. »

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Seront comprises parmi les reproductions illicites, les transformations d'un roman en pièce de théâtre.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Dans l'article 10 de la Convention, les mots « dans la même forme ou sous une autre forme » devraient être suivis de ceux-ci, qui les complèteraient : « comme la transformation d'un roman en pièce de théâtre et *vice versa*. »

Le second paragraphe de l'article 10 de la Convention doit être supprimé.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer qu'il soit reconnu dans tous les pays que la transformation d'un roman, d'une nouvelle, d'une poésie, etc., en œuvre dramatique ou dramatico-musicale et *vice versa* soit considérée comme une appropriation illicite.

Le second paragraphe de l'article 10 de la Convention de Berne doit être supprimé.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

La notion de l'appropriation indirecte (adaptation) doit être déterminée d'une façon obligatoire pour tous les Etats de l'Union; en particulier, la transformation non autorisée d'un roman, d'une nouvelle, d'une poésie, etc., en une œuvre dramatique ou dramatico-musicale et *vice versa*, doit être prohibée expressément.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Est réputée illicite la transformation non autorisée d'un roman en pièce de théâtre.

(Congrès des libraires italiens, Milan, 1894.)

A l'article 10, supprimer le deuxième alinéa.

Au premier alinéa, ajouter après adaptations les mots : « transformation d'un roman en pièce dramatique ou *vice versa* ».

Ajouter un dernier alinéa :

« *L'exécution publique des œuvres musicales à l'aide d'instruments mécaniques doit être traitée comme l'exécution publique à l'aide de tous autres moyens.* »

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Article 11. — *Justification du droit d'auteur pour la poursuite des contrefaçons, etc.*

Au sujet de l'article 11, il est à entendre que ses stipulations ne s'appliquent qu'à la contrefaçon et que nulle obligation, en dehors de celle découlant de l'article 2 de la Convention, n'incombe aux auteurs des pays de l'Union, en ce qui concerne la jouissance de leurs droits de représentation ou d'exécution.

Il est à désirer que le Bureau international puisse être chargé de procurer aux parties intéressées le certificat dont il est parlé dans le troisième paragraphe de l'article 11.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Les auteurs et compositeurs dramatiques jouiront des droits formulés ci-dessus (1) et de la protection des lois sans être obligés à aucune déclaration ou dépôt préalable, ni aucune formalité. En cas de contestation, il leur suffira, pour établir leur propriété, de produire un certificat de l'autorité publique compétente du pays d'origine attestant que l'œuvre en question y jouit de la protection légale acquise à toute œuvre originale.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Il est à désirer que les stipulations de l'article 11 de la Convention (paragraphe 1^{er} et 3) ne s'appliquent qu'à la contrefaçon, et que nulle obligation en dehors de celles découlant de l'article 2 n'incombe aux auteurs des pays de l'Union en ce qui concerne la jouissance de leur droit de représentation et d'exécution.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

La production d'un certificat constatant que les formalités prescrites ont été remplies sera limitée aux cas où l'accomplissement dont il s'agit est contesté par la partie adverse. Le Bureau international de Berne pourra être chargé de procurer aux intéressés un certificat, à délivrer par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites par le pays d'origine de l'œuvre ont été remplies, ou bien un certificat constatant que de telles formalités ne sont pas exigées par la législation intérieure.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Article 14. — *Application de la Convention aux œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.*

Il est à désirer que les conventions internationales s'appliquent non seu-

(1) Voir à l'article 9, page 86 ci-dessus.

lement aux œuvres postérieures, mais encore aux œuvres antérieures à la signature de ces conventions.

(Congrès art. intern., Paris, 1889.)

Il est désirable que l'article 14 de la Convention de Berne reçoive, dans tous les pays de l'Union, une application conforme à son esprit.

En conséquence, il est à souhaiter que l'attention des Gouvernements contractants soit appelée sur la nécessité de déterminer, par une estampille ou par un autre moyen, un délai, passé lequel les faits antérieurs à la Convention ne pourront plus créer de droits aux tiers, à l'encontre du droit exclusif qu'elle reconnaît aux auteurs.

(Association litt. et art. int., Berne, 1889.)

Il est nécessaire que chacun des Gouvernements contractants détermine, par une estampille ou par tout autre moyen, un délai, passé lequel les faits antérieurs à la Convention ne pourront plus créer de droit aux tiers, à l'encontre du droit exclusif qu'elle reconnaît aux auteurs.

En l'absence de ces dispositions transitoires, la Convention doit être interprétée en ce sens que l'usage des clichés, bois, planches ou pierres établis antérieurement, demeure interdit et que le droit des éditeurs qui les ont établis se borne à écouler les exemplaires imprimés avant la Convention. Le droit d'édition ne comprend pas le droit de représentation et d'exécution. En conséquence, la possession de partitions, parties d'orchestre, de décors, antérieurement à la Convention, ne donne pas le droit de s'en servir postérieurement; le droit d'exécution ou de représentation demeure exclusivement réservé à l'auteur et au compositeur.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Il est désirable que l'article 14 de la Convention de Berne reçoive, dans tous les pays de l'Union, une application conforme à son esprit. En conséquence, il est à souhaiter que l'attention des Gouvernements contractants soit appelée sur la nécessité de déterminer, par une estampille ou par tout autre moyen, un délai, passé lequel les faits antérieurs à la Convention ne pourront plus créer de droits aux tiers à l'encontre du droit exclusif qu'elle reconnaît aux auteurs.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer que, dans le chiffre IV du Protocole de clôture de la Convention de Berne, on insère après les mots « œuvres tombées dans le domaine public » les mots « dans leur pays d'origine », lesquels figurent à l'article 14.

Il est à désirer que ledit chiffre du Protocole de clôture soit modifié ainsi qu'il suit :

Les pays de l'Union prendront respectivement les mesures nécessaires pour que l'article 14 de la Convention reçoive strictement son application sans autres restrictions que celles pouvant résulter de dispositions transitoires fixant un délai de six mois au maximum, passé lequel nul ne pourra invoquer des faits antérieurs à la Convention contre le droit exclusif qu'elle reconnaît aux auteurs.

Les pays dans lesquels de semblables mesures n'auront pas été prescrites dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente disposition se trouveront soumis à la stricte application de l'article 14.

Ces dispositions seront applicables à tout Etat nouveau qui adhèrera dans la suite à la Convention.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Il y a lieu d'introduire dans l'article 14 une disposition en vue de permettre, dans des délais péremptoires, l'écoulement des reproductions achevées ou préparées avant l'entrée en vigueur du traité. Elles seraient à cet effet munies d'estampilles ou autres marques distinctives.

(Institut de Droit international, Cambridge, 1895.)

Protocole de clôture.

Article premier. — *Photographies dites originales.*

(Voir Art. 4 de la Convention, page 81 ci-devant.)

Il est à désirer que dans l'article 1^{er} du Protocole de clôture de la Convention de Berne les mots « où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques » soient remplacés par ceux-ci : « où les œuvres photographiques sont protégées par la loi. »

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889, Neuchâtel, 1891, et Anvers, 1894.)

Le Congrès émet le vœu qu'il soit reconnu par toutes les législations, que toutes les œuvres dues à l'art du dessinateur (peintres, graveurs ou architectes) et du photographe, soient également protégées, quels que soient le mérite, l'importance, l'emploi et la destination, même industrielle, de l'œuvre, et sans que les ayants droit soient tenus à d'autres formalités que celles imposées aux artistes.

Il y a lieu d'accorder sans restriction aux œuvres photographiques le bénéfice des dispositions légales applicables à toutes les œuvres des arts graphiques.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Protocole de clôture.

Article 3. — *Reproduction sonore de compositions musicales.*

Il est à désirer que l'article 3 du Protocole de clôture soit restreint aux boîtes à musique et aux orgues de Barbarie et ne soit pas indistinctement étendu à tous les organes et accessoires interchangeables quelconques, tels que cartons perforés, etc., servant à reproduire mécaniquement les airs de musique.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889, Londres, 1890, et Neuchâtel, 1891.)

L'article 3 du Protocole de clôture de la Convention de Berne ne s'appliquant qu'aux boîtes à musique et aux orgues de Barbarie, l'usage de tous organes et accessoires interchangeables quelconques, tels que cartons perforés, disques, etc., constitue le fait de contrefaçon musicale.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

2. — Vœux ayant pour but l'introduction de nouvelles dispositions dans la Convention.

Œuvres d'art. — Aliénation du droit de reproduction et de représentation.

A moins de stipulations contraires, l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas par elle-même l'aliénation du droit de reproduction.

Toutefois le droit de reproduction est aliéné avec l'objet d'art lorsqu'il s'agit d'un portrait commandé.

L'acquisition d'une œuvre d'art par l'Etat doit être soumise au droit commun.

Le propriétaire de l'œuvre d'art n'est pas tenu de la livrer à l'auteur ou à ses héritiers pour qu'il en soit fait des reproductions.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Il est à souhaiter que tous les pays de l'Union s'entendent pour reconnaître que l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, par elle-même, aliénation du droit de reproduction.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Il est à souhaiter que tous les pays de l'Union s'entendent pour reconnaître que l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, par elle-même, aliénation du droit de reproduction.

En principe, l'auteur d'une illustration destinée à des journaux et à des livres doit, à moins qu'il n'y ait stipulation contraire ou que l'illustration ne soit destinée à paraître sans signature, être considéré comme n'ayant cédé au directeur du journal ou à l'éditeur du livre que le droit de publier l'illustration dans le journal ou dans le livre pour lequel elle a été faite. Le dessin original fait retour à l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer qu'il soit stipulé dans le Traité d'Union que l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas par elle-même l'aliénation du droit de reproduction lequel reste la propriété de l'artiste, sans que, toutefois, celui-ci, pour exercer son droit, puisse troubler dans sa possession le propriétaire de l'œuvre.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, par elle-même, l'aliénation du droit de reproduction.

Lorsqu'il s'agit d'un portrait, l'artiste ne peut exercer son droit qu'avec le consentement de la personne représentée.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

L'aliénation d'une œuvre d'art ne doit pas entraîner par elle-même l'aliénation du droit exclusif de reproduction, lequel reste la propriété de l'artiste. Il est à désirer qu'une solution uniforme soit donnée sur ce point dans tous les pays de l'Union, et que cette solution soit inscrite dans le texte même du Traité.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

Nul ne pourra copier ou reproduire une œuvre d'art appartenant à un musée ou une collection publique sans l'autorisation de l'auteur ou de son ayant droit.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

La cession du droit de publier une œuvre musicale ou dramatique n'emporte pas, au profit de l'éditeur, le droit d'exécution ou de représentation de l'œuvre. Ce droit continuera d'appartenir à l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Usurpation de nom, de signature, etc. Atteintes aux droits des artistes.

La loi pénale doit réprimer l'usurpation du nom d'un artiste et son apposition sur une œuvre d'art, ainsi que l'imitation frauduleuse de sa signature ou de tout autre signe distinctif adopté par lui.

L'atteinte portée au droit de l'auteur doit être considérée comme un délit de droit commun. Ce délit ne peut être poursuivi par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

On doit considérer comme une contrefaçon :

Les reproductions ou imitations d'une œuvre d'art par un art différent, quels que soient les procédés et la matière employés ;

Les reproductions ou imitations d'une œuvre d'art par l'industrie.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Il est à désirer que tous les pays de l'Union s'entendent pour punir l'usurpation du nom d'un artiste ainsi que l'imitation frauduleuse de sa signature ou de tout autre signe adopté par lui.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889, et Neuchâtel, 1891.)

L'usurpation du nom d'un artiste, l'imitation frauduleuse de sa signature ou de tout signe distinctif, monogramme ou autre, adopté par lui, doit tomber sous le coup des lois pénales. — Ceux qui, sciemment, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins ou introduisent sur le territoire national les objets revêtus des noms, marques ou signatures visés ci-dessus, doivent être punis comme complices.

(Association litt. et art. intern., Milen, 1892.)

Bureau international. — Centralisation de documents. Répertoire universel. Moyens d'unification législative.

Il est désirable que, lors de la révision de la Convention, il soit introduit dans l'article 5 du Protocole de clôture les dispositions suivantes :

« Une copie de l'acte d'enregistrement du dépôt des œuvres littéraires ou artistiques, dans les pays ressortissant à l'Union où cette formalité est exigée, sera communiquée au Bureau de Berne par les Gouvernements respectifs.

« Le Bureau de Berne est chargé de recueillir, dans tous les pays ressortissant à l'Union, tous les renseignements ayant trait à la généalogie des œuvres littéraires et artistiques et à l'état des droits privatifs auxquels elles ont donné naissance. »

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

1. Le Congrès estime qu'il serait très utile que le Bureau de Berne soit chargé par l'Union d'établir :

a. La statistique, par catégories, des œuvres littéraires, artistiques, théâtrales, musicales, publiées dans l'Union ;

b. Le répertoire des titres et noms d'auteurs des mêmes œuvres ;

c. La généalogie des œuvres, avec mission pour le Bureau de Berne de fournir un certificat d'origine faisant preuve en justice.

2. Il est à désirer que le répertoire mentionné ci-dessus comprenne toutes les œuvres publiées depuis la promulgation de la Convention de Berne.

3. Il est à désirer que les auteurs soient admis, dans tous les cas et en dehors des formalités du pays d'origine, à faire enregistrer leurs œuvres

au Bureau de Berne, lequel sera autorisé à leur en délivrer un certificat légal.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Il est désirable que, le plus tôt possible, le Bureau de Berne soit mis à même par les différents Etats de l'Union de publier un extrait des enregistrements effectués dans chacun d'eux.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

1° Il est à désirer que la prochaine Conférence diplomatique, réunie en vue de reviser la Convention de Berne, invite spécialement le Bureau de Berne à centraliser les renseignements de nature à établir officiellement l'état civil des œuvres littéraires et artistiques;

2° Il est à désirer que les Etats unionistes soient sollicités de communiquer régulièrement au Bureau de Berne les renseignements officiels de nature à constituer l'état civil des œuvres littéraires et artistiques;

3° Il est à désirer que la Conférence diplomatique de Paris invite le Bureau de Berne à procéder à la coordination systématique de tous les documents relatifs à la publication des œuvres littéraires et artistiques dans tous les pays de l'Union, et prie le Gouvernement fédéral suisse de consulter les Gouvernements unionistes sur la réalisation du Répertoire universel de la production littéraire et artistique;

4° Il est à désirer que la prochaine Conférence diplomatique de l'Union de Berne insère, dans le Protocole de clôture de la Convention, l'obligation, pour les Gouvernements des pays de l'Union, de constituer chez chacun d'eux le répertoire alphabétique de toutes les œuvres publiées ou représentées dans les Etats respectifs depuis la mise en vigueur de la Convention de Berne;

5° Il est à désirer que les Gouvernements unionistes autorisent le Bureau de Berne à délivrer aux intéressés des copies conformes, ayant valeur authentique, des renseignements par eux communiqués, relatifs à l'état civil des œuvres littéraires et artistiques.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Le Congrès estime qu'il est d'un intérêt international de constituer un Répertoire universel scientifique, littéraire et artistique de toutes les œuvres parues ou à paraître dans le monde entier.

Le Congrès renvoie l'examen de la question d'exécution à une Commission qui présentera son travail au prochain Congrès.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

En vue de contribuer à l'unification des législations nationales dans les pays de l'Union, le Congrès émet le vœu de voir élaborer par le Bureau de Berne un vocabulaire international des termes juridiques équivalents employés dans les textes législatifs de chacun des pays de l'Union.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

En vue de préparer l'unification de la législation par l'unification de la jurisprudence internationale, le Congrès émet le vœu de voir confier au Bureau de Berne la mission de délivrer des traductions officielles des diverses législations nationales.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

Bibliothèque du Bureau international.

Il est désirable de mettre à la disposition dudit Bureau les moyens suffisants pour fonder une bibliothèque comprenant tous les ouvrages relatifs aux droits d'auteur.

(Bourse des libraires. Requête au Gouv. allemand, juin 1893.)

Enregistrement à Berne des œuvres anonymes et pseudonymes.

Le Bureau de Berne devra être chargé d'enregistrer les œuvres anonymes et pseudonymes, ce qui fera disparaître les difficultés existant par rapport à la durée et aux conditions de protection de ces œuvres dans les divers Etats contractants.

(Bourse des libraires. Requête au Gouv. allemand, juin 1893.)

Il est désirable que le Bureau de Berne puisse procéder à l'enregistrement des œuvres dont le délai de protection ne court pas à partir de la mort de l'auteur, ainsi qu'à l'enregistrement de la transformation d'œuvres anonymes et pseudonymes en œuvres portant le véritable nom de l'auteur et jouissant du délai de protection complet.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Arbitrage international.

Attendu que la quatrième Conférence interparlementaire réunie dernièrement à Berne a, sur la proposition du député Barth et sur les amendements proposés par divers orateurs, déclaré désirable que la clause compromissoire soit non seulement appliquée aux traités de commerce et de navigation, mais aussi aux traités concernant la propriété littéraire et artistique,

Le Congrès de Milan, souhaitant l'adoption de cette résolution, exprime le vœu que les questions qui touchent à l'interprétation et à l'application de toutes conventions sur la propriété littéraire et artistique soient jugées par des arbitres au lieu d'être soumises aux Tribunaux.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Il est désirable d'instituer, en connexion avec le Bureau international de Berne, un Tribunal arbitral appelé à trancher les questions litigieuses en matière de protection internationale des droits d'auteur et à arranger les différends pouvant s'élever lorsque la sentence rendue par le Tribunal d'un des Etats contractants devient exécutoire dans un autre Etat unioniste. Ce Tribunal se prononcerait également par des parères motivés sur la question de savoir sur quels points les conventions particulières entre pays de l'Union subsistent encore à côté de la Convention de Berne.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Il importe d'examiner l'opportunité de créer, en connexion avec le Bureau de Berne, une Commission internationale d'experts chargée de donner son avis et de prononcer son arrêt dans les litiges en matière de protection internationale des droits d'auteur.

(Bourse des libraires. Requête au Gouv. allemand, juin 1893.)

Caution « judicatum solvi ». Exécution des jugements.

Il est désirable que, dans les procès relatifs aux contestations que peut

faire naître l'application de la Convention de Berne, la « Cautio *judicatum solvi* » soit supprimée, mais qu'en même temps les jugements définitifs, rendus dans l'un des pays de l'Union, soient exécutoires dans les autres, suivant les formes et sous les conditions indiquées dans l'article 16 du traité franco-suisse du 15 juin 1869.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889, Neuchâtel, 1891.)

Il est désirable que, dans les contestations que peut faire naître l'application de la Convention de Berne, la caution *judicatum solvi* soit supprimée.

Il est désirable que les jugements rendus dans l'un des pays de l'Union puissent être déclarés exécutoires dans tous les autres pays, dans des formes et sous des conditions à déterminer entre ces Etats.

Il est à désirer que le Gouvernement italien, persévérant dans son initiative, provoque la réunion d'une Conférence destinée à réaliser les vœux mentionnés ci-dessus.

(Association litt. et art. intern. Milan, 1892.)

3. — Vœux tendant à l'extension de l'Union et de la Protection internationale en général.

Extension de l'Union.

Le Congrès envoie un témoignage de gratitude aux défenseurs de la propriété intellectuelle aux Etats-Unis en exprimant l'espoir que bientôt les auteurs seront protégés sans distinction de nationalité, et, autant que possible, conformément aux principes énoncés dans la Convention de Berne.

Il émet ensuite le vœu que des démarches soient faites pour déterminer l'adhésion à la Convention de tous les pays qui n'y ont pas adhéré, et appuyées par des délégations se formant dans chaque pays, spécialement en Russie, Autriche-Hongrie, Portugal et Hollande.

Le Congrès émet le vœu que le bureau de l'Association s'adresse de nouveau au Conseil fédéral suisse et le prie de provoquer une action diplomatique pour déterminer l'adhésion à la Convention de tous les pays qui n'y ont pas encore adhéré.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Le Congrès espère que le Gouvernement des Etats-Unis fera le nécessaire pour adhérer à la Convention de Berne, notamment en supprimant l'obligation de refabrication.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Les législations de l'Espagne, du Portugal et des Etats ibéro-américains doivent reconnaître en faveur des auteurs le droit de propriété sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

Le Congrès émet le vœu que le Gouvernement fédéral suisse, organe officiel de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, fasse les démarches nécessaires pour obtenir l'adhésion au Traité d'Union des pays de langue espagnole ou portugaise qui sont restés jusqu'à ce jour en dehors de l'Union de Berne.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Traité particuliers et Unions restreintes.

Il y a lieu de maintenir les conventions conclues entre les différents pays pour la garantie réciproque des œuvres de littérature et d'art, en attendant que l'Union universelle de Berne puisse être complétée dans le sens de l'extension du droit d'auteur.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887.)

Il est désirable de voir s'établir entre les différents pays une Convention unique, fondée sur les législations identifiées, mais il est du plus haut intérêt que, jusque-là, en vue de conserver les avantages actuellement acquis, les traités particuliers soient maintenus en ce qu'ils ont de plus favorable que la convention de Berne de 1886.

Il est d'ailleurs à souhaiter qu'au lieu de Conventions séparées, les pays de l'Union, qui veulent assurer d'une manière plus large la protection du droit des auteurs, concluent entre eux des Conventions d'union restreinte.

(Association litt. et art. intern., Berne, 1889.)

Le Congrès de 1889 renouvelle le vœu émis par le Congrès de Madrid en 1888, en faveur du maintien des conventions conclues entre les différents pays de l'Union jusqu'à ce que la Convention de Berne assure l'extension complète du droit de l'auteur, et appelle spécialement sur ce point important toute la sollicitude du Gouvernement français.

(Congrès littéraire international, Paris, 1889.)

Bien qu'il soit désirable de voir s'établir entre les différents pays une convention unique, il est d'un haut intérêt que, jusque-là, les traités particuliers soient maintenus en ce qu'ils ont de plus favorable que la Convention de Berne de 1886 et que les législations intérieures.

Il est à désirer que les conventions artistiques soient indépendantes des traités de commerce.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Ce tribunal (1) se prononcerait également par des parères motivés sur la question de savoir sur quels points les conventions particulières entre pays de l'Union subsistent encore à côté de la Convention de Berne.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Traité germano-américain.

Le Gouvernement impérial et la Diète sont priés de dénoncer le plus tôt possible le traité concernant la garantie réciproque des droits d'auteur, conclu le 15 janvier 1892 entre l'Empire allemand et les Etats-Unis d'Amérique et de renoncer à conclure un arrangement semblable aussi longtemps qu'il ne pourra reposer sur la base de la réciprocité complète.

(Congrès des littérateurs et journalistes allemands, Munich, 1893.)

Unification des législations intérieures.

Le Congrès émet le vœu que les pays signataires de la Convention de Berne s'entendent pour l'unification de leurs législations intérieures, de manière à assurer la complète et effective réciprocité sur tous les points.

(Congrès littéraire international, Paris, 1889.)

(1) Le tribunal arbitral mentionné par un vœu reproduit p. 96 ci-dessus.

Il est désirable que tous les États adoptent, en matière de propriété artistique, une législation reposant sur des bases uniformes.

(Congrès artistique international, Paris, 1899.)

L'assemblée générale, considérant que les intérêts des écrivains allemands et autrichiens sont similaires et qu'ils seraient grandement avancés s'ils étaient soumis aux mêmes lois,

Décide d'élaborer une pétition qui sera adressée aussi bien au chancelier de l'Empire allemand qu'au Président du ministère d'Autriche et dans laquelle on priera les Gouvernements des deux États de donner autant que possible la même forme aux dispositions légales sur le droit d'auteur et le contrat d'édition, et de conclure avec les États étrangers des conventions et traités analogues pour la protection de la propriété intellectuelle.

(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Jusqu'à ce que l'unité de la législation soit réalisée, chaque pays reconnaîtra, dans son régime interne, le même droit en faveur des étrangers qu'en faveur des nationaux.

(Congrès ibéro-américain, Madrid, 1892.)

I. PRINCIPES D'UNIFICATION LÉGISLATIVE

1. *Nature du droit d'auteur.* — L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a le droit exclusif de la publier et de la reproduire par quelque procédé et sous quelque forme que ce soit.

2. *Objet du droit d'auteur.* — L'œuvre doit être considérée indépendamment de son mérite.

On doit en tout cas compter parmi les œuvres protégées tous écrits, discours, œuvres dramatiques, musicales et chorégraphiques, toutes les œuvres des arts graphiques et plastiques, y compris l'architecture et la photographie.

L'œuvre doit être également considérée indépendamment de son emploi et de sa destination.

3. *Durée du droit d'auteur.* — Le droit d'auteur subsiste pendant toute la vie de l'auteur et se prolonge cinquante ans après sa mort, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

4. *Etendue du droit d'auteur.* — Toute reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, doit être réprimée civilement et pénalement.

Par reproduction il faut entendre, outre la publication proprement dite, la traduction, la reproduction et l'exécution publique.

Sont également illicites les reproductions qui comportent des retranchements, additions ou remaniements et toutes appropriations indirectes désignées sous des noms divers, telles que : adaptation, dramatisation, arrangement de musique, reproduction par un autre art, etc.

La citation textuelle n'est permise que dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement et à la condition que le nom de l'auteur et la source utilisée soient expressément indiqués. La reproduction d'une œuvre littéraire dans une chrestomathie, anthologie ou recueil de morceaux choisis doit être subordonnée à l'autorisation préalable de l'auteur ou de ses ayants droit.

Toutes les œuvres devant être également protégées, il n'y a pas lieu

d'imposer des formalités particulières pour la protection des compositions musicales.

Les écrits qui ont paru dans les journaux ou recueils périodiques sont protégés, comme toutes autres œuvres de l'esprit, sans que l'auteur soit astreint à aucune mention ou réserve.

5. *Cession du droit d'auteur.* — Le droit de reproduction est indépendant du droit de propriété sur l'objet matériel (manuscrit ou œuvre d'art) ; la cession de l'objet matériel n'emporte donc pas, par elle-même, cession des droits de reproduction et réciproquement.

La cession des droits appartenant à l'auteur (droit de publication, représentation, exécution, traduction, etc.), doit toujours être interprétée restrictivement.

L'auteur qui a cédé ses droits de reproduction conserve, tant qu'il n'a pas fait abandon de sa qualité d'auteur, le droit de poursuivre les contre-facteurs, de surveiller la reproduction de son œuvre et de s'opposer à toutes détériorations et modifications faites sans son consentement.

II. MOYENS D'UNIFICATION LÉGISLATIVE

1. *Vocabulaire international.* — En vue de contribuer à l'unification des législations nationales dans les pays de l'Union, le Congrès émet le vœu de voir élaborer par le Bureau de Berne un vocabulaire international des termes juridiques équivalents employés dans les textes législatifs de chacun des pays de l'Union.

2. *Traductions officielles.* — En vue de préparer l'unification de la législation par l'unification de la jurisprudence internationale, le Congrès émet le vœu de voir confier au Bureau de Berne la mission de délivrer des traductions officielles des diverses législations nationales.

III. PROJET DE LOI TYPE

Le Congrès prie l'Association littéraire et artistique internationale d'élaborer, conformément aux principes qui ont été adoptés sur le rapport de M. Maillard, un projet de loi type relatif au droit d'auteur.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

Droits de douane.

Le Congrès émet le vœu de voir disparaître les droits de douane qui gênent la circulation des œuvres d'art.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

La Conférence du Livre émet le vœu que, dans aucun pays, le livre, tant relié que broché, ne soit frappé d'un droit douanier quelconque et qu'il soit fait, auprès des pouvoirs publics, les démarches nécessaires pour arriver à ce but.

(Conférence du Livre, Anvers, 1890.)

4. — Vœux se rapportant aux législations intérieures.

Formalités. Dépôt.

L'auteur d'une œuvre d'art ne doit être astreint à aucune formalité pour assurer la protection de son droit.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Il est à désirer que les Etats de l'Union imposent à tous les auteurs ou éditeurs le dépôt obligatoire d'un exemplaire de l'œuvre publiée, cette condition restant d'ailleurs indépendante de la reconnaissance du droit de l'auteur sur son œuvre.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

1° Au moment de la publication de tout imprimé, il devra en être fait un dépôt en deux exemplaires destinés aux collections nationales. Ce dépôt sera fait en trois exemplaires pour les estampes, la musique et pour les reproductions autres que les imprimés proprement dits et publiés séparément ;

Le dépôt sera accompagné d'une déclaration détaillée, et effectué dans les formes actuellement usitées dans chaque pays. Un certificat de dépôt sera remis gratuitement au déposant ;

2° Les exemplaires ainsi déposés devront être complets et dans l'état ordinaire de vente ;

3° L'obligation du dépôt incombera à l'éditeur de la publication, et, à son défaut, à l'auteur. Elle ne sera réclamée de l'imprimeur que pour les publications sans nom d'éditeur ou d'auteur ;

4° Lorsque le dépôt aura été tardif, omis ou mal fait, le contrevenant sera passible d'une amende.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Bibliographies nationales. Statistique.

Il est désirable que tous les Gouvernements établissent chez eux une bibliographie nationale et que cette bibliographie soit tenue au courant, non par le dépôt légal, exigé par la loi, mais par l'achat, par les Gouvernements, de tous les ouvrages qui paraissent dans le pays.

(Conférence du Livre, Anvers, 1890.)

Il est à désirer que la prochaine Conférence diplomatique de l'Union de Berne insère dans le Protocole de clôture de la Convention de Berne l'obligation, pour les Gouvernements des pays de l'Union, de constituer chez chacun d'eux le répertoire alphabétique de toutes les œuvres publiées ou représentées dans leurs Etats respectifs depuis la promulgation de la Convention.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Le Congrès reconnaissant l'utilité de la statistique des œuvres littéraires pour la protection des droits des auteurs, pour le commerce de la librairie et pour l'étude de la vie sociale, recommande l'établissement de statistiques tracées d'après des cadres uniformes et basées sur une classification scientifique universellement adoptée.

Le Congrès considère comme le meilleur moyen d'atteindre ce but la création de bibliographies nationales.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Œuvres posthumes.

Il est utile de protéger, pendant un temps déterminé, la propriété des œuvres artistiques posthumes.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

On entend par œuvres posthumes les productions du genre artistique,

littéraire ou musical qui n'ont jamais été reproduites ou publiées avec l'autorisation de leur propriétaire.

Le publicateur légitime d'une œuvre posthume jouit du droit d'auteur pendant cinquante ans, à dater du jour de la première reproduction licite de cet ouvrage.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1893.)

Œuvres d'art.

Le Congrès émet le vœu que les œuvres artistiques soient protégées dans tous les pays ; il pense que cette protection ne doit pas être subordonnée à la condition de réciprocité.

Le droit de l'artiste sur son œuvre est un droit de propriété. La loi ne le crée pas ; elle ne fait qu'en assurer et en régler l'exercice.

Le droit de l'artiste consiste dans le droit exclusif de reproduction, d'exécution, de représentation. Nul ne peut reproduire, exécuter ou représenter l'œuvre de l'artiste, en totalité ou en partie, sans son consentement, quelles que soient la nature et l'importance de l'œuvre, et quel que soit le mode de reproduction, d'exécution ou de représentation.

(Congrès artistique international, Paris, 1889.)

Le Congrès émet le vœu qu'il soit reconnu par toutes les législations, que toutes les œuvres dues à l'art du dessinateur (peintres, graveurs ou architectes), du sculpteur (statuaires ou ornemanistes) et du photographe, soient également protégées, quels que soient le mérite, l'importance, l'emploi et la destination, même industrielle, de l'œuvre, et sans que les ayants droit soient tenus à d'autres formalités que celles imposées aux artistes.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Le Congrès émet le vœu que les affiches illustrées soient considérées comme des œuvres artistiques qui doivent être protégées comme les autres œuvres de même nature.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Il est à désirer que toutes les œuvres du dessin, y compris les affiches et étiquettes illustrées, soient également protégées, indépendamment de leur destination.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Portrait.

L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, par elle-même, l'aliénation du droit de reproduction.

Lorsqu'il s'agit d'un portrait, l'artiste ne peut exercer son droit qu'avec le consentement de la personne représentée.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Tout individu peut interdire la reproduction de son portrait, lorsque cette reproduction constitue une atteinte à sa personnalité.

Même lorsque l'exécution du portrait a été autorisée ou commandée, l'artiste eût-il cédé l'œuvre à la personne représentée, conserve le droit de propriété artistique, mais ne peut l'exercer sans le consentement de celle-ci.

Il en est de même pour le portrait photographique ; le photographe reste

propriétaire du cliché, mais ne peut l'utiliser sans le consentement de la personne représentée.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Architecture.

Les œuvres de l'architecture doivent jouir de la même protection que les autres œuvres de la littérature et des beaux-arts.

En conséquence, l'auteur d'une œuvre originale de l'architecture peut seul en autoriser l'exécution, la reproduction, soit par le dessin, la photographie ou tout autre moyen.

Toutefois, l'architecte ne peut empêcher de reproduire l'aspect extérieur de l'édifice dans une vue d'ensemble du lieu où il est situé, alors que la reproduction de l'édifice n'est que l'accessoire.

Qu'il s'agisse d'un édifice public ou privé, l'architecte ne peut, à moins de convention contraire, s'opposer ni aux changements que le propriétaire juge bon d'apporter à l'édifice ni même à sa destruction.

(Association litt. et art. intern., Madrid, 1887.)

Il est à désirer que, dans toutes les législations, l'architecte soit assimilé aux autres artistes.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

L'architecte est propriétaire des dessins d'architecture tracés par lui pour les œuvres qu'il a conçues.

Pour les œuvres qu'il a conçues et dont il n'est pas appelé à surveiller l'exécution, il doit remettre au propriétaire une expédition seulement de ses dessins.

Le Congrès émet le vœu que l'enregistrement prescrit pour les œuvres littéraires et artistiques s'applique également aux œuvres d'architecture, les plans devant être déposés par l'architecte au Bureau chargé de cet enregistrement.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Nom individuel.

L'écrivain peut choisir à son gré les noms des personnages qu'il a créés, sauf à répondre de toute atteinte portée par son fait à la personnalité d'autrui.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Œuvres anonymes et pseudonymes.

Les œuvres signées d'un pseudonyme doivent être protégées de la même façon que si elles étaient signées du nom même de l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Les œuvres anonymes ou pseudonymes sont protégées contre la contrefaçon, pendant un délai de cinquante ans à dater du jour de la première publication licite.

Ce droit s'exerce au profit de l'éditeur. Si, avant l'expiration de ce délai, l'auteur, ou son représentant dûment autorisé par lui, justifie de sa qualité, les règles ordinaires s'appliquent.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

Collaboration. Œuvres collectives.

Il est à désirer que tous les pays s'entendent pour réglementer d'une façon uniforme la collaboration.

Le Congrès met à l'ordre du jour du Congrès de 1895 l'étude de cette réglementation.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Est considéré comme l'auteur de l'ensemble d'une œuvre collective celui qui en a fait exécuter sous sa direction les différentes parties, sans préjudice pour chacun de ses collaborateurs du droit de faire reproduire son travail personnel, de manière à ne pas nuire au débit de l'ouvrage d'ensemble.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

Contrat d'édition.

Le Congrès émet le vœu que les rapports entre auteurs et éditeurs soient, en l'absence de conventions particulières, réglés par une loi spéciale et que les dispositions de cette loi puissent s'appliquer également aux rapports entre auteurs d'œuvres dramatiques ou lyriques et directeurs de théâtres.

Le Congrès, sans s'approprier définitivement les propositions ci-après, émet le vœu qu'elles soient portées à la connaissance de tous les pays par voie de la presse, et notamment par le journal *Le Droit d'Auteur*, organe officiel du Bureau international, publié à Berne, afin d'en provoquer une étude approfondie.

Voir propositions : « *Droit d'Auteur* » 1888, page 98.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Le Congrès émet le vœu que les divers comités de l'Association littéraire et artistique internationale réunissent dans les pays auxquels ils appartiennent les informations et documents propres à établir un projet de loi sur le contrat d'édition, qui devra être mis à l'ordre du jour du prochain congrès.

(Association litt. et art. intern., Londres, 1890.)

Le Congrès de Neuchâtel décide qu'en vue de la préparation d'un projet de loi-type sur le contrat d'édition il sera procédé à une enquête auprès des sociétés et groupes qui ont pour objet la protection de la propriété intellectuelle sous ses diverses formes ; les observations recueillies feront l'objet d'un rapport qui devra être rédigé et adressé aux intéressés dans les six mois qui suivront la clôture du Congrès, notamment par la voie du journal *Le Droit d'Auteur*, organe officiel du Bureau international, publié à Berne. L'Association littéraire et artistique internationale est, conformément à ses statuts, chargée de l'exécution de la présente décision.

V. *Droit d'Auteur*, 1892, p. 17 à 29, 31 à 44, 95 à 100.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Le Congrès émet le vœu que l'étude du projet de loi en matière de contrat d'édition soit mise à l'ordre du jour du Congrès de l'année 1893, et que cette étude soit entreprise dès le début de ce Congrès.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

L'assemblée générale, considérant que les intérêts des écrivains allemands

et autrichiens sont similaires et qu'ils seraient grandement avancés s'ils étaient soumis aux mêmes lois.

Décide d'élaborer une pétition qui sera adressée aussi bien au Chancelier de l'Empire allemand qu'au Président du ministère d'Autriche et dans laquelle on priera les Gouvernements des deux Etats de donner autant que possible la même forme aux dispositions légales sur le droit d'auteur et le contrat d'édition, et de conclure avec les Etats étrangers des conventions et traités analogues pour la protection de la propriété intellectuelle.
(Assemblée des écrivains allemands, Vienne, 1893.)

Le Congrès émet le vœu que les modifications proposées par lui au projet de loi en matière de contrat d'édition présenté par l'Association littéraire et artistique internationale fassent l'objet d'une discussion ultérieure et que le texte de ce projet soit soumis, après avoir été amendé, au Congrès de 1894.

Le Congrès invite l'Association littéraire et artistique internationale et les associations d'auteurs de chaque pays à rechercher s'il y aurait lieu de recommander l'établissement de sociétés chargées de servir d'intermédiaires entre les éditeurs et les auteurs pour la perception des droits sur les œuvres originales d'après un mode fixe et uniforme analogue à celui qui est employé par les associations d'auteurs dramatiques actuellement existantes.
(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Le Congrès remercie les rapporteurs de leurs intéressants travaux sur les relations entre auteurs et éditeurs et, ajoutant au dossier déjà existant sur le contrat d'édition les rapports de MM. Hildebrandt et Voigtlander, renvoie le projet de M. Hildebrandt et la *Verlagsordnung des Børsenvereins der deutschen Buchhändler* à l'examen d'une commission composée de tous les rapporteurs de la question aux Congrès antérieurs et au Congrès actuel et chargée de communiquer les projets à tous les groupes et associations intéressés de tous les pays et de rendre compte au prochain Congrès des observations qui auront été recueillies.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

VŒUX CONCERNANT CERTAINES LÉGISLATIONS EN PARTICULIER.

Autriche.

Le Congrès émet le vœu que le Gouvernement autrichien, lorsqu'il discutera au sein du Parlement le projet de loi destiné à remplacer la patente impériale du 19 octobre 1846, assimile, pour la durée de protection des œuvres intellectuelles, les œuvres musicales aux œuvres littéraires en portant cette durée à trente ans après la mort de l'auteur.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Le Congrès émet le vœu que la Chambre des députés autrichienne introduise dans le projet de loi sur le droit des auteurs, qui lui est soumis, des modifications propres à le mettre en harmonie avec les dispositions de la Convention de Berne.

A cet effet, le Congrès donne mission au Comité exécutif de l'Association de rédiger un mémoire qui précise les critiques soulevées par le projet, et de l'adresser au Bureau international de Berne, avec prière d'en saisir le Gouvernement autrichien.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Etats-Unis.

Le Congrès envoie aux défenseurs de la propriété intellectuelle aux Etats-Unis le sincère témoignage de sa gratitude et ses plus actifs encouragements; il espère que, dans un temps peu éloigné, les droits imprescriptibles de la pensée humaine seront reconnus et protégés, sans distinction entre les nationalités des auteurs et, autant que possible, conformément aux principes énoncés dans la Convention internationale de Berne.

Il invite cordialement les écrivains et la presse des Etats-Unis à appuyer ce vœu de tous leurs efforts.

(Association litt. et art. intern., Venise, 1888.)

Le Congrès exprime sa profonde gratitude aux vaillants défenseurs des droits des étrangers aux Etats-Unis, notamment aux membres de la *Copyright League*, et comme eux il estime que leur œuvre n'est pas encore terminée.

Il pense qu'en tous cas une très sérieuse amélioration serait réalisée dans les dispositions de la loi nouvelle, si un délai d'au moins six mois était accordé aux auteurs, photographes, etc., pour la refabrication de leurs livres, photographies, etc.

Il est désirable que les Gouvernements des pays dont les auteurs ressortissent aux effets du *Copyright Act* américain, obtiennent du Gouvernement des Etats-Unis qu'un délai soit accordé aux compositeurs et artistes pour accomplir les formalités d'enregistrement et de dépôt exigées par la loi américaine.

Le Congrès émet le vœu que le certificat d'enregistrement et de dépôt constate la nationalité de l'œuvre et celle de l'auteur, et que les droits d'enregistrement, qui semblent trop élevés pour les auteurs comme pour les éditeurs, soient sensiblement diminués.

Le Congrès exprime le regret que la loi américaine n'ait pas fait place à la protection des œuvres d'architecture et émet le vœu que, dans les modifications qui pourraient être apportées à cette loi, les œuvres d'architecture prennent leur place à côté des œuvres des autres arts du dessin.

Le Congrès est d'avis qu'il résulte du texte et des travaux préparatoires de la loi américaine du 3 mars 1891 que la clause de refabrication ne s'applique en aucune façon aux compositions musicales.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

France.

Le Congrès, s'inspirant de la résolution votée par le Congrès de Milan de 1892, à la confiance que le Gouvernement français, toujours soucieux de protéger la propriété littéraire et artistique, s'oppose à la prise en considération par le Parlement de toute loi qui aurait pour but de porter une atteinte quelconque au droit absolu de l'auteur sur son œuvre.

(Association litt. et art. intern., Barcelone, 1893.)

Grande-Bretagne.

Le Congrès de 1891, réuni à Neuchâtel, émet le vœu que les différentes sociétés littéraires ou artistiques de tous les pays s'unissent pour présenter au Gouvernement de la Grande-Bretagne le résumé des respectueuses observations suggérées par l'étude et la discussion du projet de loi sur le *Copyright*, dit projet Monkswell.

(Association litt. et art. intern., Neuchâtel, 1891.)

Russie.

Il serait désirable de protéger les auteurs russes qui ont publié leurs ouvrages en Russie contre la traduction abusive de leurs œuvres en Russie même. Après que la législation russe et la jurisprudence des tribunaux russes auront reconnu ce droit à l'égard d'auteurs russes ayant publié leurs œuvres en Russie, il sera possible d'étendre aux auteurs étrangers le droit de l'auteur sur la traduction de son œuvre, et de faciliter par cela même l'adhésion de la Russie à la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

(Association litt. et art. intern., Milan, 1892.)

Le Congrès adresse ses chaleureux remerciements à tous ceux qui, dans ces derniers temps, ont travaillé avec tant d'activité à préparer une réforme de la législation russe en matière de droits d'auteur ;

Et donne mission au Comité exécutif de l'Association de rédiger un mémoire qui précise les critiques soulevées par le projet de M. de Spassovitch, et de prier le Bureau international de Berne de transmettre ce mémoire au Gouvernement russe.

(Association litt. et art. intern., Anvers, 1894.)

Le Congrès émet le vœu que le Gouvernement russe prenne en considération le mémoire rédigé, en vertu de la décision du Congrès d'Anvers de 1894, par la Commission de l'Association littéraire et artistique internationale et qui a été transmis à Saint-Petersbourg par le Bureau international de Berne.

Il est à souhaiter que le principe du droit d'auteur, tant au point de vue intérieur qu'au point de vue international, soit appliqué dans le nouveau Règlement russe conformément à la conception moderne de la propriété intellectuelle, et que la Russie adhère ensuite à l'Union internationale de Berne.

(Association litt. et art. intern., Dresde, 1895.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ETATS-UNIS

Message du Président au Sénat et à la Chambre des Représentants.

6 décembre 1897.

(Suite) (1).

Par un message spécial, en date du 16 juin dernier, j'ai soumis au Sénat un traité signé le même jour par les plénipotentiaires des Etats-Unis et de la république d'Hawaï, ayant pour objet de déclarer l'île d'Hawaï partie intégrante des Etats-Unis. Le Sénat ayant supprimé l'obligation du secret à cet égard, bien que l'affaire soit encore en suspens devant lui, nous devons en parler dans le présent message, parce que l'action législative du congrès est nécessaire pour régler les nombreux détails de l'union projetée, si elle est prononcée, comme je l'espère.

Tout en nous gardant, depuis un temps très éloigné, de toute politique agressive tendant à l'annexion du groupe des îles Hawaï, nous avons, pendant trois quarts de siècle, dans une longue série de déclarations, proclamé l'intérêt vital qu'ont les Etats-Unis au maintien de l'indépendance de ces îles et leur intime connexion commerciale avec nous. En même temps nous avons affirmé qu'en aucun cas, l'existence propre de l'Etat d'Hawaï ne pourrait cesser si les îles passaient sous la domination ou la protection d'une autre puissance que les Etats-Unis. Dans ces conditions, la logique des événements exigeait que l'annexion jadis offerte et refusée, devint, avec le temps, la conséquence naturelle des liens étroits qui nous unissent à ces îles et qu'elle fût réalisée par la libre volonté de l'Etat d'Hawaï.

Le traité dont il s'agit a été adopté à l'unanimité et sans modification, le 10 septembre dernier, par le Sénat et par le Président de la République d'Hawaï ; il ne manque plus que le vote favorable du Sénat américain pour que les îles soient désormais comprises dans les possessions des Etats-Unis. Quelles seront les conditions de cette union ? Quels seront les rapports politiques des îles avec les Etats-Unis ? Comment l'administration locale sera-t-elle organisée ? Quelles seront les conditions et les prérogatives attachées à la qualité d'électeur ? Les lois fédé-

(1) V. *Archives*, 1897, III, p. 327.

rales seront-elles appliquées au nouveau territoire ou fera-t-on des lois spéciales en rapport avec sa situation particulière ? Comment le travail sera-t-il réglementé si les circonstances l'exigent ? Toutes ces questions ont été sagement laissées, par le traité, à l'appréciation du congrès.

Si le traité est confirmé ainsi que le demandent de nombreuses considérations d'honneur et de dignité, le congrès, dans sa sagesse, évitant une assimilation trop brusque d'éléments à peine préparés à jouir des droits élevés de citoyen et prenant en considération la situation géographique du pays, accordera aux Hawaïens, avec les plus larges libertés politiques, le droit de s'administrer eux-mêmes en ce qui concerne leurs intérêts locaux. On ne doit pas moins à un peuple qui, après avoir, pendant près de cinq ans, donné la preuve qu'il était capable de se gouverner, vient de sa propre volonté confondre ses destinées avec les nôtres.

Les difficultés qui ont surgi entre le Japon et l'Etat d'Hawaï concernant la manière dont sont traités les ouvriers japonais qui émigrent vers les îles, en vertu de la convention conclue en 1888 entre les deux gouvernements, font l'objet de négociations et sont en voie satisfaisante d'arrangement. Notre médiation n'a pas été demandée et nous n'avons pas cherché à intervenir dans cette question ; nous nous sommes bornés à exprimer le désir amical qu'un arrangement conforme aux règles de l'honneur et de la justice, fût promptement conclu entre les deux Etats. C'est avec satisfaction que nous annonçons que le Japon qui avait d'abord manifesté la crainte que l'annexion, en faisant cesser l'existence nationale d'Hawaï, ne compromît les privilèges qu'il réclame justement, a maintenant une entière confiance dans la droiture du gouvernement des Etats-Unis et dans la sincérité de son désir de traiter, avec l'esprit le plus amical, toutes les questions qui pourront se produire.

J'ai décidé que M. William L. Merry, nommé ministre des Etats-Unis auprès des gouvernements de Nicaragua, de Salvador et de Costa-Rica, se rendrait à San-José-de-Costa-Rica et y établirait momentanément son quartier général pour ces trois Etats. J'ai pris cette mesure, parce que je la considère comme étant, pour nous, d'un intérêt capital. Par suite des renseignements pris par le secrétaire d'Etat, nous avons appris que le Nicaragua, bien que disposé à recevoir M. Merry en sa qualité de diplomate, ne pouvait le faire, parce que, dans le traité conclu le 20 juin 1895 et en vertu duquel cette République et celles de San-Salvador et de Honduras ont formé ce qu'on appelle la Grande République de l'Amérique centrale, il est spécifié que c'est la Diète des représentants qui a seule le droit de recevoir ou d'envoyer des agents diplomatiques. La Diète n'était pas disposée à accepter notre représentant, parce qu'il n'était pas accrédité auprès d'elle. Je ne pouvais l'accréditer auprès de la Diète, parce que « l'appropriation Law » du congrès ne le permet pas. M. Baker, actuellement ministre à Managua, a été invité à présenter ses lettres de rappel.

M. W. Godfrey Hunter a été accrédité de même que son prédécesseur auprès des gouvernements de Guatémala et de Honduras ; Guatémala n'est pas compris dans la Grande République de l'Amérique centrale, mais Honduras en fait partie. Si ce dernier gouvernement refuse de recevoir notre envoyé, celui-ci devra nous en rendre compte et attendre de nouvelles instructions.

Une question de grande importance pour notre pays et pour laquelle le public montre un intérêt toujours croissant, est l'achèvement de cette grande voie commerciale entre l'Atlantique et le Pacifique, connue sous le nom de canal du Nicaragua. Son utilité et son importance pour le commerce américain sont universellement reconnues. La commission nommée le 24 juillet dernier « pour continuer le levé des plans et les vérifications autorisées par l'acte du 2 mars 1895 » en ce qui concerne « la direction à choisir, la possibilité d'établir le canal de Nicaragua, la dépense que sa construction occasionnera » et qui est chargée, en outre, de dresser un projet complet des travaux à exécuter pour ce canal, poursuit actuellement sa mission. Je soumettrai au congrès le rapport de cette commission, lorsqu'il me sera parvenu, en l'accompagnant de mon avis.

En vertu des prescriptions de l'acte du congrès, en date du 3 mars 1897, ayant pour objet de provoquer une convention internationale concernant le bi-métallisme, j'ai désigné comme envoyés spéciaux chargés de représenter les Etats-Unis, l'honorable Edward O. Wolcott, du Colorado; l'honorable Adlai E. Stevenson de l'Illinois et l'honorable Charles J. Paine de Massachusetts. Ils ont fait d'actives démarches pour obtenir la coopération des puissances européennes, mais, jusqu'à présent, il ne leur a pas été possible de conclure l'arrangement qui est le but de leur mission.

Notre grande sœur, la République Française, en consentant, gracieusement, à se joindre à nous, pour provoquer entre les principales puissances commerciales de l'Europe un arrangement destiné à fixer la valeur relative de l'or et de l'argent, a montré que nous ne sommes pas les seuls, parmi les grandes nations du globe, à reconnaître le caractère international de ce problème et à souhaiter qu'on puisse y trouver quelque solution juste et pratique. Le gouvernement anglais a publié un résumé des résolutions prises de concert entre l'ambassadeur de France à Londres et nos envoyés spéciaux que notre ambassadeur, à Londres, en soumettant la question au gouvernement anglais, a activement secondés. Le résumé dont il s'agit sera mis sous les yeux du congrès.

Nos envoyés spéciaux n'ont pas encore terminé leur rapport, de nouvelles négociations étant engagées, ou sur le point de l'être, avec d'autres gouvernements. Ils pensent que de nouvelles discussions pourront dissiper les doutes émis dans de certains milieux, sur la possibilité de maintenir la parité entre les deux métaux, et permettront de résoudre les autres questions qui se rapportent au même objet.

Quoi qu'il en soit, j'ai la satisfaction de constater que nos envoyés ont fait preuve de capacité et d'habileté; il est extrêmement à désirer que leurs efforts puissent aboutir à la conclusion d'une convention internationale en vertu de laquelle l'or et l'argent seront reconnus comme monnaies légales dans des conditions et avec des garanties telles que l'emploi des deux métaux soit assuré sans causer de préjudice à aucune classe de nos concitoyens.

Pour me conformer, aussitôt que possible, aux dispositions contenues dans les sections 3 et 4 du *Revenue Act* en date du 24 juillet 1897, j'ai nommé l'honorable John-A. Kasson, de Iowa, commissaire plénipoten-

taire, chargé d'engager des négociations avec les pays étrangers qui seraient désireux de profiter des dispositions précitées. Des négociations sont actuellement en cours avec plusieurs gouvernements de l'Europe et de l'Amérique. En usant avec précaution des pouvoirs conférés par cet acte, on pense qu'il sera possible de faire disparaître ou, tout au moins, de diminuer considérablement les abus dont nous et les autres nations avons à souffrir dans nos relations commerciales et que le chiffre de nos échanges s'augmentera à l'avantage des parties intéressées.

A tous les points de vue, il est très important pour notre patriotisme et nos intérêts d'étendre notre commerce avec l'étranger, c'est dans ce but que notre marine marchande doit être améliorée et augmentée. Nous devrions avoir notre part proportionnelle dans les transports de marchandises du globe ; nous ne l'avons pas. Nous ne devons pas, plus longtemps, rester en arrière. L'infériorité de notre marine marchande est humiliante pour notre orgueil national. Le gouvernement emploiera tous les moyens que la constitution met à sa disposition pour que nos bateaux deviennent les visiteurs habituels de tous les ports du monde et nous ouvrent ainsi des marchés utiles pour l'écoulement de l'excédent des produits de notre agriculture et de notre industrie.

Les efforts qui ont été faits, pendant les deux années précédentes, par mon prédécesseur, pour assurer une meilleure protection aux phoques de l'Océan Pacifique du Nord et de la Mer de Behring, ont été renouvelés par mon administration et se continuent sans relâche. Sur ma demande, les gouvernements du Japon et de la Russie ont envoyé des délégués à Washington. Dans les conférences internationales qui ont eu lieu pendant les mois d'octobre et de novembre derniers, il a été unanimement reconnu que, si on ne modifie pas les règlements actuels relatifs aux phoques, ces utiles animaux sont menacés de disparaître et qu'une entente de toutes les puissances intéressées est indispensable pour qu'une protection efficace leur soit assurée.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne n'a pas jugé à propos de se faire représenter à cette conférence, mais il a envoyé, plus tard, à Washington, en qualité de délégués, les commissaires de la Grande-Bretagne et du Canada qui ont visité, pendant les deux dernières années, les îles Pribilof et qui avaient conféré avec des commissaires ayant la même mission, envoyés par les Etats-Unis. Ces diverses conférences ont amené un accord complet sur des faits importants relatifs aux conditions dans lesquelles se trouvent, aujourd'hui, les phoques, faits qui étaient contestés et d'où résulte, d'une manière indiscutable, la nécessité pour les gouvernements intéressés de prendre immédiatement des mesures pour assurer la conservation et la multiplication des animaux dont il s'agit. Des négociations sont engagées dans ce but ; j'espère pouvoir, prochainement, en faire connaître le résultat au Congrès.

L'arbitrage international ne peut être omis de la liste des questions qui appellent notre examen. Les événements n'ont fait que confirmer les vues générales exposées à ce sujet, dans mon adresse d'installation. L'opinion éclairée du monde civilisé commence à se déclarer en faveur du règlement des différends qui surgissent entre les nations, sans recourir aux horreurs de la guerre. Les traités qui mettront largement en pra-

tique ces principes d'humanité, sans que nos intérêts ni notre honneur aient à en souffrir, auront mon constant appui.

L'acceptation, par le gouvernement des Etats-Unis, de l'invitation de la République française, à participer à l'Exposition universelle de 1900, qui doit avoir lieu à Paris, a été suivie de la nomination d'un commissaire spécial chargé de représenter les Etats-Unis avec la mission particulière de nous assurer un espace dont l'étendue soit en rapport avec le nombre des objets que nous devons exposer.

Le commissaire spécial a retardé son départ pour Paris, pendant le temps nécessaire pour connaître l'étendue probable des terrains dont la concession sera demandée par les exposants américains. Ses demandes de renseignements ont donné lieu à des témoignages d'intérêt sans précédent et les informations qu'il a recueillies lui ont permis de justifier la demande de concession, en faveur de la section américaine, d'un espace plus grand que celui qui lui avait été réservé. Ce résultat est d'autant plus satisfaisant que les Etats-Unis sont une des dernières nations qui ont accepté l'invitation de la France.

Notre commissaire spécial a été accueilli très cordialement et il a reçu l'assurance que les Etats Unis auraient à leur disposition un espace proportionné à l'importance de leur exposition. Le rapport de notre commissaire spécial qui signale la grandeur et l'importance de l'exposition future, et le grand nombre des demandes d'emplacements formées par des exposants américains, sont de nouveaux motifs qui doivent déterminer le congrès à voter de larges allocations qui permettront de faire connaître, dignement, les ressources et l'industrie de notre pays, dans une exposition qui sera la glorification des progrès accomplis par le monde entier, pendant le XIX^e siècle.

On se propose de faire de cette exposition la plus complète et la plus importante de la longue série de celles qui ont eu lieu jusqu'à ce jour et dont notre Exposition de Chicago a été un brillant exemple ; il est désirable que les Etats-Unis puissent y faire connaître honorablement le génie et la science des américains et leurs œuvres sans rivales dans toutes les branches de l'industrie.

Notre marine peut disposer actuellement de 4 vaisseaux de guerre de première classe, — de 2 vaisseaux de deuxième classe et de 48 autres navires, croiseurs cuirassés ou bateaux-torpilleurs. Nous avons, en construction, 5 vaisseaux de première classe, 16 torpilleurs et un bateau sous-marin. Aucun marché n'a encore été conclu au sujet des cuirasses de trois des 5 vaisseaux en construction, car il a été impossible d'en obtenir la fourniture au prix fixé par le congrès. Il est très important que le congrès pourvoie à l'acquisition de ces cuirasses sans lesquelles les vaisseaux ne seraient d'aucune utilité en cas de guerre.

Lorsqu'elle aura été augmentée par les vaisseaux en construction, notre marine, bien qu'inférieure à celles d'autres puissances, constituera une force formidable ; ses vaisseaux sont les meilleurs de chaque type et avec le soin qu'on aura d'en accroître le nombre, de temps en temps, et de les maintenir dans le meilleur état possible, ils suffiront aux besoins du pays.

Le grand accroissement qu'a reçu notre marine depuis quelques années est justifié par la nécessité d'assurer notre défense et l'opinion publique l'a approuvé. Le temps est venu où cette augmentation que la nation est dans l'obligation de maintenir doit être accompagnée d'un accroissement proportionnel dans les établissements qui s'y rapportent. Il est regrettable que nous ne possédions, sur les côtes du Pacifique, qu'un seul dock capable de recevoir de grands navires, et que nous n'en ayons, également, qu'un seul sur les bords de l'Atlantique, encore ce dernier est-il en réparations depuis cinq ou six mois et, par conséquent, hors d'état d'être utilisé. Il est indispensable de prendre immédiatement des mesures pour faire construire trois ou quatre docks de même capacité, sur les bords de l'Atlantique, au moins un sur les bords du Pacifique et d'établir un dock flottant sur le golfe. Ces mesures sont recommandées par une commission très compétente chargée de faire une enquête à ce sujet. Il faudrait aussi allouer d'amples crédits pour l'achat de poudres, de projectiles et d'autres munitions de guerre, ainsi que pour accroître le nombre des officiers et des marins. Il est aussi nécessaire d'agrandir nos chantiers afin de faciliter la réparation et l'entretien de nos vaisseaux devenus plus nombreux. Nous avons actuellement, en chantiers, 5 vaisseaux de première classe qui ne seront pas achevés avant un an ou deux et je me joins au ministre de la marine pour demander l'autorisation de faire construire un vaisseau de guerre sur les bords du Pacifique où, à présent, il ne s'en trouve qu'un seul en armement et un en construction, tandis que sur les bords de l'Atlantique il y en a 3 en armement et 4 en construction. Je demande aussi l'autorisation de faire construire un nombre de torpilleurs en rapport avec les exigences du système général de défense de nos côtes.

Le territoire d'Alaska appelle un examen prompt et attentif de la part du congrès ; la situation de ce pays exige que les lois qui le régissent soient complètement modifiées. L'affluence considérable des gens qui s'y sont rendus pendant l'été et l'automne derniers, la probabilité d'une immigration plus grande encore, au printemps prochain, ne nous permettent pas de rester plus longtemps sans étendre notre autorité civile à ce territoire et sans y établir un système complet d'administration.

On n'a pas encore procédé à Alaska aux opérations du cadastre et toutes les ventes faites dans ce district ont lieu à l'aide de plans particuliers. L'acte du congrès qui a étendu à ce territoire, les lois minières des Etats-Unis contenait cette réserve que cet acte ne pourrait pas être interprété dans ce sens qu'il aurait pour effet de mettre en vigueur les lois générales des Etats-Unis relatives aux propriétés foncières. L'acte du 3 mars 1891 a autorisé la prise de possession des terrains nécessaires à l'établissement des villes ; il a, également, autorisé l'acquisition de terrains, n'excédant pas 160 acres, destinés au commerce ou à l'industrie. Le congrès a voulu, ainsi, que ce territoire ne possédât que les droits qui lui étaient formellement accordés.

On verra combien il reste à faire pour cette contrée vaste et lointaine, mais pleine de promesses. Par un acte, en date du 24 juillet 1897, le congrès a donné au Président le pouvoir de diviser le territoire en deux districts, d'en fixer les limites, de nommer des conservateurs et des receveurs pour les bureaux de vente des terres et de désigner un géomètre

en chef chargé de lever les plans de tout le territoire. Conformément à cette autorisation, un géomètre en chef et un receveur ont été nommés, avec résidence à Sitka. Si, l'année prochaine, les circonstances l'exigent, le second district autorisé par la loi sera créé ; il aura son chef-lieu en quelque point de la vallée du Yukon. Aucun crédit n'est ouvert pour cette dépense, il est aujourd'hui nécessaire d'en allouer pour les deux districts qui composeront le territoire.

Je me joins au ministre de la guerre pour appeler l'attention du congrès sur la nécessité d'envoyer, sur le territoire d'Alaska, une force militaire destinée à protéger les personnes et les propriétés. Un détachement de 25 hommes, sous les ordres du lieutenant-colonel Randall, du 8^e d'infanterie, a été envoyé à Saint-Michel où un poste sera établi.

Il est de l'intérêt du gouvernement d'encourager le développement de la colonisation de cette contrée et il est de son devoir d'assurer à ceux de ses concitoyens qui s'y rendent, les bienfaits d'une organisation régulière ; je prie, en conséquence, instamment le congrès d'y établir un système d'administration doué d'une flexibilité suffisante pour s'adapter aux exigences futures d'une population plus nombreuse.

Les rapports inquiétants, bien qu'exagérés, qui nous parviennent de la contrée arrosée par le Yukon et d'après lesquels le grand nombre de gens qui passent l'hiver dans ce pays, sans avoir la possibilité de le quitter, n'auront probablement pas assez de vivres, sont confirmés dans une mesure suffisante pour me permettre d'appeler, sur cette question, l'attention du congrès. On ne peut communiquer, en hiver, avec ce pays que par les passes de Dyea, ce qui est une entreprise difficile et presque impossible. Cependant, si nous recevons la confirmation formelle des rapports qui mentionnent les souffrances de nos concitoyens, tous les efforts possibles seront faits, coûte que coûte, pour leur venir en aide.

Depuis de nombreuses années, on a reconnu que les conditions dans lesquelles les cinq tribus civilisées ont été établies sur le territoire indien par suite d'un traité conclu avec les Etats-Unis qui leur donne le droit de se gouverner elles-mêmes et d'exclure tout homme blanc de leurs territoires, se sont tellement modifiées qu'il est pratiquement impossible de maintenir le système primitivement établi. Le chiffre total de la population des cinq tribus civilisées est, d'après le dernier recensement, de 45,494. Le nombre des indiens ne s'est pas accru, tandis que celui des blancs qui, en vertu de permissions données par le gouvernement indien, se sont établis sur son territoire atteint le chiffre de 200,000 à 250,000. La superficie du territoire indien est de 25,694,564 acres dont la plus grande partie est très fertile. Les citoyens des Etats-Unis qui résident sur ce territoire et qui, pour la plupart, s'y sont rendus sur la demande ou du consentement des chefs de tribus, s'y sont construit des maisons. De nombreuses villes, ayant une population de 500 à 5 000 blancs, se sont créées. Dans beaucoup d'entre elles, se trouvent de riches habitations et des édifices affectés au commerce ; de grandes entreprises commerciales dans lesquelles sont engagées des sommes considérables, sont en activité et cependant ces gens qui ont consacré leurs capitaux au développement des ressources de la contrée, ne possèdent aucun titre leur assurant la propriété du sol qu'ils occupent et n'ont aucune participation au gouvernement de la nation ou de la tribu. Des milliers d'enfants, nés sur

le territoire, sont en âge de fréquenter les écoles ; mais les portes des écoles publiques leur sont fermées et ils ne peuvent être instruits que par des maîtres particuliers. Les chefs des tribus et les tribunaux ne font rien pour protéger la vie et les propriétés des blancs.

Le ministre de l'Intérieur fait connaître que les chefs indiens se sont approprié de grands espaces de terrains au détriment du public et qu'une aristocratie indienne a, en réalité, établi un gouvernement contraire aux intérêts du peuple. Il ne nous a pas été possible d'empêcher nos concitoyens de pénétrer sur le territoire et les clauses des traités couclus avec les tribus sont devenues presque impossibles à exécuter. Il n'a pas, non plus, été possible aux chefs des tribus d'assurer à chacun des indiens, la commune jouissance des terres qui leur appartiennent. Les amis des indiens sont depuis longtemps persuadés qu'il serait de l'intérêt bien entendu des membres des cinq tribus civilisées de demander la qualité de citoyens américains avec tous les droits et privilèges qui en dépendent.

En vertu de la section 16 de l'acte du 3 mars 1893, le Président a été autorisé à nommer trois commissaires chargés d'entrer en négociations avec les tribus Chérokee, Choctaw, Chickasan, Muscogee (ou Creek) et Séminole, connues communément sous le nom des cinq tribus civilisées du territoire indien ; le but de ces négociations peut être résumé ainsi : Suppression des droits que possèdent actuellement ces tribus sur les terrains qu'elles occupent, — soit par suite de cession de toutes les terres ou d'une partie de ces terres aux Etats-Unis, — soit par la division, en lots, de ces terres entre tous les indiens, suivant leurs droits respectifs, — soit par tout autre moyen qui serait accepté par les dites tribus, ou séparément par chacune d'elles, de concert avec les Etats-Unis, dans le but d'arriver à un équitable arrangement qui permette de créer, avec le consentement des dites tribus, un ou plusieurs Etats comprenant les terres qui forment le territoire dont il s'agit.

Dès le début, la commission a rencontré beaucoup d'opposition. Les indiens étaient très lents à se prononcer et ceux qui étaient au pouvoir manifestaient ouvertement de la répugnance pour les propositions qui leur étaient soumises. Un peu plus de trois ans après sa création, la commission conclut un arrangement avec la tribu Choctaw. Les Chickasaws refusèrent de l'accepter et comme ils avaient des droits communs avec les Choctaws sur les terres de cette tribu, la convention ne pouvait avoir aucun effet sans leur consentement. Le 23 avril 1897, la commission conclut un arrangement avec les deux tribus précitées. Cet arrangement a été ratifié par les autorités des deux tribus et n'attend plus, pour être exécutoire, que l'approbation du Congrès.

Le 27 septembre 1897, une convention fut conclue avec Creeks, mais j'apprends que le conseil national de cette tribu a refusé de la ratifier. Des négociations sont engagées avec les Chérokees, la plus nombreuse des cinq tribus civilisées et avec les Séminoles, la moins importante de ces tribus au point de vue de la population et de l'étendue du territoire.

Les clauses de l'*Indian appropriation act*, votées le 10 juin 1896, imposent à la commission le devoir de rechercher et de déterminer les droits de ceux qui réclament la qualité de citoyen dans les cinq tribus civilisées et de dresser la liste exacte des citoyens de ces tribus. La commission s'occupe actuellement de cette opération chez les Creeks et elle procé-

dera au recensement de cette tribu jusqu'au 30 de ce mois, inclusive-ment.

Si la convention conclue avec les Choktaws et les Chickasaws est approuvée, et si les autres tribus refusent tout arrangement, il faudra que le congrès vote quelque loi qui, tout en étant juste et honorable pour les indiens, sauvegarde les droits des blancs qui, sur la demande des tribus, sont venus s'établir sur leurs territoires.

L'honorable Henry-L. Dawes, président de la commission, dans une lettre adressée le 11 octobre 1897, au ministre de l'Intérieur, s'exprime ainsi : « La commission actuelle est d'avis que la propriété individuelle « est absolument nécessaire pour assurer une amélioration durable de la « situation actuelle et c'est l'absence de cette propriété qui est la cause « de presque tous les maux qui affligent ce peuple si profondément. « L'allotissement volontaire est le seul remède, à moins que les tribunaux « des Etats-Unis n'aient le pouvoir de diviser les terres entre les indiens « pour l'usage desquels elles ont été primitivement données. »

Je pense avec le ministre de l'Intérieur qu'il n'y a d'autre remède aux maux engendrés par le mauvais emploi des dons considérables de terrains qui ont été consentis, que la reprise de ces dons par le gouvernement qui les a faits.

La prédominance de la fièvre jaune dans un certain nombre de localités du Sud a considérablement troublé le commerce et a démontré la nécessité de modifier les lois relatives aux quarantaines, de manière à donner un pouvoir absolu aux autorités sanitaires. Le ministre des finances, dans la partie de son rapport relative au service des hôpitaux maritimes, signale les défauts des règlements sanitaires et propose de les compléter par de nouveaux articles qui donnent au ministre les pouvoirs nécessaires pour prévenir l'invasion des maladies épidémiques provenant de l'étranger et pour lui permettre, en cas d'urgence, de rendre plus efficaces les mesures destinées à protéger la nation, sans imposer au commerce des entraves inutiles. Je me joins au ministre pour vous demander d'adopter ces propositions.

Pour que nos efforts dans le but d'empêcher les Etats-Unis d'être envahis par la fièvre jaune, puissent aboutir, il est très important que la cause exacte de cette maladie jusqu'ici mal définie, soit découverte et qu'il soit procédé, à cet effet, à des recherches bactériologistes. Je demande, en conséquence, au congrès, d'autoriser le Président à nommer une commission qui se composera de quatre habiles bactériologistes dont l'un sera choisi parmi les médecins attachés au service des hôpitaux maritimes, le second parmi les médecins civils, le troisième parmi les médecins de l'armée et le quatrième parmi les médecins de la marine.

Le chemin de fer *Union Pacific*, ligne du Maine, a été mis en vente les 1^{er} et 2 novembre de cette année, en vertu d'un arrêt de la cour du district de Nébraska. La somme due au gouvernement se composait du principal des bons de subvention s'élevant à 27,236,512 dollars et des intérêts s'élevant à 31,211,711 dollars formant un total de 58,448,223 dollars. L'offre faite aux enchères a couvert la première hypothèque et la créance entière du gouvernement intérêts et capital.

La vente de la portion subventionnée de la ligne du Kansas Pacific sur

laquelle le gouvernement possède une seconde hypothèque a été sur notre demande ajournée au 16 décembre 1897. La dette de cette section des chemins de fer *Union Pacific*, envers le gouvernement, s'élevait au 1^{er} novembre 1897, à 6,303,000 dollars montant, en principal, des bons de subvention et à 6,626,690 dollars montant des intérêts non payés, ce qui forme le total de : 12,929,690 dollars.

La vente de cette voie avait d'abord été annoncée pour le 4 novembre, mais afin de lui donner une plus grande publicité, elle a été ajournée au 16 décembre et de nouvelles publications ont été faites. En vertu d'un arrêt de la Cour, il sera prélevé en faveur du gouvernement, sur le produit de la vente du *Kansas Pacific* et de préférence à toutes les autres créances, la somme de 2,500,000 dollars. S'il n'est pas fait d'enchère supérieure, cette somme est tout ce que le gouvernement pourra recevoir sur le montant de sa créance qui s'élève à près de 13,000,000 de dollars. Le gouvernement ignore si de nouveaux enchérisseurs se présenteront ou s'il sera fait une enchère supérieure au chiffre indiqué ci-dessus. La question qui se pose est, par conséquent, celle-ci : Le gouvernement, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'acte du 3 mars 1887, devra-t-il racheter la ligne dans le cas où les enchères faites par les particuliers n'atteindraient pas la somme qui lui est due ? Pour que le gouvernement ait le droit de surenchérir, il faut qu'il opère le dépôt de 900,000 dollars, savoir : 500,000 dollars pour la créance propre du gouvernement et 200,000 dollars pour chacune des créances hypothécaires ; en ce qui concerne ces dernières, le dépôt doit être fait en argent. Les paiements à faire en cas de vente, sont les suivants : Si l'enchère est validée, la remise d'une somme qui jointe à celle déjà déposée formera un total égal à 15 0/0 du montant de l'enchère ; le surplus sera payé en acomptes de 25 0/0 dans le délai de 30, 40 et 50 jours à partir de la confirmation de la vente. Les hypothèques qui grèvent le *Kansas Pacific* et qui prient celles du gouvernement s'élevaient, le 30 juillet 1897, en principal et intérêts à 7,281,048 dollars. Si le gouvernement devient adjudicataire, il devra payer ces premières créances.

Je crois qu'en vertu de l'acte de 1887, le gouvernement a le pouvoir de surenchérir et si le congrès ne prend pas de décision à ce sujet, j'inviterai le ministre des Finances à faire le dépôt exigé par l'arrêt de la Cour pour obtenir la qualité d'enchérisseur et à surenchérir jusqu'à concurrence d'une somme qui sera au moins égale à notre créance ; mais afin d'éviter toute contestation, je propose au congrès d'ajouter à la loi précitée, un article qui donne tout pouvoir au gouvernement et lui permette en termes généraux de disposer de tous les fonds qui seront reconnus nécessaires.

Dans une circonstance aussi importante que celle où le gouvernement pourrait devenir propriétaire d'un chemin de fer et se trouver dans l'obligation de l'exploiter, je dois soumettre la question au congrès pour qu'il l'examine et prenne une résolution avant que la vente soit consommée. A mon avis, le gouvernement ne doit pas laisser vendre la ligne pour un prix inférieur à la moitié du principal de sa créance et au cinquième de sa créance totale, intérêts et principal. Dans le cas où le gouvernement, plutôt que d'accepter une somme moindre que celle qui lui est due, prendrait part aux enchères et deviendrait adjudicataire, je prie le congrès d'indiquer ce qu'il conviendra de faire.

Les bâtiments de la bibliothèque à la dépense desquels il a été pourvu par l'acte du congrès en date du 15 avril 1886, sont achevés et ouverts au public. Nous devons nous féliciter de ce que la prévoyance et la générosité du congrès ont doté la nation de ce noble édifice destiné à contenir les trésors de la science. Il est à désirer que le congrès, après avoir fait de si grands sacrifices en faveur de l'instruction, continue à développer la bibliothèque dans toutes les branches de recherches, afin qu'elle ne soit pas seulement l'une des plus magnifiques du monde, mais qu'elle devienne aussi l'une des plus riches et des plus utiles.

La branche importante du gouvernement connue sous le nom de service civil et dont l'amélioration a donné lieu depuis longtemps à de vives discussions, a reçu, pendant ces dernières années, des encouragements de la part du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Depuis quelques mois, ce service a été organisé sur une base plus solide, en tenant compte du travail et du mérite personnel. Le droit qu'ont à des emplois ceux de nos anciens soldats qui se trouvent dans une situation digne d'intérêt, a été reconnu; on s'est abstenu, soigneusement, de toute révocation pour causes politiques; on a étendu l'obligation des examens d'admission aux emplois, tout en les rendant moins théoriques et plus pratiques; un progrès a été accompli en donnant le droit d'être entendus, à tous les fonctionnaires dont le changement est demandé ou dont le renvoi est proposé pour incapacité. Cette mesure qui donne à l'accusé les moyens de se défendre, ne diminue en rien le pouvoir de révocation qui sera toujours exercé en cas d'insuffisance ou d'incapacité, qui est l'une des sauvegardes du système de réforme, prévient l'inertie et la paresse et maintient l'employé dans la persuasion que la sécurité de sa situation ne dépend pas de la faveur, mais seulement de la manière, soigneusement vérifiée, dont il remplit ses devoirs.

Il reste encore beaucoup à faire avant que le service dont il s'agit réponde à nos besoins, aussi bien que possible; il comprend des matières qui devraient en être exclues, tandis que d'autres qui devraient y figurer ne s'y trouvent pas. Je n'hésiterai pas à supprimer tous les emplois qui me paraîtront y avoir été classés à tort et à y comprendre ceux qu'exigera le bien du service. Ce système a l'approbation du public et je m'efforcerai de lui donner de l'extension.

La longueur de ce message m'oblige à passer sous silence plusieurs questions importantes sur lesquelles le congrès devra se prononcer dans le cours de la présente session; elles sont exposées, d'une manière complète, dans les rapports présentés par les différents ministères et sur lesquels j'appelle toute votre attention.

L'évaluation des dépenses de l'Etat proposée par les divers départements ministériels sera certainement, de votre part, l'objet d'une sérieuse vérification. Le congrès, tout en reconnaissant que ce n'est pas une tâche facile de diminuer les dépenses, ne doit pas en encourager l'accroissement. Je crois qu'il est possible de réduire plusieurs articles sans nuire au service public. C'est un devoir impérieux, pour nous, de maintenir les dépenses dans la limite des recettes et d'éviter ainsi un déficit.

William Mc KINLEY.

Palais du Pouvoir exécutif, 6 décembre 1897.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a, le 20 décembre 1897, adressé au Président de la République son rapport sur la *situation de la Tunisie* en 1896. Nous en extrayons les passages les plus importants :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le compte rendu de l'administration de la Tunisie en 1896. Cette année a été marquée par un événement important, la dénonciation des anciens traités de la Régence et la conclusion de nouveaux accords avec la plupart des autres Etats de l'Europe, en vue de régler, sur des bases plus conformes à la situation actuelle, les relations de la Tunisie avec les pays étrangers.

Dans l'ordre politique, ces conventions ont eu pour effet de faire disparaître le régime privilégié sous lequel étaient encore placés, soit quant à leurs personnes, soit quant à leurs biens, les sujets de certaines Puissances, régime institué autrefois en vue de protéger les Européens contre les abus d'un Gouvernement arbitraire et qui, à l'heure présente, n'avait plus de raison d'être.

En matière douanière, les accords du 28 septembre 1896 et les arrangements subséquents ont consacré la reconnaissance, par les autres pays, du droit qu'ont la France et la Tunisie de régler librement leurs rapports économiques. Ils ont supprimé le tarif conventionnel de 8 p. 100 à l'importation et y ont substitué un régime qui limite, d'une façon générale, les droits d'importation à établir en Tunisie aux chiffres du tarif minimum français.

Indépendamment des avantages politiques et économiques qui doivent découler du nouvel état de choses, l'entente qui s'est établie, entre les cabinets de Paris et de Rome, sur la question tunisienne a produit à Tunis même, dans les deux colonies, française et italienne, un premier et heureux résultat, celui de mettre un terme à des polémiques désormais sans objet.

Le Gouvernement de la République a, d'autre part, décidé d'associer plus étroitement la colonie française de Tunisie à l'étude et à la solution des questions qui la touchent le plus directement et il a élargi les bases du recrutement de la Conférence Consultative et précisé ses attributions. Le rapport constate les excellents résultats de la collaboration de cette assemblée, composée, désormais, des représentants de toutes les classes de la colonie, avec le représentant du Gouvernement.

La situation financière reste satisfaisante. Grâce à l'extrême prudence avec laquelle sont établies les prévisions de recettes, la mauvaise récolte de 1896 n'a pas eu de répercussion trop sensible sur les ressources du Trésor. Les pertes subies de ce chef ont été compensées par des plus-values sur diverses

sources de revenu. La sécurité budgétaire de la Régence demeure, au surplus, assurée par l'existence du fonds de réserve. Ce fonds a été définitivement fixé, par un décret en date du 9 novembre 1896, au chiffre de 8 millions et il a été décidé que cette somme serait exclusivement destinée à faire face à un déficit éventuel du budget ordinaire.

Cette mesure de prévoyance a pu être adoptée sans que les travaux dont l'achèvement importe au développement économique de la Régence, aient subi de ralentissement. Une nouvelle ligne de chemin de fer, reliant Tunis à Sousse, a été ouverte en 1896; celle de Tunis à Zaghouan peut être d'ores et déjà considérée comme terminée; celle de Sousse à Kairouan est en construction; d'autres encore sont en préparation.

Enfin la découverte des importants gisements de phosphate de Gafsa a permis d'assurer, sans aucun sacrifice de la part du Trésor, la construction d'une ligne du plus haut intérêt, celle de Sfax à Gafsa qui, traversant la partie Sud de la Régence dans toute sa largeur, desservira des régions jusqu'ici privées de débouché.

Les travaux maritimes ne sont pas poussés moins activement. Ils ont porté principalement sur les ports de Bizerte, de Tunis, de Sousse et de Sfax.

D'autre part, la question de l'aménagement des eaux, question vitale pour l'avenir de l'agriculture, a été l'objet d'études approfondies.

Le recensement de la population civile française en Tunisie, effectué au mois de décembre 1896, accuse un total de 16.000 âmes et constate une augmentation de 6.000 sur le chiffre fourni par le précédent dénombrement, il y a cinq ans. Sans prétendre que le mouvement d'immigration soit uniquement dû à ses efforts, l'Administration y trouve un encouragement à préparer des mesures destinées à favoriser l'établissement des colons français dans la Régence, à leur assurer l'emploi de leurs bras et de leurs capitaux ainsi que l'acquisition de terres à des prix modérés.

L'état d'esprit de la population indigène n'a pas cessé d'être satisfaisant et le concours sans réserve que nous prêtent les autorités locales, sous la haute inspiration de S. A. le Bey, est de nature à faciliter notre tâche. Grâce à cette entente, les bienfaits du Protectorat sont, de jour en jour, mieux appréciés des populations et il devient possible d'introduire dans le domaine même qu'une sage politique a réservé à l'autorité séculaire du souverain, des principes nouveaux. C'est ainsi que les services judiciaires de l'Ouzara ont pu être réorganisés et que l'administration de la justice, confiée jusqu'ici, pour toute la Tunisie, à des bureaux qui préparaient à Tunis les sentences beylicales, vient d'être décentralisée par la création de tribunaux régionaux. Cette réforme a été vivement appréciée des justiciables, et le nombre insignifiant des appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort atteste leur confiance dans les nouveaux magistrats.

Ces résultats permettent d'affirmer que l'année 1896 a marqué un nouveau progrès dans l'œuvre civilisatrice que le Gouvernement de la République poursuit depuis quinze ans dans la Régence.

Le *Bureau de la propriété industrielle* a enregistré, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1896, 319 marques de fabrique ou de commerce déposées soit à Berne, en vertu de l'arrangement international du 14 avril 1891, soit au greffe des tribunaux de première instance de la Régence, en vertu du décret du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306).

Pendant la même période, 46 demandes de brevets d'invention, 2 demandes de certificat d'addition, 1 cession de brevets et 2 annulations de brevets par justice ont été enregistrées. Sur le vu de ces demandes, il a été délivré 40 brevets d'invention et 2 certificats d'addition.

A l'Institut antirabique, 83 personnes mordues par des chiens enragés ont été traitées pendant l'année 1896. Ces 83 personnes se décomposent en 34 indigènes, 49 Européens sur lesquels on compte 13 militaires de la division d'occupation de Tunisie ou de la division de Constantine.

L'Institut antidiphthérique a continué à fournir le sérum et à assurer le service du diagnostic de la diphthérie. Cette maladie est toujours extrêmement rare en Tunisie; c'est à peine si on a rencontré à Tunis, sur les nombreux cas d'angine examinés, deux ou trois fois par mois la véritable diphthérie toxique. Au surplus, ces cas ont toujours été peu graves. Le centre vaccino-gène a produit une grande quantité de vaccin de génisse. Toute l'année, des demandes de lymphes ont été adressées, soit par les services civils, soit par les services militaires, soit par les praticiens de la Régence. La pulpe nécessaire pour vacciner environ 30.000 personnes a été expédiée par l'Institut.

Les institutions municipales continuent à se développer d'une façon normale.

La Tunisie compte présentement : 40 municipalités de plein exercice, 4 commissions municipales et 10 commissions de voirie, chargées de veiller au nettoyage et à l'éclairage des voies publiques.

Les travaux municipaux les plus importants entrepris en 1896 ont eu pour objet l'alimentation en eau potable et la construction des réseaux d'égouts.

Une enquête a été faite par le service de l'Agriculture sur l'état de la colonisation.

Il a été constaté qu'au 31 décembre 1895, l'étendue des propriétés rurales appartenant à des Européens, dans la Régence, était de 493.737 hectares, sur lesquels 436.535 appartenaient à des Français.

Il a été procédé, en 1896, au dénombrement quinquennal de la population française de la Régence. Cette opération, effectuée le 29 novembre, a permis de constater que, à cette date, le chiffre total de la population française civile présente en Tunisie était de 16.534.

Dans ce chiffre, ne sont pas compris les sujets français, musulmans ou israélites, qui n'ont pas la qualité de citoyens français.

Lors du recensement de 1891, on ne possédait aucune donnée précise sur l'importance de la population française fixée en Tunisie aux époques antérieures. Le Service du Commerce et de l'Immigration s'est préoccupé de rechercher à combien s'élevait le nombre des Français habitant la Régence au moment de l'établissement du Protectorat. En dépouillant les registres du Consulat de France à Tunis et en faisant appel aux souvenirs des notabilités de l'ancienne colonie française, il est arrivé à dresser des listes nominatives rétrospectives dont le tableau suivant présente le résumé au 31 décembre 1880.

Localités.	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Totaux.
Tunis.....	223	114	88	425
La Goulette.....	26	30	44	100
Sousse, Monastier et Mahdia	33	26	32	91
Sfax.....	18	5	6	29
Localités diverses.....	44	11	8	63
Totaux.....	344	186	178	708

Il sera désormais possible de constater le développement de l'immigration française dans la Régence. Déjà, par le rapprochement des trois chiffres connus, on peut établir comme il suit la progression de la population française civile de la Tunisie :

	Habitants.	Augmentation.
31 décembre 1880.....	708	»
12 avril 1891.....	10.030	9.322
29 novembre 1896 (recensement quinquennal).....	16.534	6.504

L'accroissement a été en moyenne de 932 par an pendant la première période de 10 ans et de 1.300 pendant la seconde période de 5 ans. On voit que le courant d'immigration qui porte les Français vers la Tunisie, loin de se ralentir, augmente d'intensité.

L'étude des chiffres de la population française dans les différentes circonscriptions administratives de la Régence montre que, de 1891 à 1896, cette population s'est surtout accrue dans la ville de Tunis et dans les Contrôles civils de Tunis, de Sousse, de Souk-el-Arba, de Bizerte et de Sfax. Ce sont les Contrôles du Nord de la Régence et de la côte orientale qui attirent le plus les émigrants français.

Dans le tableau suivant, on a séparé, dans chaque circonscription administrative, la population urbaine de la population rurale :

Circonscriptions administratives.	Population urbaine.	Population rurale.	Totaux.
Ville de Tunis.....	7.912	»	7.912
Contrôle de Tunis.....	830	1.752	2.082
— de Sousse.....	1.224	222	1.446
— de Souk-el-Arba....	829	217	1.046
— de Bizerte.....	713	221	934
— de Sfax.....	717	81	798
— de Gabès.....	391	68	459
— de Kef.....	258	152	410
— de Grombalia.....	»	406	406
— de Béja.....	168	208	376
— de Kairouan.....	225	14	239
— de Gafsa.....	205	19	224
— de Thala.....	»	87	87
— de Maktar.....	»	38	38
Territoire militaire.....	»	77	77
Totaux.....	12.972	3.562	16.534
Proportion.....	78 p. 100	22 p. 100	100 p. 100

Les Français établis en Tunisie, dont on possède les bulletins individuels, sont au nombre de 16.207. Ces Français n'ont pas tous acquis leur nationalité par la naissance. A ce point de vue, ils se répartissent de la façon suivante :

	Hommes.	Femmes.	Total.
Français de naissance.....	8.206	6.621	14.827
— par naturalisation, option ou mariage.....	563	817	1.380
	8.769	7.438	16.207

Le nombre des naturalisés n'atteint pas 10 p. 100 de la population totale. Il y a plus de femmes que d'hommes qui ont acquis la nationalité française postérieurement à leur naissance : ce fait s'explique par le chiffre assez élevé de Français qui épousent en Tunisie des femmes étrangères.

Le tableau suivant indique la répartition de la population par lieu de naissance :

Français nés en France	9.768
— nés en Tunisie	3.339
— nés en Algérie	2.384
— nés à l'étranger.....	689
— nés dans les colonies ou possessions françaises autres que l'Algérie ou la Tunisie.....	23
— d'un lieu de naissance inconnu.	329
	<hr/> 16.534 <hr/>

60 p. 100 de la population est née en France ;

20 p. 100 de la population est née en Tunisie ;

15 p. 100 environ de la population est née en Algérie.

On remarquera la forte proportion des Français nés en Afrique.

Comme en 1891, ce sont les départements de la vallée du Rhône, de la Seine et de la Corse qui tiennent la tête parmi les départements d'où sont originaires les Français fixés en Tunisie.

La comparaison des lieux d'origine des Français, fixés en Tunisie en 1891 et en 1896, montre que les départements qui ont fourni le plus fort contingent à l'émigration en Tunisie pendant ces cinq dernières années sont les suivants :

Corse	343
Rhône.....	157
Bouches-du-Rhône	153
Isère	148
Seine.....	123
Meurthe-et-Moselle	112
Gard.....	96
Belfort.....	94
Haute-Garonne.....	82
Saône-et-Loire.....	75
Drôme	75
Var.....	71
Gironde	69
Doubs.....	64
Vaucluse	62
Ardèche.....	60
Savoie	60
Côte-d'Or.	50

Pour le classement de la population par professions, on a suivi la méthode qui a été adoptée en France aux recensements de 1886 et de 1891, c'est-à-dire qu'on a groupé les diverses professions en un certain nombre de catégories, et qu'on a réuni dans chaque groupe de professions tous ceux qui en vivent, quel que soit leur sexe ou leur âge. Ce système a l'avantage de donner une répartition exacte de la population par catégories.

Lorsque l'on s'est trouvé en présence de personnes exerçant plusieurs professions à la fois, on n'a tenu compte que de la profession principale, celle qui occupe la plus grande partie du temps (1).

Ce travail a donné les résultats suivants :

(1) C'est ainsi que certains fonctionnaires, qui sont en même temps propriétaires ruraux, médecins, etc., ont été classés dans le groupe auquel les rattache leur principale occupation.

Agriculture	2.030	13 p. 100
Industrie	2.854	18
Transports	703	5
Commerce	3.727	23
Force publique (1).....	1.021	6
Administration publique.....	3.060	18
Professions libérales.....	1.781	10
Personnes vivant de leurs revenus.....	313	7
Sans profession et professions inconnues .	718	
	<hr/> 16.207	<hr/> 100

C'est au commerce que se rattache la plus forte partie de la population française de Tunisie : 23 p. 100 des Français établis dans la Régence se livrent à des occupations commerciales. Cette proportion est sensiblement plus élevée qu'en France, où elle ne dépasse pas 10.76 p. 100.

L'industrie vient en seconde ligne dans la classification des professions exercées par nos compatriotes en Tunisie, avec une proportion de 18 p. 100, inférieure à celle de 25 p. 100 qui existe en France. Cela n'a rien de surprenant dans une colonie naissante, où l'industrie européenne en est encore à ses débuts.

La proportion, en apparence élevée, des personnes se rattachant aux services publics, ne doit pas surprendre au début d'un pays de protectorat, où l'on a dû commencer par constituer les cadres de toutes les grandes administrations de l'Etat. Aujourd'hui, cette constitution est à peu près achevée, tandis que le mouvement continu d'immigration vient renforcer les autres classes de la population. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la population française n'est pas seule en Tunisie, et qu'elle vit au milieu d'une nombreuse colonie étrangère et d'une population indigène évaluée à 1.500.000 habitants environ, sur lesquels les fonctionnaires du Protectorat exercent aussi leur action. En réalité, c'est du chiffre de la population totale qu'il convient de rapprocher celui des fonctionnaires.

Le Service de Domaines a continué à mettre à la disposition des colons des terrains domaniaux. Indépendamment des lots isolés, deux nouvelles propriétés de grande contenance ont été morcelées en vue de la vente.

Afin d'aider à l'établissement des petits colons, des facilités ont été données pour le paiement des lots. La moitié du prix seulement est exigée comptant, le surplus est réparti en deux versements égaux exigibles, l'un après la troisième année, l'autre après la quatrième. De plus, estimant qu'il est parfois difficile d'établir une exploitation complète sur des lots de dimensions trop restreintes, le Service a admis la constitution de propriétés pouvant atteindre ou dépasser 100 hectares.

Songeant aux difficultés de toute sorte que rencontre le nouvel arrivant pour s'établir sur un terrain vierge, couvert souvent d'une brousse intense qu'il lui faut péniblement détruire avant de se livrer à quelque opération culturale, le Service a expérimenté l'utilisation de la main-d'œuvre pénale pour le débroussalement d'un domaine dont les lots seront cédés nets de toute végétation adventice et susceptibles, par suite, d'être mis immédiatement en valeur. A la fin de 1886, 420 hectares du domaine de Borj Touta, près Tébourba, ont été défrichés, aménagés et allotés.

Les études entreprises en vue de l'établissement d'une réglementation précise du régime des *terres-mortes*, et auxquelles il a été fait allusion dans le rapport de l'année dernière, ont abouti à la promulgation du décret du 13

(1) Les militaires en activité de service ne figurent pas dans ces chiffres, mais on y a compris leurs familles.

janvier 1895 qui détermine les droits du Domaine sur les immeubles vacants et sans maîtres. Ainsi protégé par un texte formel, le Gouvernement a pu faire effectuer, au printemps de 1896, la reconnaissance et la levée de 5,400 hectares revenant à l'Etat dans la région d'Ouartan. Les titres des riverains ont été examinés et discutés, les croquis sont en voie de reproduction pour être déposés dans les bureaux des autorités locales.

En vue du lotissement des enchirs domaniaux de Medjez-el-Bab, l'Administration a fait procéder au levé détaillé et à la délimitation définitive de l'enchir Kouirij (4,000 hectares), continué le même travail dans la partie nord du groupe de Bou-Arada sur 10,000 hectares environ, et, d'accord avec le service des forêts, revisé 120 kilomètres de limites entre les terres domaniales de culture et les terres soumises au régime forestier.

Des opérations analogues ont été entreprises dans la région de Mateur sur 200 hectares.

Dans le Fahs, le partage d'un enzel de 2,400 hectares, concédé indivisément à une tribu entière, a été effectué sur la demande des enzelistes. Le plan qui résume les opérations accuse 460 parcelles distinctes formant 62 propriétés familiales pour lesquelles autant de titres seront établis.

La régularisation des ventes aux anciens occupants de Tabarca et d'Aïn-Draham a été poursuivie et terminée, de nouveaux lots ont été créés et vendus pour l'agrandissement de ces centres et l'Etat a introduit des demandes d'immatriculation pour 1,000 hectares nouveaux de terrains de culture dans les régions de Bejà et d'Aïn-Draham.

Seize lots de terrains ruraux ont été vendus à des Français dans la région comprise entre Tunis et Mateur.

Deux cent vingt-six lots de terres sialines ont été concédés par actes réguliers pour 11,000 hectares depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre 1896.

Ces concessions se répartissent de la manière suivante, d'après la nationalité des bénéficiaires :

NATIONALITÉS	NOMBRE	SUPERFICIES	NATURE
—	—	—	DES TITRES DÉLIVRÉS
		Hectares.	—
Français.....	15	7.600	Titres fonciers.
Etrangers.....	»	»	»
Indigènes.....	31	1.600	Titres fonciers.
	180	1.800	Titres arabes.
TOTAUX....	226	11.000	

Dans le contrôle de Kairouan, les opérations préalables au lotissement ont été engagées sur l'enchir Sbikha (12,000 hectares) après la solution des difficultés concernant les limites.

(A suivre.)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} janvier. — *Lettres écrites d'Algérie au général de Castellane*. (Elles vont de 1835 à 1848 et contiennent des renseignements intéressants sur la conquête et l'organisation de l'Algérie. Elles sont signées de Changarnier, Canrobert et Le Flô.) — *Le régime de la grande propriété dans les Calabres*, par G. Goyau. — *L'Europe et le Directoire : la Révolution de brumaire*, par Albert Sorel. — *Les problèmes bibliographiques et leurs solutions*, par Fr. Funck-Brentano.

15. — *La bataille de Ligny, 1815*, par Henry Houssaye. — *Le règne de l'argent. La spéculation et l'agiotage, remèdes et réformes*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Un officier de l'ancienne France*, par Michel Bréal. — *Le centenaire d'Auguste Comte*, par Lévy-Brühl. — *L'œuvre d'Alphonse Daudet*, par René Doumic. — *Le droit de réponse*, par Ferdinand Brunetière.

La Revue de Paris.

1^{er} janvier. — *Alphonse Daudet*, par Anatole France. — *L'Empire britannique*, par sir Charles-W Dilke. (Considérations générales sur les rapports de l'Angleterre avec ses colonies.) — *Correspondance d'Ernest Renan avec M. Berthelot* (de 1870 à 1876). — *Après Waterloo : l'armée de la Loire*, par le maréchal Davout. — *Une journée à Canton*, par Em. Vedel.

15. — *Lettres écrites de Bruxelles en 1851-1852*, par Victor Hugo. — *Les affaires de Crète* (suite), par V. Bérard. — *Voltaire et l'affaire Calas*, par Raoul Allier.

Le Correspondant.

10 janvier. — *La jeunesse et la mort de Th. Jouffroy*, par Ad. Lair. — *Le Vatican et le Quirinal en 1898*, par F. Carry (Privée de tout appui matériel, la Papauté a su maintenir haut, à Rome et ailleurs, son prestige moral.) — *Dans les sables de l'Asie centrale : les voyages de M. Sven Hedin*, par A. de Lapparent. — *Le cardinal Wiseman, sa vie et son temps*, par le P. Clérissac. — *Autour du monde millionnaire américain*, par Johanet (fin de ces curieuses études de mœurs; elle est consacrée au plus grand milliardaire du monde qui serait Li-Hang-Chang, à la liberté testamentaire et à ses résultats, etc.). — *La messe de Sanson* (janvier 1793), par Victor Pierre (destruction d'une légende). — *Une nouvelle histoire de la littérature française*, par René Doumic (il s'agit du *Manuel* de M. Brunetière).

25. — *La fin d'un système*, par J. Cornély. (Il s'agit du système dit de la Concentration républicaine.) — *En Extrême-Orient : La Russie prépondérante, succès allemand, échec de l'Angleterre, et la France?* par un ancien diplomate. — *La mission Marchand. La France et l'Angleterre en Afrique*, avec deux cartes, par Paul Thirion. — *Le Royaume de Bénin : massacre d'une mission anglaise*, par le marquis de Nadaillac.

Annales de l'Ecole des Sciences politiques.

1897, VI. — *La Constitution de 1848*, par H. Berton. — *Les Conventions de 1883* (fin), par Ed. Hannotin. — *Politique française dans l'Indo-Chine : Annam*, par J. Silvestre (événements de 1885). — *La réforme monétaire russe*, par J. Franconie. — *Dernières institutions de crédit en Russie*, par L. de Zokrzewski.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITES, CONVENTIONS, PROTOCOLES

RÉVISION DES TRAITÉS TUNISIENS (1)

ESPAGNE

Déclaration.

12 janvier 1897.

En vue de déterminer les rapports entre la France et l'Espagne en Tunisie, et de bien préciser la situation conventionnelle de l'Espagne dans la Régence, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Les Traités et Conventions de toute nature, en vigueur entre la France et l'Espagne, sont étendus à la Tunisie.

L'Espagne ne réclamera pas pour ses Consuls, ses ressortissants et ses établissements en Tunisie, d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France.

Il est bien entendu, au surplus, que le traitement de la nation la plus favorisée, en Tunisie, ne comprend pas le traitement français.

Il est entendu également que le bénéfice de l'arrangement commercial existant entre la France et l'Espagne ne sera étendu à la Tunisie qu'après l'approbation des Cortès.

En attendant cette décision législative, que le Gouvernement espagnol s'engage à provoquer dès la réunion des Chambres, la seconde colonne de l'Arancel sera applicable aux produits tunisiens.

Fait en double expédition à Madrid, le 12 janvier 1897.

(L. S.) : REVERSEAUX.

(L. S.) : EL DUQUE DE TETUAN.

(1) V. *Archives*, 1897, I, 5-28.

DANEMARK

Déclaration.

26 janvier 1897.

En vue de déterminer les rapports entre la France et le Danemark en Tunisie, et de bien préciser la situation conventionnelle du Danemark dans la Régence, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante :

Les Traités et Conventions de toute nature, en vigueur entre la France et le Danemark, sont étendus à la Tunisie.

Le Danemark s'abstiendra de réclamer, pour ses Consuls, ses ressortissants et ses établissements en Tunisie, d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France.

Il est bien entendu, au surplus, que le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement français.

Fait en double à Copenhague, le 26 janvier 1897.

(L. S.) : RAINDRE.

(L. S.) : REEDTZ THOTT.

PAYS-BAS

Déclaration.

3 avril 1897.

En vue de déterminer les rapports entre la France et les Pays-Bas en Tunisie et de bien préciser la situation conventionnelle des Pays-Bas dans la Régence, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante :

Les Traités et Conventions de toute nature, en vigueur entre la France et les Pays-Bas, sont étendus à la Tunisie.

Les Pays-Bas s'abstiendront de demander pour leurs Consuls, leurs ressortissants et leurs établissements en Tunisie, d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France.

Les indigènes protégés, dont la liste sera fournie par le Gouvernement des Pays-Bas, auront droit en Tunisie au même traitement que les sujets néerlandais eux-mêmes.

Il est bien entendu, au surplus, que le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement français.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans les neuf mois qui suivront la signature.

Fait en double à La Haye, le 3 avril 1897.

(L. S.) : BIHOURD.

(L. S.) : J. ROELL.

SUÈDE ET NORVÈGE

Déclaration.

5 mai 1897.

En vue de déterminer les rapports entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège en Tunisie et de bien préciser la situation conventionnelle de la Suède et de la Norvège dans la Régence, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante :

Les Traités et Conventions de toute nature, en vigueur entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, sont étendus à la Tunisie.

Les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège s'abstiendront de réclamer, pour leurs Consuls, leurs ressortissants et leurs établissements en Tunisie, d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France.

Il est bien entendu, au surplus, que le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement français.

La présente Déclaration sera soumise à l'approbation des Représentations nationales en Suède et en Norvège; elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Fait en double à Paris, le 5 mai 1897.

(L. S.) : G. HANOTAUX.

(L. S.) : DUE.

GRANDE-BRETAGNE

Arrangement.

18 septembre 1897.

En vue de déterminer les rapports de la France et du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en Tunisie, et de bien préciser la situation conventionnelle dudit Royaume-Uni dans la Régence, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. — Les Traités et Conventions de toute nature en vigueur entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sont étendus à la Tunisie.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'abstiendra de demander, pour ses Consuls, ses ressortissants et ses établissements en Tunisie, d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en France.

En outre, le traitement de la nation la plus favorisée qui est assuré, de part et d'autre, par les Traités et Conventions précitées, et la jouissance réciproque des tarifs de douane les plus réduits sont garantis au Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en Tunisie, et à la Tunisie dans le Royaume-Uni pendant une durée de quarante années à partir de l'échange des ratifications du présent arrangement.

Toutes les marchandises et tous les produits manufacturés originaires du Royaume-Uni, importés en Tunisie, soit par voie directe, soit après transbordement à Malte, jouiront des avantages concédés par le présent article.

Il est, d'ailleurs, entendu que le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement français.

Art. 2. — Les cotonnades originaires du Royaume-Uni et des Colonies et Possessions britanniques ne pourront être frappées en Tunisie de droits d'importation supérieurs à 5 p. o/o de leur valeur au port de débarquement. Elles ne seront pas grevées d'autres taxes ou impôts quelconques.

Cette disposition restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1912 et, après cette date, jusqu'à l'expiration du sixième mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 3. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Toutefois le tarif actuel des douanes à l'importation en Tunisie continuera à être appliqué jusqu'au 31 décembre 1897.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 18 septembre 1897.

(L. S.) : G. HANOTAUX.

(L. S.) : Ed. MONSON.

ROUMANIE — TURQUIE

Convention de Commerce.

6/18 avril 1897 (1).

S. M. l'Empereur des Ottomans et S. M. le Roi de Roumanie, désireux de régler par un acte spécial les relations de commerce et de navigation entre leurs Etats respectifs, ont nommé pour plénipotentiaires, savoir : S. M. le Roi de Roumanie : le sieur T.-G. Djuvara, grand-officier de la Couronne de Roumanie, officier de l'Etoile de Roumanie, grand-cordon de l'Ordre impérial du Medjidié, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. I. le Sultan, etc.; et S. M. l'Empereur des Ottomans : Tewfik-Pacha, son ministre des affaires étrangères, décoré des grands-cordons de l'Osmanié, du Medjidié en brillants, de l'Etoile de Roumanie, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. — Le Gouvernement impérial ottoman déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture roumaine les droits d'importation les plus réduits, qui sont ou seront inscrits dans les conventions ou les tarifs conventionnels de l'Empire Ottoman avec tout autre Etat ou Puissance.

(1) Les ratifications ont été échangées à Constantinople le 15/27 février 1898.

Art. 2. — Le Gouvernement royal de Roumanie déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture ottomane, énumérés dans le tableau ci-annexé, les droits d'importation y inscrits et aussi faire bénéficier ces articles des droits plus réduits qui seraient appliqués à l'égard des produits similaires d'un autre Etat.

Art. 3. — Les articles d'origine ou de manufacture ottomane non inscrits dans le tableau ci-annexé seront soumis en Roumanie aux taxes les plus réduites actuelles ou futures.

Art. 4. — Les produits d'origine ou de manufacture roumaine qui sont importés en Turquie et les produits d'origine ou de manufacture ottomane qui seront importés en Roumanie seront respectivement soumis, quant aux droits d'exportation, de transit, quant à la réexportation, à l'entrepôt, aux droits locaux et quant aux formalités douanières, aux mêmes traitements des produits de la nation la plus favorisée.

Est excepté de la disposition ci-dessus, le tabac produit dans l'Empire ottoman qui, lors de son exportation en Roumanie, restera assujéti à un droit d'exportation de 4 piastres par ocque, soit 312 piastres et demie par 100 kilogrammes.

Art. 5. — Les navires roumains et leurs cargaisons dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan, et les navires ottomans et leurs cargaisons en Roumanie jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture ottomane ou roumaine, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter, à la douane du pays d'importation, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Art. 7. — La présente convention recevra tous ses effets à partir du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant deux ans.

Les ratifications seront échangées à Constantinople avant le 3/15 juin 1897.

Fait et signé le 6/18 avril de l'an mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(Signé) : T.-G. DJUVARA.

(Signé) : TEWFIK.

Tableau.

1. — Les poissons desséchés dits « tziris », les poissons en saumure dits « lakerdas » : les 100 kilogrammes, 4 francs.

2. — Cornet « murekkeb balighi » (caracatitza) : les 100 kilogrammes, 40 francs.

3. — Caroubes, figues en chapelet, raisins secs, noirs, ordinaires : les 100 kilogrammes, 1 franc.

Observation. — Sont comprises également dans cet article toutes figues non en boîtes.

4. — Citrons, oranges, oranges amères, cédrats, grenades : les 100 kilogrammes, 2 francs.

5. — Figues en boîtes, tous raisins secs autres que ceux dénommés au n° 3 ci-dessus : les 100 kilogrammes, 4 francs.

6. — Amandes en coques et amandes sans coques (cassées), dattes, pistaches, noisettes : les 100 kilogrammes, 10 francs.

7. — Olives simplement salées ou en saumure, en barils, en paniers ou en sacs : les 100 kilogrammes, 1 fr. 25.

8. — Halva, Tahin : les 100 kilogrammes, 6 francs.

9. — Rahat locoum : les 100 kilogrammes, 10 francs.

10. — Opium : les 100 kilogrammes, 350 francs.

11. — Huîtres fraîches : les 100 kilogrammes, 6 francs.

12. — Moules fraîches : les 100 kilogrammes, 1 franc.

13. — Gomme mastic : les 100 kilogrammes, 30 francs.

14. — Graisse de poisson : les 100 kilogrammes, 5 francs.

15. — Câpres salées ou en saumure en caque : les 100 kilogrammes, 20 francs.

16. — Ecorces d'oranges, de citrons et d'oranges amères : les 100 kilogrammes 12 francs.

17. — Huile d'olives en futailles, en outres ainsi qu'en cruches au-dessus de 15 kilogrammes de poids par pièce : les 100 kilogrammes, 5 francs.

18. — Boîtes rondes en bois blanc ordinaire, telles que les boîtes servant au « halva » : exempt.

19. — Pierre de granit, pour pavage, construction, bordures, couronnements de quais et autres : les 100 kilogrammes, 0 fr. 20.

(Signé) : T.-G. DJUVARA.

(Signé) : TEWFIK.

Déclaration ottomane.

A l'occasion de la signature de la présente Convention de commerce, le Gouvernement Impérial déclare qu'il se fera un devoir d'étudier la proposition du Gouvernement Royal de Roumanie, relative à la suppression du droit d'exportation de 4 piastres par ocque, perçu sur le tabac ottoman exporté en Roumanie, afin de lui donner une solution satisfaisante.

(Signé) : TEWFIK.

Déclaration roumaine.

A l'occasion de la signature de la présente Convention, le Gouvernement Royal déclare s'engager à ne pas élever, pendant la durée de la Convention, les droits de douane établis par le tarif général actuellement en vigueur en Roumanie sur les articles suivants :

Sardines en caque et en saumure, et tous autres poissons salés et en saumure, desséchés ou fumés.

Coton brut, cardé ou peigné, déchets de coton.

Graine de sésame.

Vallonées (avelanèdes).

Tanins non dénommés (position n° 200 du tarif général roumain, établi par la loi du 17/29 mai 1886, — correspondant à l'art. 186 du tarif général du 25 juin 1891, actuellement en vigueur).

Soies brutes, grèges et bourres de soie. Cuivre, laiton et bronze brut sous toutes formes; objets de cuivre, de laiton et de bronze brisés, limaille de cuivre, le tout non doré, non argenté.

(Signé) : T.-G. DJUVARA.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE CRÈTE. — CONFLIT GRÉCO-TURC.

Situation de l'Empire Ottoman.

FÉVRIER-MAI 1897 (*Suite*) (I)

Sir Edmund Monson, ambassadeur de Sa Majesté Britannique
à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, March 17th 1897.

I am instructed to inform Your Excellency that Her Majesty's Government while recognising that the proposal to use Greek troops for the restoration of order in Crete is rejected by most of the Powers, consider that, until measures for this purpose are taken by the Powers themselves, there is reason in the Greek contention that without Greek troops no means exist of restoring order; and it appears to them to be difficult to punish Greece for insisting on it.

Her Majesty's Government consider it therefore indispensable that some such measures should be taken; and on this ground they give their entire adherence to the proposal reported to have been made in a recent circular from Count Mouraviev to the Russian Representatives that there should be a military occupation of Crete, on behalf of the Powers, by a corps of ten or twelve thousand men. The idea of Count Mouraviev was that this force should be furnished by France and Italy conjointly; and that the Powers should then insist upon the withdrawal by degrees of the Greek and Turkish troops. His Excellency pointed out that this plan would do away with the pretext put forward by the Greeks for keeping their troops in Crete; and that under present circumstances a plebiscite was out of the question and would meet with great opposition.

Her Majesty's Government direct me to state to your Excellency that, if the plan of occupation is abandoned, public opinion in England would not sanction the taking part by the British fleet in the blockade of Greek ports on the mainland. They understand that both Germany and Austria are unalterably opposed to the sending of a large body of German or

Austrian troops. But Her Majesty's Government are willing to consent to the occupation of Crete by five thousand Frenchmen and five thousand Italians; or by ten thousand of either Power alone; or by five thousand Russian and five thousand English; or by ten thousand of either Power alone.

I am therefore to state to your Excellency that if such an occupation as that above described is agreed upon, Her Majesty's Government will join, if necessary, in the blockade of the Piræus; if not, they will be compelled to confine themselves to a blockade of Crete alone.

Edmund MONSON.

(Traduction.)

Paris, le 17 mars 1897.

Je suis chargé d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, tout en reconnaissant que la proposition d'employer des troupes grecques pour le rétablissement de l'ordre en Crète a été rejetée par la plupart des puissances, considère que, tant que des mesures à cet effet ne seront pas prises par les puissances elles-mêmes, il existe une raison dans la thèse grecque, d'après laquelle il n'y a aucun moyen de rétablir l'ordre sans le secours des troupes grecques, et il paraît difficile au Gouvernement de Sa Majesté de punir les grecs pour leur insistance à soutenir cette prétention.

Par conséquent, le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il est indispensable que de telles mesures soient prises, et, en se basant sur ce principe, il donne son entière adhésion à la proposition faite dans une récente circulaire adressée aux Représentants russes par le comte Mouraviev et portant qu'on devrait procéder à une occupation militaire de la Crète, au nom des puissances, par un corps de 10,000 à 12,000 hommes. Le plan du comte Mouraviev consistait en ce que cette force serait fournie conjointement par la France et par l'Italie, et qu'en conséquence les puissances insisteraient sur le retrait graduel des troupes grecques et turques. Son Excellence a fait remarquer que ce plan écarterait le prétexte donné par les grecs pour maintenir leurs troupes en Crète, et que, dans les circonstances présentes, il ne pouvait être question d'un plébiscite, qui soulèverait une vive opposition.

Le Gouvernement de Sa Majesté me charge de déclarer à Votre Excellence que, si l'idée d'occupation est abandonnée, l'opinion publique en Angleterre n'approuvera pas le concours de la flotte britannique au blocus des ports grecs sur le continent. Il est informé que l'Allemagne et l'Autriche sont fermement opposées à l'envoi d'un nombreux corps de troupes allemandes ou autrichiennes. Mais le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à consentir à l'occupation de la Crète par 5,000 français et 5,000 italiens, ou par 10,000 soldats d'une seule de ces deux puissances, ou par 5,000 russes et 5,000 anglais, ou par 10,000 soldats d'une de ces deux puissances.

Je dois donc déclarer à Votre Excellence que si une occupation comme celle dont il vient d'être question était admise d'un commun accord, le Gouvernement de Sa Majesté se joindrait, s'il était nécessaire, au blocus du Pirée; dans le cas contraire, il se verrait obligé de se borner au blocus de la Crète seule.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 17 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères va télégraphier aujourd'hui même au baron Calice d'avoir à appuyer de la manière la plus vive les représentations faites à Constantinople par M. Cambon au sujet des incidents qui se sont produits dans le vilayet de Sivas.

H. LOZÉ.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 17 mars 1897.

En présence de la nouvelle appréciation de lord Salisbury, qui a ajourné jusqu'au moment de l'occupation de la Crète le blocus des ports grecs de terre ferme, le Ministre austro-hongrois souhaite que la question de l'organisation crétoise soit examinée et résolue au plus tôt ; mais il attend que cette initiative soit prise par la Russie.

H. LOZÉ.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs
de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg,
Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.**

Paris, le 17 mars 1897.

Le contingent que la France envoie en Crète part aujourd'hui et sera dans quatre jours et demi à la Sude, où il attendra des ordres.

Veuillez porter ces indications à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et assurez-vous des dispositions qu'il a pu prendre de son côté.

G. HANOTAUX.

**Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 17 mars 1897.

J'ai donné connaissance à lord Salisbury des instructions envoyées à l'amiral Pottier pour la proclamation de l'autonomie crétoise et pour la déclaration du blocus de la Crète. L'amiral anglais a reçu les pouvoirs nécessaires pour se concerter avec les commandants des autres forces navales.

Alph. DE COURCEL.

**M. Billot, ambassadeur de la République française, près S. M. le
Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 17 mars 1897.

Je viens d'entretenir le Ministre des affaires étrangères des incidents survenus dans le vilayet de Sivas. M. Visconti-Venosta va envoyer par le télégraphe à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople l'ordre de s'associer énergiquement aux démarches de M. Cambon.

BILLOT.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotau
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 17 mars 1897.

Un navire autrichien ayant voulu empêcher aujourd'hui le débarquement d'un voilier hellène près de Candie, les chrétiens accourus sur le rivage ont tiré sur le navire autrichien qui a ouvert le feu sur eux et coulé bas le voilier.

Un combat a eu lieu aujourd'hui dans les environs de Candie; les turcs ont eu six morts et vingt-cinq blessés.

A Rethymo et à Candie, le pillage des maisons et magasins chrétiens augmente de jour en jour. A la Canée, le pillage continue et les environs de notre ville sont saccagés par les arabes.

Les amiraux ont fait signifier aujourd'hui au colonel Vassos que tout le littoral de l'île était placé sous la protection des puissances.

Paul BLANC.

**M. Hanotau, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs
de la République française à Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne
et près S. M. le Roi d'Italie.**

Paris, le 18 mars 1897.

J'attacherais du prix à connaître exactement quels sont les jours et les heures précis du départ des contingents des puissances. A mon avis le départ devrait être réglé de façon à obtenir un débarquement ou du moins une arrivée simultanée. Le contingent anglais partira le 22 de Malte. Le nôtre sera prêt à partir demain matin.

G. HANOTAUX.

**Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Hanotau, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 18 mars 1897.

J'ai annoncé dès hier à lord Salisbury le départ des 600 hommes d'infanterie de marine envoyés dans l'île de Crète par le Gouvernement français.

Alph. DE COURCEL.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotau,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 18 mars 1897.

Tous les vapeurs de commerce se trouvant au Pirée ont été réquisitionnés pour le transport des troupes.

Dans la nuit d'hier à avant-hier, plusieurs vapeurs de commerce et le yacht royal ont débarqué à Volo de 7,000 à 8,000 hommes de toutes armes avec des chevaux qui ont été dirigés sur la frontière par Larissa et Tricala.

Notre vice-consul évalue à 12,000 ou 15,000 le nombre des volontaires armés échelonnés sur la frontière et appelés à recruter les bandes qui devront opérer en Macédoine.

Notre agent ajoute que des torpilles ont été immergées à l'entrée du

golfe de Volo, autour de l'île de Skiathos, devenue base d'opération des forces navales grecques.

A. BOURÉE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 18 mars 1897.

Le major Bor a définitivement repris son service dans l'infanterie de marine anglaise à bord du cuirassé *Revenge* après avoir abandonné le commandement de la gendarmerie crétoise.

Le colonel Chermiside, ancien attaché militaire à l'ambassade de Constantinople, prendra le commandement du bataillon anglais de 600 hommes qui est envoyé en Crète avec le titre de commissaire britannique en Crète. Le colonel Chermiside serait, dans la pensée de mon collègue d'Angleterre, chargé de représenter le Gouvernement anglais dans la Commission internationale pour l'organisation de l'autonomie. Je retiens encore à la Canée le colonel de Vialar pour le cas où le Gouvernement de la République jugerait utile de lui donner le commandement du bataillon français avec le titre de commissaire militaire.

P. CAMBON.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 18 mars 1897.

J'ai annoncé hier au comte Goluchowski le départ du détachement français.

H. LOZÉ.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 18 mars 1897.

Le colonel Chermiside est nommé commandant des troupes anglaises attendues en Crète et il doit être désigné par les amiraux comme commandant supérieur à Candie. La Canée sera placée sous le commandement d'un officier italien ; Sitia, d'un officier français ; Kissamo, d'un autrichien ; Rethymo, d'un officier russe ; la Sude, d'un allemand.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 18 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim me communique le télégramme circulaire suivant qu'il a reçu du comte Mouraview et qui reproduit une communication adressée à l'ambassadeur de Russie à Londres :

« Considérant extrême gravité de la situation à la frontière gréco-turque et danger imminent d'un conflit armé qu'il importerait absolument d'empêcher, le Gouvernement impérial trouve urgent au plus haut point de

procéder sans le moindre retard au blocus du port de Volo. Nous espérons que l'Angleterre ne voudra pas se séparer sur ce sujet de l'accord de toutes les puissances. »

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 18 mars 1897.

Conformément à la demande qui m'en a été adressée par l'amiral Pottier, j'ai fait part au Ministre des affaires étrangères des dispositions arrêtées de concert par les amiraux de la flotte internationale en ce qui concerne le blocus de l'île de Crète, la date à laquelle il s'établira, ses limites et les conditions dans lesquelles les bâtiments des six puissances ou neutres pourront aborder dans l'île. Je lui ai également fait connaître que les navires de guerre grecs encore présents dans les eaux crétoises devront s'être éloignés avant le 21 mars à 8 heures du matin sous peine d'y être contraints par la force. Mes collègues d'Italie, de Russie et d'Angleterre font la même communication conçue dans des termes identiques. Les Représentants allemand et autrichien la feront dès qu'ils auront reçu de leurs amiraux la même information.

A. BOURÉE.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 18 mars 1897.

Les troupes envoyées par l'Italie en Crète partiront de la Spezzia demain soir. Elles se composent de 600 hommes et se trouveront dans quatre jours à la disposition de l'amiral.

BILLOT.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 18 mars 1897.

L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople a reçu l'ordre de se joindre à M. Cambon pour faire à la Porte les représentations nécessaires au sujet de l'incident qui vient de se produire dans le vilayet de Sivas.

Alph. DE COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 18 mars 1897.

La mobilisation des divisions de rédifs annoncée dans mes précédentes dépêches continue avec assez de régularité. Toutes les dispositions relatives à l'appel, à la mise en route, à l'équipement et à l'armement des hommes s'exécutent avec une exactitude suffisante.

La répartition des troupes ottomanes sur la frontière d'Epire et de Thessalie est la suivante :

Les turcs ont partagé leurs forces en deux masses inégales. En Epire, ils ont deux divisions : une active, en face d'Arta ; l'autre de rédifs, cantonnée à Janina et à Metsovo. Ces divisions disposent de deux régiments de cavalerie et de quinze batteries.

A la frontière de Thessalie, ils ont cinq divisions d'infanterie, dont une active et quatre de rédifs, avec six régiments de cavalerie et vingt-sept batteries.

Cette répartition de l'armée d'Edhem-Pacha s'impose par la disposition de la frontière. En partant du golfe d'Arta, la frontière de Grèce s'élève directement au Nord, le long de massifs montagneux presque infranchissables. Le seul point de pénétration est Arta, mais une invasion par cette route ne conduirait à rien. Le général ottoman a donc certainement résolu de rester sur la défensive en Epire. Les ordres sont si sévères que j'ai signalé à Votre Excellence l'attaque d'un poste turc par les troupes grecques d'Arta, attaque demeurée sans réponse. De ce côté, on reçoit les coups de fusil des grecs sans riposter.

A partir de Metsovo, au Nord-Est de Janina, la frontière s'infléchit à l'Est ; elle offre quelques points de passage non praticables à l'artillerie. C'est seulement à la hauteur d'Elassona, quartier général d'Edhem-Pacha, que se présentent des voies d'accès faciles pour pénétrer jusqu'à Larissa. La principale est la grande route d'Elassona à Larissa, qui franchit, à Melona, un col assez élevé à travers l'un des contreforts de l'Olympe.

Dans cette position à cheval sur la frontière et occupée, d'un côté, par les turcs, et de l'autre par les grecs, une altercation s'est produite récemment entre les officiers de l'un et l'autre détachement.

Il est probable qu'en cas d'invasion de la Thessalie, le général turc ne suivrait pas cette route avec le gros de ses forces, mais qu'il descendrait la petite vallée de l'ancien Euripe et déboucherait en territoire hellénique à 10 kilomètres de Larissa, après avoir tourné toutes les défenses établies sur la route principale.

Il dépend donc des turcs de prendre de ce côté une offensive qui les mettrait rapidement en possession de la Thessalie, et c'est dans la prévision de cette éventualité que le gros de leurs forces est concentré de ce côté.

Quant aux grecs, ils se prétendent en état d'opposer aux troupes ottomanes une quarantaine de mille hommes de l'armée régulière, sans compter les volontaires.

Ces prévisions paraissent très exagérées, et, malgré les envois journaliers d'effectifs à la frontière, il n'est pas probable que les forces réunies en territoire hellénique dépassent une vingtaine de mille hommes.

D'après les renseignements qui me parviennent de toutes parts, la mobilisation décrétée récemment par le roi Georges s'opérerait fort mal. Les hommes, qui sont tous armés, préfèrent se rendre à la frontière en bandes d'irréguliers et faire le coup de feu contre les turcs, comme leurs ancêtres de la guerre de l'Indépendance.

Le commerce des armes a pris un développement extraordinaire en Grèce et en Macédoine. Nous savons depuis longtemps que le Comité macédonien de Sofia a fait l'acquisition de 125,000 fusils qui ont dû être distribués dans les centres bulgares des vilayets de Turquie d'Europe. Nous savons aussi que la contrebande de guerre s'exerce au grand jour sur la côte d'Epire. Enfin, nous voyons les fusils Gras se vendre publiquement à Athènes et dans toute la Grèce à des prix dérisoires.

On peut évaluer à 250,000 le nombre des fusils ainsi distribués et achetés depuis trois mois.

Il y a donc, à côté des troupes régulières, aussi bien en Grèce qu'en Macédoine, en Albanie et en Epire, des masses armées prêtes à en venir aux mains. Les bandes grecques dont on a signalé, l'an dernier, le passage en Macédoine et en Epire, n'ont jamais repassé la frontière. Elles forment évidemment les noyaux de petits corps d'irréguliers qui se précipiteraient sur les pas de l'armée turque, si elle entraît en Grèce. Mais ils trouveraient des adversaires redoutables dans les bachi-bouzouks dont, malgré toutes les dénégations de la Porte, l'armement paraît certain, et dans les albanais musulmans, dont l'exaspération contre les grecs est à son paroxysme.

De quelque côté qu'on envisage la question au point de vue militaire, elle offre des perspectives inquiétantes. La Macédoine contient en ce moment un amas de matières inflammables qui pourront s'allumer d'elles-mêmes, si la paix ne se rétablit pas. Les mesures prises par les puissances suffiront-elles pour intimider la Grèce et pour amener l'évacuation de la Crète par les troupes helléniques? Je suis obligé de déclarer que j'en doute et que mes dernières informations ne me permettent pas de considérer l'opinion hellénique comme en voie de se calmer. Il est donc nécessaire, à mon sens, de laisser toujours une porte ouverte aux négociations avec la Grèce; l'affaire de Crète durera plusieurs mois encore, et il importe que, dans cet intervalle, le feu ne prenne pas sur la frontière de Thessalie.

P. CAMBON.

**Sir Edmund Monson, ambassadeur de S. M. Britannique à Paris,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Paris, march 18, 1897.

I am instructed by Her Majesty's Government to inform Your Excellency that, in accordance with the proposal of the admirals commanding the Foreign Squadron in Cretan waters, to which it is understood that all the Powers have agreed, orders have been sent to Malta for the embarkation of a battalion of six hundred men, furnished with a complete field equipment, to be sent to Crete.

According to present arrangements, this battalion will leave Malta for Canea on Monday next the 22nd of march. It will be placed under the orders of colonel Chermiside who, as Your Excellency is aware, has recently been the British member of the gendarmerie Commission, and who is now for this purpose appointed British military Commissioner in Crete. He will be guided by the requests of the British admiral.

The Admiral himself will be instructed to act in entire concert with the representatives of the other Powers.

Edmund MONSON.

(Traduction.)

Paris, le 18 mars 1897.

J'ai reçu pour instructions du Gouvernement de Sa Majesté d'informer Votre Excellence que, conformément à la proposition des amiraux commandant les escadres étrangères dans les eaux de la Crète, proposition sur laquelle on sait que toutes les puissances sont d'accord, des ordres ont été envoyés à Malte en vue de l'embarquement d'un bataillon de six cents

hommes, munis d'un équipement complet de campagne, à destination de la Crète.

Selon les présents arrangements, ce bataillon quittera Malte pour la Canée, lundi prochain 22 mars. Il sera placé sous les ordres du colonel Chermiside, qui, comme Votre Excellence le sait, a été récemment le membre britannique de la Commission de gendarmerie, et qui est actuellement, dans le but indiqué, nommé commissaire militaire britannique en Crète. Il recevra ses instructions de l'amiral britannique.

L'amiral lui-même aura pour instructions d'agir entièrement de concert avec les Représentants des autres puissances.

Edmund MONSON.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 19 mars 1897.

Le contingent russe est parti d'Odessa cette nuit et arrivera en Crète mardi ou, au plus tard, mercredi.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 19 mars 1897.

Je crois utile, en l'état actuel des choses, de revenir sur certains points de l'entente qui s'est faite entre les puissances par l'adhésion aux diverses propositions russes, en ce qui concerne l'envoi des contingents. Il y a lieu de constater d'abord que la date de départ et la simultanéité de l'arrivée ne paraissent pas encore définitivement fixées. L'accord est complet entre les amiraux au sujet de la proclamation de l'autonomie et de sa signification aux intéressés.

Il en est de même pour le blocus de l'île, mais il n'en est pas de même pour le blocus éventuel des ports continentaux. Nous sommes prêts à adhérer au blocus de Volo, mais l'Angleterre paraît hésiter à adhérer à cette proposition. Nous ne pouvons qu'attendre les réponses des puissances à la circulaire russe qui propose ce blocus, tout en faisant observer que chaque jour de retard le rend d'une application de plus en plus malaisée.

Quant à la question de l'occupation de l'île de Crète par un contingent franco-italien de 10 à 15,000 hommes, elle paraissait être une simple alternative eu égard à la proposition d'envoi des contingents de 600 hommes. Je vous ai fait connaître que nous avions considéré la première proposition comme écartée du moment où les puissances étaient d'accord pour adopter l'autre.

Diverses autres considérations doivent attirer encore notre attention.

La question de l'établissement d'une administration autonome qui semblait avec tant de raison de toute urgence et dont on s'est beaucoup occupé, il y a quelques jours, n'a fait à notre connaissance aucun progrès. Le choix du gouverneur chrétien n'est pas arrêté. Pour nous, nous adhérons à toute proposition qui réunirait l'unanimité des puissances ou même la majorité au cas où il ne manquerait que nous pour que l'unanimité fût obtenue. Cependant, nous préférierions un fonctionnaire de l'ordre civil et

autant que possible appartenant à une puissance neutre. Lord Salisbury nous a saisis d'une proposition tendant à une sorte de cotisation des puissances ayant pour effet de réaliser une première mise de fonds destinée à la nouvelle administration autonome, chacune des puissances contribuant pour une somme d'environ 10,000 livres. Nous sommes disposés à verser notre quote-part si tout le monde adhère.

La question de l'occupation mixte nous paraît ne pouvoir être examinée utilement qu'après que les puissances connaîtront l'effet produit par l'ensemble des mesures ci-dessus visées. Nous répétons, pour qu'il n'existe aucun malentendu, que l'occupation nous paraît devoir être collective, qu'il est dans les intentions de la France d'y participer à l'égal des autres puissances, ni plus ni moins.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 19 mars 1897.

L'ambassadeur de Russie à Constantinople est invité à se joindre à M. Cambon pour attirer la plus sérieuse attention du Gouvernement ottoman sur les conséquences qu'entraîneraient des désordres semblables à ceux qui viennent de se produire dans le vilayet de Sivas.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 19 mars 1897.

D'après une communication du baron de Mohrenheim en date de ce jour, le comte Mouravieff a fait dire à Londres que, si le chiffre de 600 hommes indiqué par les amiraux ne répondait plus aux besoins de la situation, chacune des puissances pourrait facilement, d'un commun accord, doubler ou quadrupler ces détachements, ce qui ne rendrait plus nécessaire un mandat spécial d'occupation pour une ou deux d'entre elles. Mais les grandes puissances s'étant portées garantes du rétablissement de l'ordre en Crète, la présence de troupes grecques saurait d'autant moins y être tolérée que, loin de servir à la pacification de l'île, elles en constituent le principal obstacle. Les puissances ne sauraient revenir sur leur sommation solidaire à Athènes sans se déjuger et compromettre à jamais leur autorité en Orient.

Vous voudrez bien d'urgence insister, auprès de lord Salisbury dans le sens où votre collègue de Russie a été aussi invité à s'exprimer avec lui.

Vous connaissez déjà notre manière de voir en ce qui concerne la nécessité de maintenir en toute hypothèse à l'occupation internationale de l'île le caractère collectif et proportionnel qu'elle a conservé jusqu'ici.

G. HANOTAUX.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 19 mars 1897.

Le détachement de 600 hommes que doit fournir l'Autriche partira lundi.

H. LOZÉ.

M. Ledoux, vice-consul de France à Sivas, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sivas, le 19 mars 1897.

Le vali m'informe que des désordres graves ont eu lieu à Tokat ce matin : 15 arméniens et 3 turcs ont été tués. Il part ce soir pour cette ville pour y conduire lui-même l'enquête. Il m'assure que les missionnaires français n'ont pas été atteints. Je viens de voir ce fonctionnaire et je lui ai tenu le langage le plus énergique et conforme à vos directions et aux circonstances.

De nouveaux désordres sont à craindre dans les provinces. La situation est grave.

Les événements de Crète produisent une grande agitation chez les musulmans.

Avant son départ, le gouverneur, sur mes conseils, télégraphie à tous ses subordonnés de maintenir l'ordre à tout prix. L'enquête relative aux incidents du 9 suit son cours et je la surveille avec attention.

L. EDOULX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie, au ministre de France à Athènes et au consul général de France à la Canée.

Paris, le 19 mars 1897.

Je me suis entendu avec les Ministres de la marine et de la guerre pour que le lieutenant-colonel de Vialar, naguère membre de la Commission de la gendarmerie, fût investi en Crète de la même situation que le colonel Chermiside. Des dispositions sont prises pour qu'il ait autorité sur le commandant de notre bataillon d'infanterie de marine, avec le titre et les fonctions de commissaire français en Crète. Vous ferez connaître ces dispositions au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Le 23 mars paraît pouvoir, dès à présent, être considéré comme la date probable de l'arrivée des divers contingents en Crète, sauf pour le contingent allemand sur l'envoi duquel nous n'avons encore aucun renseignement.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 19 mars 1897.

Le Ministre de Grèce à Paris prétend que l'officier turc placé à la tête du corps de garde de Mellona aurait empêché un officier du génie hellénique de réparer le poste grec de Mellona. Le chef du détachement hellénique aurait fait à ce sujet des représentations au commandant turc.

Dans l'opinion de M. Delyanni, les turcs paraissent rechercher une cause de rixe tandis que les grecs, jusqu'à présent, évitent toute occasion de conflit conformément aux instructions qu'ils ont reçues à la suite des assurances données par la Turquie.

M. Delyanni a ajouté que son Gouvernement désirerait que les puissances pussent conseiller à la Porte de donner ou de faire exécuter les ordres nécessaires pour que les troupes turques restent exactement sur la défensive, le Cabinet d'Athènes étant, de son côté dans l'intention de renouveler au besoin ceux qu'il a donnés dans ce sens à ses troupes.

Une démarche analogue paraît avoir été faite auprès des autres Cabinets. Je vous serai obligé, le cas échéant, de vous assurer si le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité verrait des inconvénients à ce que les puissances, dans l'intérêt du maintien de la paix, renouvelassent à la Porte le conseil d'éviter avec soin tout acte de nature à entraîner sur les lieux de regrettables malentendus.

On pourrait d'ailleurs saisir cette occasion de donner collectivement à la Grèce les mêmes conseils tant en ce qui concerne les troupes régulières que les troupes irrégulières.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 20 mars 1897.

Le Ministre de Grèce à Paris prétend que l'officier turc placé à la tête du corps de garde de Mellona aurait empêché un officier du génie hellénique de réparer le poste grec de Mellona. Le chef du détachement hellénique aurait fait à ce sujet des représentations au commandant turc.

Dans l'opinion de M. Delyanni, les turcs paraissent rechercher une cause de rixe, tandis que les grecs, jusqu'à présent, évitent toute occasion de conflit conformément aux instructions qu'ils ont reçues à la suite des assurances données par la Turquie.

M. Delyanni a ajouté que son Gouvernement désirerait que les puissances pussent conseiller à la Porte de donner ou de faire exécuter les ordres nécessaires pour que les troupes turques restent exactement sur la défensive, le Cabinet d'Athènes étant dans l'intention de renouveler au besoin ceux qu'il a donnés dans ce sens à ses troupes.

En informant nos ambassadeurs de cette démarche, je les ai invités à s'assurer si les Cabinets auprès desquels ils sont respectivement accrédités verraient des inconvénients à ce que les puissances, dans l'intérêt du maintien de la paix, renouvelassent à la Porte le conseil d'éviter avec soin tout acte de nature à entraîner sur les lieux de regrettables malentendus. J'ai ajouté qu'on pourrait saisir cette occasion de donner collectivement à la Grèce les mêmes conseils.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 29 mars 1897.

Bien que mes entretiens avec sir Edmund Monson ne permettent au Gouvernement anglais d'avoir aucun doute sur le prix que nous attachons à le voir adhérer au blocus de Volo, je n'en tiendrais pas moins à ce que vous appuyiez d'urgence auprès de lord Salisbury les nouvelles démarches que M. de Staal a été invité à faire à ce sujet. Je me suis exprimé dès hier dans ce sens près de sir Edmund Monson qui m'a promis de faire part immédiatement de mes observations à lord Salisbury.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 20 mars 1897.

J'ai prescrit à notre ambassadeur à Londres d'appuyer d'urgence les nouvelles démarches que le baron de Staal a été invité à faire en vue d'obtenir que le Gouvernement anglais maintienne son adhésion au blocus de Volo, tout d'abord suggéré par lui. Je me suis moi-même exprimé dès hier dans ce sens auprès de sir Edm. Monson, qui m'a promis de faire part immédiatement de mes observations à lord Salisbury.

Vous connaissez sans doute la communication que M. le baron de Mohrenheim a été chargé de me faire d'autre part sous la date d'hier, et d'après laquelle le comte Mouravieff a fait dire que si le chiffre de six cents hommes ne répondait plus aux besoins de la situation, chacune des puissances pourrait, d'un commun accord, doubler ou quadrupler ces détachements.

En transmettant ce télégramme au baron de Courcel, j'ai ajouté que mes dernières communications lui avaient trop nettement précisé notre manière de voir en ce qui concerne la nécessité de maintenir, en toute hypothèse, à l'occupation internationale de l'île un caractère collectif et proportionnel pour que j'eusse besoin de lui signaler le prix que j'attacherais à ce que la suggestion du comte Mouravieff fût acceptée par le Gouvernement anglais. J'ai donc invité le baron de Courcel à insister d'urgence, de son côté, auprès de lord Salisbury dans le sens où l'ambassadeur de Russie avait reçu pour instructions de s'exprimer.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le roi d'Italie.

Paris, le 20 mars 1897.

Les amiraux ont adressé aux ambassadeurs à Constantinople des télégrammes conçus comme il suit :

« Amiraux ont décidé de mettre l'île de Candie en état de blocus à partir du 21 mars à 8 heures du matin. Je vous prie de vouloir bien le notifier à la Porte et aux puissances neutres. Le blocus sera général pour tous les navires sous pavillon grec. Les navires des six puissances ou neutres pourront venir dans les ports occupés par les puissances et pourront débarquer leurs marchandises, seulement si les marchandises ne sont ni pour les troupes grecques ni pour l'intérieur de l'île. Les mouillages pourront être visités par les navires de la flotte internationale. Les limites du blocus sont comprises entre les 23° 24' et 26° 30' de longitude Est, méridien de Greenwich, et les 35° 48' et 34° 45' de latitude Nord. »

Mêmes dépêches aux Ministres à Athènes, contenant en outre le paragraphe suivant :

« Je vous prie de vouloir bien inviter le Gouvernement grec à rappeler ses navires de guerre encore présents dans les eaux de la Grèce. Ils devront être partis le 21, à 8 heures du matin, sous peine d'y être contraints par la force. »

Les amiraux demandent en outre que leurs Gouvernements portant la notification aux puissances neutres. Une notification, qui reproduit le télé-

gramme des amiraux, a été insérée ce matin au *Journal officiel*. J'envoie aujourd'hui même un exemplaire de cette notification aux Représentants à Paris de toutes les puissances maritimes et, d'autre part, à nos Représentants auprès de ces mêmes puissances. Je vous serai obligé de faire connaître d'urgence au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité les dispositions que nous avons adoptées, et de vous assurer de celles qu'il aura prises lui-même.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotau, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 20 mars 1897.

J'ai donné connaissance à sir Th. Sanderson du contenu de la dépêche que vous m'avez adressée au sujet de la communication de M. Delyanni concernant l'incident de Mellona. Le Sous-Secrétaire d'Etat anglais avait reçu de la légation de Grèce à Londres une protestation contre la conduite des avant-postes turcs de la frontière. Il a pris note de votre proposition de recommander à la Turquie de rester strictement sur la défensive, et de donner simultanément à la Grèce des conseils analogues, tant en ce qui concerne ses troupes régulières que ses troupes irrégulières.

Alph. DE COURCEL.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotau, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 20 mars 1897.

A l'issue du Conseil de ce matin, auquel il a été empêché d'assister par une légère indisposition, lord Salisbury a adressé aux ambassadeurs de la Reine auprès des puissances un télégramme dont sir Th. Sanderson m'a donné lecture et dont voici le résumé :

« Le Conseil a décidé que le Gouvernement anglais ne pouvait pas aller
 « au delà des mesures sur l'adoption desquelles il était tombé d'accord
 « avec les autres puissances pour la pacification de la Crète. Il ne pense
 « pas, d'ailleurs, que le blocus du Pirée ou d'autres ports de la Grèce
 « puisse, dans la situation actuelle, contribuer utilement à cette pacifica-
 « tion. Toutefois le Gouvernement de la Reine se rend compte du danger
 « imminent de collision qui existe sur la frontière de Macédoine. Il pro-
 « pose en conséquence aux puissances de demander à la Grèce et à la
 « Turquie respectivement de retirer leurs forces jusqu'à une distance de
 « cinquante milles de chaque côté de la frontière. Si la Grèce refusait
 « d'obtempérer à cet avis, l'Angleterre serait disposée à donner son assen-
 « timent au blocus de Volo. Dans le cas d'un refus de la part de la Turquie,
 « l'Angleterre serait prête à s'associer aux mesures de coercition que les
 « puissances croiraient devoir adopter ; mais le Gouvernement de la Reine
 « pense que la mission de triompher de la résistance de la Turquie appar-
 « tiendrait plus naturellement à l'Autriche et à la Russie. »

Alph. DE COURCEL.

M. Ledoux, vice-consul de France, à Sivas, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sivas, le 20 mars 1897.

Une panique règne à Sivas; les chrétiens restent chez eux, les turcs et nombre de paysans des environs parcourent la ville dans une attitude menaçante. Je demande au commandant militaire l'expulsion des paysans et des mesures sérieuses pour assurer l'ordre.

LEDOULX.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 20 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères à qui j'ai donné connaissance de votre télégramme d'hier m'a répondu qu'il ne cessait de recommander aux turcs de rester sur la défensive et qu'il a encore donné ce conseil il y a trois jours. Pour répondre au désir de Votre Excellence, il va le renouveler à Constantinople ainsi qu'à Athènes.

H. LOZÉ.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 20 mars 1897.

Le comte Mouravieff a eu hier avec l'ambassadeur d'Angleterre un entretien dans lequel il lui a dit que la pensée de subordonner le blocus de Volo à une occupation de la Crète, qui pouvait devenir nécessaire mais ne l'était certainement pas encore, aurait pour conséquence de retarder les mesures urgentes et de favoriser sur la frontière gréco-turque un conflit qui pourrait tout remettre en question.

Le comte Mouravieff paraît croire qu'il est possible d'amener l'Angleterre à renoncer à sa dernière proposition. Puisqu'elle pose d'une façon pressante la question de l'occupation de la Crète, il y aurait lieu, suivant le Ministre russe, tout en établissant que cette occupation n'est ni urgente ni même utile aujourd'hui, de convenir dès à présent des conditions dans lesquelles elle devrait avoir lieu, le cas échéant. La Russie accepterait une occupation à trois ou quatre, sans l'Allemagne et l'Autriche qui approuveraient cette combinaison sans y participer de fait. Dans son entretien avec sir N. O'Connor, le comte Mouravieff a bien précisé qu'il considérerait le nombre de troupes composant les contingents déjà envoyés comme largement suffisant pour justifier le départ de la colonne du colonel Vassos. Il a déclaré, en outre, que le blocus de Volo était, selon lui, d'une extrême urgence et ne devrait être subordonné à aucune condition; qu'il rentrerait dans l'ensemble du programme convenu et des mesures indispensables. Il compte adresser aujourd'hui peut-être une circulaire dans ce sens. Il proposera en même temps d'agir à Constantinople pour enjoindre à la Turquie de ne faire aucun acte offensif du côté de la frontière grecque, et d'empêcher dans ses provinces tout désordre semblable à ceux qui se sont produits dans le vilayet de Sivas.

D'après un télégramme du baron de Mohrenheim dont le comte Mou-

ravieff m'a donné lecture, vous auriez déclaré au baron de Mohrenheim, à la suite de la communication de sir Ed. Monson, que « vous n'admettriez pas d'autre combinaison que l'occupation mixte par les six puissances et que vous enverriez le même nombre d'hommes que les autres, mais pas plus ».

L'Allemagne et l'Autriche refusant toute participation à une occupation plus considérable, le comte Mouravieff estime qu'une telle déclaration de notre part exclurait toute autre combinaison, par exemple une occupation à quatre qui pourrait cependant présenter de grands avantages.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 20 mars 1897.

Les ambassadeurs ont remis aujourd'hui à la Porte la note suivante :

« Les Représentants des grandes puissances notifient aujourd'hui à la Porte que la Crète sera en état de blocus à partir de demain 9/21 mars à huit heures du matin. Le blocus sera général pour tous les navires sous pavillon grec. Les navires des autres puissances pourront venir dans les ports occupés par les puissances et y débarquer leurs marchandises, si elles ne sont destinées ni aux troupes grecques, ni à l'intérieur de l'île. Ces navires pourront être visités par les bâtiments de la flotte internationale. Les limites du blocus sont comprises entre les 23° 24' et 26° 30' de longitude Est, méridien de Greenwich, et les 35° 48' et 34° 45' de latitude Nord. Veuillez porter ces dispositions à la connaissance de votre commerce. »

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 20 mars 1897.

Les ambassadeurs font aujourd'hui une démarche près de la Porte pour lui signaler la gravité de la situation sur certains points d'Asie-Mineure. Ils réclament la punition des musulmans arrêtés à Ghemerek et des provocateurs des incidents de Tokat.

On a parlé d'incidents nouveaux qui se seraient produits à Payas; d'après l'ambassadeur d'Angleterre, la surexcitation des musulmans prendrait des proportions inquiétantes dans cette région. Ce point sera signalé à la Sublime Porte.

Les ambassadeurs demandent également le remplacement du vali d'Adana dont l'attitude est de nature à nous préoccuper.

P. CAMBON.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 20 mars 1897.

Le Sous-Secrétaire d'Etat m'a dit que l'Allemagne n'avait pas encore pris de décision en ce qui concerne l'envoi d'un contingent en Crète.

SOULANGE-BODIN.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 21 mars 1897.

Conformément aux instructions que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, je viens de donner connaissance au Cabinet de Londres de la notification du blocus de la Crète telle qu'elle a été insérée au *Journal officiel* d'hier matin, ainsi que des mesures que vous avez prises pour en faire part aux Gouvernements de toutes les puissances maritimes. J'ai demandé à sir Thomas Sanderson, sous-secrétaire d'Etat permanent des affaires étrangères, de me faire savoir quelles dispositions le Gouvernement de la Reine a adoptées dans cette circonstance. Dans une conversation que j'ai eue avec lui hier, sir Thomas m'a dit que les jurisconsultes de la Couronne se préoccupaient de rechercher la légalité des mesures qui pourraient être mises à exécution en conséquence de la déclaration de blocus, notamment à l'égard des navires neutres à destination de la Crète. Ainsi que vous m'y avez invité, j'ai écrit ce matin à sir Thomas Sanderson pour le prier de faire part au marquis de Salisbury que le Gouvernement français, en ce qui le concerne, était disposé, sous la réserve de l'accord unanime des puissances, à participer pour sa quote-part à la cotisation proposée par l'Angleterre en vue de fournir à la nouvelle administration crétoise les premières ressources dont elle aura besoin.

Alph. DE COURCEL.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 21 mars 1897.

Le Gouvernement général a publié l'avis qu'une autonomie était accordée à la Crète sous la suzeraineté du Sultan.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 21 mars 1897.

Le *Latouche-Tréville* est arrivé hier à la Sude avec 150 hommes d'infanterie de marine. Ils débarquent aujourd'hui à la Canée où le colonel de Vialar a fait préparer leur logement. Je vous serais obligé de me faire connaître les dispositions prises par les Départements de la marine et de la guerre pour le commandement.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française, près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 mars 1897.

Le Gouvernement italien n'a pas encore pourvu à la nomination d'un commissaire militaire en Crète. La mission en sera probablement confiée par l'amiral Canevaro à un capitaine de frégate et non à l'ancien membre italien de la Commission de gendarmerie qui a seulement le grade de capitaine d'infanterie.

Le chargé d'affaires de Grèce a fait, le 18 mars, une démarche analogue à celle qui a été faite auprès de vous par M. Delyanni. M. Visconti-Venosta s'est borné à répondre par des recommandations de prudence.

BILLOT.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 21 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a été saisi aujourd'hui de deux nouvelles propositions. L'Ambassadeur d'Angleterre lui a fait savoir que lord Salisbury consentirait au blocus de Volo si les puissances acceptaient de faire de nouvelles propositions à Constantinople et obtenaient des armées turque et grecque une retraite à cinquante milles de la frontière. Le comte Goluchowski n'adhère pas à cette proposition qui causerait une nouvelle perte de temps et livrerait une zone de cent milles sur la frontière de Thessalie aux incursions et aux pillages des bachi-bouzouks et des bandes irrégulières grecques. Au contraire, il a répondu favorablement aux nouvelles propositions russes que lui a fait connaître le comte Kapnist, et qui ont pour but de renouveler les démarches déjà faites à plusieurs reprises à Constantinople et à Athènes, afin d'éviter un conflit entre la Turquie et la Grèce et de bloquer Volo.

Il insiste pour la nomination urgente d'un gouverneur général provisoire dont l'arrivée en Crète mettra fin à l'état d'anarchie qui existe actuellement.

Il estime, comme le comte Mouravieff, que la pacification de la Crète peut être obtenue graduellement, que la participation de toutes les puissances n'est pas indispensable pour cela et qu'on pourrait charger de cette mission une ou deux puissances seulement.

H. LOZÉ.

M. Ledoulx, vice-consul de France à Sivas, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sivas, le 21 mars 1897.

D'après les informations que je reçois, il y aurait eu beaucoup plus de cinquante chrétiens tués à Tokat. Il y a de nombreux blessés, des magasins et des maisons pillés. Un jésuite a été menacé près la porte de la Mission. Nos établissements sont protégés par les soldats. Le massacre a duré huit heures.

La situation s'aggrave à Sivas. Il est évident que les turcs travaillent depuis quelques jours avec la complicité du gouverneur et attendent seulement un signal pour agir.

Je fais tous mes efforts pour empêcher le mouvement de se produire.

LEDOULX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 21 mars 1897.

Je vous serais obligé de me faire connaître, dans le plus bref délai, l'état des garnisons ottomanes dans l'île de Crète, leur cantonnement, leurs dis-

positions d'esprit en cas d'une concentration sur quelques points de l'île, et l'effet qui serait produit sur la population musulmane, au cas où l'éventualité de leur départ, en totalité ou en partie, paraîtrait pouvoir être envisagée par les puissances.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 21 mars 1897.

Presque toutes les forces utilisables sont actuellement rendues à la frontière : d'après des renseignements de source grecque, qui paraissent dignes de foi, il y aurait actuellement 45,000 hommes en Thessalie et 25,000 sur la frontière d'Épire.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 22 mars 1897.

Sir Edmund Monson m'a remis ce matin une note faisant connaître les décisions du Conseil de Cabinet tenu hier à Londres; elle est ainsi conçue :

« Les Ministres de la Reine réunis en Conseil sont d'avis que l'action déjà prise est tout ce que l'Angleterre pourra faire pour la pacification de la Crète; et ils ne croient pas à l'efficacité du blocus ou du Pirée ou de Volo à cet effet.

« Mais ils prennent vivement part à l'appréhension des puissances que la guerre n'éclate sur la frontière grecque; et, pour empêcher si c'est possible cette calamité, ils sont prêts à sommer les Gouvernements turc et grec de retirer leurs forces à une distance de cinquante milles des deux côtés de la frontière. Si les grecs refusent de donner l'assurance simultanément avec les turcs, le Gouvernement de la Reine consentirait à prendre part au blocus de Volo.

« Si les turcs refusent, le Gouvernement de la Reine se joindrait à tout acte de coercition jugé convenable.

« Mais les Ministres sont persuadés que c'est à l'Autriche et à la Russie de forcer les turcs à consentir. »

J'ai dit à sir Edmund Monson que je regrettais les divergences de vue qui paraissaient sur le point de se produire.

L'autonomie était proclamée; le blocus de la Crète était établi; le débarquement des contingents européens allait attester le développement méthodique et graduel du programme des amiraux. Il s'agissait enfin d'éviter tout danger de rupture sur la frontière thessalienne.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 22 mars 1897.

J'ai l'honneur de vous communiquer, à titre d'information, le texte de

la déclaration par laquelle les amiraux ont proclamé l'autonomie de l'île de Crète :

« Les soussignés, commandants en chef des forces navales d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie dans les eaux crétoises, agissant d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, proclament solennellement et font connaître aux populations de l'île que les grandes puissances sont irrévocablement décidées à assurer l'autonomie complète de la Crète sous la suzeraineté du Sultan, mais il est bien entendu que les crétois resteront entièrement libres de tout contrôle de la Porte en ce qui regarde leurs affaires intérieures.

« Préoccupées avant tout de porter remède aux maux qui ont désolé le pays et d'en prévenir le retour, les puissances préparent d'un commun accord un ensemble de mesures destinées à régler le fonctionnement du nouveau régime autonome.

« Ramener l'apaisement, garantir à chacun, sans distinction de race ni de religion, la liberté, la sécurité de ses biens; faciliter par la reprise des travaux agricoles et des transactions le développement progressif des ressources du pays; tel est le but que veulent atteindre les puissances.

« Elles entendent que ce langage soit compris de tous.

« Une ère nouvelle s'ouvre pour la Crète; que tous déposent les armes.

« Les puissances veulent la paix et l'ordre. Elles auront, au besoin, l'autorité nécessaire pour faire respecter leur décision.

« Elles comptent sur le concours de tous les habitants de l'île, chrétiens ou musulmans, pour les aider dans l'accomplissement d'une œuvre qui promet d'assurer aux crétois la concorde et la prospérité. »

G. HANOTAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 22 mars 1897.

Une démarche a été faite à la Consulta par l'ambassadeur de Turquie pour contredire les réclamations récentes du Cabinet d'Athènes contre l'attitude des troupes turques à la frontière. Le Gouvernement ottoman affirme que les chefs de ses armées ont l'ordre de rester sur la plus stricte défensive et il craint que les allégations de la Grèce ne dissimulent une manœuvre combinée en vue de chercher elle-même un prétexte pour prendre l'offensive. M. Visconti-Venosta a pris acte des assurances répétées de l'ambassadeur au sujet des instructions données aux troupes; il en a immédiatement fait part au Gouvernement grec par l'intermédiaire du Ministre italien à Athènes et il en a prévenu l'ambassadeur d'Italie à Constantinople.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 mars 1897.

Les nouveaux renseignements sur les désordres d'Asie-Mineure contenus dans un télégramme de Sivas en date du 21 m'ont déterminé à envoyer ce matin le premier drogman de l'ambassade chez Tewfik Pacha pour réclamer des mesures urgentes. J'ai demandé la punition et l'exécution immédiate

des coupables arrêtés à Ghemerek et à Tokat et j'ai essayé de faire comprendre au Ministre des affaires étrangères le danger pour l'Empire ottoman d'un renouvellement des massacres de l'an dernier. Tewfik Pacha a répondu que, dans un Conseil tenu cette nuit au Palais, on avait décidé l'envoi à Tokat d'une Commission composée de fonctionnaires chrétiens et musulmans avec pouvoir de juger les coupables. M. Rouet a fait observer qu'en attendant l'arrivée de cette Commission, de nouveaux désordres pouvaient se produire et a réclamé, derechef, des mesures immédiates.

A la suite de la démarche faite le 20 mars par les ambassadeurs au sujet de la situation des vilayets de Sivas et d'Adana, la Porte a adressé à tous ses fonctionnaires civils et militaires une circulaire télégraphique leur prescrivant de prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et leur disant qu'ils seraient considérés comme personnellement responsables en cas de troubles.

P. CAMBON.

M. le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 22 mars 1897.

Pour la notification du blocus de l'île de Crète, le Gouvernement anglais a pris exactement les mêmes dispositions que celles que vous m'avez fait connaître.

Alph. DE COURCEL.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 22 mars 1897,

J'ai fait part au Ministre des affaires étrangères de votre intention de ne pas participer à l'occupation européenne de la Crète, ni plus ni moins que les autres puissances.

En ce qui concerne le renforcement éventuel et collectif des contingents qui vient d'être proposé par le comte Mouravieff et que vous appuyez, le comte Goluchowski m'a fait observer que rien ne s'oppose à ce que les puissances qui peuvent disposer plus aisément de leurs soldats fournissent cet appoint. Il n'est pas indispensable que les contingents soient renforcés d'une manière égale; le point capital c'est que tous les drapeaux soient représentés dans l'occupation.

L'Autriche qui n'a pas dans la question crétoise d'intérêts aussi importants que certaines des autres puissances, ne serait pas disposée à augmenter le chiffre de son contingent.

H. LOZÉ.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 22 mars 1897.

M. Visconti-Venosta est d'accord avec vous en ce qui concerne le renforcement éventuel et collectif des contingents européens en Crète, ces forces devant d'ailleurs servir exclusivement à la protection du littoral; quant à l'occupation du reste de l'île, il estime aussi qu'elle devrait garder

un caractère collectif et proportionnel, si la nécessité en était admise; mais il réserve son avis en ce qui concerne cette nécessité même.

BILLOT.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 22 mars 1897.

Voici, d'après moi, les dispositions qui paraîtraient pouvoir être prises en ce moment pour préparer la retraite des garnisons ottomanes : installation dans chaque ville d'un gouverneur militaire européen, proclamation immédiate de l'état de siège, désarmement de la population musulmane. Cette dernière opération, si elle est conduite avec énergie, peut se faire rapidement et sans grand danger. Aussitôt après ce désarmement, retrait partiel ou total des troupes turques. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'autour des trois grandes villes existe une zone protégée par des avant-postes et des fortins turcs. Dans cette zone et à l'abri de ces forts, vivent plusieurs milliers de musulmans. Quand on retirera les troupes turques de ces postes, il faudra nécessairement les remplacer par des troupes européennes, sinon les insurgés, après avoir tout massacré, arriveraient aux portes des villes. Or, pour occuper ces postes et assurer le service d'ordre des villes, le contingent annoncé d'un bataillon par puissance est tout à fait insuffisant. Le colonel de Vialar partage complètement ma façon de voir.

L'effectif des garnisons ottomanes dans l'île est ainsi composé :

Infanterie : à la Canée, 5,400 hommes environ; à Candie, 3,900 hommes; à Réthymo, 1,900 hommes;

Cavalerie : à la Canée, 200 hommes; à Candie, 20 hommes; à Réthymo, 20 hommes;

Artillerie de forteresse : à la Canée, 17 pièces et 300 hommes; à Candie, 18 pièces et 200 hommes; à Réthymo, 8 pièces et 100 hommes. Des petits détachements d'artillerie et quelques pièces anciennes se trouvent à Kissamo, Grabuea, Hiérapétra et Spinalonga. A la Sude, il y a 28 pièces et 300 hommes.

Artillerie de montagne : à la Canée, 18 pièces et 290 hommes; à Candie, 3 pièces et 54 hommes; à Réthymo, 3 pièces et 55 hommes.

Ces soldats sont actuellement dans un état de dénuement complet; leurs officiers sont très excités par leurs échecs successifs et la constatation de leur impuissance. Les soldats ont en outre pris goût au pillage et ils se sont habitués à combattre côte à côte avec les bachi-bouzouks.

Si, donc, des instructions formelles ne sont pas envoyées de Constantinople aux autorités militaires pour qu'elles maintiennent l'ordre en cas d'évacuation partielle ou complète, et il est à craindre que ces soldats, d'accord avec les bachi-bouzouks, ne créent des désordres au moment du départ.

La population musulmane est toujours très surexcitée. Les beys dans les villes seraient disposés à s'inciner devant le fait accompli, mais eux-mêmes redoutent les excès de la populace.

Paul BLANC.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 22 mars 1897.

Sir Th. Sanderson, que je viens de voir, ne connaissait pas encore l'opinion de lord Salisbury sur la dernière proposition russe dont M. de Staal a saisi hier soir le Cabinet de Londres et qui s'est croisée avec la proposition anglaise.

En ce qui concerne celle-ci, sir Th. Sanderson m'a déclaré que la première partie ne signifiait nullement que l'Angleterre n'était pas disposée à l'augmentation graduelle et proportionnelle des contingents des puissances en Crète, telle qu'elle a été suggérée par le Ministre des affaires étrangères de Russie. Le Cabinet de Londres a, au contraire, accueilli cette suggestion avec faveur.

Quant au blocus de Volo, elle indiquait un moyen simple et qui pouvait être rapide d'assurer à cette opération non seulement l'adhésion morale, mais le concours matériel immédiat de l'Angleterre. Lord Salisbury demandait seulement une sommation simultanée à la Grèce et à la Turquie d'avoir à retirer leurs troupes en arrière de la frontière et l'emploi de moyens de coercition corrélatifs contre chacune des deux parties si elles se montraient récalcitrantes.

Vu l'état de l'opinion publique en Angleterre, lord Salisbury tient à conserver cette corrélation exacte entre les mesures prises à l'égard des deux parties en présence. Sir Th. Sanderson m'a dit que vous trouviez excessif l'éloignement de cinquante milles de la frontière proposé par la communication anglaise pour les mouvements en arrière des troupes grecques et turques. On pourrait facilement convenir d'une distance moindre; il ne s'agirait d'ailleurs que du gros des troupes, les détachements habituellement postés de part et d'autre sur la frontière devant être maintenus.

Le Ministre des affaires étrangères de Russie avant de répondre aux propositions de lord Salisbury a demandé à connaître l'avis du Cabinet anglais sur les siennes.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 22 mars 1897.

Le Ministre de Grèce à Paris, qui a été reçu le 18, en mon absence, par le directeur politique, prétend que l'officier turc placé à la tête du corps de garde de Mellona aurait empêché un officier du génie hellénique de réparer le poste grec de Mellona.

Le chef du détachement hellénique aurait fait à ce sujet des représentations au commandant turc.

M. Delyanni a ajouté que son Gouvernement désirerait que les puissances conseillent à la Porte de donner ou de faire exécuter les ordres nécessaires pour que les troupes turques restent exactement sur la défensive, le Cabinet d'Athènes étant de son côté prêt à renouveler au besoin ceux qu'il a donnés en ce sens à ses troupes.

En informant nos ambassadeurs de cette démarche, je les ai invités à s'assurer si les Cabinets auprès desquels ils sont respectivement accrédités verraient des inconvénients à ce que les puissances renouvelassent à la

Porte le conseil d'éviter avec soin tout acte de nature à entraîner sur les lieux de regrettables malentendus. J'ai ajouté qu'on pourrait saisir cette occasion de donner collectivement à la Grèce les mêmes conseils.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 22 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a remis avant-hier une communication du comte Mouravieff qui conclut en résumé au maintien du blocus effectif de la Crète, à l'établissement immédiat de celui de Volo, au besoin sans la participation de l'Angleterre, et au renforcement proportionnel par trois ou quatre puissances de leurs contingents en Crète.

Les six puissances pourraient en outre, au moment d'établir le blocus à Volo, renouveler à la Porte, par une déclaration énergique, la recommandation de s'abstenir de toute agression.

Ces propositions seront soumises demain au Conseil, qui aura également à délibérer sur les dernières décisions du Cabinet de Londres : je vous ferai connaître sans retard ses résolutions.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 22 mars 1897.

Afin d'éviter de nouveaux atermoiements, la Russie serait disposée à adhérer à la dernière proposition du Cabinet de Londres, si elle était acceptée par toutes les puissances. Elle pourrait d'ailleurs se concilier jusqu'à un certain point avec la proposition russe qui s'est croisée avec elle. Il suffirait d'y ajouter que les démarches à faire à Constantinople et à Athènes viseraient le recul des deux armées à une certaine distance de la frontière. Il y aurait lieu toutefois de réduire considérablement la distance fixée par l'Angleterre. Le comte Mouravieff pense comme vous qu'une zone neutre de cette étendue donnerait aux bandes grecques toute liberté pour envahir le territoire turc et pour y causer des désordres graves. Le blocus immédiat de Volo lui paraît toujours désirable.

Le comte Mouravieff attend avec impatience votre assentiment sur sa dernière proposition ou sur la fusion des deux propositions anglaise et russe que je viens de mentionner. Bien que la dernière proposition anglaise ne parle plus de l'occupation éventuelle, il y a lieu de croire que l'idée n'en est pas abandonnée. Le comte Mouravieff désire savoir d'une manière très précise si notre pensée de n'admettre qu'une occupation des six puissances exclut de notre part toute occupation à deux, à trois ou à quatre, les autres adhérant sans participer. Cette question est d'une grande importance. Le comte Mouravieff consentirait volontiers pour sa part à l'occupation française proposée par le comte Goluchowski, mais il comprend que nous hésitions à l'accepter.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 23 mars 1897.

L'amiral Pottier télégraphie que le dernier navire de guerre grec est parti le 20 pour Cérigo par ordre du Gouvernement hellénique.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 23 mars 1897.

Je constate avec beaucoup de satisfaction que le Gouvernement impérial serait disposé à adhérer à la dernière proposition du Cabinet de Londres, et envisagerait la possibilité d'une fusion des propositions russe et anglaise.

Il semble que, de son côté, le Gouvernement anglais soit animé de dispositions propres à faciliter une combinaison de cette nature. Sir Th. Sanderson a confirmé, en effet, au baron de Courcel que la première partie de la proposition anglaise ne signifiait nullement que l'Angleterre fût opposée à l'augmentation graduelle et proportionnelle des contingents des puissances en Crète, telle qu'elle a été suggérée par le comte Mouravieff. Le Cabinet de Londres aurait au contraire accueilli cette suggestion avec faveur.

Quant à la dernière partie, relative au blocus de Volo, elle indiquait un moyen simple et rapide d'assurer à cette opération non seulement l'adhésion morale mais le concours matériel immédiat de l'Angleterre. Lord Salisbury demandait seulement qu'une sommation fût simultanément adressée à la Grèce et à la Turquie, d'avoir à retirer leurs troupes en arrière de la frontière, et il proposait l'emploi de moyens de coercition corrélatifs contre chacune des deux parties si elles se montraient récalcitrantes. Sir Th. Sanderson a ajouté qu'on pourrait aisément diminuer l'étendue de la zone de cent milles indiquée tout d'abord ; il ne s'agit d'ailleurs que de faire rétrograder le gros des troupes, les détachements habituellement postés de part et d'autre sur la frontière devant être maintenus.

Je fais part au baron de Courcel des vues du Gouvernement impérial en lui indiquant qu'elles me paraissent propres à faciliter un accord définitif.

En ce qui concerne l'occupation de Tile, le comte Mouravieff connaît les raisons qui nous permettraient difficilement de ne pas insister pour qu'elle gardât un caractère collectif et proportionnel. Nous ne refuserions pas cependant à examiner dans quelle mesure on pourrait tenir compte des objections qu'auraient certaines puissances à renforcer leurs contingents actuels.

G. HANOTAUX.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 23 mars 1897.

J'ai communiqué au Ministre des affaires étrangères les nouvelles que vous m'avez transmises au sujet de Tokat. Le comte Goluchowski a télégraphié à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople d'appuyer de la manière la plus énergique toutes les démarches que M. Cambon ferait à ce sujet.

H. LOZÉ.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel,
ambassadeur de la République française à Londres.**

Laris, le 23 mars 1897.

Il résulte d'une communication que je reçois du comte de Montebello que la Russie serait disposée à adhérer à la dernière proposition du Cabinet de Londres si elle était acceptée par toutes les puissances. Dans la pensée du comte Mouravieff, cette proposition pourrait se concilier jusqu'à un certain point avec celle de la Russie. Il suffirait d'y ajouter que les démarches à faire à Constantinople et à Athènes viseraient le recul des deux armées jusqu'à une certaine distance de la frontière, distance qui devrait d'ailleurs être beaucoup moindre que ne l'indiquait la proposition anglaise. Le comte Mouravieff est, en effet, préoccupé comme nous des facilités que l'établissement d'une zone neutre trop étendue donnerait aux bandes grecques pour envahir le territoire turc.

En rapprochant les indications qui précèdent de celles que vous m'avez vous-même fait parvenir, je n'ai pu manquer d'être favorablement impressionné par les dispositions dont les Cabinets de Londres et de Pétersbourg se montrent animés et qui paraissent de nature à préparer l'accord définitif dont nous avons à cœur de faciliter l'établissement. J'ai donc eu soin de signaler au comte de Montebello combien le commentaire présenté par sir Th. Sanderson de la proposition anglaise paraissait se rapprocher des vues que manifeste le comte Mouravieff et dont je vous serai obligé de faire valoir auprès de lord Salisbury le caractère conciliant.

G. HANOTAUX.

(A suivre).

UNION INTERNATIONALE
Pour la protection des Œuvres littéraires
et artistiques.

CONFÉRENCE DE PARIS

15 AVRIL — 4 MAI 1896

(Suite).

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES AVEC DIVERSES
ANNEXES

Première séance. — 15 avril 1896.

*Présidence de M. LÉON BOURGEOIS, Président du Conseil, Ministre
des Affaires étrangères.*

La séance est ouverte à 10 heures 1/2, dans le salon de l'Horloge, au
Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents :

Pour l'Allemagne :

S. Exc. M. Paul Reichardt, Conseiller intime actuel, Directeur au
Département des Affaires étrangères.

S. Exc. M. le Professeur Dr Otto Dambach, Conseiller intime
actuel.

M. Franz Hermann Dungs, Conseiller intime, Conseiller rapporteur
au Département de la Justice.

M. Felix von Müller, Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne
à Paris.

M. le Dr Goebel von Harrant, Vice-Consul, délégué adjoint.

Pour la Bolivie :

M. Manuel de Argandona, Envoyé extraordinaire et Ministre plé-
nipotentiaire de Bolivie à Paris.

Pour le Brésil :

M. de Toledo Piza e Almeida, ministre du Brésil à Paris.

Pour la Bulgarie :

M. Louis Leger, Professeur au Collège de France.

Pour la Colombie :

M. Gonzalo Mallarino, Chargé d'affaires de Colombie à Paris.

ARCH. DIPL. 1898. — 2^e SÉRIE, T. LXV (127)

11

Pour le Danemark :

M. le baron de Lovenskiold, Secrétaire de la Légation de Danemark à Paris.

Pour l'Espagne :

M. le Marquis de Novallas, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris.

Pour les Etats-Unis :

M. Henry Alexander, Avocat-Conseil de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris.

Pour la France :

M. de Freycinet, Membre de l'Académie française, Sénateur.

M. Henri Marcel, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères.

M. Ch. Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

M. E. Pouillet, Bâtonnier de l'Ordre des avocats.

M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

Pour la Grande-Bretagne :

M. Henry Howard, Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sir Henry G. Bergne, Chef du Département commercial et sanitaire au Foreign Office.

M. B.-F. Alston, du Foreign Office, Secrétaire de la Délégation britannique.

Pour la Grèce :

M. Delyanni, Ministre de Grèce à Paris.

Pour le Guatemala :

M. F. Cruz, Ministre du Guatemala à Paris.

Pour l'Italie :

M. le Commandeur Luigi Roux.

M. le Chevalier Georges Polacco, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris.

Pour le Luxembourg :

M. H. Vannerus, chargé d'affaires du Luxembourg à Paris.

Pour le Mexique :

M. Gustavo Baz, Premier Secrétaire de la Légation du Mexique à Paris.

Pour Monaco :

M. Hector de Rolland, Conseiller d'Etat, Avocat général près le tribunal supérieur de Monaco.

M. Louis Mayer, Chef du Cabinet de S. A. S. le Prince de Monaco.

Pour le Monténégro :

M. Marcel, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères de France.

Pour la Norvège :

M. F. Baetzmann, Commissaire général de la Norvège à l'Exposition de 1889.

Pour le Pérou :

M. Gustavo de la Fuente, Chargé d'affaires du Pérou à Paris.

Pour le Portugal :

M. de Souza Roza, Ministre du Portugal à Paris.

Pour la Roumanie :

M. Ghika, Ministre de Roumanie à Paris.

Pour la Suède :

M. Hammarskjöld, Directeur des Affaires législatives au Département de la Justice, Professeur de droit à l'Université d'Upsal.

Pour la Suisse :

M. Ch.-E. Lardy, Ministre de Suisse à Paris.

Pour la Tunisie :

M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

Pour le Bureau international :

M. Henri Morel, Directeur.

M. Léon Bourgeois, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires étrangères, ouvre la séance en prononçant le discours suivant :

« Messieurs,

« Au moment où m'échoit l'honneur d'inaugurer vos travaux, permettez-moi d'exprimer toute la satisfaction que j'éprouve à voir, une fois de plus, Paris devenir le siège d'une de ces conférences internationales que l'esprit de prévoyance et de solidarité des peuples s'ingénie à multiplier. En moins de deux ans, les représentants des Puissances s'y sont déjà concertés sur les mesures de préservation sanitaire, la protection des oiseaux utiles, la question des transports par chemin de fer, celle des étalons de mensuration. Tous les grands intérêts publics qui unissent les nations dans une pensée de défense ou de progrès y ont ainsi trouvé, à la faveur de la libre discussion, une formule et une sanction. Et par contre-coup, ces réunions elles-mêmes, qui attirent de toutes parts tant d'hommes éminents, deviennent un puissant élément de rapprochement et de pacification. Par elles, les points de vue se contrôlent, les préjugés s'émoussent, les opinions se pénètrent, et, chaque jour, s'affirme et se développe ainsi cet état d'esprit plus large qu'on a appelé « l'état d'esprit européen » et que je devrais aujourd'hui qualifier d'un autre nom, en présence de l'empressement des Puissances du Nouveau-Monde à répondre à notre appel.

« Vous allez avoir à statuer sur un des intérêts les plus précieux et les plus élevés de l'humanité : la défense des productions de l'esprit, la juste rémunération du talent, le droit des écrivains et des artistes d'assurer le prix de leur travail contre les tentatives des plagiaires. Qui pourrait soutenir que c'est le petit côté des choses, l'aspect mercantile de la production qui sont ici seuls la cause ? Est-ce que, sûr du fruit de ses peines, n'ayant plus à disputer son pain à de déloyales convoitises, l'esprit dégagé des soucis matériels, l'écrivain, l'artiste, ne gagnent pas en indépendance, en dignité ? Et ce loisir, cette fierté reconquise, leurs œuvres ne doivent-elles pas forcément s'en ressentir ?

« La Convention de 1886 a déjà posé les bases d'une protection internatio-

nale garantie aux auteurs ou à leurs ayants droit, dans toute l'étendue de l'Union, sous la seule condition de l'accomplissement des formalités prescrites dans leur pays d'origine. L'insuffisance, la divergence des lois particulières ne permettaient guère de faire davantage à ce moment ; depuis lors, l'esprit public a accentué ses tendances, les législations intérieures se sont perfectionnées, l'opinion et la doctrine sont aujourd'hui d'accord sur un plus grand nombre de solutions qu'il reste à formuler d'une manière concrète.

« C'est ainsi que les vœux unanimes des Congrès provoqués par les représentants de la production intellectuelle réclament une énumération plus étendue des catégories d'ouvrages à sauvegarder, une protection moins timide des œuvres musicales proprement dites et des publications périodiques, une identification plus complète du droit de traduction au droit de propriété sur l'original, une prévision plus circonstanciée des modes divers de contrefaçon, une répression moins intermittente de la contrebande intellectuelle.

« Sur toutes ces questions, des propositions précises vous seront soumises, dans une forme compatible avec vos législations particulières, à côté desquelles se constituera ainsi peu à peu une sorte de droit commun universel.

« Telle est, Messieurs, l'œuvre de sages retouches, d'améliorations pratiques à laquelle vous êtes conviés.

« Laissez-moi me réjouir que ce soit par nos soins. C'est en France qu'il y a un siècle, cette propriété des œuvres de l'esprit, la dernière venue et la plus contestée, a trouvé son premier asile. Nous sommes heureux que votre vote unanime ait désigné la capitale de ce même pays pour une réunion d'où sortiront, pour la propriété intellectuelle, de nouvelles et plus complètes garanties.

« Je veux également remercier pour leur collaboration aussi active que compétente à l'élaboration de notre programme, les membres du Bureau international de Berne, dont le distingué directeur apporte à la Conférence l'utile concours de ses avis.

« Enfin, Messieurs, nous devons nous féliciter d'une adhésion à la Convention qui nous est parvenue à la veille même de l'ouverture de vos travaux : celle de la Norvège.

« Mais je n'aurais que bien imparfaitement accompli ma tâche, si je me bornais à tracer, à l'intention des Délégués de l'Union, cette brève esquisse de leurs travaux. Je ne puis oublier que seize Etats nouveaux nous font l'honneur d'assister à ses délibérations et de venir juger le Pacte de Berne sur ses titres et sur ses résultats. Aux Envoyés de ces Puissances je dirai : soyez aussi les bienvenus, vous qui venez en toute sincérité, en toute liberté d'esprit, étudier l'œuvre de droit international dont nous poursuivons aujourd'hui le développement. Nous nous garderons d'en altérer le caractère, et d'y affaiblir l'expression du respect nécessaire à l'égard des coutumes et des lois particulières de chaque nation. Si ses stipulations visent à assurer à tout auteur la protection légale du pays auquel il s'adresse, ce n'est, bien entendu, que dans la forme et la mesure propres à ce pays. Elles n'en violentent en rien les idées, elles n'en brusquent pas la marche ; fidèles à cet esprit, nous nous bornerons à leur en faire suivre pas à pas les changements et les progrès.

« Et, d'autre part, justement touchés des préoccupations de ceux qui appréhendent de voir étouffer, sous l'afflux des importations étrangères, les arts et les littératures indigènes, nous avons tout au contraire entendu, par notre convention, en favoriser l'essor. Ce qu'il leur faut craindre, en effet, c'est l'irruption brutale et sans frein, non les emprunts réglementés et taxés. Ceux-ci, en marquant et mesurant sa place au génie étranger à côté de l'inspiration nationale, bien loin d'entraver cette dernière, ne peuvent que la stimuler par l'exemple et par la comparaison.

« Suivez donc, Messieurs, d'un œil impartial l'œuvre des Plénipotentiaires unionistes ; vous apprécierez l'esprit d'équitable ménagement, le prudent libéralisme qui les inspire, et après que vous aurez rendu compte à vos Gouvernements de ce qu'il vous aura été donné de voir et d'entendre, nous nous confions

à leurs lumières pour en tirer des conséquences heureuses pour l'œuvre commune. »

M. Lardy, Ministre de Suisse, répond en ces termes :

« Monsieur le Président du Conseil,

« Puisque les circonstances font de moi le plus ancien des Représentants étrangers prenant part à la Conférence, permettez-moi de vous exprimer immédiatement au nom de mes Collègues et au mien, nos meilleurs remerciements pour les paroles de bienvenue que vous venez de nous adresser au nom du Gouvernement de la République française.

« L'œuvre au perfectionnement de laquelle nous allons consacrer nos efforts a été commencée il y a plus de douze ans. Elle est le fruit de la persévérance, de la bonne volonté et de l'esprit de conciliation de tous. Elle constituait une transaction entre les vœux plus absolus d'un certain nombre d'Etats habitués de longue date à reconnaître et à pratiquer la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques, et les tendances moins accentuées des pays récemment gagnés au principe de la garantie du travail intellectuel. Elle formait un mélange habilement dosé de dispositions précises, véritable commencement de code international, sur un certain nombre de points pour lesquels les Etats convenaient d'un minimum de protection, et, d'autre part, de dispositions laissant subsister les bigarrures des lois intérieures de chaque pays, mais consacrant tout au moins le grand progrès de l'assimilation des intéressés unionistes aux intéressés nationaux. C'est seulement grâce à cette combinaison qu'il a été possible d'atteindre ce magnifique résultat de grouper près d'un demi-milliard d'êtres humains sous le drapeau de notre Union.

« La Convention de 1886 constituait, en d'autres termes, la première étape en vue d'atteindre et de concilier deux grands buts, dont l'un est d'unifier sans imposer de recul à personne, et dont l'autre est d'attirer dans notre sphère commune de nouveaux adhérents sans leur demander d'aller plus vite que ne le comportaient leur tempérament et leurs nécessités intérieures.

« Ce but peut et doit, semble-t-il, rester le nôtre aujourd'hui comme il y a dix ans, parce que nous pouvons indéfiniment nous en rapprocher sous ses deux aspects différents.

« Au moment de signer le Pacte de 1886, il a paru aux fondateurs de l'Union qu'il y aurait un grand intérêt à ce que la première Conférence de revision se tint à Paris. C'est la France, en effet, qui a, dans une grande mesure, contribué à élargir le mouvement internationaliste en matière de protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. C'est elle, il me sera peut-être permis de le rappeler dans un moment où les choses du passé s'effacent trop vite de la mémoire, c'est elle qui a compris que, pour triompher, il fallait ouvrir les portes toutes grandes, accorder à tous le bénéfice de la protection des lois françaises, sans même exiger de réciprocité, et prouver au monde une fois de plus que les larges et généreuses initiatives sont généralement aussi un excellent moyen de sauvegarder ses intérêts. Cette initiative unilatérale énergique a été suivie, à partir de 1860, de nombreuses conventions particulières entre la France et les divers Etats du continent européen. Ces conventions particulières ont été la semence féconde d'un droit nouveau et ont rendu possible la Convention générale de 1886. En nous réunissant à Paris, nous avons non seulement le privilège de jouir de l'hospitalité d'un grand peuple et de bénéficier de cet accueil toujours si courtois auquel le Gouvernement de la République française a habitué les Représentants des Gouvernements étrangers, mais nous sommes heureux d'avoir enfin l'occasion d'entrer en relations personnelles avec tous ces hommes distingués qui illustrent en France la science du droit en matière littéraire et artistique, qui sont les princes de cette science et qui nous semblent être d'anciennes connaissances, tant nous avons pris l'habitude de vivre avec leurs ouvrages et de puiser à la source de leur érudition toujours si sûre et si limpide.

« Nous savons qu'avec leur concours, joint à nos bonnes volontés, l'Union de Berne deviendra à Paris un vaste édifice aux solides assises, dont les portes demeureront largement ouvertes aux peuples nouveaux, désireux de se grouper avec nous autour des principes de justice et de progrès qui sont notre raison d'être.

« Monsieur le Président,

« Nous regrettons vivement, mais nous comprenons qu'au milieu des responsabilités de tout genre qui vous incombent comme Chef du Gouvernement d'un grand pays, il ne vous soit pas possible d'accepter la direction effective de nos travaux. Nous osons espérer, toutefois, que vous consentirez à les suivre de votre intérêt, à les seconder de votre haute et puissante influence et à y intéresser M. le Président de la République, auquel nous serions heureux d'avoir l'occasion de présenter les hommages de la Conférence. En nous inclinant devant votre décision, je vous remercie, au nom de mes Collègues, d'avoir placé à la tête de la Délégation française un de vos éminents prédécesseurs, qui cumule en sa personne le prestige des plus hautes fonctions politiques, l'éclat de la tribune parlementaire et les gloires de deux illustres académies, l'Académie française et l'Académie des sciences.

« Mes chers Collègues, j'ai l'honneur de vous prier d'acclamer avec moi le nom de S. Exc. M. de Freycinet comme Président de la Conférence. »

La Conférence accueille cette proposition par des applaudissements unanimes.

Présidence de M. C. DE FREYCINET, Membre de l'Académie française, Sénateur.

M. Léon Bourgeois cède le fauteuil de la présidence à M. de Freycinet qui remercie la Conférence en ces termes :

« Messieurs,

« En prenant possession de la présidence, je tiens à vous remercier profondément du grand honneur qui m'est fait par cette désignation. Je tâcherai de m'en montrer digne.

« Vous auriez aisément trouvé parmi vous un membre plus compétent et mieux préparé, par ses antécédents, pour une semblable mission. Mais vous n'en auriez trouvé aucun de plus sincèrement dévoué à votre œuvre et plus désireux d'en assurer le succès.

« Après les éloquents discours que vous venez d'entendre de la bouche de M. le Président du Conseil et de M. le Ministre de Suisse, il serait déplacé, de ma part, de m'étendre sur vos prochains travaux. Je me bornerai à en constater et en proclamer, d'un mot, la haute portée philosophique et sociale : instituer une législation commune entre tant de pays divers, pour la protection de la pensée humaine, c'est travailler au rapprochement des peuples et coopérer directement au progrès de la civilisation. Aussi vos travaux sont-ils d'avance assurés de rencontrer la sympathie universelle.

« Je termine par une requête personnelle.

« Comme il ne me sera peut-être pas loisible d'assister à toutes vos séances, je demanderai à la Conférence de vouloir bien m'adjoindre un vice-président. Et en ce cas, je me permets de proposer à vos suffrages un homme doublement désigné, et comme doyen des diplomates présents à cette réunion, et comme représentant du pays qui a été le berceau de la Convention internationale en vigueur : j'ai nommé M. Lardy, ministre de Suisse. »

M. Lardy est désigné à l'unanimité comme vice-président de la Conférence.

M. Lardy déclare qu'il ne saurait refuser l'honneur fait à la Suisse en sa personne. « Je l'accepte d'ailleurs, dit-il, en souvenir des trois hommes qui ont représenté la Suisse aux Conférences de Berne de 1884, 1885 et 1886 : M. Numa Droz, qui les présidait, et MM. Ruchonnet et d'Orelli, qui sont descendus dans la tombe. »

En ouvrant les travaux de la Conférence, M. le Président énumère en premier lieu les treize Etats qui font partie de l'Union ; ce sont les suivants :

Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Luxembourg, Monaco, Monténégro, Norvège, Suisse, Tunisie.

Les Etats représentés, mais ne faisant pas partie de l'Union, sont au nombre de quatorze. En voici la liste :

République Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Guatemala, Mexique, Pérou, Portugal, Roumanie, Suède.

M. le Président annonce que deux Etats : le Honduras et le Salvador, ont également accepté l'invitation qui leur a été adressée ; toutefois, leurs Délégués ne sont pas encore arrivés. Il exprime l'espoir de voir MM. les Délégués des Etats non contractants prendre une part active aux travaux de la Conférence et préparer ainsi l'accession prochaine de leur pays respectif au Pacte d'Union.

M. de Freycinet propose d'examiner un projet de règlement dont les éléments ont été préparés par les soins du Bureau international de Berne. Le directeur de ce bureau, M. Henri Morel, a bien voulu apporter toute son attention à l'élaboration de ce projet. En voici le texte :

PROJET DE RÈGLEMENT

Article premier. — Les propositions présentées par l'Administration française avec le concours du Bureau international sont prises comme base de la discussion.

Art. 2. — Quel que soit le nombre des membres d'une Délégation, chacun d'eux peut prendre part aux délibérations, mais dans les scrutins, chaque pays ne dispose que d'une voix.

Le vote a lieu par appel nominal opéré dans l'ordre alphabétique des noms des pays représentés.

En cas d'empêchement, une Délégation peut se faire représenter par celle d'un autre pays.

Art. 3. — En principe, tout amendement ou contre-proposition doit être remis par écrit au Président, imprimé et distribué avant d'être soumis à la discussion.

La même règle s'applique aux vœux formulés en vue de modifications ultérieures.

Art. 4. — La Conférence peut renvoyer les questions soumises à ses délibérations à l'examen préalable d'une commission, dans laquelle chaque Délégation pourra se faire représenter par un ou plusieurs de ses membres. La commission pourra se diviser en plusieurs sous-commissions.

Les modifications proposées par la commission seront imprimées avant d'être portées devant la Conférence.

Art. 5. — Le procès-verbal donne un résumé succinct des délibérations. Il relate toutes les propositions formulées dans le cours de la discussion, avec le

résultat des scrutins ; il donne, en outre, un résumé sommaire des arguments présentés.

Chaque Délégué a le droit de réclamer l'insertion *in-extenso* de ses discours ou déclarations ; mais, dans ce cas, il est tenu d'en remettre le texte au secrétariat, dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances sont remis en épreuves aux Délégués et ne sont publiés qu'à la fin des travaux de la Conférence.

Art. 6. — Les Délégués des pays non unionistes représentés à la Conférence peuvent prendre part à ses délibérations avec voix consultative.

Art. 7. — Les textes résultant des votes successifs seront soumis à une commission de rédaction avant d'être définitivement adoptés, dans leur ensemble, par la Conférence.

Art. 8. — La langue employée pour les discussions et pour les actes de la Conférence est la langue française.

M. le Président présente au sujet du Règlement quelques éclaircissements :

A propos de l'article premier, il fait observer que la discussion trouvera naturellement sa base dans le document élaboré par l'Administration française avec le concours du Bureau international. Ce document contient les articles de la Convention et en regard les propositions de modification.

En ce qui concerne l'article 3, il déclare que la Conférence ne saurait délibérer sur des propositions qui altéreraient les dispositions de la Convention dans leur essence, et que les Gouvernements n'auraient pu examiner au préalable. Il sera donc bien entendu que les amendements prévus par l'article 3 devront être présentés à titre de simples modifications aux propositions déjà connues, et non pas à titre de propositions nouvelles.

Sur l'article 5, M. le Président dit qu'il ne s'agit ici que des procès-verbaux des séances plénières. En séance de commission, le secrétariat se bornera à prendre de simples notes destinées à faciliter les travaux des rapporteurs ; ces notes ne seront pas livrées à l'impression.

Sur une observation de M. Reichardt, M. le Président propose de tenir les séances plénières le matin, et les séances de commission l'après-midi. De cette manière, le travail étant préparé par la commission, les délibérations de la Conférence exigeront moins de temps.

En outre, cette combinaison donnerait satisfaction à M. Reichardt, puisque les discours et propositions à insérer *in extenso* au procès-verbal, qui auront été prononcés ou présentés le matin, pourront être remis au secrétariat dans la soirée. Au cas où l'on jugerait utile de tenir une séance dans l'après-midi, toutes les facilités nécessaires seront laissées à MM. les Délégués pour rédiger le texte de leurs communications.

Après avoir lu l'article 6, M. le Président rappelle que la collaboration de MM. les Délégués des Etats non unionistes sera très précieuse, mais que le fait que leur Gouvernement n'a pas encore adhéré à la Convention de Berne ne leur permet pas d'émettre un vote. D'autre part, la commission sera composée, en principe, des Représentants des Etats unionistes, mais il va sans dire que ceux des Etats non unionistes seront toujours admis à y prendre part et à y présenter les observations qu'ils jugeront utile de faire valoir.

L'article 7 a été rédigé en vue d'assurer une rédaction des textes plus réfléchie et irréfutable.

A la suite de ces éclaircissements, M. le Président met aux voix le projet de Règlement, qui est adopté à l'unanimité.

M. le Président présente à la Conférence les membres du secrétariat, MM. Guerlet, Poincard, Rothlisberger, Dubois, Maillard, de Peretti et Clause.

M. de Freycinet, insistant sur la composition et le rôle de la commission, rappelle que, conformément à l'usage déjà suivi lors des Conférences de Berne, chaque Délégation pourra soit désigner spécialement un de ses membres pour faire partie de cette commission, soit assister tout entière à ses séances. Les délibérations de la Commission précéderont toujours celles de la Conférence, prépareront ses décisions et simplifieront la marche de ses travaux.

La Conférence adopte à l'unanimité cette manière de procéder.

M. de Freycinet annonce à MM. les Membres de la Conférence que M. le Président de la République les recevra ce même jour à 4 heures et demie, et qu'ils lui seront présentés par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

M. le Président propose à la Conférence de s'ajourner au lendemain. Au commencement de la seconde séance, on ouvrira une discussion générale sur les propositions soumises à la Conférence. Ensuite, on examinera quels articles doivent être renvoyés à l'examen de la commission, en laissant à celle-ci le temps nécessaire pour les étudier.

La séance est levée à 11 heures un quart.

Au nom de la Conférence :

Le Président :
C. DE FREYCINET.

Les Secrétaires :
GUERLET.
POINCARD.
ROTHLISBERGER.
DUBOIS.
MAILLARD.

Deuxième séance. — 16 avril 1896.

Présidence de M. C. DE FREYCINET.

La séance est ouverte à 9 h. 3/4, dans le salon de l'Horloge, au Ministère des affaires étrangères.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

M. le Président prie MM. les Délégués de prendre connaissance du procès-verbal de la première séance, qui leur a été communiqué en épreuves, et d'adresser, s'il y a lieu, leurs observations au secrétariat.

La parole est donnée à M. Delyanni, délégué de la Grèce, qui fait la déclaration suivante :

« Monsieur le Président,

« Les représentants des pays qui ne font pas partie de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, m'ont fait l'honneur de me charger d'exprimer leur gratitude aux Etats unionistes et particulièrement

au Gouvernement français, pour nous avoir admis au sein de la Conférence et nous avoir permis de suivre ses travaux concernant la défense des productions de l'esprit. Nous pourrions ainsi renseigner nos Gouvernements respectifs sur les modifications qui seront apportées à la Convention de Berne.

« Usant de la permission que Votre Excellence nous a accordée, dans son allocution d'hier, non seulement d'assister à toutes les séances de la Conférence, mais aussi de prendre part à ses travaux et de formuler même, le cas échéant, des propositions pouvant faciliter, dans l'avenir, l'accession à l'Union de Berne des Etats que nous représentons, nous nous empresserons, mes Collègues et moi, de profiter de la faculté que vous voulez bien nous laisser si gracieusement, et pour laquelle nous vous exprimons, encore une fois, M. le Président, nos plus vifs remerciements.

« En ce qui me concerne personnellement, je crois pouvoir informer la Conférence qu'une législation spéciale et complète, visant la protection de la propriété littéraire, n'existe pas jusqu'à présent en Grèce. Mais le ministre actuel de l'Instruction publique, convaincu de la nécessité d'assurer aux écrivains et aux artistes le prix de leur travail, a fait préparer un projet de loi inspiré des principes de la Convention de Berne de 1886 et des Congrès qui l'ont suivie. Il compte soumettre ce projet à l'approbation législative.

« Si la Chambre, dont les travaux touchent malheureusement à leur fin, ne parvient pas à le discuter et à le voter avant sa séparation, M. le Ministre de l'Instruction publique s'empressera de le soumettre à nouveau à la session prochaine, avec l'espoir de le voir voter par les représentants du pays.

« Il est par conséquent impossible à la Grèce de songer encore, et avant d'avoir chez elle une législation spéciale régissant la matière, à demander à faire partie de l'Union internationale. Mais, en attendant, son représentant dans cette Conférence profitera de votre autorisation d'assister à vos travaux et de prendre part à vos délibérations, à titre purement consultatif. Il tiendra son Gouvernement au courant des modifications qui seront apportées à vos décisions antérieures, et l'éclairera sur les mesures à prendre ultérieurement en vue de l'accession éventuelle de la Grèce à votre Union. »

M. le Président remercie M. Delyanni de sa communication, et déclare que les propositions et les vœux qui seront présentés par MM. les Délégués des Etats non unionistes seront examinés par la conférence avec toute la sollicitude qu'ils méritent.

La parole est ensuite donnée à M. Pouillet, délégué de la France ; il fait en ces termes l'historique du mouvement d'opinion qui s'est produit en faveur de la protection internationale des droits des écrivains et des artistes, mouvement qui a conduit à la fondation de l'Union :

« Messieurs,

« Puisque M. le Président veut bien me donner la parole pour un exposé général, je ferai, si vous le permettez, tout simplement l'historique, très bref d'ailleurs, de la Convention d'Union du 9 septembre 1886, qui porte communément le nom de Convention de Berne. Ce sera comme une petite préface de nos travaux, préface destinée, bien entendu, moins aux délégués des nations qui font déjà partie de l'Union, qui savent les circonstances et les conditions dans lesquelles elle a pris naissance, qui en ont déjà apprécié l'utilité pratique et les avantages, qui en savent par conséquent le but, la portée et la valeur, qu'aux délégués des nations qui n'ont pas encore adhéré à la Convention et qui, nous l'espérons, s'ils pouvaient se pénétrer de la grandeur de notre œuvre, insisteraient auprès de leurs Gouvernements pour décider leur adhésion.

« Vous savez, on le rappelait hier, que c'est à la fin du siècle dernier que les législateurs se sont préoccupés de la protection due au droit des auteurs. Jus-

que-là, l'auteur pouvait bien obtenir de la gracieuseté du souverain un privilège exclusif pour l'impression et la vente de son œuvre, mais il devait solliciter ce privilège, qui dépendait toujours du bon plaisir. La loi française du 19 juillet 1793 est la première qui ait accordé à l'auteur et à l'artiste un droit qui prend uniquement sa source dans le fait de la création de l'œuvre. L'œuvre naît, paraît au jour : le droit à la protection naît du même coup pour l'auteur.

« La loi est très brève ; elle se borne à poser quelques principes, laissant à la jurisprudence un libre champ pour se mouvoir.

« Toute la loi tient dans quelques principes que voici : tous les écrits, toutes les œuvres d'art sont également protégés. Nul ne peut les copier ou sous une forme quelconque s'en emparer sans l'assentiment de l'auteur. Le droit de l'auteur, appelé en France *droit de propriété littéraire et artistique*, consiste précisément dans le droit exclusif qui lui est reconnu de permettre ou de défendre la reproduction de son œuvre.

« Le droit dure d'abord pendant la vie de l'auteur ; il lui survit pendant un certain temps au profit de ses héritiers ou ayants cause ; ce délai, augmenté à plusieurs reprises, est aujourd'hui de cinquante ans après la mort de l'auteur. Toute la vie de l'auteur, cinquante ans au-delà, voilà la durée des droits d'auteur dans notre pays.

« Les formalités sont nulles, on peut le dire ; elles se réduisent au dépôt d'un certain nombre d'exemplaires des œuvres imprimées ou gravées. Ce dépôt a officiellement pour but d'enrichir les bibliothèques nationales. Il n'est d'ailleurs soumis à aucun délai ; il n'est jamais trop tard pour l'effectuer.

« L'étranger est protégé, sans aucune condition de réciprocité, pour les œuvres qu'il fait paraître en France. Une loi de 1852 a même été plus loin ; l'étranger est protégé même pour les œuvres qu'il a fait paraître hors de France.

« On peut dire, sans crainte d'un démenti, qu'il n'est pas un pays où l'auteur soit plus libéralement protégé qu'en France, et j'entends par là surtout l'auteur étranger. Il trouve en France une protection complète, absolue.

« La jurisprudence s'est montrée, dès le principe, aussi libérale que la loi, et elle a tranché toutes les questions sur lesquelles la loi ne s'était pas prononcée dans un sens favorable à l'auteur. Ainsi, quand il s'est agi de savoir si l'auteur pouvait interdire la traduction de son œuvre ou si, au contraire, il était licite à tous de traduire une œuvre parue, et cela sans le consentement de l'auteur ou même au mépris de sa défense, les tribunaux n'ont pas hésité. Ils ont invariablement décidé que la traduction n'était qu'un mode de reproduction, que ce qui, dans l'œuvre, appartenait d'abord à l'auteur, c'était non la parure, le vêtement (la langue dans laquelle un ouvrage est écrit n'est en effet qu'un vêtement), mais l'ouvrage lui-même, sa composition, le sujet qu'il traite. L'œuvre ne change pas de nature parce qu'au lieu d'être écrite en français, elle est écrite en italien ou en espagnol. La traduction est à l'œuvre littéraire ce que la gravure est à l'œuvre d'art. Pourrait-on tolérer que l'auteur d'un tableau ne pût pas interdire qu'on gravât son ouvrage sans son consentement ? Les tribunaux français n'ont donc jamais, à aucun moment, admis que le droit de traduire pût être considéré comme détaché du droit de reproduction qui appartient à l'auteur sur l'original.

« De même, quand la question de la photographie s'est présentée, les tribunaux français ont tout de suite admis que la photographie pouvait être considérée comme rentrant dans l'art du dessin et comme constituant une œuvre artistique.

« De même encore pour les articles de journaux. La jurisprudence n'a jamais fait difficulté de reconnaître qu'un article de journal constituait un écrit dans le sens de la loi, et devait être protégé comme tout autre écrit ; elle a conclu que la reproduction des articles de journaux n'était licite qu'avec l'assentiment de l'auteur, à la condition seulement qu'ils constituassent une œuvre personnelle, une création, et elle n'a ainsi écarté de la protection que les faits divers, les télégrammes, sans aucun cachet personnel, admettant encore avec pleine

raison que les articles de discussion politique échappaient par leur nature et leur caractère même à toute appropriation de la part de l'auteur.

« La jurisprudence des tribunaux français s'est donc en toute occasion montrée libérale et large dans l'application qu'elle a faite des principes posés par la loi.

« Le travail accompli en France s'accomplissait en même temps dans presque tous les autres pays, d'une façon toutefois un peu plus lente, un peu plus discrète et mesurée. Mais, après tout, qui pourrait s'en plaindre ? S'agissant de réformes qui intéressent l'humanité, à quoi bon de trop vives impatiences ? L'humanité n'est-elle pas éternelle ? Ce qui ne s'accomplira pas aujourd'hui s'accomplira demain. C'est au présent à préparer l'évolution de l'avenir et à la faciliter.

« Seulement, à mesure que ce travail de protection s'opérait, les moyens de communication devenaient plus rapides. Un ouvrage publié dans un pays, quand le succès lui souriait, se répandait rapidement dans les autres pays. Alors l'auteur se trouvait en présence de divergences profondes dans les législations. Protégé ici, il n'était ailleurs que très peu ou même pas du tout protégé. Les auteurs sentirent la nécessité de se réunir pour défendre leurs intérêts et aviser à les faire respecter. De là, dans presque tous les pays, ces grandes et puissantes sociétés, société des gens de lettres, société des auteurs et compositeurs dramatiques, dont le but est de travailler, sous toutes les formes, à la défense des intérêts des auteurs. De là aussi les congrès destinés à mettre en contact et à unir les auteurs de tous les pays.

« Le premier congrès, je crois, en matière de propriété littéraire, l'un des plus importants en tout cas, est celui qui se réunit à Anvers en 1838. Il fut brillant entre tous. Il y vint des auteurs et des artistes d'à peu près tous les pays du monde, et chaque pays envoya ses hommes les plus éminents. On travailla beaucoup ; on mit en lumière les divergences des législations ; on insista sur la nécessité de les faire disparaître ; on avisa aux moyens à employer pour cela. Mais la question, finalement, resta à l'étude.

« On ne vit de remède immédiat que dans la conclusion de conventions internationales, réglant les intérêts de peuple à peuple et formant autant de contrats séparés. Si bien que, pour étudier le droit international se rapportant à une nation, il fallait étudier tous les traités qu'elle pouvait avoir passés avec d'autres pays et qui souvent différaient considérablement de l'un à l'autre.

« On sentait déjà le besoin d'une union établie entre différentes nations, mais l'idée, flottant en quelque sorte dans l'air, n'avait pas pris corps.

« C'est en 1878 qu'on la voit enfin se dégager nettement. En 1878, une exposition universelle se réunissait à Paris. On profita de la venue, dans cette ville, d'un grand nombre d'étrangers pour organiser des congrès sur la plupart des matières. On organisa notamment un congrès pour la propriété artistique et un autre congrès pour la propriété littéraire.

« Au congrès de la propriété artistique, tenu sous la présidence du maître illustre dont la perte se fait encore sentir, Meissonier, le vœu suivant fut émis :

« Il est à désirer qu'il se constitue entre les Etats de l'Europe et d'outre-mer
« une union générale qui adopte une législation uniforme en matière de propriété artistique.

« Le Congrès donne mission à son bureau de se présenter auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pour lui demander de prendre l'initiative de provoquer la réunion d'une Commission internationale officielle dans le but de constituer entre les Etats d'Europe et d'outre-mer une union générale qui adopte une législation uniforme en matière de propriété artistique. »

« Les mêmes idées se manifestèrent dans le congrès de la propriété littéraire tenu sous la présidence de Victor Hugo ; tout le monde était d'avis d'une union

internationale, mais comment parvenir à la fonder ? C'est alors qu'on eut la pensée d'une association internationale, dont le centre serait en France, qui créerait des comités dans le plus grand nombre de pays possible et établirait ainsi un lien constant entre les auteurs de toutes les nations. Elle aurait pour mission de réunir fréquemment des congrès, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, de façon à recruter toujours de nouveaux adhérents, qui, devenus peu à peu légion dans tous les pays, contribueraient, à la longue, à créer l'union tant désirée.

« L'Association littéraire internationale, appelée un peu plus tard Association littéraire et artistique internationale, fut ainsi fondée. La présidence en fut aussitôt offerte à celui-là même sous le patronage duquel elle venait de se former, à Victor Hugo, qui l'accepta dans des termes émus qu'il est bon de rappeler ; car les paroles du maître sont comme une profession de foi et contiennent en elles-mêmes la grande pensée qui, selon moi, est la raison d'être de l'union créée à Berne en 1886 :

« J'accepte, reconnaissant, dit-il, la présidence que vous avez bien voulu m'offrir avec tant d'affection.

« L'Association littéraire internationale vivra. L'union de tous les esprits a été le rêve constant de ma vie, qui a presque autant d'années que le siècle.

« La race des littérateurs, race rare, marchera devant ; les peuples la suivront.

« La paix universelle sortira de cette immense fraternité spirituelle.

« Votre œuvre grandiose, elle réussira. Elle ne peut pas rencontrer d'hostilité ; car elle répond à un idéal de communauté que tous désirent ardemment.

« Vous qui êtes plus jeunes que moi, vous en verrez les fruits.

« J'ai toujours pensé que de l'alliance des lettres surgirait la pacification des âmes ! »

« Belles et admirables paroles, Messieurs, paroles prophétiques ! Victor Hugo, devantant ainsi l'avenir, avait l'intuition de cette union qui, depuis, s'est réalisée. Oui, c'est bien l'alliance des littérateurs et des artistes qui a fondé l'Union de Berne. Et pour moi, dans cette Union, pour laquelle je suis fier d'avoir travaillé, j'aime à voir d'abord cette immense fraternité spirituelle dont parlait Victor Hugo, conduisant au rapprochement des peuples et à la pacification des âmes. C'est ce grand, c'est ce noble côté de l'œuvre, qui est bien fait, à mon sens, pour séduire, pour entraîner les nations qui n'ont pas adhéré à l'Union. Que les délégués ici présents reportent à leurs Gouvernements les belles paroles du poète, et leurs Gouvernements seront fiers, j'en suis certain, de joindre leurs efforts aux nôtres pour collaborer à une œuvre d'où sortira un progrès pour le bien de l'humanité.

« L'Association internationale a rempli fidèlement sa mission. Elle a créé des comités dans un grand nombre de pays, elle a réuni des congrès, elle a conquis partout des amitiés, allant chaque année dans une ville différente, Londres, Lisbonne, Madrid, Milan, Vienne, Bruxelles, Genève, Rome, etc.

« En 1882, on était à Rome.

« Le docteur Paul Schmidt, de Leipzig, en sa qualité de représentant de la Société des libraires allemands, déposa la proposition suivante :

« Considérant que la nécessité de protection de la propriété intellectuelle est la même dans tous les pays ;

« Considérant que la satisfaction complète de cette nécessité ne pourra être obtenue que par l'adoption, par des délégués de tous les Gouvernements, et la mise en vigueur commune, dans tous les Etats contractants, d'une Union de la propriété littéraire semblable à celle par laquelle a été créée l'Union postale ;

« Considérant qu'une pareille Union doit être basée sur les idées et les vœux de tous les groupes d'intéressés, non seulement ceux des hommes de lettres,

« mais également ceux des libraires-éditeurs, des compositeurs et des éditeurs
« de musique ;

« Le soussigné a l'honneur de proposer que le bureau de l'Association litté-
« raire internationale soit chargé de prendre les mesures nécessaires pour pro-
« voquer, dans la presse de tous les pays, une discussion, aussi étendue et
« approfondie que possible, de la question de la formation d'une Union de
« propriété littéraire, et pour que, en un lieu et à une date qui seront ulté-
« rieurement fixés, une Conférence, composée des organes et des groupes inté-
« ressés, se réunisse pour discuter et se concerter sur un projet de création
« d'une Union de propriété littéraire. »

« Ce vœu fut voté à l'unanimité ; et, à la suite de ce vote, M. Bætzmann, notre collègue ici présent, celui qui nous annonçait tout à l'heure l'adhésion de la Norvège à la Convention de Berne, prenait la parole en ces termes :

« En ma qualité de l'un des plus anciens membres de l'Association, je puis
« assurer que le comité exécutif de l'Association littéraire internationale s'ef-
« forcera de remplir utilement, de concert avec la Société à qui est due l'ini-
« tiative de la proposition présentée par M. Schmidt, le mandat important qui
« lui a été confié. En même temps je propose que l'on fixe dès aujourd'hui le
« lieu de la réunion de la Conférence décidée par le vote de tout à l'heure. Je
« propose donc que Berne, la ville internationale par excellence, soit choisie
« comme lieu de réunion. J'ajoute que M. Schmidt a bien voulu s'associer à
« cette proposition et je prie M. le Président de bien vouloir la mettre aux
« voix. »

« La proposition de M. Bætzmann fut adoptée à son tour, et aussitôt le comité de l'Association littéraire et artistique internationale se mit à l'étude. Il rédigea un projet de convention d'union, et, ce projet une fois élaboré, l'Association s'adressa au gouvernement de la Suisse, lui demandant de prendre ce projet sous son patronage et d'admettre l'Association à provoquer la réunion à Berne d'une conférence officielle et privée, composée de délégués du plus grand nombre de pays possible, dans laquelle le projet serait discuté. Le gouvernement helvétique rendit une réponse favorable ; le Conseil fédéral désigna même M. Numa Droz, l'un de ses membres, pour suivre et diriger les travaux de la Conférence. Le projet, définitivement arrêté dans cette conférence, fut remis aux mains du gouvernement suisse, qui l'amenda à son tour, en vue de le rendre plus acceptable pour les pays dont la législation était encore retardataire, et, le 9 décembre 1883, le gouvernement helvétique adressait le projet revu et corrigé, à tous les gouvernements, en l'accompagnant d'une circulaire ainsi conçue :

« Excellence,

« La protection des droits des auteurs d'œuvres de littérature et d'art (pro-
« priété littéraire et artistique, selon la terminologie française) tend à devenir
« de plus en plus l'objet de conventions internationales. Il est, en effet, dans
« la nature des choses que l'œuvre du génie de l'homme, une fois qu'elle a vu
« le jour, ne puisse plus être restreinte à un seul pays et à une seule nationa-
« lité ; si elle a quelque valeur, elle ne tarde pas à se répandre dans tous les
« pays sous des formes qui peuvent varier plus ou moins, mais qui laissent
« néanmoins subsister dans son essence et dans ses principales manifestations
« la pensée créatrice. Voilà pourquoi, après que tous les Etats civilisés ont
« reconnu et garanti par leurs législations intérieures le droit de l'écrivain et
« de l'artiste sur son œuvre, le besoin impérieux s'est montré de protéger aussi
« les droits dans les relations internationales qui vont tous les jours se multi-
« pliant et grandissant. C'est à ce besoin qu'on s'est efforcé de répondre par
« les nombreuses conventions conclues dans les dernières années entre les
« principaux Etats.

« Mais quels que soient les avantages que ces conventions présentent, il faut

« reconnaître qu'elles sont loin de protéger d'une manière uniforme, efficace
 « et complète, les droits d'auteur. Cette insuffisance tient, sans contredit, à la
 « diversité des législations nationales, dont le régime conventionnel a dû néces-
 « sairement tenir compte.

« Les irrégularités et même les grandes lacunes qu'offre le droit internatio-
 « nal actuel ne pouvaient manquer d'affecter vivement les intéressés, auteurs,
 « éditeurs et autres ayants droit. Aussi voyons-nous se produire de leur part
 « les plus grands efforts pour aboutir, d'un côté, à la reconnaissance univer-
 « selle des droits d'auteur sans distinction de nationalité, et, de l'autre, à
 « l'uniformité désirable dans les principes qui régissent la matière. »

« La circulaire rappelle alors les travaux de l'Association littéraire interna-
 « tionale, le projet présenté par elle, et elle ajoute :

« Le Conseil fédéral n'a pas dissimulé aux initiateurs de ce projet qu'il voyait
 « des difficultés à sa réalisation immédiate dans toute son étendue. En effet,
 « les conventions récemment conclues ou en vigueur depuis un certain nombre
 « d'années sont plus ou moins en contradiction avec telle ou telle partie des
 « dispositions de ce projet, et il ne faut pas prétendre à ce que ces conventions
 « puissent facilement être modifiées avant leur échéance.

« Mais, d'autre part, ce serait certainement un grand gain que d'aboutir dès
 « maintenant à une entente générale par laquelle se trouverait proclamé le
 « principe supérieur et, pour ainsi dire, de droit naturel : *que l'auteur d'une*
 « *œuvre littéraire ou artistique, quels que soient sa nationalité et le lieu de*
 « *reproduction, doit être protégé partout à l'égal des ressortissants de cha-*
 « *que nation.*

« Ce principe fondamental qui ne heurte aucune convention existante une
 « fois admis, et l'Union générale constituée sur cette base, il est hors de doute
 « que, sous l'influence de l'échange de vues qui s'établirait entre les Etats de
 « l'Union, les différences les plus choquantes qui existent dans le droit inter-
 « national s'effaceraient successivement pour faire place à un régime plus uni-
 « forme et conséquemment plus sûr pour les auteurs et les ayants droit.

« C'est dans ce sens que le Conseil fédéral suisse croit pouvoir appuyer
 « auprès des gouvernements de tous les pays la demande de l'Association litté-
 « raire internationale. »

« Cet appel fut entendu. Une première conférence officielle eut lieu à Berne
 en 1884, puis une seconde en 1885, et de là sortit enfin la Convention d'Union
 qui porte la date du 9 septembre 1886 et dont la revision vous est aujourd'hui
 soumise.

« Tel est l'historique de la Convention.

« Ce n'est pas une Convention pareille aux traités internationaux jusqu'alors
 conclus entre les peuples ; il n'y a pas là ce contrat synallagmatique par lequel
 deux nations s'accordent l'une à l'autre un certain nombre de droits, plus ou
 moins limités, mais exactement pareils.

« Ici, la nation dont la législation est la plus libérale et la plus large ne
 marchande pas aux sujets des autres pays signataires de la Convention la jouis-
 sance de toutes les dispositions libérales ; elle les leur accorde, ne demandant à
 son tour, en échange, pour ses propres sujets, dans ces autres pays, que le
 traitement des nationaux. Le principe fondamental de la Convention, comme
 le faisait si bien observer la circulaire du Conseil fédéral, est que, dans chaque
 pays de l'Union, les étrangers ressortissants de la Convention sont assimilés
 aux nationaux. Le même exact traitement leur est accordé. Mais la nation dont
 la législation est plus avancée, qui donne plus qu'elle ne reçoit, compte sur la
 contagion du bien ; elle espère que les nations ainsi libéralement traitées par
 elle ne voudront pas rester en arrière et que, dès qu'elles le pourront, elles fe-
 ront un pas en avant. Et cela est tellement vrai, tel est l'empire de cette con-
 tagion du bien qu'on a vu, dans cette Convention même, des pays sacrifier

quelque chose de leurs lois intérieures et accorder aux sujets des autres pays de l'Union des avantages plus grands que ceux qui appartiennent à leurs propres nationaux.

« La Convention de Berne est un commencement d'unification des lois sur le droit d'auteur. L'avenir complètera peu à peu cette unification qui, par la force des choses, rapprochera insensiblement les peuples.

« C'est ainsi que se vérifiera la parole de Victor Hugo, quand il disait que de l'alliance des lettres surgira un jour la pacification des âmes.

« Travaillons avec amour à ce grand œuvre ; pressons tous les gouvernements d'y travailler avec nous. Et vous, MM. les Délégués des Etats non unionistes, demeurez pénétrés de cette vérité que vous redirez à ceux qui vous ont envoyés, c'est qu'en travaillant pour le bien immédiat des auteurs et des artistes, nous travaillons du même coup pour le bien, pour le progrès de l'humanité. A cette heure où le siècle touche presque à sa fin, telle doit être la préoccupation de tous ceux qui pensent. J'espère qu'avant peu, et comme résultat direct de nos réunions, nous saluerons de nouvelles adhésions qui nous rempliront de joie. »

M. le Président, interprétant les applaudissements qui ont accueilli les paroles de M. Pouillet, remercie celui-ci pour son exposé si captivant et si instructif de la véritable portée internationale de la Convention de Berne. Il espère que ce discours engagera de nouveaux pays à entrer dans l'Union.

M. Cané, délégué de la République Argentine, exprime le vœu que le discours de M. Pouillet soit imprimé *in extenso*, afin que les Gouvernements des Etats qui ne font pas encore partie de l'Union soient encouragés par la lecture de cet exposé magistral à donner leur adhésion à la Convention.

M. le Président répond que ce vœu recevra satisfaction.

M. de Freycinet propose ensuite de passer à la discussion générale des dispositions de la Convention de Berne. Au préalable, il invite MM. les Délégués qui auraient à présenter des déclarations d'une portée générale sur l'œuvre de revision de la Conférence à les faire connaître à celle-ci.

M. Bætzmann, délégué de la Norvège, prend la parole et lit la déclaration suivante :

« Monsieur le Président,

« Après des travaux préparatoires faits de concert avec le Danemarck, la Norvège s'est donné, en 1893, une loi nouvelle sur la propriété littéraire et artistique.

« Cette réforme a été accomplie dans le double but de mettre la législation de la Norvège d'accord avec les meilleurs modèles en cette matière et de lui permettre d'adhérer à la Convention de Berne.

« Aujourd'hui cette adhésion est un fait accompli.

« On trouvera naturel que, dans ces circonstances, la Norvège puisse difficilement s'associer à des modifications au Pacte de Berne, qui l'obligeraient à remanier de nouveau une législation nationale, qu'elle a tâché de faire bonne, et qui compte à peine trois années d'existence. »

M. Reichardt, tout en comprenant le point de vue auquel se place la Norvège, fait observer qu'il y a pourtant lieu, dans l'intérêt de l'Union internationale elle-même, d'égaler autant que possible les différentes législations, et de renoncer à certaines particularités des lois nationales, même au risque de faire quelques sacrifices. L'Alle-

magne a prêché d'exemple dans cette voie et elle continuera à la suivre, du moins autant qu'il lui sera possible de le faire.

M. Betzmann répond à M. Reichardt en constatant que les sacrifices demandés à la Norvège ont été accomplis réellement par celle-ci, lorsqu'elle a adopté, en 1893, une législation libérale.

Sir Henry Bergne, délégué de la Grande-Bretagne, lit ensuite la déclaration que voici :

« Au commencement des séances, j'ai le devoir d'informer la Conférence que les délégués britanniques ne sont pas autorisés à signer définitivement aucun instrument apportant des changements dans le texte de la Convention actuelle. Ils ne pourront que soumettre les résultats de cette Conférence à l'appréciation de leur gouvernement.

« La Grande-Bretagne attache la plus grande valeur à la Convention de Berne, et ne veut pas risquer qu'aucune de ses colonies se retire de l'Union, et qui pourrait avoir lieu si, dans ce moment, elle acceptait définitivement des changements matériels au texte de la Convention.

« Mon gouvernement veut bien, cependant, que ses délégués prennent part à la discussion des propositions qui forment la base du programme de cette Conférence, afin que, si la Conférence consent à donner son approbation à cette manière de procéder, quelques-unes de ses résolutions puissent être rédigées dans une forme qui permettra à la Grande-Bretagne d'y adhérer ultérieurement, si les circonstances s'y prêtent. »

La Conférence passe ensuite en revue, sans entrer dans l'examen des questions, quant au fond, les divers articles de la Convention ainsi que les propositions de modification élaborées par le Gouvernement français avec le concours du Bureau international. M. le Président en donne successivement lecture. Quelques propositions présentées par MM. les Délégués sont en outre prises en considération et renvoyées à la commission, laquelle les soumettra à une étude approfondie.

L'article premier ne donne lieu à aucune observation.

Art. 2. — M. Reichardt expose que l'alinéa 2 de cet article, qui assure la protection des droits d'auteur dans tout le territoire de l'Union moyennant l'accomplissement des formalités dans le seul pays d'origine de l'œuvre, constitue le point de départ et le but principal de la Convention de Berne. La proposition de revision ne devrait pas rencontrer d'opposition. La délégation allemande dépose sur le bureau un texte qui modifie sur deux points la rédaction proposée, mais simplement en ce qui concerne la forme. Ce texte est ainsi conçu :

« La jouissance de ces droits est assurée aux auteurs, ou à leurs ayants cause sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre ou par la présente Convention. Elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine. »

M. Howard, délégué de la Grande-Bretagne, fait, au sujet de cet article, la déclaration suivante :

« Le principe qu'on veut exprimer plus nettement dans le texte de la Convention par cette proposition, est déjà réalisé par la loi anglaise, telle qu'elle existe aujourd'hui, selon les interprétations les plus récentes des tribunaux compétents.

« Il y a cependant des considérations relatives à certaines des colonies anglaises qui empêchent le gouvernement de Sa Majesté britannique d'envisager comme possible, à l'heure actuelle, aucun changement définitif du texte de la Convention dans ce sens. »

M. de Borchgrave, délégué de la Belgique, désirant préciser encore le texte de la Convention sur ce point, fait parvenir à M. le Président la nouvelle rédaction suivante :

« La jouissance de ces droits est subordonnée exclusivement à l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités y prescrites par la loi. »

M. Lardy, délégué de la Suisse, dépose également un amendement ayant pour but de donner à l'art. 2, alinéa 2, une rédaction plus claire. En outre, il fait observer que cet article prévoit que la jouissance des droits qui y sont consacrés ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans le pays d'origine. On pourrait croire, d'après ce texte, qu'il est interdit à un pays contractant, dont la législation intérieure prévoit un délai plus long, d'en faire bénéficier les œuvres unionistes. Or, cette formule a un caractère purement facultatif, et n'exclut nullement l'application des dispositions plus larges. La seconde partie de la proposition suisse tend à consacrer cette interprétation libérale.

Voici le texte de la proposition de M. Lardy :

« La jouissance de ces droits est *uniquement* subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre ; aucun des pays de l'Union ne sera tenu d'ailleurs d'accorder à cette jouissance une durée excédant la durée de la protection accordée dans le pays d'origine. »

M. Roux, délégué de l'Italie, estime qu'il faudrait parler, dans le texte de l'art. 2, alinéa 1^{er}, non seulement des œuvres publiées ou non publiées, mais aussi des œuvres posthumes, et dire « pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, *soit posthumes* ».

M. le Président fait observer à M. le Délégué de l'Italie qu'il existe une proposition spéciale visant les œuvres posthumes, proposition insérée à la fin de la Convention.

Art. 3. — M. de Borchgrave remet au bureau l'amendement suivant :

« Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux œuvres littéraires ou artistiques publiées, représentées ou exécutées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie. »

M. Lardy dépose à son tour la proposition suivante :

« Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également *aux auteurs* ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, pour leurs œuvres littéraires ou artistiques éditées, représentées ou exécutées *pour la première fois* dans un des pays unionistes. »

M. Reichardt rappelle que le principe qui forme la base de la modification proposée a été déjà énoncé dans la Conférence de Berne de

1885 par M. Lavollée, délégué français. Mais si ce dernier n'a rencontré alors aucune opposition dans le sein de cette Conférence, il n'en résulte pas que sa manière de voir ait été acceptée unanimement. On tenait avant tout à aboutir, c'est pourquoi aucune voix ne s'éleva pour réclamer contre cette interprétation.

Les promoteurs de la nouvelle proposition ne semblent pas avoir prévu toutes les conséquences qu'elle entraînerait. L'édition du livre d'un auteur étranger à l'Union sur le territoire de celle-ci, constitue un fait matériel. La représentation publique est déjà moins facile à constater. Mais comment contrôler une exécution musicale organisée par une troupe ambulante dans un lieu quelconque de l'Union ? Ce contrôle serait cependant indispensable, puisque, aux termes de la proposition, telle qu'elle est formulée, on fait dépendre du fait de l'exécution la protection accordée à l'impresario unioniste. Ce dernier sera alors investi de tous les droits qui découlent de la création d'une œuvre non unioniste. Cela amènerait un état vraiment chaotique. Arriver à l'adoption de la proposition n° 2 en interprétant dans ce sens l'article 3 de la Convention, c'est soulever une des questions les plus compliquées. En prévision de cette éventualité, la Délégation allemande a tenu à élaborer un mémoire spécial sur la portée de l'art. 3 amendé. Ce mémoire qui sera distribué aux membres de la Conférence (1).

La Délégation allemande, d'accord avec les Délégués de Belgique et de Suisse, désirerait voir protéger l'auteur non unioniste et non pas son éditeur. Toutefois, la rédaction qu'elle présente diffère à certains égards de celles de ces Délégations. En voici les termes :

« Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront fait publier leurs œuvres littéraires et artistiques par un éditeur dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la présente Convention. »

Art. 4. — M. Reichardt déclare qu'en ce qui concerne les œuvres d'architecture, la Délégation allemande ne saurait accepter la proposition principale du programme, car il y a des constructions dépourvues de tout caractère artistique et dont la reproduction ne peut être considérée comme la contrefaçon d'une œuvre d'art. D'ailleurs, la protection des plans et dessins d'architecture est déjà prévue par la législation allemande et par la Convention. Nous serions disposés, dit-il, à soumettre la proposition à l'approbation du Parlement allemand, mais nous doutons du succès d'une semblable démarche.

Quant aux photographies, l'Allemagne est prête non seulement à accorder aux photographes unionistes le traitement national, comme elle le fait pour ceux des États-Unis, mais encore à les dispenser des formalités spéciales prescrites pour la protection des photographies allemandes. Une déclaration en ce sens pourrait être insérée dans le Protocole de clôture (n° 1).

M. Lardy, en présence des déclarations de la Délégation allemande, renonce à soumettre à la Conférence une rédaction spéciale au sujet de la protection des photographies ; mais il se réserve de faire connaître la manière de voir de son Gouvernement dans le sein de la

(1) V. ce *Mémoire*, ci-après.

commission, si le cas se présente. La Suisse réclamera peut-être la fixation d'une durée minima de protection pour les photographies.

M. Roux, Délégué de l'Italie, propose de faire figurer les œuvres chorégraphiques au nombre des œuvres protégées aux termes de l'article 4.

Sur une question posée par M. le Sénateur Descamps, Délégué de la Belgique, M. le Président déclare que les propositions indiquées dans cette séance, mais non pas formulées expressément, pourront être discutées par la commission si elles ont été renvoyées à cette dernière. Toutefois, il reste bien entendu qu'elles ne porteront pas sur des points nouveaux : elles ne pourront constituer que de simples amendements aux modifications déjà proposées.

Enfin M. Reichardt dépose le texte d'un article, qui pourrait être numéroté 4 *bis* et qui est conçu en ces termes :

« La reproduction non consentie par l'auteur, ou ses ayants cause, d'une œuvre protégée d'après la présente Convention est illicite et entraînera les conséquences civiles et criminelles respectives, quand même la législation du pays permettrait une pareille reproduction des œuvres nationales contre paiement de tantièmes. »

(L'adoption de cet article entraînerait pour l'article 9 de la Convention une légère modification de forme.)

Art. 5. — M. Reichardt expose que le délai de dix ans accordé pour l'exercice du droit exclusif de traduction par l'article 5 du Traité de 1886 ne représente qu'une première étape. Il s'agit maintenant de donner satisfaction à l'opinion publique, en faisant un pas de plus dans la voie de la protection. L'assimilation complète du droit de traduction au droit de reproduction est, comme la Délégation allemande l'a déjà déclaré en 1884, conforme à la tendance générale de notre époque. Les arguments pour et contre cette assimilation ont été suffisamment discutés : il serait presque impossible d'en trouver de nouveaux. La traduction a un intérêt surtout international, non pas national, sauf dans les pays polyglottes. Or, dans un de ceux-ci, la Suisse, on a pourtant adopté le principe de l'assimilation, et cela sans aucun inconvénient. *A fortiori*, les autres pays, où l'on ne parle qu'une seule langue, devraient accepter la modification proposée. Les législations nationales pourraient toujours régler ce point à leur gré pour les auteurs indigènes.

Tout en se réservant d'expliquer plus longuement ses vues dans la commission, la Délégation allemande, favorable à l'assimilation des deux droits, dépose l'amendement suivant :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union ou leurs ayants cause, jouissent, dans tous les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale. Ce droit comprend les droits de publication, de reproduction, d'exécution et de représentation *dans les limites accordées par la présente Convention pour la protection du texte original de l'œuvre.* »

Sir Henry Bergne lit ensuite une déclaration ainsi conçue :

« Le Gouvernement britannique estime que la situation actuelle ne permet pas encore d'assimiler tout à fait la durée du droit de traduction à celle de la protection accordée à l'œuvre originale.

« La Convention stipule qu'un minimum de dix années de protection sera accordé pour le droit de traduction. Cependant, la loi anglaise accorde cette protection pendant toute la durée de la protection de l'œuvre originale, pourvu qu'une traduction anglaise autorisée ait paru dans un délai de dix années à partir de la première publication de l'œuvre originale.

« Voilà un principe qui semble garantir les intérêts de l'auteur et du lecteur tout à la fois.

« S'il était possible d'accepter un texte dans ce sens, la Grande-Bretagne ne ferait, selon toute probabilité, aucune difficulté d'y adhérer, car il ne serait pas nécessaire alors de changer sa loi actuelle. »

Enfin M. Roux, Délégué de l'Italie, propose d'ajouter, après le premier alinéa de l'article 5, un alinéa ainsi rédigé :

« En tous cas, lorsque l'auteur a joui de son droit exclusif de traduction dans le délai ci-devant prescrit, ce droit exclusif lui est encore assuré au moins pendant dix années à partir de la publication de la traduction autorisée. »

L'article 6 ne donne lieu à aucune observation.

Art. 7. — M. Reichardt reconnaît que le texte de cet article est défectueux. La Délégation allemande propose une nouvelle rédaction : celle-ci ne conserve l'obligation de la mention de réserve que pour les articles autres que ceux de science ou d'art ; les romans-feuilletons en seront également dispensés.

Voici le texte de cette nouvelle rédaction :

« Les articles de science ou d'art et les romans-feuilletons publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Il en sera de même pour les autres articles extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

« Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

« En aucun cas, l'interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*. »

M. de Borchgrave dépose une rédaction qui se rapproche en principe de la proposition française, mais qui contient une restriction relative à la reproduction des articles de journaux par un autre journal. Elle est conçue en ces termes :

« Les romans-feuilletons ou tous autres articles, soit de journaux, soit de recueils périodiques, publiés dans l'un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits ou traduits sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Néanmoins, tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal à la condition d'en indiquer la source et le nom de l'auteur, si l'article est signé, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite. »

M. Bætzmann remet à M. le Président la rédaction suivante :

« Ne constitue pas une atteinte au droit d'auteur la reproduction, en langue originale ou en traduction, dans des journaux ou revues, d'articles ou de communications détachées, empruntées à d'autres journaux ou revues, s'il n'a pas été fait spécialement réserve du droit de reproduction. La source doit toujours être clairement indiquée. »

Enfin, M. de Rolland, Délégué de Monaco, déclare qu'il est favorable à la proposition de la Délégation belge, mais il soumet une rédaction nouvelle qui a également pour but d'établir une distinction entre les articles de journaux et les articles de revues, ces derniers devant être laissés dans le domaine du droit d'auteur absolu.

Voici cette rédaction :

« Les articles de journaux publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les journaux des autres pays de l'Union, à la charge d'en indiquer la source et, s'ils sont signés, le nom de leur auteur, à moins que l'auteur ou l'éditeur ne l'aient expressément interdit.

« En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*.

« Les romans-feuilletons ne sont pas considérés comme articles de journaux. »

L'article 8 ne donne lieu à aucune observation.

Art. 9. — M. Reichardt dit que l'Allemagne accepte la proposition de l'Administration française dans son principe. Mais ses Délégués tâcheront de démontrer à la commission que cette question n'est pas assez mûre pour faire l'objet d'une disposition formelle ; toutefois, elle pourrait donner lieu à l'émission d'un vœu qui serait renvoyé à la prochaine Conférence diplomatique.

Art. 10. — M. Reichardt déclare accepter la proposition de révision, mais il y aurait lieu d'en renverser les termes, la transformation d'une pièce de théâtre en roman étant moins fréquente que celle d'un roman en pièce de théâtre.

Voici les termes de sa proposition :

« Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : adaptations, *transformation d'un roman en pièce de théâtre et réciproquement*, arrangements de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale. »

M. Lardy se réserve de formuler, dans la commission, quelques observations sur les conséquences que pourrait amener la suppression proposée du second alinéa de cet article.

L'article 11 ne provoque aucune observation.

Art. 12. — Cet article donne lieu aux quatre propositions nouvelles que voici :

Proposition de la Délégation belge, présentée par M. de Borchgrave :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu soit à l'importation, soit à l'intérieur du pays, conformément à la loi locale. »

Proposition de la Délégation allemande, présentée par M. Reichardt :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays. »

Proposition de la Délégation d'Italie, présentée par M. Roux :

« Ajouter après les mots : « à l'importation », les mots : « ou à l'intérieur des pays. »

Proposition de M. Lardy, Délégué suisse :

« Les œuvres autorisées dans le pays d'origine ne peuvent être l'objet de saisies lorsqu'elles transitent par un pays où ces œuvres sont illicites. »

M. de Rolland propose d'intercaler simplement le mot *même* avant les mots : *à l'importation*.

L'article 13 ne donne lieu à aucune observation.

Art. 14. — M. Reichardt dépose une nouvelle proposition au sujet de cet article, en vue de régler la question de la rétroactivité à l'égard des œuvres traduites avant l'entrée en vigueur de la Convention. La proposition est ainsi conçue :

« L'assimilation du droit de traduction au droit d'auteur sur l'œuvre originale aura lieu également pour les œuvres publiées avant la mise en vigueur de la Convention révisée.

« Toutefois, pour celles de ces œuvres dont une traduction aura été publiée ou représentée sans le consentement de l'auteur, mais licitement, avant la mise en vigueur de la Convention révisée, il y aura pleine liberté d'en faire paraître ou représenter de nouvelles traductions dans la même langue. »

(Voir aussi le n° 4 du Protocole de clôture.)

Les articles 15 et suivants ne donnent lieu à aucune observation.

Article additionnel. — M. Reichardt fait savoir que la Délégation allemande se réserve de formuler, à la fin des travaux, un vœu tendant à faire examiner quelles sont les dispositions des traités particuliers qui subsistent encore à côté de la Convention de Berne, et quelles sont celles qui sont devenues sans objet.

PROTOCOLE DE CLOTURE

N° 1 de ce protocole.

Voici le texte de la proposition allemande dont le dépôt avait été annoncé par M. Reichardt lors de la délibération sur l'article 4 :

« Dans les pays qui n'accordent pas aux œuvres photographiques le caractère d'œuvre d'art, les photographies seront protégées, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, d'après les dispositions de la législation de ces pays, sans que ceux qui réclament cette protection aient à remplir d'autres conditions et formalités que celles prescrites par les lois du pays d'origine.

« Toutefois, cette protection ne pourra excéder la durée de celle accordée dans le pays d'origine. »

N° 2. Sans observation.

N° 3 du même protocole.

MM. Reichardt et Lardy déclarent qu'ils se réservent de faire des communications à la commission au sujet de cette disposition.

M. le Président ayant lu le texte des vœux insérés à la fin du fascicule qui contient les propositions préliminaires (p. 48 ci-dessus), M. Bætzmann demande à la Conférence d'adopter le second des vœux formulés par l'Administration française, en le complétant. Ce vœu serait ainsi rédigé :

« Il est désirable que les divers Etats de l'Union prennent des mesures pour faciliter la communication au Bureau de Berne des actes d'enregistrement ou de dépôt des œuvres littéraires et artistiques, là où ces formalités existent.

« Le Bureau de Berne devra coordonner les renseignements qui lui seront ainsi fournis, en y joignant tous les documents qu'il pourra se procurer relativement à la publication, sous toutes ses formes, des œuvres littéraires et artistiques dans les divers Etats unionistes. »

Les autres numéros ne donnent lieu à aucune observation.

M. le Président annonce que la première séance de la commission, à laquelle tous les Délégués pourront assister dans les conditions déjà établies, aura lieu vendredi, à 2 heures et demie de l'après-midi.

Le Bureau a reçu communication des imprimés suivants :

Note sur la revision de l'Union internationale pour la protection des œuvres artistiques et littéraires, conclue à Berne en 1886, présentée par le Syndicat des Sociétés littéraires et artistiques.

Lettre adressée à M. le Ministre du Commerce par les fabricants d'instruments de musique mécaniques.

Note sur le paragraphe 3 du Protocole de clôture de la Convention de Berne, visant la fabrication des instruments de musique mécaniques, présentée par les compositeurs et éditeurs de musique.

Ces imprimés ont déjà été distribués à MM. les Délégués par les soins du Secrétariat de la Conférence.

La séance est levée à midi.

Au nom de la Conférence :

Le Président :

C. DE FREYCINET.

Les Secrétaires :

GUERLET.

POINSARD.

ROTHLISBERGER.

DUBOIS.

MAILLARD.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE (16 avril 1896).

Tableau des propositions, contre-propositions et amendements soumis à la Conférence.

Article 2, alinéa 2.

TEXTE ACTUEL

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre; elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

PROPOSITIONS

Administration française. — La jouissance de ces droits est assurée aux auteurs sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre. Elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Nota. — V. p. 191 ci-après la proposition de l'Administration française relative aux œuvres posthumes et qui a été ultérieurement rapprochée de l'article 2.

Allemagne. — La jouissance de ces droits est assurée aux auteurs, ou à leurs ayants cause, sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre ou par la présente Convention. Elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Belgique. — La jouissance de ces droits est subordonnée exclusivement à l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités y prescrites par la loi.

Suisse. — La jouissance de ces droits est *uniquement* subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre; aucun des pays de l'Union ne sera, d'ailleurs, tenu d'accorder à cette jouissance une durée excédant la durée de la protection accordée dans le pays d'origine.

Article 3.

Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

Administration française. — Ajouter comme 2^e paragraphe : « Elles s'appliquent dans les mêmes conditions aux entrepreneurs d'exécutions ou de représentations d'œuvres musicales, dramatiques et dramatico-musicales. »

Allemagne. — 1. *Rédaction déposée en séance plénière* : Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront fait publier leurs œuvres littéraires et artistiques par un éditeur dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la présente Convention.

2. *Rédaction provisoire déposée en Commission* : Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la présente Convention.

Belgique. — Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux œuvres littéraires ou artistiques publiées, représentées ou

exécutées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

Grande-Bretagne. — (Rédaction déposée en Commission.) Dire : « les auteurs d'œuvres, etc..., publiées pour la première fois... »

Suisse. — Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, pour leurs œuvres littéraires ou artistiques éditées, représentées ou exécutées pour la première fois dans un des pays unionistes.

Article 4.

L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles ; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure ; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis, et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ; enfin toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Administration française. — Intercaler entre les mots : « ...de gravure », *et les mots* « les lithographies »,

ceux de :

« d'architecture, les photographies ».

Par suite, les mots « à l'architecture » *seraient supprimés.*

(Voir aussi Protocole de clôture.)

France. — (Rédaction déposée en Commission.) Ajouter, après les mots *les photographies*, ceux-ci : « et les œuvres obtenues par des procédés analogues... »

Italie. — Ajouter les œuvres chorégraphiques.

Allemagne. — Ajouter un article 4 bis ainsi conçu : « La reproduction non consentie par l'auteur, ou ses ayants cause, d'une œuvre protégée d'après la présente Convention est illicite et entraînera les conséquences civiles et criminelles respectives, quand même la législation du pays permettrait une pareille reproduction des œuvres nationales contre paiement de tantièmes. »

Article 5, 1^{er} alinéa.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

Administration française. — Remplacer l'article 5 par le texte suivant : « Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale. Ce

droit comprend les droits de publication, de reproduction, d'exécution et de représentation. »

Subsidiairement, on pourrait décider : 1° que le délai accordé à l'auteur pour traduire est porté à vingt ans, terme minimum ; 2° que l'auteur sera protégé contre les traductions non autorisées pendant toute la durée de son droit sur l'original, s'il a fait lui-même usage, dans le délai prescrit, du droit de traduction.

Allemagne. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans tous les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale. Ce droit comprend les droits de publication, de reproduction, d'exécution et de représentation *dans les limites accordées par la présente Convention pour la protection du texte original de l'œuvre.*

Italie. — *Ajouter cet alinéa :*
« En tous cas, lorsque l'auteur a joui de son droit exclusif de traduction dans le délai ci-devant prescrit, ce droit exclusif lui est encore assuré au moins pendant dix années à partir de la publication de la traduction autorisée. »

Article 7.

Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*.

Administration française. — Les articles littéraires, scientifiques ou critiques, feuilletons ou romans et en général tous les écrits publiés dans les journaux ou recueils périodiques, à l'exception des articles de discussion politique, des nouvelles du jour ou des faits divers, ne pourront être reproduits ou traduits sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

Allemagne. — Les articles de science ou d'art et les romans-feuilletons publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

Il en sera de même pour les autres articles extraits de journaux ou de

recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, l'interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*.

Belgique. — Les romans-feuilletons ou tous autres articles, soit de journaux, soit de recueils périodiques, publiés dans l'un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits ou traduits, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

Néanmoins, tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal à la condition d'en indiquer la source et le nom de l'auteur, si l'article est signé, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.

Monaco. — Les articles de journaux publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les journaux des autres pays de l'Union, à la charge d'en indiquer la source et, s'ils sont signés, le nom de leur auteur, à moins que l'auteur ou l'éditeur n'eussent expressément interdit.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*.

Les romans-feuilletons ne sont pas considérés comme articles de journaux.

Norvège. — Ne constitue pas une atteinte au droit d'auteur la reproduction, en langue originale ou en traduction, dans des journaux ou revues, d'articles ou de communications détachées, empruntés à d'autres journaux ou revues, s'il n'a pas été fait spécialement réserve du droit de reproduction. La source doit toujours être clairement indiquée.

Article 9.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Administration française. — *Modifier ainsi le premier alinéa :* « Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales et à l'exécution publique des compositions musicales, que ces œuvres soient publiées ou non. »

Le deuxième alinéa serait à supprimer en cas d'adoption de l'article 5.

L'adoption du 1^{er} alinéa ci-dessus entraînerait la suppression du 3^e alinéa.

Allemagne. — Les stipulations des articles 2 et 4 bis s'appliquent...

Article 10.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : *adaptations, arrangements de musique*, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives.

Administration française. — *Ajouter après le mot adaptations :* « Transformation d'une pièce de théâtre en roman et réciproquement. » *Supprimer le second alinéa.*

Allemagne. — *Renverser les termes de l'adjonction proposée par l'Administration française et dire :* « Transformation d'un roman en pièce de théâtre et réciproquement. »

Article 12.

Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Administration française. — *Supprimer les mots :* « A l'importation. »

Allemagne. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie *par les autorités compétentes* des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Belgique. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie dans ceux des

pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu, soit à l'importation, soit à l'intérieur du pays, conformément à la loi locale.

Italie. — Ajouter après les mots : « à l'importation », les mots : « ou à l'intérieur des pays ».

Monaco. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie même à l'importation, etc.

Suisse. — Les œuvres autorisées dans le pays d'origine ne peuvent être l'objet de saisies lorsqu'elles transitent par un pays où ces œuvres sont illicites.

Article 14.

La présente Convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Administration française. — Supprimer les mots : « Sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord. »

(Voir Protocole de clôture n° 4.)

Allemagne. — L'assimilation du droit de traduction au droit d'auteur sur l'œuvre originale aura lieu également pour les œuvres publiées avant la mise en vigueur de la Convention révisée.

Toutefois, pour celles de ces œuvres dont une traduction aura été publiée ou représentée sans le consentement de l'auteur, mais licitement, avant la mise en vigueur de la Convention révisée, il y aura pleine liberté d'en faire paraître ou représenter de nouvelles traductions dans la même langue.

(Voir aussi le n° 4 du Protocole de clôture.)

Protocole de clôture. — N° 1, 1^{er} alinéa.

Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques, s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ses dispositions. Ils ne sont d'ailleurs tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Administration française. — Ce premier alinéa devrait être supprimé dans le cas où les photographies seraient admises à figurer dans les œuvres énumérées à l'article 4.

Allemagne. — Dans les pays qui n'accordent pas aux œuvres photographiques le caractère d'œuvres d'art, les photographies seront protégées, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, d'après les dispositions de la législation de ces pays, sans que ceux qui récla-

ment cette protection aient à remplir d'autres conditions et formalités que celles prescrites par les lois du pays d'origine.

Toutefois, cette protection ne pourra excéder la durée de celle accordée dans le pays d'origine.

(Voir aussi article 4.)

Suisse. — (Rédaction déposée en Commission.) Au sujet de l'article 4, il est convenu que les pays de l'Union s'engagent à admettre les œuvres photographiques au bénéfice des dispositions de la Convention. Ils ne sont d'ailleurs tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux conclus ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire. Toutefois, la durée de la protection des œuvres photographiques dites originales ne pourra être inférieure à vingt ans, à partir du 31 décembre de l'année dans laquelle elles ont été publiées.

N° 3.

Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé ne sont pas considérées comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

Administration française. — Ajouter un 2° alinéa ainsi conçu : « Le bénéfice de cette disposition ne s'applique pas aux instruments qui ne peuvent reproduire des airs que par l'adjonction de bandes ou cartons perforés ou autres systèmes indépendants de l'instrument, se vendant à part et constituant des éditions musicales d'une notation particulière. »

N° 4.

L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la Convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

Administration française. — Substituer au texte du n° 4 la disposition suivante : « Lors d'une nouvelle accession à l'Union, le pays accédant et les autres pays de l'Union prendront respectivement les mesures transitoires auxquelles pourra donner lieu sur leur territoire l'application de l'article 14. »

« Les pays qui n'auront pas pris de telles mesures dans le délai d'une année seront réputés y avoir renoncé pour appliquer purement et simplement l'article 14. »

Intercater dans le Protocote de clôture une disposition nouvelle ainsi conçue :

« Il est entendu que les stipula-

tions de la Convention s'appliquent aux œuvres posthumes. » (1).

Italie. — Rédiger ainsi l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la Convention : « Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouiront, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, soit posthumes, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. »

(1) Cette adjonction a été introduite ultérieurement dans l'article 2 (V. Acte additionnel, art. 1^{er}).

Troisième séance. — 1^{er} mai 1896.

Présidence de M. C. DE FREYCINET.

La séance est ouverte à 3 h. 3/4, dans le salon de l'Horloge, au Ministère des affaires étrangères.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient aux précédentes séances.

Le procès-verbal de la seconde séance, qui a été remis en épreuves à MM. les Délégués, ne donne lieu à aucune observation. il est adopté.

M. le Président rend compte des travaux de la Commission qui, conformément au règlement voté dans la première séance, a été instituée par la Conférence en vue de préparer ses décisions.

Cette Commission a travaillé activement et a tenu huit séances ; elle a nommé dans son sein une Sous-Commission de rédaction, composée de deux délégués de l'Allemagne, de deux délégués de la France et d'un délégué de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Suisse. Sous la présidence de M. Lardy, délégué de la Suisse, cette Sous-Commission s'est réunie six fois, et, dans la dernière séance de la Commission, tenue ce jour même, elle a communiqué à celle-ci le résultat définitif de ses délibérations (1).

Les documents élaborés de cette façon dans les séances préparatoires de la Commission sont au nombre de quatre :

1^o *Le rapport présenté au nom de la Commission par la délégation française.* Ce rapport est l'œuvre de M. le professeur Louis Renault (2).

2^o *L'Acte additionnel modifiant les articles 2, 3, 5, 7, 12. 20 de la Convention du 9 septembre 1886 et les numéros 1 et 4 du Protocole de clôture, y annexé.* Cet acte contient les modifications que la Commission propose d'apporter au traité d'Union.

(1) V. 1^{re} annexe au présent procès-verbal.

(2) V. ce rapport, ci-après.

3° *La déclaration interprétant certaines dispositions de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'acte additionnel précité*; enfin,

4° Une série de *Vœux*, insérés dans un fascicule intitulé : « Propositions élaborées par la Sous-Commission de rédaction. »

M. le Président constate que les décisions prises par la Commission à la suite d'un travail discret, mais considérable, réalisent un progrès sensible et font faire à l'œuvre de l'Union un pas en avant assez important. En général, les délégations ont été animées d'un esprit libéral et ont manifesté beaucoup de zèle pour le perfectionnement de la Convention de Berne. Si certaines d'entre elles n'ont pu adhérer à toutes les modifications proposées, c'est plutôt à raison des situations de fait qui se sont produites dans leur pays, que par un esprit d'opposition aux réformes projetées. M. le Président rend particulièrement hommage aux lumières, à l'activité, au libéralisme dont a fait preuve, pendant tout le cours de la session, la délégation allemande et surtout son chef distingué, M. le conseiller Reichardt. Il remercie également M. Henri Morel, directeur du bureau international, du précieux concours qu'il a apporté à la Conférence dans toutes les délibérations : ce concours se base sur une expérience acquise pendant bientôt dix ans pendant lesquels le bureau que dirige M. Morel a contribué utilement à la bonne application de la Convention. C'est en tout cas un fait heureux que, dans ce laps de temps, la Convention de Berne ait pu conserver toute son influence. Son existence va être consolidée. Des dispositions très favorables ont été adoptées par la présente réunion pour faciliter l'accession des pays qui sont jusqu'ici restés hors de l'Union. Tout cela est d'un excellent augure pour l'avenir. Nous espérons que, dans quelques années, des solutions plus avancées pourront être admises par les pays signataires, et que leur nombre se sera considérablement accru, grâce aux bons résultats auxquels la Conférence de Paris est arrivée.

M. Morel, directeur du bureau international, dépose : 1° un rapport sur l'organisation et le fonctionnement de ce bureau depuis sa fondation ; 2° un « tableau synoptique des traités, déclarations et autres actes concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques ». Ces documents ont déjà été distribués (1).

M. le Président, à propos de l'ordre du jour de la séance, pense qu'il n'y a pas lieu de discuter le rapport si remarquable de M. Renault ; ce rapport a été examiné à fond par la Commission qui, d'ailleurs, ne l'a modifié que sur des points de détail. En somme, le rapport rend d'une façon magistrale la pensée réelle de la Commission tout entière. La Conférence n'a donc plus qu'à passer au vote des textes élaborés par sa Commission.

M. le Président donne d'abord lecture de l'*acte additionnel*, dont il met en discussion les différents articles.

L'art. 1^{er} modifie plusieurs dispositions de la Convention de 1886.

(1) V. ces documents, ci-après.

ARCH. DIPL. 1898. — 2^e SÉRIE, T. LXV (127)

43

La première de ces modifications portant sur l'art. 2, est ainsi conçue :

I. — Article 2. L'article 2 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. »

Il est en outre ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées. »

M. le chevalier Descamps, délégué de la Belgique, fait la déclaration suivante, relative à l'article 2 :

« Comme l'a fait observer M. Renault dans son remarquable résumé des travaux de la Commission, des difficultés ont surgi concernant l'interprétation de cet article dans ses rapports avec le paragraphe 3 de l'art. 11 de la Convention. La délégation belge constate avec satisfaction que la Conférence actuelle aura puissamment concouru à leur aplanissement, et elle sera heureuse de signer la disposition interprétative dont parle le rapport.

« Nous nous permettons d'appeler l'attention de la Conférence sur un point particulier qui se rattache à la même question d'interprétation.

« L'art. 11 a consacré une règle vraiment libérale en déclarant que la seule indication, en la manière usuelle, du nom de l'auteur sur son ouvrage, lui donne titre immédiat à poursuivre le respect de son droit devant les tribunaux des pays unionistes. C'est l'heureuse application de ce principe si bien rappelé au début de nos travaux actuels par M. Pouillet : « L'auteur, l'artiste, a un droit qui prend uniquement sa source dans le fait de la création de l'œuvre. L'œuvre naît, paraît au jour : le droit à la protection naît du même coup pour l'auteur. » Nous ajouterions volontiers, complétant l'idée au point de vue de l'exercice du droit d'auteur : « L'auteur se nomme, il inscrit son nom en tête de son œuvre, il est recevable en justice dans toute l'étendue du territoire unioniste. »

« A ces principes, nous avons apporté dans la Convention un tempérament en vue d'une entente générale, dont la nécessité s'imposait. Non seulement chaque Etat conserve son droit de subordonner pour ses ressortissants la jouissance des droits de l'auteur à certaines conditions et formalités, mais il garde la faculté d'exiger des auteurs étrangers, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites dans le sens de l'art. 2, par la législation du pays d'origine, ont été remplies.

« La situation des auteurs ressortissant à des pays où aucune formalité n'est prescrite semble évidente. Ils n'ont ni ne peuvent avoir à produire un certificat destiné à constater un point de fait qui leur est étranger : l'accomplissement de certaines formalités. Ces formalités n'existent pas. Les tribunaux ont à leur égard non à s'enquérir sur un point de fait, mais à constater l'état de leur législation : ce qui, dans l'espèce, est clair comme le jour et peut être constaté par les voies ordinaires, sans exiger un certificat dont la base même ferait défaut.

« D'ailleurs le texte de l'art. 11, qui réserve la faculté d'exiger, le cas échéant, la production d'un certificat *ad hoc*, prévoit par cela même des situations où le cas n'échoit pas, ce qui est naturellement la situation des ressortissants de pays où la jouissance des droits d'auteur n'est subordonnée à aucune formalité. Nous nous permettons de signaler ces points de vue aux Etats qui se sont jusqu'ici montrés d'une rigueur qui paraît excessive à l'égard des nations dont la législation est la plus libérale en matière de droit d'auteur, nations qui font bénéficier chez elles, dans une si large mesure, les étrangers, des avantages de cette législation. En tout cas, si quelque doute pouvait exister concernant l'inexécution de formalités dans tel ou tel pays, il semble qu'une déclaration générale d'Etat à Etat serait suffisante une fois pour toutes. »

M. Pouillet, délégué de la France, fait remarquer que, en effet, c'est une situation anormale de demander un certificat relatif à l'accomplissement des formalités aux sujets des Etats dont les lois n'imposent aucune formalité. Cette situation a donné lieu à des difficultés dans certains pays. M. Pouillet appuie donc les observations de M. Descamps.

M. le chevalier Descamps remercie M. Pouillet de l'appui si précieux qu'il a bien voulu accorder aux considérations émises par la délégation belge. Il ajoute que la question intéresse tous les Etats chez lesquels la jouissance, — qu'il faut distinguer de l'exercice — des droits d'auteur n'est subordonnée à aucune formalité.

En ce qui concerne les auteurs d'œuvres dramatico-musicales et de compositions musicales, la situation est singulière. Les dispositions du paragraphe 3 de l'art. 11 sont parfois invoquées contre eux. Or, comme le *droit d'exécution* revendiqué par l'auteur ne repose sur rien de matériel, notamment pour la France, l'Espagne et la Belgique, où il n'est soumis à aucune formalité ; comme, d'autre part, il peut s'agir d'une œuvre *inédite*, il semble bien que c'est à l'encontre des dispositions de la Convention que les compositeurs de musique sont astreints à fournir un certificat.

M. Morel, directeur du bureau international, présente sur le même sujet les observations qui suivent :

« Dans la Conférence diplomatique de 1885, M. H. Rosmini, délégué de l'Italie, — que nous aurions été heureux de voir siéger ici, — a proposé d'ajouter dans le n° 5 du Protocole de clôture, les mots *ou certificats* après celui de *renseignements*, et de dire en conséquence que le bureau de Berne devait se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux *ou certificats* dont ils pourraient avoir besoin. M. Reichardt répondit alors que la Conférence, ayant déjà discuté cette question en 1884, s'était convaincue que la disposition imposerait une trop lourde charge au bureau international. M. Reichardt ajouta : « Il est, d'ailleurs, bien entendu que lorsqu'un auteur s'adressera au bureau international pour obtenir un certificat, cet office fera les démarches nécessaires pour le lui procurer. » M. Rosmini s'était déclaré satisfait de cette réponse.

« Tout en reconnaissant que la proposition de M. Descamps donnerait pleine satisfaction aux pays qui n'imposent aux auteurs aucune formalité, je pense que, à l'égard des pays où des formalités sont prescrites, le bureau de Berne pourrait intervenir utilement dans le sens indiqué par M. Reichardt, pour servir d'intermédiaire entre l'intéressé et l'administration du pays d'origine, ce qui éviterait les complications et les longueurs de la voie diplomatique. Cette intervention ne constituerait, du reste, aucune charge appréciable pour le bureau, étant donné le nombre restreint de cas (peut-être 12 à 15 par an), où le certificat est réclamé.

« Dans les pays où ce système de transmission serait admis, il serait utile que les tribunaux fussent avisés qu'ils peuvent en faire usage dans l'instruction des procès dans lesquels la production d'un certificat émanant d'un autre pays de l'Union est réclamée.

« Le bureau international est, sous ce rapport, entièrement à la disposition des pays contractants. »

M. Luigi Roux, délégué de l'Italie, remercie M. Morel d'avoir rappelé le souvenir de son éminent compatriote, M. Rosmini ; il s'associe

pleinement à l'opinion émise en 1885 par M. Reichardt, et acceptée par la Conférence de Berne.

M. le chevalier Descamps répond aux observations de M. Morel que la question soulevée par lui est intéressante, mais ne paraît pas pouvoir être actuellement résolue. Le texte de l'art. 11, parlant de certificats délivrés par l'*autorité compétente*, semble, à première vue, s'y opposer. D'ailleurs, puisqu'il ne s'agit que d'une quinzaine de cas annuellement, il n'y a pas péril en la demeure. Il estime donc que la question doit être réservée, mais sérieusement étudiée en vue d'un examen par une prochaine Conférence.

M. Louis Renault, délégué de la France, regrette que la question n'ait pas été soulevée plus tôt, ce qui aurait permis de trouver une solution. Cette solution aurait été simple pour les pays où il n'existe pas de formalités; elle aurait pu consister dans une déclaration officielle, qui aurait constaté cet état légal d'une manière authentique.

M. le Président constate l'impossibilité d'étudier cette question sérieusement au moment actuel et de provoquer un vote; mais elle pourra faire l'objet d'un examen ultérieur par les Etats unionistes. En attendant, le bureau international poursuivra ses recherches sur ce point et il en fera rapport, s'il y a lieu, à la prochaine Conférence.

M. le baron d'Anethan fait la communication suivante :

« J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Conférence les documents concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Office international de bibliographie fondé par le gouvernement belge, et dont il est parlé dans le rapport de M. Renault.

« J'exprime à la Commission de la Conférence et à son organe les remerciements de mon gouvernement pour le témoignage de sympathie donné à l'Office par le rapport.

« Je prie mes honorables Collègues de vouloir bien soumettre à titre documentaire, à leurs gouvernements respectifs, un exemplaire du mémoire que j'ai déposé sur le bureau. »

Avant de procéder au vote sur le paragraphe 1 de l'art. 1^{er}, M. le Président dit que, si un des délégués d'un pays non contractant désire présenter des observations à la Conférence, celle-ci les entendra avec le plus grand intérêt.

La parole n'ayant pas été demandée, le paragraphe 1 est mis aux voix et adopté par les délégués de tous les pays qui font partie de l'Union, sauf le délégué de la Norvège, qui déclare ne pas pouvoir signer l'acte additionnel.

La Conférence passe à la discussion du paragraphe 2 de l'art. 1^{er}, dont voici le texte :

II — Article 3. L'article 3 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent acte additionnel. »

M. Hammar skjold, délégué de la Suède, présente, au sujet de ce paragraphe, les observations suivantes :

« Cet article intéresse particulièrement les Etats non unionistes. Vous me permettrez donc de poser une question relative à son interprétation. J'exprime tous mes regrets de ce que, n'ayant pas connu plus tôt le système finalement adopté par la Commission de rédaction et qui soulève, à mes yeux, certaines difficultés, je n'ai pu présenter mes observations au sein de la grande Commission.

« La teneur actuelle de l'art. 3 restera en vigueur pour la Norvège. En Norvège, c'est donc l'éditeur d'un ouvrage non unioniste qui sera protégé. Et je suppose que, si un auteur suédois, par exemple, publie son ouvrage en Norvège, ce sera aussi l'éditeur norvégien qui sera protégé dans toute l'étendue de l'Union. Si, dans le cas inverse, un auteur suédois publie son ouvrage à Berlin, cet auteur, sera, d'après la nouvelle teneur de l'art. 3, protégé en Allemagne et dans les autres pays qui ont adhéré à l'acte additionnel. Mais, en Norvège, est-ce l'auteur suédois ou bien l'éditeur allemand qui sera protégé ? Cela n'est pas clair, à mon avis, et je serais bien aise d'avoir une explication autorisée. »

M. Louis Renault reconnaît que les circonstances ont amené la Conférence à créer une situation qui renferme un dualisme regrettable. Nous avons maintenant, dit-il, deux Unions ; mais cela ne saurait constituer qu'un état de choses transitoire et tous nos efforts doivent tendre désormais vers la simplification de ce système. Les situations douteuses dont parle M. Hammarskjöld ne se produiront plus alors.

M. le Président fait observer que les Etats qui souffriront des conséquences de la coexistence des deux Unions ont un moyen simple de faire disparaître les difficultés signalées : c'est d'adhérer également à l'acte additionnel.

M. Batzmann, délégué de la Norvège, estime qu'on se trouve plutôt en présence d'une question de doctrine que d'une difficulté pratique.

Le paragraphe 2 est ensuite adopté par les délégations de tous les pays contractants, à l'exception de la Norvège.

M. le Président lit le texte proposé pour remplacer l'art. 5 de la Convention de 1886. Ce texte est ainsi conçu :

III. — *Article 5.* Le premier alinéa de l'art. 5 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée. »

M. Reichardt, délégué de l'Allemagne, fait la déclaration suivante :

« La délégation allemande est d'avis que la nouvelle rédaction de l'art. 5 ne consacre que d'une manière très imparfaite le principe de l'assimilation du droit de traduction au droit principal qui assure la protection de l'œuvre originale. Si elle accepte quand même cet article, c'est uniquement sous l'influence du désir de contribuer de son mieux à ce que, sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, l'unanimité des anciens membres de l'Union soit maintenue,

et que, notamment, la délégation de la Grande-Bretagne soit mise à même de signer l'acte additionnel. »

M. Pouillet dit que la délégation française s'associe pleinement à la déclaration que vient de lire M. Reichardt.

M. de Borchgrave fait la même déclaration au nom de la délégation belge.

M. de Rolland fait une déclaration analogue au nom de la délégation de Monaco, dont la législation, dit-il, consacre le principe de l'assimilation pure et simple du droit de traduction au droit de reproduction.

M. le Président constate que la manière de voir exprimée par la délégation allemande est aussi partagée par un certain nombre d'autres délégations.

M. le marquis de Novallas, délégué de l'Espagne, fait, à son tour, la déclaration suivante :

« Messieurs les Délégués se rappelleront que, pour me conformer aux instructions de mon gouvernement, j'ai fait, dans la Commission, des réserves sur les modifications apportées à plusieurs articles de la Convention et particulièrement à l'art. 5.

« Je n'ai pas manqué de communiquer à Madrid ces modifications et les raisons qui les avaient fait accepter à la presque unanimité.

« J'ai reçu aujourd'hui, de mon gouvernement, de nouvelles instructions qui me permettent d'adhérer, au nom de l'Espagne, à la nouvelle rédaction proposée pour ces différents articles. »

Cette déclaration est accueillie par les applaudissements de la Conférence. M. le Président remercie M. le Délégué de l'Espagne de sa communication et se fait l'interprète de la Conférence pour exprimer toute sa satisfaction.

Sir Henry Bergne lit ensuite une déclaration ainsi conçue :

« A la dernière séance plénière, j'ai déclaré que les délégués britanniques n'étaient autorisés à signer aucun instrument apportant des changements à la Convention de Berne.

« Depuis cette séance, la Conférence a bien voulu accueillir avec faveur les observations que ces délégués ont dû faire à l'égard de la rédaction de quelques-unes des propositions qui nous étaient soumises.

« En présence du bon vouloir ainsi démontré par la Conférence, les délégués britanniques se sont empressés de demander de nouvelles instructions sur ce point, et c'est avec grand plaisir que je suis à même d'annoncer qu'ils sont maintenant autorisés à signer l'acte additionnel de Paris, sous la condition que le gouvernement de Sa Majesté britannique se réserve pleine et entière liberté d'action, en tout ce qui concerne les mesures à prendre quant à la ratification après examen des textes signés.

« Mon gouvernement restera donc libre de ratifier ou de ne pas ratifier selon les circonstances.

« Les délégués britanniques ne sont cependant pas autorisés à signer la déclaration interprétative, à cause de certaines questions d'ordre intérieur que j'ai déjà indiquées dans le sein de la Commission. »

M. le Président répond à sir Henry Bergne que la Conférence se

félicite d'apprendre que la délégation anglaise est autorisée à signer l'acte additionnel. Elle enregistra ce succès avec beaucoup de plaisir.

M. Bætzmann fait connaître à la Conférence la déclaration suivante :

« Comme je me suis permis de le faire observer à la deuxième séance de la Conférence, la Norvège pourra difficilement s'associer, pour le moment, à des modifications du Pacte de Berne. Cela l'obligerait à remanier de nouveau une législation nationale qu'elle a tâché de faire bonne, et qui compte à peine trois années d'existence.

« Je rappelle que cette œuvre législative a été entreprise dans le but bien déterminé de permettre à la Norvège de réaliser le vœu qui lui a été exprimé, de voir ce pays adhérer aussi à la Convention de Berne.

« La nouvelle législation norvégienne est le résultat de travaux consciencieux, pendant lesquels il y a eu des doutes à dissiper, des hésitations ou des résistances à vaincre. Entreprise le lendemain de la Conférence de 1884, l'œuvre n'a abouti que huit ans plus tard. On avait alors réussi à la mettre en pleine conformité avec les principes et les règles de la Convention internationale de 1886, et on comptait avoir ainsi fait une œuvre à laquelle il serait permis d'assurer une certaine stabilité.

« Je constate que nos efforts dans cette voie, depuis le premier moment jusqu'au jour où, enfin, il nous a été possible de notifier officiellement, le 13 avril 1896, notre entrée dans l'Union de Berne, ont été inspirés surtout par un vif désir de pouvoir nous associer, dans la mesure de nos forces, à une œuvre de justice et de bonne entente internationale.

« Dans cette voie, nous ne marchons pas seuls parmi les pays du Nord. Je vous prie de vouloir bien vous souvenir que la réforme de notre législation norvégienne a été préparée d'accord avec le Danemark, — un pays auquel tant de liens de langue, de civilisation et d'histoire nous attachent intimement, — et qu'un projet déposé par le Gouvernement danois, identique à la loi norvégienne et visant à l'entrée du Danemark dans l'Union, se trouve actuellement soumis aux Chambres de ce dernier pays.

« Il y a là une entente et une collaboration que nous n'avons ni le droit ni le désir de compromettre.

« Il est peut-être aussi dans l'intérêt de l'extension de l'Union qu'il en soit ainsi. Sur ce point, quelques renseignements complémentaires auront, je le pense, leur utilité.

« Dans l'exposé des motifs du projet déposé par le Gouvernement norvégien, le 25 mars 1896, relativement à l'adhésion de la Norvège à la Convention de Berne, il est expliqué qu'on s'était adressé aux Gouvernements des autres pays scandinaves pour leur demander s'ils étaient disposés à prendre les mesures nécessaires pour leur permettre d'adhérer également à la Convention, et s'ils croyaient pouvoir, dans ce cas, compter sur l'approbation des Parlements respectifs.

« Quant au Danemark, voici ce qu'on lit dans le document officiel norvégien du 25 mars dernier :

« Le Ministre des affaires étrangères danois a fait savoir que le projet de loi sur la propriété littéraire et artistique qui mettrait le Gouvernement danois en état d'adhérer à la Convention de Berne a été de nouveau déposé aux Chambres danoises dans le cours de l'automne de 1895 et que, pour autant qu'il était possible de se prononcer d'avance sur la question, on devait admettre comme probable que l'adhésion de la Norvège à la Convention deviendrait un motif puissant pour les Chambres d'adopter le projet de loi déposé, attendu qu'une scission dans la communauté jusqu'ici existante sur ce terrain pourrait facilement provoquer des dommages intellectuels et économiques. »

« J'ose croire que les quelques renseignements que je viens de donner sur la

situation dans deux des pays scandinaves, permettront aux membres de la Conférence de comprendre mieux et d'apprécier à sa juste valeur l'obligation imposée au Délégué de la Norvège, de s'associer qu'avec une certaine réserve aux différentes propositions de changement dans l'Acte international qui a servi de modèle pour la revision législative accomplie déjà dans l'un des pays du Nord, et en bonne voie dans un autre.

« C'est aussi dans ce sens que mon Gouvernement m'a donné des instructions précises et réitérées.

« En conformité avec ces instructions, j'ai déclaré au sein de la Commission de notre Conférence que j'étais prêt à voter, sur l'article 5, une extension du système actuel, dans ce sens que lorsque dans le délai d'un an, une œuvre aura été publiée licitement en plusieurs langues, il ne sera plus permis d'en publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans une de ces langues sans le consentement du titulaire du droit d'auteur. Mais il m'était difficile de voter, aujourd'hui déjà, l'extension à dix ans du délai ainsi indiqué.

« Dans les circonstances ainsi créées, je ne suis actuellement en état de profiter des pleins pouvoirs qui m'ont été donnés par mon Gouvernement que pour signer la Déclaration interprétative. C'est donc la Convention de Berne du 9 septembre 1886 seule, et la Déclaration interprétative, en tant que cette Convention est touchée, qui continuera de régler les rapports sur ce terrain entre la Norvège et les autres pays de l'Union.

« Je suis sûr d'être l'interprète fidèle de mon Gouvernement en ajoutant qu'il étudiera avec un intérêt sérieux et sympathique les moyens de pouvoir adhérer ultérieurement à la Convention additionnelle. »

M. le Président déclare que la Conférence accueille ces déclarations avec un vif plaisir et partage l'espoir que la Norvège adhérera ultérieurement à l'Acte additionnel.

Le paragraphe III, mis aux voix, est adopté par toutes les Délégations unionistes, sauf celle de la Norvège.

M. le Président donne lecture du paragraphe IV portant modification de l'article 7 de la Convention.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

IV. — Article 7. — L'article 7 aura la teneur suivante :

« Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

« A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux faits divers. »

M. J. de Borchgrave, délégué de la Belgique, communique à la Commission la déclaration qui suit :

« La disposition proposée est le résultat d'une transaction qui ne s'est pas réalisée sans quelque peine.

« Dans son amendement, la Délégation belge avait posé le principe que les romans-feuilletons ou tous articles, soit de journaux, soit de recueils périodiques,

publiés dans un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits ou traduits sans l'autorisation de l'auteur. Cette application formelle du droit commun aux articles de journaux et de revue avait pour but, notamment, d'affirmer qu'il n'est pas permis de reproduire en tiré à part, en brochure, en volume, sans l'autorisation de l'auteur, les articles parus dans un journal ou dans un recueil périodique.

« Puis, comme restriction à la règle, la proposition belge déterminait le régime qu'il convient, d'après elle, d'appliquer à la reproduction d'un article de journal par un autre journal.

« Il nous a été aisé de renoncer à l'affirmation du principe contenu dans la première partie de notre proposition. Les autres membres de la Commission ont, en effet, été unanimes à déclarer que le principe n'était pas contesté; qu'il avait toujours été entendu que l'article 7 visait exclusivement la reproduction de journal à journal, ou de revue à revue, laissant dans le droit commun tout autre mode de reproduction. Le texte de la Convention n'en disait rien. La proposition belge aura donc eu tout au moins l'avantage d'écarter désormais tout doute sur ce premier point.

« Sur un second point, — la reproduction des articles de recueils périodiques, — la Délégation belge regrette de n'avoir pu faire partager son sentiment par l'unanimité des membres de la Commission. D'après nous, il n'y a aucune raison ni juridique, ni pratique, qui commande de réglementer différemment le droit d'auteur sur un article de revue, après que cet article aura été publié ou isolément ou dans un recueil périodique. L'identité de l'œuvre nous paraît devoir entraîner l'identité de traitement. Dès lors, il nous semble difficile d'admettre que le droit de l'auteur doive être restreint par une obligation de réserve ou d'interdiction, s'il publie son œuvre dans un recueil périodique, alors que son droit sur la même œuvre ne comporte aucune restriction, s'il la publie isolément, en tiré à part ou en brochure. Quelque regrettable que nous paraisse le dissentiment sur ce point, la Délégation belge n'a pu hésiter à faire à cet égard une concession nécessaire à l'entente.

« Plus heureux sur un troisième point, nous avons obtenu qu'on renonçât tout au moins à la plupart des distinctions proposées au début entre les divers articles de journaux d'après leur objet : articles de littérature, de science, d'art, de discussion politique, puis, les « autres articles », puis encore les nouvelles du jour et les faits divers. La distinction n'a été maintenue qu'en ce qui concerne les articles de discussion politique, les nouvelles du jour et les faits divers.

« Le régime spécial adopté pour les nouvelles du jour et les faits divers pourrait échapper à toute critique sérieuse. On ne conçoit pas le droit d'auteur là où il n'y a ni œuvre littéraire, ni création de l'esprit dans le sens élevé du mot. Si donc il y a lieu de protéger les informations et les faits divers contre les emprunts peu scrupuleux de certains journaux, c'est dans une loi spéciale, et non pas dans une loi relative au droit d'auteur, qu'il faut réaliser cette protection. Elle échappe à l'objet propre de notre matière.

« Mais en est-il de même des articles de discussion politique? Ici encore la Délégation belge ne peut qu'exprimer ses regrets d'avoir dû, sous peine de compromettre l'entente, consentir à la négation du droit d'auteur sur les articles de discussion politique. Nous persistons à penser que cette expropriation n'est pas justifiée, car elle n'a pas même pour excuse l'intérêt public, les exigences de la polémique ou de la libre discussion, qui se trouvent complètement sauvegardées par le droit incontesté qui appartient à tout journal de reproduire partiellement, — c'est le droit de citation, — ou de résumer les articles des autres journaux dans un but de polémique ou d'information.

« Quoi qu'il en soit, le régime spécial fait aux articles de discussion politique soulève une question qui n'est pas tranchée par le texte de la proposition et sur laquelle il est cependant indispensable de s'expliquer.

« L'alinéa 3 dit : A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« L'alinéa 4 dit : En aucun cas l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux faits divers.

« Mais il n'est dit nulle part expressément, si l'obligation d'indiquer la source s'applique, ou non, aux articles de cette espèce. Le dernier alinéa se borne à prohiber l'interdiction lorsqu'il s'agit d'articles de discussion politique, de nouvelles du jour ou de faits divers tout aussi bien qu'à tous autres articles. Il nous paraît certain, cependant, que telle n'a pas été l'intention des auteurs de la proposition. Le rapport de M. Louis Renault n'en dit rien ; il faut donc s'expliquer.

« A notre avis, et pour les raisons que nous avons eu l'honneur d'indiquer plus haut, la Convention n'a à se préoccuper, ni des nouvelles du jour, ni des faits divers. Si donc on estime que des questions de probité professionnelle défendent aux journaux de piller les informations de leurs confrères sans même prendre la peine de les citer, c'est par une convention spéciale et non pas dans une convention relative à la protection des œuvres littéraires qu'il faut prendre des mesures à cet égard.

« Mais il serait inadmissible d'après nous, que l'obligation de citer la source ne fût pas appliquée aux articles de discussion politique. C'est beaucoup trop déjà d'avoir admis qu'un article de littérature politique, fût-il le plus magistral, ne peut faire l'objet d'aucun droit d'auteur et doit être mis sur le même rang que la cote de la Bourse ou le Bulletin météorologique. Laissons au moins à l'auteur l'honneur et le profit moral de son travail en imposant à ceux qui reproduisent son œuvre l'obligation de lui en reconnaître la paternité.

« Nous demandons donc instamment à la Conférence de vouloir bien se prononcer dans le sens que nous venons d'avoir l'honneur d'indiquer. »

M. Renault dit que la question n'est pas douteuse. La Commission, contrairement au désir exprimé par la Délégation belge, a refusé d'admettre l'obligation de l'insertion de la source pour les articles de discussion politique, les nouvelles du jour et les faits divers, cités dans le dernier alinéa de l'article 7.

M. Reichardt s'exprime dans le même sens ; il estime que le texte a été adopté définitivement et qu'il ne saurait plus être modifié. Toutefois, pour donner satisfaction à la Délégation belge, M. Renault pourrait insérer dans le rapport un passage expliquant que, par articles de discussion politique, on entend les écrits relatifs à la politique du jour et non les essais ou études ayant trait à des questions de politique ou d'économie sociale ; cela a été consigné déjà dans les actes de la Conférence de 1885.

M. de Borchgrave, répondant à M. Renault, fait observer que la Délégation belge n'a jamais demandé l'obligation d'insérer la source pour les nouvelles du jour et les faits divers, mais pour les articles de discussion politique seulement. Si des membres de la Commission ont repoussé cette obligation, aucun vote, cependant, n'a été émis sur ce point. Il fallait donc s'en expliquer clairement, d'autant plus que le texte de l'article paraît contraire à l'interprétation que M. Renault en donne.

Quant à la distinction nouvelle proposée par M. Reichardt, elle ne nous paraît pas pouvoir être admise. Il est déjà bien malaisé de préciser où commence l'article de « discussion politique » et où il finit. Greffer sur cette distinction déjà difficile une sous-distinction entre la politique du jour et celle qui n'est pas « du jour » nous paraît pratiquement impossible. Il faut donc admettre ou repousser l'obligation d'indiquer la source pour tous les articles de discussion politique

sans distinction. La Conférence n'est pas unanime à admettre l'obligation. Dans ces conditions, il ne reste à la Délégation belge qu'à se résigner, tout en considérant la solution adoptée comme absolument regrettable.

M. Renault fait observer que, d'accord avec ce qui a été dit lors de l'élaboration de la Convention primitive, en 1885, sur l'initiative de la Délégation allemande, il a déjà défini les articles de discussion politique dans son rapport. Dans l'état actuel des choses, on ne comprendrait pas qu'on n'accordât pas la libre reproduction de ces articles, s'ils ne s'occupent que de la politique du jour. En ce qui concerne l'indication de la source, il s'est conformé à la rédaction adoptée par la Commission.

M. le Président ne pense pas qu'il y ait lieu de voter sur cette question, mais la déclaration de la Délégation belge sera insérée dans le procès-verbal de la séance.

M. Roux, délégué de l'Italie, se rallie complètement aux observations de M. le Délégué de la Belgique relativement à l'obligation d'indiquer la source en cas de reproduction des articles de discussion politique.

Le paragraphe IV est adopté par toutes les Délégations unionistes, à l'exception de celle de la Norvège.

La Conférence passe au paragraphe V qui modifie l'article 12 de la Convention et qui est ainsi rédigé :

V. — Article 12. — L'article 12 aura la teneur suivante :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays. »

M. Howard, délégué de la Grande-Bretagne, lit la déclaration suivante :

« Quant à la modification proposée pour l'article 12, qui concerne la saisie à l'intérieur, la Délégation britannique a reçu l'autorisation de l'accepter, sous cette réserve expresse que, si la loi ne permet pas de donner un plein et entier effet à cet article dans tous les territoires de Sa Majesté Britannique, la Grande-Bretagne ne sera tenue d'appliquer cet article que dans les limites fixées par la loi. »

Le paragraphe V est mis aux voix et adopté par toutes les Délégations unionistes, sauf celle de la Norvège.

Il en est de même du paragraphe VI dont voici le texte :

VI. — Article 20. — Le deuxième alinéa de l'article 20 aura la teneur suivante :

« Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union. »

L'article 2 de l'Acte additionnel contient en deux paragraphes les modifications apportées au Protocole de clôture annexé à la Convention de Berne. Voici le texte de cet article :

Art. 2. — Le Protocole de clôture annexé à la Convention du 9 septembre 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

I. — Numéro 1. Ce numéro aura la teneur suivante :

« I. — Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

« A. — Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

« B. — Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogues sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

« Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit. »

II. — Numéro 4. Ce numéro aura la teneur suivante :

« 4. — L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

« L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

« A défaut de semblables stipulations entre les pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

« Les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.

« Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union. »

Au sujet du paragraphe 1^{er}, n° 1, lettre A, M. de Borchgrave communique la déclaration que voici :

« La Délégation belge croit devoir exprimer à la Conférence ses regrets que l'entente n'ait pu se réaliser sur une solution plus complète en ce qui concerne les œuvres d'architecture. Elle aime à croire qu'il est permis de ne voir dans la solution adoptée qu'une première étape dans la voie qui doit conduire à la pleine reconnaissance du droit de l'architecte. Elle a foi dans le progrès des idées en cette matière. Elle pense que, malgré tout, il existe encore au fond de cette question plus de malentendu sur l'application du principe que d'opposition réelle contre le principe lui-même. Elle est convaincue que, d'ici à la prochaine Conférence, tous les Etats de l'Union reconnaîtront que l'architecture est un art qui mérite une protection égale à celle accordée aux autres arts et que, — de même qu'en toute autre matière artistique ou littéraire, — c'est sur la conception de l'architecte, c'est-à-dire sur l'œuvre elle-même, et non pas sur une manifestation isolée de l'œuvre que la protection de la loi doit porter ; cette protection demeurant d'ailleurs exclusivement réservée aux œuvres vraiment originales, en d'autres termes, aux créations nouvelles de l'esprit humain dans le domaine de l'architecture. »

M. Pouillet, au nom de la Délégation française, déclare que celle-ci adhère à la manière de voir exprimée par la Délégation belge.

Les deux paragraphes de l'art. 2 sont adoptés par toutes les délégations unionistes, à l'exception de celle de la Norvège.

Il en est de même de l'art. 3 dont voici le texte :

« Art. 3. — Les pays de l'Union qui n'ont point participé au présent acte additionnel seront admis à y accéder en tout temps sur leur demande. Il en sera de même pour les pays qui accèderont ultérieurement à la Convention du 9 septembre 1886. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres gouvernements. »

Au sujet de l'art. 4. M. le Président propose que la signature ait lieu le 4 mai. Cette date est acceptée sans opposition, et l'art. 4 est complété dans ce sens ; il a maintenant la teneur suivante :

« Art. 4. — Le présent acte additionnel aura la même valeur et durée que la Convention du 9 septembre 1886.

« Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée par cette Convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

« Il entrera en vigueur, trois mois après cet échange, entre les pays qui l'auront ratifié.

« En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

« Fait en un seul exemplaire à Paris, le 4 mai 1896. »

Cet article est adopté par les délégations de tous les pays contractants, sauf celle de la Norvège.

En ce qui concerne la forme à donner aux résolutions de la Conférence, M. Reichardt fait la déclaration suivante :

« La délégation allemande n'accepte la forme proposée par la Commission, pour consacrer les résolutions prises par la Conférence, que sous réserve des considérations énoncées précédemment à propos de la nouvelle rédaction de l'art. 5. »

La Conférence procède à l'examen de la *déclaration interprétative*.

M. le Président fait remarquer que les délégués de la Grande-Bretagne ne figureront pas parmi les signataires de la déclaration, l'état actuel de leur législation ne leur permettant pas de confirmer, pour le moment, les interprétations contenues dans ce document.

M. Bætzmann, délégué de la Norvège, annonce à la Conférence que ses pleins pouvoirs lui permettent de signer la déclaration, mais seulement pour ce qui s'applique à la Convention de 1886, et non pas pour ce qui touche à l'acte additionnel du 4 mai 1896.

M. le Président se félicite, au nom de la Conférence, de cette adhésion de la Norvège à l'un des actes préparés à Paris.

Les numéros 1, 2 et 3 de la déclaration sont lus successivement, mis aux voix et adoptés par les délégations unionistes, sauf par celle de la Grande-Bretagne. Ces numéros sont ainsi conçus :

« Les plénipotentiaires soussignés de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, de la Suisse et de la Tunisie, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit, en ce qui concerne

l'interprétation de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'acte additionnel de ce jour :

« 1° Aux termes de l'art. 2, alinéa 2, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n° 1, lettre B, du protocole de clôture modifié.

« 2° Par œuvres *publiées*, il faut entendre les œuvres *éditées* dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constitue pas une *publication* dans le sens des actes précités.

« 3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'art. 10. »

Sir Henry Bergne tient à constater que son gouvernement accepte le principe du n° 3 de la déclaration qui précède, mais que les dispositions de la législation anglaise actuelle ne lui permettent pas d'adhérer officiellement à cette interprétation.

M. le Président lit la formule finale de la déclaration, qui reçoit la teneur définitive suivante :

« Les pays de l'Union qui n'ont point participé à la présente déclaration seront admis à y accéder en tout temps sur leur demande. Il en sera de même pour les pays qui accèderont, soit à la Convention du 9 septembre 1886, soit à cette Convention et à l'acte additionnel du 4 mai 1896. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres gouvernements.

« La présente déclaration aura la même valeur et durée que les actes auxquels elle se rapporte.

« Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour ces actes, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

« En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et ont apposé le cachet de leurs armes.

« Fait en un seul exemplaire à Paris, le 4 mai 1896. »

M. le Président explique la portée des mots : « Soit à la Convention du 9 septembre 1886, soit à cette Convention et à l'acte additionnel du 4 mai 1896 » ; le rapport de M. Renault traite explicitement cette question.

M. Louis Renault rappelle que, d'après un vote de la Commission, on ne pourra adhérer à la présente déclaration que dans son ensemble.

La dernière partie de la déclaration est adoptée par les délégations de tous les Etats membres de l'Union, sauf celle de la Grande-Bretagne.

Avant de procéder à l'examen des vœux, M. le Président donne la parole à M. Hammar skjold, délégué de la Suède, qui communique à la Conférence la déclaration suivante :

« Mes instructions ne m'ont pas permis de lier en aucune sorte mon gouvernement. Si, à cause de cela et en conséquence aussi du fait que la Suède n'a pas adhéré à l'Union, je n'ai pu participer d'une manière active aux travaux de

la Conférence, je n'en ai pas moins été heureux d'y assister, et je vous prie d'agréer l'expression de ma très vive reconnaissance. Je ne manquerai pas de chercher à faire tourner au profit de ma patrie les idées élevées et les renseignements importants qui, dans le cours des délibérations, viennent d'être émis d'une façon si éminente.

« Si M. le Président veut bien me le permettre, je saisirai cette occasion pour présenter, au sujet de la position de mon pays, quelques observations qui n'expriment, toutefois, que mon opinion personnelle.

« Pour la Suède, ce n'est guère que l'obligation d'assurer pendant un délai de dix ans la protection contre la traduction non autorisée, qui semble empêcher l'adhésion immédiate à l'Union de Berne. A l'égard des nombreux ouvrages de littérature et d'art qui ne peuvent être reproduits par la voie de la traduction, — y compris les photographies, — je ne crois pas qu'on se heurterait dès à présent à des difficultés insurmontables. Aussi avons-nous déjà, l'hiver passé, élaboré un projet de loi qui, sur tous les points, moins la protection contre la traduction, satisfait pleinement aux dispositions de la Convention actuellement en vigueur. Ce projet sera sans doute remanié pour répondre autant que possible aux résolutions de la présente Conférence. Même contre la traduction nous pourrions dès à présent accorder une protection assez sérieuse.

« En tout cas, pour ceux qui, en Suède, travaillent à obtenir l'adhésion à l'Union de Berne, il aurait été très regrettable que les résultats de la Conférence apportassent de nouveaux obstacles à leurs efforts. Et, au point de vue général, n'aurait-on pas établi un peu trop de solidarité entre les diverses catégories d'auteurs, si l'on avait fait dépendre la garantie internationale de la protection des peintres, des sculpteurs, des photographes, des musiciens, etc., de cette condition que les auteurs qui peuvent être traduits seraient protégés contre la traduction d'une manière tout à fait satisfaisante? Il y a donc lieu de se féliciter des solutions qui viennent d'être adoptées et qui, sans retarder le progrès désiré à l'égard du perfectionnement de la protection, permettront aux nations moins avancées d'accéder à l'Union dans les conditions pratiquées jusqu'à présent.

« J'ajouterai que, en attendant le jour où il nous sera possible d'adhérer à l'Union de Berne, nous serons, — j'en ai la conviction, — très disposés à conclure des traités particuliers pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. »

M. le Président remercie M. Hammarskjold du témoignage de sympathie qu'il a donné à l'Union, et il espère que la Suède ne tardera pas à être du nombre des Etats contractants.

M. Miguel Cané, délégué de la République Argentine, exprime, au nom de son gouvernement, sa gratitude pour l'invitation d'assister à cette Conférence, qui lui a été adressée. Il tient à rappeler d'une manière officielle que les treize délégués de sept Etats sud-américains, savoir : la République Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, réunis en 1888 à Montevideo pour élaborer une codification du droit international privé, ont décidé, vers la fin de leurs travaux, sur la proposition d'un des délégués, d'élaborer également un traité concernant la propriété littéraire et artistique. Ce traité, destiné avant tout aux pays de langue espagnole, ne décide rien en ce qui concerne le droit de traduction. Mais le sentiment général dans ces pays tend, en tout cas, à se rapprocher de la solution d'après laquelle ce droit serait mis sur le même pied que le droit de reproduction.

Malheureusement, la République Argentine ne possède pas encore de loi proprement dite sur ce sujet; quelques articles du Code civil

règlent seuls la matière, et ces articles ne s'appliquent qu'aux auteurs nationaux, comme l'a relevé avec raison *Le droit d'auteur*, en se basant sur la jurisprudence. Cependant, le gouvernement de la République espère qu'il pourra soumettre prochainement un projet de loi au Parlement.

Quelques jours avant la réunion de cette Conférence, la France a adhéré à la Convention de Montevideo. La République Argentine a consenti à admettre cette accession. L'Uruguay, dans un cas analogue, a répondu qu'elle nécessitait, chez lui, l'approbation législative pour être valable. La Grande-Bretagne a également examiné l'opportunité de signer le traité de Montevideo sans, toutefois, prendre de décision définitive à ce sujet.

La République Argentine se propose de régler définitivement la question de la protection de la propriété littéraire et artistique. Un point à noter, c'est que déjà quelques grands journaux ont conclu des contrats particuliers avec des auteurs étrangers, français et autres, pour pouvoir reproduire leurs œuvres moyennant le paiement de droits. C'est un rare exemple de probité donné par un pays qui n'a pas adhéré à la Convention de Berne. M. Cané pense que le gouvernement examinera, dans ce même esprit, la question de l'adhésion au traité d'Union. En ce qui le concerne personnellement, il est animé du désir de contribuer de son mieux à amener ce résultat.

M. le Président se déclare heureux de pouvoir constater ces dispositions libérales du gouvernement argentin.

M. Ghika, délégué de la Roumanie, dit qu'il n'hésitera pas à commettre un plagiat en répétant ce que MM. les Délégués de la Suède et de la République Argentine ont déjà déclaré. Lui aussi remercie vivement, au nom du gouvernement de son pays, les Etats unionistes de l'invitation qui a été adressée à la Roumanie de prendre part à la Conférence de Paris. « Je me ferai un devoir, déclare M. Ghika, de soumettre à mon gouvernement le compte-rendu des travaux de la Conférence, pour qu'il puisse l'examiner consciencieusement et prendre ensuite une décision en ce qui concerne son adhésion au pacte d'Union. »

M. le Président fait observer que c'est là une sorte de plagiat que la Conférence voudrait voir se généraliser (*Vive approbation*).

La Conférence passe à la discussion des vœux qui lui sont soumis par la Commission.

Voici le texte de ces vœux :

« *Il est désirable :*

« I. — Que, dans tous les pays de l'Union, la loi protège les œuvres photographiques ou les œuvres obtenues par des procédés analogues, et que la durée de la protection soit de quinze ans au moins.

« II. — Que les législations des pays de l'Union fixent les limites dans lesquelles la prochaine Conférence pourrait adopter le principe que les œuvres musicales publiées doivent être protégées contre l'exécution non autorisée, sans que l'auteur soit astreint à la mention de réserve.

« III. — Que les conventions spéciales conclues entre des pays faisant partie de l'Union soient examinées par les parties contractantes respectives en vue de

déterminer les clauses pouvant être considérées comme restées en vigueur conformément à l'article additionnel de la Convention de Berne ; que le résultat de cet examen soit consacré par un acte authentique et porté à la connaissance des pays de l'Union par l'intermédiaire du bureau international, avant la réunion de la prochaine Conférence.

« IV. — Que des dispositions pénales soient insérées dans les législations nationales afin de réprimer l'usurpation des noms, signatures ou signes des auteurs en matière d'œuvres littéraires ou artistiques.

« V. — Que des délibérations de la prochaine Conférence sorte un texte unique de Convention. »

Au sujet du second des vœux reproduits ci-dessus, M. Reichardt fait la déclaration suivante :

« La délégation allemande accepte le fond de la proposition faite par l'administration française.

« Si, malgré cela, elle ne s'est pas vue à même d'adhérer à cette proposition, c'est qu'elle en était empêchée par des raisons expliquées dans le rapport de la Commission.

« Ces raisons sont basées, aux yeux de la délégation allemande, sur cette considération que le droit d'auteur, lors même qu'on le qualifie de *propriété* intellectuelle, contient quelques traces de communisme. Il faut tenir compte de ce fait, et laisser les divers pays s'organiser selon leurs vues propres et conformément aux coutumes nationales, lorsqu'il s'agit de régler la question de l'exécution des œuvres musicales publiées. »

L'ensemble des vœux est adopté à l'unanimité par la Conférence.

M. le chevalier Descamps fait ensuite la déclaration suivante :

« Je désire présenter au nom de la délégation belge une observation concernant un point du rapport intitulé « Examen des vœux. »

« J'entrerais sans doute dans les intentions de la Conférence en ne développant pas devant elle les raisons de fait et de droit pour lesquelles nous avons eu le regret de devoir nous opposer à une proposition qui, si atténuée qu'elle soit à la suite des explications données dans la Commission, nous apparaît comme visant l'organisation d'un service qui demande un examen approfondi de la Conférence à de multiples points de vue.

« La Conférence n'ayant admis aucun vœu dans ce sens et la question étant complètement réservée, nous n'avons pas à insister. Nous n'entendons d'ailleurs nullement nous opposer à ce que cette question soit étudiée comme elle mérite de l'être. Nous nous bornons à demander que l'étude porte aussi sur les mesures que nous avons suggérées et qui sont consignées dans le rapport.

« En effet, le problème général à étudier est bien celui-ci : la recherche des moyens d'arriver à la constatation facile de l'état de droit de certaines œuvres artistiques et littéraires.

« On peut préconiser une solution que nous appellerons centralisatrice, qui consisterait dans l'envoi au bureau international d'actes de dépôt, d'enregistrement, qui pourraient se chiffrer par centaines de mille pour certains Etats. D'autre part, il y a une solution que l'on peut appeler décentralisatrice, qui consiste à perfectionner sur place les moyens de constater l'état juridique des œuvres artistiques et littéraires à l'aide des mesures prises par chaque gouvernement sur son territoire et heureusement concertées. Il peut y avoir aussi des solutions mixtes.

« Nous demandons que la question soit examinée à fond à tous les points de vue, sans que rien ne soit préjugé. Et nous estimons qu'avant d'entrer dans la phase de la réalisation, elle doit en tout cas faire l'objet d'un rapport à communiquer éventuellement aux divers membres de l'Union avant la réunion de

la future Conférence. La Conférence pourra se prononcer alors en pleine connaissance de cause, [ce qui est manifestement dans le désir de tous. »

M. Morel, directeur du bureau international, insistant sur le point de vue développé par M. le Délégué de Belgique, rappelle que le bureau international a déjà signalé, il y a quelques années, dans le *Droit d'auteur*, tout l'intérêt qu'il attache à la création de bibliographies nationales. Il poursuivra activement ses études dans cette direction, en se plaçant surtout au point de vue des facilités qui pourraient être données au public, pour lui permettre d'éviter les atteintes au droit des auteurs. C'est là un moyen préventif qui pourra devenir par la suite très efficace.

M. le Président propose de fixer pour la réunion de la prochaine Conférence un délai compris entre six ans au minimum et dix ans au maximum. Il espère que, de cette façon, on ira au devant des vœux exprimés par quelques délégations.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Président croit être l'organe des divers Etats représentés à la Conférence de Paris, en proposant Berlin comme siège de la prochaine Conférence.

En adoptant cette proposition, ajoute M. de Freycinet, nous rendrons un juste hommage à la part très large que les délégués de l'Allemagne ont prise autrefois à l'élaboration de la Convention de Berne, et maintenant à celle des actes qui ont été discutés par la Conférence de Paris. (*Marques unanimes d'approbation.*)

M. Reichardt remercie sincèrement M. de Freycinet de cette proposition. Conformément aux instructions qu'il a reçues, il croit pouvoir assurer dès maintenant à MM. les Délégués que cette décision sera accueillie avec satisfaction par son gouvernement. « Nous ne pourrions vous offrir — dit M. Reichardt — ni les splendeurs incomparables des montagnes de la Suisse, ni le charme indéfinissable de Paris, mais nous vous offrirons de grand cœur ce que nous exprimons par un mot intraduisible, la *Gemüthlichkeit* allemande. Nous espérons que la Conférence de Berlin s'ouvrira sous d'heureux auspices et se rapprochera encore davantage du but final de l'Union : la codification internationale du droit d'auteur. En tout cas, nous serons heureux si, après la Conférence de Berlin, MM. les Délégués emportent de leur séjour chez nous un aussi bon souvenir que celui que les délégués allemands conserveront de la Conférence de Paris. »

Ces paroles sont accueillies par d'unanimes applaudissements.

M. le Président constate que la Conférence est arrivée à la fin de ses délibérations. Il remercie MM. les Délégués de la bienveillance toute particulière qu'ils ont bien voulu lui témoigner ; il tient à rendre hommage à la coopération importante de M. le Directeur du bureau international, qui a assisté à toutes les séances de la Conférence et de ses Commissions et qui, dans maintes occasions délicates, a prêté le concours précieux de son expérience et de ses lumières. Il remercie également le secrétariat du zèle qu'il a déployé dans l'accomplissement de sa mission. Enfin, il félicite la Conférence du succès

qui a couronné ses travaux, grâce au bon esprit d'entente dont ses membres étaient animés. Certes, le résultat obtenu n'est pas trop volumineux, mais il faut remarquer qu'à l'encontre de ce qui se passe dans les assemblées parlementaires, où les décisions sont prises à la simple majorité, il s'agit dans les Conférences diplomatiques d'obtenir l'unanimité des États contractants ; ainsi, un retardataire peut mettre en question un progrès qui semblait déjà acquis. « Malgré cette difficulté — continue l'orateur, — nous avons progressé sur la route qui nous était tracée. Le rapport si remarquable de M. Renault, juriconsulte du Ministère des affaires étrangères, restera comme un témoignage palpable du labeur accompli. Nous avons, en définitive, tout lieu d'espérer que nos efforts contribueront efficacement à l'extension de la protection de la propriété littéraire et artistique. »

M. de Freycinet cède le fauteuil de la présidence à M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères.

Présidence de M. HANOTAUX, ministre des Affaires étrangères.

M. le Président, ministre des Affaires étrangères, remercie MM. les Délégués de l'empressement laborieux et de la cordiale harmonie avec lesquels ils ont rempli leur mission. Il leur demande de vouloir bien transmettre à leurs gouvernements l'expression de la gratitude de la République et de la France. La Conférence de Paris a fait œuvre de progrès, en dépit des obstacles qu'elle a rencontrés ; ses travaux porteront promptement des fruits, en améliorant le régime de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et en préparant de nouvelles adhésions à cette Union. Elle mérite donc la reconnaissance de tous ceux, et ils sont nombreux, que la question intéresse. En terminant, M. Hanotaux prie MM. les Délégués d'accepter ses meilleurs vœux de bon retour dans leurs pays et il exprime l'espoir qu'ils conserveront tous un souvenir agréable de l'accueil qui leur a été fait à Paris.

Cette allocution est accueillie par des applaudissements unanimes.

M. Lardy, délégué de la Suisse, répond en ces termes :

« Monsieur le Ministre,

« Veuillez agréer nos meilleurs remerciements pour l'aimable pensée que vous avez eue de venir assister à la séance de clôture de nos travaux ; permettez-nous d'exprimer, en votre personne, à la France et à M. le Président de la République, notre gratitude pour l'accueil si courtois qui nous a été fait dans cette belle capitale et auquel le gouvernement de la République a accoutumé les représentants des pays étrangers.

« Je me garderai bien de refaire l'exposé de nos travaux, par crainte de me rendre coupable de plagiat, ce qui, comme le disait tout à l'heure M. le Ministre de Roumanie, ne serait pas de circonstance. Si des résultats d'une certaine importance ont été obtenus, cela est dû, il est vrai, à la bonne volonté de nos gouvernements, mais cela est dû aussi aux efforts de notre Président. M. de Freycinet, après avoir, à maintes reprises et pendant une série d'années, dirigé le gouvernement de son pays, a bien voulu consentir à présider nos modestes réunions, et n'a pu naturellement s'empêcher d'y déployer son merveilleux talent fait de clarté, de bonne grâce et de séduction ; aussi garderons-nous

tous, des heures que nous avons eu le privilège de passer avec lui, le plus agréable souvenir.

« Je désirerais aussi, conscient de mon inexpérience, exprimer à MM. les Membres de la délégation française les sentiments que nous fait éprouver leur connaissance si parfaite du domaine littéraire et artistique. Avant la Conférence nous les avions salués sur leur renommée, comme des princes de la science du droit, mais aujourd'hui nous avons pu constater qu'ils valent encore mieux que leur réputation. M. Louis Renault, en particulier, a fait un véritable tour de force en rédigeant en quelques heures le lumineux rapport dont nous venons de discuter les conclusions. La délégation française a bien mérité de la Conférence.

« Comme vient de le faire M. le Président, je me permettrai d'associer au nom de nos Collègues français, celui de nos Collègues d'Allemagne, arrivés à Paris admirablement préparés sur tous les points, et qui, par leur conscience, leur habileté et leur compétence, ont apporté à notre œuvre un concours puissant, en même temps qu'ils évitaient et qu'on évitait en général les débats purement théoriques pour s'attacher avant tout au côté pratique des questions.

« Nous venons d'aboutir à une transaction. Notre œuvre n'est pas *une*. Nous allons signer une Convention additionnelle qui se greffe sur la Convention de Berne. Presque tous les Etats de l'Union se sont liés par l'adoption de règles plus précises et plus favorables aux auteurs, mais l'ancienne Convention subsiste parallèlement, ce qui n'est pas sans inconvénient. Si, pour ma part, j'ai appuyé ce système un peu compliqué, c'est dans l'espoir que son adoption nous assurera le concours de nouveaux Etats, comme les déclarations que nous venons d'entendre de la part des représentants de la Suède, de la Roumanie et de la République Argentine nous permettent de l'augurer. Ce concours nous est déjà assuré par la Norvège. Notre nouveau Collègue, M. le Délégué de la Norvège, et son gouvernement ont fait depuis dix ans de persévérants efforts, et si nous regrettons que cet Etat n'ait pu s'associer pour le moment au pas en avant qui a été fait à Paris, nous osons compter que ce bon exemple sera contagieux.

« Je ne sais si je subis, en ce moment, l'influence secrète d'un atavisme fédéraliste, mais je ne puis m'empêcher de penser que notre Union suivra, dans son développement, les mêmes phases que les confédérations d'Etats et les Etats fédératifs, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suisse et, à certains points de vue, l'Empire britannique. Au début, des conventions particulières sur la propriété littéraire entre les divers pays représentent la période de formation, celle des alliances qui se font et se défont. Puis, un organe central est créé, c'est le bureau international, en même temps qu'un certain nombre de principes communs sont adoptés, tout en laissant subsister sur un grand nombre d'autres points la souveraineté des Etats. C'est la confédération d'Etats qui se transforme en un Etat fédératif et dépose dans une constitution les fondements d'un droit public commun sans arriver à l'unification. Telle a été l'œuvre de Berne. Nous venons de faire subir à notre constitution une revision partielle, et je pense que nous pourrions longtemps marcher dans cette voie, qui me paraît être la bonne. Notre maison commune doit contenir des salles à l'usage de tous, mais doit contenir aussi des chambres à l'usage personnel de chacun des membres de notre famille, des chambres dans lesquelles chacun peut continuer à vivre à l'aise en conservant son individualité et ses goûts particuliers. Je pense, en un mot, que notre Union pourra prospérer et grandir sous la devise : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas*. Dans les choses nécessaires, unité ; dans les choses secondaires, liberté ; en toutes choses, bonne volonté.

« Il me reste encore un devoir à remplir, c'est celui d'exprimer, au nom des délégués étrangers, notre reconnaissance au secrétariat ; comme rapidité, clarté, exactitude, il a été absolument parfait, et il m'est particulièrement

agréable d'être, auprès de nos excellents secrétaires, l'interprète du sentiment général. »

M. Pouillet se fait l'interprète de la délégation française et des autres délégations en exprimant à M. le ministre Lardy tous les remerciements de la Conférence pour les services éminents qu'il a rendus comme Président de la Commission de rédaction. Sa direction habile et éclairée a beaucoup facilité la discussion, souvent compliquée, à laquelle l'élaboration des textes a donné lieu.

M. le Président s'associe aux applaudissements provoqués par ces paroles. Elles sont loin de me surprendre, — dit-il, — car je connais M. le Ministre de Suisse depuis de longues années, et je le considère comme un diplomate des plus experts.

M. Bætzmann demande que la Conférence se prononce sur la publication à donner à ses travaux. Après un échange d'observations entre M. le Président et MM. Reichardt, Morel, Pouillet et Lardy, il est décidé que cette publication se fera seulement après que les divers gouvernements unionistes auront reçu une copie authentique des actes signés. Chacun d'eux fera ensuite ce qu'il jugera convenable à ce point de vue.

Ainsi que cela a été convenu dans le cours des débats, la séance de signature est fixée au lundi 4 mai, à 4 heures du soir.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Au nom de la Conférence :

Le Président :

C. DE FREYCINET.

Les Secrétaires :

GUERLET.

POINSARD.

ROTHLISBERGER.

DUBOIS.

MAILLARD.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret sanctionnant l'établissement de droits de sortie à Madagascar.

13 février 1898 (1).

Le Président de la République française,

Vu la loi du 5 août 1896, déclarant colonie française Madagascar et ses dépendances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 11 décembre 1895 et du 30 juillet 1897, fixant les pouvoirs du gouverneur général de Madagascar;

Vu le décret du 6 mars 1877, portant application aux colonies du Code pénal métropolitain;

Vu les décrets des 28 décembre 1895 et 9 juin 1896, portant organisation de la justice à Madagascar;

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative au tarif douanier;

Vu le décret du 11 février 1895, rendant exécutoires aux colonies les lois, décrets et arrêtés applicables dans la métropole en matière de douane;

Vu la loi du 11 avril 1897 et le décret du 28 juillet 1897, portant application à Madagascar du tarif douanier métropolitain, sauf exceptions déterminées;

Vu l'arrêté du gouverneur général de Madagascar, en date du

(1) *Journal officiel* du 22 février. — Ce décret est ainsi motivé par le rapport du Ministre des Colonies au Président de la République :

Le décret du 6 mars 1877, qui a rendu applicable aux colonies le Code pénal métropolitain, a autorisé les gouverneurs, pour assurer le respect de leurs arrêtés réglementaires, à prévoir des pénalités qui, lorsqu'elles sont supérieures à celles de simple police, doivent être approuvées par décret dans les délais légaux.

Tel est le cas d'un arrêté pris le 19 septembre dernier par le gouverneur général de Madagascar pour fixer le tarif des droits de sortie sur les produits exportés de la colonie.

L'article 2 de cet arrêté stipule que les déclarations, la liquidation, le recouvrement des droits et le contentieux seront régis à Madagascar par les lois, décrets, ordonnances et règlements des douanes françaises et rend par suite les délinquants passibles des peines qui y sont prévues.

J'estime qu'il y a lieu d'approuver cette disposition de l'arrêté du gouverneur général de Madagascar et j'ai, dans ces conditions, l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, rédigé à cet effet.

19 septembre 1897, fixant le tarif des droits de sortie applicables aux produits exportés de la colonie,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Sont approuvées les pénalités prévues à l'article 2 de l'arrêté susvisé du gouverneur général de Madagascar, en date du 19 septembre 1897, portant que les déclarations, la liquidation, le recouvrement des droits et le contentieux en matière de droits de sortie seront régis à Madagascar par les lois, décrets, ordonnances et règlements des douanes françaises.

Art. 2. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 février 1898.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

André LEBON.

— Voici l'Arrêté du général Galliéni, sanctionné par le Décret qui précède :

Le général commandant en chef du corps d'occupation et gouverneur général de Madagascar et dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française Madagascar et ses dépendances;

Vu le tarif des droits de sortie, annexé à l'arrêté du 31 mai 1895 du commandant en chef du corps expéditionnaire;

Vu l'arrêté 776 du 12 juillet 1897;

Vu les instructions ministérielles du 2 mai 1897;

Le Conseil d'administration entendu,

Sous réserve de l'approbation ministérielle,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les produits naturels et fabriqués originaires de Madagascar et de ses dépendances;

Les produits de toute provenance et de toute origine importés dans la colonie, ayant subi une main-d'œuvre;

Les produits de toute provenance et de toute origine importés dans la colonie, mais ayant des caractères communs avec les produits indigènes,

Seront soumis, à la sortie de la colonie, quelle que soit leur destination, à un droit dont la quotité est fixée par le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les déclarations, la liquidation, le recouvrement des droits et le contentieux seront régis par les lois, décrets, ordonnances et règlements des douanes françaises.

Le service des douanes est chargé du recouvrement de ces droits.

Art. 3. — Le présent arrêté sera applicable huit jours après l'arrivée du *Journal officiel* de la colonie dans chacun des postes d'exportation définitive.

Fait à Fianarantsoa, le 19 septembre 1897.

Signé : GALLIÉNI.

Vu :

Le Directeur des Finances et du Contrôle,

Signé : HOMBERG.

Tarif des Droits de sortie.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	QUOTITÉ
<i>I. — Animaux vivants.</i>	
Bœufs, vaches, taureaux, veaux (tête).....	7.50
Moutons et chèvres (tête).....	1 »
Porcs (tête).....	3 »
Dindes, oies, canards, manille (la douzaine).....	0.30
Canards (la douzaine).....	0.10
Poules (la douzaine).....	0.10
Pintades (la douzaine).....	0.10
Oiseaux aquatiques (la douzaine).....	0.10
<i>II. — Produits et dépouilles d'animaux.</i>	
Conserves de viandes (100 kilogr. B).....	5 »
Peaux brutes fraîches ou sèches, grandes (100 peaux).....	30 »
Peaux brutes fraîches ou sèches, petites (100 peaux).....	15 »
Viandes en saumure (100 kilogr.).....	5 »
Saindoux (100 kilogr.).....	12 »
Graisse de bœuf (100 kilogr.).....	6 »
Os (100 kilogr.).....	0.50
Cire (100 kilogr.).....	20 »
Ecaille de tortue (100 kilogr.).....	300 »
Poisson sec salé (100 kilogr.).....	3.50
Trévang (100 kilogr.).....	15 »
<i>III. — Matières végétales.</i>	
Maïs (100 kilogr.).....	0.50
Riz en grains (100 kilogr.).....	2 »
Riz en paille (100 kilogr.).....	1 »
Gros pois du Cap (100 kilogr.).....	1.50
Haricots (100 kilogr.).....	1.50
Lentilles (100 kilogr.).....	3 »
Manioc frais (100 kilogr.).....	0.50
Manioc en poudre (100 kilogr.).....	Exempt.
Pommes de terre (100 kilogr.).....	3 »
Patates (100 kilogr.).....	0.50
Jus de limon (l'hectolitre).....	5 »
Café (100 kilogr.).....	8 »
Cacao (100 kilogr.).....	6 »
Girofle (100 kilogr.).....	5 »
Vanille (100 kilogr.).....	25 »
Tabac en feuilles (100 kilogr.).....	5 »
Tabac en poudre (100 kilogr.).....	7 »
Gomme copal (100 kilogr.).....	12 »
Caoutchouc (100 kilogr.).....	25 »
Gingembre (100 kilogr.).....	5 »
Safran (100 kilogr.).....	1 »
Bois d'ébénisterie (100 kilogr.).....	1.50
Bois de charpente (100 kilogr.).....	1.20
Bois communs (100 kilogr.).....	1 »
Rafias (100 kilogr.).....	2.50
Orseille (100 kilogr.).....	1 »

IV. — *Produits fabriqués.*

Nattes fines (la pièce).....	1.50
Nattes petites ordinaires (les 100 pièces).....	2.50
Rabannes ordinaires (les 100 pièces)	3 »
Rabannes fines (les 100 pièces).....	10 »
Sacs vides (les 100 sacs).....	6 »
Chapeaux de paille (les 100 pièces).....	2.50
Pots en terre (100 kilogr.).....	5 »
Sel (100 kilogr.).....	Exempt.

Les produits non dénommés dans le présent tableau seront jusqu'à nouvel ordre frappés à la sortie d'un droit de 10 p. 100 *ad valorem*.

Le gouverneur général pourra, si les circonstances l'exigent, modifier par arrêté et sans avis préalable, mais avec un délai d'application de 15 jours au minimum, le droit de sortie sur le riz en grains et le riz en paille.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Au cours de la discussion du budget des affaires étrangères, dans la séance du *Reichstag* du 8 février, M. Richter déclare qu'il considère l'acquisition de la baie de Kiao-Tchéou comme plus avantageuse que la prise de possession de territoires en Afrique.

Nous n'avons dans l'Extrême-Orient, dit le député libéral allemand, que des intérêts économiques ; c'est pourquoi la baie de Kiao-Tchéou sera peut-être utile comme station commerciale.

Je pense que l'empire allemand ne prêchera pas à la Chine un autre évangile que le libre-échange, et il en résultera naturellement que les intérêts de l'Angleterre et de l'Allemagne seront communs, tandis que la Russie a toujours été pour l'isolement en économie politique.

Nous avons conclu avec la Chine un traité de commerce qui nous donne la situation de la nation la plus favorisée. Comment les statuts du chemin de fer oriental russo-chinois, publiés par le *Herald* de Saint-Petersbourg, sont-ils compatibles avec ce fait ?

Je sais, du reste, que toutes les espérances du public allemand concernant la Chine ne se réaliseront pas. C'est plutôt le Japon qui a besoin des produits européens. Je ne crois pas que les peuples de l'Europe doivent éprouver, à cause du développement du Japon, de l'inquiétude au sujet de leurs biens les plus sacrés.

L'orateur demande ensuite si le traité conclu avec la Chine peut être publié, si l'on a pris des arrangements bien définis concernant l'exploitation des mines de la zone d'influence et les établissements coloniaux. Il désire également savoir en quel état se trouvent les négociations relatives à l'emprunt chinois, et si le gouvernement allemand assume une garantie à ce sujet.

M. de Bülow déclare erronée l'opinion que le gouvernement chercherait à étendre un voile sur sa politique en Extrême-Orient ; mais il lui est impossible de faire avant l'heure quelque communication sur les négociations confidentielles en cours. Le gouvernement a pleinement conscience de sa grave responsabilité vis-à-vis du pays.

L'envoi de l'escadre à Kiao-Tchéou a été non pas une affaire improvisée, mais le résultat d'une politique mûrement réfléchie, calme et consciente du but qu'elle voulait atteindre.

Il est certain, continue le ministre, que, sans un point d'appui territorial en Extrême-Asie, nous y restions en l'air en ce qui concerne les affaires économiques, maritimes et politiques.

Nous avions besoin d'une porte d'entrée commerciale dans le territoire chinois telle que la France en a une au Tonkin, l'Angleterre à Hong-Kong,

la Russie dans le nord. Les 400 millions d'habitants de la Chine fournissent aux puissances un vaste champ du plus bel avenir. Depuis dix ans, nos importations y ont triplé. Nous devons nous efforcer d'y obtenir des concessions analogues à celles d'autres puissances.

Sans point d'appui territorial, l'intelligence allemande, les forces techniques et commerciales s'éparpilleraient et serviraient d'engrais aux champs d'autrui sans fertiliser notre jardin propre. Une station navale était donc absolument indispensable pour rendre nos vaisseaux, au point de vue de l'équipement, de la réparation et de l'approvisionnement, indépendants de la bonne volonté de gouvernements étrangers.

M. de Bülow déclare ensuite que toutes les autres puissances, sans exception l'Espagne, le Portugal et la Hollande, y possèdent des territoires propres. Nous avons dû faire de même, pour ne pas rester une puissance de deuxième ou de troisième ordre en Extrême-Orient.

A cela vient s'ajouter la nécessité de protéger nos missions dont le chef Mgr Anzer a déclaré que notre établissement à Kiao-Tchéou était une question de vie ou de mort pour elles.

Je crois, continue l'orateur, que, quant au moment choisi pour cette acquisition, nous nous sommes exactement tenus sur la ligne médiane, entre Charybde et Scylla.

Nos relations avec les autres puissances n'en sont troublées en aucune façon. Nous sommes d'accord avec la Russie, dont les intérêts en Europe ne viennent nulle part contrecarrer les nôtres.

En Asie, ils sont parallèles aux nôtres. Nous suivons le développement naturel de la Russie, en amis sincères, avec une sympathie exempte d'envie. Nous trouvons tout naturel que la France cherche au Tonkin de nouvelles voies de communications. Il est évident que nous sommes bien éloignés de vouloir contrarier, où que ce soit et en quoi que ce soit, les intérêts légitimes de la Grande-Bretagne.

La manière de voir opposée qui se fait jour dans les organes de la presse anglaise est en contradiction avec la situation réelle.

Heureusement, dans les centres bien informés de Londres, on est convaincu que c'est, de notre part, favoriser le progrès de la civilisation et de la paix du monde que d'entretenir également avec la Grande-Bretagne des rapports harmonieux.

La modération de nos prétentions, continue M. de Bülow, n'a donné lieu à aucune protestation justifiée de la part de la Chine et ne menace pas non plus son existence.

Le ministre communique ensuite au Reichstag la teneur à peu près textuelle du bail conclu.

Je tiens particulièrement, ajoute M. de Bülow, à faire constater que nous désirons sincèrement voir subsister l'empire chinois, et voici ce que j'ai répondu ces jours derniers à une question que l'on m'adressait à ce sujet :

L'empire chinois existe déjà depuis 4.377 ans, je ne vois pas pourquoi il ne continuerait pas encore pendant 3 000 ans. Nous ne songeons nullement à porter atteinte aux intérêts du Japon, dont l'expansion rapide nous remplit de respect. En ce qui concerne Kiao-Tchéou, au contraire, les intérêts de l'Angleterre, de la France et de la Russie en sont également éloignés, de sorte que les nôtres ne touchent en aucune façon à ceux d'aucune autre puissance.

Des hommes compétents et dignes de confiance s'accordent à déclarer que Kiao-Tchéou, comme port commercial et au point de vue du climat de l'hinterland, est justement le point qui nous convient.

Ce port est aisé à défendre, jamais il ne s'ensable, et les navires du plus fort tonnage peuvent y trouver abri. Quant à la construction des voies ferrées et quant aux travaux à exécuter pour l'établissement d'un port, nous comptons sur le concours privé des capitalistes de l'Allemagne. Je suis con-

vaincu que la semence que nous y avons déposée produira de bons fruits ; en tout cas, nous y consacrerons tous nos soins.

Nous ferons tout ce qui sera possible, poursuit M. Bülow, pour maintenir l'équilibre entre les risques courus et les bénéfices, entre le capital exposé et les revenus. Nous avancerons pas à pas, non point comme des conquistadores, non point en calculateurs, mais en commerçants éprouvés ainsi qu'autrefois les Machabées, tenant l'une main, de l'autre la truelle. Je n'ai pas bâti de château en Espagne ; l'acquisition de Kiao-Tchéou aidera à répandre la foi chrétienne et la civilisation ; elle ne sera pas moins utile au développement économiq.ue et au prestige politique du peuple allemand.

Au sujet de l'emprunt chinois, le sous-secrétaire d'Etat M. de Richtofen, déclare que des négociations n'ont pas eu lieu, qu'il ne peut donc pas être question des dangers que pourrait entraîner la garantie d'intérêt.

En ce qui concerne les établissements à créer, un mémoire sera déposé devant la commission du budget.

Au sujet de Kiao-Tchéou, M. Bebel émet l'opinion que la politique extérieure de l'Allemagne a, pour la première fois, pris corps en Chine. Mais, nos procédés, dit-il, ne valent pas mieux que le raid de Jameson en Afrique, que nous avons condamné.

L'assassinat des missionnaires n'a été qu'un prétexte. Le prince Henri parlait d'évangile et de majesté...

Le président interrompt l'orateur et le prie de laisser le souverain en dehors de la discussion.

M. Bebel continue en disant que le discours du prince Henri ne respirait pas la confiance jusqu'au point que l'on puisse considérer que le capital allemand n'est pas menacé en Chine ; déjà, aujourd'hui, l'industrie du Japon commence à devenir dangereuse pour l'Allemagne.

M. de Kardoff pense que l'expédition de Kiao-Tchéou a inspiré à la nation la plus grande confiance et qu'un souffi du puissant esprit de Bismarck passe dans la politique extérieure de l'Allemagne.

M. Lieber déclare qu'il ne consent pas à suivre M. Bebel dans la critique qu'il fait des paroles de Sa Majesté ; ce ne sont point là des actes du gouvernement, mais des paroles d'adieu.

Le cas est tout autre pour le prince Henri qui est un officier allemand.

Dans son discours, il s'est servi d'une comparaison qui, on ne saurait le dissimuler, n'a pas produit une très bonne impression dans les milieux où dominent les sentiments religieux.

L'orateur reconnaît que la prise de possession de Kiao-Tchéou a été un acte méritant toute reconnaissance ; il remercie le gouvernement d'avoir accordé sa protection à la mission, et à la suite des déclarations qui ont été faites aujourd'hui, il exprime au secrétaire d'Etat son entière confiance.

Le docteur Barth exprime l'opinion que l'Allemagne, du moment qu'elle admet la libre concurrence de tous les pays en Chine, peut également vivre sur un bon pied avec l'Angleterre. L'Allemagne n'a rien à redouter de la concurrence des autres nations. L'orateur demande ensuite des explications sur la question crétoise.

Un autre député, M. Tirpitz, déclare qu'il fallait envisager le discours du prince Henri à ce point de vue particulier, que le prince partait pour un voyage de plusieurs années et que rien n'était plus éloigné de ses intentions que de froisser les sentiments d'autrui.

Le secrétaire d'Etat, M. de Bülow, déclare qu'un port libre à Kiao-Tchéou est sans doute ce qui pourrait le mieux répondre aux intérêts allemands dans l'avenir. Néanmoins, dit-il, je ne voudrais pas nous lier de prime abord et je crois que le mieux est de garder sous ce rapport notre indépendance, ainsi que l'Angleterre l'a fait à Hong-Kong.

Depuis la discussion en commission, continue M. de Bülow, il ne s'est pas produit de changement dans notre attitude relativement aux affaires de Crète.

Le seul intérêt que nous y ayons est que la Crète ne devienne pas une pomme de discorde ou un brandon de guerre.

En soi, il peut nous être absolument indifférent que tel ou tel ait la satisfaction de présider, en qualité de gouverneur, aux destinées de cette intéressante île... Nous sommes d'avis — et nous l'avons fait connaître en termes académiques — qu'il serait désirable de tenir également compte des sentiments de la minorité de la population.

Une paix durable ne sera donnée à la Crète que si les musulmans obtiennent également des garanties pour leur existence et leurs propriétés ; mais la paix nous tient plus à cœur que les musulmans.

M. de Bülow continue ainsi : Nous n'exposerons pas davantage, pour l'amour des deux partis qui se combattent en Crète, les os du fameux grenadier poméranien que nous ne ferons intervenir les poings de nos marins. Jusqu'ici nous avons donné notre assentiment à toutes les décisions prises par toutes les autres puissances ; nous continuerons à observer cette ligne de conduite tant que nous ne serons pas l'objet de propositions qui engageraient notre responsabilité et qui seraient en désaccord avec notre politique en Orient, toute de prudence et de réserve. Dans le concert européen, il n'est pas nécessaire que tout le monde joue du même instrument.

A Constantinople, nous avons fait entendre sur la flûte les accents de l'influence diplomatique et de la persuasion, et ils n'ont pas retenti en vain, car la Porte sait que nous pouvions garder envers elle une attitude objective. Elle sait que dans les moments décisifs, par exemple, lors de l'armistice, nous lui avons conseillé de traiter avec la Grèce et aussi de tenir compte des représentations collectives de toutes les puissances européennes. Nous ne nous associerons pas à une pression positive exercée sur la Porte. Quant à ce qu'il adviendra de la Crète, les dieux seuls en ont le secret, mais nous ne nous laisserons pas impliquer dans des complications à cause de la Crète.

M. de Bülow ajoute :

Si la Porte s'était mis d'accord à l'amiable avec toutes les puissances sur la candidature du prince Georges de Grèce, nous n'y aurions vu aucun inconvénient. Si un désaccord se produit, nous nous retirons, nous déposons tranquillement notre instrument et nous quittons la salle du concert.

Par là, nous ne nous mettons pas non plus en contradiction avec la Russie, avec laquelle nous sommes unis non seulement par de vieilles et respectables traditions, mais encore par d'importants intérêts politiques, et dont aucun contraste ne nous sépare.

Notre politique, en ce qui concerne la Crète, a été dirigée, dès le début, sans colère ni passion ; il n'était pas dans la tradition de notre politique de nous échauffer pour ceux qui ont entamé cette querelle à la légère ; il faut ajouter qu'un certain mécontentement s'est produit en Allemagne en voyant les droits légitimes des créanciers allemands de la Grèce amoindris. S'il nous était permis de donner un bon conseil à la Grèce, ce serait de se vouer avant tout au règlement de ses affaires intérieures et à la restauration de ses finances. D'ailleurs, notre concours pour les affaires d'Orient n'est assuré qu'à ce qui touche au maintien de la paix et à son affermissement. Et si nous ne voyons pas volontiers des peuples se battre au fond de la Turquie,

le premier souci du gouvernement n'en est pas moins — quoi qu'il puisse arriver en Crète — d'assurer aux Allemands, dans leurs foyers, la tranquille jouissance des bienfaits de la paix.

FRANCE

Discussion du budget des affaires étrangères à la Chambre des Députés. (Séance du 5 février.)

M. Denys Cochin. — Messieurs, le 3 février 1897, M. le ministre des affaires étrangères prononçait à cette tribune une phrase dont je me rappelle non seulement le sens, mais, je crois, les termes mêmes. Il nous disait : « La volonté de l'Europe, assez forte pour se faire sentir à la Grèce, le sera aussi pour se faire sentir au sultan. »

La première partie de cette promesse et de cette prophétie, je n'en suis pas inquiet; elle a été amplement remplie. En effet, c'était le même jour, le 23 février, il y a déjà presque un an, que les flottes européennes, réunies devant la Canée, bombardaient les insurgés crétois sur les hauteurs environnantes. Depuis ce temps, combien de fois n'avons-nous pas vu la volonté de l'Europe s'adresser impérieuse, impitoyable, à la Grèce.

D'abord, c'avait été au sujet des navires grecs envoyés avec des navires européens dans le port de la Canée. Il semblait que la Grèce ayant beaucoup plus de nationaux que nous en Crète, ayant par conséquent à les protéger contre les dangers graves dont ils étaient menacés, eût le même droit que nous d'intervenir, et cependant la volonté de l'Europe s'affirma : il fallut faire revenir les cuirassés grecs.

Ensuite, ce fut à propos des troupes du colonel Vassos, qui, envoyées en Crète, avaient réussi à passer malgré le blocus de l'île.

La volonté de l'Europe s'affirme dans des termes qui ne permettaient aucune hésitation. La Grèce est menacée d'un blocus, les amiraux sont consultés; ils rédigent une sorte de consultation dans laquelle ils indiquent toutes les mesures qui, d'après eux, peuvent être prises : blocus étroit du Pirée et de Volo, ordre à tous les navires grecs qu'on pourra rencontrer d'aller s'enfermer à Milo et enfin menace, si les ordres ne sont pas exécutés immédiatement, de considérer toute tentative de résistance comme une déclaration de guerre. Imaginez la Grèce déclarant la guerre aux six puissances.

Ensuite, la guerre éclate, guerre prévue, et que certains diplomates avaient annoncée, disant : Si vous empêchez la Grèce, dans un mouvement d'effervescence populaire aussi irrésistible, d'aller tendre la main aux insurgés crétois, craignez que le mouvement ne se dirige d'un autre côté, du côté des Balkans.

La guerre éclate, et là encore la volonté de l'Europe assure le succès de l'un des deux belligérants, succès qui était d'ailleurs bien facile à prévoir puisque, contre une armée de 25 ou 30,000 hommes, une armée de 200,000 hommes, suivant les dépêches de M. Cambon, était mobilisée, mobilisée non pas tout entière contre la Grèce, — c'était inutile; une cinquantaine de mille hommes seulement, dit-on, entrèrent en Grèce, — mais mobilisée aussi pour surveiller les derrières de ce corps d'expédition et éviter une agitation dans les Balkans.

Mais ce n'est pas seulement le sultan qui avait soin de prendre des précautions pour assurer les derrières de son armée et éviter qu'une agitation survenant dans les Balkans pût apporter aux malheureux Grecs un secours qu'ils espéraient, je le pense, en se risquant dans une aussi dangereuse aventure. Toutes les mesures étaient bien prises. Que de fois on nous a menacés de l'incendie des Balkans, qui pouvait entraîner une guerre européenne! Nous savons maintenant que ce péril n'était pas à redouter. Quelle a été la vraie cause de la paix maintenue dans les Balkans? Un rapproche-

ment opéré au commencement de l'année dernière entre l'Autriche et la Russie, un rapprochement conclu tout exprès pour les besoins de la cause, car il paraît moins solide aujourd'hui. Une note même avait été envoyée aux principautés balkaniques, note destinée à les avertir qu'elles n'auraient plus, si elles entraient en lutte les unes contre les autres, l'une l'espoir de trouver l'appui d'un grand voisin occidental, l'autre l'espoir de trouver l'appui d'un autre grand voisin demeurant à l'Orient; qu'en un mot, ni l'un ni l'autre voisin ne pensaient pour le moment soit à Salonique, soit à Constantinople, et que les luttes que les Serbes et les Bulgares pourraient engager resteraient localisées entre eux sous la surveillance de la grosse armée du sultan.

Tout était donc préparé et là encore la volonté de l'Europe n'avait pas à craindre de n'être pas respectée. Il s'agissait de la guerre d'un très gros adversaire contre un adversaire très faible, et le grand adversaire, par un arrangement pris entre les grandes puissances de l'Europe, était rassuré sur les derrières et les communications de ses armées en campagne.

Les Grecs vaincus, il s'agissait alors de leur faire subir les conséquences de leur aventure, et là encore la volonté de l'Europe se fait entendre. On leur offre la médiation. Comment l'eussent-ils refusée? Ils l'acceptent. Mais cette médiation — je suis fâché de le dire — n'est pas désintéressée. Les Grecs avaient des dettes en souffrance, cela est trop connu, dettes antérieures à la guerre, qui n'avaient aucune relation par conséquent avec les différends qu'ils pouvaient avoir avec les Turcs, dettes mêmes dont les créanciers n'étaient pas des Turcs, — il paraît que très peu de fonds grecs étaient en Turquie, — mais dettes appartenant à des sujets des grandes puissances européennes. On s'adresse donc à eux et on leur dit : Avant toute médiation, il faut non seulement que vous payiez une grosse indemnité à vos vainqueurs, mais il faut aussi que vous payiez vos anciennes dettes qui n'ont rien à voir dans l'affaire.

C'était en quelque sorte, pour cette médiation, la « petite commission » que l'Europe se faisait payer. Là, encore une fois, l'Europe s'était fait entendre et là encore, forcément, sa voix devait être obéie.

Mais cette voix de l'Europe, qui devait être aussi entendue du sultan, que lui a-t-elle donc imposé? Je le cherche et je ne le vois pas. On ordonne aux Grecs de faire sortir leurs troupes de Crète, mais le même ordre n'est pas donné au sultan, ou du moins si une puissance le propose, l'ensemble des autres puissances y contredit. Les troupes grecques partiront de Crète, les troupes turques resteront.

Ensuite, lorsqu'il s'agit de régler les conditions de la guerre, après de longs mois d'indécision pendant lesquels la Thessalie était occupée et pillée avec la dernière barbarie, après ces longs mois d'indécision, enfin des préambules, des préliminaires de paix, préliminaires obtenus par une médiation en somme payée si cher, finissent par être signés.

Il y avait trois questions à trancher lorsque les préliminaires furent signés au mois de septembre ou d'octobre.

Les Turcs voulaient modifier les capitulations qui assurent aux sujets grecs, comme à tous les autres sujets chrétiens, une situation particulière dans l'empire ottoman. Ensuite venait la question de l'indemnité; enfin la question de la frontière.

Il y avait donc trois questions à débattre.

Dans les préliminaires de paix si longtemps attendus, ces trois questions furent en somme laissées en suspens. Il était bien entendu qu'on reprendrait au sultan la Thessalie. Mais la frontière devait être rectifiée et la ligne de rectification n'était pas encore tracée.

La question des capitulations était réservée; celle de l'indemnité l'était aussi.

Enfin, le traité a été signé, et qu'a-t-il imposé au sultan? De rendre la Thessalie, cela est vrai, mais de rendre la Thessalie en laissant à la Grèce

une frontière ouverte, en reculant encore les limites qui lui avaient été promises par le traité de Berlin et qui ne lui avaient jamais été accordées.

Voilà quel a été le traité de paix, où l'un des deux adversaires a été accablé. J'omettais encore la dernière condition, celle qui semble avoir paru à la Grèce la plus dure, la plus inacceptable, au moins la plus humiliante; c'est cette condition qu'on a vu créer souvent de notre temps, suivant une nouvelle formule diplomatique, une nouvelle manière de faire qui n'était pas connue autrefois; c'est ce conseil judiciaire imposé à tout un pays, ce contrôle financier par lequel d'autres pays s'ingèrent dans ses affaires, touchent ses revenus, payent ses dettes, lui ôtent en somme toute l'administration de ses finances, toute espèce d'indépendance. Pour son plus grand bien, disent certains : mais où a-t-on vu une nation résister à cet humiliant régime?

Voilà la situation faite à la Grèce.

Et quand je me retourne, comme je l'ai fait tout à l'heure et que je me demande ce qui a été imposé au sultan, je vois peu de chose. Je n'oublie pas que l'autonomie de la Crète avait été décidée en principe. Seulement, que sera cette autonomie? Le sultan l'a acceptée bien facilement. Mais oubliez-vous qu'il y a bien longtemps qu'il l'avait accordée aux Crétois à peu près dans les mêmes termes qu'aux habitants de l'île de Samos? oubliez-vous qu'en 1878, au moment du traité de Berlin, il avait passé avec ses sujets crétois un pacte appelé le pacte d'Halepa, garanti par les grandes puissances, en vertu duquel il leur donnait une Assemblée chargée de gérer leurs affaires, un gouverneur chrétien, en somme une véritable autonomie.

Je sais bien que, par un firman de 1888, il leur avait retiré cette autonomie; et, après avoir promis de la rétablir en 1896 il avait manqué à sa parole; ce qui, par parenthèse, avait été la cause, officiellement constatée par l'Europe, de l'insurrection, ensuite réprimée par elle.

Je voudrais donc savoir si cette autonomie sera autre chose que ce qui existe ou devrait exister déjà de par la parole donnée du sultan et — ce qui vaut certainement beaucoup mieux — de par la garantie des puissances européennes.

D'autre part, on obligeait le sultan à rendre la Thessalie, c'est vrai. L'Europe médiatrice l'obligeait à le faire. Mais le sultan était déjà habitué à la médiation de l'Europe. Il l'avait vue s'exercer dans d'autres circonstances, et à son détriment, cette fois, mais dans des conditions bien moins rigoureuses certainement que lorsqu'elle s'était exercée au détriment des Grecs.

En 1878, les Russes étaient à la porte de Constantinople. L'Europe était alors intervenue pour leur retirer leur proie et leur en retirer beaucoup plus qu'elle n'en retirait cette fois au sultan. Elle avait aussi condamné le sultan à payer une dette, que, je crois, il n'a jamais acquittée. Et cette fois, au contraire, l'Europe tout entière s'assurait que la dette contractée par les Grecs lui serait payée bien exactement : Il sera payé mieux qu'il n'a payé les Russes.

Il rend la Thessalie à peu près tout entière. C'est simplement ne pas s'éloigner par trop et d'une façon trop choquante du traité de Berlin, et il reçoit une large indemnité qu'il n'a pas payée en pareille circonstance.

Quant à concéder à la Crète son autonomie, c'est à quoi il avait consenti depuis bien longtemps.

La voix de l'Europe s'était donc fait entendre, sévère et impitoyable, à la Grèce. Comment s'est-elle fait entendre au sultan? Avec une bien remarquable douceur.

Et cependant, de quel côté étaient la justice et la bonne cause?

Il est de bon ton maintenant et il est trop général d'entendre tourner en dérision ces vaincus. Constamment, j'ai entendu dire : Vous ne connaissez pas l'Orient, vous ne savez pas ce que sont les Turcs et les Grecs. J'entends louer — et avec raison j'en conviens — la vaillance de ces soldats turcs qui se battent et obéissent avec une fidélité sans relâche, sans être payés et

presque sans être nourris. Je ne me permets pas, certes, de condamner tout un peuple; mais ce que je crois qu'on peut condamner, c'est le gouvernement de ce peuple qui, dans notre siècle, représente en Europe, et sur les frontières d'Europe, les restes d'une barbarie qui aurait dû disparaître. Oui, ce sont les restes survivants de la barbarie. (Très bien! très bien! à droite et sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.)

Qu'a fait l'Europe en 1820? Elle a attaqué de front cette barbarie, elle a relevé cette race grecque qu'on se plaît à méconnaître. Oublie-t-on le peu de temps pendant lequel elle a vécu libre? Ils ne payent pas leurs dettes; leur légèreté, leur effronterie, les rendent ridicules; que sais-je? Oublie-t-on que sous les longs siècles de l'épouvantable domination des Turcs, d'autres races, des races latines qui ont été aussi brillantes, aussi lettrées et aussi civilisées que l'ancienne Grèce, sont tombées et ont disparu, ne laissant plus que des déserts où l'on ne retrouve même plus leur trace? Oublie-t-on que cette même domination a pesé sur les Grèce pendant ces mêmes longs siècles et que, depuis soixante ou quatre-vingts ans qu'ils sont redevenus libres, ils ont eu à peine le temps de s'habituer à cette liberté? (Très bien! très bien! à droite et sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.)

Oui, pendant ces courtes années, ils ont fait cependant, et ils ont fait beaucoup pour la science et l'art et la civilisation. Ils ont des universités, ce qui faisait dire au vieux Colocotronis, un de leurs héros : Quand je vois les universités d'Athènes, je pense qu'elles feront plus contre les Turcs que nous, pauvres Klepthes ignorants, nous n'avons fait avec nos sabres et avec nos pistolets. » Là était la civilisation, là était la liberté! Et de l'autre côté était la barbarie.

Lorsque la Grèce a risqué cette expédition de Crète, lorsqu'elle a commis cet acte que l'on a qualifié d'acte léger et imprudent, a-t-elle oublié tous ses intérêts?

Était-il utile pour elle — je parle dans le sens le plus pratique — de posséder la Crète?

Dans une de vos dépêches, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous le contestez et vous dites : Si la Grèce possédait la Crète, elle verrait bientôt quels inconvénients et quelles dépenses cette possession lui causerait. En cela votre opinion est contraire à l'opinion de ceux mêmes qui ont fondé la Grèce.

Si vous recherchez les lettres de Capo d'Istria, par exemple, vous verrez que ce grand patriote disait que la Grèce sans la Crète était un corps qui n'était pas complet et vous verrez que le prince de Saxe-Cobourg, auquel on avait proposé la royauté et qui l'a refusée, a précisément agi ainsi parce que l'Europe d'abord ne voulait pas lui accorder la Crète et qu'il considérait que la Grèce sans la Crète était un corps démembré.

Je crois que cette opinion est vraie, et je le crois parce que cela résulte de tous les événements du siècle, de tout ce que je lis et entends dire et par les Crétois et par les Grecs.

Dans ce siècle, tous les dix ans, il y a eu en Crète de très vives insurrections, toutes faites aux cris de : « Vive l'annexion avec la Grèce! » suivies d'épouvantables répressions comme la Turquie sait en accomplir.

Toutes les fois que ces insurrections ont eu lieu, des Crétois réfugiés s'en sont allés en masse; où cela? dans leur autre pays, en Grèce; en sorte que l'une des charges de ce pauvre Etat, qui ne paye pas ses dettes, j'en conviens, c'est d'avoir, tous les dix ans, à recueillir, à nourrir et à rapatrier, comme il peut, 80,000 à 100,000 réfugiés crétois quelquefois, qui se sont levés aux cris de : « Vive l'annexion à la Grèce! »

Et, dans la dernière circonstance, n'est-ce pas à ces mêmes cris que le soulèvement s'était fait?

Voici ce que je trouve dans la proclamation de février 1897 du comité crétois, voici les sentiments qui les animent :

« Aujourd'hui que la Turquie a violé tous ses engagements et a répondu à la médiation de l'Europe par des ravages inouis, le peuple crétois accepte la lutte, confiant dans l'aide du Tout-Puissant, dans ses droits imprescriptibles et dans le secours de tous les peuples qui aiment la liberté. Fidèle à ses aspirations nationales séculaires qui tendent à l'union de la Crète à la Grèce, la nation vous appelle à son secours pour voir accomplir ce vœu, dont l'expression consolante a déjà fait couler des flots de sang et fait commettre d'innombrables massacres. »

Et quelques jours plus tard, voici ce que le comité central écrivait au colonel anglais Chermiside :

« Vos troupes, dites-vous, viennent ici empêcher de verser le sang; soyez sûr, monsieur, que, étant données les attaques continuelles et répétées des musulmans, aides de vos troupes et de votre artillerie, franchissant sous vos yeux la ligne de démarcation que vous avez tracée vous-même, l'union seule de la Crète avec la Grèce, union pour laquelle nous sommes prêts à mourir, mettra un terme au sang versé. »

Quand le comité insurrectionnel parle des ravages que le peuple crétois a subis et parle des engagements auxquels la Turquie a manqué, ce sont des phrases vides, dira-t-on. On aura tort.

Malheureusement pour toute l'Europe, — car je ne m'adresse pas seulement au gouvernement de la France, — malheureusement pour toute l'Europe qui, quelques jours plus tard, se donnait rendez-vous dans le port de la Canée, à la fin de l'année 1896, une note collective signée par les ambassadeurs des six grandes puissances avait été remise au sultan.

Et que disait cette note? Exactement ce que dit la proclamation du comité insurrectionnel :

« Aujourd'hui les ordres formels donnés par la Sublime-Porte à Saad-Eddin prouvent qu'elle fait une nouvelle tentative pour fausser dans son principe l'application du règlement crétois et qu'elle viole de propos délibéré une de ses plus importantes prescriptions.

« Ils déclinent par avance toute responsabilité des difficultés et des désordres que pourraient amener en Crète l'attitude et la mission de Saad-Eddin-pacha. »

Cette attitude et cette mission, c'était, je l'ai déjà dit tout à l'heure, le pacte d'Halepa étant repris en 1896, de le supprimer à nouveau et de venir, au milieu des massacres, des ravages et du sang, rétablir l'autorité absolue du sultan.

Ainsi, quand l'insurrection se produit, est-elle légitime? est-elle fondée sur le droit et sur la vérité? Ce ne sont pas les insurgés qui le disent, c'est la note remise au sultan quelques jours auparavant par les six ambassadeurs des grandes puissances.

Cette note est remise au mois de décembre 1896. Au mois de février 1897, les navires des six grandes puissances, dont les ambassadeurs ont signé cette note et par conséquent ont mis les armes aux mains des insurgés, bombardent ces mêmes insurgés sur les hauteurs d'Acrotini.

La bonne cause, la cause du droit et de la liberté, était, certes, du côté de la Crète et du côté de la Grèce. Qui le constate? Ce sont vos ambassadeurs eux-mêmes, un mois avant que vos amiraux ne viennent bombarder les défenseurs de la même cause.

Où en sommes-nous venus? quel vertige semble avoir passé sur toute l'Europe, poussant les puissances de 1897 à défaire ce qu'avaient fait les puissances de 1820?

J'espère encore que la Grèce, créée par l'Europe de 1820 à 1830, guérira de ses blessures, qu'elle se débarrassera du joug humiliant que le contrôle lui impose. J'espère qu'elle se relèvera. Mais, enfin, j'ai le droit de dire que tout ce qu'a fait l'Europe de 1897 consiste à défaire ce qu'a fait l'Europe de 1820.

Ce qu'on a fait en 1897, c'a été, chose étrange! après avoir en un moment de colère trop justifiée contre le sultan, après avoir à un moment même — plusieurs puissances l'ont fait — demandé sa déposition, c'a été de le rétablir sur le pavois, de le relever, de lui assurer la victoire facile, de relever le drapeau de l'Islam, ce drapeau de l'Islam que, nous, Français, nous trouvons contre nous, que les Anglais trouvent aussi dans tant de lieux, de le relever, de le rétablir dans son ancienne splendeur. Et cela, pourquoi? Parce qu'on s'était inquiété, parce qu'on s'était fâché d'un élan de patriotisme un peu trop rapide et en somme d'un acte de libéralisme peut-être un peu trop hâté. Voilà à quoi on en est venu.

Je crois que si notre Victor Hugo, dont les vers sont dans toutes les mémoires, lorsqu'il disait, vous vous en souvenez, dans ses *Orientales* :

Salut Jone, Albion, vieille reine des ondes!
Salut, aigle des tzars qui plane sur deux mondes!...
Gloire à nos fleurs de lis dont l'éclat est si beau!...

— je ne veux pas me servir de termes violents — je crois qu'aujourd'hui il se tairait en voyant le résultat qui a été obtenu par la sainte Russie, par la catholique Autriche, par la libérale Angleterre, par la France républicaine, pour l'abaissement de la France et la glorification de l'Islam. (Applaudissements sur divers bancs.)

Qui donc est responsable et surtout quelle a été notre part dans ces arrangements? Ici mon étonnement n'est pas moindre et c'est là que, discutant le budget non pas de l'ensemble du monde, mais de notre pays, je veux appeler l'attention de la Chambre et appeler, pour l'avenir, celle de M. le ministre des affaires étrangères.

Il y a eu des volontés intermittentes; il y a eu des desseins certainement si compliqués qu'on a peine à les suivre sous les diverses manifestations auxquelles ils ont donné lieu. Mais il y a une volonté très ferme, une volonté constante, une volonté dirigée contre la Grèce avec une fermeté inébranlable. C'a été celle de l'Allemagne. Je n'apprends rien à la Chambre en le lui rappelant.

Le 14 février 1897, dans tous les Livres bleu, jaune ou vert, nous voyons des dépêches de tous les ambassadeurs, de M. de Noailles, de sir Frank Lascelles, ambassadeur d'Angleterre, annonçant qu'ils ont reçu la visite de S. M. l'empereur d'Allemagne. L'empereur lui-même a parcouru sa capitale, et chacun d'eux a eu la surprise de voir entrer chez lui cet auguste visiteur. Il leur a exposé ses vues. Ses vues, c'était le blocus de Volo et d'Athènes, le rappel obligé du colonel Vassos, la menace de saisir la flotte grecque.

Au mois de juin, après la guerre, des vues nouvelles étaient annoncées pour l'Allemagne. Elle voulait le contrôle international des finances grecques. Car un premier texte avait été rédigé par les ambassadeurs, texte que l'Allemagne a trouvé insuffisant et dont elle a exigé le remplacement par cette clause si dure qui crée une commission internationale ayant la perception de certains revenus et ayant ainsi le droit de payer certaines dettes, comptant enfin parmi les dettes à payer les dettes antérieures et étrangères à la guerre. Là, je vois de ce côté une volonté constante.

Ailleurs je crois voir des desseins un peu intermittents. Par exemple, le Gouvernement anglais multiplie les déclarations philhellènes, mais il les retire avec facilité. Et il est une mesure qu'il repousse dès le début : l'annexion de la Crète. Au moment, par exemple où il s'agit de faire revenir les navires grecs de la Canée, l'Angleterre s'y oppose d'abord. Quand il s'agit ensuite du blocus de la Grèce, l'Angleterre s'y oppose encore; puis lorsque la guerre a eu lieu et que ces conditions draconiennes que la Grèce a été obligée de subir sont proposées, on trouve encore l'opposition de l'Angleterre. En Crète, c'est l'autonomie que veut l'Angleterre. Elle en accepte l'idée avec un grand enthousiasme; même la proposition de l'autonomie est sug-

gérée par elle avant d'avoir été faite officiellement, toujours à ce jour du 23 février dont je parlais, par la Russie.

Ce projet lancé, l'Angleterre s'y rattache avec une très grande ardeur; elle ne cesse pas de défendre l'idée, non certes de l'annexion de la Crète à la Grèce, elle la repousse bien loin — mais l'idée de gouvernement autonome de la Crète. En même temps elle cherche à y développer son influence; c'est elle qui propose le débarquement de troupes de plus en plus nombreuses. C'est elle qui demande le rétablissement de la gendarmerie crétoise et qui trouve le moyen de lui donner au moins provisoirement un chef anglais.

L'incident est assez curieux. Les ambassadeurs réclamaient une gendarmerie crétoise. Le besoin, certes, s'en faisait sentir, les Crétois ayant pris la fâcheuse habitude de se piller et de se tirer des coups de fusil mutuellement. Mais la grande difficulté était de trouver un colonel. Et c'est là que surgit pour la première fois l'idée — que nous voyons renouveler à propos du prince de Crète que l'on cherche actuellement — l'idée de ne le prendre dans aucun des grands Etats. Vous savez que pour ces hautes fonctions il a été déjà question d'un avocat suisse, d'un colonel luxembourgeois, d'un gentilhomme belge et d'un voïvode monténégrin.

Déjà le choix d'un colonel de gendarmerie obligeait à passer en revue les petits Etats. Les ambassadeurs ne voulaient ni Français, ni Russe, ni Autrichien, ni Allemand, ni Anglais.

Il fut Anglais pourtant. Le sultan, dans une pensée, je crois, assez malicieuse, avait proposé un Belge. Mais aussitôt le concert européen se reformant, on lui avait rappelé qu'il avait le droit, d'après la convention passée, d'agréer le colonel, mais non pas de le proposer. On avait refusé son Belge. Et finalement, un Anglais, colonel de gendarmerie à Chypre, y ayant rendu de grands services, avait été accepté avec reconnaissance, mais à titre provisoire. C'était le colonel Bor.

L'essai, du reste, ne fut pas très heureux, car c'est sous son commandement qu'éclata, si je ne me trompe, le soulèvement de la gendarmerie, dans lequel plusieurs officiers furent tués.

Je vois donc l'Angleterre cherchant à établir et à fortifier son influence dans la Crète autonome; pour cela il faut certainement être philhellène, les 240,000 chrétiens qui, en Crète, se trouvent en face de 50,000 musulmans à peine, étant tous des Grecs de cœur et de race.

En même temps je la vois très anti-annexionniste. Dans quel intérêt? Je ne le cherche pas. De sa part les propositions philhellènes ne manquent pas; mais elles sont successivement retirées dès qu'elles rencontrent des objections trop vives.

Par exemple, on finit à Londres par accepter et l'idée du retrait des navires, et l'idée du blocus, et, enfin, l'idée du contrôle comprenant même celui des finances destinées à payer les dettes antérieures.

Mais nous, quel est en cela notre rôle?

Mon Dieu! nous secondons l'Angleterre quand elle est anti-annexionniste, et nous la combattons quand elle est philhellène. Oui, j'ai quelque honte à le dire : les solutions les plus dures, les plus décisives contre la Crète et la Grèce sont toujours adoptées et soutenues par nous; nous sommes des premiers à demander le retrait des navires grecs; nous sommes des premiers sinon à demander, du moins à accepter l'idée du blocus de Volo et du Pirée... M. le ministre des affaires étrangères paraît douter de ce que je dis; mais je l'appuie par des dépêches, sinon du Livre jaune, car cet opuscule en contient fort peu, du moins de tous les autres livres de diverses couleurs qu'il a vus, je pense, et contrôlés, et je vois que l'idée du blocus du Pirée est acceptée par lui le 16 février...

M. le ministre des affaires étrangères. — Vous disiez « demandé ».

M. Denys Cochin. — Je me suis repris; les Allemands l'ont demandé, vous

l'avez accepté des premiers. Et, puisque M. le ministre conteste cette dépêche du 16 février, je lui rappelle aussi que les Allemands, insistant pour ce qu'ils appelaient les mesures de coercition, je trouve une dépêche du 10 mars, dans le *Blue book*, où, à la veille d'une interpellation, on lui fait dire à l'ambassadeur d'Allemagne : « Je suis sûr demain d'une forte majorité dans la Chambre. Par conséquent, je suis prêt à accepter toutes les mesures de coercition qui vous plairont. »

M. le ministre des affaires étrangères. — La Chambre nous a, en effet, toujours témoigné confiance dans cette question.

M. Denys Cochin. — Cela prouve que le Gouvernement escomptait en ce sens les votes de la Chambre. Mais la Chambre pensait-elle réellement adopter les mesures les plus dures proposées par l'Allemagne, mesures combattues momentanément par d'autres, et finalement adoptées quand il devenait constant que nous leur donnions notre appui?

M. le ministre des affaires étrangères. — Vous savez bien que la proposition du blocus de Volo n'a eu aucune suite.

M. Denys Cochin. — Oui, je le sais. On ne l'a pas fait parce que la guerre a éclaté. En vérité, si l'on avait bloqué le Pirée et Volo lorsque les Turcs avaient franchi la frontière grecque, c'eût été déclarer que les six puissances étaient alliées aux Turcs. Cela pouvait être en fait. Il eût été trop honteux de l'avouer et de le prouver. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Lorsqu'il s'agit de cette mesure si dure du contrôle à imposer à la Grèce, les Livres jaunes que M. le ministre vient de nous distribuer nous disent qu'il a multiplié à ce moment les bons conseils. Puis il a dit aux Grecs : Si vous voulez de bonnes conditions, sachez vous soumettre et sachez accepter ce que l'on vous propose. Il ne nous dit pas, mais nous trouvons dans les livres grecs ce que les Grecs répondaient.

J'ai été, pour moi, touché de l'accent patriotique et douloureux qui ressort de ces protestations adressées à toute l'Europe par M. Scouloudis.

Que lui a-t-on conseillé? Une acceptation les yeux fermés. « Encore, dit-il, faut-il savoir ce qu'on propose; la frontière qu'on veut rectifier, nous ne savons pas où on la place; l'indemnité qu'il nous faut payer, nous ne savons pas encore à quelle somme elle s'élèvera; enfin, on veut se mêler de nos misères financières intérieures, oublie-t-on qu'elles n'ont rien de commun avec les événements actuels? »

Il apprend, il croit, vers le commencement d'août, que la France est disposée, par ses conseils au moins, à l'aider; il se saisit de cette dernière branche de salut.

Il envoie son ambassadeur chercher M. le ministre des affaires étrangères, — on ne trouve que M. Nisard, M. le ministre des affaires étrangères étant absent à ce moment, — et les instances sont renouvelées : « Ne pourrions-nous pas satisfaire autrement nos créanciers? Nous sentons bien que nous ne pouvons relever notre crédit qu'en payant nos dettes; prenez, si vous voulez, nos revenus les plus sûrs, nos raisins secs, nos papiers timbrés, nos droits d'accise; faites, si vous le désirez, une société des monopoles; que les administrateurs en soient nommés même en majorité par nos créanciers; qu'on nous surveille, qu'on nous examine, qu'on voie si notre bonne volonté est sincère; mais, de grâce, qu'on ne nous impose pas cette humiliation et cette ruine nationale d'un contrôle étranger chargé et de nos recettes et de nos dépenses; d'un contrôle exercé par des fonctionnaires étrangers; qu'on ne nous impose pas cette humiliation à laquelle l'esprit national de notre pays ne survivra pas. »

Ces réponses-là qui manquent au Livre jaune, elles m'ont touché et peiné. A ces réponses, à ces supplications patriotiques, qui donc s'oppose? Toujours cette inébranlable et dure volonté venue d'Allemagne!

Et qui se charge de porter la contrainte? Qui, sous prétexte de donner des conseils, est l'exécuteur de cette volonté? C'est nous, nous plus que les autres! Nous nous devons, dans une certaine mesure, à nos alliés. Mais enfin cette alliance qui nous est justement chère; cette alliance qui doit et peut nous élever si haut; cette alliance avec la Russie nous imposait-elle de pareilles conditions? Pas le moins du monde. Le contrôle, au début, les Russes s'y sont opposés; ils ne le demandaient pas. Il y a même une note du comte Mouravieff où il dit que la Russie est à la tête des puissances opposées au contrôle. Pourquoi nous séparer dans cette circonstance de nos alliés?

Et lorsqu'enfin, il y a plus d'un an, je me permettais de vous dire à cette tribune, résumant en une phrase ma pensée : « Il ne faut jamais laisser oublier que l'amitié de la France a ses charges », j'étais bien loin de croire que la charge de l'amitié de la France pesait dans le sens de l'écrasement des petits et des faibles. (Applaudissements sur divers bancs.) Ce que je pensais, c'est que l'amitié de la France agissait dans le sens contraire.

M. le ministre des affaires étrangères. — C'est tout le contraire. Et nous avons, dans la question du contrôle, pris sans cesse les intérêts de la Grèce; elle le reconnaît elle-même et elle nous en sait gré.

M. Denys Cochin. — Elle n'est pas difficile. Quand M. Delyanni, sur l'ordre de M. Skouloudis, est allé trouver M. Nisard, et quand vous donniez encore de bonnes paroles et de bons conseils, voire même quelques espérances, il était déjà bien tard pour agir ainsi; car, si j'en crois le Livre vert italien, avant le 28 juillet, la proposition allemande était déjà acceptée par vous. Et la Grèce, qui n'en savait rien dans les premiers jours d'août, vous remerciait encore.

Voilà la vérité. Nous avons été du parti des plus durs et des plus forts, du parti des Allemands et des Turcs. Est-ce là que nous portaient nos traditions, notre caractère national, notre rôle séculaire de protecteurs des chrétiens d'Orient, notre généreuse coutume de nous montrer les champions de la justice et de la liberté?

L'amitié de la France devait naturellement peser dans le sens de la défense des faibles et des opprimés. Et, dans ces circonstances, l'amitié de la France, je rougis de le dire, a pesé dans le sens contraire. Il était possible, — car nous n'eussions pas été seuls, — il était possible, sans rompre le concert européen, de tenir dans ce concert la note, l'attitude qui convient aux traditions séculaires et invariables de la France.

Il fallait donc le faire, et cela quand même une politique différente eût semblé, eût été plus habile. Oui, même en présence d'avantages immédiats, une politique contraire eût été dangereuse à cause des inconvénients intérieurs qu'elle pouvait amener. Il ne faut jamais oublier, quand on gouverne, et quand on gouverne un pays comme le nôtre, que, s'il faut tenir compte des intérêts matériels, il y a aussi autre chose à considérer, c'est l'immense avantage moral qui consiste à laisser au degré d'élévation où il est l'esprit public de ce pays.

Qu'est-ce que l'esprit public? Est-ce une opinion politique ou religieuse? En aucune façon. Le même souffle a bien souvent, dans ce pays divisé, animé des gens appartenant à des confessions religieuses ou à des opinions politiques toutes différentes. Il y a un esprit public propre à chaque pays. Il y a un esprit public en Angleterre, et je suis convaincu que le jeune officier ou le jeune employé de commerce qui part pour l'Inde a le cœur rempli de la fierté d'appartenir à un si puissant pays. Il y a un esprit public en Russie, la confiance filiale dans le Tzar. Il y a un esprit public en Allemagne, à la vérité assez difficile à définir, mélange singulier de philosophie idéaliste transcendante, de poésie qui se perd dans les nuages et d'esprit mercantile le plus pratique et le plus terre à terre.

Il y a, ou il y avait un esprit public en France, esprit généreux, ami de la

défense des faibles et de la liberté, esprit qui a enflammé les Français lorsqu'ils faisaient le tour de l'Europe au commencement de ce siècle; esprit qui remplissait le cœur de ces grenadiers et de ces voltigeurs qui, soumis eux-mêmes à la plus dure discipline, au plus rude despotisme, étaient convaincus qu'ils étaient les champions de la liberté, les émancipateurs des peuples. Et peut-être ces héros naïfs, devant l'histoire, avaient-ils raison! (Applaudissements.) Cet esprit public, comment résistera-t-il à de pareils coups?

Il fut un temps où l'on se battait, où l'on faisait de la diplomatie, où l'on se lançait dans la guerre ou les négociations pour les idées. Nous avons vu cela au commencement de ce siècle! Nous avons vu des luttes pour ou contre la Sainte Alliance, pour ou contre les anciennes traditions, pour ou contre les idées nouvelles d'émancipation et de liberté. Nous avons vu des guerres pour des religions, pour des philosophies ou pour des doctrines politiques.

Aujourd'hui, pourquoi se bat-on? Pour des emprunts! (Applaudissements à droite, à l'extrême gauche et à gauche.) Et lorsque l'histoire de ce temps sera écrite, elle n'insérera plus en tête de ses chapitres les titres sonores d'autrefois; on lira : « Histoire de la dette égyptienne, histoire de l'emprunt grec, histoire des fonds ottomans! » Telles sont les grandes causes, tels sont les sujets des grandes luttes de ce jour! (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

Hélas! une cause libérale, une cause nationale comme celle de la Crète avait apparu par hasard, et toute l'Europe coalisée donne tort aux gens qui se réclamaient de la liberté contre la barbarie, pourquoi? Parce que quelques millions de dettes étaient en souffrance chez les banquiers de quelque capitale! Et nous, nous les Français, nous avons suivi, quelquefois devancé les autres.

Voilà pourquoi, monsieur le ministre des affaires étrangères, je me suis permis, — non de vous interpellier, je l'ai fait et sans succès, — mais, dans la discussion de votre budget, de vous prier de songer un peu à ces intérêts moraux qui, dans les débats qui viennent d'avoir lieu entre les différentes diplomaties européennes, me paraissent avoir été singulièrement oubliés et surtout par nous.

Non, nous n'avons pas rempli notre rôle lorsque nous avons gardé le silence que vous savez, sur toutes les horreurs qui ont été commises dans les Etats du sultan avant l'insurrection de la Crète et la guerre de Grèce, et pas davantage lorsque la Crète s'étant justement insurgée — nous le reconnaissons nous-mêmes — et la Grèce lui ayant tendu la main, nous avons été impitoyables pour les insurgés, et injustes pour ceux qui les secouraient. Nous avons laissé grandir ce pouvoir barbare qui opprime les uns et les autres. Non, tel n'aurait pas dû être notre rôle!

Et j'ai à peine rappelé cette fois ce qui s'était passé pendant les années précédentes. Dans cette peinture que j'ai essayé de tracer, je puis rendre toutes les couleurs singulièrement plus vives, je puis rendre tous les traits singulièrement plus frappants encore pour les yeux en évoquant l'horrible fond de tableau des massacres d'Arménie.

Si l'Europe a laissé grandir le sultan et l'a conduit par la main à une facile victoire; si elle l'a élevé, tout sanglant, au pinacle, c'était au moment même où ce sultan, obéissant au fanatisme et rappelant les souvenirs de la barbarie la plus affreuse, avait commis sur ses sujets tous ces crimes que l'on connaît. Il venait de massacrer l'Arménie quand, avec l'approbation et l'aide de l'Europe, il a triomphé de la Grèce. (Très bien! très bien! à droite.)

Et nous n'avons point châtié ce massacre, et nous avons aidé à ce triomphe. Au nom de mon pays, au nom de la France généreuse, libérale, amie des faibles, j'ai voulu protester contre cette politique.

Pouvions-nous en suivre une autre? On répond à tout avec cet argument. Nous le devons, quoi qu'il arrive, et nous le pouvions. Si nous avions parlé comme il convient à la France, la France n'aurait pas été isolée; c'est elle

qui aurait donné la note juste dans le concert, et c'est elle qu'on aurait suivie. (Vifs applaudissements à droite, à gauche et sur divers bancs au centre.)

M. Albert Decrais. — Messieurs, l'année dernière, avant de prendre son congé annuel d'été, la Chambre, après avoir entendu les explications de M. le ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'elle approuvait la politique extérieure du Gouvernement.

Depuis, messieurs, est-il survenu en Europe des faits de telle nature qu'ils nous donnent lieu de regretter cette approbation ou, tout au moins, de modifier notre opinion touchant la direction qu'il convenait d'imprimer aux affaires extérieures de la République?

Pour moi, je le dis tout de suite, je ne le pense pas; je pense même que non seulement la situation n'a pas empiré, mais même qu'elle s'est sensiblement améliorée.

Je sais bien, messieurs, que tel n'est pas l'avis de notre honorable collègue M. Cochin. M. Cochin persiste, vous venez de le voir, dans ses critiques et dans ses tristesses; et il faut reconnaître que peut-être tout n'est pas inexact ni mal fondé dans les jugements qu'il porte.

Mais qu'il me permette de le lui dire avec les sentiments qu'il sait que j'ai pour lui, ces sévérités et ces tristesses, il le reconnaît lui-même, s'adressent à l'Europe tout entière autant et plus encore peut-être qu'à la France. Et ses critiques et ses épigrammes n'atteignent pas seulement les ministres de la République, mais la plupart des hommes d'Etat européens qui ont pris part à l'action commune des puissances.

Pour moi, messieurs, en montant à cette tribune, je voudrais simplement, et le plus brièvement possible, exposer à la Chambre les raisons pour lesquelles il me semble que la France, sans cesser un instant d'être attentive et vigilante, peut néanmoins envisager avec calme et avec sécurité les graves événements qui s'accomplissent sous ses yeux.

J'appartiens, et je m'en honore, à la majorité qui soutient de son approbation et de ses votes le Gouvernement actuel (Très bien! très bien! au centre. — Interruptions à l'extrême gauche); mais, messieurs, mon intention n'est pas à cette heure, en cherchant à exposer et à défendre l'œuvre de notre diplomatie, d'en attribuer tous les résultats exclusivement à ceux de mes amis politiques qui siègent au banc ministériel. Certes, ils en ont une part, une grande part, une part honorable, mais non pas une part exclusive. Ils n'auraient pas le droit, et je les connais trop pour cela, ils n'ont certainement pas la pensée d'en réclamer pour eux toutes les responsabilités comme tous les mérites. J'ai représenté la France à l'étranger pendant plus de seize ans, sous la direction de ministres, bien divers d'origine, de sentiments et de tendances, qui se sont succédé trop rapidement, hélas! trop rapidement.

Eh bien! le passage au pouvoir d'aucun d'eux n'aura été stérile. Tous ont contribué à l'œuvre commune: je veux dire au rétablissement graduel et ininterrompu de la patrie française. Tant il est vrai, ainsi que nous en faisons un jour la remarque à Rome, à mon honorable collègue M. Rouvier et à moi, le comte de Robilant, alors ministre des affaires étrangères du roi Humbert, tant il est vrai que sous la mobilité et sous la fragilité, plus apparente que réelle, de sa direction politique, la France, guidée par son sûr instinct et par son patriotisme, a toujours marché dans la même voie, en suivant la même pensée, et a toujours cherché à atteindre le même but.

La Chambre va se séparer dans quelques semaines; elle aura à rendre compte de son mandat et de cette partie de ce mandat qui lui est particulièrement chère: je veux parler de la politique étrangère.

Elle aura à rendre compte au pays de l'état dans lequel elle aura laissé les relations extérieures de la République. Eh bien! je ne voudrais pas que la Chambre et le pays restassent sous l'impression des critiques si vives qui s'élèvent, depuis quelque temps, contre notre diplomatie.

Sans doute, cette diplomatie a pu avoir ses heures de faiblesse, comme toutes les diplomaties du monde.

Mais, enfin, j'estime, et je le dis très haut, qu'elle a bien et utilement servi, d'une façon générale, les intérêts de la France et de la République.

Ce que je voudrais, c'est en laissant à M. le ministre des affaires étrangères le soin de répondre aux questions qui sont posées et aux critiques qui lui ont été adressées, ce que je voudrais, dis-je, en montant à cette tribune, c'est montrer à la Chambre qu'aucune législature peut-être n'a été aussi féconde que celle-ci en résultats utiles et satisfaisants.

Je vous demande la permission — moi qui suis un nouveau venu dans cette Chambre, mais qui me suis intéressé toute ma vie aux questions de politique étrangère — d'essayer de vous faire très simplement cette démonstration.

Toutes les critiques que vient d'exposer M. Cochin ne pourront pas, suivant moi, prévaloir contre ce triple fait : la paix a été signée à Constantinople, la Grèce a été sauvée d'un désastre, la Thessalie lui a été rendue.

Ce fait, selon moi, très considérable, est dû au concert européen, il faut le reconnaître.

Je sais très bien de quelles railleries, de quelles suspensions, de quelles colères même ce concert européen a été l'objet ; je sais qu'il a provoqué par ses tergiversations, par ses lenteurs, et qu'il provoque encore de vives impatiences et même de graves inquiétudes.

Le premier ministre anglais, qui ne l'a jamais eu d'ailleurs en grand goût, l'a comparé à une de ces machines énormes qui se meuvent péniblement sur la chaussée pour y casser des cailloux. (Sourires.) Cela est possible, mais il n'en est pas moins vrai que, si le concert européen n'a pas accompli toute sa tâche, il en a, selon moi, rempli la partie la plus importante, car s'il n'a pas prévenu la guerre douloureuse, il est du moins parvenu, comme on dit, à la localiser, à la circonscrire, et à prévenir des contagions de la flamme l'Orient et, peut-être, l'Europe tout entière.

Pour moi, le danger de ces accords solennels, c'est qu'ils ne viennent à se rompre. Le danger de cette marche en commun vers un but déterminé de toutes les puissances, c'est qu'elles n'aillent pas jusqu'au bout, et on a pu craindre à chaque instant, au cours de sa route, que l'incident redouté ne se produisit et qu'une puissance tout au moins faussât compagnie aux autres.

Cette puissance, je crois qu'on peut la nommer sans inconvénient, c'est l'Angleterre, enrôlée un peu malgré elle, l'Angleterre, poussée en Orient à une action isolée et indépendante par toutes les traditions de sa politique et aussi peut-être par l'heureuse et fréquente rencontre de ses sentiments avec ses intérêts. Si ce malheur s'était produit, si cette rupture avait eu lieu, toutes les complications devenaient possibles, les plus redoutables et les plus imprévues. L'Angleterre eût rencontré devant elle et contre elle une puissance qui, elle aussi, est invinciblement attirée vers l'Orient par toute la force de ses intérêts et par toute la grandeur de ses rêves. L'Angleterre et la Russie se fussent trouvées subitement face à face et Dieu sait ce qui aurait pu résulter de cet antagonisme qui, il y a cinquante ans, a amené la guerre de Crimée et qui cette fois encore se serait dressé devant nous, mais avec cette différence que cette fois la Russie était notre fidèle et confiante alliée.

Ce malheur a été conjuré grâce à la sagesse de tous et grâce aussi — je le dis hautement, parce que je le pense sincèrement — grâce au rôle heureux, habile et loyal de notre diplomatie.

Nous avons bien fait d'entrer dans le concert européen et, y étant entrés, d'empêcher que d'autres en sortissent. Nous avons bien fait de ne pas nous séparer de l'Angleterre et surtout d'empêcher que l'Angleterre ne se séparât du concert européen. Et je ne crains pas de dire que la France, loin de jouer ce rôle subalterne, effacé, qu'on dénonçait tout à l'heure, a été au contraire l'âme et le lien de ce concert européen. C'est une justice qu'on lui a rendue

partout, à Londres, à Pétersbourg, et dernièrement encore devant la délégation hongroise, en des termes fort obligeants, fort honorables pour nous, par la bouche du comte Goluchowsky, ministre commun des affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise. Oui, messieurs, partout on a rendu justice à l'activité discrète de notre diplomatie, à la sûreté de nos relations et à la constance de notre politique. Partout on nous a rendu cette justice.

J'entends bien : l'activité discrète, trop discrète, cela fait sourire. Mais je me souviens qu'un homme d'Etat anglais, lord Derby, je crois, a exprimé cette opinion que rien n'était plus funeste à ses yeux que ce qu'on est convenu d'appeler une victoire diplomatique.

Les vrais succès de la diplomatie, ses succès efficaces ne sont pas ceux qui s'affichent par de bruyantes démonstrations. Ce sont ceux dont on ne parle pas ; ce sont ceux qui ont pour résultat de prévenir les conflits, d'apaiser les différends, de dénouer les difficultés et, ce qui est l'objet de sa haute et bienfaisante mission, d'assurer partout le maintien de la paix.

J'ose le dire, c'est une de ces victoires de bon aloi que la diplomatie française a remportées. Oh ! je n'oublie pas — comment l'oublierais-je ? — cette page sanglante qui ne nous permet pas de nous féliciter de ces événements sans réserve. Je ne fais aucune difficulté de reconnaître que, avec un peu plus d'énergie, et surtout avec un peu plus d'entente, la diplomatie européenne eût dû prévenir ces odieux massacres d'Arménie.

Mais enfin, il n'est que juste de reconnaître que la France a été peut-être la première puissance à retenir le sultan sur la voie funeste où il s'était engagé.

Aussi bien, messieurs, ce n'est plus aujourd'hui vers Athènes et vers Constantinople que se tournent les yeux de l'Europe, c'est vers la Chine.

Ici il faut reconnaître que nous sommes en présence d'un redoutable inconnu ; non pas que dans ma pensée l'heure du partage ait sonné, ni même qu'elle soit prochaine. Ce n'est pas l'établissement des Allemands à Kiao-Tcheou, ni la présence des vaisseaux russes à Port-Arthur qui peuvent être considérés comme le signal de démembrement de l'immense empire du Milieu. Et il me semble que ceux qui, dès la première heure, ont annoncé ces événements, ont déclaré que les temps étaient proches, que ceux-là ont conçu de vaines alarmes, ou tout au moins des alarmes prématurées.

Mais il n'en est pas moins vrai que la situation reste confuse, et ce n'est pas sans inquiétude qu'on a pu voir subitement transportée dans l'Extrême-Orient cette lutte de rivalités et d'influences qui rendra bien difficile sinon impossible l'existence d'un pacifique concert européen ; d'autant plus que sur ce vaste théâtre de l'Extrême-Orient apparaît pour la première fois une puissante jeune, audacieuse, entreprenante, qui a conçu de ses récentes victoires un juste orgueil, et peut-être aussi un vif dépit de n'avoir pas pu en recueillir tous les fruits, le Japon, aussi habile dans l'art des négociations diplomatiques que puissamment organisé pour la guerre sur terre et sur mer. Que fera le Japon ? Quelle sera son attitude ? On peut le conjecturer, on ne peut pas le savoir à l'heure actuelle d'une façon certaine. Ce qu'on peut dire, c'est que sa conduite et sa décision auront une influence considérable sur le cours des événements.

M. le ministre des affaires étrangères ne nous a pas délivré de Livre jaune sur les affaires de Chine ; je ne lui en fais pas assurément un reproche : elles sont l'objet de négociations en cours, et je comprends très bien qu'il n'en puisse rien dire pour le moment. J'espère qu'il ne nous engagera pas avec témérité ; je suis sûr aussi qu'il ne perdra pas de vue les intérêts immenses que nous avons dans les mers de Chine et que, dans tous les cas, la France ne saurait sous aucun prétexte être écartée du règlement de ces affaires. L'intérêt de la France en Extrême-Orient me paraît être évident et s'imposer à son action diplomatique.

Il est, selon moi, dans le maintien du *statu quo* en Extrême-Orient, comme en Orient, et en même temps cet intérêt lui commande de se mettre d'ores et déjà en mesure de défendre, le cas échéant, tous ses droits légitimes.

A ce propos, vous me permettrez de regretter que nous n'ayons plus en Extrême-Orient notre ancienne escadre permanente...

M. Edouard Lockroy. — Très bien!

M. Albert Decrais. — ... qui a été dispersée pour des raisons que je ne puis guère m'expliquer. Aussi que voyons-nous? à quel spectacle assistons-nous?

Pendant que la Russie envoie ses bâtiments à Port-Arthur et que l'Angleterre promène orgueilleusement sa flotte immense dans les mers chinoises, nous en sommes réduits à improviser péniblement une escadre avec des bâtiments de tout âge et de tout style, ramassés à droite et à gauche; c'est là un spectacle qui ne nous fait pas honneur, et cela seul est une cause, à mon avis, de diminution et d'affaiblissement pour notre prestige et pour notre influence. (Très bien! très bien!)

M. Edouard Lockroy. — Il faut une flotte d'outre-mer pour défendre les intérêts de la France en Extrême-Orient.

M. Albert Decrais. — Quoi qu'il en soit et quelles que soient les éventualités qui se preparent, j'espère que la France ne sera pas prise au dépourvu en Chine, ni militairement, ni diplomatiquement. Notre situation en Chine n'est pas mauvaise, d'ailleurs; elle est même bonne, parce que notre action militaire et diplomatique a une base, un point d'appui solide, plus solide peut-être que ceux d'aucune autre puissance, je veux dire l'empire indo-chinois.

Ici, je ne peux pas m'empêcher de rendre hommage à la mémoire de celui qui a été un grand patriote et en même temps un diplomate prévoyant, Jules Ferry.

Nous pouvons aujourd'hui apprécier l'utilité de cette colonie qu'il nous a donnée, on ne peut le nier; car pendant que les Russes s'étendent et s'avancent dans les régions glacées du Nord, nous, nous nous étendons et nous nous établissons, aussi solidement que possible, dans les régions plus favorisées du Sud.

Et voyez enfin tout ce que nous avons fait en Chine: nous avons achevé de délimiter notre frontière sino-annamite de la mer jusqu'au Mékong; à la suite d'un arrangement signé à Peking, nous avons établi sur cette frontière un corps de police mixte, assurant le concours des troupes chinoises et françaises destinées à opérer contre les pirates.

Les arrangements de 1885 et de 1886, complétés par celui de 1897, ont donné à une compagnie française la concession d'un chemin de fer de pénétration dans le Kouang-Si et dans le Yu-Nam.

C'est à nos industriels qu'il appartient d'exploiter les mines de cette région frontière, comme c'est à nos ingénieurs qu'il appartient de reconstruire l'arsenal de Fou-Tchéou, de glorieuse mémoire.

Tout cela, messieurs, sans parler de nos hôpitaux, de nos missions, de nos écoles, constitue pour nous, je le répète, une situation qui n'est pas dépourvue de force et qui serait excellente, permettez-moi de vous le dire, si nos capitaux, notre commerce et notre industrie savaient en tirer profit.

J'espère que le Gouvernement défendra avec énergie nos intérêts; que, par exemple, si l'Angleterre, comme on l'a dit, s'appête à fournir de l'argent à la Chine à des conditions assurément plus politiques que financières, nous veillerons à ce que ces conditions ne lèsent pas les intérêts dont je parle. Je compte bien, notamment, que la France s'opposerait à l'ouverture du port de Nan-nin à nos portes, avec autant d'énergie que la Russie à celle de Ta-Lien-Wan.

Messieurs, je disais que j'avais confiance dans le Gouvernement pour la défense énergique de nos intérêts. Oui, j'ai confiance, mais permettez-moi de vous le dire, si je n'avais pas confiance, si, au lieu d'être de la majorité, j'é-

tais de l'opposition, mon souci, mon unique souci serait, non pas seulement de ne pas créer d'embarras au gouvernement de mon pays, engagé dans de si graves affaires, mais de le soutenir, mais de l'appuyer, mais de lui donner toute la force et toute l'autorité dont il a besoin pour sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France.

C'est ce que fait aujourd'hui l'opposition anglaise avec une sorte d'enthousiasme...

M. Paul Deschanel. — Très bien !

M. Albert Decrais. — ... c'est ce que je voudrais que fit l'opposition française. Je n'ai pas de conseils à lui donner, mais il me semble qu'en agissant ainsi elle s'honorerait grandement. (Très bien ! très bien ! au centre. — Interruptions à l'extrême gauche.)

Je retiens peut-être trop longtemps l'attention de la Chambre. (Non ! non ! — Parlez !) Si je ne la lasse pas, peut-être me permettrez-vous, messieurs, de continuer cette sorte de revue (Parlez ! parlez !) et de vous mettre sous les yeux les résultats obtenus par notre diplomatie.

Je vous rappellerai notamment que vous avez fait à Madagascar une chose très hardie et très difficile. Le cabinet présidé par mon honorable collègue M. Bourgeois vous a proposé l'annexion de l'île et, par une loi du mois d'août 1896, vous avez approuvé cette annexion et vous avez fait de Madagascar une colonie française.

Je le répète, messieurs, c'était là, à mon sens, une résolution très hardie, imprudente même, et qui était de nature à soulever des difficultés diplomatiques. Peut-être, si j'avais eu l'honneur à ce moment d'être votre collègue, aurais-je hésité à vous suivre dans cette voie. Enfin, tout est bien qui finit bien. Il a fallu sans doute beaucoup de temps et de patience pour amener certaines puissances directement intéressées à reconnaître le nouvel état de choses ; mais enfin elles y sont arrivées. L'adhésion des Etats-Unis d'Amérique et celle de l'Allemagne sont, si je ne me trompe, de 1896 ; celle de l'Angleterre, infiniment plus difficile à obtenir, est de 1897.

C'est ce que j'appelle un véritable résultat, un résultat dont nous devons nous féliciter et, je dois le dire, féliciter et ceux qui nous l'ont valu par leur décision et ceux aussi qui nous l'ont assuré et consolidé par les effets heureux de leur diplomatie.

Nous devons nous réjouir grandement aussi de ce qui s'est passé tout récemment en Tunisie. La revision des traités tunisiens a affranchi le gouvernement beylical des entraves que lui imposaient, en matière économique comme en matière politique, les capitulations et aussi les engagements contractés par lui et dont nous avions garanti l'exécution par le traité du Bardo.

M. le ministre de la marine avait raison d'approuver, l'autre jour, vivement la création du port de Bizerte dans la Méditerranée. Cela aussi est un résultat. Ainsi s'achève la libération de la Tunisie, ainsi se brisent les derniers liens que retenaient encore les mains étrangères, ainsi enfin se termine l'œuvre commencée avec tant de résolution par nos devanciers et poursuivie avec tant de constance par leurs successeurs.

M. Edouard Lockroy. — Très bien !

M. Albert Decrais. — Il y a d'autres faits qui, pour être moins importants, n'en sont pas moins réels et précieux. En Terre-Neuve, nous avons maintenant tous nos droits sur la côte réservée, nous avons empêché la construction d'établissements créés contrairement aux traités.

La longue et difficile et pénible question relative aux territoires limitrophes de la Guyane et si connue dans les chancelleries sous le nom de « contesté brésilien », qui paraissait interminable, vient de recevoir une solution équitable, grâce aux efforts des cabinets de Paris et de Rio ; elle est aujourd'hui soumise à un arbitrage.

Depuis le mois de mars 1895, nos relations étaient rompues avec le Venezuela; elles ont été reprises ou vont l'être, si je ne me trompe, très prochainement; d'abord parce que le Venezuela en a exprimé le désir dans les termes les plus obligeants pour nous, et en outre parce que le cabinet de Caracas paraît disposé à accepter toutes les conditions et toutes les garanties que nous lui imposons au nom de nos nationaux, de notre commerce et de notre industrie. Et je ne puis pas à ce propos ne pas vous faire remarquer, messieurs, qu'au cours de ces délicates négociations, nous n'avons pas vu se dresser devant nous l'ombre menaçante de la doctrine de Monroe.

En Afrique, vous avez approuvé dernièrement l'arrangement conclu avec le gouvernement allemand en vue de délimiter les frontières du Togo et du Dahomey. Et enfin, depuis le mois d'octobre, des commissaires français et anglais délibérèrent au quai d'Orsay en vue de chercher à fixer et délimiter les possessions et les sphères d'influence françaises et britanniques dans la région du Niger.

Messieurs, quant à moi, si cette dernière question était réglée, honorablement réglée, comme il convient, au moyen de concessions réciproques, je l'apprendrais avec plaisir parce qu'il n'est jamais bon, quand on n'est animé d'aucune arrière-pensée, de laisser des questions ouvertes, et, en outre, pour une raison d'intérêt général que je vous demande la permission d'indiquer d'un mot : La France est — et je ne m'en plains pas — une grande puissance coloniale; mais elle est surtout et elle doit rester avant tout une grande puissance européenne. Nous avons en Europe des intérêts qui priment tous les autres, des intérêts que nous ne devons pas perdre de vue un instant, des intérêts auxquels doit être subordonnée toute notre politique générale.

Certes, la paix générale ne me paraît courir aucun risque. Les gouvernements en désirent et les peuples en demandent le maintien. Une garantie nouvelle est venue tout récemment s'ajouter à toutes les autres : je veux dire l'alliance solennellement annoncée au monde de la France et de la Russie.

Mais enfin, sans parler du chapitre des incidents qui reste toujours ouvert, il y a peut-être d'autres causes de troubles contre lesquelles ne sauraient prévaloir les dispositions les plus sages et les combinaisons les plus sûres.

Voyez ce qui se passe au centre même de l'Europe; voyez à quel degré de violence s'élèvent ces conflits de nationalité et de race, qui sont infiniment plus redoutables que les conflits politiques et qui échappent à toutes les prévisions et à tous les calculs.

Eh bien! quand je me rappelle comment et sous quels prétextes a commencé jadis la guerre des duchés, et quand, remontant plus haut dans l'histoire, je me rappelle aussi les grandes guerres du dix-huitième siècle, je dis que de même que l'armée de la France doit toujours être prête, sa diplomatie doit être toujours libre; car, si le malheur voulait que de graves événements vinssent à bouleverser l'Europe et que la France, engagée dans des entreprises lointaines, n'ayant plus la pleine et entière liberté de son action ni la libre et entière disposition de ses ressources, assistât à ces événements passive et impuissante, j'ose dire que ce serait fini de ses espérances les plus chères, de celles qu'elle a le droit de conserver, et que, ce jour-là, la France aurait signé son abdication.

Messieurs, je tracerais de notre situation dans le monde un tableau qui serait sans doute incomplet si j'omettais de mentionner ce qui est assurément l'œuvre capitale de cette législation, je veux dire l'entente franco-russe. Je la mentionne donc, mais sans m'y arrêter longuement. Tout a été dit sur cet événement considérable qui a été accueilli par la France entière avec une satisfaction si vive et si justifiée. (Très bien! très bien! au centre et à droite.)

M. René Goblet. — Rien n'a été dit ici! (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

M. Albert Decrais. — Tout a été dit sur sa portée, sur les conditions honorables dans lesquelles il a été accompli, sur les garanties qu'il offre pour la paix générale...

M. Millerand. — Alors renseignez-nous!

M. Albert Decrais. — ... sur l'accueil qu'il a reçu en Europe, sur l'accroissement de crédit et d'autorité qu'il donne aux deux parties contractantes pour la défense de leurs intérêts communs et particuliers. (Applaudissements.)

Je sais bien que des doutes se sont élevés, que des réserves ont été faites; je sais bien qu'il a paru à quelques-uns que cette alliance de la France et de la Russie était plus favorable à la Russie qu'à la France, qu'elle était une alliance de sentiment plutôt que d'intérêt et que, pour admettre les avantages qui pourraient en découler pour nous, il faudrait les voir et, pour ainsi dire, les toucher du doigt.

Quant à moi, je ne partage pas ces doutes ni ces réserves; je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire beaucoup d'exemples d'une alliance conclue dans des vues si élevées, si irréprochables.

Elle n'est agressive ni offensante pour personne; elle reste étrangère à ces considérations de régime intérieur et de tendances sociales et politiques qui, dans d'autres temps, ont servi de bases, contre nous, à d'autres alliances tristement fameuses. Elle unit deux grands peuples diversement, mais également puissants: elle les unit sans les asservir l'un à l'autre, en laissant à chacun d'eux sa liberté d'action dans la sphère des intérêts qui lui sont propres.

A ceux qui, pour y croire, voudraient voir les résultats, je répondrai qu'en vérité ils sont un peu impatients. Eh quoi! six mois se sont écoulés à peine depuis les paroles mémorables qui ont été échangées à bord du *Pothuau*, et l'on voudrait que l'entente franco-russe, semblable à une baguette magique, eût déjà transformé toutes les situations, résolu toutes les questions et tranché toutes les difficultés. Non! les solutions diplomatiques ne s'improvisent pas ainsi et les meilleures, les plus sûres sont celles qui font l'objet d'une longue et discrète préparation.

Et d'ailleurs, les fruits de cette alliance, pour ne pas être immédiatement tangibles, sont-ils moins réels et précieux?

Pensez-vous que notre situation dans le monde ne soit pas devenue plus forte du fait seul de cette entente? Pensez-vous que les résultats et les avantages sur lesquels je me suis permis d'appeler votre attention, nous les aurions obtenus si notre voix avait été seule à les réclamer?

Pensez-vous que demain, par exemple, si un congrès européen venait à s'ouvrir, croyez-vous qu'à côté de la Russie, la France, aujourd'hui, n'occuperait pas une autre place qu'à Berlin en 1878, place qui était alors sans doute fort honorable, mais que notre isolement et nos malheurs faisaient si modeste?

Et d'autre part, dans un autre ordre d'idées, notre intimité avec la Russie nous défend-elle d'entretenir avec les autres nations européennes de bonnes et satisfaisantes relations?

Ne sommes-nous pas, d'un bout de l'année à l'autre, en constante négociation avec l'Angleterre, en vue d'arriver à trancher les différends qui nous divisent, et la Russie prend-elle ombrage de ces relations et de ces arrangements? Non! et je m'en félicite, car je ne comprendrais pas que l'entente russe fût pratiquée autrement; je ne comprendrais pas, pour dire toute ma pensée, que dans son intérêt et dans l'intérêt de la paix et de la civilisation, la France commerciale et industrielle, la France libérale et républicaine ne continuât pas à entretenir avec l'Angleterre, sans cesser pour cela de défendre contre elle ses droits, tous ses droits légitimes, des relations empreintes d'une parfaite et réciproque cordialité.

Messieurs, je voudrais en terminant vous soumettre une dernière réflexion. La question s'est élevée quelquefois de savoir si un régime républicain et démocratique comme le nôtre pouvait avoir une politique étrangère, était capable d'une politique étrangère. Oui! il s'est trouvé des publicistes qui ont conçu des doutes à ce sujet.

La politique étrangère exige en effet beaucoup de suite dans les desseins, beaucoup de constance dans les volontés, beaucoup de discrétion aussi dans les négociations, beaucoup de patience et de sang-froid. Ces qualités sont-elles compatibles avec un régime mobile et instable par sa nature même? Si la République conserve tous ses avantages dans l'ordre des faits intérieurs et des questions sociales, ne faut-il pas confesser que la politique étrangère reste son point faible?

Il me semble, messieurs, que le problème est aujourd'hui résolu, et résolu par les faits même que nous avons sous les yeux. Un régime qui a donné à la France vingt-sept ans de paix honorable et digne, un immense empire colonial et une grande alliance, une alliance que depuis le commencement du siècle les plus clairvoyants de nos hommes d'Etat avaient entrevue sans pouvoir la réaliser, un pareil régime est capable d'une politique étrangère. Et, en montrant les résultats au pays, la Chambre n'aura pas à redouter son jugement. (Vifs applaudissements au centre.)

Séance du 7 février. — Après des discours de MM. Deloncle, Delafosse et Goblet, M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a répondu dans les termes suivants :

Dans la discussion qui vient de se produire devant la Chambre, j'ai à répondre à un certain nombre de questions particulières et à certaines critiques qui ont été adressées à la politique du Gouvernement.

M. Deloncle m'a demandé si nous veillions à ce qu'aucun fait ne se produise contre nous dans le « territoire contesté », en attendant la conclusion de l'arbitrage décidé entre la France et le Brésil. Je lui réponds que nous n'avons garde de nous laisser surprendre, qu'une pareille surprise serait contraire à l'esprit et à la lettre du traité signé récemment par le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil et que nous avons confiance dans l'heureuse solution de ces différends séculaires. (*Très bien! très bien!*)

M. Deloncle s'est étendu sur les difficultés de la côte occidentale d'Afrique, qui sont, à l'heure présente, en voie de règlement, et sur les affaires d'Abyssinie. Il me dispensera de le suivre sur ce double terrain. Il a dit avec raison que des arrangements avaient été passés entre la France et l'Abyssinie. Il n'ignore pas que nos relations avec le négus d'Abyssinie sont empreintes d'une réelle cordialité, et qu'un agent vigilant et expérimenté, M. Lagarde, est sur les lieux et que nos intérêts sont en bonnes mains.

Je ne dirai qu'un mot de la question d'Egypte. Comme l'a fort bien dit M. Deloncle lui-même, personne ne parle de cette question et tout le monde y pense. (*Très bien!*)

Je ne puis ajouter qu'une chose, c'est que notre pensée est fixée sur cette question comme sur toutes celles qui touchent aux intérêts de la France et que nous défendrons, comme nous les avons défendus jusqu'ici les droits de l'Egypte, ceux du souverain territorial, ceux des puissances et l'ensemble des intérêts qui se trouvent en relation avec la navigation du canal de Suez et de la mer Rouge, avec l'ensemble des destinées du bassin du Nil et de l'Afrique continentale. (*Très bien! très bien!*)

Les discours prononcés dans la séance de samedi, notamment celui de M. Cochin, se sont portés particulièrement sur la question d'Orient. M. Goblet l'a reprise tout à l'heure.

Je répondrai aux critiques qui m'ont été adressées par l'un et par l'autre de ces honorables orateurs.

Que M. Cochin me permette de lui dire qu'ayant entrepris de critiquer la

politique extérieure du Cabinet dans les affaires d'Orient, il me paraît avoir fait trop facilement abstraction de ce qui est contraire à ses vues et à son argumentation dans l'exposé qu'il a fait des négociations qui ont été communiquées à la Chambre par les deux Livres jaunes qui viennent d'être distribués.

M. Cochin, par exemple, rappelant une phrase que j'ai prononcée au cours des débats antérieurs, se résume en disant :

« Je vois bien ce que l'Europe a imposé à la Grèce, je ne vois pas ce qu'elle a imposé au Sultan. »

L'honorable interpellateur ne tient pas compte du fait que, sur les trois points qu'il a énumérés lui-même comme capitaux, à savoir : restitution de la Thessalie à la Grèce, dès que les premiers versements de l'indemnité de guerre seraient effectués — et cela répond à une des questions de l'honorable M. Goblet — que sur ce premier point, que sur le second point : réduction du chiffre de l'indemnité, et que sur le troisième point : maintien du régime de droit destiné à sauvegarder les populations grecques habitant dans l'Empire ottoman, que sur ces trois points l'Europe s'est prononcée nettement contre les exigences du Sultan victorieux et que la volonté de l'Europe a finalement triomphé.

M. Denys Cochin. — En partie!

M. le Ministre des affaires étrangères. — Si, pour arriver à de pareils résultats, la diplomatie européenne a multiplié ses efforts, si en particulier la diplomatie française a pris des initiatives fréquentes et souvent couronnées de succès, M. Denys Cochin ne paraît vouloir en tenir aucun compte, et il tient absolument à démontrer que l'attitude de la France a été défavorable aux intérêts helléniques, alors qu'il n'y a pas une page du Livre jaune qui ne démontre absolument le contraire.

Sur le fond des choses, la méthode est la même. Les honorables interpellateurs ne nous renseignent pas très exactement sur la politique que, selon eux, il aurait fallu suivre.

Mais je crois qu'on peut dégager de leurs critiques l'opinion que la France n'a pas su jouer le rôle qui lui appartenait dans le concert européen et que, pour aboutir aux résultats en présence desquels nous nous trouvons aujourd'hui et qu'on considère comme négligeables, mieux eût valu nous abstenir.

Ici encore je demanderai à mes interlocuteurs, et notamment à M. Denys Cochin, s'ils pensent que, par son abstention, la France eût annihilé ou modifié l'action des puissances dont ils blâment la conduite et qui se sont montrées particulièrement sévères pour l'hellénisme.

M. Denys Cochin. — Je n'ai jamais parlé d'abstention!

M. le Ministre. — Je suppose que le concert européen ne se fût pas constitué, je suppose que la France n'y eût pas figuré. Peut-on admettre que le sort de la Grèce en eût été amélioré? Est-ce que le succès des armées du Sultan en eût été moins acquis? Est-ce que l'erreur de la Grèce, qui ne voulait pas écouter les conseils désintéressés et amicaux, eût été moins grave? Est-ce que les revendications de certaine puissance à l'égard de la Grèce ne se seraient pas produites? Ne voit-on pas, au contraire, que c'est le concours prêté par la France à celles des autres puissances qui partageaient nos vues et nos attachements à la cause de l'hellénisme, que c'est ce concours qui a sauvé celui-ci d'un désastre?

En somme, après une guerre imprudente dont ceux-mêmes qui l'ont voulue repoussent maintenant la responsabilité, la Grèce a gardé, sauf une légère modification de frontières, l'intégralité de son territoire; le chiffre de l'indemnité a été réduit, calculé à la mesure de ses ressources déjà si faibles. Bien plus, l'Europe examine en ce moment la candidature d'un prince grec au Gouvernement de la Grèce, et je n'ai pas besoin de dire à M. Goblet que nous sommes favorables à cette candidature.

Peut-on dire véritablement qu'il y ait là un parti pris de malveillance à l'égard de la Grèce? Ne doit-on pas reconnaître, au contraire, que grâce à l'intervention de l'Europe, les suites de la guerre ont été réduites pour cette puissance aux moins fâcheuses conséquences?

On objecte encore l'organisation du contrôle sur les finances grecques. En consentant à cette organisation, l'Europe, dit-on, a enlevé à la Grèce une partie de son indépendance; elle a détruit l'œuvre de 1828.

Que l'on me permette de bien préciser d'abord les points du débat. Cette dette hellénique qui a motivé l'intervention d'une surveillance européenne a deux origines distinctes : une partie la plus considérable, est antérieure à la guerre; l'autre, la moins importante, représente l'indemnité due à la Turquie par la Grèce. En ce qui concerne la première partie, personne ne peut contester que la Grèce seule en soit responsable. Pourquoi s'est-elle lancée dans la voie des emprunts à jet continu? Pourquoi a-t-elle grevé ses budgets de dépenses auxquelles elle ne pouvait faire face? Pourquoi a-t-elle continué cette dangereuse politique financière, alors même que ses ressources liquides étaient engagées?

Même avant la guerre, la Grèce avait renoncé à payer l'intégralité des coupons de sa dette. Le litige existait donc avec ses créanciers; déjà il avait été question de contrôle. En tout cas, ce qui est certain, c'est que les embarras de la Grèce à ce sujet sont antérieurs aux faits qui ont motivé l'intervention de l'Europe!

Cependant la Grèce se jette dans la guerre. Outre les dépenses nécessitées par les opérations elles-mêmes, elle est obligée de se charger d'un fardeau nouveau, celui de l'indemnité due à la Turquie, et le paiement de cette indemnité est la condition nécessaire de l'évacuation de la Thessalie.

C'est alors que l'Europe intervient, elle fait diminuer le chiffre de l'indemnité; elle la proportionne aux ressources du pays : elle établit un bilan des recettes et des dépenses. Elle conçoit le projet qui paraissait tout d'abord irréalisable, d'équilibrer le budget hellénique malgré le surcroît de dépenses nouvelles. Elle obtient des créanciers un arrangement raisonnable et que la Grèce elle-même accepte. Enfin, tout le monde se rend compte, même les premiers intéressés, que, par l'organisation d'une surveillance attentive, on finira peut-être par mettre un certain ordre dans ces finances délabrées, par restaurer un crédit compromis, par assurer à la Grèce les ressources nécessaires pour obtenir d'abord l'évacuation de la Thessalie, puis pour reprendre le rôle qui lui appartient dans l'équilibre méditerranéen.

Tel a été notre but; telle a été la pensée de l'Europe. En tout cas, je puis dire que, dans toute cette partie des négociations, l'attitude de la France a été constamment bienveillante et favorable aux Grecs. J'ajoute que, s'il le faut, nous leur donnerons d'autres preuves de notre fidèle et constante sollicitude.

Et maintenant, messieurs, n'ai-je pas le droit de demander de nouveau au Parlement s'il croit que ces résultats eussent été atteints au cas où le concert européen ne se fût pas constitué et où la Grèce n'eût pas trouvé parmi ces puissances des avocats toujours prêts à la soutenir et à la défendre?

Je lui demande en même temps s'il pense qu'une attitude différente de celle que nous avons adoptée eût été — ce qui nous touche encore davantage — réellement conforme aux intérêts de la France.

Dans un morceau oratoire très brillant, M. Denys Cochin, empruntant au parti socialiste un de ses arguments favoris, s'est plaint de la place de plus en plus grande que prenaient les questions d'argent dans les affaires internationales.

On peut évidemment concevoir une politique qui en ces matières se désintéresserait absolument et qui, indifférente aux droits des porteurs de titres, laisserait les Etats qui ont emprunté au dehors libre de répudier à leur guise les engagements qu'ils ont contractés.

Mais, à supposer que nous nous en tenions à cette politique purement sen-

timementale, pensez-vous qu'il en serait de même des autres puissances? Et ici encore, vous croyez-vous en mesure de faire abstraction de leur volonté, de leur influence et de leurs moyens d'action? Non, messieurs, elles interviendraient, n'en doutez pas un seul instant.

Elles agiraient, elles se saisiraient de gages effectifs, elles institueraient à elles seules le contrôle avec des conditions plus rigoureuses encore; et vous, vous assisteriez impuissants à ces événements sans même avoir à élever la voix pour défendre vos propres intérêts et ceux de vos clients.

Je me demande si c'est sérieusement que l'on veut nous pousser vers une telle politique qui, sous les beaux noms de générosité et de désintéressement, ne serait rien autre chose qu'une politique d'abandon et d'abdication.

Cette politique, la France n'a pas voulu la suivre. Dans la dernière phase de la crise, comme dans les précédentes, la France n'a pas cru devoir se tenir à l'écart. Elle a la parole dans les conseils de l'Europe. Elle s'en est servie. Elle a soutenu, en raison de ses intérêts directs et en vertu de ses traditions constantes, la cause de ceux qui s'adressaient à elle. Dans les négociations de la paix, elle a défendu pied à pied les intérêts de la Grèce.

Il en a été de même dans les questions du contrôle, ainsi qu'en font foi les instructions données à M. Dubois de l'Etang et qu'il a ponctuellement exécutées.

Fidèle aux engagements qu'il a pris devant cette Chambre, le Gouvernement s'applique à faire triompher la cause de l'autonomie crétoise. M. Goblet a rappelé lui-même la part prise par la France à ces négociations particulières. Ses propositions ont été prises pour bases de l'acte constitutionnel qui sera le fondement de l'autonomie crétoise.

Cet acte est soumis aux puissances. Il a été adopté par tous les ambassadeurs avec l'autorisation de leurs Gouvernements. Seule, la question du gouverneur provisoire reste en suspens. J'ai dit tout à l'heure à la Chambre l'espoir que nous avons de la voir réglée, et j'ai dit dans quel sens s'exercerait l'action de la France.

En un mot, messieurs, au cours d'une crise grave, nous avons contribué à maintenir le concert européen, à assurer le *statu quo* dans l'orient de la Méditerranée, à restreindre la guerre et à hâter la signature de la paix. Le rôle de la France n'a pas été indigne d'elle. Je ne pense pas que personne ait intérêt à le travestir et à le diminuer.

J'en viens maintenant à la question que M. Goblet m'a adressée au sujet de l'alliance franco-russe.

L'honorable M. Goblet sait parfaitement qu'il est dans les affaires d'un grand pays des points sur lesquels il est impossible de projeter une lumière complète. Il sait bien que ce qui se dit à cette tribune est entendu, non seulement dans cette enceinte, mais dans les pays étrangers. C'est pourquoi on s'est abstenu jusqu'ici de poser la question à laquelle, quant à moi, je ne crois pas pouvoir répondre.

Il me suffira d'attirer l'attention de la Chambre sur la tactique en présence de laquelle nous nous trouvons.

Avant que le voyage de M. le Président de la République en Russie ait eu lieu, il ne se passait pas de jour qu'on ne mit en doute la réalité de l'accord intervenu entre la France et la Russie; maintenant que cet accord a été solennellement proclamé, on prétendrait en connaître les termes et les conditions, quand on sait que cette divulgation est absolument impossible.

Eh bien, je le dis une fois de plus, nous ne pouvons nous laisser entraîner dans cette voie. La combinaison politique qui peut être désormais considérée comme un fait historique n'est l'apanage d'aucun parti; elle n'appartient en principe à aucune combinaison ministérielle; elle a été préparée, conservée et développée par tous les Cabinets qui se sont succédé.

C'est assurément un grand événement qu'elle ait été proclamée à la face du monde par les parties contractantes et acclamée par le pays tout entier.

Mais il nous est interdit de rien ajouter à cette proclamation solennelle.

Les faits parlent assez haut et nous dispensent d'en dire davantage. (*Applaudissements au centre et sur plusieurs bancs à gauche et à droite.*)

A l'extrême gauche. — Parlez-nous de votre action en Chine.

M. le Ministre. — Je ne peux parler de tout à la fois.

J'aborde maintenant la question qui m'a été adressée par l'honorable M. Delafosse. Elle vise particulièrement les affaires de Chine.

M. Delafosse a donné en exemple les déclarations et les actes de l'Empereur Guillaume. Qu'il me permette de lui rappeler des faits qui sont à l'honneur de la politique française. Il les a vraiment un peu trop passés sous silence. Il a cru devoir défendre son attitude propre dans l'affaire du Tonkin. Qu'il me soit cependant permis de rappeler que grâce à la clairvoyance d'un homme d'Etat dont la France reconnaît chaque jour les services, nous occupons une situation très forte aux confins de l'Empire dont les destinées sont actuellement l'objet de l'attention universelle.

On n'a pas cru devoir reconnaître davantage que, depuis trois ans en particulier, nous avons fait des efforts constants pour affermir et pour accroître cette situation. Depuis l'année 1895, au lendemain de la paix de Simonosaki, on peut dire qu'une longue et complexe négociation a été poursuivie par nous, sans interruption, avec la Chine.

Dans cette négociation, nous nous sommes proposé un double objectif : 1^o la consolidation et la pacification de notre établissement du Tonkin ; 2^o la pénétration effective de notre commerce et de notre influence pacifique tant dans les provinces qui avoisinent le Tonkin que dans le reste de l'Empire chinois.

A l'heure présente, nous avons avec cet Empire une frontière terrestre commune de 2,137 kilomètres d'étendue.

Par les deux provinces des Muong, qui nous ont été laissées, nous pénétrons jusqu'au cœur du Yu-Nam, et nous avons ajouté, dans la vallée du Mé-Kong, une troisième ligne de pénétration à celle que nous assuraient déjà le fleuve Rouge et la voie de Lang-Son-Lang-Tchéou. (*Très bien! très bien!*)

Les procès-verbaux de cette vaste délimitation générale ont été échangés en octobre dernier, il y a quelques mois à peine, à Pékin. Cette frontière est définitive. (*Très bien! très bien! au centre et sur divers bancs.*) Elle est définitive et elle est pacifiée. (*Très bien! très bien!*)

L'extinction de la piraterie a été l'objet d'arrangements successifs à la suite de la convention de 1895 : établissement de Commissions mixtes chargées de surveiller la police des deux côtés de la frontière ; organisation de postes militaires mis en contact pour exercer ladite police ; mesures prises vis-à-vis des rassemblements qui se forment sur l'un et l'autre des deux territoires ; exécution du service de police dans l'archipel du Tonkin.

Ainsi, la piraterie ne trouvant plus au delà de nos frontières l'abri qu'elle s'était habituée à y rencontrer a fini par disparaître, et les charges qui pesaient de ce chef sur la colonie et sur la métropole se sont trouvées du même coup considérablement allégées.

La frontière constituée et pacifiée, il fallait la mettre en valeur au point de vue de l'intérêt principal qu'elle présente, c'est-à-dire la pénétration et la protection de notre commerce dans les provinces méridionales de la Chine. C'est ce qui a été fait, tant par la convention de 1895 que par les arrangements qui ont suivi.

Quatre villes chinoises de la frontière ont été ouvertes au commerce : Lang-tchéou, Mong-tsé, Sémao et Man-Hao ; six consulats français nouveaux ont été créés, tant dans les régions frontalières que dans d'autres parties de l'Empire chinois ; Tong-hing, Sémao, Kokéou, Hai-how (île d'Hainan), Tchong-king et Tché-fou.

Les droits de douane sur la frontière ont été modifiés de telle façon qu'ils permettent le transit des marchandises originaires de la Chine à travers

notre possession du Tonkin, ce qui était un des buts principaux que nous nous étions proposés (*Très bien! très bien!*); le raccordement du réseau télégraphique a été exécuté; l'exploitation des mines de ces régions frontalières a été réservée à nos ingénieurs et à nos industriels; enfin, la création de voies de pénétration par la frontière commune est entrée en exécution. A l'heure actuelle, en vertu d'une convention passée avec la Chine, les ingénieurs de la Compagnie Fives-Lille travaillent à la construction d'un chemin de fer qui, partant du Tonkin, doit se diriger sur Lang-Tchéou, puis sur Pé-Sé et au delà; nous aurons ainsi posé le premier rail qui mettra en communication un pays étranger avec l'Empire chinois.

En outre, par un acte plus récent encore, celui du 12 juin 1897, il a été décidé qu'une autre voie de pénétration serait établie entre le Tonkin et le Yunnan et aboutirait à Yunnan-Fou (*Très bien! Très bien!*)

Nous n'avons pas voulu que ces clauses et ces résultats restassent lettre morte pour notre commerce, et quoique ces conventions et ces accords remontent tout au plus à deux ans, vous savez que des missions importantes se sont rendues immédiatement au cœur des provinces qui se trouvent dans le voisinage du Tonkin et ont reçu partout le meilleur accueil. Je ne ferai que rappeler le voyage d'exploration de la mission lyonnaise guidée dans ses débuts par un de nos consuls, M. Rocher.

En ce moment, la mission Guillemot, composée d'ingénieurs, étudie les voies d'accès et les mines; la mission Pennequin a pour but d'établir la sécurité sur les routes qui avoisinent immédiatement la frontière. D'autres se préparent et vont suivre; des médecins, des pharmaciens les accompagneront et s'installeront dans les principales villes; des hôpitaux et des écoles se fondent.

Les parties voisines du Tonkin sont-elles les seules qui aient attiré notre attention?

Non, messieurs! le 11 octobre 1896, M. le capitaine de vaisseau Boutet et M. Claudel, gerant du vice-consulat de France à Fou-Tchéou, passaient, au nom du Gouvernement de la République, avec le maréchal Yu, haut commissaire impérial, un contrat pour l'envoi d'une mission française appelée à réorganiser l'arsenal de Fou-Tchéou. Cette mission est en plein fonctionnement sous les ordres de l'ingénieur de la marine, M. Boyère, avec un nombreux personnel d'ingénieurs, de contremaîtres et d'ouvriers.

En outre, les nombreuses missions catholiques et les autres missions qui sont répandues dans l'Empire chinois ont partout obtenu de notre part une aide efficace.

Je ne puis que rappeler brièvement le règlement d'une foule de questions pendantes depuis des années, celle de la mission du Kouang-Si, celle de la mission du Thibet, celle de la mission du Yu-pé septentrional, la réintégration des missions de Bathang et de Ye-Kalo. Là où des dommages ont été causés, nous avons toujours obtenu la punition des coupables et les indemnités que nous avons réclamées; elles s'élèvent en deux ans au chiffre de 4,600,000 fr.

Mais ce qui est plus éloquent que ces chiffres, c'est la sécurité qui, si on fait la comparaison avec l'état de choses antérieur, entoure maintenant nos missions en Chine.

J'ajouterai qu'à la suite des longues et laborieuses négociations de notre ministre en Chine, nous avons obtenu le rétablissement intégral de la convention conclue en 1895 par M. Barthélemy, ministre de France, qui assure à nos missions le droit d'acquérir des terrains et des immeubles dans l'intérieur de la Chine. Cette convention était restée jusqu'ici lettre morte.

Enfin, messieurs, je rappellerai l'obtention récente d'une indemnité de 760,000 fr. pour les vexations qu'avait eu à subir la Compagnie de navigation Marty et d'Abbadie, dont le service met en communication les ports du Tonkin et ceux de la Chine méridionale.

La Chambre comprendra qu'il me soit impossible d'entrer dans des détails précis sur des négociations en cours, et sur d'autres résultats qui ont égale-

ment une grande importance. Elle comprendra la réserve qui m'est imposée; mais elle gardera, je l'espère, de cet exposé rapide l'impression qu'une activité incessante a présidé depuis trois ans au travail de notre diplomatie dans cette partie du globe. Nous avons, dans tous les ports de la Chine et dans les coins les plus reculés du pays, des pionniers qui travaillent avec persévérance, souvent avec héroïsme, à reprendre notre action et notre influence. Qu'on compare ces résultats pratiques avec ceux qui ont suivi la brillante, coûteuse et inutile campagne de 1860, et l'on appréciera l'œuvre de la diplomatie de la troisième République.

Certes, messieurs, il nous reste encore beaucoup à faire. Il nous reste surtout à demander à notre commerce et à nos capitaux plus d'activité, plus de hardiesse, plus de persévérance. L'Angleterre et l'Allemagne accroissent sans cesse leurs relations commerciales avec la Chine. Les nôtres ne se développent pas dans la même proportion. Pourquoi? Les rapports de nos consuls répondent à cette question. Notre commerce est timide, hésitant, j'allais dire indifférent. A l'heure présente, si l'action du Gouvernement ne se faisait pas sentir par tous les moyens que je viens de rappeler et par le zèle de ses agents, il n'y aurait pour ainsi dire pas, dans la Chine entière, de véritables représentants de l'influence française. Voilà le mal sur lequel je crois devoir attirer l'attention de la Chambre et du pays. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

Mais, messieurs, je ne tiens pas à quitter le terrain politique sur lequel on m'a appelé. Je n'ai d'ailleurs aucun embarras à m'expliquer.

La France a toujours pensé, elle pense encore qu'un cataclysme qui amènerait la chute de l'Empire chinois aurait pour le monde les conséquences les plus funestes. Aucune nation n'est prête à soutenir le fardeau d'un pareil héritage.

Nous désirons donc, quant à nous, que l'Empire chinois subsiste, qu'il s'améliore, qu'il s'adapte aux nécessités de la vie moderne, que ses provinces, qui sont des royaumes, s'ouvrent aux rivalités pacifiques de toutes les puissances européennes. Mais aussi nous désirons, nous voulons fermement qu'aucune atteinte ne soit portée à notre situation particulière tant dans l'ensemble de l'Empire que dans les provinces qui avoisinent notre colonie de l'Indo-Chine.

De ce côté nous avons des droits qui nous imposent des devoirs particuliers. Nous veillerons avec la plus vigilante attention à les défendre; nos précautions sont prises.

Sans nous laisser entraîner à de vaines convoitises ou à des manifestations stériles, nous ferons en sorte que le développement pacifique dont je viens de vous faire le tableau pour le passé ne soit ni restreint ni entravé pour l'avenir.

Je me hâte d'ajouter que j'ai, quant à moi, la confiance que toutes les puissances européennes ont dans ces conditions si complexes le sentiment de ce qu'elles se doivent réciproquement.

Les Gouvernements n'ignorent pas que le problème qui a paru se poser est trop difficile par lui-même pour qu'on puisse entreprendre de le résoudre dans la mésintelligence et dans la discorde. Nous comptons, au contraire, sur leur sagesse et sur leur modération. Quant à nous, nous travaillerons sincèrement à chercher les combinaisons conciliantes qui maintiendront l'harmonie des intérêts et des efforts pour le plus grand bien de la civilisation et de l'humanité. (*Applaudissements au centre et sur divers bancs.*)

M. Millerand. — Dans le cours des observations que je demande à la Chambre la permission de porter à la tribune, je n'ai point l'intention, pas plus que mon honorable ami M. Goblet, de me livrer à des recriminations sur une politique que nous avons déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de discuter. Mais à l'heure où cette Chambre aborde le dernier budget des affaires étrangères qu'elle aura à voter, il ne me semble pas inutile de constater en quelques mots

quels sont les résultats pratiques, positifs, auxquels cette politique a abouti.

M. le Ministre des affaires étrangères s'est expliqué sur l'attitude qu'il a eue dans le conflit gréco-turc. Une fois de plus il me permettra de rectifier l'attitude qu'il prête à ses adversaires, aux adversaires de sa politique, et qui n'est point exacte.

Nous n'avons pas demandé à la France de jouer un rôle de neutralité et d'abstention, nous ne lui avons pas demandé de se désintéresser des graves événements qui s'agitaient en Orient. Nous avons demandé aux hommes politiques qui étaient à la tête de nos affaires en 1897, de s'inspirer de la conduite que, onze ans plus tôt, leurs prédécesseurs avaient tenue. Nous ne leur avons pas demandé de rompre le concert européen, mais d'y tenir la conduite et le rôle que la France républicaine y devait tenir. qu'elle y avait tenus en 1886 et que sans aucun inconvénient pour ses intérêts, pour son plus grand bien au contraire, elle pouvait et devait continuer à y tenir. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*)

Que nous a-t-on répondu? Rien.

On n'a pas répondu à ces reproches, on n'a point discuté cette politique, on s'est appliqué à en discuter une autre, qui n'est pas, qui n'a jamais été la nôtre.

On a dit — et je suis bien aise de relever cette constatation — on a dit, ou plutôt, comme il convenait à un ministre des affaires étrangères, on a laissé entendre que, si l'Europe avait laissé se produire la guerre gréco-turque, c'est qu'il y avait des intérêts financiers considérables engagés en Grèce, c'est que la Grèce, bien avant la guerre, ne payait plus l'intégralité de ses coupons, et on a ajouté : « Si la France avait négligé cette situation financière de la Grèce; si, adoptant la politique sentimentale que prônait M. Denys Cochin dans la séance de samedi, elle avait feint de se désintéresser de ces préoccupations matérielles, est-ce que les autres puissances s'en seraient désintéressées? »

Non, sans doute! mais le reproche que nous vous adressons, c'est précisément de vous être mis à la suite des puissances qui avaient ces intérêts et qui servaient ces préoccupations exclusives. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Sans doute, il est incontestable que certaines puissances n'auraient pas manqué de soulever ces questions financières auxquelles elles attachent tant d'importance. Mais notre rôle dans le concert européen, dont vous estimiez, avec raison, ne pas devoir vous séparer, consistait à faire valoir d'autres considérations, à faire entendre un autre langage.

J'entends bien, monsieur le Ministre, que vous prétendez qu'en toute occasion vous avez adopté une attitude favorable aux intérêts de l'hellénisme.

C'est votre prétention, mais les faits ne justifient pas cette prétention.

L'honorable M. Denys Cochin l'a établi d'une manière irréfragable dans la séance de samedi. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Oui, il y eut une heure où vous avez senti la responsabilité qui pesait sur vous et où vous avez commencé à prendre des initiatives en faveur de la Grèce.

Quand donc? quand il était trop tard! quand, par votre inertie, par votre politique à la suite, vous aviez laissé s'allumer l'incendie, et quand il s'agissait de l'éteindre. Oui, après la guerre gréco-turque, quand l'Europe tout entière a senti qu'il était nécessaire d'arrêter le Turc...

M. le Ministre des affaires étrangères. — Nous l'avons fait avant!

M. Millerand. — ... à ce moment-là, vous vous êtes joint aux autres puissances pour tâcher d'arrêter des progrès qui vous paraissaient menaçants; à ce moment, vous avez fait entendre des paroles que vous auriez dû faire entendre précédemment, avant la déclaration de la guerre.

Vous avez invoqué, et M. Decrais invoquait l'autre jour, comme un titre en

faveur de votre diplomatie européenne d'avoir empêché l'explosion d'une guerre européenne.

Sans doute vous avez empêché six puissances qui étaient résolues à faire tous leurs efforts pour conserver la paix, de se déclarer en guerre. Oui ! vous avez conservé la paix européenne que toutes les grandes puissances d'Europe étaient unanimes à vouloir maintenir ; mais ce que vous n'avez pas pu faire parce que, je le répète, — et c'est là notre grief essentiel, — vous n'avez pas joué dès le début le rôle qu'il y a onze ans vous aviez joué, qui vous appartenait encore aujourd'hui, c'était d'empêcher de s'allumer une conflagration que votre intervention autorisée aurait pu prévenir si, au lieu de vous placer devant la Grèce en juge sévère, vous associant par avance à toutes les mesures coercitives que proposaient les autres puissances, l'Allemagne en tête, vous aviez, comme en 1886, fait entendre à la Grèce des conseils de sagesse et d'amitié ; elle ne demandait qu'à les entendre, elle ne demandait qu'à les recevoir. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rumeurs au centre.*)

Quiconque a lu avec quelque attention les Livres jaunes de 1886 et de 1897 vérifiera la justesse de mes paroles. En 1897 comme en 1886, la Grèce eut été heureuse de ne pas se laisser entraîner jusqu'au bout ; mais si, en 1886, elle a trouvé dans la France la puissance amie qui lui a fourni le prétexte nécessaire, indispensable pour qu'elle pût sans humiliation entendre la voix de la sagesse. en 1897 ce conseil ami lui a manqué. Cette puissance, qui défendait alors les intérêts de la Grèce tout en lui donnant des avis de prudence, au lieu de se trouver à ses côtés pour la conseiller, la protéger, était contre elle parmi ses adversaires déclarés.

Voilà pourquoi nous persistons à croire que notre diplomatie a commis, au début des affaires gréco-turques, une faute irréparable par les conséquences où elle nous a conduits.

J'entendais tout à l'heure M. le Ministre faire l'énumération des résultats qu'il a obtenus. Qu'il me permette de lui dire : il ne me paraît pas avoir répondu aux questions si précises que, sur ce point, M. Goblet lui a adressées. Sans doute vous avez obtenu du Sultan la promesse de l'évacuation de la Thessalie. Mais comment conciliez-vous cette promesse, même subordonnée aux premiers versements à faire par la Grèce de l'indemnité de guerre, avec la dépêche qu'a lue tout à l'heure M. Goblet et qui n'a pas été démentie par vous ?

Vous nous promettiez, il y a dix-huit mois, que le règlement de l'autonomie crétoise était une question qui serait résolue en peu de mois. M. Goblet vous a demandé où elle en était ; vous n'avez pas répondu. Pour la nomination du gouverneur, vous nous avez donné l'assurance que vous étiez prêt à collaborer avec les puissances qui demandaient la nomination du prince Georges de Grèce au poste de gouverneur général de Crète.

Et devant cette déclaration, cette réflexion — que faisait tout à l'heure M. Goblet — vient invinciblement à l'esprit : Comment se fait-il que notre diplomatie n'ait pas, il y a dix-huit mois, fait les mêmes efforts qu'elle fait aujourd'hui pour obtenir une solution qui alors aurait empêché tous les malheurs qui se sont déroulés depuis ?

Vous nous dites, monsieur le Ministre des affaires étrangères, que les circonstances ne sont pas les mêmes. Je l'entends : ce que je vous reproche, ce n'est pas de n'avoir pas réussi il y a dix-huit mois, c'est de n'avoir pas essayé de réussir.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Vous avez tort de me le reprocher ; je l'ai essayé.

M. Millerand. — Il y a un autre résultat plus éclatant, celui-là encore, et qui juge d'une façon plus sévère la politique de notre Gouvernement.

Avant la guerre gréco-turque, quelle était la situation en Orient ? La puissance du Sultan était absolument affaiblie et quand on parlait de lui, on en parlait encore comme de « l'homme malade ».

M. le Ministre des affaires étrangères. — Beaucoup de gens en parlaient fort légèrement, en effet.

M. Millerand. — Mais les orateurs de l'opposition dans le Parlement français n'étaient pas les seuls à parler ainsi, monsieur le Ministre des affaires étrangères. Je comprends que vous attachiez peu d'importance à leurs propos. C'était ailleurs, dans d'autres Parlements, des ministres, des hommes d'Etat, qui tenaient le même langage et j'ose dire qu'il est impossible de soutenir que la situation du Sultan n'a pas été considérablement renforcée par la guerre gréco-turque. C'est là un point sur lequel il ne peut pas y avoir de contestation.

Mais ce n'est pas le seul résultat de cette guerre que vos efforts n'ont pas réussi à empêcher d'éclater. En même temps que vous rendiez à la puissance musulmane une grandeur qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps, vous opérez dans la situation respective des puissances à Constantinople un changement sur lequel il serait cruel d'insister, mais qu'il est indispensable, je ne dis pas de signaler, — tout le monde le connaît, — mais de rappeler.

Est-il vrai qu'il y a dix-huit mois, à Constantinople, la France, malgré ses fautes, malgré ses erreurs, avait encore une situation prépondérante qu'elle a perdue aujourd'hui, au profit de qui? Demandez-le à toutes les correspondances qui viennent d'Orient: demandez-le à tous les hommes qui connaissent la situation exacte à Constantinople. Ils vous répondront que l'Allemagne, dans toutes les branches et sur tous les points, a pris la situation qui nous appartenait autrefois.

Voilà le résultat direct, malheureusement incontestable...

M. le Ministre des affaires étrangères. — Absolument contestable. (*Inter-
rptions à l'extrême gauche. — Très bien! très bien! au centre.*)

M. Millerand. — Monsieur le Ministre, je n'entends pas obtenir de vous une adhésion à une constatation aussi affligeante; je me contente simplement de la formuler à cette tribune, sachant que tous ceux qui se sont occupés d'avoir sur ce point des renseignements un peu précis et un peu impartiaux, puisés à toutes les sources, ont abouti à la même conclusion: c'est l'accroissement de l'influence allemande se substituant d'une façon malheureusement trop certaine à l'influence française en déclin. Je me contente de constater, et je passe.

Mais au moment où je signale ce résultat, j'ai bien le droit de demander à qui il est dû, à quelles causes. Et lorsque je me rappelle ce que nous avons trouvé dans les Livres jaunes que nous avons feuilletés et discutés à cette tribune, l'an dernier, lorsque je me rappelle qu'à chaque page de ces Livres jaunes nous avons constaté que la diplomatie française attendait le mot d'ordre d'une autre diplomatie, et quand je suis obligé maintenant de constater que la diplomatie, dont nous suivions les indications et dont nous avons été, du premier jusqu'au dernier jour, non seulement l'alliée, mais je puis dire la servante fidèle, que cette diplomatie étrangère s'est trompée, à la fois, à son détriment et au nôtre, j'ai, après l'honorable M. Goblet, le droit de vous poser la question qu'il y a dix-huit mois je vous posais moi-même à cette tribune.

Vous vous refusez, monsieur le Ministre des affaires étrangères, aujourd'hui comme il y a dix-huit mois, à y répondre. Vous ne pouvez pas empêcher cependant que le pays ne vous la pose avec insistance.

Où ou non, les toasts qui ont été échangés sur le *Pothuau* ont-ils consacré une situation nouvelle ou, au contraire, le mot qui, pour la première fois, a paru dans ces toasts n'a-t-il été qu'une étiquette nouvelle apposée sur des conventions anciennes, auxquelles rien n'a été ajouté? Y a-t-il depuis le mois d'août, entre la France et la Russie, un traité nouveau, ou n'y a-t-il, au contraire, qu'un mot nouveau, sans convention nouvelle?

Et quelle que soit la vérité sur l'une ou l'autre de ces deux hypothèses, que

vous avez décoré du nom d'« alliance » une simple convention, ou qu'au contraire vous avez réussi à obtenir un traité nouveau, contenant des clauses nouvelles, j'ai le droit de retourner contre vous la phrase que vous prononcez tout à l'heure, et de vous dire : Vous nous invitez à juger cette alliance d'après ses résultats. Mais c'est à cause des résultats précisément effectifs qu'elle a produits jusqu'ici qu'avec plus d'insistance que jamais j'ai le droit de vous demander : Qu'est-ce que c'est donc que l'alliance franco-russe? (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

Non pas, vous l'entendez bien, quels sont les détails et les phrases de ce traité; je n'ignore pas que vous avez le droit de les tenir secrets et j'entends que votre allié peut vous en avoir fait un devoir; mais il y a quelque chose que vous n'avez pas le droit de taire, de dissimuler à ce pays : quel est le sens, quelle est la portée et la valeur de ce contrat? Nous sommes liés avec la Russie, pourquoi faire? Est-ce que c'est simplement, comme on l'a dit et imprimé, sans aucune sanction d'authenticité, bien entendu, pour le maintien de la paix? Est-ce que cette alliance n'est que la consécration pure et simple de tous les traités, de tous les instruments diplomatiques, qui, depuis vingt-sept ans, ont été passés en Europe? Mais si cela est vrai, est-ce que, par hasard, nous n'aurions pas passé un marché de dupes? Est-ce que, par hasard, le résultat le plus immédiat et le plus clair de cette alliance ne serait pas simplement, en dégagant de toute inquiétude la grande puissance qui est notre voisine, de lui laisser les mains libres partout ailleurs? Est-ce que, s'il en était ainsi, l'Allemagne, rassurée sur nos intentions, n'aurait pas, par ce fait même, toute licence pour aller ailleurs, soit en Extrême-Orient, soit sur tout autre point du monde, combattre à l'aise notre influence, concurrencer notre commerce et notre industrie? Et, si cela est, j'ai le droit de vous demander, monsieur le Ministre, quel est le sens, quelle est la portée, quelle est l'utilité d'un tel traité.

A un moment sans doute, l'entente franco-russe, avant même qu'on parlât de traité, a eu une utilité incontestable que nous avons été les premiers à reconnaître. Il n'est pas douteux que lorsque, pour la première fois, cette entente s'est affirmée devant le monde, il en est résulté pour notre pays une augmentation de prestige et d'influence. Mais ce que je crains d'avoir à vous reprocher, c'est d'avoir laissé amoindrir, avant même d'en avoir usé, le bénéfice que vous aviez retiré de l'entente avec la Russie. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Ce que je crains, c'est que, grisé vous-même par les acclamations qui avaient salué cette entente, vous ne vous soyez contenté de mots et qu'aujourd'hui la réalité ne nous fasse chèrement expier les illusions auxquelles une partie de ce pays s'était laissé aller.

Messieurs, je crois qu'il est indispensable que, sur ce point, le Gouvernement parle. Il le peut, il le doit.

S'il garde le silence, c'est, en effet, sur les résultats seuls, sur les faits connus, que votre politique sera jugée; et, permettez-moi de le dire, depuis trois ans nous avons vu par quels faits, par quels résultats elle s'est affirmée.

Notre visite à Kiel en 1895, notre intervention dans la guerre sino-japonaise quelque temps après...

M. le Ministre des affaires étrangères. — Je vous ai dit tout à l'heure quels étaient ces résultats.

M. Millerand. — Monsieur le Ministre, je ne conteste pas les résultats dont vous avez parlé tout à l'heure; je me contente simplement de douter que les résultats partiels, dont l'avenir seul permettra de vérifier la valeur, équilibrent seulement — je ne voudrais pas me servir de termes qui dépassât ma pensée — l'amoindrissement qui a paru résulter pour la France, pour la France blessée de 1871, du rôle qui lui a été assigné à Kiel, dans ce rendez-vous où ses vaisseaux ont été figurer pour rendre hommage à une puissance avec laquelle assurément nous sommes tenus d'entretenir des relations

de courtoisie internationale, mais vis-à-vis de laquelle aussi notre Gouvernement n'a le droit, à aucun moment, d'oublier la pensée secrète du pays. (*Applaudissements vifs et répétés à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche et à droite.*)

Je crains que notre participation aux fêtes de Kiel, que la présence de nos navires aux côtés de l'escadre allemande dans les mers sino-japonaises, n'aient porté à cette attitude nécessaire, dont nous ne saurions nous écarter, une atteinte qu'il vous sera bien difficile d'effacer; et quand aujourd'hui même on voit en Extrême-Orient, à Pékin, l'Allemagne prendre l'attitude qu'on rappelait tout à l'heure, à côté de la Russie qui elle-même défend avec tant de vigueur là-bas ses intérêts personnels; quand on constate, à Pékin du moins, dans le nord de la Chine, l'absence de la France, on a le droit, M. le Ministre, de se demander si vraiment, sans que nous le sachions, sans que les représentants du pays aient été jamais appelés à en délibérer, notre politique étrangère n'a pas subi depuis trois ans une déviation profonde. Nous n'en savons rien, parce que le traité même qui, de votre aveu, est le pivot de notre politique extérieure, nous l'ignorons; parce que nous ne pouvons savoir dans quel but, pour quelle œuvre il a été conclu, où il nous mène, à quoi il doit nous servir; parce que nous en sommes réduits, tous tant que nous sommes, sur quelques bancs que nous siégeons, à conjecturer, d'après des apparences et des faits extérieurs, la direction que vous donnez à notre politique.

Eh bien! — et c'est par là que je termine — ces faits extérieurs, ces apparences, elles parlent contre votre politique, elles la condamnent; je voudrais me tromper, je voudrais croire... — Personne n'a le droit de douter des sentiments que j'exprime à la tribune (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche*); — je voudrais croire que nous interprétions mal les faits. Je le souhaite ardemment, mais j'ai peut-être le droit de demander au Gouvernement, à M. le président du Conseil, de donner à ce pays, sur un événement considérable qui met en question son avenir tout entier, les éclaircissements que nous avons jusqu'à ce moment réclamés en vain. Je les lui demande encore, et j'espère que je ne les lui demanderai pas inutilement. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

M. le président du Conseil, ministre de l'agriculture. — Après le résumé si complet que vous a présenté M. le Ministre des affaires étrangères, des actes de notre Ministère depuis deux ans et qui prouve, je n'hésite pas à le dire, que la direction des affaires extérieures de la France a été remise en des mains actives, sûres et fermes, je croyais que je serais dispensé de monter à la tribune. Le Gouvernement revendique hautement la responsabilité de ce qu'il a fait, mais il n'éprouve aucun besoin d'en triompher bruyamment.

Eh bien, je dis qu'en face d'un pareil réquisitoire, j'éprouve le besoin de dire hautement devant cette Chambre, que nous sommes fiers de la politique que nous avons suivie, parce que nous sommes convaincus qu'elle est conforme à l'intérêt du pays.

Je dis, puisque l'honorable M. Millerand m'y provoque, qu'au contraire la politique qu'il nous conseillait aurait été à mon avis aussi néfaste pour la Grèce que pour la France.

Messieurs, M. le Ministre des affaires étrangères vous a expliqué comment nous avions, dans les différentes parties du monde, résolu de grandes questions depuis longtemps en suspens et qui nécessitaient une intervention active; il vous a montré les résultats heureux que nous avons obtenus pour la France, tout en conservant de bonnes relations avec les nations qui nous avaient fait d'importantes concessions. Je n'insiste pas sur ce point. Mais nous avons rencontré sur notre chemin une crise redoutable; la question d'Orient s'est réveillée dans des conditions délicates et périlleuses, et je puis

bien dire que pendant de longs mois la paix du monde a été en danger, on l'a peut-être trop oublié aujourd'hui.

Nous avons essayé d'éviter à l'Europe une conflagration générale dans laquelle la France pouvait se trouver directement engagée contre son intérêt et contre son gré. Pour arriver à ce résultat, nous avons pensé que la seule politique à suivre était celle du concert européen s'appuyant sur le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Le concert européen n'était pas possible autrement; M. Millerand l'oublie trop quand il nous reproche de ne pas avoir suivi la politique qui lui convenait. Il fait aujourd'hui l'apologie de cette politique! Qu'il me permette de la disséquer en quelques mots, telle qu'il vient de vous la présenter. Qu'aurait dû faire le Gouvernement, à entendre l'honorable M. Millerand?

M. le Ministre des affaires étrangères avait dit, dans ses déclarations : « Ce que vous réclamiez de la France, c'était en réalité son isolement, son abdication dans le conflit gréco-turc, car vous la mettiez dans l'impossibilité d'agir, par la politique même que vous lui ordonniez de suivre. »

M. Millerand, sentant la force de l'argument, cherche à y échapper et répond : « Non! nous vous demandions au contraire d'agir dans le sens de sa politique traditionnelle, de la défense des intérêts de la Grèce. »

Je réponds à mon tour à l'honorable M. Millerand : mais alors, si nous devons agir dans ce sens et nous appuyer en même temps sur le concert européen, il fallait pouvoir, du moins, nous mettre d'accord sur ce terrain avec les autres puissances. Est-ce que M. Millerand s' imagine que cet accord eût été un seul instant possible si nous avions posé comme condition, dès le premier jour, l'annexion de la Crète à la Grèce?

M. Millerand lui-même reconnaît les difficultés que nous rencontrons en ce moment pour obtenir la nomination d'un gouverneur grec dans l'île de Crète, et ose soutenir que nous aurions pu obtenir de l'Europe l'annexion de la Crète à la Grèce! M. Millerand sait bien qu'une pareille condition, c'est la dislocation immédiate du concert européen. Et alors, qu'il nous dise ce qu'il aurait fait.

Si nous avions suivi ses conseils, nous aurions donc été obligés de nous ranger seuls ou presque seuls derrière la Grèce? D'autres puissances se seraient rangées du côté de la Turquie. Je vous demande ce que la Grèce y aurait gagné, ce que la France aurait fait et ce que M. Millerand aurait dit si c'était sur nos encouragements dans le sens de ses idées que la Grèce se fût jetée dans la guerre. C'est de toute évidence : elle aurait fait inévitablement la guerre, si elle s'était sentie soutenue par nous, puisqu'elle l'a faite malgré nos conseils.

Du moins, grâce à notre politique, nous avons le droit de dire que nous n'avons pas eu la responsabilité de la pousser dans l'abîme.

Cette responsabilité, nous l'aurions assumée en suivant vos conseils, et j'entends alors M. Millerand nous dire en se retournant contre nous : Si la Grèce s'est jetée dans la guerre, c'est parce que vous l'y avez encouragée, et après l'y avoir poussée, vous l'avez abandonnée. Voilà le beau résultat auquel nous aurait conduits la politique qu'on voulait nous imposer de ce côté de la Chambre (*l'extrême gauche*). C'était l'impossibilité pour nous de défendre les intérêts de la Grèce dans le concert européen; c'était la France compromise, diminuée, paralysée par son isolement et par l'attitude qu'elle aurait prise vis-à-vis des autres puissances.

Et ici j'admire l'argumentation de M. Millerand quand il vient nous dire : Le résultat de votre politique a été de grandir la Turquie et de laisser prendre à l'Allemagne auprès du Sultan un ascendant que cette puissance n'avait pas auparavant.

Je réponds à M. Millerand : il y a un moyen très simple de prendre à Constantinople la position que, selon vous, y a prise le grand Empire dont vous parlez; il fallait pour cela faire ce que l'Allemagne a fait auprès du

Sultan, c'est-à-dire suivre une ligne de conduite absolument opposée à celle que vous réclamiez vous-même. Est-ce là ce que vous vouliez ?

Qu'auriez-vous dit à ce moment, si, pour accroître notre influence à Constantinople, nous nous étions rangés du côté de la Turquie contre la Grèce ? Est-ce à ce prix qu'il fallait, selon vous, conquérir la situation prépondérante dont vous parlez ? (*Applaudissements au centre et sur quelques bancs à gauche.*)

Vous oubliez de dire d'ailleurs que c'est moins aux dépens de la France qu'aux dépens d'autres nations que cette évolution s'est opérée.

Quand M. Millerand vient nous dire que nous marchons à la remorque de la politique allemande, il tente une diversion habile. Mais il sait très bien que cette critique ne peut nous atteindre et que nous ne méritons pas ce reproche : nous faisons une politique française, une politique nationale. Il est vrai que nous ne dissimulons pas que la France n'est pas seule au monde, et si elle est une grande nation, si elle a des intérêts partout, pour les défendre, elle est obligée de fixer son attention sur toutes les puissances ; il ne lui est pas permis notamment de négliger l'action d'un grand pays comme l'Allemagne.

Chaque question doit, selon nous, être examinée en elle-même, exclusivement au point de vue français : en mêlant et en confondant toutes les questions, on rendrait absolument impossible toute action utile de notre diplomatie.

Un dernier mot, pour répondre à la partie principale du discours de M. Millerand. Après avoir interrogé le Gouvernement sur l'existence et sur le caractère de l'alliance russe et après avoir reçu de M. le Ministre des affaires étrangères la seule réponse qu'il puisse lui faire, M. Millerand persiste et nous dit : Je ne me contente pas de votre déclaration, je veux savoir toute la vérité ; j'ai besoin, le pays a besoin de connaître sinon les termes, au moins les conditions de cet arrangement.

M. Millerand. — Le sens !

M. le président du Conseil. — Le pays en a besoin parce qu'il craint que vous n'ayez fait un marché de dupes ; il le craint parce qu'il m'apparaît que vous n'avez pas tiré de cette union avec une grande puissance tout le parti, tout le profit que vous devriez en tirer. J'aperçois dans votre politique des lacunes, des hésitations, des difficultés que vous auriez sans doute pu résoudre en vous montrant plus exigeants.

L'honorable M. Millerand choisit bien mal son terrain pour nous adresser une pareille critique. Elle vient au lendemain du jour où l'union de la France et de la Russie a eu précisément ce résultat heureux que je signalais à la Chambre : de permettre l'accord de l'Europe sur une des questions les plus brûlantes et les plus difficiles de ce siècle. Il n'est pas douteux que, sans l'accord intime de la France et de la Russie, que vous avez pu constater si souvent et voir de si près, cette entente entre les puissances se serait plus d'une fois rompue et aurait fait place à des dissensions peut-être irrémédiables.

Je le répète, c'est cette communauté de vues et d'action qui seule a permis d'arriver à ce résultat si satisfaisant pour la France, d'empêcher une conflagration générale, d'amortir le choc entre la Grèce et la Turquie et d'amener la paix et une paix honorable, que la Grèce n'aurait jamais obtenue dans d'autres circonstances.

La France et la Russie ont joué le même rôle vis-à-vis de la Grèce, le rôle d'un avocat bienveillant qui défend avec sollicitude les intérêts qui lui sont confiés.

Qu'il me soit permis maintenant de répéter à l'honorable M. Millerand ce que disait à cette tribune M. Decrais : « L'union de la France et de la Russie est une œuvre de longue haleine, c'est avec le temps seulement qu'on pourra la juger avec ses fruits. »

La France sait très bien qu'elle est plus forte depuis qu'elle a, à côté d'elle, une alliée fidèle et sûre; elle n'ignore pas que ce grand Empire sera, un jour, par la puissance de son développement naturel et forcé, dans certaines questions l'arbitre du monde et que, ce jour-là, les problèmes qui paraissent aujourd'hui les plus insolubles se résoudront d'eux-mêmes.

Voilà pourquoi l'amitié de la France n'est pas impatiente et pourquoi elle se refuse à tenir ce langage mécontent et exigeant que réclame de nous l'honorable M. Millerand. Quand on veut avoir des amis dans le monde, et surtout quand on veut les garder, il ne faut pas leur témoigner une méfiance constante. (*Applaudissements.*) Il ne faut pas récriminer sans cesse en leur répétant, comme le fait, sur tous les tons, une certaine presse, qu'ils reçoivent plus de services qu'ils n'en rendent; il faut marcher avec eux la main dans la main et travailler l'un pour l'autre franchement, ouvertement et sans arrière-pensée. (*Applaudissements.*)

C'est la situation d'esprit de la France qui est plus juste et qui voit plus clair que vous dans l'avenir, soyez-en convaincus; c'est pour cela que l'amitié qui unit la France à la Russie, il faut bien qu'on le sache, n'est pas un sentiment superficiel et éphémère, c'est un sentiment durable, profond, qui tient aux racines mêmes de notre patriotisme, et c'est pour cela que les attaques d'une certaine presse qui préférerait d'autres alliances et les critiques de l'opposition ne parviendront ni à l'altérer ni à l'affaiblir. (*Vifs applaudissements au centre.*)

GRANDE-BRETAGNE

Voici le discours du Trône lu à l'ouverture du Parlement qui a eu lieu le 8 février :

Mylords et Messieurs,

Mes relations avec les diverses puissances continuent à être amicales. Les négociations entre le Sultan et le Roi de Grèce se sont terminées par la signature d'un traité de paix entre les deux souverains, traité qui ne modifie pas à proprement parler la situation territoriale réciproque des deux Etats.

La question relative à l'établissement d'un Gouvernement autonome pour l'île de Crète a été examinée par les puissances. La difficulté qu'on a eue à arriver à un accord unanime sur quelques points a prolongé excessivement leurs délibérations; mais j'espère que ces obstacles seront surmontés d'ici à peu de temps.

On a reçu des renseignements qui paraissent dignes de foi et d'après lesquels le Khalifa aurait l'intention de s'avancer contre l'armée égyptienne dans le Soudan, et j'ai pour cette raison donné l'ordre d'envoyer un corps de troupes anglaises à Berber pour prêter assistance à Son Altesse le Khédive.

J'ai conclu un traité d'amitié et de commerce avec Sa Majesté l'Empereur d'Abyssinie.

Le rapport de la Commission que j'ai nommée en décembre 1896 avec mission de faire une enquête sur la situation économique de quelques-unes de mes colonies des Antilles, a constaté d'une façon positive l'existence d'une grave crise dans ces colonies, crise occasionnée par une forte baisse du prix du sucre, qu'on doit surtout attribuer à la réduction des frais de production et au grand développement de cette production durant les dernières années. Mais cette baisse a été stipulée artificiellement par le système de primes aux producteurs et aux fabricants de sucre de betteraves maintenu dans plusieurs Etats européens.

Certains indices tendent à montrer que, dans ces Etats, on commence à penser que ce système est nuisible aux intérêts généraux de leur population, et des pourparlers sont maintenant engagés entre mon Gouvernement et les Gouvernements principalement intéressés, afin d'arriver à la convocation

d'une Conférence sur ce sujet, Conférence qui pourra, je l'espère, avoir pour résultat l'abolition des primes. Entre temps, des propositions de loi vous seront soumises pour porter aide aux besoins les plus pressants des colonies des Antilles, pour donner des encouragements à d'autres industries et pour aider les planteurs de cannes à sucre à surmonter la présente crise.

À la limite nord-ouest de mon Empire de l'Inde, une insurrection organisée de fanatisme, qui a éclaté, l'an dernier, le long de la frontière, a poussé beaucoup des tribus à manquer aux engagements qu'elles avaient pris avec mon Gouvernement, à attaquer des postes militaires voisins de leurs localités et même à envahir un district de populations sédentaires sur mon territoire. Je me suis vu contrainte à envoyer des expéditions contre ces tribus soulevées, afin de châtier leurs attaques et d'assurer la paix pour l'avenir. Une partie des tribus des Afridis n'a pas encore accepté les conditions de paix qui leur ont été offertes, mais partout ailleurs les opérations de notre campagne ont pleinement réussi.

Le courage et l'endurance dont les troupes britanniques et indigènes ont fait preuve, ont triomphé des difficultés presque insurmontables du pays où elles opéraient. Mais j'ai à déplorer la perte de maintes vies précieuses, tant parmi mes propres troupes que parmi celles dont les services ont été spontanément et loyalement mis à ma disposition par les princes indigènes de mon Empire indien. Les rapports ayant trait à ce sujet vous seront présentés.

La peste qui s'est déclarée, il y a plus d'un an, dans l'Inde occidentale, a réapparu en automne, et, bien que la mortalité soit moins alarmante qu'elle ne l'était l'année dernière à cette époque, elle continue d'être une cause d'anxiété. Aucun effort ne sera épargné par mon Gouvernement dans le but de restreindre le développement de ce fléau et d'en atténuer les effets, et j'ai la confiance que ces efforts seront secondés par le loyal concours de mes sujets indiens dans cette tâche difficile.

D'autre part, je me félicite d'avoir à vous annoncer que la famine qui a sévi pendant plusieurs mois dans plusieurs vastes régions peut être maintenant considérée comme touchant à son terme, excepté dans une petite partie de la présidence de Madras, et qu'il est permis de compter sur une année prospère tant pour l'agriculture que pour le commerce dans tous mes Etats de l'Inde.

Messieurs de la Chambre des communes,

Les évaluations budgétaires pour cette année seront soumises à votre examen. Elles ont été établies avec le plus grand désir de réaliser des économies : mais, vu les énormes armements qui sont actuellement maintenus par d'autres nations, le devoir qui m'incombe de pourvoir à la défense de l'Empire rend nécessaires des dépenses supérieures à celles qui ont été faites antérieurement.

Mylords et Messieurs,

Vous serez saisis d'un projet de loi tendant à organiser en Irlande un système de Gouvernement local à peu près semblable à celui qui a été établi en Grande-Bretagne dans le courant des dernières années. Des projets de lois ayant pour but d'assurer l'augmentation de la force numérique et les qualités de l'armée et d'améliorer les conditions actuelles du service militaire vous seront également soumis.

Des projets de lois pour donner aux accusés la faculté d'être entendus devant les Tribunaux en défense de leur propre cause, pour diminuer les frais et améliorer la procédure dans la question des projets proposés par des députés pour la réforme de la législation de l'Ecosse, ont déjà été soumis maintes fois au Parlement. Je veux espérer que, dans le cours de la session actuelle, vous pourrez arriver à une décision définitive sur ces importants sujets.

Vous serez saisis d'un projet de loi tendant à faciliter la création de municipalités dans la circonscription administrative du comté de Londres.

On appellera également votre attention la plus sérieuse sur un projet modifiant la loi sur l'obligation de la vaccine.

Un projet tendant à réformer certains abus, qui ont été remarqués dans le patronage des sièges ecclésiastiques, d'autres destinés à constituer une université d'enseignement pour Londres, à modifier la loi concernant les prisons, à régler en partie la question de l'instruction secondaire, à modifier la loi se rapportant au fond de la marine mercantile, à empêcher la fraude dans l'administration des Compagnies à responsabilité limitée d'établir une meilleure délimitation des droits du propriétaire foncier et du tenancier, à l'expiration d'un bail agricole, et à prévenir la sophistication des denrées et des médicaments, vous seront présentés si le temps dont vous disposerez vous permet de statuer sur ces projets.

Je recommande sincèrement vos importantes délibérations à la sollicitude et aux inspirations du Dieu tout-puissant.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITES, CONVENTIONS, PROTOCOLES

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Acte additionnel du 4 mai 1896 modifiant les articles 2, 3, 5, 7, 12, 20 de la convention du 9 septembre 1886 (1) et les numéros 1 et 4 du protocole de clôture y annexé.

S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand ; S. M. le Roi des Belges ; S. M. le Roi d'Espagne, en son nom, S. M. la Reine-régente du royaume ; le Président de la République Française ; S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; S. M. le Roi d'Italie ; S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg ; S. A. S. le Prince de Monaco ; S. A. le Prince de Monténégro ; le Conseil fédéral de la Confédération Suisse ; S. A. le Bey de Tunis, également animés du désir de protéger d'une manière toujours plus efficace et plus uniforme les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure un acte additionnel à la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, concernant la création d'une Union internationale pour la protection desdites œuvres, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse : S. Exc. M. Paul Reichardt, conseiller intime actuel, directeur au département des Affaires étrangères ; S. Exc. M. le professeur Dr Otto Dambach, conseiller intime actuel ; M. le Dr Franz Hermann Dungs, conseiller intime, conseiller rapporteur au département de la Justice ; M. Félix von Müller, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris.

(1) V. *Archives*, 1888.

S. M. le Roi des Belges : M. le baron Auguste d'Anethan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près le Gouvernement de la République française ; M. Jules de Borchgrave, secrétaire de la Chambre des représentants ; M. le Chevalier Edouard Descamps, membre de l'Académie royale de Belgique, sénateur.

S. M. catholique le Roi d'Espagne, en son nom S. M. la Reine régente du royaume : M. le Marquis de Novallas, premier secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Paris.

Le Président de la République française : M. Charles de Saulce de Freycinet, membre de l'Académie française, sénateur ; M. Henri Marcel, ministre plénipotentiaire, sous-directeur des Affaires commerciales au ministère des affaires étrangères ; M. Charles Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris ; M. Eugène Pouillet, bâtonnier de l'Ordre des avocats ; M. Louis Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes : M. Henry Howard, ministre plénipotentiaire à l'ambassade de S. M. britannique à Paris ; Sir Henry G. Bergne, chef du département commercial et sanitaire au Foreign Office.

S. M. le Roi d'Italie : M. le Commandeur Luigi Roux, docteur en droit, ancien député ; M. le Chevalier Georges Polacco, premier secrétaire de l'ambassade d'Italie à Paris.

S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg : M. Henri Vannerus, chargé d'affaires du Luxembourg à Paris.

S. A. S. le Prince de Monaco : M. Hector de Rolland, conseiller d'Etat, avocat général près le tribunal supérieur de Monaco ; M. Louis Mayer, chef du cabinet de S. A. S. le Prince de Monaco.

S. A. le Prince de Monténégro : M. Henri Marcel, ministre plénipotentiaire, sous-directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères de France.

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse : M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Gouvernement de la République française.

S. A. le Bey de Tunis : M. Louis Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — La Convention internationale du 9 septembre 1886 est modifiée ainsi qu'il suit :

I. — *Article 2.* — Le premier alinéa de l'article 2 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. »

Il est, en outre, ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées. »

II. — *Article 3.* — L'article 3 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent Acte additionnel. »

III. — *Article 5.* — Le premier alinéa de l'article 5 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée. »

IV. — *Article 7.* — L'article 7 aura la teneur suivante :

« Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

« A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux faits divers. »

V. — *Article 12.* — L'article 12 aura la teneur suivante :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays. »

VI. — *Article 20.* — Le deuxième alinéa de l'article 20 aura la teneur suivante :

« Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union. »

Article 2. — Le protocole de clôture annexé à la Convention du 9 septembre 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

I. — *Numéro 1.* — Ce numéro aura la teneur suivante :

« 1. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

« A. — Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

« B. — Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

« Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de la reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit. »

II. — *Numéro 4.* — Ce numéro aura la teneur suivante :

« 4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

« L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

« A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

« Les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne et du présent numéro du protocole de clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.

« Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union. »

Article 3. — Les Pays de l'Union qui n'ont point participé au présent Acte additionnel seront admis à y accéder en tout temps sur leur demande. Il en sera de même pour les Pays qui accéderont ultérieurement à la Convention du 9 septembre 1886. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

Article 4. — Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 9 septembre 1886.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, dans la forme adoptée pour cette Convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

Il entrera en vigueur, trois mois après cet échange, entre les Pays qui l'auront ratifié.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en un seul exemplaire à Paris, le 4 mai 1896.

Signé :

Signé :

(L. S.) : REICHARDT.

(L. S.) : OTTO DAMBACH.

(L. S.) : FRANZ-HERMANN DUNGS.

(L. S.) : VON MULLER.

(L. S.) : BARON D'ANETHAN.

(L. S.) : JULES DE BORCHGRAVE.

(L. S.) : Ch^{er} DESCAMPS.

(L. S.) : MARQUIS DE NOVALLAS.

(L. S.) : G. DE FREYCINET.

(L. S.) : H. MARCEL.

(L. S.) : CH. LYON-CAEN.

(L. S.) : EUG. POUILLET.

(L. S.) : L. RENAULT.

(L. S.) : HENRY HOWARD.

(L. S.) : H.-G. BERGNE.

(L. S.) : LUIGI ROUX.

(L. S.) : G. POLACCO.

(L. S.) : VANNERUS.

(L. S.) : H. DE ROLLAND.

(L. S.) : LOUIS MAYER.

(L. S.) : H. MARCEL.

(L. S.) : LARDY.

(L. S.) : L. RENAULT.

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Déclaration interprétant certaines dispositions de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'Acte additionnel signé à Paris, le 4 mai 1896.

Les Plénipotentiaires soussignés de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, de la Suisse et de la Tunisie, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit, en ce qui concerne l'interprétation de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'Acte additionnel de ce jour :

1^o Aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n^o 1, lettre B, du protocole de clôture modifié.

2^o Par œuvres *publiées*, il faut entendre les œuvres *éditées* dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre

dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une *publication* dans le sens des actes précités.

3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'article 10.

Les pays de l'Union qui n'ont point participé à la présente Déclaration seront admis à y accéder en tout temps, sur leur demande. Il en sera de même pour les pays qui accèderont, soit à la Convention du 9 septembre 1886, soit à cette Convention et à l'acte additionnel du 4 mai 1896. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

La présente Déclaration aura même valeur et durée que les actes auxquels elle se rapporte.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour ces actes, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1896.

Signé :

Signé :

(L. S.) : LARDY.

(L. S.) : REICHARDT.

(L. S.) : Baron d'ANETHAN.

(L. S.) : Marquis DE NOVALLAS.

(L. S.) : C. DE FREYCINET.

(L. S.) : Luigi ROUX.

(L. S.) : VANNERUS.

(L. S.) : H. DE ROLLAND.

(L. S.) : H. MARCEL.

(L. S.) : F. BÄTZMANN.

(L. S.) : L. RENAULT.

(L. S.) : Otto DAMBACH.

(L. S.) : Franz-Hermann DUNGS.

(L. S.) : VON MULLER.

(L. S.) : Jules DE BORCHGRAVE.

(L. S.) : Ch^{er} DESCAMPS.

(L. S.) : H. MARCEL.

(L. S.) : Ch. LYON-CAEN.

(L. S.) : Eug. POUILLET.

(L. S.) : L. RENAULT.

(L. S.) : G. POLACCO.

(L. S.) : Louis MAYER.

— *Exposé des motifs* présenté aux Chambres françaises pour obtenir l'approbation des actes qui précèdent :

Messieurs, un certain nombre d'Etats ont conclu, le 9 septembre 1886, à Berne, une convention par laquelle ils se sont constitués en « union internationale » pour assurer la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres

littéraires et artistiques ; quelques autres Etats ont, en outre, adhéré, depuis lors, à cette convention.

Les pays, au nombre de treize, qui font actuellement partie de l'union sont les suivants : Allemagne, Belgique, Espagne avec ses colonies, France avec l'Algérie et ses colonies et possessions, Haiti, Italie, Luxembourg, Monaco, Montenegro, Norvège, Suisse et Tunisie.

Il serait, croyons-nous, hors de propos d'entreprendre ici l'historique de la convention de Berne et, à plus forte raison, de faire un exposé général des étapes par lesquelles a passé la conception du droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres chez les diverses nations civilisées, avant que les Etats précités se soient entendus pour reconnaître et protéger la propriété intellectuelle sur leurs territoires respectifs.

Nous nous bornerons donc à rappeler les bases fondamentales sur lesquelles repose cette convention et le but que se sont proposé les Etats qui l'ont signée.

Le principe essentiel qu'elle a consacré est l'absence de toute distinction entre les auteurs étrangers et les nationaux au point de vue de la protection de leurs œuvres dans les divers pays de l'union. Les uns et les autres jouissent, en effet, dans chacun des Etats contractants, des droits que les lois de cet Etat confèrent à tous les auteurs, pourvu seulement qu'ils aient rempli les conditions et les formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre. Les pays dont la législation garantit le plus largement le droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres en laissent donc bénéficier les étrangers sans exiger pour leurs nationaux, à titre de réciprocité, la jouissance d'un traitement identique. Il n'y a qu'une restriction, d'ailleurs facultative, apportée à ce principe, et voici en quoi elle consiste.

D'après le texte actuel de l'article 2 de la convention de Berne, la jouissance du droit d'auteur ne peut excéder, dans les divers pays de l'union, la durée de la protection accordée dans le pays d'origine. D'un autre côté, on vient de voir que les auteurs jouissent, d'une façon générale, du traitement national dans chacun des Etats contractants. De la combinaison de ces deux règles il résulte donc que, dans les rapports entre deux pays dont la législation établit un délai de protection différent, c'est le délai le plus court qui est applicable. Mais ce serait une grave erreur d'en conclure que cette disposition restrictive constitue une obligation impérative et absolue pour tous les Etats unionistes. En réalité, au contraire, la convention leur laisse simplement la faculté de ne pas accorder, sur ce point spécial de la durée de la protection, la plénitude du traitement national. Ils sont, dès lors, parfaitement libres d'aller au delà et de faire bénéficier, sur leur territoire respectif, les œuvres publiées dans un des pays de l'union du délai de protection accordé par leur propre législation même si ce délai est plus long que celui qui est prévu par la loi du pays d'origine de ces œuvres.

Le but de la convention de Berne est, en somme, d'assurer aux auteurs ressortissant à l'un quelconque des pays unionistes, pour leurs œuvres littéraires ou artistiques publiées sur le territoire de l'union, une protection aussi efficace que possible de leur droit de propriété sur ces œuvres, et il ne semble pas téméraire de penser qu'elle aura pour effet d'amener peu à peu les Etats adhérents à mettre de plus en plus la législation intérieure sur la propriété intellectuelle en harmonie avec les principes qui s'y trouvent consacrés. Il suffit, d'ailleurs, pour en apprécier la portée et l'intérêt pratique, de passer en revue ses principales dispositions, dont il nous paraît, par suite, utile de donner ici un résumé succinct.

L'article 1^{er} a pour objet d'en préciser le but, qui est, comme on vient de l'indiquer, d'assurer dans tous les Etats de l'union la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

L'article 2 accorde, dans chaque Etat, aux auteurs étrangers à cet Etat le bénéfice de la législation dont y jouissent les nationaux, — sauf en ce qui concerne la durée de la protection, comme on l'a expliqué précédemment,

sous la seule réserve de l'accomplissement des conditions et des formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre.

L'article 3 rend les stipulations de la convention applicables aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans l'un des pays de l'union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

L'article 4 donne une énumération aussi complète que possible des œuvres de toute nature auxquelles s'applique l'expression « œuvres littéraires et artistiques » qui figure dans le texte de la convention.

L'article 5 réserve aux auteurs ou à leurs ayants cause le droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages pendant un délai de dix ans, à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'union.

L'article 6 assure aux traductions licites la même protection qu'aux ouvrages originaux.

L'article 7 permet la reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdite.

L'article 9 dispose que les stipulations de l'article 2 sont applicables à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales.

L'article 12 autorise la saisie de toute œuvre contrefaite à l'importation dans ceux des pays de l'union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

L'article 15 reconnaît aux gouvernements des pays de l'union la faculté de conclure séparément des arrangements particuliers qui confèreraient aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'union, ou qui renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la convention de Berne.

L'article 16 est relatif à la création d'un office international, sous le nom de « Bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques », qui est placé sous l'autorité et la surveillance de la Confédération suisse.

L'article 17 prévoit que la convention pourra être soumise à des revisions permettant d'y introduire des modifications susceptibles d'améliorer le système de l'union, au moyen de conférences internationales devant avoir lieu successivement, dans les divers Etats contractants, entre les délégués de ces Etats; il stipule, en outre, que, pour être valable, tout changement devra obtenir l'assentiment unanime des pays faisant partie de l'union.

L'article 18 donne aux pays qui n'ont pas pris part à la convention, et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette convention, la faculté d'y accéder, sur leur demande. Cette accession doit être notifiée par écrit au gouvernement de la Confédération suisse, qui est chargé d'en informer les autres Etats contractants.

L'article 19 permet aux pays accédant à la convention d'y accéder en tout temps, pour toutes colonies ou possessions, ou seulement pour une partie d'entre elles.

L'article 20 indique comment la dénonciation de la convention peut avoir lieu et dispose qu'elle n'est appelée à produire son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura effectuée, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'union.

La convention comprend, en outre, un acte additionnel stipulant qu'elle n'affecte en rien le maintien des conventions conclues antérieurement entre les Etats contractants, en tant que ces conventions confèrent des droits plus étendus que ceux accordés par l'union ou qu'elles renferment d'autres dispositions qui ne sont pas contraires à cette convention.

Enfin elle est suivie d'un protocole de clôture contenant notamment les dispositions suivantes :

Le n° 1 de ce protocole, se référant à l'article 4 de la convention, stipule que ceux des pays de l'union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques devront les admettre au bénéfice des dispositions de la convention, dès que celle-ci sera mise en vigueur. Il spécifie de plus, que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'union, de la protection légale, au sens de la convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même et dans les limites des conventions prévues entre les ayants droit.

D'après le n° 2, qui a trait à l'article 9, il est convenu que, dans ceux des pays de l'union dont la législation comprend implicitement parmi les œuvres dramatico-musicales les œuvres chorégraphiques, ces dernières sont admises expressément au bénéfice de la convention, et que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeurent réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

Aux termes du n° 3, la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé ne sont pas considérés comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

Le n° 4 décide qu'en vertu du principe posé dans son article 14, la convention est applicable aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet. A défaut de semblables stipulations entre pays de l'union, chacun de ces pays réglera, pour ce qui le concerne, par sa législation intérieure le mode d'application du principe énoncé dans l'article 14 précité de la convention.

Le n° 5 s'occupe du fonctionnement du bureau international prévu à l'article 16 de la convention et stipule notamment que la langue officielle de ce bureau sera la langue française.

Ainsi qu'on vient de le voir, la convention de Berne peut, aux termes de son article 17, être l'objet de revisions successives au moyen de conférences internationales, qui ont pour mission d'y apporter des modifications propres à améliorer le régime de l'union. Il avait, de plus, été décidé par l'article 6 du protocole de clôture annexé à la convention que la première conférence de revision tenue par les délégués des pays de l'union aurait lieu à Paris, dans un délai de quatre à six ans à partir de son entrée en vigueur, mais à une date laissée à l'appréciation du gouvernement français. Celui-ci n'avait pas perdu de vue les obligations que lui imposait cette disposition, et, dès l'année 1892, il avait chargé une commission spéciale, dite « commission préparatoire », d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la convention du 9 septembre 1886. Il avait, d'ailleurs, eu soin de désigner, pour faire partie de la commission précitée, non seulement des fonctionnaires ou des jurisconsultes, mais encore les représentants les plus autorisés des auteurs eux-mêmes, afin de mettre ces derniers en mesure d'indiquer les améliorations qu'il serait, à leur avis, le plus opportun d'introduire tout d'abord dans le régime inauguré par l'union de Berne. Après une étude approfondie de la question, cette commission fit connaître les diverses modifications qui lui semblaient devoir être apportées de préférence à la convention de 1886, pour donner satisfaction aux vœux émis par les auteurs eux-mêmes dans les divers congrès littéraires. Les intéressés ayant ainsi formulé leurs desiderata, il appartenait au Gouvernement de rechercher les moyens de transformer, s'il était possible, ces desiderata en dispositions conventionnelles obligatoires pour les parties contractantes.

S'inspirant donc des résolutions adoptées par la commission préparatoire, l'administration française elabora de concert avec le bureau de Berne, un certain nombre de propositions destinées à former le programme des travaux de cette réunion internationale. Les propositions qu'elle avait formu-

lées devaient, dans sa pensée, avoir surtout pour but de consolider ou d'étendre certaines dispositions de la convention de Berne, et elles lui paraissaient de nature à donner, en outre, satisfaction à une grande partie des vœux émis par les auteurs et les artistes dans les différents pays de l'union. En procédant comme elle l'a fait, avec une grande prudence, l'administration française a considéré qu'il était avant tout indispensable de chercher à réunir l'assentiment unanime des pays unionistes, et qu'il importait ensuite de ne pas faire obstacle à l'adhésion de nouveaux pays. Il est, en effet, préférable, à son avis, de graduer les réformes, de n'introduire que peu à peu les modifications jugées nécessaires dans la convention de Berne, puisqu'aussi bien, en prévoyant des conférences périodiques, cette convention a donné ainsi aux Etats contractants la faculté de compléter et d'améliorer par étapes successives le régime de l'union.

Dès que les mesures préliminaires exposées ci-dessus eurent été prises et que les circonstances lui parurent favorables, c'est-à-dire au mois d'août 1895, le gouvernement de la République proposa aux divers Etats contractants de fixer au 15 avril 1896 la réunion de la conférence internationale dont il s'agit. En les priant de s'y faire représenter par des délégués munis de pouvoirs réguliers, il leur signala les avantages qu'il pourrait y avoir, au point de vue de l'adhésion ultérieure du plus grand nombre possible de pays à l'union de Berne, à inviter les Etats n'ayant pas encore adhéré à la convention, et susceptibles de s'intéresser à l'objet de la conférence, à envoyer à Paris des délégués qui seraient admis à en suivre les travaux à titre officieux ; il leur annonça en même temps, son intention d'adresser une convocation dans ce sens aux autres Etats, s'ils n'y faisaient pas d'objections. Cette suggestion ayant été favorablement accueillie par les Etats unionistes, le gouvernement français s'empressa d'y donner suite. Un grand nombre d'Etats non adhérents ont accepté l'invitation qui leur fut ainsi adressée. Aussi la conférence littéraire internationale qui s'est tenue à Paris du 15 avril au 4 mai 1896 comprenait non seulement les délégués des divers pays unionistes, sauf Haïti, mais encore ceux des pays suivants : République Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Colombie, Danemark, Etats-Unis de l'Amérique du Nord, Grèce, Guatemala, Mexique, Pérou, Portugal, Roumanie et Suède.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à exposer rapidement les diverses modifications qui viennent d'être apportées à la convention de 1886, pour que l'on puisse apprécier pleinement les résultats des travaux de la conférence littéraire internationale qui s'est réunie à Paris en 1896. Ces modifications ont porté sur les articles 2, 3, 5, 7, 12 et 20 de la convention, ainsi que sur les numéros 1 et 4 du protocole de clôture annexé à cette convention.

Il y a lieu de constater tout d'abord que la discussion à laquelle a été soumise la convention de 1886 a prouvé qu'elle était satisfaisante dans son ensemble. Tous les Etats unionistes ont paru se féliciter de faire partie de l'association qu'ils ont formée, et la plupart d'entre eux ne demandent qu'à resserrer les liens qui les unissent déjà.

Les décisions de la conférence, qui ont eu pour but de faire disparaître les doutes auxquels avaient donné lieu certaines dispositions de la convention de 1886, en rendant celles-ci plus claires, et de réaliser quelques progrès, constituent donc avant tout une confirmation pleine et entière de cette convention et les améliorations dont elle vient d'être l'objet ont été conçues de manière à pouvoir être adoptées sans difficulté par tous les pays contractants.

Pour donner plus de clarté aux observations que chacune des dispositions modifiées nous semble comporter, nous croyons utile de les faire précéder des textes ancien et nouveau de ces dispositions, placés en regard l'un de l'autre.

ANCIEN TEXTE.

(*Texte de la convention de Berne
du 9 septembre 1886.*)

Art. 2.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union ou leurs ayants cause jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres soit publiées, soit non publiées, dans l'un de ces pays des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

NOUVEAU TEXTE.

(*Texte de l'acte additionnel du 4 mai
1896.*)

Art. 2.

Le premier alinéa de l'article 2 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union ou leurs ayants cause jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

Il est, en outre, ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées. »

Ainsi qu'on peut aisément le constater, en comparant les deux textes reproduits ci-dessus, le nouveau texte de l'article 2 ne diffère pas beaucoup de l'ancien. On s'est borné, en effet, à ajouter, dans le premier alinéa, les mots « pour la première fois », afin d'indiquer expressément que, pour bénéficier de la protection prévue par cet article, les œuvres doivent avoir été publiées, pour la première fois, dans un pays de l'union. On a, de plus, ajouté un cinquième alinéa au même article pour exprimer que les œuvres posthumes sont comprises dans les œuvres protégées par la convention. Il n'y avait, à vrai dire, aucune raison pour que ces œuvres ne fussent pas protégées, et il était évidemment conforme à l'esprit de la convention de 1886 de les faire bénéficier de ses dispositions ; mais, comme des doutes s'étaient produits à cet égard, il a paru préférable de trancher formellement la question.

ANCIEN TEXTE.

Article 3.

Les stipulations de la présente convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

NOUVEAU TEXTE.

Article 3.

L'article 3 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la convention de Berne et par le présent acte additionnel. »

L'article 3 a été profondément modifié : il serait même plus exact de dire qu'il a été complètement transformé. Tel qu'il est maintenant rédigé, il constitue en réalité une disposition toute nouvelle, différant essentiellement de l'ancien texte, non seulement par son libellé, mais encore par son objet.

L'ancien article 3 avait, en effet, pour but d'accorder le bénéfice de la convention de 1886 aux éditeurs des œuvres littéraires ou artistiques publiées dans l'un des pays de l'union et dont l'auteur appartenait à un pays unio-

Dans le nouvel article, au contraire, il n'est plus question des éditeurs mais bien des auteurs eux-mêmes, de ceux du moins qui ne ressortissent pas à l'un des pays de l'union. Ce sont ces derniers qui jouiront de la protection accordée par la convention de Berne et par l'acte additionnel de 1896, pour les œuvres littéraires ou artistiques qu'ils auront publiées ou fait publier pour la première fois dans l'un des pays de l'union.

En adoptant cette disposition, on a voulu encourager, dans l'intérêt même de l'union, la publication sur son territoire d'œuvres d'auteurs appartenant à des pays non contractants. Ceux-ci jouiront donc, pour les œuvres qui auront été publiées pour la première fois dans un pays de l'union, de la protection accordée par la convention aux auteurs unionistes. Mais il semble juste et il importe que leur situation ne soit pas identique à celle des ressortissants, qu'il subsiste des différences assez notables pour que les pays étrangers à l'union soient incités à y adhérer, non seulement par le désir de rendre hommage au droit, mais par l'intérêt même de leurs nationaux. Tel est précisément le résultat du nouveau texte adopté. En effet, si les auteurs ne ressortissant pas à l'un quelconque des pays de l'union sont appelés à bénéficier de la même protection que les auteurs unionistes pour celles de leurs œuvres qui auront été publiées pour la première fois sur le territoire de l'union, ils n'auront pas droit comme ces derniers, à la protection pour leurs œuvres non publiées. Il en résulte que, d'après le sens attribué au mot « publication » dans la majorité des pays contractants, un auteur dramatique, un compositeur de musique, un peintre, un sculpteur d'un pays étranger à l'union ne sera pas protégé par la convention pour l'œuvre représentée, exécutée ou exposée, même pour la première fois, dans un pays de l'union.

ANCIEN TEXTE.

Article 5.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'union.

NOUVEAU TEXTE.

Article 5.

Le premier alinéa de l'article 5 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée. »

L'article 5 est relatif au droit de traduction. Son ancien texte accordait aux auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union ou à leurs ayants cause le droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages pendant un délai de dix ans à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'union.

Le nouveau texte est beaucoup plus libéral et plus conforme à l'opinion qui n'a cessé de prévaloir en France en pareil matière. Il pose en effet, d'une manière bien nette, le principe de l'assimilation de la traduction à la reproduction, dont elle n'est, du reste, qu'une forme spéciale et décide, par suite,

que les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union ou leurs ayants cause jouiront dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit qu'ils possèdent sur l'œuvre originale. Toutefois, comme ce principe eût été considéré comme trop absolu par un certain nombre de pays, il a paru nécessaire d'y apporter une restriction avec l'espoir, il est vrai, qu'elle n'aura qu'un caractère provisoire.

La nouvelle disposition ajoutée à cet article stipule donc que ce droit de traduction cessera d'exister, lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier dans un des pays de l'union une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée. En d'autres termes, pour jouir du droit exclusif de traduction dans une langue déterminée aussi longtemps que du droit de reproduction, il sera nécessaire que l'auteur fasse paraître dans cette langue une traduction dans le délai de dix ans à partir de la publication de l'œuvre originale. Faute de l'accomplissement de cette condition, son droit de traduction tombera dans le domaine public. La restriction ne s'applique et ne peut d'ailleurs s'appliquer qu'aux œuvres publiées, puisque le délai de dix ans, pendant lequel l'auteur jouit du droit exclusif de traduction, ne court que de la publication. Pour les œuvres non publiées, au contraire, le droit de traduction est complètement assimilé au droit de reproduction. Cette distinction offre dès lors un grand intérêt pratique pour les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, représentées et non publiées, ainsi qu'on l'a expliqué précédemment, à l'occasion de l'article 3, en faisant ressortir la différence de situation qui existe entre les auteurs unionistes et non-unionistes, au point de vue de la protection de leurs œuvres non publiées.

ANCIEN TEXTE.

Article 7.

Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'union, à moins que les auteurs et éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des faits divers.

NOUVEAU TEXTE.

Article 7.

L'article 7 aura la teneur suivante :

« Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'union ne pourront être reproduits en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

« A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux faits divers. »

D'après l'ancien texte de cet article, il est admis, en principe, que les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'union peuvent être reproduits en original ou en traduction dans les autres pays de l'union, à moins que les auteurs et éditeurs ne l'aient expressément interdit. Ici donc, le droit de reproduction est général, à moins d'une interdiction qui ne peut, en aucun cas, s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des faits-divers, comme l'indique, du reste, expressément le dernier alinéa de l'article 7.

La question dont cet article est l'objet a donné lieu à une discussion prolongée entre les membres de la conférence de Paris. Plusieurs systèmes ont été proposés. Enfin, l'on s'est arrêté à une solution qui paraît plus conforme à l'esprit général de la convention de 1886 que ne l'était l'ancien texte de l'article 7. On a tout d'abord décidé que les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, seraient mis à part et que la reproduction n'en pourrait avoir lieu sans l'autorisation des auteurs, et sans qu'il fût besoin d'aucune réserve de leur part.

Cette disposition est plutôt explicative et ne constitue pas, en réalité, une innovation, car il était déjà admis depuis 1886, notamment en France, en Grande-Bretagne, en Italie et en Suisse, que les romans-feuilletons ne sont pas à proprement parler des articles de journaux, mais bien des ouvrages publiés d'une façon spéciale et qu'ils doivent, par suite, jouir de la même protection que les œuvres littéraires.

Pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, on a maintenu le système de l'ancien article 7. Ils continueront donc à pouvoir être reproduits, à moins que les auteurs ou éditeurs n'aient déclaré expressément, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Il a, de plus, été spécifié que cette reproduction, lorsqu'elle aura lieu, ne sera permise qu'à la condition d'indiquer la source, mention qui comprend non seulement l'indication du journal ou du recueil dans lequel l'article avait paru, mais aussi celle du nom de l'auteur, si l'article était signé.

Enfin, pour les articles de discussion politique, les nouvelles du jour et les faits-divers, on a purement et simplement maintenu la disposition de l'ancien texte qui décide qu'en aucun cas l'interdiction de reproduction ne pourra leur être applicable.

ANCIEN TEXTE.

Article 12.

Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

NOUVEAU TEXTE.

Article 12.

L'article 12 aura la teneur suivante :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays. »

L'ancien texte de cet article portait que la saisie des œuvres contrefaites pouvait avoir lieu à l'importation dans ces deux pays de l'union où l'œuvre originale a droit à la protection légale et conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Dans le nouveau texte, on a supprimé les mots « à l'importation » pour bien marquer que la saisie peut avoir lieu non seulement à l'importation, mais encore à l'intérieur des divers pays, et l'on s'est efforcé d'exprimer plus clairement cette pensée, qui paraît bien avoir été celle des auteurs de la

convention de 1886, en ajoutant que le soin d'opérer la saisie des œuvres contrefaites appartiendrait aux autorités compétentes des pays de l'union.

ANCIEN TEXTE.

Article 20.

... Cette dénonciation sera adressée au gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'union.

NOUVEAU TEXTE.

Article 20.

Le deuxième alinéa de l'article 20 aura la teneur suivante :

« Cette dénonciation sera adressée au gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'union. »

L'ancien texte de cet article stipulait que la dénonciation de la convention devrait être adressée au gouvernement chargé de recevoir les accessions. Il a paru préférable de désigner nominativement le gouvernement auquel cette mission a été confiée par les Etats contractants, c'est-à-dire celui de la confédération suisse.

Certaines modifications ont également été apportées aux n° 1 et 4 du « protocole de clôture » annexé à la convention du 9 septembre 1886.

ANCIEN TEXTE.

1° N° 1.

Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre à partir de la mise en vigueur de la convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ces dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenu de protéger les auteurs des dites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'union, de la protection légale, au sens de ladite convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.

NOUVEAU TEXTE.

1° N° 1.

Ce numéro aura la teneur suivante :

« Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

« A. — Dans tous les pays de l'union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la convention de Berne et du présent acte additionnel.

« B. — Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

« Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'union, de la protection légale, au sens de la convention de Berne et du présent acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions. »

Dans un premier alinéa (A), il est dit que le bénéfice des dispositions de la convention de Berne et de celles qui ont été adoptées en 1896 sera assuré non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, dans les pays de l'union où la protection est accordée à ces œuvres.

Le second alinéa (B) a pour but d'admettre, sous certaines conditions déterminées, les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue au bénéfice des mêmes dispositions.

ANCIEN TEXTE.

2^o N^o 4.

L'accord commun prévu à l'article 14 de la convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

NOUVEAU TEXTE.

2^o N^o 4.

Ce numéro aura la teneur suivante :

« L'accord commun prévu à l'article 14 de la convention est déterminé ainsi qu'il suit :

« L'application de la convention de Berne et du présent acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

« A défaut de semblables stipulations entre les pays de l'union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

Les stipulations de l'article 14 de la convention de Berne et du présent numéro du protocole de clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent acte additionnel.

« Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'union. »

L'article 14 de la convention de 1886 stipule que, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, elle est applicable à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine. Or, dans le n^o 4 du protocole de clôture, — aux termes duquel l'application de la convention sur ce point devait être réglée soit conformément aux stipulations spéciales contenues dans les conventions littéraires existantes ou à conclure à cet effet, soit, à défaut de telles stipulations, selon les dispositions de la législation intérieure de chaque pays, — les mots « dans leur pays d'origine » avaient été omis, évidemment par inadvertance, puisqu'ils se trouvent dans l'article 14. Ils ont, par suite, été rétablis dans le premier alinéa du nouveau texte de ce numéro ; car il est hors de doute que l'application de la conven-

tion doit se faire aux œuvres qui ne sont pas tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Un troisième alinéa a été ajouté dans le but de rendre les stipulations de l'article 14 de la convention de Berne et celle du n° 4 du protocole de clôture lui-même également applicable au droit exclusif de traduction, tel qu'il est admis dans le nouveau texte de l'article 5, alinéa 1^{er}.

Enfin, il est dit, dans un quatrième alinéa, que les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'union. »

On a pensé, en effet, que les pays qui entreraient dans l'union pourraient avoir autant besoin de prendre des mesures transitoires que ceux qui en font partie depuis l'origine.

Les dispositions que nous venons d'examiner forment les articles 1 et 2 de l'acte additionnel du 4 mai 1896, qui comprendra encore deux autres articles.

L'article 3 stipule que les pays de l'union qui n'ont pas participé à cet acte additionnel pourront y accéder en tout temps, sur leur demande, et accorde la même faculté à tous les pays qui adhéreront ultérieurement à la convention du 9 septembre 1886. Il leur suffira de notifier par écrit leur adhésion au Conseil fédéral suisse, qui en fera part aux autres Etats contractants.

L'article 4 et dernier porte que l'acte additionnel aura même valeur et durée que la convention de 1886; qu'il sera ratifié et que les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour cette convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année; enfin, qu'il entrera en vigueur trois mois après cet échange entre les pays qui l'auront ratifié.

Indépendamment de l'acte additionnel précité, la conférence littéraire internationale de Paris a également adopté, le 4 mai 1896, une « déclaration interprétant certaines dispositions de la convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'acte additionnel lui-même ». Cette déclaration dont on trouvera le texte ci-après, ayant uniquement pour objet de préciser le sens de quelques-unes des stipulations des deux actes internationaux dont il s'agit, nous croyons inutile d'en commenter les termes. Il convient, toutefois, de faire remarquer qu'elle n'a, en réalité, apporté aucun changement aux textes visés, dont elle donne seulement une interprétation authentique; cette interprétation ne sera donc obligatoire que pour les pays qui auront adhéré à la déclaration.

L'acte additionnel du 4 mai 1896, qui comprend l'ensemble des modifications apportées à la convention de Berne du 9 septembre 1886, a été adopté par tous les délégués des Etats unionistes représentés à la conférence de Paris, sauf par le délégué norvégien. Pour justifier son abstention, celui-ci a fait observer que la Norvège, ayant modifié, en 1893, sa législation sur la propriété littéraire et artistique dans le double but de la mettre d'accord avec les meilleurs modèles en cette matière et d'être en mesure d'adhérer à la convention de Berne (ce qu'elle vient effectivement de faire), pourrait difficilement accepter des modifications à cette convention, qui l'obligeraient à remanier, de nouveau, la législation dont il s'agit, trois ans à peine après l'époque où elle a été mise en vigueur.

La déclaration interprétative a été également approuvée par les délégués de tous les pays unionistes représentés à la conférence, y compris la Norvège, à l'exception, toutefois, des délégués de la Grande-Bretagne. Ces derniers ont, en effet, déclaré que, par suite de considérations d'ordre intérieur, ils jugeaient préférable, en l'état actuel de leur législation, de laisser aux tribunaux anglais le soin d'interpréter la convention de 1896, et que, sans y faire, en principe, d'objections, il leur était impossible d'adhérer, pour le moment, aux interprétations contenues dans la déclaration.

Quant aux vœux émis par la conférence, ils ont été votés à l'unanimité.

De tous les pays de l'union, Haïti est le seul qui n'ait pas été représenté à la conférence de Paris, uniquement parce que le délégué désigné à cet effet par le gouvernement haïtien s'est trouvé dans l'impossibilité d'y assister. Mais ce pays n'en conserve pas moins la faculté d'adhérer aux actes adoptés par la conférence, dans les conditions prévues par l'article 18 de la convention de Berne.

Il en est de même de la Norvège et de la Grande-Bretagne, qui pourront adhérer respectivement à l'acte additionnel et à la déclaration interprétative, lorsqu'elles le jugeront à propos.

Ces deux actes sont, du reste, considérés par la conférence comme formant chacun un ensemble, un tout indivisible ; il en résulte que l'adhésion à l'un ou à l'autre devra s'appliquer à la totalité des dispositions que chacun d'eux renferme, et qu'il sera, par suite, impossible d'adhérer isolément à telle ou telle de ces dispositions.

Les pays étrangers à l'union pourront, d'ailleurs adhérer, soit à la convention de 1886 dans son texte primitif, soit à la convention modifiée par l'acte additionnel, soit à la convention complétée par la déclaration interprétative.

Il va de soi, au surplus, que ceux qui auront adhéré à la convention primitive resteront libres d'adhérer plus tard, soit à l'acte additionnel, soit à la déclaration interprétative, mais, bien entendu, à la totalité de chacun de ces actes.

En résumé, les délibérations de la conférence internationale de Paris ont abouti aux résultats suivants :

Elle a précisé la signification des mots « publiées », « publication », si souvent employés dans les diverses dispositions de la convention de Berne, en décidant qu'ils devront désormais s'entendre, partout où ils se trouvent, dans le sens général d'éditer. Il en résulte que la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale et l'exposition d'une œuvre d'art ne seront pas considérées comme constituant une publication, que, par conséquent, cette représentation, cette exécution ou cette exposition, lorsqu'elles auront eu lieu dans un pays non unioniste, ne feront pas perdre à l'auteur le bénéfice des dispositions de la convention, et que le délai fixé pour le droit de traduction courra, non pas du jour de la représentation ou de l'exécution, mais seulement de celui de l'édition.

Après ce qui vient d'être dit, il est à peine besoin d'ajouter que, pour les œuvres d'art (tableaux, statues, etc.), la publication consiste et ne peut évidemment consister que dans leur « reproduction » sous une forme quelconque (gravure, photographie, lithographie..., etc.).

Il a, de plus, été spécifié que la publication dont il est question dans l'article 2 de la convention, veut dire la première publication, et que les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.

Elle a assimilé le droit de traduction, qui était limité à dix années, au droit de reproduction, pour chaque langue dans laquelle l'auteur aura publié ou fait publier une traduction dans le délai de dix ans, à partir de la première publication de l'œuvre originale.

Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, parus pour la première fois dans un journal ou recueil périodique, seront protégés, sans mention de réserve, comme toutes les autres œuvres littéraires. En outre, dans les cas où la reproduction des articles de journaux ou des revues est permise, elle ne pourra avoir lieu qu'avec l'indication de la source.

Les œuvres des architectes appartenant aux pays unionistes seront protégées dans tous les pays de l'union qui accordent cette protection à leurs nationaux.

Les œuvres photographiques ou obtenues par un procédé analogue jouiront du traitement national dans tous les pays de l'union où elles sont pro-

tégées, tandis que la convention de 1886 ne leur accordait cette protection que dans les pays où le caractère d'œuvres artistiques ne leur était pas refusé. Cette modification présente une réelle importance, notamment en ce qui concerne l'Allemagne. En effet, les photographes français, ainsi que ceux appartenant à l'un quelconque des autres pays unionistes, auront droit désormais à la protection spéciale accordée par la loi allemande aux photographes, bien qu'elle ne les considère pas comme des œuvres d'art.

Il est, au surplus, bien entendu que, pour assurer à une œuvre quelconque le bénéfice des stipulations de la convention de 1886 et de l'acte additionnel de 1896, les auteurs ressortissant aux pays unionistes n'auront, en principe, d'autres formalités à accomplir que celles auxquelles ils sont astreints dans le pays d'origine.

Telles sont les dispositions contenues dans l'acte additionnel et dans la déclaration interprétative adoptés par la conférence internationale de Paris.

Elles ne réalisent pas, il est vrai, toutes les améliorations que l'administration française avait soumises à son examen ; il semble regrettable notamment que la conférence n'ait pas cru pouvoir modifier l'article 9 de la convention dans le sens indiqué par la délégation française, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas décidé, comme l'avait proposé cette dernière, que les œuvres musicales doivent être protégées contre l'exécution non autorisée, sans que le compositeur soit astreint à faire une réserve expresse à cet effet.

On peut trouver également que le système adopté par la conférence pour formuler ses résolutions finales n'est pas sans présenter une certaine complication. D'une part, en effet, la Norvège, tout en acceptant la déclaration interprétative, et Haïti, en raison de l'absence de son délégué, restent, quant à présent, placés sous l'empire de la convention de 1886, tandis que les autres pays unionistes seront soumis aux stipulations de la convention modifiée par l'acte additionnel du 4 mai 1896, et que la déclaration interprétative ne sera pas obligatoire pour la Grande-Bretagne, qui n'a pas donné son adhésion. D'autre part, il a été admis que les pays qui demanderaient à entrer dans l'union pourront, à leur gré, accéder, soit à la convention primitive de 1886, en acceptant ou non la déclaration interprétative, soit à la convention modifiée du 4 mai 1896.

La situation assez compliquée qui en résultera et qui concorde assez mal avec l'idée d'union, n'est pas exempte d'inconvénients, mais il ne faut pas perdre de vue qu'en vertu des principes et même du texte formel de l'article 17, alinéa 3, de la convention, aucun changement à cette convention n'est valable pour l'union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent. La conférence ayant, par suite, à se préoccuper avant tout de maintenir l'entente des Etats contractants et de faciliter l'accession des autres pays à l'union, il lui aurait été bien difficile pour ne pas dire impossible de procéder autrement qu'elle ne l'a fait. Il est, du reste, permis d'espérer que, conformément au vœu qu'elle a émis expressément dans ce sens, un texte unique de convention regissant tous les Etats contractants pourra sortir des délibérations de la prochaine conférence qui aura lieu à Berlin dans quelques années.

Quoi qu'il en soit, les dispositions adoptées constituent incontestablement, comme on vient de le voir, un progrès important sur le texte de la convention de 1886.

JAPON — SUISSE

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.

(10 nov. 1896.)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté l'Em-

pereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre eux, en étendant et en augmentant les relations entre les deux Etats et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux Pays, ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : Monsieur Adolphe Deucher, Vice-Président du Conseil fédéral, Chef du Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon : Monsieur Kogoro Takahira, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon près la Confédération suisse,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article premier. — Il y aura, à perpétuité, paix et amitié entre les deux pays contractants.

Art. 2. — Les sujets ou citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires et possessions de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un accès libre et facile aux tribunaux pour la poursuite et la défense de leurs droits ; ils auront, sur le même pied que les sujets ou citoyens du pays, la faculté de choisir et d'employer des avoués, des avocats et des mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux, et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets ou citoyens du pays.

Pour tout ce qui concerne le droit de résidence et de voyage, la possession des biens et effets mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, les sujets ou citoyens de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront soumis, sous ce rapport, à aucun impôt ou charge plus élevé que les sujets ou citoyens du pays ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, d'une liberté entière de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte ; ils jouiront aussi du droit d'inhumier leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables appropriés qui seront établis et entretenus à cet effet.

Ils ne seront contraints, sous aucun prétexte, à payer des charges ou taxes autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront imposées aux sujets ou citoyens du pays ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes qui

résident dans les territoires et possessions de l'autre ne seront astreints à aucun service militaire obligatoire, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la garde nationale ou la milice; ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel et de tous emprunts forcés, de toutes exactions ou de contributions militaires.

Art. 3. — Il y aura, entre les territoires et possessions des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes pourront exercer en quelque lieu que ce soit des territoires et possessions de l'autre, le commerce en gros ou en détail de tous produits, objets fabriqués et marchandises de commerce licite, soit en personne, soit par leurs représentants, tant seuls qu'en société avec des étrangers ou des sujets ou citoyens du pays; ils pourront y posséder ou louer et occuper les maisons, les fabriques, manufactures ou ateliers, les magasins, boutiques et locaux qui peuvent leur être nécessaires, et louer des terrains à l'effet d'y résider ou d'y exercer l'industrie et le commerce, le tout en se conformant aux lois, aux règlements, de police et de douane du pays, comme les nationaux eux-mêmes.

Ils jouiront respectivement, en matière d'industrie, de commerce et de navigation, du même traitement que les sujets ou citoyens du pays ou de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, autres et plus élevés que ceux imposés aux sujets ou citoyens du pays ou de la nation la plus favorisée, en se conformant, toujours, aux lois, ordonnances et règlements de chaque pays.

Art. 4. — Les habitations, les fabriques, manufactures et ateliers, les magasins et boutiques des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires et possessions de l'autre, ainsi que les terrains qui en dépendent, servant soit à la demeure, soit à l'industrie ou au commerce, seront respectés.

Il ne sera pas permis de procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces habitations ou terrains, ou bien d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux sujets ou citoyens du pays.

Art. 5. — Il ne sera imposé à l'importation dans le territoire de la Confédération suisse de tous articles produits ou fabriqués dans les territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, de quelque endroit qu'ils viennent, et à l'importation dans les territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de la Confédération suisse, de quelque endroit qu'ils viennent, aucuns droits autres ou plus élevés que ceux imposés sur les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger. De même, aucune prohibition ne sera maintenue ou imposée sur l'importation dans les territoires et possessions de l'une des Parties contractantes d'un article quelconque produit ou fabriqué dans les territoires et possessions de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, à moins que cette prohibition ne soit

également appliquée à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la sécurité des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Art. 6. — Il sera imposé dans les territoires et possessions de chacune des Hautes Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires et possessions de l'autre, aucuns droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payables à l'exportation des articles similaires à destination d'un autre pays étranger quel qu'il soit; de même, aucune prohibition ne sera imposée à l'exportation d'aucun article des territoires et possessions de l'autre sans que cette prohibition soit également étendue à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays.

Art. 7. — Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans les territoires et possessions de l'autre, de tout droit de transit, et jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les sujets ou citoyens du pays, relativement à tout ce qui concerne l'emmagasinement, les primes, les facilités et les drawbacks.

Art. 8. — Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés dans l'un des pays contractants par des commerçants, industriels ou voyageurs de commerce de l'autre de ces pays, seront en tout temps exempts de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ceux d'entre eux qui n'auront pas été vendus dans le délai prévu par la loi du pays, seront réexportés, et moyennant l'accomplissement des formalités douanières pour la réexportation ou la réintégration dans les entrepôts.

La réexportation des échantillons doit, dans les deux pays, être assurée immédiatement au lieu de leur entrée, soit par le dépôt du montant du droit de douane, soit au moyen d'une autre garantie. Les cartes d'échantillons et les échantillons en coupures et spécimens, pour autant qu'ils ne sont propres qu'à cet usage, seront exempts de tout droit d'entrée dans les deux pays, même si leur importation a lieu d'une autre manière que celle indiquée à l'alinéa précédent.

Art. 9. — S'il est perçu, sur tout le territoire ou dans un rayon limité de l'un des deux pays contractants, un droit intérieur sur la production, la fabrication ou la consommation d'un article, que ce soit pour le compte de l'Etat, d'une commune ou d'une corporation, le même article, lorsqu'il est importé de l'autre pays contractant, dans ledit territoire ou ledit rayon, ne pourra être soumis à un droit plus élevé ou plus onéreux.

Il ne peut être prélevé aucune taxe, lorsque l'article dont il s'agit n'est ni produit ni fabriqué dans ledit territoire ou ledit rayon ou lorsque cet article, quoique produit ou fabriqué dans ce territoire ou rayon, n'y est pas soumis à la même taxe.

Art. 10. — Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne le commerce, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une ou l'autre des Parties contractantes a déjà accordés ou accorderait à l'avenir au Gouvernement ou aux sujets ou citoyens de

tout autre Etat. seront étendus immédiatement et sans condition au Gouvernement ou aux sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante, leur intention étant que le commerce de chaque pays soit placé, à tous égards, par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires et possessions de l'autre, de la même protection que les sujets ou citoyens du pays, relativement aux brevets d'invention, dessins et modèles industriels, marques de fabrique et de commerce, aux noms commerciaux, ainsi qu'aux œuvres littéraires et artistiques, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 12. — Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur l'arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers au Japon seront incorporés aux communes japonaises respectives et feront dès lors partie du système municipal général du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux y relatifs, et les fonds communs et les propriétés, s'il en est, qui appartiennent aux dits quartiers, seront en même temps transférés aux dites autorités japonaises.

Lorsqu'une telle incorporation aura lieu, les baux perpétuels existants, en vertu desquels la propriété est actuellement détenue dans les quartiers, seront confirmés, et aucuns impôts et conditions, de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux contenus dans les dits baux existants, ne seront imposés par rapport à cette propriété.

Les droits de propriété des dits immeubles peuvent être librement aliénés au profit des indigènes et des étrangers, sans qu'il soit besoin, comme en certains cas jusqu'ici, de l'autorisation des autorités consulaires ou japonaises.

Il est toutefois entendu que les autorités consulaires mentionnées dans les dits baux seront, dans tous les cas, remplacées par les autorités japonaises.

Toutes les terres qui peuvent avoir été antérieurement concédées libres de rentes par le Gouvernement japonais pour l'usage public des dits quartiers, seront, sauf le droit de domaine éminent, perpétuellement maintenues libres de toutes taxes et charges affectées à l'usage public pour lequel elles avaient été originellement réservées.

Art. 13. — Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls, Proconsuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des Parties contractantes, sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls, Proconsuls et Agents consulaires de Suisse au Japon et ceux du Japon en Suisse auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et toutes les fonctions que peuvent remplir, dans les pays respectifs, les officiers consulaires de la nation la plus favorisée et ils y jouiront de tous les privilèges, exemptions et

immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 14. — Le présent traité prendra, du jour où il entrera en vigueur, lieu et place du traité d'amitié et de commerce, conclu le vingt-neuvième jour du douzième mois de la troisième année de Bunkiu correspondant au six février mil huit cent soixante-quatre et de l'acte d'adhésion à la convention de tarif, signé le vingt-deuxième jour du troisième mois de la troisième année de Keiô correspondant au vingt-six avril mil huit cent soixante-sept et de tous les arrangements et conventions subsidiairement conclus ou existant entre les Hautes Parties contractantes, et à partir du même jour les dits traité et acte d'adhésion, arrangements et conventions cesseront d'être obligatoires, et, en conséquence, la juridiction jusqu'alors exercée par les tribunaux consulaires suisses au Japon et tous les privilèges, exemptions et immunités exceptionnels dont jouissaient jusqu'alors les citoyens de la Confédération suisse comme une partie de cette juridiction ou comme y appartenant, cesseront et prendront fin absolument et sans notification, et tous ces droits de juridiction appartiendront à partir de ce moment aux tribunaux japonais et seront exercés par ces mêmes tribunaux.

Art. 15. — Le présent traité entrera en vigueur le 17 juillet 1899 au plus tôt. Il sortira ses effets une année après que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon aura notifié au Conseil fédéral de la Confédération suisse son intention de le mettre en vigueur. Cette notification pourra être faite en tout temps à partir du 16 juillet 1898. Le traité restera valable pendant une période de douze ans après le jour où il sera entré en vigueur.

L'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce traité, de notifier à l'autre son intention d'y mettre fin et à l'expiration de douze mois après cette notification, il cessera et finira entièrement.

Art. 16. — Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berne le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leur cachet respectif.

Fait à Berne, en double expédition, le dix novembre mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

(L. S.) Signé : DEUCHER.

(L. S.) Signé : K. TAKAHIRA.

Protocole.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, jugeant utile, dans l'intérêt des deux pays, de régler certaines matières spéciales qui les concernent mutuellement, séparément du traité d'amitié, d'établissement et de commerce, signé, ce jour, sont convenus par leurs Plénipotentiaires respectifs, des dispositions suivantes :

1. *Ad article II du traité.* — Le Gouvernement japonais consent à

étendre le système actuel des passeports avant même l'ouverture du pays aux citoyens suisses, de manière à permettre à ceux-ci, sur la production d'un certificat de recommandation du représentant diplomatique ou des officiers consulaires de Suisse au Japon, d'obtenir, sur demande, du Ministère impérial des Affaires étrangères à Tokio ou des autorités supérieures de la Préfecture dans laquelle est compris un port ouvert, des passeports valables pour une région quelconque du pays et pour une période n'excédant pas douze mois, étant entendu que les règles et réglemens actuellement applicables aux ressortissants suisses qui visitent l'intérieur de l'Empire, seront maintenus.

2. *Ad article V du traité.* — Il est convenu par les Parties contractantes que six mois après l'échange des ratifications du traité d'amitié, d'établissement et de commerce signé ce jour, le tarif d'importation aujourd'hui en vigueur à l'égard des articles et marchandises importés au Japon par les citoyens suisses cessera d'être obligatoire. A partir du même moment, le tarif général établi par la loi intérieure du Japon sera applicable aux articles et marchandises produits ou manufacturés du territoire suisse sur leur importation au Japon, le tout en se conformant aux dispositions de l'article 16 du traité de 1864 existant entre les Parties contractantes, tant que le dit traité restera en vigueur, et après ce moment en se conformant aux dispositions de l'article V du traité signé en ce jour. Mais aucune disposition de ce protocole n'aura pour effet de limiter le droit du Gouvernement japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments ou boissons altérés : des gravures, peintures, livres, cartes, gravures lithographiées ou autres et photographies indécents ou obscènes, ou tous autres articles indécents ou obscènes ; d'articles en violation des lois japonaises sur les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire, ou de tout autre article qui, pour des raisons sanitaires ou au point de vue de la sécurité ou de la morale publiques, pourra offrir quelque danger.

3. *Ad article 11 du traité.* — Le Gouvernement japonais s'engage à adhérer, avant que la juridiction consulaire suisse au Japon ait pris fin, à la Convention internationale pour la protection de la propriété des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berne le 9 septembre 1886.

4. *Ad article 14 du traité.* — Il est convenu que, malgré la suppression de la juridiction consulaire suisse au Japon, prévue pour l'époque où le présent traité d'amitié, d'établissement et de commerce entrera pleinement en vigueur, cette juridiction continuera à être exercée par les autorités judiciaires suisses pour toutes les affaires pendantes lors de la pleine entrée en vigueur du dit traité jusqu'à leur solution définitive.

Les Plénipotentiaires soussignés ont convenu que ce protocole sera soumis à l'approbation des deux Hautes Parties contractantes en même temps que le traité d'amitié, d'établissement et de commerce signé ce jour, et que, quand le dit traité sera ratifié, les stipulations contenues dans ce protocole seront également considérées comme

approuvées, sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle ultérieure.

Il est également convenu que ce protocole prendra fin en même temps que le dit traité cessera d'être obligatoire.

Fait à Berne, en double expédition, le dix novembre mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

Signé : DEUCHER.

Signé : K. TAKAHIRA.

Déclaration concernant l'interprétation des articles 2, 3, 11 et 12 du traité.

Au moment de procéder à la signature du traité d'amitié, d'établissement et de commerce, conclu entre la Suisse et le Japon en date de ce jour, les soussignés déclarent qu'il est bien entendu que les citoyens suisses au Japon et les sujets japonais en Suisse sont placés sur le pied de la nation la plus favorisée :

1. A l'égard de l'acquisition des droits d'emphytéose, de superficie et des autres droits réels sur les biens-fonds, dans les buts visés par les articles 2 et 3 du traité, ainsi qu'à l'égard de la conversion des droits personnels du bail des biens-fonds en droits réels par leur enregistrement dans les registres destinés à cet effet.

2. A l'égard de l'acquisition et de la possession des droits d'hypothèque sur les propriétés immobilières.

3. A l'égard du maintien, après l'expiration du traité, des droits légalement acquis avant sa mise en vigueur ou pendant sa durée.

Il est en outre entendu que la protection de la propriété industrielle, visée à l'article 11 (brevets d'invention, dessins et modèles industriels, marques de fabrique et de commerce, raisons sociales et noms commerciaux) entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Fait à Berne, en double expédition, le dix novembre mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

Signé : DEUCHER.

Signé : K. TAKAHIRA.

LÉGATION DU JAPON

Berne, le 10 novembre 1896.

Monsieur le Vice-Président.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, en vertu d'une autorisation spéciale du Gouvernement Impérial, a l'honneur d'informer le Conseil fédéral de la Confédération suisse que le Gouvernement Impérial Japonais, reconnaissant l'avantage qu'il y aurait de mettre en vigueur les codes de l'Empire qui ont été déjà promulgués, lorsque les stipulations du traité existant aujourd'hui entre le Japon et la Suisse cesseront d'être obligatoires, s'engage à ne faire la notification prévue par le premier paragraphe de l'article XV du traité d'amitié, d'établissement et de commerce, signé ce jour, que lorsque ces codes, dont la mise en vigueur est aujourd'hui ajournée, entreranno en vigueur.

Le soussigné saisit l'occasion pour renouveler à Monsieur le Vice-Président Deucher les assurances de sa haute considération.

Signé : K. TAKAHIRA.

— Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le traité qui précède :

Monsieur le Président et Messieurs,

Nos rapports avec le Japon reposaient jusqu'ici sur le « Traité d'amitié et de commerce » du 6 février 1864 (*Rec. off.*, VIII. 618).

Pour mieux faire comprendre ce traité et le nouveau que nous vous soumettons aujourd'hui, nous rappellerons brièvement ici les événements historiques et économiques qui se sont produits dans les temps modernes.

Après l'extirpation du christianisme au Japon et l'expulsion des étrangers, vers le milieu du XVIII^{me} siècle, les Hollandais conservèrent, sous des conditions très rigoureuses, une colonie dans la petite île de Desima, située devant la ville de Nangasaki, et continuèrent de là leur commerce avec le Japon. La colonie était dirigée de Batavia par la Compagnie hollandaise des Indes orientales. Dès l'origine, le commerce de la Suisse avec le Japon s'est trouvé entre les mains de cette compagnie, dotée d'un monopole. Un commerce direct de la Suisse avec le Japon n'existait pas, parce qu'aucun Suisse ne pouvait séjourner en ce pays; dans ces circonstances, notre commerce comme celui des autres nations, resta stationnaire et sans importance.

La situation fut modifiée par l'invasion des Etats-Unis, vers le milieu du siècle actuel. Ensuite de l'acquisition de la Californie par les Etats-Unis d'Amérique, le développement extraordinairement rapide de ce pays et l'extension de son commerce avec la Chine firent éprouver le besoin d'obtenir l'ouverture de quelques ports japonais comme stations intermédiaires pour les communications par vapeurs entre San-Francisco et la Chine. C'est ce qui engagea le gouvernement de l'union à envoyer au Japon une expédition armée. Cette expédition atteignit son but par la conclusion du traité de Kanagawa, du 31 mars 1854, qui ouvrait les ports de Simoda et de Hakodate, assurait l'approvisionnement des navires et accordait, pour le commerce, quelques facilités à vrai dire peu importantes. Ce premier traité fut suivi, jusqu'en 1857, de traités analogues conclus avec la Grande-Bretagne, la Russie, les Pays-Bas, etc. Aux termes de ces traités, les marchandises étrangères pouvaient être introduites librement dans le pays; leur vente cependant devait être déclarée par le vendeur et était taxée d'un droit de vente de 35 0/0 du produit. Le commerce était encore placé sous la surveillance et la coopération du gouvernement. Les marchés entre étrangers et Japonais se faisaient par l'entremise de fonctionnaires spéciaux; en revanche, le gouvernement se déclarait responsable du paiement du prix de vente.

Un nouveau traité avec les Etats-Unis, conclu en 1858, ouvrit la voie à d'autres progrès. Il posait le principe général de la liberté d'acheter et de vendre, sans aucune intervention officielle, et il remplaçait le droit de vente sus-indiqué par un tarif douanier d'après lequel la plupart des marchandises européennes devaient payer 20 0/0 de la valeur. Presque toutes les interdictions d'exportation furent levées et un droit général d'exportation de 5 0/0 fut établi. Les traités qui vinrent ensuite : ceux avec les Pays-Bas, la France, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Prusse, etc., développèrent encore les facilités commerciales; ils procurèrent l'ouverture de nouveaux ports, réglèrent la représentation diplomatique et consulaire, les conditions d'établissement et de propriété, la monnaie, et instituèrent les tribunaux consulaires. Les droits de douane furent d'abord réduits en partie à 5 — 6 0/0 de la valeur, et enfin ils furent abaissés d'une manière générale, par une convention du 23 juin 1866 (*F. féd.*, 1866, III. 93), à 5 0/0 de la valeur et furent en partie exprimés en droits spécifiques.

La conclusion des traités mentionnés attira l'attention de la Suisse.

Au printemps 1839, l'union horlogère à la Chaux-de-Fonds et au Locle, et le directoire commercial à St-Gall, organisèrent une expédition commerciale dans l'Asie orientale, la Chine et le Japon. Le Conseil fédéral, rendu attentif aux événements qui se passaient dans ce dernier pays et à son importance

pour la Suisse, remit au chef de cette expédition, M. le Dr Paul Lindau, des lettres de recommandation pour les représentants de tous les pays amis et le chargea de recueillir des renseignements sur les conditions du Japon et sur le point de savoir si le gouvernement de l'empire serait disposé à entrer aussi en relations avec la Suisse. Il fut répondu que, pour le moment, on ne voulait conclure aucun nouveau traité, mais que, s'il en était cependant conclu, des négociations seraient aussi ouvertes avec la Suisse. Tôt après, en effet, une expédition armée de la Prusse aboutit à un traité, sur quoi le gouvernement japonais, fidèle à sa déclaration, fit savoir au Conseil fédéral qu'il était prêt à en conclure aussi un avec la Suisse.

En conséquence, une mission du Conseil fédéral partit vers la fin de 1862, munie des présents d'usage pour le Taikoun. Mais, par suite des troubles politiques où se trouvait le pays au moment de son arrivée, elle n'atteignit son but qu'après une longue attente, et ce n'est que le 6 février 1864 que fut conclu le traité (*Rec. off.*, VIII. 618) de la révision duquel il s'agit aujourd'hui.

La teneur de ce traité correspondait, en substance, à celle des autres traités du Japon : liberté d'établissement et de commerce dans les ports ouverts ; droit de louer des terrains et d'acheter ou de construire des maisons ; règlement des affaires judiciaires par les consulats ; libre exercice de la religion, etc. Par convention spéciale du 26 avril 1867 (*Rec. off.*, IX. 55), la convention de tarif précitée conclue le 25 juin 1866 par le Japon avec la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et les Etats-Unis, et réduisant les droits à 5 0/0 de la valeur, fut étendue à la Suisse ; notre commerce fut, par ce fait, placé à tous égards sur le même pied que celui des autres nations. Dans son message, le Conseil fédéral considérait les traités du Japon alors en vigueur « plutôt comme les préliminaires d'arrangements ultérieurs que « comme des moyens permanents de faciliter le trafic avec ce pays. » — « Sans doute », disait-il, « ces traités sont suffisants pour l'époque actuelle, « et ils le demeureront aussi longtemps encore que le trafic entre le Japon « et l'Europe n'aura pas acquis l'extension que l'on peut attendre avec « raison du développement incessant du commerce et de l'industrie euro- « péens. »

On ne saurait méconnaître que ce moment est venu. Depuis 1868, le commerce japonais a presque décuplé. L'importation se montait alors à 10,7 millions de yens ; en 1894, elle était par contre de 121,7 millions de yens ; l'exportation représentait en 1868 15,6 millions de yens ; en 1894, 113,3 millions de yens. L'industrie japonaise s'est considérablement développée et, à côté de ces progrès économiques, des améliorations fondamentales ont été apportées à la constitution (parlement national depuis 1886) et à la législation ; ces améliorations permettent aujourd'hui au pays de s'ouvrir complètement et de proclamer l'assimilation des étrangers aux Japonais. Comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement impérial invoque ces progrès en demandant la révision des anciens traités.

Ces traités ont été conclus pour une durée *indéterminée*. Ils ne prévoient pas de dénonciation. Après l'expiration de 8 années (soit dès le 1^{er} juillet 1872), une révision pouvait en avoir lieu si l'une des parties contractantes le demandait 12 mois à l'avance « pour y faire les modifications ou y insérer « les amendements que l'expérience aurait démontrés nécessaires.

Dans le but avoué d'augmenter les droits d'entrée, tant pour améliorer les finances que pour aider l'industrie indigène, le gouvernement japonais a formulé, en 1871 déjà, une demande de ce genre, et a offert comme compensation l'ouverture de plusieurs nouveaux ports. Sa proposition n'a toutefois pas eu de succès. Il l'a renouvelée quelques années plus tard. Enfin, une série de conférences communes des représentants des puissances contractantes avec les délégués du gouvernement japonais eurent lieu à Tokio en 1882 et 1886/87, pour fixer les principes généraux sur la base desquels de

nouveaux traités pourraient être conclus avec chacun des Etats. Dans le cours de ces conférences, auxquelles la Suisse était aussi représentée, le gouvernement japonais a offert, à la surprise générale, l'ouverture de tout le pays, mais il y attachait la condition que la juridiction consulaire fût supprimée, et invoquait pour cela la réforme qu'il préparait de l'ensemble de ses codes d'après les principes modernes.

La diplomatie accepta en principe et dans ses traits généraux cette base de révision. Les conférences établirent des avant-projets d'un nouveau traité adapté aux circonstances, ainsi qu'un tarif douanier instituant des droits de 8 à 10 0/0 pour les articles d'usage courant et de 15 à 20 0/0 pour les objets de luxe.

Après que ces normes eurent été fixées, le gouvernement japonais entama des négociations avec les divers pays et conclut, en 1889 déjà, de nouveaux traités avec les Etats-Unis et avec l'Allemagne. La même année, le Conseil fédéral suisse fut aussi invité à entrer en négociations. Le ministre japonais à Vienne vint à Berne dans ce but. Un nouveau traité, identique, sur la plupart des points, à celui que nous vous soumettons aujourd'hui, était prêt à être signé en janvier 1890 lorsque éclatèrent à Tokio les événements politiques qui empêchèrent sa conclusion définitive, ainsi que la ratification des traités déjà conclus avec d'autres Etats. Le gouvernement japonais ne reprit l'œuvre de révision que quelques années plus tard, sur des bases à peu près semblables et conclut de nouveaux traités dans l'ordre suivant : Grande-Bretagne, juillet 1894 ; Etats-Unis, novembre 1894 ; Italie, décembre 1894 ; Russie, juin 1895 ; Danemark, octobre 1895 ; Allemagne, Suède et Norvège, avril 1896 ; Belgique, juin 1896, et Pays-Bas. Malgré une certaine opposition des ressortissants des diverses nations établis au Japon, ces Etats ont reconnu qu'ensuite des progrès réalisés par l'empire, on ne pouvait pas équitablement lui refuser plus longtemps l'autonomie en matière de droit, en matière de douane et, en général, la plénitude de sa souveraineté, restreinte par les anciens traités.

A la fin de mars de cette année, le ministre japonais récemment nommé en résidence à Vienne, a remis à M. le Président de la Confédération, en même temps que ses lettres de créance comme ministre près la Confédération suisse, un projet de traité analogue, sauf les dispositions sur la navigation superflues pour la Suisse, à ceux qui avaient été soumis aux Etats désignés ci-dessus.

Pour les raisons d'ordre général que nous venons indiquer, le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à négocier sur la base proposée et a chargé de cette mission le chef du Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, M. le vice-président Deucher.

Comme toujours, nous avons été rapidement et sûrement orientés sur les désirs et les vues de notre commerce par l'Union suisse du commerce et de l'industrie. Les sections de cette association et le Vorort lui-même ont en général exprimé l'opinion que, quel que soit le jugement que l'on porte sur les tendances des propositions japonaises et notamment sur l'augmentation générale des droits d'entrée, la Suisse ne pouvait guère s'opposer à la réforme demandée, que la plupart des autres Etats contractants avaient déjà sanctionnée par la conclusion de nouveaux traités.

Les conférences se sont ouvertes le 24 septembre et ont duré, sauf quelques interruptions nécessitées par de fréquentes demandes d'instructions sur des points touchant spécialement la Suisse, jusqu'au 10 novembre, jour où le nouveau traité a été signé.

Nous avons déjà indiqué les principes essentiels sur lesquels il repose.

Quant aux dispositions de détail, nous ajoutons ce qui suit :

Article premier. — Sur notre désir, cet article renferme de nouveau le principe de la paix et de l'amitié à perpétuité entre les deux pays, principe

qui était déjà contenu dans l'ancien traité et que le projet japonais ne reproduisait pas.

Art. II. — Cet article contient d'abord la principale concession du Japon, soit l'ouverture de tout le pays, à mesure qu'il accorde aux ressortissants suisses toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque du territoire, et qu'il assure une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés. L'ancien traité (article 2, alinéa 2) ne donnait qu'à l'agent diplomatique et au consul général le droit de voyage dans toutes les parties de l'empire ; il disposait d'ailleurs que « les villes et ports ouverts au commerce étranger » étaient aussi ouverts aux citoyens et au commerce suisses.

Pour préparer de futures entreprises commerciales, il n'est pas sans importance que, conformément au protocole annexé au traité, *ad* article II, les citoyens suisses puissent dès maintenant, c'est-à-dire avant la mise en vigueur du traité, obtenir comme les ressortissants d'autres nations, sur la recommandation du représentant diplomatique ou d'un consul, des passeports valables pendant une année pour une région quelconque du pays.

Le deuxième alinéa de l'article II stipule d'une manière générale et sous forme de réciprocité, le droit de libre accès devant les tribunaux et le traitement de la nation la plus favorisée dans toutes les affaires judiciaires. Par « tribunaux », on entend maintenant ceux du Japon. La suppression de la *juridiction consulaire* est prononcée par l'article XIV. Toutefois, les litiges qui seront encore pendants devant les consulats au moment de l'entrée en vigueur du traité, seront conduits par ces derniers jusqu'à solution définitive.

Lorsque le traité entrera en vigueur, les nouveaux codes japonais, sur lesquels on s'est appuyé pour consentir à la suppression de la juridiction consulaire, auront déjà été appliqués pendant une année et auront été mis à l'épreuve. Le gouvernement japonais a pris l'engagement de ne notifier au Conseil fédéral son intention de mettre le traité en vigueur que lorsque les nouveaux codes auront force de loi. D'après ce qui avait d'abord été convenu dans les conférences de Tokio, ces codes auraient dû être soumis à l'approbation des puissances contractantes. Mais le gouvernement japonais a finalement déclaré qu'il considérait comme plus conforme à la dignité du pays de terminer la nouvelle codification et d'ajourner jusque là les pourparlers. Toutefois, les conférences n'ont, depuis lors, plus été reprises. Peu après leur clôture, le gouvernement japonais, ainsi que nous l'avons déjà dit, a entamé des négociations séparées avec les divers pays. De même, le mode de procéder autonome du gouvernement japonais fit renoncer à la disjonction des matières, prévue par les conférences, et qui se serait opérée par la conclusion d'une convention spéciale sur la juridiction.

L'article II renferme en outre les principes de la *liberté de conscience* (ancien traité, article 4), de l'assimilation, en matière d'*impôts et taxes*, aux indigènes ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, et l'exemption réciproque du *service militaire et maritime* ainsi que des contributions militaires.

Art. III. — Cet article renouvelle d'abord l'ancien principe de la *liberté de commerce*, puis le droit de louer ou de posséder des *maisons* et de louer des *terrains*.

Les étrangers ne peuvent pas encore acquérir des biens-fonds au Japon. Sur ce point, le nouveau traité applique encore aux japonais et aux étrangers un traitement différentiel. Toutefois, il est pourvu à ce que cette circonstance n'empêche pas ces derniers d'y fonder des entreprises d'une certaine importance. Conformément au 2^e alinéa de l'article III, ils peuvent se livrer au commerce en société avec des japonais. D'après les lois en vigueur au Japon, une société commerciale, constituée selon le droit du pays, peut y acquérir et y posséder sous son nom des biens-fonds, lors même que des étrangers en font partie. De plus, et en dehors de l'hypothèque, de la

location et du fermage, la législation japonaise connaît le droit de « *superficies* » qui donne le droit de posséder des maisons ou des arbres sur des terrains étrangers ; des droits d'emphytéose peuvent être aussi acquis sur les biens-fonds agricoles. Suivant la partie d'un projet révisé du code civil, adopté par le Parlement japonais, il sera permis d'acquérir des droits d'emphytéose pour une période de 20 à 25 ans. La durée du droit de « *superficies* » peut être fixée au gré des parties, et la location de terrains peut être conclue pour une période allant jusqu'à 20 ans, sans droit de résiliation. Ces droits personnels peuvent être transformés en droits réels par leur inscription dans les registres destinés à cet effet. Il est ainsi possible de s'assurer de différentes manières et pour un long terme, l'utilisation de terrains dans des buts commerciaux et industriels. La « *déclaration* » annexée au traité garantit expressément, sous ce rapport, aux Suisses au Japon le traitement des ressortissants de la nation la plus favorisée. La situation est expliquée en détail dans le protocole annexé au traité allemand-japonais et dans un échange de notes se rapportant audit traité (1) ; la « *déclaration* » susmentionnée a été provoquée par nous en raison surtout des explications dont il s'agit.

L'article IV garantit réciproquement l'inviolabilité du domicile et des affaires privées.

Les articles V et VI renferment la clause habituelle de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation ainsi que des réserves quant aux prohibitions d'importation et d'exportation. Nous expliquons plus loin les conditions douanières en général.

L'article VII interdit la perception de droits de transit et stipule la parfaite égalité de traitement avec les indigènes en ce qui concerne l'emménagement, les primes, les drawbacks, etc.

Art. VIII et IX. — Ces articles renferment les dispositions d'usage sur la franchise douanière des *échantillons* et sur les taxes internes de production et de fabrication. Ces dispositions ne figuraient pas dans l'ancien traité.

L'article X garantit, par une clause générale de la nation la plus favorisée, tous les privilèges en matière de commerce.

L'article XI traite de la *propriété intellectuelle*. Des lois sur cette matière existent depuis longtemps au Japon, mais jusqu'à présent la protection n'était accordée qu'aux indigènes. Depuis quelques années, les plaintes sur des contrefaçons de produits importés et sur le mépris de la propriété intellectuelle par les Japonais, sont devenues générales. Aussi doit-on attacher d'autant plus de valeur à l'engagement pris par le gouvernement impérial,

(1) Le chiffre 2 du protocole allemand-japonais, *ad* articles I et III, est conçu comme suit : « Les parties contractantes conviennent que les ressortissants de l'un des pays pourront acquérir et posséder dans l'autre des *droits hypothécaires* sur des biens immobiliers de la même manière que les indigènes. » Les notes échangées donnent, de la part de l'Allemagne, l'interprétation suivante de la situation, interprétation que le ministre japonais, dans sa réponse, a déclarée exacte sur tous les points :

- « 1. Que bien que les lois actuelles interdisent encore aux étrangers d'acquérir des « immeubles au Japon, cette interdiction ne s'applique pas aux ressortissants de « l'empire allemand, qui auront la faculté, dans les buts visés aux articles I et III « du traité, d'acquérir à l'égal des indigènes et en conformité des lois du pays, des « droits emphytéotiques, de superficie et tous autres droits réels sur des biens- « fonds, ainsi que de donner le caractère de droits réels aux droits personnels de « location ou de fermage de biens-fonds par leur inscription dans les registres « destinés à cet effet.
- « 3. Que, attendu que la propriété des quartiers étrangers mentionnés à l'article XVIII « du traité reste à l'Etat japonais, les possesseurs d'immeubles ou leurs ayants droit « n'auront à payer, en dehors de la rente foncière fixée par le contrat, aucuns autres « impôts ou taxes, de quelque nature qu'ils soient.
- « 4. Que les droits acquis par les ressortissants de l'une des parties contractantes dans les « territoires de l'autre partie, avant la conclusion du traité ou pendant qu'il restera en « vigueur, demeureront intacts, même après l'expiration de celui-ci. »

dans les nouveaux traités, d'adhérer aux conventions internationales pour la protection de la propriété industrielle et pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Cet engagement est inscrit au protocole, *ad* article XI, tandis que l'article même du traité renferme le *principe* de la protection des deux sortes de propriété intellectuelle. Il est en outre entendu, par la « déclaration » annexée au traité, que la propriété industrielle sera déjà protégée dès l'échange des ratifications, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur des autres dispositions conventionnelles. Si vous approuvez le traité dans la présente session, l'échange des ratifications pourra avoir lieu dans trois mois environ, de sorte qu'à partir d'avril ou de mai de l'année prochaine, les inventions suisses, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels, etc., pourront être enregistrés au Japon. Les contestations en matière de propriété industrielle seront soumises aux tribunaux japonais, même si elles se produisent *avant* la suppression de la juridiction consulaire. Quant aux œuvres littéraires et artistiques, elles ne commenceront à être protégées qu'au moment de l'entrée en vigueur des autres dispositions du traité, parce que la loi japonaise doit encore être mise, sur certains points, en harmonie avec les principes de la convention internationale.

Art. XII. — Aux termes de cet article, les *quartiers étrangers* existant aujourd'hui au Japon seront supprimés et incorporés, avec tous leurs droits et obligations, aux communes japonaises respectives. Les baux perpétuels existants, en vertu desquels la propriété est actuellement détenue, seront confirmés et garantis.

Art. XIII. — Cet article assure le droit réciproque de nommer des officiers consulaires de tout genre et garantit à ces derniers, au point de vue de tous privilèges, pouvoirs, exemptions et immunités, le traitement de la nation la plus favorisée.

L'Allemagne a conclu avec le Japon une convention consulaire très détaillée et le gouvernement japonais s'était déclaré disposé à en signer une semblable avec nous, si nous le désirions. Mais comme l'article XIII, tel qu'il est conçu, nous assure, d'une manière générale, tous les avantages inscrits dans la convention allemande et nous garantit que nos consuls ne seront pas placés sur un pied d'infériorité, nous avons préféré, à une convention compliquée, ce mode tout simple de régler la question, d'autant plus que nos consuls n'ont pas à exercer des fonctions aussi multiples que ceux des nations maritimes. D'ailleurs, à l'exception de l'Allemagne, tous les Etats qui ont conclu jusqu'à présent de nouveaux traités avec le Japon, se sont contentés, en ce qui concerne les consulats, d'un seul article analogue au nôtre. Si, contre toute attente, l'absence d'une convention spéciale se faisait cependant sentir dans la suite, une entente pourra toujours intervenir.

Actuellement, nous sommes représentés au Japon par un consulat général qui a son siège à Yokohama, dans une maison appartenant à la Confédération. Le titulaire de ce poste, M. le Dr Paul Ritter, a, depuis 1892, déployé une activité extrêmement utile en faveur de notre commerce et a fait preuve, dans des circonstances difficiles, d'un zèle et d'un dévouement qui méritent notre entière reconnaissance. Aujourd'hui, nous croyons le moment venu de lui conférer le titre et le rang de ministre-résident. Il n'en résulterait, pour la Confédération, aucun surcroît de dépenses bien important. En revanche notre représentant serait revêtu du caractère diplomatique et serait ainsi en mesure de seconder et de protéger beaucoup plus efficacement qu'un simple consul les intérêts de nos ressortissants à une époque où de nouveaux horizons s'ouvrent, dans ces contrées, à l'esprit d'entreprise. D'autres Etats, même plus petits que la Suisse, ont reconnu plus tôt les avantages que procure à un pays une bonne représentation, et ils entretiennent au Japon, à côté d'un ou de plusieurs consuls, des agents diplomatiques. La juridiction consulaire sera supprimée, mais notre représentant conservera toujours, en vertu du nouveau traité, des compétences très importantes, notamment en

matière de juridiction volontaire : les tutelles, le règlement des successions de citoyens suisses, etc. Tout cela exige que nous ayons sur place un homme connaissant sa tâche, pouvant s'interposer et intervenir auprès du gouvernement lorsque les droits ou les intérêts de nos ressortissants seraient compromis ou lésés. Le diplomate a accès partout, ce qui n'est pas le cas du consul ; grâce à sa situation, le diplomate peut nouer des relations qu'il n'est pas possible au consul de lier, et ce sont ces relations qui le mettent en mesure de renseigner son gouvernement sur tous les faits importants et de mieux sauvegarder les intérêts de son pays et de ses compatriotes. Nous croyons que ces indications suffiront pour vous convaincre de l'opportunité de transformer notre consulat général à Yokohama en un poste de ministre-résident ; il est entendu d'ailleurs que celui-ci continuerait à remplir les fonctions de consul général. Nous ajouterons encore que le gouvernement japonais, qui est représenté chez nous par un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, a manifesté, dans le cours des négociations du traité de commerce, le désir que la Suisse se fasse représenter au Japon par un diplomate. Les égards internationaux demandent donc aussi que nous accréditions auprès du gouvernement japonais un représentant diplomatique.

Si vous partagez notre manière de voir, nous instituerons le nouveau poste dans le sens indiqué.

L'article XIV dispose que le nouveau traité remplace le traité et les conventions actuels et les abroge entièrement.

L'article XV concerne l'époque de l'entrée en vigueur et la durée du traité. La première n'a pu être déterminée d'une manière précise. En tout cas, à l'exception des dispositions sur les nouveaux droits douaniers et la protection de la propriété industrielle, le traité ne sortira pas ses effets avant le 17 juillet 1899. Si le gouvernement japonais choisit définitivement cette date, il devra le notifier au Conseil fédéral au moins douze mois à l'avance, c'est-à-dire au plus tard le 16 juillet 1898. Comme nous l'avons déjà dit, il s'est toutefois engagé à ne pas faire cette notification avant que les nouveaux codes japonais qui, d'une manière générale, servent de base au traité, aient acquis force de loi. A partir du 16 juillet 1898, il est libre de notifier, quand cela lui conviendra, son intention de mettre le traité en vigueur. Celui-ci commence ensuite ses effets douze mois après cette notification et dure 12 ans, comme les autres traités que le Japon a jusqu'à présent conclus ; les deux parties ont le droit de le dénoncer douze mois à l'avance après la onzième année de son existence.

En ce qui concerne les droits, nous relèverons les points suivants. En conformité de l'article V du traité, la Suisse et le Japon traiteront réciproquement leurs produits comme ceux de la nation la plus favorisée. Le Japon obtient en principe l'autonomie complète en matière de douane. Le tarif conventionnel actuel de 5 0/0 de la valeur pour l'importation au Japon, cesse d'être obligatoire 6 mois après l'échange des ratifications des nouveaux traités, si aucun des anciens traités n'est plus en vigueur à ce moment-là. Actuellement, il ne reste plus que trois traités à réviser : ceux avec l'Autriche-Hongrie, l'Espagne et le Portugal. Il est donc possible que tout soit prêt vers la fin de l'année prochaine pour la mise en vigueur du nouveau tarif japonais aujourd'hui en voie d'élaboration. L'entrée en vigueur est toutefois subordonnée à la condition que le tarif ait été publié 6 mois auparavant. Les nouveaux droits sont déjà fixés, pour un certain nombre d'articles, par les traités avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Dans le nombre se trouvent la plupart des articles de notre exportation au Japon, sauf les montres. Les droits convenus sont les suivants : tissus de coton et de laine (excepté la mousseline laine), satins mi-soie et couleurs d'aniline, 10 0/0 de la valeur ; fils de coton et de laine, 8 0/0 ; mousseline laine, 8 1/2 0/0 ;

locomotives et wagons de chemins de fer, lait condensé et stérilisé, comme jusqu'ici 5 0/0. En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, ces droits conventionnels sont aussi valables pour les produits suisses. Ils ne tiennent à peu près dans les limites que nos intéressés avaient déclarées acceptables (1).

Comme le 90 0/0, environ, du commerce total du Japon se fait par l'entremise des trois pays susdésignés et des Etats-Unis d'Amérique, et que le commerce des autres nations est ainsi relativement insignifiant, le gouvernement japonais a décidé *en principe* de ne négocier des tarifs qu'avec les quatre pays dont il s'agit. Les Etats-Unis ont volontairement renoncé à des stipulations de ce genre. La Russie, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark, la Suède et la Norvège se sont contentés de ce principe, avec la clause de la nation la plus favorisée. Vis-à-vis de nous, également, le gouvernement japonais a persisté dans le maintien de cette base de négociations, mais son délégué nous a donné, à l'égard des droits non encore fixés, parmi lesquels ceux sur les montres qui nous intéressent spécialement, la déclaration formelle que le but du nouveau tarif autonome est purement fiscal, à l'exclusion de toute idée de protectionnisme, et que ce tarif n'aura donc pas la tendance d'apporter des entraves au commerce d'importation. Nous pouvons donc être assez rassurés sur l'avenir prochain de notre exportation au

(1) Ces droits ad valorem seront en grande partie transformés en droits spécifiques par des conventions spéciales entre les Etats respectifs et le gouvernement japonais. Pour ceux qui figurent au tarif anglo-japonais, cette transformation a déjà eu lieu par une convention supplémentaire du 16 juillet 1895. De trois en trois ans, les droits spécifiques seront révisés d'après une méthode exactement déterminée. Les droits spécifiques convenus avec l'Angleterre pour les fils et tissus de coton, le lait condensé et d'autres articles nous intéressant moins, ont aussi été acceptés par l'empire allemand. Ce sont, entre autres, les suivants :

	Yens par 100 Kattis
Fils de coton.	4,180
	Yens par yard carré
Treillis (drillich).	0,016
Toile à voiles (duck).	0,053
Mouchoirs, en pièces	0,011
Tissus imprimés (prints)	0,012
Satin, uni, façonné ou imprimé, brokat, shirtings italiens et façonnés	0,017
Shirtings, teints	0,013
» écrus	0,006
» croisés	0,011
» blancs ou blanchis	0,010
T-Cloth	0,009
Cambric teint en rouge d'Andrinople.	0,012
Velours	0,041
Victoria lawns (batiste).	0,006
Tous les autres tissus de coton pur	10 0/0 de la valeur
	Par douzaine de boîtes de 1 livre anglaise
Lait condensé ou stérilisé	0,123

(Pour les plus grosses boîtes, augmentation en proportion).

Pour établir la largeur d'un tissu, assujettie au droit, les autorités douanières ne tiendront pas compte des fractions de pouce inférieures à 1/2 pouce, mais compteront en plein les fractions supérieures. Les lisières ne doivent pas être comptées dans la mesure des tissus.

En ce qui concerne les autres droits ad valorem, il a été convenu par le traité germano-japonais qu'ils seraient transformés en droits spécifiques en prenant pour base les prix moyens figurant dans les tableaux douaniers japonais pendant les six mois qui ont précédé la conclusion du traité. Les droits ad valorem qui ne seront pas transformés, par exemple ceux des tissus mi-soie, devront être calculés d'après le prix réel sur la place de vente, de production ou de fabrication, en y ajoutant les frais d'assurance et de transport jusqu'au port de débarquement, ainsi que les frais éventuels de commission. Le même principe sera appliqué à tous les autres droits ad valorem jusqu'au moment où, conformément à l'entente, ils auront été transformés en droits spécifiques.

Japon, pour ce qui est des droits de douane. Malheureusement, l'écoulement des tissus de coton en couleurs, teints et imprimés, ainsi que des satins mi-soie, qui était autrefois très important, s'est réduit à des quantités insignifiantes en raison de la concurrence indigène et malgré des droits très modérés. Le tissage de la soie au Japon commence même à faire concurrence en Europe à certains tissus légers. Moins justifiées sont les craintes auxquelles avait donné lieu, à l'origine, la création de quelques fabriques d'horlogerie au Japon (à Osaka et à Tokio). Ce sont des entreprises qui, pour le moment, ne fabriquent qu'une à deux montres par jour (l'une en a fabriqué en 1895, 670, l'autre 139) et auxquelles, d'après des jugements compétents, on ne saurait prédire un développement rapide.

Nous aurions désiré ajouter quelques indications précises sur notre commerce avec le Japon. Mais notre statistique du mouvement des marchandises ne mentionne pas spécialement ce pays; il y est englobé avec la Chine et d'autres contrées de l'Asie orientale. Comme tous ces pays achètent et vendent à peu près les mêmes articles, le tableau ci-dessous peut toutefois donner une idée approximative de notre commerce avec le Japon.

Commerce suisse avec le Japon, la Chine, l'Inde française et les autres pays de l'Asie orientale en l'année 1895.

Exportation en Asie orientale.

	francs
Produits chimiques	728.891, dont fr. 820.770 couleurs d'aniline (1323 q.), potasse 92 829 francs (766 q.), alcaloïdes fr. 66.410 (15 q.)
Montres	3.174.932, dont montres en argent, francs 2.040.319 (139.412 pièces), montres nickel fr. 824.635 (69.152 pièces), montres or fr. 373.638 (3.632 pièces), pièces à musique fr. 66.727 (93 q.).
Fromage à pâte dure	38.479 (209 q.)
Lait condensé	160.660 (1.634 q.)
Cigares et cigarettes	25.316 (21 q.)
Fils de coton, teints	148.487 (576 q.)
Tissus de coton	1.964.000 (3.143 q.), dont blanchis fr. 71.781, de fils teints fr. 928.034, teints fr. 320.148, imprimés fr. 602.554.
Broderies au plumetis : garnitures	61.812 (28 q.)
Bourre de soie moulignée.	161.560 (85 q.)
Tissus de soie pure	86.150 (49 q.)
Tissus de mi-soie	33.070 (16 q.)
Rubans de soie.	29.515 (4 q.), dont mi-soie fr. 17.415.
Tissus de laine.	361.269 (448 q.)
Tissus élastiques	35.410 (31 q.)
Chaudières à vapeur	37.200 (606 q.)
Machines	109.110 (930 q.)
Divers	212.174
TOTAL.	<u>7.368.545</u>

Importation de l'Asie orientale.

	francs	
Produits chimiques . . .	543.233,	dont matières pharmaceutiques, brutes fr. 20.460 (93 q.), résines exotiques fr. 14.400 (72 q.), catechu fr. 193.816 (3.461 q.), baies, écorces, racines, etc., tinctoriales, brutes fr. 297.000 (2.475 q.)
Riz	251.023,	dont riz dans sa balle fr. 223.193 (13.429 q.)
Epices	160.875	(429 q.)
Thé	937.200	(2.343 q.)
Grège	17.603.677	(6.071 q.)
Déchets	1.662.300	(3.341 q.)
Peignée	831.173	(873 q.)
Tissus de soie pure . . .	269.593	(49 q.)
Lin, chanvre, jute, ramie, etc.	90.960	(1.137 q.)
Paille, jonc, liber, etc. . .	40.480	(506 q.)
Tresses de paille	680.420	(2.429 q.)
Ouvrages en bois	44.540	(259 q.)
Soies de porc	77.000	(110 q.)
Cornes brutes	24.840	(276 q.)
Porcelaine et quincaillerie .	57.849	(211 q.)
Divers	350.963	
Total	<u>23.645.818</u>	

Environ la moitié, peut-être, de l'exportation sus-mentionnée concerne le Japon; notre importation directe de l'article principal que nous tirons de ce pays, la soie grège, est évaluée à une somme d'à peu près 6 millions de francs.

D'après ce qui précède, vous pourrez juger, d'une manière générale, des avantages et des désavantages du nouveau traité. En établir aujourd'hui la balance exacte est une chose impossible. Nous ne croyons également pas qu'il importe de savoir de quel côté se trouve le plus grand avantage. En somme, un nouvel ordre de choses règne au Japon et il ne nous est pas possible de ne pas reconnaître les faits accomplis. Nous plaçons en première ligne l'intérêt qui a guidé les autorités fédérales en 1864 déjà, c'est-à-dire que la Suisse ne soit, sous aucun rapport, plus défavorablement traitée que les autres nations et que nous entretenions avec le gouvernement de cet empire des relations agréables et amicales qui tourneront indubitablement au profit de notre commerce et de nos ressortissants. Interprété dans ce sens, le nouveau traité nous rassure à tous égards et, nous l'espérons, vous tranquilliserà aussi complètement.

En le recommandant à votre ratification, nous vous renouvelons, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 27 novembre 1896.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES.

AFFAIRES DE CRÈTE. — CONFLIT GRÉCO-TURC.

Situation de l'Empire Ottoman.

FÉVRIER-MAI 1897 (*Suite*) (I)

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. P. Cambon**, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 23 mars 1897.

Lord Salisbury me fait demander par l'ambassadeur britannique, à l'occasion des nouveaux incidents de Tokat, si nous serions disposés à prendre l'initiative de suggérer qu'une représentation collective fût faite dans les termes les plus sérieux pour démontrer la nécessité des précautions les plus efficaces contre des incidents susceptibles d'entraîner les résultats les plus graves pour l'Empire ottoman ».

J'ai répondu à sir Edm. Monson par la lecture des instructions que je vous ai adressées et de celles que j'ai fait parvenir à nos ambassadeurs auprès des cinq puissances.

J'ai pensé que cette communication donnerait pleine satisfaction à son Gouvernement. Il est très désirable que vos démarches et celles de vos collègues soient incessantes et personnelles auprès du Sultan et revêtent au besoin un caractère de solennité qui ne puisse lui laisser aucun doute sur l'impression ressentie par les puissances.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 23 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a passé aujourd'hui chez tous les ambassadeurs pour leur annoncer l'envoi à Tokat d'une Commission d'enquête présidée par Hassan Fehmi-Pacha. Les Représentants des puissances, ne jugeant pas cette mesure suffisante, se sont réunis pour s'en-

(1) V. plus haut, p. 135.

tendre sur la réponse à faire à cette communication. Au cours de cette réunion, ils ont reçu de Tewfik-Pacha une lettre annonçant la destitution et la mise aux arrêts du gouverneur, du commissaire de police et du commandant de gendarmerie de Tokat.

D'après la même lettre, la Commission d'enquête prendrait le caractère d'un Tribunal extraordinaire « investi de pouvoirs pour juger irrévocablement et en dernier ressort les auteurs de regrettables désordres et toutes les personnes y impliquées directement ou indirectement ».

Les ambassadeurs ont pris acte de ces déclarations, en se réservant, pour en référer à leurs Gouvernements, d'attendre les résultats des mesures annoncées.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 24 mars 1897.

Cent highlanders anglais ont débarqué ce matin à la Canée, cinq cents autres sont dirigés sur Candie.

Paul BLANC.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 24 mars 1897.

Le baron de Marschall, à qui j'avais fait connaître le sens de votre communication concernant des représentations à adresser au Sultan, à propos de la situation à Sivas et Tokat, vient de me dire que l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople s'était, dans cette circonstance, joint spontanément à M. Cambon, et qu'il en serait d'ailleurs de même, dans tous les cas analogues. Le Ministre a pensé que dans l'espèce, des instructions spéciales seraient superflues.

L'ambassadeur d'Angleterre a fait ce matin, au baron de Marschall, une communication, d'après laquelle son Gouvernement, tout en s'abstenant de bloquer Volo, serait cependant disposé à s'associer au blocus du reste des côtes grecques. Comme je lui demandais si le navire allemand qui est dans les eaux crétoises participerait, le cas échéant, au blocus de la Grèce, le baron de Marschall m'a répondu que « cela dépendrait de la répartition des forces maritimes qui serait effectuée par les amiraux ».

SOULANGE-BODIN.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 24 mars 1897.

Le comte Mouravieff m'a chargé de vous remercier des dispositions conciliantes manifestées par le Gouvernement de la République, dans le but de faciliter au Gouvernement russe, la tâche qu'il a assumée, de résoudre pacifiquement le conflit oriental.

L'ambassadeur d'Angleterre est venu, aujourd'hui, dire au comte Mouravieff, que son Gouvernement ne peut décidément pas consentir au blocus de Volo.

En attendant la réponse définitive de l'Angleterre aux suggestions

actuellement à l'étude, le comte Mouravieff reste sur le terrain où il s'est placé : adhésion de la Russie et des quatre autres puissances à une combinaison empruntée aux deux propositions faites, il y a deux jours, par la Russie et par la Grande-Bretagne.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 24 mars 1897.

Sir Edmund Monson m'a remis ce matin, au nom de son Gouvernement, et pour l'information du Gouvernement de la République, la communication suivante :

« Par ordre du marquis de Salisbury, j'ai l'honneur de faire au Gouvernement de la République, la communication suivante, à l'égard de la ligne de conduite, à laquelle le Gouvernement de la Reine est disposé à se conformer, à propos de la situation en Grèce, et sur la frontière gréco-turque.

« Afin de maintenir la paix sur la frontière macédonienne, des ordres seront donnés à l'amiral Harris de concourir au blocus du littoral grec, si les amiraux se décident à entreprendre cette mesure. En pratique, néanmoins, le blocus de Volo sera effectué par les puissances continentales, et non par ceux de la Grande-Bretagne.

« En même temps, la Grande-Bretagne se joindra aux grandes puissances, pour exiger que les forces turques et grecques seront retirées à une distance convenable de la frontière. Et la Grande-Bretagne, pour sa part, annoncera à la Sublime Porte que, dans le cas où les forces turques passeraient la frontière, cet acte serait regardé par elle comme hostile. »

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 mars 1897.

La Commission qui part aujourd'hui pour Tokat et se constitue en Tribunal extraordinaire est composée de Hassan Osman Pacha, directeur général des contributions indirectes, ancien vali de Salonique; Chewki Bey, président de la Cour de cassation; Djelaleddin, président de la Cour d'appel de Constantinople; Yanko-Effendi Vithinos, ancien muchavir de Crète; Dilber-Effendi, membre de la Commission des réformes; Mahk-Effendi, et d'un général de division.

Le Ministre des affaires étrangères vient d'informer les ambassadeurs, de la destitution du gouverneur d'Adana.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 24 mars 1897.

L'ambassadeur d'Italie à Constantinople a fait ainsi que ses collègues une démarche pressante auprès de la Porte au sujet des troubles de Sivas. M. Visconti-Venosta lui a télégraphié pour l'approuver et lui a recommandé

d'insister sur la nécessité pour le Gouvernement ottoman d'empêcher le renouvellement des actes sauvages de l'année dernière en Arménie. D'une manière générale, M. Pansa est d'ailleurs autorisé à s'associer, le cas échéant, à une nouvelle démarche collective des ambassadeurs.

BILLOT.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 24 mars 1897.

Une somme de 10,000 fr. a été remise hier par mes soins à l'amiral Besnard pour être envoyée à l'amiral Pottier. Elle est destinée à contribuer au soulagement des misères des habitants de l'île de Crète.

G. HANOTAUX.

M. Reynaud, consul général de France à Trieste, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Trieste, le 25 mars 1897.

Six cents hommes du 87^e régiment d'infanterie sont partis aujourd'hui pour la Crète.

REYNAUD.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 25 mars 1897.

A la suite du Conseil des ministres, des instructions seront envoyées ce soir pour autoriser l'amiral italien à concourir au blocus du littoral de la Grèce au cas où tous les autres commandants y seraient aussi autorisés. Le cas échéant, on laissera à l'amiral le soin de concerter avec ses collègues la répartition des bâtiments affectés au blocus.

BILLOT.

M. P. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 25 mars 1897.

Depuis trois jours, les insurgés attaquaient le blockhaus turc de Malaxa qui domine la baie de la Sude et en empêchaient le ravitaillement, malgré les injonctions réitérées des amiraux.

Ils ont recommencé leur attaque cette nuit et se sont emparés du blockhaus après avoir détruit une partie de sa garnison. Le combat ayant continué toute la journée dans les environs, les navires de toutes les nations mouillés à la Sude ont canonné les hauteurs et repoussé les insurgés. En ce moment, le blockhaus est en feu. Les insurgés d'Akrotiei ont également attaqué aujourd'hui les positions turques au-dessus de Halepa.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le roi d'Italie.

Paris, le 26 mars 1897.

L'amiral Pottier a adressé au Ministre de la marine les indications suivantes :

« Rien n'est encore décidé pour le blocus du golfe de Volo. Les amiraux sont persuadés qu'il se produira des conflits avec les navires grecs, ce qu'ils voudraient éviter à tout prix ; leur avis est qu'il faut avant tout s'occuper des navires grecs qui, par représailles, pourraient venir inquiéter nos navires stationnant en divers points de l'île de Candie. C'est, en tout cas, mon opinion personnelle.

« Les contingents anglais, russe et italien sont arrivés. »

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. P. Cambon**, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 26 mars 1897.

Munir Bey m'a fait remettre une copie du télégramme suivant daté de Constantinople, 18 mars :

« Nous apprenons avec un vif étonnement que le Gouvernement helénique vient de se plaindre aux Cabinets européens de ce que les troupes impériales, concentrées sur le long de la frontière turco-grecque, se livreraient à des mouvements de nature à provoquer leur force armée.

« Cette démarche du Cabinet d'Athènes étant un prétexte pour justifier une agression éventuelle de sa part et troubler ainsi la tranquillité de nos provinces limitrophes, je vous prie d'en aviser dès maintenant le Gouvernement près duquel vous êtes accrédité en l'assurant, en même temps, que nos commandants ont, pour instructions formelles et catégoriques de maintenir l'ordre et de repousser toute attaque venant du côté de la Grèce. »

Je crois devoir porter ce document à votre connaissance.

G. HANOTAUX.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 26 mars 1897.

Le baron de Marschall envisage favorablement la dernière communication du Gouvernement anglais ; il estime qu'il y a lieu d'y adhérer. Il pense que dans la pratique, il sera facile d'entrer dans les vues anglaises en confiant aux forces navales britanniques la surveillance d'une zone à déterminer en dehors du golfe de Volo.

SOULANGE-BODIN.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 26 mars 1897.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec lord Salisbury des affaires cré-

toises et grecques. Conformément au télégramme des amiraux qui écarte, pour le moment, l'idée du blocus de Volo, lord Salisbury a pensé que l'examen de cette proposition pourrait être reporté à une date ultérieure, et il s'est montré disposé à se maintenir dans le concert des puissances sur tous les autres points, notamment à concourir, le cas échéant, au blocus du littoral. Dans ces conditions, son intention paraît être de renoncer à la proposition d'une zone neutre et, en tout cas, à l'idée d'une sommation spéciale de l'Angleterre à la Turquie. Mais il a insisté beaucoup sur la nécessité de faire fonctionner rapidement le régime de l'autonomie.

Il proposait de confier le Gouvernement général provisoire à l'un des amiraux.

J'ai insisté sur l'intérêt qu'il y avait à ne pas rompre le concert des amiraux en donnant en ce moment une situation particulière à l'un d'entre eux, et j'ai demandé que l'on restât fidèle à l'idée d'un fonctionnaire civil. Lord Salisbury a fini par me dire qu'il acceptait ces vues et qu'il se prononcerait sur le choix qui conviendrait aux puissances.

Il serait entendu que les fonctionnaires ou conseillers principaux seraient choisis parmi les puissances européennes.

Lord Salisbury est disposé à faciliter à la Crète, de concert avec les puissances, le recours à un emprunt.

Il est d'avis que le retrait rapide d'une partie des troupes ottomanes de l'île donnerait une vive satisfaction à l'opinion.

Veuillez faire connaître, en tout cas, ces diverses indications au comte Mouraviëff; il sait que, pour l'œuvre de paix que nous poursuivons, tout mon concours lui est assuré, et je désire vivement que les efforts qu'il a faits avec tant d'énergie et d'habileté pour maintenir le concert européen dans des circonstances si délicates soient couronnés de succès.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française, à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 26 mars 1897.

La Porte a envoyé à ses Représentants à l'étranger une circulaire par laquelle elle déclare qu'il y a lieu de considérer les événements de Tokat comme une simple rixe à laquelle l'Intervention énergique des autorités a mis rapidement un terme.

En réalité, on compte une centaine de tués; le pillage a duré huit heures et un bataillon de 500 hommes n'a pas bougé.

M. Ledoux considère le commandant militaire comme ayant encouru la plus grave responsabilité. Les ambassadeurs ont décidé de demander sa révocation. Ils sont convenus également de se faire représenter auprès de la Commission d'enquête par deux délégués qui seront le vice-consul de Russie à Samsoun et le vice-consul d'Angleterre à Sivas.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 26 mars 1897.

Je ne puis qu'approuver les décisions que vous avez prises de concert avec vos collègues au sujet des événements de Tokat. G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 26 mars 1897.

Nous avons appris, mes collègues et moi, que les commandants des forces navales en Crète seraient d'accord sur la nécessité de procéder le plus tôt possible à l'organisation de l'autonomie, à la nomination d'un gouverneur général et au retrait des troupes ottomanes.

En attendant une organisation qui ne peut être faite du jour au lendemain, les commandants des forces navales pourraient établir l'état de siège dans les villes occupées par des forces européennes. Ce serait un moyen de constituer une justice provisoire. Quant à l'autonomie, elle a été proclamée solennellement, la Porte s'est déclarée prête à en discuter l'organisation et il importerait d'en fixer les principes le plus tôt possible. C'est seulement après un accord sur les principes que nous pourrions examiner la question du retrait des troupes.

Nous sommes donc convenus, mes collègues et moi, de prier nos Gouvernements de nous indiquer les bases de la nouvelle organisation et de vouloir bien nous envoyer des instructions.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le roi d'Italie.

Paris, le 26 mars 1897.

Par suite des circonstances, il semble difficile de se mettre d'accord sur le choix d'un gouverneur général de Crète.

Il nous semble que, tant que les puissances ne se seront pas entendues sur le choix définitif ou provisoire d'un gouverneur général, on ne peut que laisser au concert des amiraux le soin de pourvoir à titre collectif, par les moyens dont ils disposent, aux mesures d'administration de première nécessité dans le périmètre où s'étend la protection exercée par les forces des puissances.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 26 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères ne m'a accusé réception que ce soir de la communication que je lui ai faite dès le 6 mars, pour lui annoncer la mise de l'île de Crète en état de blocus. Il est vrai que sa lettre porte la date du 9 de ce mois. M. Skouzès m'informe qu'il a donné avis du fait aux navigateurs et il ajoute : « Comme il ne sera plus possible d'importer des céréales en Crète et que l'île se fait toujours approvisionner du dehors, il est de mon devoir eu égard aux liens qui nous unissent à la population crétoise, de vous signaler cette circonstance, en vue des conséquences qui s'ensuivront et qui pourraient bien ne pas répondre aux sentiments d'humanité dont le Gouvernement de la République est animé. »

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 27 mars 1897.

En raison de l'audace des insurgés, de la démoralisation des troupes turques et du danger de voir les insurgés s'emparer des sources d'eau alimentant la ville, les amiraux ont décidé de demander l'envoi d'un autre bataillon et d'une section d'artillerie par puissance. Les amiraux avaient enjoint aux insurgés de laisser ravitailler les fortins dont ils considéraient l'occupation par les troupes turques comme nécessaire pour la sécurité des troupes européennes. Les insurgés ont répondu à cette injonction en s'emparant des fortins et en les détruisant. On n'a pu les châtier. Ils n'en deviendront que plus hardis. La Canée est aujourd'hui à la merci d'un coup de main des grecs.

L'amiral Pottier est d'avis qu'il est prudent de préparer un autre bataillon avec une section d'artillerie de montagne. Il faut absolument tenir libres les environs de la Canée. Tant que les troupes grecques seront dans l'île, nous n'arriverons à rien. Les amiraux pensent que le nœud de la question est dans le blocus sévère du Pirée et le demanderont sans doute à prompt délai si des questions d'ordre politique qu'ils ignorent ne s'y opposent pas. En tout cas, ils vont agir avec vigueur contre les insurgés partout où ils les trouveront en travers. Tous les amiraux envoient une dépêche dans ce sens à leurs Gouvernements.

Paul BLANC.

M. Degrand, consul de France à Scutari, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Scutari, le 27 mars 1897.

Un musulman de la montagne de Riolli s'était dernièrement adressé au gouverneur général à l'effet d'obtenir l'enlèvement d'une croix qui se trouvait sur les murs du cimetière catholique non loin de sa demeure; le chef de la tribu, un musulman, se transporta dans ce clan, afin de juger la contestation. Quand il revenait à Scutari, un homme de Riolli le tua d'un coup de fusil et prit la fuite.

À la suite de ce meurtre, d'assez longs pourparlers eurent lieu entre les autorités et l'archevêque.

L'affaire suivait son cours, quand on apprit en ville, ce matin, qu'on avait pénétré pendant la nuit dans une mosquée et qu'on y avait égorgé un porc dont on avait suspendu le corps au-dessus du Mihrab, lieu réservé pour la prière; avec le sang on avait couvert le mur de croix et la tête coiffée d'un turban avait été jetée dans le milieu de ce temple.

À sept heures du matin, la nouvelle de cette profanation était connue de la population musulmane qui accourut en hâte et armée à l'appel de ses hodjas, et se dirigea vers le lieu habituel de ses réunions en temps de troubles; toutes les boutiques du bazar et de la ville étaient fermées. Peu d'instant après, une garde de 30 hommes était envoyée au consulat de France par Edib. Pacha dont un aide de camp venait m'informer de la situation. D'autres détachements de troupes étaient envoyés chez mes collègues et le quartier chrétien était entouré d'un cordon de soldats qui avaient pour consigne d'empêcher les musulmans d'y pénétrer.

Cependant les musulmans se portaient en masse vers le quartier chrétien

en tirant des coups de feu ; trois ou quatre personnes ont été blessées dans leurs maisons ; passant devant le cimetière catholique, ils demandèrent au gardien les clefs de la chapelle, ce dernier ayant essayé de s'enfuir fut tué d'un coup de feu ; ils commencèrent alors à briser les croix et tirèrent quelques coups de feu contre l'archevêché et la cathédrale ; les troupes réussirent à les empêcher d'entrer dans le quartier catholique.

Le gouverneur général put réunir dans la journée la plupart des beys influents et les chefs chrétiens des divers quartiers ; aux premiers, il donna mission de se rendre sans retard auprès de leurs coreligionnaires pour les inviter à se disperser en lui laissant le soin de rechercher les coupables, et enjoignit aux seconds de s'employer à rassurer les chrétiens en les engageant à rester momentanément chez eux. La rapidité des mesures prises par le vali a réussi à empêcher un choc entre les deux éléments, qui aurait pu avoir de graves conséquences.

DEGRAND.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 27 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim me donne connaissance d'un télégramme que le comte Mouravieff a adressé le 26 de ce mois à l'ambassadeur de Russie à Londres. Par cette communication le Gouvernement impérial constate que le Cabinet anglais a manifesté son consentement à participer au blocus des côtes de la Grèce si les amiraux estimaient cette mesure absolument nécessaire.

Le moment où le blocus de Volo pouvait être le plus utile étant passé, puisque les troupes grecques ont eu le temps de se masser à la frontière turque, le Ministre des affaires étrangères de Russie exprime l'avis que cette mesure pourrait ne plus répondre au but que les puissances avaient surtout en vue. Le comte Mouravieff ajoute qu'il importe avant tout de maintenir l'accord des grandes puissances.

Ainsi que vous pourrez le constater, les vues ainsi exprimées par le comte Mouravieff concordent avec les appréciations que les amiraux ont formulées en dernier lieu au sujet du blocus éventuel de Volo.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 28 mars 1897.

Les insurgés ont attaqué à la pointe du jour le blockhaus qui commande le port Izzeddin à l'entrée de la baie de la Sude. L'attaque a été très vive. Un navire italien, un anglais et un russe ont dû ouvrir le feu pour repousser les assaillants. Le fort Izzeddin sera occupé par un détachement autrichien attendu demain et protégé par un navire de guerre.

Une colonne composée de 75 soldats d'infanterie de marine française, un capitaine et un sous-lieutenant, de 60 matelots italiens avec 2 officiers, de 30 soldats russes avec 1 officier, et accompagnée de 1 canon italien, de 1 canon russe et de 1 canon anglais, ira occuper demain le blockhaus de Soubachi qui défend les sources d'eau alimentant la Canée et commande

les vallées d'Aya et de la Canée. Le capitaine d'infanterie de marine française Pérignon commandera cette colonne internationale.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 28 mars 1897.

Les incidents qui viennent de se produire à Scutari peuvent avoir les suites les plus graves. Insistez auprès de vos collègues pour qu'ils s'interposent, soit sur les lieux par l'intermédiaire des consuls, soit à Constantinople pour obtenir un arrangement de nature à calmer les musulmans et à réfréner de part et d'autre les actes d'hostilité et l'esprit de provocation.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 28 mars 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a annoncé aujourd'hui à tous les premiers drogmans des ambassades la révocation et la mise aux arrêts du commandant militaire de Tokat, Hakki Pacha. Il a accueilli la demande d'éloignement qui lui avait été faite contre les fonctionnaires de Sivas signalés comme dangereux par les consuls de France et d'Angleterre. Le successeur du gouverneur destiné à Tokat est Békir Pacha qui occupait le poste d'Amassia pendant les événements de 1895-1896 et qui avait su maintenir l'ordre.

Le successeur du vali d'Adana est Hilmi Bey, fonctionnaire sur lequel je n'ai que de bons renseignements.

On signale des désordres à Erbaa au nord de Tokat, une panique à Séert, près de Mossoul, des rixes dans les villages autour de Van et la réunion des musulmans en armes à Scutari d'Albanie après la profanation d'une mosquée. A Scutari, le gouverneur est fort énergique; il a assuré la garde du quartier chrétien.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 28 mars 1897.

Notre consul à Scutari télégraphie qu'à la suite de la profanation d'une mosquée les musulmans se sont réunis en armes et manifestent une vive irritation.

Dans les circonstances actuelles, cette affaire peut entraîner les suites les plus graves. J'invite M. Cambon à insister auprès de ses collègues pour qu'ils s'interposent, soit sur les lieux par l'intermédiaire des consuls, soit à Constantinople, pour obtenir un arrangement de nature à calmer les musulmans et à réfréner de part et d'autre l'esprit de provocation et les actes d'hostilité.

Veuillez communiquer ces indications au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité en signalant tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que son ambassadeur à Constantinople reçût des directions analogues.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 28 mars 1897.

Le Prince Royal, ayant été investi par décret du commandement de l'armée de Thessalie, s'est embarqué cette nuit pour Volo. Je tiens de bonne source que, dans les intentions du Gouvernement et du Roi, le Prince irait à Larissa pour calmer les esprits et faire comprendre la nécessité de gagner du temps.

On m'a assuré effectivement que rien n'est encore prêt pour l'offensive, ardemment réclamée par la troupe et ses officiers, et qu'un délai d'une vingtaine de jours au moins serait indispensable pour sortir du désordre causé par la précipitation avec laquelle, par crainte du blocus, les choses et les hommes ont été expédiés à la frontière.

A. BOURÉE.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Petersbourg, le 29 mars 1897.

Le Gouvernement impérial a adressé hier à son ambassadeur à Londres un télégramme par lequel il se déclare disposé en principe à adhérer aux dernières propositions anglaises, à la condition qu'elles soient nettement formulées et qu'elles aient reçu l'adhésion des autres puissances.

Il reste un point obscur; c'est celui du blocus du littoral proposé par l'Angleterre. Il semblerait que les ports de la Grèce seraient exclus de cette mesure, sauf celui de Volo que le Cabinet de Londres indique comme pouvant être bloqué par les puissances continentales seules. La Russie est prête à concourir au blocus du littoral si ce terme implique les ports de la Grèce et la participation de toutes les puissances.

Le comte Mouravieff est d'avis qu'il faudrait d'urgence nommer un gouverneur provisoire militaire. Il ne voit pas d'objections sérieuses, quant à lui, à la désignation d'un des amiraux qui pourrait se mettre en rapport avec les chefs crétois et auquel les moyens nécessaires seraient donnés pour préparer l'organisation de l'île et grouper les éléments sérieux de la population. Les bases de l'organisation devraient être proposées sans retard par les ambassadeurs. Des instructions en ce sens ont été envoyées à Constantinople par le Gouvernement impérial.

G. DE MONTEBELLO.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 29 mars 1897.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai signalé au baron de Marschall l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'à propos du récent incident de

Scutari, l'ambassadeur d'Allemagne reçut des directions analogues à celles que Votre Excellence a adressées à M. Cambon.

Le Ministre des affaires étrangères qui n'était, d'ailleurs, pas encore au courant des faits rapportés par notre agent en Albanie, m'a dit que l'ambassadeur de la République pouvait compter sur le concours du baron de Saurma, ce dernier ayant pour instructions générales de s'associer à toutes les démarches de ses collègues tendant, soit au maintien, soit au rétablissement de l'ordre de l'Empire ottoman.

SOULANGE-BODIN.

M. Ledoulx, vice-consul de France à Sivas, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 29 mars 1897.

Les mesures provoquées par les ambassadeurs produisent une impression salubre sur la population et les autorités qui assurent rigoureusement l'ordre public. Une détente s'est produite ici dans la situation, mais l'état du pays restera longtemps précaire. Désormais le sort des chrétiens dans cette région dépend des arrêts de la Commission de Tokat qui devra frapper rigoureusement et vite.

Alphonse LEDOULX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 29 mars 1897.

Le Gouvernement italien a envoyé à son ambassadeur à Constantinople l'ordre d'insister sur la nécessité de provoquer à Scutari des mesures promptes et efficaces.

BILLOT.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 29 mars 1897.

D'après un télégramme envoyé aujourd'hui par le commandant de l'escadre italienne, les amiraux seraient d'accord pour signaler les inconvénients que présente la prolongation de l'état actuel des choses et ils insisteraient pour le blocus immédiat du Pirée. Le Gouvernement italien demeure résolu à concourir à cette opération si elle est décidée par toutes les puissances; mais il n'entend prendre aucune initiative à ce sujet.

Le Gouvernement italien est également disposé à se concerter avec les autres puissances pour fixer les bases de l'autonomie crétoise.

BILLOT.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 29 mars 1897.

Le baron de Marschall vient de me dire que le commandant du navire allemand actuellement dans les eaux crétoises a adressé à son Gouverne-

ment un télégramme concluant à la nécessité du blocus immédiat des côtes de la Grèce.

SOULANGE-BODIN.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 29 mars 1897.

Un bataillon autrichien vient d'arriver.

Paul BLANC.

Le comte de Wolkenstein-Trostburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 30 mars 1897.

Mon Gouvernement m'ayant prescrit de porter à la connaissance de Votre Excellence le télégramme ci-joint, j'ai l'honneur de m'acquitter de cet ordre et je prends, en même temps, la liberté de vous prier d'acquiescer au désir du Gouvernement impérial et royal.

Je serais fort obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître l'accueil qu'aura rencontré auprès de vous ma présente démarche.

ANNEXE A LA LETTRE DU COMTE WOLKENSTEIN-TROSTBURG
LE 30 MARS 1897.

Le comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, au comte Wolkenstein-Trostburg.

Paris, le 30 mars 1897.

Télégramme du commandant de l'escadre austro-hongroise dans les eaux crétoises, en date du 28 mars 1897.

« Situation s'aggrave chaque jour. Les amiraux estiment que le temps des demi-mesures est passé. Ils décident à l'unanimité de demander à leurs Gouvernements de déclarer le blocus du golfe d'Athènes avec toutes les conséquences qu'il entraînerait. En première ligne, ils rechercheront les navires de guerre grecs pour les faire rentrer au Pirée ou Salamis, les y contraignant par force s'ils ne veulent pas y aller de bonne volonté. »

Nous avons déjà fait connaître à notre amiral notre assentiment aux propositions précitées. En même temps, nous lui avons prescrit de se concerter avec ses collègues au sujet de la proclamation de l'état de blocus ainsi que de toutes les conséquences et mesures qui en découlent.

Je vous invite à faire part de ce qui précède au Gouvernement de la République et à le prier de munir l'amiral commandant la force navale française dans les eaux crétoises d'instructions analogues.

GOLUCHOWSKI.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 30 mars 1897.

Le comte Goluchowski a prescrit à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople de joindre son action à celle de M. Cambon pour obtenir du Sultan que toutes les mesures soient prises à Scutari afin d'empêcher de nouvelles rixes entre chrétiens et musulmans.

H. Lozé.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à **M. Hanotaux**,
ministre des affaires étrangères.

Londres, le 30 mars 1897.

Sir Th. Sanderson vient de m'annoncer que des instructions ont été envoyées à sir Ph. Currie dans le sens visé par votre télégramme du 28, lui prescrivant d'effectuer des démarches en vue de ramener le calme parmi les populations chrétiennes et musulmanes de Scutari.

GEOFFRAY.

M. Ledoulx, vice-consul de France à Sivas, à **M. Hanotaux**,
ministre des affaires étrangères.

Sivas, le 30 mars 1897.

Les capucins de Latia (province de Kharpout) signalent l'attitude menaçante des turcs et sollicitent l'intervention de l'ambassade.

Après les événements de Tokat, des massacres ont eu lieu dans plusieurs villages des environs de cette ville : deux prêtres arméniens ont été tués.

La situation générale des villages dans cette province reste critique.

Alphonse LEDOULX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs
de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 31 mars 1897.

D'après ce que télégraphie l'amiral Pottier, les amiraux ont décidé, à l'unanimité, de demander à leurs Gouvernements de déclarer le blocus du golfe d'Athènes avec toutes les conséquences de guerre qu'il entraînerait. Ils ont adressé en outre, le 29 mars, à leurs Gouvernements un télégramme dans lequel ils indiquent que, « ne pouvant plus compter sur les troupes « turques et étant amenés pour leur propre sécurité à occuper les positions « défendant la ville, ils jugent indispensable l'envoi d'un nouveau bataillon « et d'une section de montagne, ainsi que de 50 cavaliers d'une même « nationalité. »

Je vous serai obligé de me faire savoir comment ces propositions sont envisagées par le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. P. Cambon**,
ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 31 mars 1897.

Un membre du Parlement aurait reçu d'un arménien la nouvelle que la population turque tout entière d'Hadjin, dans le vilayet d'Adana, aurait été armée et qu'un massacre se préparerait sur ce point.

Je m'en remets à votre vigilance et à votre énergie du soin de faire au Palais les démarches que vous jugerez nécessaires pour assurer la répression des actes signalés à mon attention.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Petersbourg, le 31 mars 1897.

Des ordres sont donnés pour le départ d'Odessa d'un bataillon et d'une batterie d'artillerie de montagne.

L'amiral russe a, d'autre part, reçu pour instruction de participer au blocus du Pirée si l'Angleterre y prend part et si les autres puissances sont d'accord.

Le comte Mouravieff désirerait que notre accord fût complet en vue de l'éventualité d'une guerre entre la Turquie et la Grèce.

G. DE MONTEBELLO.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 31 mars 1897.

Le *Foreign Office* a reçu, en date du 29 mars, un télégramme de l'amiral Harris mentionnant l'avis qu'il y aurait lieu éventuellement de porter le chiffre des forces des puissances en Crète à 1,800 hommes par puissance.

GEOFFRAY.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 31 mars 1897.

Hier, cette nuit et ce matin, les insurgés ont continué à attaquer le blockhaus qui défend le fort Izzedin. A différentes reprises, les navires européens ont dû ouvrir le feu pour éloigner les assaillants. Ce matin, l'attaque devenant de plus en plus vive, les navires ont canonné les hauteurs voisines. Les insurgés ont également inquiété la garnison internationale du blockhaus de Soubachi.

Paul BLANC.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 31 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim doit vous communiquer un télégramme de son Gouvernement, par lequel le comte Mouravieff vous demande de bien nous entendre pour toutes les conséquences d'une guerre entre la Turquie et la Grèce et confirme le désir que notre accord soit complet en vue d'une semblable éventualité. Le comte Mouravieff croit qu'il est plus nécessaire que jamais de n'agir qu'avec la participation de toutes les puissances. Il acceptera le gouverneur militaire provisoire désigné d'urgence par les amiraux, soit un d'entre eux, soit un autre officier. Il a donné des directions à M. de Nélidoff pour s'entendre avec ses collègues et proposer d'urgence les bases de l'autonomie. Il acceptera également ce qui sera proposé pour la question financière. Quant au retrait des troupes turques, il estime qu'on pourrait y procéder aussitôt que le Roi Georges aurait consenti au rappel du colonel Vassos, mais pas avant.

Des ordres sont donnés à l'amiral russe de participer au blocus du Pirée si l'Angleterre y prend part et si les autres puissances sont d'accord. Des instructions ont été également envoyées pour le départ d'Odessa d'un bataillon et d'une batterie d'artillerie de montagne.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hatotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 16 avril 1897.

Ainsi que vous me l'aviez annoncé, le baron de Mohrenheim m'a communiqué un télégramme de son Gouvernement d'après lequel l'Empereur Nicolas manifeste l'intention de marcher, dans les circonstances présentes, parfaitement d'accord avec le Gouvernement français. Sa Majesté désirerait connaître notamment notre manière de voir relativement à la demande des amiraux de déclarer le blocus du golfe d'Athènes avec toutes les conséquences qu'il entraîne. Elle demande si nous serions d'avis que les puissances pourraient se borner à adopter les mesures indiquées dans les dernières propositions anglaises.

L'attitude du Gouvernement grec donne lieu de craindre que le blocus de la Crète ne soit pas suffisamment effectif pour obliger le détachement du colonel Vassos à quitter l'île. En présence de cette situation, Sa Majesté estime que le parfait accord entre la Russie et la France devrait se manifester nettement tant pour le maintien de la paix générale que pour la sauvegarde de leurs intérêts respectifs.

Comme je l'ai dit hier au baron de Mohrenheim, quand il m'a communiqué ce télégramme, je ne pouvais être en mesure qu'après le Conseil des Ministres de faire connaître au Gouvernement impérial les vues auxquelles se serait arrêté le Gouvernement de la République.

Eu voici l'exposé : au cours de la crise actuelle, comme en d'autres circonstances précédentes, le Gouvernement de la République s'est constamment appliqué à marcher en complet accord avec le Gouvernement impérial, tant pour le maintien de la paix générale que pour la sauvegarde des intérêts respectifs des deux puissances. Il reste fidèle à ces principes de conduite.

Le Gouvernement français, tenant compte des circonstances, se déclare prêt à renforcer l'effectif de ses troupes en Crète. Des dispositions ont été prises pour l'envoi d'un bataillon de 600 hommes, et ce contingent pourra se mettre en route dès que nous aurons avis qu'une décision analogue aura été prise par les autres puissances.

Quant au blocus du golfe d'Athènes, le Gouvernement de la République y adhère pourvu que toutes les puissances y adhèrent et y participent également.

Notre ambassadeur à Constantinople a été autorisé à s'entendre avec ses collègues pour élaborer un projet d'organisation de la Crète autonome.

En ce qui concerne le choix d'un gouverneur provisoire, le Gouvernement de la République, décidé à s'en rapporter à l'unanimité des puissances, désirerait connaître le plus tôt possible le nom sur lequel se serait porté le choix du Gouvernement russe.

Je vous serai obligé de faire part au comte Mouravieff de ces dispositions où il verra un nouveau témoignage de notre résolution de concourir dans une entière confiance avec la Russie au double résultat que j'ai men-

tionné plus haut. Je vous prie de lui rappeler en même temps que, sur les diverses questions soulevées par la crise actuelle, l'entente entre la France et la Russie s'est toujours manifestée, non seulement par des déclarations, mais aussi par des actes positifs auxquels le concours du Parlement n'a jamais fait défaut.

G. HANOTAUX.

M. Guillois, vice-consul de France à Angora, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Angora, le 1^{er} avril 1897.

Les récents désordres de Tokat ont produit une grande émotion parmi la population chrétienne d'Angora. J'avais personnellement remarqué dans ces derniers temps que les propos menaçants envers les chrétiens étaient devenus plus fréquents que par le passé.

Je n'ai pas manqué de communiquer récemment au vali mes impressions sur l'état actuel de la ville et d'appeler sa plus sérieuse attention sur le danger qui me paraît résulter de la tolérance coupable de la part des autorités subalternes du port d'armes par les musulmans qui n'ont absolument rien à redouter de la population chrétienne la plus paisible de l'Anatolie.

Quarante-huit heures après cette conversation, le vali doublait les patrouilles, en leur donnant l'ordre de circuler jour et nuit dans tous les quartiers de la ville; il prescrivait la fermeture des cafés et des restaurants dès le coucher du soleil, et il défendait de nouveau, par la voie des affiches et des journaux, le port d'armes; je doute d'ailleurs que cette dernière prescription soit jamais exécutée par les simples moyens de la persuasion.

En ce qui concerne la ville d'Angora même, je ne crois pas au danger immédiat de troubles si, toutefois, il ne surgit pas de complications en dehors et si le vali possède des moyens suffisants de répression. Mais je considère le danger comme beaucoup plus grand et imminent à Césarée, où les chrétiens n'ont pas seulement à redouter les musulmans de la ville, connus pour leur fanatisme, mais aussi les nombreuses tribus de kurdes et de circassiens toujours prêts à accourir à l'appel de leurs coreligionnaires quand il s'agit de massacre et de pillage.

Il est juste de dire que l'autorité locale, notamment le mutessarif et le colonel Osman Bey faisant l'intérim du commandant de la place, veille d'une façon très assidue à la sécurité publique. Mais il suffirait du plus petit incident ou de la plus légère divergence d'opinions entre deux fonctionnaires pour compromettre irrévocablement une situation qui n'est déjà que tout juste supportable au prix de la plus grande vigilance.

Je me permets d'exprimer à Votre Excellence le vœu de voir maintenir en permanence à Césarée, et dans tous les cas, au moins un bataillon de soldats sous les ordres d'un chef honnête, l'actuel, si possible, Osman Bey, et que les autorités de cette ville soient de nouveau invitées de la façon la plus énergique à assurer la sécurité des chrétiens.

Alphonse GUILLOIS.

M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 1^{er} avril 1897.

Le blocus des côtes helléniques semble toujours au baron de Marschall

le meilleur moyen d'arriver à une solution et il se félicite de ce que l'Angleterre, ainsi que sir F. Lascelles le lui a annoncé ce matin, s'y soit formellement ralliée.

Au sujet du retrait des troupes ottomanes de Crète, le Ministre estime que le principe en a été posé par les puissances ; mais il ne pense pas que l'on puisse en examiner l'éventualité avant que le colonel Vassos n'ait été rappelé.

SOULANGE-BODIN.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 1^{er} avril 1897.

Sir Thomas Sanderson me fait connaître que lord Salisbury a télégraphié à l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg pour l'aviser que l'amiral anglais est autorisé à s'associer au blocus du golfe d'Athènes si tous les amiraux reçoivent les mêmes instructions.

GEOFFRAY.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 1^{er} avril 1897.

J'ai demandé au comte Goluchowski, conformément aux instructions de Votre Excellence, ce qu'il pensait du retrait des troupes turques de Crète ; le Ministre des affaires étrangères m'a dit qu'en thèse générale il était disposé à se rallier à toute mesure qui réunirait l'unanimité des puissances, mais que cependant, avant de répondre définitivement, il serait heureux de connaître les intentions du Gouvernement français en ce qui concerne :

1^o Le blocus du golfe d'Athènes.

2^o La rédaction d'un statut pour la Crète par les ambassadeurs à Constantinople.

3^o La nomination du gouverneur général.

LOZÉ.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 1^{er} avril 1897.

Le Gouvernement italien est prêt à un échange de vues ayant pour but d'examiner avec les autres puissances les moyens d'obtenir le rappel des troupes ottomanes et de procéder à leur rapatriement. Il y a plusieurs jours déjà qu'il a demandé l'avis de l'amiral Canevaro à ce sujet.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 1^{er} avril 1897.

A Bitlis, le vali a fait arrêter pendant la nuit du 29 au 30 mars neuf notables musulmans qui présumaient le massacre. Il demande leur bannissement à la Porte. Les ambassadeurs appuieront cette demande.

Le consul anglais de Sivas est arrivé hier à Tokat et la Commission qui doit se constituer en Tribunal extraordinaire doit arriver aujourd'hui. D'après ses premières vérifications, le nombre des tués à Tokat dans la journée du 20 mars est de 89, celui des blessés de 36. Plusieurs villages arméniens des environs ont été assaillis et, dans les villages musulmans, les maisons arméniennes ont été pillées et leurs habitants blessés; à Kujik, village arménien, 12 tués; à Bisen, le monastère et 12 maisons pillées, 16 tués, 2 prêtres mutilés. Dans un autre village musulman, 10 arméniennes pillées, 4 tués. A Kurji, village musulman, 4 maisons arméniennes pillées, 3 tués.

La population musulmane de toute cette région paraît très surexcitée.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 2 avril 1897.

Voici les renseignements que je suis en mesure de vous communiquer au sujet des incidents de Hadjin.

Il résulte d'un rapport de notre vice-consul à Mersina du 26 mars que, sur un télégramme venu de Constantinople, une réunion de fonctionnaires civils et militaires et de notables musulmans a eu lieu récemment à Hadjin et que des dispositions ont été prises pour les massacres des chrétiens.

Hadjin est un village presque entièrement arménien. D'après l'iradé de réformes de 1895, il devait être pourvu d'un kaïmakam chrétien et d'un mouavin musulman. Ce dernier a été nommé immédiatement et chargé de la gérance administrative, mais la nomination du gouverneur chrétien s'est fait attendre.

Au commencement de cette année et sur la démarche réitérée des ambassadeurs de France, de Russie et d'Angleterre, la Sublime Porte a annoncé la nomination d'un syrien catholique nommé Feid Bey. On s'est arrangé d'abord pour l'empêcher de partir, sur une prétendue protestation des musulmans d'Hadjin transmise au Palais. A la réception du rapport de notre vice-consul, j'ai remis à la Sublime Porte un *pro memoria* sur toute cette affaire.

L'ambassadeur d'Angleterre, muni d'informations analogues, a fait de son côté des communications dans le même sens.

J'ai demandé à tous mes collègues de se joindre à nous.

Nous réclamons aujourd'hui l'envoi d'ordres catégoriques aux autorités civiles et militaires d'Hadjin pour assurer leur concours au gouverneur chrétien.

Le Ministre des affaires étrangères m'a informé hier du départ de Feid Bey pour Hadjin.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 2 avril 1897.

Le Gouvernement de la République adhère au blocus du golfe d'Athènes pourvu que toutes les puissances y adhèrent et y participent également. Des instructions en conséquence sont adressées à l'amiral Pottier.

Si les autres puissances se mettent d'accord pour envoyer un nouveau contingent de six cents hommes dans l'île de Crète, nous sommes prêts à le faire et des dispositions sont prises à ce sujet.

En ce qui concerne le choix d'un gouverneur provisoire, le Gouvernement de la République est décidé à s'en rapporter à l'unanimité des puissances.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 2 avril 1897.

Le Gouvernement de la République adhère au blocus du golfe d'Athènes pourvu que toutes les puissances y adhèrent et y participent également. Des instructions en conséquence sont adressées à l'amiral Pottier.

Si les autres puissances se mettent d'accord pour envoyer un nouveau contingent de six cents hommes dans l'île de Crète, nous sommes prêts à le faire et des dispositions sont prises à ce sujet.

En ce qui concerne le choix d'un gouverneur provisoire, le Gouvernement de la République est décidé à s'en rapporter à l'unanimité des puissances.

Vous voudrez bien faire part de ces dispositions au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité en vous enquérant de celles qu'il se propose de prendre de son côté.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 2 avril 1897.

Pour la nomination d'un gouverneur général provisoire en Crète, le comte Mouravieff se ralliera au choix fait par les amiraux et pense qu'à défaut de la nomination d'un officier, on pourrait laisser l'administration au Conseil des amiraux. Il pense également qu'on pourrait, dans le but de faire cesser tout malentendu, laisser entendre à la Grèce que la présence du colonel Vassos est la seule cause de l'attitude des puissances et que, si le Gouvernement grec consentait à retirer ses troupes de Crète, les puissances pourraient aussitôt après faire partir les troupes turques et consulter librement la population. Il ne lui paraît pas admissible que le retrait des troupes grecques soit subordonné au rappel préalable des troupes turques.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 2 avril 1897.

M. Gosselin m'a avisé que le Gouvernement britannique adhérerait, si toutes les autres puissances y adhéraient également : 1° au blocus du Pirée ; 2° à la nomination d'un gouverneur de la Crète, naval ou autre, et que le contingent anglais en Crète serait porté à 1,200 hommes.

D'après des télégrammes du comte Mouravieff qui m'ont été communiqués par le baron de Mohrenheim, le Gouvernement russe tient prêts un bataillon et une batterie de montagne qui seront expédiés en Crète aussitôt que d'autres puissances se seront déclarées décidées à en faire autant.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 2 avril 1897.

Le Gouvernement russe a fait parvenir à l'amiral Andréieff l'ordre de participer au blocus du golfe d'Athènes aussitôt que les autres amiraux, y compris l'amiral anglais, auront reçu le même ordre.

Le comte de Montebello m'a télégraphié le 31 mars que M. de Nélidoff était invité à s'entendre d'urgence avec ses collègues sur les bases de l'autonomie.

M. Gosselin m'a avisé que le Gouvernement britannique adhérerait, si toutes les autres puissances y adhéraient également : 1^o au blocus du Pirée; 2^o à la nomination d'un gouverneur de la Crète, naval ou autre, et que le contingent anglais en Crète serait porté à 1,200 hommes.

D'après des télégrammes du comte Mouravieff qui m'ont été communiqués par le baron de Mohrenheim, le Gouvernement russe tient prêts un bataillon et une batterie de montagne qui seront expédiés en Crète aussitôt que d'autres puissances se seront déclarées décidées à en faire autant.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 2 avril 1897.

Le comte de Montebello m'a télégraphié le 31 mars que M. de Nélidoff était invité à s'entendre d'urgence avec ses collègues sur les bases de l'autonomie.

M. Gosselin m'a avisé que le Gouvernement britannique adhérerait, si toutes les autres puissances y adhéraient également : 1^o au blocus du Pirée; 2^o à la nomination d'un gouverneur de la Crète, naval ou autre, et que le contingent anglais en Crète serait porté à 1,200 hommes.

D'après des télégrammes du comte Mouravieff qui m'ont été communiqués par le baron de Mohrenheim, le Gouvernement russe tient prêts un bataillon et une batterie de montagne qui seront expédiés en Crète aussitôt que d'autres puissances se seront décidées à en faire autant.

G. HANOTAUX.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 2 avril 1897.

Le second bataillon que le Gouvernement anglais se propose d'envoyer en Crète doit quitter Malte le 5 de ce mois. Sir Thomas Sanderson m'a dit que, d'après les derniers renseignements qu'il a reçus, le blocus du golfe d'Athènes ne doit s'appliquer qu'aux navires battant pavillon grec. Il n'y

aurait pas lieu à son avis de rappeler les agents diplomatiques accrédités auprès du Roi Georges.

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie, et à M. P. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 2 avril 1897.

Le baron de Mohrenheim me fait savoir que le Gouvernement russe trouverait indispensable que les amiraux fissent comprendre aux populations crétoises que le blocus de l'île est dû exclusivement à la présence du détachement de Vassos, les grandes puissances ne pouvant connaître les vœux réels des crétois et assurer définitivement leur sort qu'après avoir écarté toute possibilité de pression militaire et d'influence intéressée.

J'ai prié le Ministre de la marine de faire part de cette communication au commandant en chef de nos forces navales en Crète.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Wolkenstein-Trotsburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris.

Paris, le 2 avril 1897.

Votre Excellence a bien voulu, le 30 mars dernier, porter à ma connaissance un télégramme du comte Goluchowski aux termes duquel le Gouvernement austro-hongrois a donné son assentiment au projet de blocus du golfe d'Athènes. Le Ministre impérial des affaires étrangères exprimait en même temps le désir que l'amiral français fût muni, comme l'amiral austro-hongrois, d'instructions l'invitant à se concerter avec ses collègues au sujet de cette opération.

En vous remerciant de cette obligeante communication, je m'empresse de vous faire savoir que le Gouvernement de la République a décidé, à la date d'hier, d'adhérer au blocus du golfe d'Athènes, pourvu que toutes les puissances y adhèrent et y participent également. Des instructions en conséquence sont adressées à l'amiral Pottier.

Le Gouvernement de la République a décidé, en outre, en ce qui concerne le choix d'un gouverneur provisoire, de s'en rapporter à l'unanimité des puissances.

Notre ambassadeur à Constantinople a été d'autre part autorisé à se concerter avec ses collègues pour étudier les bases de l'autonomie crétoise.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 3 avril 1897.

D'après ce que vient de m'annoncer le Ministre des affaires étrangères, la Commission extraordinaire de Tokat a fait arrêter 140 musulmans et 4 arméniens.

P. CAMBON.

**M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Berlin, le 3 avril 1897.

L'Allemagne n'enverra pas de contingent en Crète, estimant qu'elle n'a pas dans la question un intérêt suffisant pour s'y décider; elle participera au blocus du golfe d'Athènes, et des ordres en conséquence ont été expédiés au commandant allemand. En ce qui concerne le choix d'un gouverneur, elle se ralliera à toute candidature qui lui sera soumise; pour ce qui est enfin de l'autonomie, le Ministre des affaires étrangères approuve les premiers échanges d'idées qui ont eu lieu à ce sujet entre les ambassadeurs à Constantinople.

A propos de la possibilité du retrait des troupes ottomanes, le baron de Marschall, partageant l'opinion du comte Mouravieff, ne considère pas comme admissible que le retrait des troupes grecques soit subordonné au rappel préalable des troupes turques.

SOULANGE-BODIN.

**M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 3 avril 1897.

J'ai donné connaissance à sir. Th. Sanderson de la substance de votre télégramme d'hier indiquant les diverses mesures proposées au sujet de l'envoi de renforts en Crète, du blocus du golfe d'Athènes, du choix d'un gouverneur provisoire et de l'invitation envoyée à M. Cambon de se concerter avec ses collègues pour étudier les bases de l'autonomie crétoise.

Je me suis enquis en même temps des dispositions que le Cabinet de Londres se propose de prendre sur ces différents points.

Le sous-secrétaire d'Etat m'a répondu que l'envoi d'un autre bataillon était chose décidée, et que ce bataillon quitterait Malte le 5. C'est sur la demande pressante de l'amiral anglais, qui signalait l'insuffisance de la garnison britannique de la Canée, que cette décision a été prise.

Quant au blocus du golfe d'Athènes, l'amiral anglais est invité à y procéder dès que les commandants des autres forces navales auront reçu de leur côté des instructions à cet effet. Pour le choix du gouverneur provisoire, le Cabinet anglais accepterait volontiers un hollandais ou un belge. Aujourd'hui, le Gouvernement anglais paraît disposé à accueillir le nom qui réunirait l'unanimité des puissances.

Il admettrait également le choix d'un amiral ou d'une sorte de Conseil formé par la réunion des amiraux; enfin, il y a déjà un certain temps que sir Ph. Currie est autorisé à se concerter avec ses collègues pour étudier les bases de l'autonomie.

Le sous-secrétaire d'Etat m'a ensuite parlé des échanges de vues qui ont lieu entre les ambassadeurs au sujet de l'organisation administrative de la Crète, et m'a dit qu'il attendait sur ce point l'avis de lord Salisbury.

GEOFFRAY.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 3 avril 1897.

Un échange de vues sur l'autonomie crétoise a eu lieu aujourd'hui entre

les ambassadeurs. Certains principes, tels que la suzeraineté du Sultan et la suppression de toute ingérence turque dans les affaires intérieures de l'île, étant déjà proclamés, les questions qui leur ont paru devoir être étudiées sont relatives au maintien de quelques garnisons turques, au tribut, à la protection de la population musulmane, à l'exercice des capitulations et au retrait des troupes grecques. Quant au mode de nomination du gouverneur général, il dépend du caractère que les puissances entendent donner à l'autonomie.

L'imminence d'un conflit entre la Turquie et la Grèce, l'appréhension de ses redoutables conséquences ont conduit les ambassadeurs à penser qu'il convenait de donner à la Grèce un dernier conseil, de lui faire entrevoir la fâcheuse situation où elle se trouverait après un désastre, et de lui manifester dès à présent l'intention d'organiser l'autonomie dans l'esprit le plus large, en dotant la Crète d'institutions qui se rapprocheraient de celles de la Bulgarie, notamment pour l'élection du Prince. Des déclarations de ce genre amèneraient peut-être une détente.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 avril 1897.

Au combat de la Sude, il est hors de doute que les bachi-bouzouks ont été les agresseurs; je les ai vu arriver au nombre de plus de mille, attaquer les avant-postes chrétiens d'Akrotiri. Le combat a été acharné de part et d'autre et le nombre des morts et des blessés est, dit-on, considérable. Sur l'invitation des amiraux qui allaient ouvrir le feu contre les bachi-bouzouks, le général Tewfik Pacha est sorti en personne pour les obliger à abandonner le combat. J'ignore s'il a réussi, car au coucher du soleil, on entendait encore de nombreux coups de fusil. Les chrétiens ont envoyé des parlementaires aux amiraux pour protester contre cette attaque faite en violation de leurs ordres, alors que les chrétiens d'Akrotiri s'étaient, depuis plusieurs semaines, conformés aux injonctions des amiraux.

Paul BLANC.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 3 avril 1897.

Le Gouvernement italien n'a pas encore pris une résolution officielle en ce qui concerne l'envoi d'un second contingent de six cents hommes; mais on peut compter sur son acquiescement à la proposition, si l'accord des puissances en dépend; il y mettra pour seule condition que ces renforts soient exclusivement affectés à la protection des points déjà occupés et non à des opérations à l'intérieur de l'île.

Quant au blocus du golfe d'Athènes, le Gouvernement italien a muni son amiral d'instructions conformes à celles du Gouvernement de la République. Il fait seulement des réserves pour les mesures de rigueur que l'amiral avait d'abord songé à prendre contre l'escadre grecque, mesures dont l'utilité paraît contestable, mais dont les inconvénients sont certains. Aucune divergence en ce qui concerne le choix d'un gouverneur provisoire et le mandat donné aux ambassadeurs à Constantinople d'étudier les bases

de l'autonomie crétoise. M. Visconti-Venosta déclare approuver les vues déjà émises par les ambassadeurs, leur projet impliquant une autonomie très étendue, analogue à celle de la Bulgarie, et réservant à l'Assemblée crétoise une large part dans la nomination du gouverneur général.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 3 avril 1897.

Les grecs annoncent, paraît-il, l'intention de faire envahir l'Épire par leurs bandes d'irréguliers le 6 avril, anniversaire de l'indépendance grecque. Ils ont seulement de ce côté huit mille hommes de troupes régulières et cinq ou six mille irréguliers. Les turcs ont fait appel aux musulmans albanais qui se sont réunis à Janina et ont promis dix mille bachibouzouks.

Une imprudence des grecs peut amener l'invasion de la Thessalie par l'armée ottomane et la dévastation de l'Épire par les albanais. On ne saurait trop le répéter à Athènes.

Depuis huit jours, l'armée ottomane s'est massée sur la frontière dans un ordre qui indique l'éventualité d'une offensive : deux divisions à Doménika, une division à Tsaritsani, deux divisions à Elassona, une division en arrière de ce dernier point et une autre sur le massif de l'Olympe à l'est de la route d'Elassona à Larissa.

En tout, sept divisions en ordre de marche, sur un territoire restreint où elles ne peuvent subsister longtemps.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près S. M. le Roi d'Italie, et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 4 avril 1897.

Je crois utile de vous communiquer le télégramme suivant que le comte Mouravieff a adressé au baron de Mohrenheim et dont celui-ci a bien voulu me donner connaissance :

« En vue du prochain blocus, avant l'anniversaire du 6 avril et vu l'exaspération que cette date pourrait soulever parmi les grecs, nous proposons que les Représentants des grandes puissances fussent chargés de déclarer très nettement à Constantinople et à Athènes, qu'en cas de conflit à la frontière, l'agresseur serait rendu responsable de toutes les conséquences de trouble apporté à la paix générale que toutes les puissances sont fermement résolues de maintenir. En conséquence, elles déclareraient qu'en aucun cas, quelle que soit l'issue de la lutte, elles n'admettraient que l'agresseur en retirât le moindre profit.

« Nous serions également d'avis que cette double déclaration fût annoncée ouvertement et livrée à la publicité par les organes de la presse les plus accrédités. »

J'ai fait connaître le même jour au baron de Mohrenheim que nous adhérons volontiers à cette proposition.

G. HANOTAUX.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 4 avril 1897.

Le comte Mouravieff a proposé au comte Goluchowski de faire à Athènes une démarche avant le 6 avril, date anniversaire de la proclamation de l'Indépendance, dans le but de déclarer ouvertement qu'en cas de conflit l'agresseur serait rendu responsable du trouble porté à la paix générale et que, quelle que soit l'issue de la lutte, on n'admettrait, en aucun cas, que l'agresseur en tirât avantage. Le Ministre des affaires étrangères a répondu qu'il s'associerait volontiers à cette idée qui lui semblait très opportune.

H. LOZÉ.

**M. Guillois, vice-consul de France à Angora, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Angora, le 4 avril 1897.

Une forte exaltation règne, m'assure-t-on, chez les musulmans de Yuzgat.

Le mutessarif de cette ville aurait déclaré que, si des soldats et des armes ne lui étaient pas envoyés, il ne répondrait pas de la tranquillité publique.

Alphonse GUILLOIS.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 4 avril 1897.

J'apprends de source indirecte que des arméniens auraient rencontré une troupe de kurdes dans le voisinage de Sassoun, en auraient tué trois et se seraient réfugiés à Talori. Les kurdes, en nombre considérable, menaceraient le village de Talori; un régiment d'infanterie et un escadron de cavalerie se rendant probablement à Mouch seraient partis le 2 avril d'Erzeroum.

P. CAMBON.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 4 avril 1897.

Les troupes internationales, assistées des troupes turques, ont cerné le village des arabes et désarmé en ce moment les Bengehaziotés.

Paul BLANC.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 5 avril 1897.

Dans le combat d'avant-hier, les bachi-bouzouks ont eu au moins une cinquantaine de tués et de blessés. Les bengehaziotés n'ont remis hier qu'une centaine de fusils; comme les bachi-bouzouks disposent d'au moins 1,500 fusils, il est certain qu'ils sont parvenus à cacher la plus grande partie de leurs armes.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 5 avril 1897.

D'après ce que vient de me dire le Ministre d'Angleterre, lord Salisbury a invité par le télégraphe l'ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg à notifier l'adhésion du Gouvernement anglais à la proposition russe concernant la déclaration à faire à Constantinople et à Athènes.

Sir Nicolas O'Connor a fait savoir à son Gouvernement que les ambassadeurs de France, d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne et d'Italie avaient adhéré également à cette proposition.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. P. Cambon**, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 5 avril 1897.

Je ne doute pas que les événements qui menacent de se produire à Talori et à Yuzgat n'aient amené des démarches simultanées de vous et de vos collègues, notamment de M. de Nélidoff, auprès du Gouvernement ottoman.

Je vous serais très obligé de me renseigner à ce sujet.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 5 avril 1897.

Le nouveau contingent russe de six cents hommes est parti pour la Crète. Il doit passer aujourd'hui devant Constantinople.

D'après une communication de sir N. O'Connor, l'Angleterre proposerait non seulement de faire savoir à la Grèce qu'une organisation semblable à celle de la Bulgarie sera donnée à la Crète, notamment pour l'élection d'un Prince, mais qu'on n'insisterait pas sur le rappel du colonel Vassos comme garantie de la liberté des élections.

Le comte Mouravieff a déclaré impossible d'admettre cette combinaison : « Nous avons, dit-il, demandé à la Grèce l'éloignement de ses troupes ; à la suite de son refus, le blocus de la Crète a été décidé et l'Europe ne peut consentir à un plébiscite des crétois fait sous une pression militaire. On peut admettre, tout au plus, que le vote soit fait en dehors de toute pression et écouté par les puissances si la Turquie n'y fait pas d'opposition. »

Il paraît peu probable que l'Allemagne consente à s'associer à de semblables vues. Elle a fait demander au comte Mouravieff si vraiment il aurait émis l'opinion que l'Europe pût écouter le vœu des crétois. Le Gouvernement allemand a déclaré qu'il s'y opposerait.

G. DE MONTEBELLO.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 5 avril 1897.

Le Gouvernement allemand adhère aux propositions contenues dans le télégramme du comte Mouravieff que vous avez bien voulu me communiquer et tendant à déclarer à Constantinople et à Athènes qu'en cas de conflit à la frontière l'agresseur serait rendu responsable du trouble apporté à la paix générale et ne pourrait retirer aucun profit de la lutte.

NOAILLES.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 5 avril 1897.

Le commandement des effectifs étrangers dans l'île est organisé actuellement de la manière suivante :

Les autrichiens ont déjà en Crète un colonel ainsi que les anglais, les russes, deux colonels, les italiens, un capitaine de frégate commandant les marins débarqués.

Le consul anglais a été avisé de l'arrivée, pour le 8 de ce mois, de sept cents soldats anglais. Le consul de Russie est prévenu également de l'envoi d'un nouveau contingent russe.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 avril 1897.

Les ambassadeurs se sont mis d'accord aujourd'hui sur un projet de note ainsi conçu et que nous comptons remettre à la Porte aussitôt que l'ambassadeur d'Allemagne sera muni d'instructions de son Gouvernement :

« En présence du danger qui résulte de la concentration de forces considérables des deux côtés de la frontière turco-grecque, les Gouvernements des grandes puissances, s'inspirant du désir de sauvegarder la paix générale, ont chargé leur ambassadeur à Constantinople de déclarer à la Porte qu'en cas de conflit entre la Turquie et la Grèce les agresseurs en porteraient toute la responsabilité. Ainsi, quelle que soit l'issue de la lutte, les grandes puissances n'admettront en aucun cas que les agresseurs en retirent le moindre avantage. »

« Une déclaration analogue sera faite au Cabinet d'Athènes. »

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, et à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 6 avril 1897.

Je vous autorise à vous associer à la démarche collective de vos collègues émanant du Gouvernement russe et destinée à empêcher l'ouverture des hostilités sur la frontière thessalienne.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 6 avril 1897.

M. Cambon me télégraphie que les ambassadeurs se sont mis d'accord sur un projet de note à la Porte ainsi conçu (1) :

M. Cambon ajoute que les ambassadeurs attendent seulement, pour remettre cette note, que l'ambassadeur d'Allemagne ait reçu des instructions.

Il paraîtrait conforme aux convenances de la situation que la communication dont il s'agit fût faite, autant que possible, simultanément à Constantinople et à Athènes.

En ce qui nous concerne, nous avons autorisé MM. Cambon et Bourée à s'associer à la démarche collective des autres Représentants des puissances.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 avril 1897.

Les ambassadeurs ont décidé dans leur réunion d'aujourd'hui de faire une démarche collective pour signaler à la Porte les inquiétudes qui règnent à Yuzgat, à Césarée et dans la région de Talori et lui demander compte des dispositions prises pour assurer le maintien de l'ordre.

Une démarche du premier drogman de l'ambassade de France a été faite dès hier à la Sublime Porte.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 6 avril 1897.

Le Conseil des Ministres a décidé l'envoi immédiat d'un nouveau contingent de trois cents hommes de troupes françaises pour créer, autant que possible, une simultanéité avec le départ du nouveau contingent russe.

Ces trois cents hommes, sans attendre un transport spécial, partiront par le paquebot de demain.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 avril 1897.

Le conflit sur la frontière grecque devient imminent. Malgré les dispositions rassurantes des Etats balkaniques, le Sultan appréhende toujours des complications difficiles à limiter; mais l'impossibilité de maintenir longtemps sur le pied de guerre des forces considérables inspire à son entourage civil et militaire le désir de trancher immédiatement la question par le sabre. D'autre part, les grecs ont élaboré un plan d'invasion de

(1) Voir cette pièce p. 320.

l'Épire, avec diversion navale sur les côtes d'Albanie. Les services administratifs d'Arta ont été transportés hors de la ville.

J'ai cru devoir envoyer mon premier drogman hier au Palais, afin de recommander encore une fois de rester sur la défensive. Le Sultan a promis de renouveler le jour même ses ordres pour que, si des bandes grecques passaient sur le territoire ottoman, elles fussent refoulées hors des frontières, sans être poursuivies sur le territoire grec.

J'ai également prié le prince Mavrocordato d'éclairer son Gouvernement sur l'insuffisance de ses forces, sur les dispositions des États balkaniques et sur le péril d'un conflit pour l'hellénisme tout entier.

Le Ministre de Grèce m'a laissé voir des préoccupations qu'il ne montrait pas jusqu'ici.

P. CAMBON.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 6 avril 1897.

Mes collègues et moi nous venons, après entente entre nous et conformément à nos communes instructions, d'adresser au Ministre des affaires étrangères la déclaration suivante :

« Le soussigné, etc. . . . d'ordre de son Gouvernement, a l'honneur de
« déclarer à S. E. M. le Ministre des affaires étrangères hellénique qu'en
« cas de conflit armé à la frontière gréco-turque, toutes les responsabilités
« qui en découleront pèseront sur l'agresseur. Le soussigné doit, en outre,
« ajouter que, quelle que puisse être l'issue de la lutte, les puissances, fer-
« mement résolues à maintenir la paix générale, sont décidées à n'admettre,
« dans aucun cas, que l'agresseur retire le moindre avantage de son agres-
« sion. »

A. BOURÉE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 avril 1897.

La Note collective des Représentants des puissances dont j'ai donné le texte dans mon télégramme de ce jour a été remise aujourd'hui à la Porte. Le Ministre des affaires étrangères s'est contenté de dire que cette déclaration était de nature à faire réfléchir la Grèce.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 6 avril 1897.

J'apprends qu'il est question de la nomination de Ziver Pacha comme gouverneur à Jérusalem.

Je vous prie d'insister de la façon la plus pressante pour qu'il ne soit pas donné suite à ce projet.

Nous ne saurions admettre qu'un fonctionnaire, qui s'est acquis une si regrettable notoriété dans les troubles de l'an dernier, soit envoyé sur un point où la situation particulière que nous crée la protection des intérêts

religieux latins nous met en droit d'exiger de la Porte des garanties spéciales pour le maintien de l'ordre.

J'apprécie les dispositions que vous avez prises d'urgence, au sujet de la situation signalée par nos agents à Yuzgat, Talori et dans la région de Césarée. Je dois espérer que la démarche collective décidée par les ambassadeurs vous permettra de vous assurer des mesures prises par la Porte pour prévenir les désordres.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 7 avril 1897.

Mon approbation était tout naturellement assurée aux recommandations que vous avez faites à M. Mavrocordato et à celles que vous avez fait parvenir au Palais.

G. HANOTAUX.

Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France à Sofia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sofia, le 7 avril 1897.

Votre Excellence connaît le projet de création d'une Macédoine autonome, mis en avant par les Etats intéressés. La Grèce avait, en son temps, complètement repoussé cette combinaison. Aujourd'hui, par suite des embarras dans lesquels il s'est mis, le Gouvernement hellénique modifie son attitude et aurait demandé à la Principauté de participer à un accord tendant à obtenir en faveur des chrétiens opprimés des réformes radicales et, en fin de compte, une complète autonomie. Le premier Ministre bulgare n'aurait pas caché au Cabinet d'Athènes qu'il considérait sa proposition comme se présentant trop tardivement.

R. DE PETITEVILLE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 avril 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a répondu à la communication collective des ambassadeurs que toutes les mesures avaient été prises pour le maintien de l'ordre à Yuzgat et à Césarée et que les instructions adressées aux autorités ottomanes seraient renouvelées.

P. CAMBON.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 7 avril 1897.

Si la neutralité que l'Europe doit garder entre les deux belligérants, au cas où ils en viendraient aux mains, a pour conséquence la levée du blocus des golfes d'Athènes et de Corinthe, on se demande ce que l'on devra faire en Crète, puisque là aussi les troupes turques se trouvent en présence des troupes grecques et des insurgés.

Cependant, le comte Goluchowski, sans avoir encore mûrement posé la question, pense que la situation n'est pas la même. En empêchant la Turquie d'envoyer de nouvelles troupes en Crète, l'Europe a assumé une responsabilité dont il ne semble pas qu'elle puisse se dégager; elle ne peut laisser les musulmans à la merci des chrétiens qui les massacreraient; elle leur doit sa protection. Suivant le comte Goluchowski, la guerre n'arrêterait donc pas le blocus de la Crète.

H. LOZÉ.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 7 avril 1897.

Après la remise de notre Note, il y a eu Conseil des Ministres. Il paraît douteux que notre déclaration ait produit beaucoup d'impression, car, à l'issue du Conseil, M. Delyanni m'a confidentiellement fait dire « que l'excitation du pays grandissait tellement, qu'en cas de blocus personne ne pourrait retenir le mouvement qui porte à la guerre ». Il m'a prié de vous le télégraphier.

La journée d'hier a cependant été très calme, grâce au Président du Conseil qui a su contenir les impatients en leur faisant admettre la nécessité de gagner du temps pour terminer les préparatifs militaires.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 avril 1897.

Avant-hier et hier, il y a eu des escarmouches dans les environs de Candie. Un incendie, attribué à la malveillance, a été mis, à Candie, dans une maison voisine de l'évêché orthodoxe et d'une maison occupée par les officiers italiens. Des coups de fusils ont été tirés sur le paquebot des Messageries au moment où il quittait le Pirée. Deux compagnies de highlanders et quatre compagnies de welsh fusiliers, ainsi que deux batteries d'artillerie anglaise sont arrivés ce soir. Dans la matinée, un bataillon d'infanterie russe et huit canons étaient arrivés à la Sude.

Paul BLANC.

M. Degrand, consul de France à Scutari, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Scutari, le 8 avril 1897.

Les magasins ont été ouverts aujourd'hui sur l'ordre du gouverneur général. Les musulmans se sont rendus au bazar, les chrétiens hésitent à le faire. Un prochain apaisement semble probable.

DEGRAND.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 9 avril 1897.

Munir Bey m'a communiqué hier un télégramme circulaire aux termes duquel :

1° Les puissances sont priées d'intervenir pour amener les grecs à éloigner leurs troupes de la frontière ;

2° La Porte est prête à discuter l'organisation de l'autonomie crétoise, mais à la condition que le gouverneur général soit un sujet ottoman pris dans la communauté grecque orthodoxe ;

4° La Porte demande que les musulmans de Crète ne soient pas désarmés.

Je me suis borné à répondre à Munir Bey que les puissances, ayant pris en main les affaires de Crète, feraient pour le mieux dans l'intérêt de l'île et pour le maintien de la paix.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 avril 1897.

D'après les renseignements transmis par l'amiral Pottier au Ministre de la marine, tous les amiraux ont adressé à leurs Gouvernements des propositions dont voici la substance :

La date du blocus ne sera fixée que quand les renforts de troupes seront arrivés. La notification au Gouvernement grec sera accompagnée d'une note faisant savoir :

1° Que tous les navires de guerre grecs devront rester dans les ports où ils se trouveront quand commencera le blocus ;

2° Qu'après le commencement du blocus tout navire de guerre grec rencontré dans le bassin oriental sera traité en ennemi ;

3° Que tout torpilleur venant à portée d'un navire de l'escadre internationale sera canonné ;

4° Que tout acte d'hostilité commis par un navire de guerre grec contre un navire de l'escadre internationale sera considéré comme déclaration de guerre aux six puissances ;

5° Le blocus du golfe d'Athènes a pour conséquence celui du golfe de Corinthe ;

6° Limites du blocus : dans le golfe d'Athènes, la partie comprise au nord du 37° 26' nord et à l'ouest du 24° 2' longitude est de Greenwich ;

Dans le golfe de Corinthe, la partie comprise au nord du 37° 54' nord et à l'est du 21° 8' est ;

7° Les amiraux iront au blocus chacun avec deux cuirassés, deux croiseurs, un contre-torpilleur, tout en restant libres, selon les circonstances, de rester dans l'île ;

8° Tous les navires de commerce grecs seront supposés connaître la déclaration de blocus.

Je vous serai obligé de me faire connaître votre sentiment sur ces propositions.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 9 avril 1897.

Cet après-midi, le Sultan a reçu de Metzovo un télégramme annonçant l'apparition dans les environs de cette ville d'une bande de volontaires

grecs s'élevant à plus d'un millier d'hommes, parmi lesquels un certain nombre revêtus d'uniformes et armements réguliers.

Un télégramme de l'agence Reuter annonçait, en même temps, la présence d'une bande du côté de Grevena.

A la nouvelle du passage de ces bandes, Sa Majesté, dans un premier mouvement d'irritation, a donné ordre d'ouvrir les hostilités; puis, sur un conseil opportun, elle a retiré cet ordre et fait convoquer tous les Ministres qui délibèrent en ce moment.

Ils doivent arrêter les termes d'un ultimatum à la Grèce lui enjoignant, sous menace de rupture, de rappeler ses bandes dans un délai de vingt-quatre heures. Cet ultimatum sera communiqué aux puissances.

Le Représentant de la Porte à Athènes a déjà reçu l'ordre de prendre toutes ses dispositions pour un départ imminent et, à l'expiration du délai de l'ultimatum, le prince Mavrocordato recevrait ses passeports.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 avril 1897.

On affirme que, dans la journée d'hier, les Représentants de Serbie, de Bulgarie et du Monténégro ont fait dire au Sultan que leurs Gouvernements observeraient la plus stricte neutralité dans le cas d'une ouverture des hostilités avec la Grèce.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 10 avril 1897.

Les nouvelles officieuses d'Athènes affirment que les bandes auraient repassé la frontière. Il y aurait grand intérêt à ce que, conformément à vos premières démarches, le Sultan ne donnât pas suite à son projet d'ultimatum.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 10 avril 1897.

Le Cabinet de Londres a reçu aujourd'hui deux communications de l'ambassadeur de Turquie. L'une est relative à l'autonomie crétoise et au choix d'un gouverneur. La Porte proteste contre tout projet d'accorder à la Crète une constitution impliquant des privilèges plus étendus que ceux dont jouissent Samos et le Liban, et déclare que le gouverneur de l'île devra être un sujet ottoman de religion orthodoxe et désigné par le Sultan avec l'approbation des puissances.

Dans l'autre communication, la Porte constate que le territoire ottoman a été envahi par une bande armée de composition suspecte, qui a passé la frontière sans que les troupes grecques postées en face aient fait le moindre mouvement pour l'en empêcher et qui a détruit à coups de canon un blockhaus et plusieurs constructions militaires,

Cette agression paraît à la Porte de nature à charger la Grèce de la responsabilité des événements qui pourront s'ensuivre et autoriser la Turquie à prendre les mesures qui seront jugées nécessaires pour la défense de son territoire.

Alph. DE COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 avril 1897.

Dans sa réponse à la Note des ambassadeurs relative à la responsabilité de l'agresseur en cas de conflit avec la Grèce, la Porte proteste de ses intentions pacifiques : elle rappelle que la mobilisation de son armée n'a d'autre but que de protéger sa frontière, qu'elle s'en est remise aux puissances d'arrêter les empiètements du Gouvernement hellénique et qu'en débarquant ses troupes en Crète, ce Gouvernement a commis un acte d'agression. Elle prend donc acte des déclarations des puissances relatives à la responsabilité de l'agresseur et déclare qu'aussitôt que la Crète sera évacuée et l'armée hellénique de la frontière licenciée, les raisons qui ont motivé la mobilisation de l'armée ottomane auront disparu.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 avril 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a communiqué aux ambassadeurs le résumé suivant d'un télégramme que le général Edhem Pacha, commandant en chef à Elassona, a adressé à la Sublime Porte hier soir 9 avril :

« Les hellènes ont, dans la matinée d'aujourd'hui vendredi, fait irruption sur le territoire de l'Empire, occupé les sommets de Krania à deux heures de distance de la frontière, détruit à coups de canon le blockhaus de Bal-tinos et brûlé les corps de garde de Phœnica, Kipti et Stronga. Les agresseurs sont des soldats de l'armée régulière grecque et les ordres d'attaque étaient donnés au son du clairon. »

Le Conseil des Ministres de cette nuit a considéré que cette agression dispensait des préliminaires de l'ultimatum et qu'il fallait considérer les hostilités comme ouvertes. En conséquence, une circulaire a été adressée immédiatement aux Représentants ottomans à l'étranger pour les prier de signaler l'attaque des grecs et les dispositions prises pour y répondre.

D'après Tewfik-Pacha, le général Edhem est laissé libre de suivre les ordres qui lui avaient été donnés dans le cas d'une attaque par les troupes grecques, c'est-à-dire d'entrer en Thessalie.

P. CAMBON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
en Angleterre, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 10 avril 1897.

Une batterie d'artillerie de montagne, à l'effectif de 180 hommes et 50 mulets, s'est embarquée aujourd'hui à Southampton à destination de la Crète. Comme le sait Votre Excellence, le premier détachement des troupes

britanniques envoyées en Crète se composait de 600 hommes du régiment écossais des highlanders. Le second détachement arrivé ces jours derniers dans l'île est composé du reste du bataillon et de cinq compagnies du deuxième bataillon des « Royal Welsh fusiliers ». Les forces de terre anglaises envoyées en Crète vont donc se monter à bref délai à 1,550 hommes.

Un bataillon de 900 hommes est également expédié d'Angleterre à Malte pour y remplacer les troupes affectées à l'occupation de la Crète.

Alph. de COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 avril 1897.

Nous considérons mes collègues et moi que l'autonomie crétoise pourrait être organisée sur les bases suivantes :

- 1° Suzeraineté du Sultan;
- 2° Suppression de toute immixtion de la Porte dans les affaires intérieures de l'île;
- 3° Réduction progressive des forces ottomanes;
- 4° Election du chef de l'Etat crétois d'après des principes analogues à ceux adoptés pour la Bulgarie (l'ambassadeur d'Autriche s'est déclaré favorable à ce mode de nomination du gouverneur sous la réserve de l'approbation des deux premiers points par tous les Gouvernements; l'ambassadeur d'Allemagne ne s'est pas cru autorisé à acquiescer à l'élection du gouverneur);
- 5° Institution d'une milice;
- 6° Etablissement d'un tribut;
- 7° Garanties pour les musulmans de l'île et pour les biens;
- 8° Maintien des traités existant entre les puissances et la Porte (capitulations);
- 9° Egalité absolue des crétois de toute religion devant la justice et devant la loi.

Les ambassadeurs se montrent favorables à la nomination d'un gouverneur provisoire assisté d'un commissaire ottoman et de commissaires européens pour la convocation d'une assemblée qui serait chargée de voter les lois et règlements organiques et d'établir le statut de l'île.

En ce qui concerne le projet de blocus, l'ouverture des hostilités me paraît devoir rendre inutile la partie du projet relative aux côtes de Grèce que vous m'avez fait connaître par une dépêche en date d'hier. Les puissances ne peuvent en effet bloquer les côtes de l'un des Etats belligérants sans sortir de la neutralité.

P. CAMBON.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 10 avril 1897.

M. Visconti-Venosta a répondu hier à la Chambre des députés aux interpellations relatives aux affaires d'Orient. Le Gouvernement royal, a-t-il dit, a cru devoir, comme les autres Gouvernements, envoyer des navires dans les eaux crétoises. L'Italie ne peut se désintéresser de la

question d'Orient qui a une grande importance pour elle au point de vue de son influence et de son avenir. On oppose le principe des nationalités. Ce principe ne doit pas être mis en avant quand il s'agit des grands intérêts italiens. La question d'Orient n'est pas encore mûre, et l'Europe n'est pas encore prête pour la résoudre. Que Candie soit turque ou grecque, cela importe peu, mais un conflit parti de Crète peut s'étendre dans la Macédoine, en Thessalie, dans les Balkans et occasionner la guerre.

Pour éviter ce conflit, l'accord des puissances était nécessaire : l'Italie ne pouvait s'en séparer, c'eût été troubler cet accord. Le Gouvernement royal fait tous ses efforts pour arriver à une solution pacifique.

Le Ministre des affaires étrangères a terminé son discours en déclarant que le Gouvernement n'assumerait pas la responsabilité de l'isolement de l'Italie dans la question d'Orient. Les auteurs des interpellations ont déclaré qu'ils ne se considéraient pas comme suffisamment éclairés et se sont réservé de présenter une nouvelle motion aujourd'hui.

LAVAURO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

Péra, le 11 avril 1897.

Le Ministre de Grèce affirme que les bandes vues du côté de Grevena ne peuvent être que des volontaires, attendu que le Gouvernement grec a résolu de rester sur la défensive. Il a télégraphié à Athènes pour signaler le péril. C'est là qu'il faut agir pour obtenir, si c'est possible, un mouvement en arrière des troupes helléniques. La Porte répète qu'Edhem Pacha a l'ordre de se renseigner d'abord sur le caractère des détachements grecs qui ont traversé la frontière. Cependant l'armée turque achève ses dispositions pour une mise en mouvement.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 11 avril 1897.

Un nouveau contingent de 300 hommes a été envoyé en Crète, le 7, ce qui porte à 900 hommes l'effectif de nos troupes de terre dans l'île.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 11 avril 1897.

D'après ce que le Ministre des affaires étrangères m'a fait savoir ce matin, les bandes ou détachements helléniques qui avaient passé la frontière sont rentrés en Grèce, et le Sultan, dans son désir de répondre aux vues pacifiques des puissances, a donné l'ordre au général Edhem Pacha de rester sur la défensive et d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à une provocation de la part des troupes ottomanes. Mon impression est que tout péril n'est pas écarté et que les grecs doivent observer l'attitude la plus prudente. On me dit qu'ils commencent à sentir le danger d'une rupture. S'il était possible d'obtenir du Gouvernement d'Athènes un mouvement en

arrière de quelques kilomètres, nous serions autorisés à demander au Sultan une mesure analogue, ce qui, en supprimant le contact des deux armées, écarterait les éléments de conflit.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 11 avril 1897.

Je reçois de M. Cambon le télégramme suivant :

« D'après ce que le Ministre des affaires étrangères m'a fait savoir ce matin, les bandes ou détachements helléniques qui avaient passé la frontière sont rentrés en Grèce, et le Sultan, dans son désir de répondre aux vœux pacifiques des puissances, a donné l'ordre au général Edhem Pacha de rester sur la défensive et d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à une provocation de la part des troupes ottomanes. »

Notre ambassadeur à Constantinople ajoute que, selon lui, les grecs doivent, en conséquence, observer l'attitude la plus prudente. Il croit savoir qu'ils commencent à sentir le danger. M. Cambon conclut que, s'il était possible d'obtenir du Cabinet d'Athènes un mouvement en arrière de quelques kilomètres, les ambassadeurs seraient autorisés à demander au Sultan une mesure analogue, et les éléments de conflit ne seraient plus en contact.

Nous serions disposés à partager cette manière de voir et à la recommander à Athènes, de concert avec toutes les puissances, je le fais connaître à nos ambassadeurs auprès des grandes Cours; vous pourrez donc vous joindre à tous vos collègues, s'ils reçoivent des instructions analogues, pour agir auprès du Gouvernement grec dans le sens qui vient d'être indiqué.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 11 avril 1897.

Je reçois de M. Cambon le télégramme suivant (1) :

Notre ambassadeur à Constantinople ajoute que selon lui les grecs doivent, en conséquence, observer l'attitude la plus prudente. Il croit savoir qu'ils commencent à sentir le danger. M. Cambon conclut que, s'il était possible d'obtenir du Cabinet d'Athènes un mouvement en arrière de quelques kilomètres, les ambassadeurs seraient autorisés à demander au Sultan une mesure analogue et les éléments de conflit ne seraient plus en contact.

Nous serions disposés à partager cette manière de voir et à la recommander à Athènes, de concert avec toutes les puissances; je le fais connaître à M. Bourée qui sera autorisé à se joindre à tous ses collègues s'ils reçoivent des instructions analogues, pour agir dans le sens qui vient d'être indiqué.

G. HANOTAUX.

(1) Voir la pièce précédente.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 11 avril 1897.

Avant-hier, les insurgés ont ouvert un feu très vif sur des barques autrichiennes, qui recueillaient des familles musulmanes, à Kissamo. Les navires ont dû tirer plusieurs coups de canon pour les éloigner. Les troupes internationales ont dû, hier, canonner des insurgés qui tiraient sur le fort de Soubachi.

Paul BLANC.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 12 avril 1897.

Des dépêches du Prince royal, en date d'hier soir, ne concordent pas avec les informations parvenues à M. Cambon touchant le retour en Grèce des volontaires qui ont pénétré en Macédoine. Tout au contraire, ils avancent rapidement, ils ont pris, après un sérieux combat, possession de Valtinios, dont la garnison turque n'a pu s'échapper qu'en laissant 30 morts derrière elle.

Krania a été ensuite occupé et, en dernier lieu, les bandes cernaient Kipouria, à deux heures au sud-est de Grevena.

Neuf prisonniers turcs, dont un caporal, ont été envoyés en arrière au commandant de la place de Kalambakà avec les blessés de ces dernières affaires.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 12 avril 1897.

Le lieutenant-colonel Famin, désigné pour remplir les fonctions de commissaire militaire en Crète, à la place du lieutenant-colonel de Vialar, s'est embarqué sur le paquebot qui a quitté Marseille le 8 de ce mois.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 avril 1897.

J'ai communiqué à nos ambassadeurs auprès des grandes Cours les suggestions dont vous m'avez fait part hier en vue d'écarter s'il est possible par des démarches à Athènes et à Constantinople les chances de conflit à la frontière.

Je leur ai, en même temps, fait connaître que nous étions disposés à partager votre manière de voir et à la recommander au Gouvernement grec, de concert avec toutes les puissances.

J'en ai avisé en même temps M. Bourée, qui est autorisé à se joindre à tous ses collègues, s'ils reçoivent des instructions semblables, pour agir dans ce sens auprès du Gouvernement hellénique.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 12 avril 1897.

M. Delyanni, interpellé par Assim-Bey sur l'événement d'hier, aurait répondu que le Gouvernement royal n'avait rien à voir à ce que font à leurs risques et périls des irréguliers indépendants dont les entreprises n'ont à ses yeux qu'un caractère purement privé.

Le Gouvernement royal semble bien moins se soucier des menaces du Sultan que des injonctions des hétaires résolues à aller de l'avant et qui préparent à très bref délai, m'a-t-on dit, l'expédition de nouvelles bandes aussi fortes que les dernières.

Les volontaires envoyés ainsi en enfants perdus au delà de la frontière sont pour la plupart des macédoniens armés et équipés en Grèce aux frais du Comité révolutionnaire. Le Gouvernement royal serait, il faut bien le reconnaître, fort en peine, même s'il le voulait, pour rappeler sur son territoire des sujets ottomans qui n'ont repris le chemin de leur pays d'origine que pour le soulever et y opérer comme francs-tireurs sur les derrières et le flanc de l'armée turque.

A. BOURÉE.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 12 avril 1897.

Le comte Mouravieff a adressé à son Représentant à Athènes des instructions semblables à celles que vous avez transmises à M. Bourée. Il espère que le Gouvernement grec comprendra le danger.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à MM. P. Cambon, et le comte de Montebello, ambassadeurs de la République française à Constantinople et à Saint-Petersbourg.

Paris, le 12 avril 1897.

L'ambassadeur de Turquie étant venu me voir avant-hier, au moment où l'on annonçait de Constantinople l'ouverture des hostilités sur la frontière turco-grecque; j'ai naturellement appelé son attention sur l'intérêt qu'il y avait pour la Porte à prévenir dans la Macédoine des désordres qui, dans les circonstances actuelles, pouvaient entraîner les plus graves conséquences.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 12 avril 1897.

M. Cambon me fait savoir que ses collègues sont d'accord avec lui pour considérer que l'autonomie crétoise pourrait être organisée sur les bases suivantes (1) :

Il paraîtrait particulièrement désirable, dans les circonstances actuelles,

(1) Voir la dépêche de Constantinople du 10 avril,

qu'un accord pût s'établir le plus promptement possible entre les Cabinets sur les bases de l'autonomie crétoise telles qu'elles ont été envisagées par la réunion des ambassadeurs à Constantinople.

Veillez vous exprimer dans ce sens auprès du Gouvernement auquel vous êtes accrédité et me faire connaître sa manière de voir.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 avril 1897.

Les propositions que vous m'avez transmises, sous la date du 10 de ce mois, concernant l'autonomie crétoise me paraissent pouvoir être utilement prises pour bases de l'organisation du nouveau régime. Je les ai fait connaître à nos ambassadeurs auprès des puissances et je ne négligerai rien pour que l'accord se fasse aussi promptement et aussi complètement que possible.

Veillez me tenir exactement au courant des instructions reçues par les ambassadeurs et de vos entretiens avec M. de Nélidoff en vue d'aboutir le plus tôt possible à un résultat si désirable.

Lord Salisbury m'a fait savoir qu'il avait envoyé de Paris, à la suite de ses entretiens avec moi, un télégramme circulaire pour faire connaître qu'il était disposé à accepter comme gouverneur de la Crète tout personnage belge ou hollandais qui serait indiqué par nous. Le Ministre britannique m'a exprimé l'opinion que le Gouvernement anglais accepterait la nomination d'un général français désigné par la France. J'ai indiqué ce matin à sir Edm. Monson qu'il ne me paraissait pas possible de songer à autoriser l'entrée en fonctions d'un gouverneur provisoire avant que les conditions dans lesquelles s'exerceraient les fonctions dont il s'agit aient été l'objet d'une entente entre les puissances.

G. HANOTAUX.

Le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 12 avril 1897.

Le débat a pris fin ce soir à la Chambre italienne des députés. Le vote relatif aux affaires d'Orient a eu lieu sur un ordre du jour pur et simple approuvant la politique suivie par le Gouvernement. Il y a eu 278 voix pour le Ministère, 132 contre et une abstention sur 411 votants.

M. Malvano m'a dit que M. Visconti-Venosta était disposé, le cas échéant, à se joindre à toute démarche pouvant écarter le danger d'un conflit à la frontière turco-grecque.

LAVOUR.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 13 avril 1897.

D'après ce que me télégraphie le comte de Montebello, le comte Mouravieff a adressé au Ministre russe à Athènes des instructions semblables à celles que je vous ai transmises. Il espère que le Gouvernement grec

comprendra le danger. Faites-moi connaître le résultat de vos entretiens à ce sujet avec M. Onou.

G. HANOTAUX.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 13 avril 1897.

Voici le résumé de la conversation que je viens d'avoir avec le baron de Marschall, au sujet du projet d'autonomie crétoise présenté par les ambassadeurs à Constantinople.

Les rapports du baron de Saurma n'ont pas donné au baron de Marschall l'impression que l'échange de vues qui a eu lieu entre les ambassadeurs à Constantinople ait revêtu le caractère d'un programme définitivement arrêté; l'accord, d'ailleurs, n'aurait pas été complet entre les ambassadeurs.

Le baron de Marschall est disposé à accepter la plupart des points indiqués par M. Cambon. Il aurait néanmoins quelques réserves à faire, notamment sur l'élection du gouverneur définitif et sur l'étendue des pouvoirs qui seraient donnés à l'assemblée crétoise. Il paraît sympathique à l'idée d'un gouverneur provisoire; il estime que la réunion des ambassadeurs à Constantinople se trouve tout indiquée pour élaborer les bases de l'autonomie crétoise et souhaite qu'elle persévère dans son œuvre; mais il croit que rien de définitif ne sera pratiquement possible avant que nous ayons obtenu le rappel du colonel Vassos, la pacification de l'île et l'acquiescement de la Grèce à l'autonomie de la Crète.

NOAILLES.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 13 avril 1897.

Après avoir vu l'Empereur et d'ordre de Sa Majesté, le comte de Mouraviëff m'a remis une note d'après laquelle Sa Majesté l'Empereur désirerait connaître la manière de voir du Gouvernement français sur la situation que créerait l'ouverture des hostilités entre la Grèce et la Turquie. Selon le Gouvernement impérial, les grandes puissances, s'inspirant d'une parfaite impartialité, devraient observer une stricte neutralité, chercheraient à localiser le conflit et n'interviendraient qu'à la suite du recours de l'une des deux parties belligérantes.

Je vous serai obligé de me mettre en mesure de faire connaître au comte Mouraviëff votre manière de voir au sujet de ces diverses suggestions.

G. DE MONTEBELLO.

M. Rougon, consul général de France à Smyrne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Smyrne, le 13 avril 1897.

On me signale une active importation d'armes dans les îles voisines du littoral ottoman.

ROUGON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 13 avril 1897.

Le débat depuis longtemps attendu entre les orateurs de l'opposition et les Représentants du Gouvernement de la Reine à la Chambre des communes, qui devait porter sur la politique suivie par le Ministère dans les affaires de Crète, a eu lieu enfin dans la séance d'hier.

C'est à propos de la motion d'ajournement de la Chambre pour les vacances habituelles de Pâques, présentée par M. Balfour, que la discussion s'est engagée. Elle a abouti à une éclatante victoire numérique des partisans du Gouvernement.

Bien que quatre orateurs d'une incontestable éloquence y aient pris part, aucun argument nouveau, aucun point de vue bien saillant n'a été développé d'un côté ou de l'autre. Sir Charles Dilke, dans un long discours, s'est étudié à exposer les motifs à l'appui de la réunion de la Crète à la Grèce, en excluant l'admissibilité de toute autre solution des difficultés pendantes. Sir William Harcourt, chef attiré de l'opposition, tout en embrassant d'une vue plus générale les divers éléments du débat, s'est tenu dans une modération affectée, et a surtout pris soin de ne pas compromettre dans des affirmations trop hasardées la politique de son parti.

M. Curzon, sous-secrétaire d'Etat parlementaire des affaires étrangères et M. Balfour, premier lord de la Trésorerie, *leader* du parti ministériel, ont successivement répliqué aux orateurs de l'opposition en s'appropriant, sans innovation importante, les déclarations dont tous les Parlements d'Europe ont retenti depuis quelque temps.

Ce débat s'est passé sans rien modifier de la situation politique, soit à l'intérieur du Royaume-Uni, soit au dehors.

Alph. DE COURCEL.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 13 avril 1897.

M. Onou a reçu des instructions conformes aux miennes quant à leur esprit général; seulement il n'y est pas fait mention de la demande à adresser aux grecs touchant le retrait de leurs troupes de quelques kilomètres en arrière.

Mon collègue de Russie n'augure guère favorablement des démarches projetées.

Nous doutons fort qu'il y ait la moindre chance d'obtenir le retrait des troupes helléniques. Peut-être pourrait on demander utilement que le Gouvernement royal empêchât à l'avenir l'expédition de nouvelles bandes de volontaires en Macédoine : prétendre au delà serait, croyons-nous, poursuivre l'impossible.

Mes autres collègues n'ont pas encore été invités par leurs Gouvernements respectifs à se joindre à nous dans une démarche pacificatrice collective auprès du Gouvernement grec : aussi, d'après vos propres recommandations, j'attends, ainsi que M. Onou, que tous les Représentants des grandes puissances aient reçu des directions concordant avec les nôtres.

A. BOURÉE.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 13 avril 1897.

Lord Salisbury a autorisé M. Egerton à se joindre à toute démarche de nature à assurer la conservation de la paix qui sera faite par ses cinq collègues auprès du Gouvernement hellénique; et, en cas d'urgence, il l'a spécialement autorisé à se joindre, sans attendre le concours des Représentants des autres puissances, aux démarches de M. Bourée tendant à obtenir un mouvement en arrière des troupes helléniques.

Alph. DE COURCEL.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 14 avril 1897.

M. Visconti-Venosta m'a dit ce matin qu'il ne verrait que des avantages à ce que les Cabinets pussent s'entendre pour la suggestion tendant à obtenir du Gouvernement grec le mouvement en arrière de quelques kilomètres. M. Visconti-Venosta s'est montré disposé à envoyer des instructions dans ce sens au Ministre d'Italie à Athènes.

LAVAUUR.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 14 avril 1897.

Se conformant au désir du Sultan, le Conseil des Ministres de cette nuit a décidé de ne pas tenir compte de l'agression des grecs et de rester sur la défensive.

La bande qui a pénétré vendredi dernier en territoire ottoman était commandée par un lieutenant-colonel et plusieurs officiers grecs en uniforme; elle était pourvue d'un service de santé, car un médecin-major en uniforme est resté sur le terrain.

Elle se composait de plus de 2,000 hommes ayant tous des shakos et une arme réglementaire.

Le canon n'a pu franchir la frontière à cause de l'insuffisance des chemins. Il a servi à brûler sept postes turcs de la frontière.

La bande a dépassé Krانيا vendredi, refoulant devant elle les détachements turcs; en avant de Kyprio sur la route de Grevena, elle a trouvé un bataillon ottoman qui l'a refoulée elle-même.

Les grecs retirés à Krانيا sont restés dans les montagnes entre cette localité et la frontière jusqu'à hier mardi.

Le sous-chef d'état-major d'Edhem-Pacha, le colonel Seifulah Bey, ancien attaché militaire à Athènes, qui connaît fort bien la frontière, a été envoyé sur les lieux et a prescrit un mouvement qui devait amener forcément la retraite des grecs.

Un bataillon turc est venu de Metzovo, deux bataillons sont venus de Diskata en longeant la frontière.

Si les grecs étaient restés en territoire ottoman, ils risquaient d'être capturés. Ils sont rentrés sur le territoire grec cette nuit même.

P. CAMBON.

Le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 14 avril 1897.

M. Visconti-Venosta estime comme Votre Excellence qu'il est à souhaiter qu'un accord s'établisse le plus tôt possible sur les bases envisagées par la réunion des ambassadeurs à Constantinople au sujet du régime de l'autonomie crétoise.

Il n'a pas d'objection contre la nomination d'un gouverneur provisoire assisté de commissaires européens; mais il croit que l'adjonction d'un commissaire ottoman présenterait de sérieux inconvénients, les crétois ne pouvant qu'avoir de la méfiance au sujet de cette adjonction.

Le Ministre pense que l'élection du chef de l'Etat crétois doit avoir lieu d'après le mode et « sur le type » adopté pour la Bulgarie. Il aurait déjà envoyé à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople des instructions l'invitant à se joindre aux Représentants des puissances qui partagent cet avis. M. Visconti-Venosta a ajouté qu'il est d'après lui une seconde question que les Cabinets devraient tâcher de résoudre indépendamment de celle du régime de l'autonomie crétoise mais concurremment avec elle : la question du retrait des troupes turques de Candie. Suivant lui, cette satisfaction amènerait peut-être la Grèce à rappeler le colonel Vassos.

LAVOUR.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 14 avril 1897.

Le parti militaire continue à réclamer l'ouverture des hostilités sans ultimatum. Le Sultan a constitué une Commission de généraux chargés de se mettre en rapport avec Edhem-Pacha et d'examiner s'il y aurait lieu de prendre l'offensive. Cette mesure, destinée à calmer les partisans d'une action immédiate, montre combien la paix est précaire.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 15 avril 1897.

D'après ce que me télégraphie M. Bourée, M. Onou a reçu des instructions conformes, dans leur esprit général, à celles qui lui ont été adressées à lui-même.

Notre Représentant ne croit pas possible d'obtenir le retrait des troupes grecques. Mais il pense qu'on pourrait peut-être demander utilement que le Gouvernement royal empêchât à l'avenir les incursions d'irréguliers. J'ai télégraphié à M. Bourée de s'entendre avec ses collègues sur l'opportunité et la nature de la démarche qui pourrait être faite auprès du Gouvernement hellénique.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 15 avril 1897.

Réponse à votre télégramme du 13.

Si, malgré les efforts des puissances, les hostilités viennent à éclater entre la Turquie et la Grèce, nous sommes d'avis, comme le Gouvernement russe, que les puissances doivent assister au conflit en s'efforçant de le localiser et en se renfermant dans l'abstention et dans une stricte neutralité, et qu'elles n'auraient à intervenir diplomatiquement et de concert qu'à la suite du recours de l'une ou de l'autre des parties belligérantes, en veillant, conformément à leurs déclarations, à ce que l'agresseur ne retirât aucun bénéfice de son initiative.

Dans ces conditions, on renoncerait au blocus des ports de la Grèce. Quant à celui de la Crète, la question de savoir s'il sera ou non maintenu nous paraît dépendre des décisions que prendront les puissances au sujet des contingents débarqués dans l'île.

Actuellement la Crète est, en quelque sorte, un gage entre les mains des puissances. Si une mesure d'évacuation générale était prise quelques jours après que les nouveaux renforts viennent de débarquer, n'est-il pas à craindre que l'effet produit sur l'opinion européenne n'enlève toute autorité aux Gouvernements pour reprendre la tâche qu'elles ont assumée? Pour ces motifs, l'abandon de la Crète par les puissances nous semblerait présenter en ce moment de sérieux inconvénients.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que le Gouvernement français adhérerait éventuellement aux vues qui rallieraient l'unanimité des puissances.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 15 avril 1897.

En présence des indications que vous me transmettez, je ne puis que m'en remettre à vous du soin de vous entendre avec vos collègues sur l'opportunité et la nature de la démarche qui pourrait être faite en ce moment auprès du Cabinet d'Athènes.

J'ai fait connaître à nos ambassadeurs auprès des puissances que, dans votre opinion, on pouvait peut-être demander utilement au Gouvernement grec, à défaut d'un mouvement en arrière de ses troupes, des mesures tendant à empêcher à l'avenir les incursions d'irréguliers.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 15 avril 1897.

Hier, après la demande de nouveaux douzièmes provisoires et d'environ 32 millions 1/2 de drachmes de crédits supplémentaires pour les Départements de la guerre et de la marine, le Président du Conseil a déclaré qu'il ne saurait s'engager à résoudre pacifiquement les difficultés pendantes, vu que les puissances n'ont pas encore répondu à sa proposition tendant à faire attribuer à la Grèce le mandat d'administrer provisoirement la Crète. « Nous nous occupons », a ajouté M. Delyanni, « d'organiser l'armée où

se font encore sentir des lacunes tenant à son improvisation hâtive. Mais elle sera en mesure de s'acquitter de sa mission ». L'assemblée a unanimement applaudi à ce langage du Président du Conseil.

A. BOURÉE.

Le comte de Saint-Genys, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 15 avril 1897.

Sir Th. Sanderson m'a dit que, sans se montrer désireux de prendre l'initiative d'appuyer les propositions des ambassadeurs relatives à l'autonomie de la Crète, lord Salisbury ne faisait pas d'objections à leur adoption si toutes les puissances se mettaient d'accord pour les accepter.

SAINT-GENYS.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 16 avril 1897.

Je me suis facilement mis d'accord avec mes collègues de Russie, d'Angleterre et d'Italie sur l'action commune à entreprendre auprès du Gouvernement royal dans le sens que vous avez indiqué. Mais le Ministre allemand ne m'a pas dissimulé que nous ne devions pas faire fonds sur son concours, « attendu qu'il avait reçu le matin même de Berlin des instructions catégoriques ne lui permettant plus de s'associer désormais à des « représentations, des observations ou des démarches collectives de la « nature de celles qu'on a prodiguées et dont le Gouvernement grec « paraît décidé à ne tenir aucun compte ».

Il croit savoir d'ailleurs qu'à cet égard la manière de voir du Cabinet austro-hongrois ne diffère pas de celle de son Gouvernement. L'unanimité ne saurait donc être obtenue pour la nouvelle tentative projetée.

A. BOURÉE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 17 avril 1897.

Des détachements hellènes que la Porte affirme appartenir à l'armée régulière ont paru hier soir à 7 heures sur plusieurs points de la frontière à l'ouest de la route de Larissa à Elassona. Ils ont occupé les hauteurs d'Analypsis et de Podika. Ils ont brûlé, vers 10 heures du soir, le blockhaus de Vertop.

Le Conseil se réunit en ce moment pour délibérer sur l'ouverture des hostilités.

Les turcs ont eu un capitaine, un lieutenant, deux sergents et plusieurs soldats tués.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 17 avril 1897.

J'ai reçu de Munir Bey la communication suivante :

« Le Gouvernement impérial est tout disposé à entrer en pourparlers

« avec les puissances pour arrêter les détails de l'autonomie à accorder à
 « la Crète sur les bases fixées et conformes à celles du régime dont
 « jouissent le Liban et Samos, à la condition que cette question soit
 « résolue d'une manière pacifique; que la vie, les biens et l'honneur des
 « habitants musulmans de l'île soient sauvegardés et garantis et que le
 « gouverneur général soit choisi parmi les sujets de l'Empire.

« Les puissances doivent comprendre que l'opinion musulmane en
 « Turquie est vivement alarmée de l'état de choses actuel en Crète et que
 « l'excitation des esprits pourrait à un moment donné amener des inci-
 « dents que la Sublime Porte serait impuissante à réprimer. Les puis-
 « sances auraient mauvaise grâce à attribuer à cette pensée prévoyante un
 « autre objet que celui de calmer les esprits et d'établir partout dans
 « l'Empire la tranquillité et la paix. »

J'ai répondu à Munir Bey en le priant de signaler à la Porte les respon-
 sabilités qui pèseraient sur elle au cas où se produiraient des événements
 analogues à ceux que sa communication fait prévoir. Je vous serais obligé
 de vous concerter avec vos collègues pour faire entendre le même langage
 à Tewfik Pacha.

G. HANOTAUX.

**Le comte de Montebello, ambassadeur de la République fran-
 çaise à Saint-Pétersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires
 étrangères.**

Saint-Pétersbourg, le 17 avril 1897.

Le Gouvernement impérial partage votre opinion sur les inconvénients
 que présenterait une évacuation générale de la Crète et est tout disposé,
 dans le cas où, malgré tous nos efforts, la guerre serait déclarée entre la
 Grèce et la Turquie, à maintenir le blocus de l'île. La Crète devrait être
 considérée comme un terrain neutre pris en dépôt par les puissances, mais
 il deviendrait nécessaire, pour assurer la pacification et le maintien du
 blocus, d'augmenter les forces militaires dans des proportions considé-
 rables; un appel devrait être adressé à toutes les puissances pour établir
 cette situation et réclamer l'envoi d'un nombre égal de troupes. Le Gou-
 vernement impérial estime que la présence de contingents russes et
 français de force égale, ainsi que l'arrivée simultanée de leurs renforts,
 sont essentielles pour témoigner de l'accord parfait entre les deux Gou-
 vernements. L'Angleterre se joindrait certainement à cette combinaison, et
 les trois puissances les plus intéressées se trouvant ainsi prendre une part
 active égale, l'autorité des puissances, si nécessaire pour l'achèvement de
 l'œuvre entreprise par elles en Orient, resterait à peu près intacte. Il est à
 espérer d'ailleurs que si la guerre doit éclater sur le continent, et si, comme
 tout permet de le prévoir, il est possible de la circoncrire, elle ne sera pas
 de longue durée : la Grèce réclamera bientôt le concours des puissances
 pour arrêter une lutte dans laquelle elle ne peut vraisemblablement
 qu'éprouver des revers, et si la Turquie sait écouter les conseils de l'Eu-
 rope, la situation deviendra d'un jour à l'autre plus facile.

Sur tous les points, l'union intime et l'entente préalable entre la France
 et la Russie paraissent au comte Mouravieff plus indispensables que jamais.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Pétersbourg, à Londres, à Berlin, à Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 17 avril 1897.

Munir Bey m'a fait une communication conçue comme il suit (1) :

J'ai répondu à Munir Bey en le priant de signaler à la Porte les responsabilités qui pèseraient sur elles au cas où se produiraient des événements analogues à ceux que sa communication fait prévoir.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 17 avril 1897.

Le Sultan, sur l'avis du Conseil des Ministres, a envoyé à Edhem Pacha l'ordre de repousser l'attaque des grecs et de prendre au besoin l'offensive. Sa Majesté a décidé, en outre, de rappeler son Ministre à Athènes et de remettre au Prince Mavrocordato ses passeports.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 18 avril 1897.

Le Gouvernement ottoman a remis ses passeports au Prince Mavrocordato. Celui-ci a reçu, en même temps, une note de la Porte disant que tous les sujets helléniques devront avoir quitté Constantinople avant quinze jours.

Le Ministre de Grèce demande à mettre les sujets grecs catholiques sous la protection de l'ambassade.

Je prie Votre Excellence de m'autoriser à accueillir favorablement cette demande.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 18 avril 1897.

Je vous autorise à accueillir la demande formée par le Ministre de Grèce, en vue de mettre sous la protection de l'ambassade les sujets grecs catholiques.

Afin de faire en sorte qu'aucune difficulté ne se produise, je désirerais savoir quelle est l'ambassade qui sera, d'autre part, chargée de la protection des grecs orthodoxes.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 18 avril 1897.

Je constate que depuis quelques jours les musulmans qui paraissent

(1) Voir à la pièce p. 339 *in fine*.

abattus dans ces derniers temps semblent reprendre courage et recommencent à tenir des propos menaçants. Depuis avant-hier, des bachi-bouzouks armés commencent à réapparaître.

En outre, le pillage continue dans les villes et dans les environs. Les autorités ottomanes prétendent n'avoir pas les moyens d'arrêter les malfaiteurs et de les punir. D'autre part, elles déclarent que, du moment où les troupes européennes se sont chargées d'assurer l'ordre, les autorités turques n'ont plus la moindre responsabilité à encourir.

Les insurgés continuent à se montrer agressifs, surtout à Kissamo et à Candie. Presque chaque jour, des engagements ont lieu, et les navires étrangers ont dû intervenir à différentes reprises pour les éloigner. J'estime que l'on devrait compléter, en vue de désordres possibles dans les villes, les seconds contingents réclamés par les amiraux.

Paul BLANC.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 19 avril 1897.

Le Gouvernement russe a adressé une circulaire dans le sens des vues échangées entre nous : stricte abstention sur le continent, jusqu'à ce qu'une médiation soit demandée par les belligérants et maintien de la Crète en dépôt entre les puissances.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 19 avril 1897.

Les troupes ottomanes se sont avancées cette nuit sur la route d'Elas-sona à Larissa.

Une rencontre a eu lieu au-dessus de Tyrnavos, au col de Mellona. Les grecs retranchés ont vigoureusement résisté. De part et d'autre, pertes sérieuses. Un général turc aurait été tué. On ignore encore si les assaillants ont pu se rendre maîtres de la route jusqu'à Tyrnavos.

Il est à supposer que leur attaque de ce côté n'est qu'une démonstration et que le gros de leurs forces pénétrera en Thessalie par Damasi, dans la vallée de l'Euripe et marchera à la fois sur Trikala et Larissa.

Une bande grecque a débarqué hier à Lefteri, petite baie à l'ouest de Kavalla. Elle s'est avancée au delà de Prévista pour couper le chemin de fer Dedeagatch-Salonique.

Deux bataillons sont partis de cette ville pour protéger la ligne. Jusqu'à présent, les communications par voie ferrée ne sont pas interrompues.

Un paquebot grec *le Macédonien*, sortant du golfe d'Arta, a été incendié hier matin et coulé par la batterie de Preveza.

Les sujets ottomans en Grèce sont mis sous la protection de l'Allemagne.

Le prince Mavrocordato qui part demain ne sait pas encore à quelle puissance son Gouvernement remettra la protection de ses nationaux.

P. CAMBON.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 19 avril 1897.

Au cours de l'entretien que j'avais hier avec le comte Goluchowski, le Ministre des affaires étrangères s'est laissé aller à des considérations sur le rôle du concert des puissances dans la crise actuelle.

Les critiques que provoquent dans la presse les résultats de l'intervention de l'Europe en Orient lui semblent imméritées, et l'histoire, qui ne juge que d'après les grandes lignes, rendra, pense-t-il, meilleure justice aux efforts qui ont été faits dans cette circonstance. Si l'on jette un coup d'œil en arrière et si l'on considère quelle était la situation il y a un an ou dix-huit mois, on doit reconnaître que la suspicion régnait partout. Partout le doute, les préoccupations et partout l'incertitude sur l'avenir de l'Europe. La réunion ou la fédération des puissances a montré combien tous les Etats étaient désireux de paix.

On ne veut pas qu'une guerre européenne jaillisse des conflits qui peuvent s'élever en Orient.

La guerre vient d'éclater entre la Turquie et la Grèce; mais ce n'est qu'un incident si, comme on est en droit de le croire, elle reste localisée.

N'est-on pas arrivé à ce résultat qui assure la tranquillité du monde entier, en lui donnant une confiance qu'il n'avait pas? et n'est-ce pas là un fait considérable?

H. LOZÉ.

**Le comte de Saint-Genys, chargé d'affaires de France à Londres,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 19 avril 1897.

L'ambassadeur de Turquie a remis au Gouvernement britannique, relativement au projet d'autonomie de la Crète, une note conçue dans les mêmes termes que la communication qui vous a été faite par Munir Bey.

SAINT-GENYS.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 19 avril 1897.

M. Skouzès est venu me dire que le Gouvernement royal compte demander au Gouvernement de la République d'assurer la protection des sujets grecs en Turquie.

Il espère que nous ne refuserons pas à la Grèce ce témoignage d'intérêt qu'on nous demande à raison des sympathies qui ont toujours uni les deux pays.

Le Ministre d'Allemagne est chargé de la protection des sujets ottomans en Grèce pendant la durée de la guerre.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 19 avril 1897.

Vous pouvez annoncer au Ministre impérial des affaires étrangères que

nous venons de prescrire, conformément à l'avis de notre amiral, l'envoi en Crète par le prochain paquebot de la dernière portion de notre second contingent.

J'ai constaté d'ailleurs avec satisfaction que le Gouvernement russe appréciait comme nous les devoirs imposés aux puissances par le conflit entre la Turquie et la Grèce et notamment l'utilité de maintenir la Crète dans la situation de dépôt entre les mains des puissances, en continuant le blocus et l'occupation par les troupes internationales.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 19 avril 1897.

Le consul anglais m'informe qu'on attend une batterie anglaise. On annonce l'arrivée très prochaine de deux bataillons de troupes italiennes avec une batterie d'artillerie.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 20 avril 1897.

Le Prince Mavrocordato me dit que son Gouvernement demande au Gouvernement de la République de prendre sous sa protection tous les sujets helléniques et me prie de solliciter votre réponse d'urgence, parce qu'il quitte Constantinople aujourd'hui. Il n'y a pas moins de 44,000 grecs inscrits au seul consulat de Constantinople.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 20 avril 1897.

Le Prince Mavrocordato a demandé, le 18 de ce mois, à mettre sous la protection de notre ambassade à Constantinople les sujets grecs catholiques. Conformément aux traditions de la politique française en Orient, j'ai autorisé M. Cambon à accueillir cette demande. Vous voudrez bien en informer le comte Mouravieff.

D'après de nouvelles communications de M. Delyanni et de M. Mavrocordato, le Gouvernement grec sollicite la protection du Gouvernement de la République pour tous les sujets hellènes, à quelque religion qu'ils appartiennent, et insiste pour obtenir une réponse d'urgence.

Je désirerais savoir si une démarche a été faite auprès de l'ambassade russe pour qu'elle assurât la protection des sujets grecs orthodoxes.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 20 avril 1897.

M. Skouzès est venu m'entretenir de la question de la protection des

sujets helléniques dans l'Empire ottoman. D'après ce que lui a télégraphié M. Delyanni, vous lui auriez dit que, le Prince Mavrocordato ayant demandé à M. Cambon la protection de la France pour les seuls sujets grecs catholiques et cette requête ayant été accueillie, il vous semblait préférable de vous en tenir à cet arrangement.

Le Ministre des affaires étrangères paraît croire à quelque malentendu ; car il n'a jamais donné à son Ministre à Constantinople d'instructions dans le sens restrictif dont il s'agit.

A. BOURÉE.

Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France à Sofia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sofia, le 20 avril 1897.

Sur les instances pressantes de M. Stoïloff, je viens de télégraphier à M. Cambon pour lui demander de la part du Gouvernement bulgare d'appuyer les démarches faites à la Porte par M. Marcow en vue d'obtenir cinq bérats promis depuis longtemps en Macédoine.

R. DE PETITEVILLE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 20 avril 1897.

Ce matin, M. Delyanni est venu faire auprès de moi une démarche conforme au langage que vous a tenu M. Skouzès au sujet de la protection des sujets grecs.

J'ai effectivement fait connaître au Ministre de Grèce que, le Prince Mavrocordato ayant demandé à mettre les sujets grecs catholiques sous la protection de l'ambassade de France à Constantinople, j'avais dès hier autorisé M. Cambon à répondre dans un sens favorable.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Féra, le 20 avril 1897.

Tyrnavos a été occupé hier par les troupes ottomanes. Aujourd'hui, les hostilités continuent autour de Larissa qui, d'après l'état-major ottoman, doit tomber au pouvoir de l'armée turque aujourd'hui même.

L'escadre ottomane, après s'être montrée à l'entrée des Dardanelles, près de Lemnos, est rentrée dans le détroit.

Sept bâtiments de guerre sont sortis aujourd'hui de la Corne-d'Or : le cuirassé *Horkhanieh*, un garde-côte, une frégate en bois, trois paquebots armés en croiseurs, un torpilleur. Ils ont fait route pour les Dardanelles.

D'après les renseignements de la Porte, la division navale hellénique qui a bombardé Prévéza aurait subi des avaries et se serait dispersée.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 20 avril 1897.

M. Delyanni est venu me demander, le 19 au matin, que le Gouvernement de la République assurât la protection de tous les sujets grecs en Turquie. Je lui ai fait connaître que, dès la veille, le Prince Mavrocordato ayant demandé à mettre les hellènes catholiques sous la protection de votre ambassade, je vous avais autorisé, conformément à une délibération qui venait d'être prise en Conseil des Ministres, à accueillir cette proposition.

J'ai ajouté que je ne croyais pas pouvoir, sans l'avis du Conseil, prendre une mesure différente de celle qui avait été arrêtée sur la demande du Prince Mavrocordato.

M. Skouzès, à qui cet entretien a été rapporté, est venu en parler à M. Bourée. Il voudrait savoir s'il doit renoncer à obtenir pour ses compatriotes la protection qu'il sollicite. En présence de cette situation et de la nouvelle démarche que le Prince Mavrocordato a, de son côté, faite auprès de vous, j'aurais un intérêt particulier à savoir si aucun de vos collègues n'a été sollicité d'assurer la protection des hellènes orthodoxes. Je désirerais savoir, en particulier, quelle serait, le cas échéant, l'attitude de l'ambassadeur de Russie.

G. HANOTAUX.

M. le marquis de Nosilles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 20 avril 1897.

Le Gouvernement allemand donne son entière adhésion à la récente communication du comte Mouravieff, portant que la guerre déclarée entre la Grèce et la Turquie ne peut modifier l'entente établie entre les grandes puissances dans la question crétoise et qu'il y aura lieu de maintenir le blocus de l'île.

NOAILLES.

M. Billot, ambassadeur de la République française, près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 20 avril 1897.

Deux bataillons d'infanterie avec une batterie d'artillerie partiront demain matin de Naples pour la Crète.

D'après une communication faite aujourd'hui par l'ambassadeur de Russie à la *Consulta*, le Gouvernement russe estime, d'autre part, que la lutte engagée en Thessalie ne doit entraîner aucun changement à l'attitude des puissances en ce qui concerne la question crétoise; qu'elles doivent notamment maintenir le blocus de l'île, afin d'en assurer la neutralité et d'empêcher les deux belligérants d'y débarquer des troupes. Le Gouvernement italien adhère à ces vues, considérant qu'il y a lieu pour les puissances de maintenir leurs forces navales dans les eaux crétoises, de continuer l'occupation des points qu'elles tiennent et de poursuivre la tâche commencée en vue de l'autonomie de l'île. A cette occasion, M. Visconti-Venosta m'a dit qu'en présence de la guerre engagée sur le continent, son avis est que l'union des puissances est plus nécessaire que jamais pour

circonscrire le danger; qu'elles doivent affirmer leur accord en s'abstenant de toute immixtion dans la lutte, afin de se ménager la faculté d'exercer leur médiation collective avec plus d'efficacité quand les circonstances en feront paraître l'opportunité.

BILLOT.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 20 avril 1897.

Le comte Goluchowski est d'avis que les puissances doivent s'abstenir de prendre part au conflit gréco-turc, maintenir leur union en attendant l'heure de la médiation et garder la Crète en dépôt. Il répond d'ailleurs dans ce sens au comte Mouravieff, dont un télégramme vient de lui être communiqué par le chargé d'affaires russe.

Il estime que, par suite du mandat qu'a accepté l'Europe en Crète, elle ne peut abandonner 50,000 musulmans à la merci des insurgés crétois, et elle doit attendre que la Grèce, avant de s'adresser aux puissances pour obtenir leur médiation, commence par rappeler le colonel Vassos et ses troupes.

H. LOZÉ.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 21 avril 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a communiqué un télégramme circulaire, d'après lequel, dans la pensée du Cabinet de Saint-Petersbourg, le conflit qui vient d'éclater entre la Grèce et la Turquie ne saurait modifier en rien l'attitude des grandes puissances à l'égard de la Crète.

Placée sous leur protection immédiate, la Crète doit être considérée comme territoire neutre. Les puissances, maintenant le blocus strict, empêcheront tout débarquement de troupes belligérantes et continueront leurs efforts pour l'organisation définitive de l'île à l'issue de la guerre.

Les vues qui ont été échangées à ce sujet entre les deux Cabinets ont permis au Gouvernement impérial de s'assurer par avance que notre assentiment était acquis aux propositions qui font plus spécialement l'objet de cette communication du comte Mouravieff.

G. HANOTAUX.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 21 avril 1897.

Sir Th. Sanderson m'a dit que, d'après ses renseignements, les Cabinets de Pétersbourg, Berlin, Vienne et Rome sont d'avis d'observer une stricte neutralité jusqu'au moment où les événements leur permettraient d'offrir leur médiation. En ce qui concerne la Crète, l'état actuel des choses, c'est-à-dire la mise en dépôt entre les mains des puissances, serait maintenu jusqu'à nouvel ordre. J'ai cru pouvoir dire au sous-secrétaire d'Etat que le Gouvernement français se trouvait en communauté de sentiments sur ce sujet avec les autres Gouvernements. Sir Th. Sanderson m'a

répliqué que telle était également la manière de voir du Cabinet de Londres; il a ajouté qu'il semble dès lors que l'accord des puissances est unanime.

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 21 avril 1897.

Le Conseil a décidé, sur la demande de l'amiral Pottier, d'envoyer en Crète les trois cents hommes destinés à compléter notre contingent et dont le départ avait été différé.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 21 avril 1897.

Le Cabinet hellénique ne s'est adressé qu'à la France pour assurer la protection de ses nationaux. J'en ai prévenu M. de Nélidoff en lui demandant son concours qu'il m'a promis, le cas échéant.

P. CAMBON.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 21 avril 1897.

Le Gouvernement impérial n'a été saisi d'aucune demande pour la protection des sujets orthodoxes en Turquie.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 21 avril 1897.

Les nouvelles qui nous parviennent prouvent que le Gouvernement hellénique n'a pas cru devoir tenir compte des avertissements officiels ou amicaux qui lui ont été prodigués, ni des lourdes responsabilités que ferait peser sur lui la prolongation de la situation anormale créée par la présence du colonel Vassos dans l'île de Crète.

En présence des faits qui se déroulent et dont les conséquences pourraient être si graves, je ne crois pas inutile de rappeler ici les principes fondamentaux dont notre politique n'a pas cessé de s'inspirer depuis le début de la crise orientale.

Nous avons constamment considéré que nous avions un intérêt de premier ordre à maintenir en Europe la paix générale et à défendre, par conséquent, aussi longtemps que possible en Orient, le *statu quo* territorial.

Je n'ai pas à vous rappeler les raisons qui ont dicté cette ligne générale de conduite adoptée par les divers Cabinets qui se sont succédé depuis l'ouverture de la crise actuelle. Il est difficile de se faire illusion sur la gravité des périls qu'entraîneraient les complications européennes aux-

quelles donnerait fatalement naissance une atteinte nouvelle, portée sur un point quelconque, à l'intégrité de l'Empire ottoman.

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour, tout imparfaits qu'ils sont encore, n'en doivent pas moins nous engager à persévérer dans la voie où nous sommes entrés. L'explosion des hostilités entre la Turquie et la Grèce aggrave assurément les difficultés de notre tâche.

Affaiblit-elle pour nous les raisons de demeurer fidèles aux principes qui nous dirigent? Si le conflit a été jusqu'à présent localisé, si l'on peut conserver l'espoir qu'il le restera, ne le doit-on pas aux efforts que nous ne nous sommes pas lassés de faire pour maintenir l'accord des puissances?

Il ne semble pas, d'ailleurs, indifférent au point de vue de nos intérêts propres, que notre pavillon se soit montré dans des conditions favorables sur certains points de l'île de Crète.

Sauvegarder jusqu'au bout l'entente générale à travers les dangers qui la menacent et les épreuves qu'elle subit, tel nous paraît être le seul moyen d'assurer à l'Europe toute l'autorité dont elle aura besoin pour exercer, le moment venu, sa médiation entre les belligérants; pour organiser, en Crète, un régime durable sur la base de l'autonomie et pour faire prévaloir enfin dans l'Empire turc un ensemble de réformes propres à amener sa pacification intérieure et à devenir ainsi la plus solide garantie de sa durée et de son intégrité.

Tous nos efforts doivent donc tendre plus que jamais à consolider un accord qui a permis de limiter jusqu'ici la guerre survenue entre la Turquie et la Grèce et seul peut donner l'espoir de prévenir des complications beaucoup plus redoutables encore.

L'autorité personnelle que vous êtes en mesure de mettre au service de notre politique a contribué dans une large mesure à faire régner la communauté des vues entre les Représentants des puissances à Constantinople. Le Gouvernement de la République s'attend à ce que vous continuiez de faire tous les efforts pour mener à bien, dans le sens des principes généraux qui viennent d'être rappelés, la tâche que nous poursuivons en commun.

G. HANOTAUX.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 21 avril 1897.

Bien que la déclaration de guerre de la Turquie à la Grèce fût considérée, depuis quelques jours, dans les cercles officiels serbes, comme la seule issue du conflit gréco-turc, elle n'en a pas moins provoqué, à Belgrade, une réelle inquiétude. L'opposition libérale, dirigée par M. Ristich, ne cesse de reprocher au Cabinet Simitch de manquer d'énergie et de laisser passer l'occasion propice pour exiger des turcs les satisfactions que la Serbie réclame depuis longtemps en faveur des sujets serbes en Macédoine et en vieille Serbie.

Le Roi a porté la question au Conseil des Ministres. Après de longues délibérations, il a décidé que le Gouvernement serbe persisterait dans l'attitude adoptée, tout en accentuant ses démarches auprès du Sultan en vue d'obtenir les concessions désirées et qui ont pour but de mettre la nationalité serbe sur un pied d'égalité en Macédoine avec les bulgares, les grecs et même les koutzo-valaques.

Le Président du Conseil, que je viens de voir, ne m'a pas caché ses préoccupations. Il m'a dit, pour être rapporté à Votre Excellence, que la Serbie continuerait à suivre la ligne de conduite qui lui a valu l'estime et la considération des grandes puissances : « Nous ne dévierons de cette politique que s'il y a des massacres en Macédoine ou en Vieille Serbie, et, en second lieu, si le *statu quo* territorial venait à subir une altération dans la péninsule balkanique. Ces éventualités venant à se produire, nous ne pourrions pas rester impassibles. L'opinion nous ferait un devoir de sauvegarder, par tous les moyens, nos légitimes revendications.

« Cela dit, je ne vous cacherai pas que nous demandons à Constantinople le rappel du métropolite de nationalité grecque nommé à Uskub et l'élection d'un métropolite de race serbe.

« Au cas où la Porte continuerait à nous prodiguer les promesses, avec l'arrière-pensée de gagner du temps et de les éluder, nous ferions appel aux grandes puissances. »

Au résumé, tout en continuant à assurer qu'il persiste dans son attitude pacifique, le Gouvernement serbe me paraît disposé à spéculer sur la situation de la Turquie aux prises avec les grecs; il sollicite, quant à présent et dans la phase actuelle, une récompense pour sa bonne conduite, mais il se réserverait sans doute de l'exiger, sous une autre forme, si les affaires tournaient mal pour les turcs. Et c'est, évidemment, le calcul que font aussi les bulgares et les monténégrins.

PATRIMONIO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 22 avril 1897.

Après mûre délibération, le Conseil des Ministres n'ayant accordé la protection de l'ambassade, selon la première demande du Prince Mavrocordato, qu'aux seuls grecs catholiques, il m'est impossible, sans une nouvelle délibération du Conseil, d'étendre cette protection à tous les grecs. Toutefois, si vous le jugez nécessaire, vous pourrez, après entente avec l'ambassade de Russie et dans les mêmes conditions où elle le ferait elle-même, accorder à titre personnel et provisoire vos bons offices aux grecs qui y auraient recours.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 22 avril 1897.

Au début des hostilités entre la Grèce et la Turquie, j'avais exprimé à Pétersbourg l'avis que le premier devoir des puissances était de se renfermer dans une stricte abstention et de maintenir leur union en attendant l'heure où leur médiation concertée pourrait être jugée nécessaire. Quant à la Crète, elle pourrait être maintenue dans la situation de dépôt entre les mains des puissances.

Il résulte de l'ensemble des communications que j'ai reçues à ce sujet, qu'à l'heure actuelle, l'accord des puissances est unanime sur ces différents points.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 avril 1897.

J'ai informé Votre Excellence de la demande formulée par le Prince Mavrocordato pour la protection des sujets hellènes pendant la guerre.

J'ai dit à M. de Nelidow que le Gouvernement grec sollicitait notre protection pour ses sujets établis en Turquie et que, si la France accédait à cette demande, je comptais sur le concours de l'ambassade de Russie pour me faciliter ma tâche. Il me l'a promis sans hésitation. J'ai prévenu également ceux de mes collègues que j'ai rencontrés en les priant de s'unir à moi afin d'obtenir une prolongation du délai imparti aux hellènes pour quitter le territoire de l'Empire.

Les autorités ottomanes usent, en effet, d'une rigueur extrême et commencent déjà à expulser les sujets grecs bien qu'ils aient quinze jours pour se mettre en route. Tous les intérêts commerciaux du pays sont troublés. Les Chambres de commerce de France, d'Italie, d'Autriche, réclament l'intervention de leurs consuls. Les grecs détenant toutes les affaires, on comprend que leur départ subit soit une cause de ruine générale; nous avons, du reste, tout intérêt à associer les autres puissances à notre action protectrice, car l'exercice de cette protection envers les sujets d'un état en rupture de relations avec le souverain territorial peut donner lieu à de nombreuses difficultés.

En 1854, lors de l'invasion de l'Epire par les grecs et de la rupture du Gouvernement hellène et de la Porte, le Ministre de Grèce à Constantinople réclama pour ses nationaux la protection des ambassades de France et d'Angleterre. Elle lui fut refusée officiellement, mais les deux ambassadeurs intervinrent officieusement afin d'obtenir des tempéraments aux mesures ayant pour but l'éloignement des hellènes.

Notre ambassadeur, le général Baraguey d'Hilliers, demanda même un régime de faveur pour les grecs catholiques et obtint du Grand Vizir la reconnaissance de notre droit de protection sur eux.

En 1863, nouvelle rupture des relations entre la Grèce et la Turquie : il s'agissait encore des affaires de Crète. M. Delyannis, ministre de Grèce, offrit la protection de ses nationaux aux ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie qui ne l'acceptèrent pas immédiatement. Au cours de ces pourparlers, M. Delyannis quitta Constantinople en laissant la protection des grecs au Ministre des Etats-Unis. Puis la question se résolut d'elle-même, la Porte ayant prolongé le délai imparti aux sujets hellènes pour quitter la Turquie et ayant ensuite renoncé à appliquer ses mesures d'expulsion.

Enfin, en 1886, troisième rupture moins longue que les précédentes.

A cette époque, on ne trouve pas trace d'une mesure générale d'expulsion ni d'une demande du Gouvernement grec. Je sais seulement, par la tradition de la délégation apostolique, que les hellènes catholiques se réclamèrent de l'ambassade de France.

Le Gouvernement français n'a donc jamais pris en main la protection officielle de tous les sujets hellènes.

Quelle est, du reste, la nature exacte du droit de protection d'une puissance étrangère en pays de capitulations sur les nationaux d'un Etat en guerre avec l'Etat souverain? Il est impossible de le définir et il faut se borner à considérer cette protection comme un patronage officieux destiné

à mettre éventuellement nos nouveaux protégés à l'abri des vexations qui peuvent se produire.

Quant aux questions de juridiction, il est prudent de ne pas les aborder ; elles sont insolubles.

Ces considérations n'affaiblissent pas du reste les raisons d'humanité qui commandent d'accorder une certaine protection aux sujets hellènes.

P. CAMBON.

**Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France
à Sofia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Sofia, le 22 avril 1897.

Depuis longtemps déjà le Cabinet de Sofia réclame à la Porte cinq bérats pour les localités suivantes sises en Macédoine : Stroumnitza, Melnik, Debra, Koukouch et Vitolia (Monastir).

De plus, il insiste pour être autorisé à entretenir des agents commerciaux à Vitolia, Usbub et Salonique. Dans cette dernière ville, un agent est déjà installé. Le Sultan, pressé par M. Markoff, aurait, après force réponses dilatoires, promis d'accorder bérats et agent commercial à Vitolia, mais au lendemain seulement de la solution de la crise crétoise.

R. DE PETITEVILLE.

**M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 22 avril 1897.

Sir Th. Sanderson vient de me confirmer l'acceptation par le Gouvernement anglais de la proposition du comte Mouravieff relative à l'attitude des puissances durant le conflit turco-grec et tendant à garder en dépôt l'île de Crète jusqu'au moment où leur médiation collective serait sollicitée par un des belligérants. Toutefois, lord Salisbury a exprimé l'avis qu'il y aurait intérêt à se départir quelque peu de la rigueur observée jusqu'à ce jour dans la mise en pratique du blocus de l'île ; il s'agirait, dans la pensée du premier Ministre anglais, de laisser passer plus facilement les denrées et objets d'approvisionnement, dont la privation ne fait qu'exaspérer la population crétoise.

Sir Th. Sanderson a ajouté qu'il avait reçu à l'instant un mot de M. de Staal l'informant que le Gouvernement russe adhérerait à la proposition de lord Salisbury sous la condition que les chefs des forces navales dans les eaux crétoises l'accepteraient unanimement.

D'autre part, M. Biliotti a informé le Foreign-Office que le gouverneur ottoman de Crète a mis les sujets grecs en demeure de quitter l'île dans le délai de quinze jours. Sir Th. Sanderson paraît considérer qu'une semblable mesure est inacceptable étant donné que le territoire crétois est actuellement en quelque sorte neutralisé entre les mains des puissances.

GEOFFRAY.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Iéra, le 23 avril 1897.

Les commerçants de Marseille ayant présenté de nombreuses réclama-

tions contre la brièveté du délai donné aux bâtiments grecs pour sortir des eaux ottomanes, je fais savoir au président de la Chambre de commerce de Marseille que je réclame une prolongation.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 avril 1897.

M. Markoff vient de faire de nouvelles démarches pour obtenir une réponse à sa demande de bérats.

Le Ministre des affaires étrangères se montre favorable à la concession de quelques-uns des bérats.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 23 avril 1897.

M. Carlier me fait savoir que des bataillons albanais révoltés sont devant Janina. Les consuls entourés de la population chrétienne se considèrent comme dans une position critique. Le vali leur refuse armes et munitions. La population musulmane est en fuite ou réfugiée dans la forteresse.

Je réclame du Ministre des affaires étrangères l'envoi d'ordres à ce fonctionnaire pour assurer la protection des consuls et des chrétiens et pour leur faire distribuer des armes.

Ghazi Osman Pacha, le défenseur de Plewna, part ce soir avec la mission d'inspecter l'armée.

La division navale hellène continue à bombarder Prévéza. La ville est brûlée, mais la forteresse tient bon.

Aucune nouvelle de Janina.

Les grecs se défendent avec acharnement.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 avril 1897.

Je donne mon entière approbation à la démarche que vous avez faite auprès de la Porte au sujet des incidents de Janina. J'invite nos ambassadeurs auprès des cinq puissances à demander que vos collègues reçoivent l'instruction de s'associer à votre action.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 24 avril 1897.

Notre ambassadeur à Constantinople me télégraphie que des bataillons albanais révoltés sont devant Janina; la population musulmane est en fuite ou réfugiée dans la forteresse. Les consuls, entourés de la population chrétienne, se considèrent comme dans une position critique.

Le vali leur refusant des armes et des munitions, **M. Cambon réclame** de la Porte que ce fonctionnaire reçoive l'ordre d'assurer la sécurité des consuls et des chrétiens et de leur distribuer des armes.

En entretenant d'urgence de cette situation le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, vous voudrez bien exprimer le vœu que son Représentant à Constantinople soit invité à s'associer aux démarches de **M. Cambon**.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Carlier,
vice-consul de France à Janina.**

Paris, le 24 avril 1897.

Je signale à l'attention de tous les Cabinets les indications que vous aviez fournies à **M. Cambon** sur les incidents qui viennent de se produire à Janina.

Veuillez me tenir au courant de la situation.

Je suis assuré que vous montrerez dans ces circonstances critiques vos qualités habituelles de sang-froid et de fermeté

G. HANOTAUX.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 24 avril 1897.

M. de Nélidoff a exprimé l'opinion que la France, la Russie, l'Angleterre, ayant des obligations particulières vis-à-vis de la Grèce, il conviendrait de réclamer, le cas échéant, le concours de sir Ph. Currie pour assurer la protection des grecs; j'ai demandé à ce dernier si nous pourrions éventuellement compter sur lui. Il m'a répondu qu'il demanderait à son Gouvernement l'autorisation de s'associer à ses collègues français et russe. mais qu'il serait bon que Votre Excellence exprimât un désir à Londres. Dans le cas où le Gouvernement français accepterait de se charger de la protection hellénique, je serais obligé à Votre Excellence d'exprimer ce désir.

Un projet de note identique a été approuvé par tous les ambassadeurs : ceux d'Allemagne et d'Autriche se sont réservé de prendre les instructions de leurs Gouvernements, les autres le remettront aujourd'hui au Ministre des affaires étrangères. Aux termes de cette note, nous réclamons de la Porte une prolongation du délai donné aux grecs et aux bâtiments grecs pour quitter le territoire et les eaux de l'Empire; nous déclarons prendre sous notre protection les grecs employés chez nos nationaux ou dans des entreprises intéressant nos capitaux et ceux qui sont en relations d'affaires avec nos colonies.

Il importe que la question de protection soit tranchée le plus tôt possible. La perturbation jetée dans le monde des affaires par l'expulsion en masse des hellènes est si préjudiciable à tous nos intérêts financiers et commerciaux que je me suis déjà vu obligé de prendre sous ma protection des établissements dont la fermeture menaçait d'avoir pour nous de graves conséquences.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montetello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 24 avril 1897.

M. de Nélidoff a fait à notre ambassadeur à Constantinople des offres de concours pour le cas où ce dernier serait chargé de la protection des grecs. Il a exprimé en même temps l'avis que, la France, la Russie et l'Angleterre ayant des obligations particulières, il conviendrait de réclamer, le cas échéant, le concours de sir Philip Currie.

M. Cambon ayant demandé à celui-ci si l'on pourrait éventuellement compter sur lui, sir Philip a répondu qu'il solliciterait l'autorisation de s'associer à ses collègues français et russe. Dans un entretien que j'ai eu avec sir Edmund Monson, j'ai cru comprendre que la réponse de lord Salisbury serait conforme aux intentions manifestées par sir Philip Currie.

Les indications qui précèdent m'ayant paru offrir une combinaison satisfaisante, j'invite M. Cambon à s'entendre avec ses deux collègues pour remettre à la Porte une note identique faisant connaître que la France assume la protection des grecs orthodoxes de concert avec la Russie et l'Angleterre.

Veuillez communiquer d'urgence ces dispositions au comte Mouravieff en exprimant l'espoir qu'il n'aura pas d'objections à envoyer à M. de Nélidoff l'autorisation de se concerter avec M. Cambon et sir Philip Currie dans le sens indiqué.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 24 avril 1897.

Il résulte d'un télégramme de M. Cambon que M. de Nélidoff a fait à notre ambassadeur des offres de concours pour le cas où ce dernier serait chargé de la protection des grecs orthodoxes. La France, l'Angleterre et la Russie, ayant des obligations particulières, il a paru nécessaire de s'assurer, le cas échéant, le concours de sir Philip Currie. M. Cambon ayant demandé à celui-ci si l'on pourrait éventuellement compter sur lui, sir Philip Currie a répondu qu'il solliciterait l'autorisation de s'associer à ses collègues français et russe.

J'ai eu l'occasion d'entretenir aujourd'hui sir Edm. Monson des dispositions ainsi manifestées par M. de Nélidoff et par sir Philip Currie. J'ai cru comprendre que la réponse de lord Salisbury serait conforme aux instructions manifestées par sir Philip Currie.

Dans ces conditions, j'invite M. Cambon à s'entendre avec ses deux collègues pour remettre à la Porte une note identique faisant connaître que la France assume la protection des hellènes orthodoxes de concert avec la France et la Russie.

Je vous serai très obligé de communiquer d'urgence ces dispositions à sir Th. Sanderson en exprimant l'espoir que le Gouvernement britannique n'aura pas d'objections à envoyer des instructions en conséquence à sir Philip Currie.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 avril 1897.

Malgré toutes les affirmations contraires, les troupes ottomanes n'étaient pas hier encore maîtresses de Tyrnavos; elles ont dû abandonner le mouvement par Damasi à cause du mauvais état de la vallée, mais leur position est meilleure aujourd'hui que ces deux derniers jours. A l'extrême gauche, la 6^e division a chassé les grecs d'Analypsis et de Nezeros, puis elle a fait sa jonction avec les forces descendues du col de Mellona. Hier 23, toutes les collines au-dessus de Tyrnavos ont été occupées. On affirme que l'armée ottomane serait entrée à Tyrnavos cet après-midi. A la droite de l'armée de Thessalie, deux colonnes parties de Grevena et de Metsovo marchent sur Kalabaka.

En Epire, la défection des quatre bataillons albanais a entraîné la retraite de toute la division de Louros. De source turque officielle cette division aurait été reformée et reprendrait sa marche avec les albanais rentrés dans le devoir. Quarante nouveaux bataillons sont appelés de Koniah, Panderma et Aïlin pour être transportés à Salonique. Saadeddin Pacha part ce soir pour prendre le commandement de l'armée d'Epire. Il était secrétaire du Comité militaire du Palais dont Ghazi Osman Pacha était président. Ce dernier est parti hier.

P. CAMBON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 24 avril 1897.

Lord Salisbury a fait télégraphier à l'amiral Harris que le blocus devait conserver toute sa rigueur pour ce qui est des approvisionnements de guerre qui sont en fait destinés à être employés contre les troupes des puissances, mais qu'il y aurait lieu de montrer moins de sévérité au regard de l'introduction de denrées alimentaires; l'amiral est invité à se concerter avec ses collègues.

Sur la question d'une mise en demeure adressée aux sujets grecs par le Gouverneur adjoint de Crète d'avoir à quitter l'île dans un délai déterminé, lord Salisbury a fait savoir à sir Th. Sanderson qu'étant donnée la situation spéciale de ce pays, il ne lui paraissait pas possible de laisser exécuter cette mesure. Le Foreign Office a télégraphié à M. Biliotti en le chargeant de faire connaître cette opinion à l'amiral Harris; on a également télégraphié à ce sujet aux ambassadeurs anglais près des grandes puissances.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. le comte de Montebello**, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 24 avril 1897.

Veuillez demander au comte Mouravieff s'il ne pense pas que l'heure se présentera bientôt, où les puissances pourront, sans attendre le recours d'une des puissances belligérantes, être amenées à offrir, soit leur médiation de concert, soit un arbitrage accepté d'avance par les deux parties.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 avril 1897.

J'ai entretenu sir Edm. Monson des dispositions manifestées par M. de Nélidow et par sir Ph. Currie en vue de nous aider à assumer la responsabilité de la protection de tous les grecs de l'Empire.

L'ambassadeur d'Angleterre à Paris avait déjà reçu communication d'un télégramme de son collègue de Constantinople à ce sujet, et j'ai cru comprendre que la réponse de lord Salisbury serait conforme aux intentions manifestées par sir Ph. Currie.

Dans ces conditions, vous voudrez bien vous entendre avec vos deux collègues pour remettre à la Porte une note identique faisant connaître que la France assume la protection des grecs orthodoxes, de concert avec la Russie et l'Angleterre.

Je n'ai pas besoin d'attirer votre attention sur les conditions dans lesquelles cette protection devra être exercée; il conviendra, notamment, de donner à ce sujet les instructions les plus précises à nos agents, en leur enjoignant de vous en référer préalablement dans tous les cas pouvant paraître douteux ou qui seraient de nature à provoquer des difficultés.

Je communique ces indications à Saint-Petersbourg et à Londres et je demande que les instructions nécessaires soient envoyées aux ambassadeurs de Russie et d'Angleterre à Constantinople.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 avril 1897.

Le Sultan a accordé à la Bulgarie les bérats des évêques de Melnik, Koukouch et Stroumitza. Ils ne seront publiés qu'à la fin des hostilités; la Bulgarie aura droit à des agents commerciaux dans quatre villes de Macédoine.

Ces concessions suffisent au Gouvernement bulgare.

Le Ministre de Serbie n'a pas laissé l'agent bulgare profiter seul de la situation actuelle. Il a demandé et obtenu hier le rappel de Monseigneur Ambrosius, évêque grec d'Uskub, ainsi que l'autorisation d'ouvrir des écoles serbes dans toute l'étendue des vilayets de Monastir et de Salonique.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 avril 1897.

L'armée ottomane a occupé Tyrnavos dans la soirée d'hier 24.

Une reconnaissance de cavalerie a pénétré aujourd'hui dans Larissa qui paraît complètement évacuée par les grecs.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 22 mars 1897.

Le Gouvernement italien ne fera aucune objection, si les amiraux y

donnent leur assentiment unanime, à ce que des facilités spéciales soient accordées pour l'importation en Crète des denrées et objets d'approvisionnement.

Des instructions ont dû être adressées aujourd'hui même à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople, lui prescrivant de s'associer aux démarches de M. Cambon en vue d'assurer à Janina la sécurité des consuls et des chrétiens.

BILLOT.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 25 avril 1897.

L'ambassadeur britannique vient de me donner communication d'un télégramme de lord Salisbury dans lequel celui-ci demande si la France consentirait à suggérer à la Russie, simultanément avec l'Angleterre, de proposer ensemble un armistice à Constantinople. J'ai indiqué à sir Edm. Monson que nous désirions, dans une négociation de ce genre, maintenir avant tout le concert européen.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 25 avril 1897.

Deux bataillons d'infanterie italienne, une batterie et son train sont arrivés hier.

Un de ces bataillons restera à la Canée, le second sera partagé entre Candie et Hiérapetra.

On a certaines inquiétudes au sujet de Candie où les insurgés, de plus en plus nombreux, multiplient leurs attaques. Les insurgés ont coupé la route de la Sude au fort Izzeddin; les amiraux les ont invités à laisser le passage libre, sinon ils seront repoussés par la force.

P. BLANC.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 25 avril 1897.

Des instructions ont dû être adressées aujourd'hui même à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople, lui prescrivant de s'associer aux démarches de M. Cambon en vue d'assurer à Janina la sécurité des consuls et des chrétiens.

BILLOT.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 25 avril 1897.

L'ambassadeur d'Allemagne sera invité à se joindre aux démarches de ses collègues en vue d'une protection efficace des chrétiens à Janina.

NOAILLES.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 25 avril 1897.

Pour répondre à votre demande, des instructions ont été envoyées ce matin à sir Ph. Currie lui prescrivant d'appuyer les représentations de M. Cambon, de la façon qu'il jugera la plus efficace, pour assurer la protection des chrétiens à Janina.

GEOFFRAY.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 25 avril 1897.

Le Cabinet de Belgrade vient de recevoir du Ministre de Serbie à Constantinople, l'avis que la question de la reconnaissance de la communauté serbe sera déferée par iradé à l'examen de la Porte et que le monastère de Kilendar au mont Athos sera reconnu comme serbe.

Le Sultan a consenti en outre :

1° Au rappel immédiat du métropolite grec d'Uskub ; 2° à la nomination au même siège d'un métropolite de nationalité serbe ; 3° à l'ouverture d'écoles serbes dans les vilayets de Monastir et Salonique.

PATRIMONIO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 26 avril 1897.

Le consul britannique à la Canée a fait savoir au Foreign Office que le Gouverneur ottoman de Crète aurait mis les sujets grecs en demeure de quitter l'île dans le délai de quinze jours. Le Foreign Office a chargé M. Biliotti de faire savoir à l'amiral Harris qu'en raison des conditions particulières où est placée la Crète, il ne paraissait pas possible de laisser exécuter cette mesure. Nous partageons entièrement cette manière de voir et je vous serai obligé d'en aviser le commandant de nos forces navales.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 26 avril 1897.

Les nouvelles officielles venues d'Athènes établissent la défaite complète des grecs en Thessalie. Le moment ne peut tarder où la Grèce demandera peut-être elle-même une médiation, si nous ne jugeons pas à propos de l'offrir aux belligérants.

J'ai donné connaissance de vos dernières suggestions au comte Mouravieff ; celui-ci me répond par écrit la note suivante :

« Le Gouvernement impérial, animé du vif désir de mettre aussitôt que possible fin à la lutte entre la Grèce et la Turquie, serait tout disposé à offrir aux belligérants soit une médiation, de concert avec les autres puissances, soit un arbitrage accepté par les deux parties. Dès que le Cabinet de Paris croira le moment venu de prendre l'initiative d'une proposition

d'armistice, le Gouvernement impérial s'y associera avec empressement. Il ne resterait qu'à convenir du mode de procédure qui répondrait le mieux aux intentions des deux Gouvernements. »

G. DE MONTRBELLO.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgarde, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgarde, le 26 avril 1897.

Aujourd'hui s'est tenue à Belgarde la réunion, depuis longtemps annoncée, des serbes originaires de la Macédoine et de la Vieille-Serbie.

Beaucoup de serbes du royaume y ont pris part. C'est le commencement d'une agitation ayant pour objet de prouver que, dans la poursuite des concessions sollicitées du Sultan en faveur de la nationalité serbe en Macédoine et en Vieille-Serbie, le Gouvernement royal cède à la pression de l'opinion publique.

Sans méconnaître que cette opinion soit surexcitée par les succès obtenus par les bulgares, et qu'un courant se soit formé avec lequel le Gouvernement, qu'il soit radical ou libéral, sera obligé de compter, il ne me semble pas, jusqu'ici du moins, qu'elle pousse le Gouvernement à s'écarter de la voie des sollicitations et des négociations diplomatiques. Mais si le Sultan, après avoir leurré le Gouvernement royal de promesses plus ou moins explicites, se refusait à les exécuter, le sentiment d'inquiétude et de désappointement, qui se manifeste déjà, prendrait des proportions telles qu'il n'est pas excessif de prévoir l'éventualité d'une rupture des relations.

PATRIMONIO.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 26 avril 1897.

J'ai fait auprès de sir Th. Sanderson la démarche prescrite par Votre Excellence, relativement à la protection des sujets grecs dans l'Empire ottoman. Le sous-secrétaire d'Etat m'a répondu que le Gouvernement royal avait, dès hier, fait télégraphier à sir Ph. Currie qu'il l'autorisait à prêter son concours à M. Cambon pour la protection des grecs établis en Turquie d'Asie. Sir Ed. Monson a été invité en même temps à vous aviser de cette réponse.

Alph. DE COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 27 avril 1897.

L'armée grecque est en retraite sur Pharsale. Les troupes ottomanes sont entrées à Larissa le 25, sans coup férir.

La débânde de toute une division turque a mené en Epire les grecs jusqu'à Janina. Cette division reformée et renforcée reprend ses positions perdues. Les albanais révoltés sont rentrés, dit-on, dans l'ordre.

D'après les déclarations de la Porte, toutes les précautions seraient prises pour protéger les chrétiens de Janina.

Ghazi Osman Pacha a reçu l'ordre de rester à Salonique, l'entrée à Larissa ayant rétabli les affaires des turcs.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 27 avril 1897.

On doit connaître à Saint-Petersbourg la situation qui paraît se dessiner à Athènes.

Peut-être est-il possible encore de parer aux conséquences qui sont à craindre en recherchant, par l'intermédiaire de nos Ministres en Grèce, les moyens de déterminer le mode de procédure qui répondrait le mieux au but pacifique et humanitaire que se proposent les deux Gouvernements.

Je serais d'avis que nous télégraphions de part et d'autre à M. Bourée et à M. Onou de se mettre d'abord en rapport l'un avec l'autre afin d'aviser ensemble aux conditions dans lesquelles ils pourraient se consulter sans retard avec leurs collègues en vue de dégager en commun les décisions qui leur paraîtront les plus propres à hâter par une médiation des puissances, la fin du conflit armé.

Veuillez faire part le plus tôt possible de cette suggestion au comte Mourouvieff et me faire connaître sa réponse.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 27 avril 1897.

Sir Edmund Monson vient de m'adresser une communication aux termes de laquelle lord Salisbury consent à ce que l'Angleterre, conjointement avec la France et la Russie, entreprenne la protection des sujets grecs dans l'Empire ottoman.

G. HANOTAUX.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 27 avril 1897.

J'ai fait connaître à sir Thomas Sanderson que, comme le Gouvernement anglais, le Cabinet français tient pour inacceptable la mise en demeure adressée par le gouverneur ottoman de Crète aux sujets grecs d'avoir à quitter l'île dans un délai de quinze jours.

Le Sous-Secrétaire d'Etat m'a témoigné la satisfaction que cette communication lui causait.

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 27 avril 1897.

Vous pourriez vous mettre en rapport d'abord avec M. Onou et, s celui-ci y est autorisé, avec M. Egerton et avec vos autres collègues à

l'effet d'indiquer à vos Gouvernements respectifs quels seraient selon vous les meilleurs moyens de ménager, dans les circonstances actuelles, une intervention médiatrice des puissances qui aurait des chances de mettre fin le plus promptement possible au conflit actuel, sans nous exposer à de nouvelles fins de non-recevoir de la part de la Grèce.

G. HANOTAUX.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 27 avril 1897.

Le Gouvernement austro-hongrois n'a pas encore été saisi par l'Angleterre de la proposition de médiation dont le bruit court; mais, à son avis, elle serait prématurée.

H. LOZÉ.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre
des affaires étrangères.**

Athènes, le 27 avril 1897.

Les grecs ont été obligés d'évacuer Larissa et leur armée s'est repliée en désordre sur Pharsale. Une grande agitation règne à Athènes.

M. Skouzès, tant en son nom qu'en celui du Président du Conseil, s'est adressé à mes collègues de Russie, d'Angleterre et à moi-même pour nous suggérer l'idée de faire intervenir d'urgence nos Gouvernements respectifs auprès de la Porte afin de l'engager à suspendre les hostilités pendant quelques jours. Ce répit serait mis à profit pour gagner leurs collègues et l'opinion publique à l'idée d'une demande d'intervention qui nous serait alors officiellement adressée avant l'expiration de la trêve ainsi convenue.

A. BOURÉE.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 27 avril 1897.

Les turcs ont repris sur les grecs les positions de Pentepigadia et de Philippadiès en Epire. Ils marchent sur Louros encore occupé par les forces hellènes. La forteresse de Prévesa tient encore malgré le bombardement. En Thessalie les troupes ottomanes suivent de très près l'armée hellène en retraite. L'état-major ottoman espère arriver à Velestinos et à Pharsale assez tôt pour empêcher les grecs de s'y établir fortement et de Velestinos il compte pousser rapidement jusqu'à Volo.

P. CAMBON.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1897.

DÉPARTEMENT POLITIQUE

AFFAIRES INTERNATIONALES. — RAPPORTS DE FRONTIÈRE.

1. L'incident survenu le 16 septembre 1896 entre le chef de notre Département militaire et M. le Dr Alberto Nin, ministre de l'Uruguay, sur le champ de manœuvres du III^e corps d'armée près de Zurich, a été clos par l'échange de déclarations amicales entre les deux gouvernements.

2. Des délégués de la fédération suisse des secours pour les Arméniens a remis le 4 mars au président de la Confédération, au nom de 430.000 citoyens et citoyennes suisses, une adresse en faveur des Arméniens.

Nous avons répondu par la lettre suivante :

« Le Conseil fédéral a reçu avec plaisir cette adresse comme un témoignage de la chaleureuse sympathie du peuple suisse pour les souffrances d'autres peuples. Il exprime l'espoir que cette manifestation, qui ne comporte nullement l'idée d'une ingérence de la Suisse dans les affaires de pays étrangers — ingérence incompatible avec notre situation de pays neutre — sera jugée et appréciée à son juste titre en dehors de nos frontières. »

3. Le 28 septembre, l'Etat libre d'Orange a annoncé son adhésion à la Convention de Genève, du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des blessés dans les armées en campagne (*Croix-Rouge*).

Nous avons donné connaissance de cette adhésion aux gouvernements des Etats faisant partie de cette union.

4. Le 29 mars, le comité central de la ligue suisse de la paix, à Zurich, nous a demandé de faire des démarches auprès d'autres Etats aux fins de provoquer une conférence interparlementaire au sujet de la création d'un tribunal arbitral permanent chargé d'aplanir les litiges internationaux.

Nous avons répondu que le Conseil fédéral suit avec le plus grand intérêt le mouvement en faveur de la paix, et reconnaît pleinement les nobles efforts que font les sections de la ligue pour arriver à leur but. Il estime cependant que le moment n'est pas encore venu d'entreprendre les démarches désirées.

5. Le 26 avril, M. Bircher, colonel, médecin de corps d'armée, nous a informés au nom de la direction de la société centrale suisse de la *Croix-rouge*, que cette société avait l'intention d'expédier, sous sa propre direction, une ambulance libre sur le théâtre de la guerre gréco-turque. Il nous demandait, à cette occasion, si nous ne voudrions pas mettre à sa disposition le nombre nécessaire d'officiers sanitaires. La Confédération paierait la solde de ces officiers, tandis que la *Croix-rouge* se chargerait de leurs frais d'assurance, de voyage et de subsistance, en même temps que des dépenses pour l'équipement et l'entretien de l'ambulance. Une souscription nationale fournirait les fonds nécessaires.

Le lendemain 27 avril, nous avons décidé de mettre à la disposition de la mission de la *Croix-Rouge* suisse huit officiers médecins, un pharmacien et un officier d'administration, la solde de campagne devant être payée à ces officiers par la Confédération pendant la durée de leur mission.

Nous avons déclaré, en outre, être disposés à prêter à cette ambulance le matériel nécessaire (tentes, caisses, drogues pharmaceutiques, objets de pansement, etc.), à la condition qu'elle s'engage à indemniser la Confédération pour les objets détériorés ou perdus. Le commissariat central des guerres devrait aussi fournir à la mission des conserves au prix coûtant.

Les Etats neutres ne pouvant porter leur aide que là où on les réclame, il allait de soi qu'il fallait informer les belligérants de l'envoi projeté de cette ambulance et leur demander leur agrément. D'accord avec le comité central suisse de la *Croix-rouge*, notre Département politique a télégraphié dans ce sens non seulement aux ministères des affaires étrangères de Grèce et de Turquie, mais encore aux comités centraux de la *Croix-rouge* à Athènes et du *Croissant-rouge* à Constantinople.

Le gouvernement ottoman a accepté avec gratitude le secours qui lui était offert et nous a désigné la place de Salonique comme lieu de destination de l'ambulance. Le ministère grec, par contre, a répondu que le service sanitaire organisé par l'armée et les particuliers suffisait pour le moment : il se réservait de revendiquer plus tard, si le besoin s'en faisait sentir, l'appui généreux que lui offrait la *Croix-Rouge* suisse.

Le 3 mai, la direction de cette dernière nous a fait savoir que, les gouvernements des Etats belligérants n'ayant pas accepté tous les deux l'offre que leur faisait le comité central, la société avait décidé de renoncer pour le moment à envoyer une ambulance volontaire sur le théâtre de la guerre gréco-turque.

Cette décision nous a mis dans une situation très désagréable. Nous avons, en effet, sur les instances du comité central suisse de la *Croix-rouge*, demandé aux gouvernements hellénique et ottoman s'ils verraient avec plaisir l'arrivée d'une ambulance suisse et le gouver-

nement ottoman avait accepté cette offre avec reconnaissance ; nous aurions été donc en droit d'admettre que l'on aurait dû satisfaire sans autre à ce désir. d'autant plus que l'ambulance suisse aurait, selon toute probabilité, trouvé amplement l'occasion, à Salonique, d'être utile aux deux parties belligérantes.

Nous avons exprimé notre étonnement de cette décision dans notre réponse du 4 mai à la communication du comité central. Nous lui avons fait observer en outre ce qui suit :

« Il serait incompatible avec la neutralité de la Suisse et avec les devoirs commandés par la politesse internationale que le Conseil fédéral prêtât encore son appui officiel à l'expédition projetée, alors que vous vous réservez de porter secours à l'une des parties belligérantes, bien que celle-ci ait déclaré vouloir y renoncer — pour le moment du moins — tandis que vous refusez de porter ce secours à l'autre partie, qui cependant a accepté votre offre avec reconnaissance.

« Le Conseil fédéral se voit donc, à regret, dans l'obligation de déclarer qu'il ne s'occupera plus dorénavant de cette affaire.

« En conséquence, il est interdit de porter l'uniforme suisse à nos officiers qui voudraient se joindre à une ambulance équipée par la Croix-rouge à destination du théâtre de la guerre, et la Confédération ne leur paiera pas de solde : elle ne mettra à la disposition de cette ambulance ni personnel sanitaire, ni conserves, etc. ; en un mot, l'expédition sera considérée comme une entreprise purement privée, à laquelle la Confédération ne prendra part en aucune façon. Il est clair que, dès lors, la décision du Conseil fédéral du 27 avril est aussi rapportée en ce qui concerne les officiers qui étaient désignés pour se joindre à l'ambulance volontaire. »

Nous avons donné connaissance au gouvernement ottoman de la détermination du comité central suisse de la Croix-Rouge, tout en lui exprimant nos regrets. Nous avons fait ressortir en même temps que cette société est entièrement indépendante et que nous n'avons aucune action quelconque sur cette détermination.

Par télégramme du 6 mai, le président de la Croix-rouge grecque nous priait d'envoyer l'ambulance. Les combats sanglants survenus, dans l'intervalle, en Epire et en Thessalie avaient modifié la situation, et une ambulance nouvelle aurait alors été très utile.

Le même jour, nous avons décidé :

1. De nous en tenir à notre décision du 4 mai, d'après laquelle nous renoncions à toute participation ultérieure à l'expédition.

2. De communiquer, par voie télégraphique, le télégramme du président de la Croix-rouge grecque à la direction de la Croix-rouge suisse, M. le docteur Stahelin, à Aarau, lui laissant le soin de lui donner la suite qu'il jugerait à propos et en nous référant à notre décision précitée.

3. D'en informer télégraphiquement le président de la Croix-rouge grecque.

6. L'avant-dernière conférence internationale des sociétés de la Croix-rouge, réunie à Rome du 21 au 27 avril 1892, avait formulé le vœu ci-après :

« La cinquième conférence internationale des sociétés de la Croix-

rouge émet le vœu que les puissances signataires de la convention de Genève s'entendent pour étendre les bienfaits de cette convention aux guerres maritimes, dans les conditions et dans la mesure qui leur sont applicables.»

Sur les instances du comité italien de la Croix-Rouge, le gouvernement italien nous a fait demander si nous serions disposés à prendre l'initiative pour la convocation d'une conférence diplomatique, qui aurait pour mission de procéder à une révision de la convention de Genève dans le sens d'une extension de ses principes aux guerres maritimes.

Nous rappellerons ici qu'en 1868 déjà, à la demande de la conférence de Paris des sociétés de secours en 1867 et sur l'initiative du gouvernement italien lui-même (voir note du 15 août 1867), le Conseil fédéral avait convoqué une conférence de délégués des Etats de l'union aux fins de reviser et de compléter la convention de Genève. Les négociations ont eu lieu à Genève du 5 au 20 octobre sur la base d'un « Enoncé de quelques idées à examiner », qui avait été élaboré par le comité international de la Croix-rouge en cette ville. Les plénipotentiaires ont signé un arrangement consistant en un projet de 14 articles additionnels, qui toutefois n'a jamais été parfait, quelques Etats ne l'ayant pas ratifié. (Voir message du Conseil fédéral du 2 décembre 1868, concernant les articles additionnels à la convention de Genève du 22 août 1864 — *F. féd.* de 1868, III. 1051).

Il s'agirait donc aujourd'hui d'une nouvelle tentative pour arriver, soit sous la forme d'articles additionnels, soit au moyen d'une révision totale, à parer aux inconvénients qui résultent des expériences faites depuis 1864 et à étendre les principes de cette convention aux guerres maritimes.

Nous avons répondu au gouvernement italien que nous nous occupions de cet objet depuis quelque temps déjà et que nous ne négligerions pas de faire les démarches nécessaires auprès des Etats de l'union dès que les travaux préparatoires seraient achevés.

La onzième conférence internationale des sociétés de la Croix-rouge s'est réunie à Vienne en septembre dernier; nous y avons délégué M. Alfred de Claparède, notre ministre en Autriche-Hongrie, et M. le docteur Ziegler, médecin en chef de l'armée suisse. Le comité central italien a fait rapport à la conférence sur les négociations entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement du roi au sujet de l'extension aux guerres maritimes, des bienfaits de la convention de Genève. La conférence a pris acte de cette communication et remercié de leurs efforts le gouvernement italien et le Conseil fédéral.

7. La légation des Etats-Unis d'Amérique nous avait proposé, en 1882 déjà, de conclure un traité destiné à régler les conditions de naturalisation des Suisses en Amérique et des Américains en Suisse. Cette proposition partait du principe suivant. Les citoyens suisses naturalisés américains perdaient, par le seul fait de leur naturalisation dans les Etats-Unis, leur droit de cité primitif avec toutes ses suites. Par contre, le citoyen suisse naturalisé américain et rentrant en Suisse à demeure reprendrait son droit de cité suisse primitif. Le

même principe était applicable aux citoyens de l'Union pour leurs rapports avec les Etats-Unis, d'une part, et avec la Suisse, de l'autre.

Par note du 20 février 1885, le Conseil fédéral a décliné cette proposition pour les motifs suivants :

La possession du droit de cité suisse dépend de celle d'un droit de cité communal et cantonal. L'article 44 de la constitution fédérale interdit aux cantons de priver de son droit de cité un de leurs ressortissants : la Confédération ne peut pas le faire non plus. Elle n'a donc pas la compétence de faire dépendre, par un traité, la perte du droit de cité suisse de l'acquisition de la nationalité des Etats-Unis d'Amérique.

Le citoyen suisse ne peut pas comprendre que son droit de cité puisse être prescrit ou se perdre. Ce principe est reconnu comme un droit fondamental du citoyen par plusieurs constitutions cantonales ; il est si bien ancré dans les idées de notre peuple qu'il serait impossible à la Suisse de conclure un traité d'après lequel le citoyen pourrait, après une absence plus ou moins longue, perdre sa nationalité suisse et son droit de cité cantonal. Inversement, il ne nous serait pas possible d'assurer au ressortissant d'un autre Etat l'acquisition, par le domicile, de la nationalité suisse, vu que les constitutions et les législations, tant fédérale que cantonales, sont en opposition avec cette manière de voir.

En 1886 et, en dernier lieu, par sa note du 8 décembre 1896, la légation des Etats-Unis d'Amérique est revenue sur cette question et nous a soumis un projet de traité.

Cette nouvelle démarche était annoncée de la manière suivante dans le rapport du secrétaire d'Etat au président des Etats-Unis pour l'année 1896.

« Bien que les essais tentés en 1882 et en 1886 pour conclure avec la Suisse un traité de naturalisation aient échoué, il serait utile de pouvoir mener à bonne fin avec la Confédération un arrangement déterminant mieux le statut et les droits personnels, ainsi que les droits de propriété des citoyens des Etats-Unis d'origine suisse. C'est une étrange anomalie que la Confédération helvétique tiennne, avec un petit nombre d'autres Etats modernes, au principe généralement abandonné d'indigénat perpétuel (*perpetual allegiance*). Cela est d'autant plus remarquable que ce principe ne paraît pas reposer, en Suisse, sur l'ancienne théorie du pouvoir absolu du seigneur sur ses sujets, mais sur les liens du citoyen avec la commune où il a acquis une espèce de droit de cité éternel, soit par son origine même, soit par naturalisation (*purchase*). *liens qui ne peuvent être dissous qu'avec l'assentiment de la commune*. Cette prétention va si loin que les fils, nés en Amérique, de Suisses naturalisés sont tenus au service militaire lorsqu'ils sont en visite en Suisse.

« Comme il paraît y avoir de meilleures chances de réussite aujourd'hui, le ministre des Etats-Unis à Berne a été chargé d'entamer de nouvelles négociations pour la conclusion d'un traité. »

L'article 2, alinéa 2, du projet que nous a soumis la légation des Etats-Unis prescrit qu'un Suisse qui a acquis le droit de cité américain doit être, sous tous les rapports, considéré par la Confédération comme citoyen américain.

On comprendra aisément quelle serait la portée de cette disposition. En effet, d'après le droit américain, « toute personne née ou naturalisée dans les Etats-Unis et soumise à leur juridiction est citoyenne des Etats-Unis et de l'Etat dans lequellelle est domiciliée ».

L'article 3 prévoit la possibilité qu'un Américain naturalisé en Suisse perde, à son retour dans son pays d'origine, son droit de cité américain, sans que les autorités suisses puissent faire valoir les droits de citoyen suisse qu'il a acquis dans l'intervalle.

D'après l'article 4, la renonciation à la nationalité suisse est présumée pour tout citoyen suisse originaire d'Amérique retournant à domicile fixe dans son pays d'origine sans espoir de revenir jamais en Suisse.

En date du 22 janvier, nous avons répondu comme suit à la note de la légation des Etats-Unis :

« Le principe édicté à l'article 44 de la constitution fédérale s'oppose, aujourd'hui comme en 1885, à la conclusion d'une convention telle que l'expose le projet que vous nous avez soumis. Si le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique trouve étrange que la Suisse s'attache à ce principe, qu'il veuille bien considérer que c'est à chaque Etat de fixer lui-même les conditions auxquelles s'acquiert ou se perd chez lui le droit de cité et que la jurisprudence suivie en Suisse a son fondement dans la manière de voir et de sentir du peuple suisse, tout comme les principes de droit en vigueur aux Etats-Unis et différents des nôtres répondent, sans doute, au caractère particulier du peuple américain. En outre, il n'est pas exact qu'un citoyen suisse ne puisse renoncer à la nationalité suisse qu'avec l'assentiment de sa commune. Si le droit de renoncer à la nationalité suisse est contesté, le requérant, suivant la loi fédérale du 3 juillet 1876, peut recourir au Tribunal fédéral, lequel, si les conditions mentionnées dans cette loi sont remplies, statue qu'il y a lieu de faire droit à sa demande. C'est ainsi que, dernièrement encore, le Tribunal fédéral a décidé que le fait de n'avoir pas payé la taxe militaire ne constitue pas un motif de refuser la libération. »

8. Le 5 mars, nous avons reconnu qu'un nommé Frédéric-Ernest Schneider, né aux Etats-Unis et fils d'un citoyen suisse naturalisé américain, alors étudiant à l'université de Zurich, était tenu de faire son service militaire en Suisse. Notre décision se fondait sur les constatations des autorités zurichoises, d'après lesquelles ni le père Schneider, émigré en Amérique, ni son fils Frédéric-Ernest n'avaient renoncé au droit de cité suisse, de sorte que le père et le fils devaient être considérés comme bourgeois de Pfaffikon, leur commune d'origine.

Par sa note du 24 mars, la légation des Etats-Unis s'est élevée contre cette décision. La chose a une si grande importance de principe que nous croyons devoir reproduire ici, en traduction, la majeure partie de cette note.

« C'est avec un grand regret et une profonde surprise que nous avons pris connaissance de cette décision du Conseil fédéral, et les Etats-Unis ne peuvent pas la considérer comme définitive. Je suis intimement persuadé que, si le Conseil fédéral veut bien examiner cette affaire avec plus de soin encore et d'une manière plus appro-

fondie, en tenant compte des conditions conventionnelles existant entre les Etats-Unis et la Suisse, il ne manquera pas d'en arriver à une conclusion répondant mieux à la sagesse et à l'équité bien connues de votre haute autorité et plus en harmonie avec les principes du droit des gens, conclusion qui aurait procuré une plus grande satisfaction au gouvernement des Etats-Unis.

« M. Schneider est né citoyen des Etats-Unis, vu que sa naissance date d'une époque où son père avait déjà acquis le droit de cité américain.

« En conséquence, nous devons réclamer énergiquement que, en vertu des dispositions du traité d'établissement conclu en 1850, M. Schneider soit libéré du service militaire en Suisse. Quelles que puissent bien être les considérations qu'on fait valoir en faveur de la théorie que les dispositions de ce traité ne sont pas applicables aux citoyens d'origine suisse naturalisés américains, il est cependant hors de doute que l'intention des parties contractantes était bien d'en faire bénéficier tous les citoyens nés citoyens des Etats-Unis.

« Le traité ne fait aucune exception pour ceux dont les parents sont d'origine suisse.

« Quiconque veut exciper de son droit à la protection conventionnelle n'a qu'à fournir la preuve qu'il est né citoyen des Etats-Unis...

« Ce traité n'aurait plus aucune valeur pour les Etats-Unis et ne pourrait plus être considéré comme un acte conclu entre deux Etats égaux, s'il devait appartenir à la Suisse de faire une différence entre les citoyens nés citoyens des Etats-Unis et décider lesquels d'entre eux ont droit à la protection garantie par le traité et lesquels n'y ont pas droit. Les Etats-Unis ne peuvent pas admettre une semblable prétention de la part de la Suisse ni l'exercice d'une telle compétence.

« Les dispositions du traité ont annulé cette prétention que la Suisse, d'après sa théorie spéciale sur le droit de cité relevant de la naissance, aurait pu appliquer à l'obligation qu'a M. Schneider de faire du service militaire. En vertu des principes généralement reconnus, du droit des gens, des lois locales ou municipales ne sauraient prévaloir contre les dispositions expresses du traité. On ne peut pas admettre que l'un des Etats contractants ait connaissance d'une loi locale de l'autre; aussi, quand une loi locale de l'un entre en conflit avec le texte d'un traité, elle ne peut pas lier l'autre Etat. Tels sont les principes qui, à mon avis, doivent être considérés comme élémentaires et tout naturels.

« C'est pourquoi je prends la liberté de venir de nouveau vous prier de vouloir bien libérer du service militaire en Suisse M. Schneider en sa qualité de citoyen des Etats-Unis d'Amérique par sa naissance. »

Nous avons décliné de nouveau cette demande, en répondant à cette note dans le sens suivant :

« L'article 2 du traité d'établissement entre la Suisse et les Etats-Unis, du 25 novembre 1850, dit bien que les citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre seront affranchis du ser-

vice militaire personnel; mais il n'y a pas l'ombre d'un doute que, pour la détermination des personnes à envisager comme ressortissant à chacun des deux Etats contractants, le traité s'est nécessairement référé aux lois en vigueur dans chacun des deux Etats. « Ceci repose sur » le principe fondamental et à l'abri de toute controverse suivant lequel chaque Etat souverain et indépendant détermine lui-même les conditions et la manière dont la qualité de citoyen s'acquiert et se perd ». Le Conseil fédéral est « loin de contester que M. Schneider ne soit, par la législation des Etats-Unis, citoyen américain; mais il n'en reste pas moins vrai que, de par notre droit public, il est citoyen suisse et que comme tel, se trouvant actuellement sous notre juridiction, il est soumis, à l'égal de tout autre citoyen suisse, aux obligations inhérentes à cette qualité ».

Le point de vue développé dans la note de la légation n'est pas soutenable, parce qu'il « impliquerait la prétention d'imposer à la Suisse une législation qui n'est pas la sienne, ce qui serait inadmissible et inconciliable avec sa situation d'Etat souverain et indépendant ».

Le traité du 25 novembre 1850 n'a pas et ne peut pas avoir la portée que veut bien lui attribuer le représentant des Etats-Unis. Sinon, « on ne comprendrait guère dans quel but le gouvernement des Etats-Unis nous aurait proposé, à plusieurs reprises déjà, la conclusion d'une convention stipulant, entre autre, que « tout citoyen suisse qui a été ou sera ou est naturalisé aux Etats-Unis d'Amérique conformément à la loi sera considéré, à tous égards et de toute manière, par le gouvernement fédéral suisse comme citoyen des Etats-Unis d'Amérique et traité comme tel par la Confédération suisse ». Une stipulation semblable serait, en effet, superflue si la Suisse était déjà obligée, en vertu du traité de 1850, à reconnaître comme citoyens américains et à traiter comme tels tous ceux qui prouveraient avoir acquis cette qualité conformément à la législation des Etats-Unis ».

« L'attitude prise par nous dans cette affaire est celle que nous avons toujours prise vis-à-vis de tout autre Etat et que tout autre Etat a prise et prend vis-à-vis de nous. Qu'il nous suffise de rappeler, à cet égard, les lois françaises des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893, dont les effets se déploient bien que comportant plus d'un inconvénient pour maint Etat étranger. Pour que le traité de 1850 eût pu déroger à la législation interne et à la constitution fédérale, il aurait fallu une stipulation visant expressément les citoyens d'origine suisse naturalisés américains, comme il a fallu des traités *spéciaux* pour mettre un terme à des difficultés semblables surgies entre les Etats-Unis d'Amérique et d'autres Etats. A ce propos, nous nous bornerons à rappeler les conventions conclues par les Etats-Unis d'Amérique avec la confédération de l'Allemagne du nord le 22 février 1868, avec l'Autriche le 20 septembre 1870 et avec la Belgique le 16 novembre 1868. »

« M. Schneider n'est nullement tenu de garder, contre son gré, la nationalité suisse; il lui est loisible d'y renoncer dans les formes prévues par la loi du 3 juillet 1876, et, s'il ne le fait pas, il est à présumer qu'il lui convient de rester citoyen suisse malgré les charges inhérentes à cette qualité.

« Du reste, même dans le cas où la loi suisse refuserait à M. Schnei-

der le droit de renoncer à sa nationalité d'origine, il ne saurait être contesté à la Suisse le droit d'exiger qu'il remplisse ses obligations envers elle. Cette manière de voir, loin d'être contraire aux principes du droit des gens, était partagé par un éminent homme d'Etat américain, M. le secrétaire d'Etat Webster, qui, dans une note du 1^{er} juin 1852 au ministre des Etats-Unis près le roi de Prusse, faisait observer que, si un gouvernement ne reconnaît pas à ses sujets le droit de renoncer à leur allégeance envers lui, il pourra, en toute justice, réclamer leurs services toutes les fois qu'il les rencontre sous sa juridiction. »

Tels sont les arguments que nous avons opposés à la note de la légation des Etats-Unis d'Amérique.

Dès lors, le gouvernement des Etats-Unis n'est pas revenu sur cette affaire, et il n'a pas non plus dénoncé le traité du 25 novembre 1850.

9. Le litige avec l'Italie relatif aux bateaux douaniers qui, à réitérées fois, sont venus dans les eaux suisses sans que nous en ayons été informés, a été aplani dans le sens de notre réclamation. Le gouvernement italien a pris des mesures pour que nous soyons avisés d'avance, à l'avenir, quand un bateau douanier devra naviguer dans les eaux suisses pour se rendre d'un port italien dans un autre.

10. Le 23 février 1897, nous avons décidé qu'il y avait lieu de liquider la somme de 178.000 francs en chiffre rond provenant des *arriérés de solde et de pension des anciens régiments suisses au service de l'Espagne* et déposée à la caisse fédérale. Le délai de revendication s'étant écoulé le 23 août, le liquidateur a commencé l'examen des réclamations présentées. Nous espérons pouvoir liquider cette affaire jusqu'à la fin de 1898.

11. Nous ne sommes malheureusement pas encore en mesure de vous annoncer la ratification, par les autorités législatives françaises, du traité conclu en 1891 entre la Suisse et la France pour la rectification de la frontière entre le Valais et la Haute-Savoie (mont Dolent).

12. Nous avons fait l'expérience, à l'occasion de certaines contestations de frontière, qu'il faut souvent perdre un temps considérable pour rechercher les documents qui se rapportent à ces questions. Il s'en faut de beaucoup que tous les actes relatifs à la frontière nationale suisse soient déposés dans les archives fédérales. Ils sont encore actuellement éparpillés, en partie, dans les archives cantonales. Pour remédier à cet inconvénient, nous avons ordonné l'impression d'une collection de tous les documents les plus importants relatifs à la *détermination de la frontière internationale de la Confédération*, tels que traités, conventions, procès-verbaux, etc. Une description exacte de notre frontière, tant historique que topographique, servira d'introduction à cette collection.

Nous avons fait procéder à une inspection provisoire de nos limites par les garde-frontière. Ce travail n'a fait que confirmer encore davantage le besoin urgent qu'il y a à mettre de l'ordre dans ce domaine. L'inspection a eu pour résultat de constater, le long de notre

frontière, un grand nombre de bornes disparues ou défectueuses. Nous avons pris les mesures nécessaires pour les remplacer.

Une commission a été nommée pour déterminer la partie de la frontière formée par le *Nant de Vesogne* entre l'angle sud-ouest du canton de Genève (commune de Chancy) et le département de la Haute-Savoie.

Une autre régularisation de frontière non encore terminée est celle qui concerne les bornes n^{os} 130, 131 et 132 près de Ligornetto (Tessin) et Clivio (Italie).

Nous avons approuvé les procès-verbaux concernant :

- a. la régularisation de la frontière entre la commune de Veyrier (Genève) et celle de Bossey (Haute-Savoie);
- b. le rétablissement de la borne n^o 210 entre les communes d'Arzier et du Muids (Vaud) et les communes françaises du Bois d'Amont et des Rousses, et de la borne n^o 280 entre la commune vaudoise de la Rippe et la commune française de Vesenex;
- c. le redressement d'un certain nombre de bornes entre le canton de Berne et le département français du Doubs;
- d. le rétablissement de la borne n^o 25 entre Breno (Tessin) et Curi-glia (Italie).

13. Deux douaniers italiens se sont rendus coupables, le 12 avril, d'une violation de frontière près de Castasegna. Le gouvernement italien nous a donné satisfaction en punissant disciplinairement les coupables.

V. CAS SPÉCIAUX

1. Il résulte des rapports de notre consul général à Valparaiso que le nommé Henri *Meyer*, d'Oberendingen (Argovie), qui, ainsi que le relatait notre rapport de gestion pour 1896, a été soumis à un traitement très inhumain de la part de la police chilienne, a été absous du crime d'assassinat dont on l'accusait.

2. Un citoyen suisse du nom de Jean *Sommer*, d'Ursenbach (Berne), a été attaqué, le 17 mars, à Ercilla (Chili), par des vagabonds, qui l'ont volé et maltraité au point qu'il en est mort quelques jours après. Il a laissé cinq enfants, dont quatre encore en bas âge; il a naturellement fallu prendre soin des orphelins. Nous avons chargé notre consul général à Valparaiso d'insister auprès de qui de droit pour que les meurtriers soient recherchés et punis, si on les découvre.

Dans la même colonie, un autre Suisse du nom d'Emmenegger, originaire du canton de Fribourg, a été assassiné.

3. Notre ministre-résident à Buenos-Ayres nous a informés que les meurtriers du Zurichois Jean *Huber* étaient arrêtés et qu'ils seraient jugés prochainement.

4. Nous n'avons reçu encore aucune nouvelle de Buenos-Ayres sur l'issue du procès entamé contre les meurtriers de Joseph *Lauber*, de Gliss (Valais), des époux Balthasar *Mathieu* et de leur petite-fille Marie *Marnier*, originaire du même canton.

5. Dix-neuf requêtes en libération de citoyens suisses du service militaire dans la légion étrangère en France sont parvenues à notre Département politique pendant l'année dernière. Dans huit cas seulement, notre intervention a eu du succès; trois cas sont encore pendants. Le gouvernement français se refuse constamment de libérer ses légionnaires qui avaient déjà atteint l'âge de 18 ans quand ils se sont engagés, à moins qu'ils ne souffrent d'une maladie grave qui les rendent impropres au service.

6. *Juridiction consulaire.* Nous n'avons qu'un seul consulat qui soit investi d'une juridiction spéciale, savoir le consulat général à Yokohama. Cette juridiction est basée sur les articles 4, 5 et 6 du traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et le Japon, du 6 février 1864, d'après lequel tous les différends qui pourraient s'élever entre citoyens suisses domiciliés au Japon « doivent être soumis à la juridiction de l'autorité suisse constituée au Japon ».

L'organisation et la procédure de notre tribunal consulaire ne sont pas réglées par la loi, comme c'est le cas pour d'autres Etats européens. Le § 5 des instructions adressées par le Conseil fédéral au consul général de Suisse à Yokohama, en date du 14 février 1866, est ainsi conçu :

« Pour l'exercice de la juridiction, le consul général s'adjoindra chaque fois quelques-uns de ses compatriotes comme assesseurs, et il se conformera aux principes généraux du droit reconnu en Suisse, ainsi qu'aux usages locaux. »

La circulaire du Conseil fédéral du 11 juillet 1882 aux fonctionnaires consulaires suisses au Japon leur donne des instructions plus détaillées : en ce qui concerne la procédure, ils ont à se conformer, en tant que les circonstances spéciales de la juridiction au Japon le permettent, aux dispositions de la loi fédérale du 22 novembre 1850 sur la procédure à suivre par devant le Tribunal fédéral en matière civile; au fond, ils ont à appliquer, dans toute contestation de droit civil, soit les lois fédérales (code des obligations, loi fédérale sur la capacité civile, etc.), soit les lois du canton d'origine de l'intéressé ou du défendeur, à moins qu'il n'y ait quelques usages locaux auxquels il pourrait alors être préférable de se conformer.

Sur les voies de recours à une instance supérieure, la loi fédérale du 22 novembre 1850 ne contient naturellement aucune disposition. Par contre, les instructions du Conseil fédéral posent le principe que « les jugements rendus par les cours consulaires aux termes du § 5 instructions du 14 février 1866 sont *immédiatement exécutoires, notwithstanding recours au Conseil fédéral* ».

La maison C. et J. Favre-Brandt, à Yokohama, a interjeté appel auprès de nous contre trois jugements rendus par le tribunal consulaire du Japon les 5 décembre 1892 et 4 février 1893, déboutant la recourante de ses réclamations contre M. Schone, négociant suisse.

Nous avons bien reconnu que le Conseil fédéral, avec son caractère d'autorité administrative, était peu qualifié pour connaître de questions de droit civil et être appelé à statuer comme instance de recours dans un cas de ce genre. Aussi nous sommes-nous bornés à examiner la question au seul point de vue de la forme, c'est-à-dire à voir si la

cour consulaire de Yokohama avait procédé dans cette cause d'une manière correcte et légale.

Nous estimions que le Conseil fédéral, en sa qualité d'autorité supérieure de surveillance avait le droit et le devoir de contrôler, aussi au point de vue de l'exercice de leur juridiction, la gestion des fonctionnaires consulaires qui lui sont subordonnés et, dans les cas de recours, c'est-à-dire lorsqu'il serait reconnu que les consuls, comme juges, auraient outrepassé leurs compétences ou violé les formes de la procédure, de casser les jugements rendus et renvoyer la cause devant le même tribunal ou devant un autre tribunal suisse à l'étranger, ou bien encore de déclarer que la cause n'est pas de la compétence d'un tribunal consulaire. C'est pourquoi nous nous sommes crus autorisés à entrer en matière sur ces recours.

L'examen de l'affaire ne nous ayant fait découvrir aucun motif de cassation, nous avons écarté les recours de MM. C. et J. Favre-Brandt.

Nous nous sommes placés au même point de vue dans un autre cas; il s'agissait d'un recours contre un jugement rendu par le tribunal consulaire de Yokohama le 28 septembre 1896 dans une contestation de droit civil entre Merian-Zaslin et la maison Sporri. Nous avons également écarté le recours en cassation de la maison Sporri, défenderesse.

La juridiction consulaire suisse au Japon sera supprimée dès l'entrée en vigueur définitive du nouveau traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu avec cet Etat le 10 novembre 1896 (1).

(1) V. ce Traité, *suprà*, p. 275.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

EGYPTE

Les Tribunaux mixtes.

Voici le texte de la circulaire adressée par le Ministre des affaires étrangères aux puissances en novembre dernier :

Monsieur,

La dernière prorogation des pouvoirs des Tribunaux mixtes prendra fin le 1^{er} février 1897. L'expérience ayant démontré que des améliorations devraient être apportées à leur fonctionnement pour le rendre plus conforme au texte et à l'esprit, tant du Règlement d'organisation judiciaire que des Conventions qui les ont établis, le Gouvernement de Son Altesse serait disposé, si ses propositions étaient acceptées, avant la fin de la période en cours, à maintenir l'institution de ces Tribunaux pour une nouvelle période de cinq ans.

Ces améliorations devraient viser les points suivants :

1. Interprétation de l'article 11, titre I du règlement d'organisation judiciaire;
2. Interprétation de l'article 9, même titre du même règlement.

Interprétation de l'article 11.

Cet article a été très discuté par la Commission de 1869. Les diverses Commissions qui l'ont suivie s'en sont occupées aussi, sur la demande du Gouvernement égyptien, et la Commission de 1884 avait approuvé une nouvelle rédaction, mais sa proposition n'a pas eu de suite.

Néanmoins il est certain que les membres de la Commission de 1869 ont voulu uniquement par cet article donner aux Tribunaux mixtes le même droit qui est accordé aux Tribunaux ordinaires dans les pays d'Europe où il n'existe pas de Tribunaux administratifs. C'est ainsi que M. Mancini, dans son rapport présenté à la Chambre italienne en 1874, compare ledit article 11 à la loi italienne du 20 mars 1865, articles 2, 4 et 5.

Contrairement à l'esprit qui a dicté cet article et au principe de la séparation des pouvoirs, les Tribunaux mixtes se sont crus en droit de statuer sur tous les actes du Gouvernement égyptien, sans distinguer entre les actes de souveraineté destinés à assurer le fonctionnement régulier de l'Etat et l'accomplissement de ses fins naturelles — actes qui par cela même doivent échapper à leur compétence — et les mesures qui ne sont que des actes individuels pouvant léser des droits acquis en vertu du Code civil.

Déjà en 1880, le baron de Ring, tout en faisant l'éloge des Tribunaux mixtes, signalait à la Commission internationale l'esprit trop envahissant de la Cour et déclarait qu'elle n'a pas toujours su échapper au soupçon d'avoir donné place à la politique dans ses préoccupations.

Malgré les services éminents rendus par lesdits Tribunaux, ce même reproche a pu malheureusement dans la suite être formulé de nouveau, non sans quelque apparence de raison.

Les intérêts des créanciers de l'Egypte ayant été mis, d'après les arrangements internationaux, sous la sauvegarde de la Caisse de la Dette, il devrait être expliqué clairement que c'est seulement dans le cas où la Caisse de la Dette intenterait une action contre le Gouvernement pour prétendue violation desdits arrangements que les Tribunaux seraient compétents. Quant aux mesures que le Gouvernement khédivial aurait prises sur l'avis conforme de la Caisse, elles ne peuvent, en aucun cas, être appréciées par lesdits Tribunaux, ni faire l'objet d'une discussion quelconque de leur part.

Il serait donc utile à tous égards, afin d'arrêter cette tendance des Tribunaux, de donner à cet article une rédaction aussi claire et aussi nette que possible.

Aussi s'inspirant du principe même de la séparation des pouvoirs ainsi que d'un jugement du Tribunal d'Alexandrie, confirmé par la Cour (arrêt Sursock, 22 avril 1880), le Gouvernement de Son Altesse propose-t-il la rédaction suivante comme respectant davantage ce principe fondamental :

Art. 11. — Ces Tribunaux ne pourront pas statuer sur la propriété du domaine public.

Le Gouvernement n'est pas justiciable de ces Tribunaux pour les mesures prises par lui dans les intérêts généraux de l'Egypte, ni pour les actes qu'il pose en vue de l'exécution ou de l'application des lois et règlements d'administration publique.

Mais sans pouvoir interpréter ou arrêter l'exécution d'une mesure administrative, ils sont compétents pour juger des atteintes qu'un acte d'administration peut porter à un droit individuel acquis, reconnu aux étrangers, soit par des traités, soit par des lois, soit par des conventions.

Ces Tribunaux ne connaîtront ni directement, ni indirectement, sous quelque forme que ce soit des mesures prises par le Gouvernement pour l'organisation ou la disposition des finances publiques, sauf dans le cas où une action serait instituée et portée devant eux par la Caisse de la Dette. Ils ne peuvent dans aucun cas et sous quelque forme que ce soit connaître d'une mesure prise sur l'avis conforme de la Caisse de la Dette, lorsque cet avis est exigé par les arrangements internationaux.

Ils ne pourront non plus rechercher ou apprécier la valeur de cet avis.

Interprétation de l'article 9.

Nonobstant le texte de cet article aussi précis que formel, qui ne laisse subsister aucun doute sur l'intention du législateur de déterminer la compétence des Tribunaux d'après la nationalité du plaideur et non d'après les intérêts qu'il peut représenter, ces Tribunaux se sont déclarés compétents pour connaître des cas où il n'y avait en cause que des indigènes sous prétexte qu'il y avait en jeu un intérêt étranger.

C'est ainsi qu'ils ont déclaré la Daïra Sanieh et les Chemins de fer, administrations purement gouvernementales, justiciables des Tribunaux mixtes dans les affaires avec les indigènes.

De même ils ont déclaré que les causes engagées entre des Sociétés et des Compagnies égyptiennes et des indigènes, étaient de leur compétence et ce, au mépris des articles 46 et 47 du Code de commerce mixte qui disposent que toutes les Sociétés anonymes fondées en Egypte sont de nationalité égyptienne.

La Municipalité d'Alexandrie, qui n'est qu'une émanation du pouvoir central et qui a été déclarée constituer une personnalité civile de nationalité indigène

(Décret du 5 janvier 1890), a été néanmoins considérée par la Cour comme une personnalité mixte.

Il résulte de là, que si ces Tribunaux suivaient cette jurisprudence jusqu'au bout, rien ne les empêcherait de faire entrer dans leur compétence les contentions des indigènes avec le Gouvernement et toutes ses administrations.

D'un autre côté et en contradiction avec leur jurisprudence susmentionnée, ces mêmes Tribunaux se sont déclarés compétents pour statuer sur des affaires dans lesquelles n'était engagé aucun intérêt étranger. Ils ont décidé, en effet, qu'un indigène peut choisir un prête-nom parmi les étrangers afin de porter son action contre un autre indigène devant les Tribunaux mixtes. Cette doctrine qui est le renversement de l'ordre des juridictions, porte un préjudice considérable aux parties en les obligeant à soumettre leurs différends à une juridiction et une législation autres que celles sous le régime desquelles elles avaient contracté. Or, il est de principe, et la Cour l'a d'ailleurs proclamé elle-même, que l'ordre des juridictions constitue une question d'ordre public, et qu'il ne saurait y être dérogé par des conventions particulières. Cependant, au mépris de ce principe, elle permet, par cette intervention d'un prête-nom, à une des parties de faire, par sa simple volonté, ce qu'elle ne pourrait pas faire avec l'assentiment de la partie adverse.

En 1890, le Gouvernement avait fait des réserves sur la tendance de la Commission internationale qui voulait rendre les Tribunaux mixtes compétents dans les matières réelles immobilières entre indigènes. Ces réserves avaient été approuvées par plusieurs puissances. De son côté, la Cour d'appel a, par plusieurs arrêts, proclamé son incompétence pour trancher les questions immobilières entre indigènes et n'a pas depuis modifié sa jurisprudence.

Pour consacrer cette jurisprudence et obvier en même temps aux inconvénients signalés plus haut, il serait donc nécessaire de donner à l'article 9 une rédaction nouvelle, indiquant clairement la compétence des Tribunaux mixtes en matière immobilière et précisant nettement que nonobstant l'intérêt que les parties en cause pourraient représenter, c'est la nationalité du plaideur, en la qualité qu'il agit, qui devrait fixer la compétence.

L'article 9 pourrait dès lors être formulé comme suit :

Art. 9. — Ces Tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalité différente en dehors du statut personnel.

Leur compétence sera déterminée uniquement par la nationalité des parties réellement en cause, sans avoir égard aux intérêts mixtes qui pourraient être indirectement engagés.

Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers, ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalité différente.

En terminant S. E. Boutros pacha Ghali déclare que le Gouvernement égyptien n'a pas eu d'autres préoccupations que celles d'améliorer le fonctionnement des Tribunaux mixtes.

FRANCE

Rapport sur la situation de la Tunisie en 1896 (suite) (1).

Pendant l'année 1896, l'ensemble des transactions commerciales a présenté une diminution de 4 millions par rapport à l'année précédente. Par contre, la part de la France dans le commerce général de la Tunisie a été plus considérable que par le passé.

Un peu plus de 75 p. 100 des marchandises exportées ont pris le chemin

(1) V. *Archives*, 1898, I, p. 17.

de la France ou de l'Algérie, ce qui constitue une proportion légèrement supérieure à celle qui avait été constatée précédemment. En outre, la Tunisie a demandé à ces deux pays, en 1896, une somme de produits manufacturés dépassant de deux millions et demi les chiffres de l'année précédente, élevant de 56 à 58 p. 100 la proportion qui leur est applicable dans le commerce total d'importation. La part de la France (Algérie comprise) dans le commerce total (importations et exportations réunies) a été de 65,62 p. 100, chiffre qui n'avait pas encore été atteint.

L'ensemble des transactions commerciales que la France et l'Algérie effectuent avec la Régence dépasse à l'heure actuelle 50 millions de francs.

Ces résultats témoignent de l'heureuse influence exercée par la loi du 19 juillet 1890 sur le développement du commerce entre la Tunisie et la métropole.

CONFÉRENCE CONSULTATIVE

La composition de la Conférence consultative a été profondément remaniée en 1896. Cette assemblée comprenait jusque-là les vice-présidents des municipalités, les bureaux des Chambres de commerce et d'agriculture et les bureaux de toutes les Sociétés françaises d'un caractère industriel ou agricole. L'accroissement de la population française en Tunisie a paru justifier une extension de cette représentation. On a jugé équitable d'admettre dorénavant tous nos nationaux à envoyer des mandataires à la Conférence.

D'autre part, il a semblé nécessaire de réglementer d'une façon plus précise la représentation de l'élément commercial et agricole.

L'institution d'une délégation des électeurs français répond à la première de ces préoccupations. Pour tenir compte des intérêts parfois assez distincts des deux régions du nord et du sud, un arrêté résidentiel du 23 février 1896, complété par un second acte du 4 juin, a décidé que la première de ces régions élirait 12 délégués et la seconde 7 délégués, que les délégués du nord se réuniraient à Tunis et ceux du sud à Sousse, chaque année, pour désigner, les premiers, quatre membres, les seconds, trois membres, qui siégeront à la Conférence.

Les délégués sont nommés par un collège électoral spécial qui comprend, sauf les exceptions concernant les militaires en activité de service et les individus écartés à raison de leurs antécédents judiciaires, tous les Français âgés de 25 ans au moins jouissant de leurs droits civils et politiques, habitant en Tunisie depuis plus d'un an et qui ne sont électeurs ni de la Chambre de commerce, ni de la Chambre d'agriculture. Les élections ont eu lieu au scrutin de liste, par circonscription administrative.

Antérieurement à l'année 1896, il n'existait pour toute la Tunisie qu'une Chambre de commerce et une Chambre d'agriculture. D'après la nouvelle organisation, instituée par les arrêtés des 19 et 20 novembre 1895, les deux Chambres siègent à Tunis ne représentent plus que les commerçants et les agriculteurs du nord de la Régence. Il a été créé deux Chambres mixtes de commerce et d'agriculture du centre et du sud siégeant respectivement à Sousse et à Sfax. Chacune de ces quatre Chambres envoie actuellement à la Conférence les membres de son bureau, qui sont les représentants naturels et légaux des intérêts commerciaux et agricoles des différentes parties de la Régence. Il a paru dès lors que la représentation à la Conférence des diverses Sociétés agricoles particulières n'avait plus de raison d'être. Une seule exception a été admise en faveur du Syndicat des viticulteurs, à raison de son caractère obligatoire et de la nature spéciale des intérêts que cette association a pour mission de défendre. Le Syndicat envoie deux membres à la Conférence.

Enfin les six chefs de service du Gouvernement tunisien, qui assistaient

jusqu'ici à la Conférence consultative sans en faire partie, y siègent désormais avec voix délibérative. Il était indispensable, en même temps que l'on élargissait les bases de cette assemblée en y appelant les représentants de la colonie française tout entière, d'y admettre les personnalités les mieux qualifiées pour l'éclairer sur des matières d'ordre technique et administratif.

Il est d'ailleurs à remarquer que la réforme, dans son ensemble, assure une certaine prépondérance à la représentation du commerce et de l'agriculture, prépondérance légitime dans une assemblée non politique, qui a à examiner surtout des questions ayant trait aux intérêts agricoles, commerciaux et industriels de nos colons.

En même temps que la composition de la Conférence était ainsi modifiée, ses attributions étaient précisées sur un point important. On décidait qu'elle serait consultée, en matière financière, chaque fois qu'une mesure projetée pourrait avoir pour résultat d'introduire, dans le budget de la Régence, une nouvelle charge qui pèserait sur la colonie française.

L'ordre du jour de la session de juin comprenait précisément l'examen d'un certain nombre de questions financières et économiques d'un haut intérêt pour l'avenir de la Régence : question du régime douanier ; étude des conséquences fiscales de la réforme douanière ; question du timbre et de l'enregistrement ; projet de caisse de retraites pour les fonctionnaires etc.

Dans sa session de novembre, la Conférence a émis un avis favorable à un projet de décret sur la police rurale et à un projet de décret sur l'organisation des prestations ; elle a étudié la question de l'organisation du crédit agricole dans la Régence ; elle a provoqué la constitution d'une Commission, dite du travail, chargée d'élucider les questions touchant au régime de la main-d'œuvre et à l'amélioration du sort des ouvriers et des petits employés. Elle s'est prononcée en principe pour l'abolition des droits de mahsoulat sur les céréales et pour la substitution, à ces droits, de taxes de licence sur les débits de boissons, de taxes sur les allumettes et les cartes à jouer.

La Conférence a fait preuve, dans la discussion de ces différentes questions, d'une intelligence très nette des conditions dans lesquelles s'exerce l'action du protectorat.

RÉFORMES FINANCIÈRES

En même temps que, à l'ancienne législation sur le timbre, surannée et mal observée, il substituait des dispositions tirées de la loi fiscale française, le décret du 30 décembre 1895 avait rendu exécutoires dans la Régence, avec certaines restrictions, les lois, décrets et ordonnances qui régissent la perception des droits d'enregistrement en Algérie.

La promulgation de ce décret a provoqué des appréhensions qu'il importait de dissiper.

Pour répondre aux vœux des corps élus, l'Administration, d'accord avec le Gouvernement métropolitain, institua, par arrêté du 28 mars 1896, une commission technique, chargée de rechercher les modifications qu'il paraîtrait avantageux d'apporter à la loi nouvelle, dont la mise en application fut ajournée par trois décrets successifs en date des 11 janvier, 23 février, et 27 avril 1896. Soumis aux délibérations de la conférence consultative (session de juin), le projet élaboré par cette commission a été adopté, sous réserve de certains amendements, puis sanctionné par deux décrets du 20 juillet, l'un sur le timbre, l'autre sur l'enregistrement.

Le régime organisé par ces deux décrets constitue une atténuation marquée de celui qu'avait établi le décret du 30 décembre 1895.

Le décret sur l'enregistrement, notamment, ne fait qu'étendre les dispositions du décret du 11 mars 1895 sur l'enregistrement facultatif, la formalité devenant obligatoire, en principe, dans le cas seulement de production en

justice. Les décrets du 20 juillet, dont l'exécution a été réglementée par divers actes des 21, 25, 31 juillet et 18 août, sont entrés en vigueur à la date du 1^{er} août ; ils n'ont donné lieu, jusqu'ici, à aucune difficulté sérieuse d'application ; le service de perception, auquel concourent les notaires indigènes pour les actes de leur ministère, fonctionne régulièrement et n'a entraîné aucun surcroît de frais de régie.

Les formalités de la procédure, pour parvenir à la vente judiciaire, étant les mêmes, quelle que soit la valeur de l'immeuble, les frais de cette procédure se trouvent, en principe, aussi considérables pour les petites ventes que pour les ventes importantes. On aurait donc pu voir ces frais absorber pour la totalité ou pour une fraction élevée, et même dépasser le prix de l'adjudication.

Le décret du 25 juillet, inspiré de la loi française du 23 octobre 1884, corrige ce résultat en ordonnant, pour les adjudications dont le prix ne dépasse pas 2,000 francs, la restitution des sommes payées au Trésor pour droits de timbre et d'enregistrement applicables aux actes rédigés en vue de parvenir à l'adjudication.

Les marchandises importées en Tunisie avaient jusqu'ici acquitté, uniformément et sans distinction d'origine, les droits d'entrée au taux déterminé par le décret du 3 octobre 1884 et dont le maximum était d'une manière générale fixé, par les traités en vigueur, à 8 p. 100 *ad valorem*.

Le décret du 28 septembre 1896, rendu à l'occasion de l'échéance du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868, a soumis les produits originaires des pays qui n'ont pas de convention commerciale avec la Régence, aux droits d'un nouveau tarif dit tarif général. Les droits spécifiques établis par ce tarif sont, en principe, de la même quotité que ceux du tarif général français ; ils sont même supérieurs à ces derniers pour un certain nombre d'articles, notamment pour les produits que le tarif métropolitain exempte ou impose à moins de 8 p. 100 *ad valorem*, les motifs qui ont fait admettre l'exemption ou la modération de droits en France n'ayant pas paru avoir leur raison d'être en Tunisie.

Le décret du 28 septembre a, en outre, établi des droits de surtaxe. Les uns (surtaxes d'entrepôt) grèvent toutes les marchandises d'origine extra-européenne importées d'un pays d'Europe ; les autres (surtaxes d'origine) frappent certains produits européens importés d'autres pays que les pays d'origine.

Le tarif général est régulièrement appliqué depuis le 15 octobre 1896.

SUÈDE ET NORVÈGE

Le rapport de la Commission constituée en vue de régler les conditions de l'union de la Suède et de la Norvège a été déposé, le 9 mars, à la Diète de Suède et au Storthing de Norvège.

A la Chambre suédoise, la majorité fait les propositions suivantes :

Un Ministre des affaires étrangères, suédois ou norvégien, mais commun aux deux pays et résidant à Stockholm. Etablissement d'un Conseil d'Etat pour les affaires étrangères qui sera composé d'au moins deux conseillers d'Etat suédois et deux norvégiens. Le Ministre des affaires étrangères pourra être mis en accusation devant un Tribunal royal commun aux deux pays. Ce Tribunal royal sera composé de six membres des plus importants de la Cour suprême de chacun des deux pays, de douze députés de la Chambre suédoise et de douze députés du Storthing. Le personnel diplomatique et consulaire sera commun à la Suède et à la Norvège.

De son côté, la majorité du Storthing fait les propositions qui suivent :

Chacun des deux royaumes participera aux dépenses que comporte le budget des affaires étrangères proportionnellement au chiffre de sa population. L'organisation consulaire sera commune aux deux pays pendant quinze années, au bout desquelles chacun d'eux aura le droit de demander que la communauté cesse.

La minorité du Storthing a proposé un Ministre des affaires étrangères pour chacun des deux pays et un personnel diplomatique et consulaire particulier pour chacun d'eux.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Le Correspondant.

10 février. — *Voltaire avant et après la guerre de Sept Ans*, par le duc de Broglie. — *La découverte de l'or dans les régions arctiques* (avec une carte), par Johanet. — *Joubert : le conseiller et le moraliste, lettres inédites à Mlle de Fontanes*, par G. Pailhès. — *L'ouvrier américain*, par Hubert-Valleroux (à propos du livre de M. Levasseur). — *Le centenaire du mètre. Les mesures internationales*, par Jules Michel. — *Le royaume de Bénin : massacre d'une mission anglaise*, par le marquis de Nadaillac (promptitude dans la répression).

23. — *Mgr Dupont des Loges et la guerre sous Metz : les grandes batailles et le blocus, aveux inédits de Bazaine*, par Félix Klein. — *La correspondance militaire de M. de Moltke et son enseignement*. — *Chantilly à l'Institut de France*, par Léon Aucoc. — *La découverte de l'or dans les régions arctiques*, par Johanet (beaucoup de renseignements curieux sur la vie au Klondike, conséquences économiques de la production abondante de l'or).

10 mars. — *Mgr Dupont des Loges et la guerre sous Metz*, par F. Klein (récit d'un intérêt poignant). — *Questions d'Orient : les Russes en Syrie*, par Pisani. — *La grève des mécaniciens anglais*, par Albert Gigot.

23. — *Autour de la nation armée* (considérations pratiques sur les meilleurs moyens d'organiser notre armée). — *La triple alliance*, par le comte Grabinski (d'après une publication récente du sénateur italien Chiala). — *Questions d'Orient : les Anglais en Egypte*, par Pisani. — *Les paquebots et les derniers progrès de la navigation en vapeur*, par Fauvel. — *Le comte Mollien*, par de Lanza de Laborie (à propos de la publication de ses mémoires).

La Revue de Paris.

1^{er} février. — *Lettres de Victor Hugo (1831-1852)*. — *Une héroïne de Goethe*, par Michel Bréal (reconstitution curieuse des faits dont Goethe s'est inspiré pour une de ses pièces). — *Les Affaires de Crète*, par V. Bérard. — *La France et l'indépendance vaudoise*, par Em. Couvreur (à propos de la célébration du centième anniversaire de l'affranchissement du pays de Vaud jusqu'à là dominé par la République de Berne; part importante prise par la France à son émancipation).

13. — *Les Bonaparte et le Consulat à vie*, par Frédéric Masson. — *Visite au tombeau de Gengis-Khan*, par Ch. Bonin. — *Châteaubriand et Madame de Duras*, par A. Bardoux. — *La paix d'Orient*, par Ern. Lavisse (appréciation sévère du rôle de la diplomatie dans la négociation de la paix entre la Grèce et la Turquie).

1^{er} mars. — *Jules Simon*, par Louis Liard. — *Après Solferino*, par le général Fleury (chapitre de ses mémoires). — *Souvenirs de 1872 et de 1876*, par de Blowitz. — *Les théâtres en Allemagne et en Autriche*, par Albert Carré. — *Harriet Beecher Stowe*, par Daniel Halévy.

13. — *Alphonse Daudet*, par Léon Daudet. — *Les Allemands à Constanti-*

nople, par Georges Gaulis (détails sur l'influence croissante de l'Allemagne). — *Lettres de Balzac à l'étrangère*. — *Problèmes algériens*. — *Mulhouse, 15 mars 1798* (date à laquelle la petite république se donna à la France).

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Janvier. — *Un chef socialiste, Ferdinand Lassalle*, par Maurice Muret. — *Dans l'Afrique allemande*, par Michel Delines. — *Perspectives de la politique européenne*, par Ed. Tallichet (elles ne paraissent pas rassurantes à l'auteur).

Février. — *Le positivisme et la philosophie*, par Ernest Naville. — *Dans l'Afrique allemande*, par Michel Delines. — *Un chef socialiste, Ferdinand Lassalle*, par Maurice Muret. — *Les lettres de Suisse de Louis Boerne*, par E. de Morsier.

Mars. — *La reine Hortense, ses voyages, son séjour en Suisse (1815-1837)*, par E. de Budé.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	1895	Pages.
Août . . . —	France. Circulaire aux Etats membres de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.	58
Octobre. . . 31	Circulaire aux autres Etats.	59
	1896	
Avril. . . . 15	Conférence de Paris (union pour la protection des œuvres littéraires).	161
— 16	2 ^e séance.	169
Mai. . . . 1 ^{er}	3 ^e séance.	192
— 4	Union internationale pour la protection des œuvres littéraires. Acte additionnel.	237
— —	Déclaration interprétative.	261
Novembre . 10	Japon — Suisse. Traité d'établissement et de commerce.	275
	1897	
Janvier. . . 12	Espagne — France. Déclaration sur les rapports avec la Tunisie.	129
— 26	Danemark — France. Déclaration ayant le même objet.	130
Mars. . . . 5	France. M. Hanotaux à M. Cambon (affaires de Crète).	17
— 6	Circulaire au sujet des propositions des amiraux (Crète).	20
— —	Turquie. Tewfik-Pacha aux ambassadeurs.	22
— 7	France. M. Cambon à M. Hanotaux (principes de l'autonomie de la Crète).	22
— 8	Grèce. Le ministre des affaires étrangères à M. Bourée (Crète).	25
— 9	France. M. Cambon à M. Hanotaux (mobilisation de l'armée turque).	29
— 10	M. Hanotaux à M. de Montebello (attitude de la Grèce).	33
— —	M. de Montebello à M. Hanotaux (vues de la Russie).	34
— 11	M. Hanotaux à M. de Montebello.	37
— 12	M. Hanotaux à M. de Courcel.	39
— —	M. Hanotaux à M. de Montebello (vues de l'Angleterre).	42
— —	M. Geoffray à M. Hanotaux (entretien avec lord Salisbury).	43
— 13	M. Hanotaux à M. de Montebello.	45
— 14	M. Hanotaux à M. Blanc (proclamation des amiraux à la Crète).	46
— 15	Discours de M. Hanotaux sur les affaires de Crète.	50
— 17	Grande-Bretagne. Sir Edm. Monson à M. Hanotaux.	135
— 18	France. M. Cambon à M. Hanotaux (préparatifs militaires des Turcs).	140

			Pages.
—	19	M. Hanotaux à M. de Montebello.	143
—	20	M. de Courcel à M. Hanotaux.	148
—	—	M. de Montebello à M. Hanotaux.	149
—	—	M. Cambon à M. Hanotaux (notification du blocus de la Crète).	150
—	22	M. Hanotaux à M. de Montebello (vues de l'Angleterre).	153
—	—	M. Blanc à M. Hanotaux (mesures à prendre en Crète).	156
—	23	M. Hanotaux à M. Cambon (incidents de Tokat).	293
—	24	M. Hanotaux à M. de Montebello.	295
—	26	M. Hanotaux à M. de Montebello (entretien avec lord Salisbury).	297
—	—	M. Cambon à M. Hanotaux (mesures prises au sujet de Tokat).	298
Avril. . . .	2	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (incidents d'Hadjin).	311
—	—	Circulaire (mesures à prendre contre la Grèce).	313
—	3	<i>France — Pays-Bas</i> . Déclaration sur les rapports avec la Tunisie.	130
—	4	<i>France</i> . Circulaire (vues au sujet du conflit gréco-turc).	317
—	9	M. Hanotaux à M. Cambon (propositions des amiraux).	325
—	10	M. Cambon à M. Hanotaux (bases de l'autonomie crétoise).	328
—	12	Réponse de M. Hanotaux.	333
—	13	Le marquis de Noailles à M. Hanotaux (vues de l'Allemagne à ce sujet).	334
—	—	<i>Roumanie — Turquie</i> . Convention de commerce.	132
—	15	<i>France</i> . M. Hanotaux à M. de Montebello (vues au sujet du conflit gréco-turc).	339
—	17	Réponse de M. de Montebello.	340
—	18	M. Cambon à M. Hanotaux (rupture entre la Grèce et la Turquie).	341
—	20	M. Hanotaux à M. Cambon (protection des sujets grecs).	346
—	21	M. Hanotaux à M. Cambon (vues au sujet du conflit).	349
—	22	M. Cambon à M. Hanotaux (protection des sujets grecs).	351
—	24	M. Cambon à M. Hanotaux (même sujet).	354
—	27	M. Hanotaux à M. de Montebello (défaite des grecs).	361
Mai. . . .	5	<i>France — Suède et Norvège</i> . Déclaration relative à la Tunisie.	131
Juin. . . .	4	<i>Bulgarie — France</i> . Convention de commerce.	5
Septembre.	18	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Arrangement relatif à la Tunisie.	131
Décembre.	1 ^{er}	Convention pour l'échange des colis postaux avec l'Australie.	13
—	6	<i>Etats-Unis</i> . Message du Président Mac-Kinley.	109
—	20	<i>France</i> . Rapport sur la Tunisie.	121
1898			
Février. . .	8	<i>Grande-Bretagne</i> . Discours du Trône.	234
—	13	<i>France</i> . Décret sur l'établissement de droits de sortie à Madagascar.	215

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.